







*Library of the University of Michigan*  
*Bought with the income*  
*of the*  
*Ford-Messer*  
*Bequest*



S. F. FARRER



Z1  
6620  
.F8  
N9















NOTICES ET EXTRAITS  
DES  
MANUSCRITS  
DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
ET AUTRES BIBLIOTHÈQUES



PARIS  
IMPRIMERIE NATIONALE  
MDCCLXXVI



NOTICES ET EXTRAITS

PARIS

DES

C. KLINCKSIECK, LIBRAIRE

MANUSCRITS

RUE DE LILLE, 11

DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

ET AUTRES BIBLIOTHEQUES



091  
A17

NOTICES ET EXTRAITS

DES

MANUSCRITS

DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

ET AUTRES BIBLIOTHÈQUES

PUBLIÉS

PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

TOME QUARANTIÈME



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXVII



Terquem  
10 23-1922  
Ford-Messer



NOTICES ET EXTRAITS  
DE MANUSCRITS  
DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

XL  
TABLE DU TOME LX.

	Pages.
HOMÉLIES JUDÉO-ESPAGNOLES, par M. Moïse SCHWAB.....	1
REGISTRES PERDUS DES ARCHIVES DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE PARIS, par M. Ch.-V. LANGLOIS.....	33

M. MOÏSE SCHWAB,

PRÉSENTATAIRE ADJOINT RECHERCHEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

L'Association culturelle des Israélites de Paris a, dans sa bibliothèque, une longue série de manuscrits fragmentaires, provenant de la Gazerite (réserve de manuscrits) du Caire. La subdivision IX B de cette bibliothèque contient des pièces en judéo-espagnol, ou *ladino*, c'est-à-dire rédigées en vieille langue espagnole, écrites en caractères cursifs arabes. Comme on sait, aussi bien dans l'antiquité classique pour le grec et le latin, que plus tard et jusqu'à nos jours pour d'autres idiomes, les Juifs se sont assimilés plus ou moins la langue du pays où ils ont vécu; par elle, ils étaient en relation avec leurs contemporains. Seulement, ils ont employé dans ce but les caractères qui leur étaient le plus familiers, tantôt carabes, tantôt carabes.

Ce manuscrit est, comme on peut le voir, écrit dans les Balkans. Jude-Schwab, le Directeur de l'Association espagnole, en a été obligé d'en faire l'acquisition.

Les de ces manuscrits sont en vente à la Bibliothèque nationale.

Voir le catalogue de la Bibliothèque nationale, tome I, page 107, sous le titre "Manuscrits".

1911-1912, n° 1, p. 11.

409413



TABIE DE TOME IZ.

RECHERCHES SUR LES MONUMENTS DE LA CHAIRE DES COMPTES DE PARIS, par M. G. L.  
RECHERCHES SUR LES MONUMENTS DE LA CHAIRE DES COMPTES DE PARIS, par M. G. L.

103413



NOTICES ET EXTRAITS  
DES  
MANUSCRITS  
DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
ET AUTRES BIBLIOTHÈQUES.

---

HOMÉLIES  
JUDÉO-ESPAGNOLES,

PAR  
M. MOÏSE SCHWAB,

CONSERVATEUR ADJOINT HONORAIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

---

L'Association cultuelle des Israélites de Paris a, dans sa bibliothèque, une longue série de manuscrits fragmentaires, provenant de la *Gueniza* (réserve de vieux livres) du Caire. La subdivision IX B de cette bibliothèque contient des pièces en judéo-espagnol, ou *ladino*<sup>(1)</sup>, c'est-à-dire rédigées en vieille langue espagnole, écrites en caractères cursifs africains. Comme on sait, aussi bien dans l'antiquité classique pour le grec et le latin, que plus tard et jusqu'à nos jours pour d'autres idiomes, les Juifs se sont assimilé plus ou moins la langue du pays où ils ont vécu; par elle, ils étaient en relation avec leurs compatriotes. Seulement, ils ont employé dans ce but les caractères qui leur étaient le plus familiers, tantôt carrés, tantôt cursifs<sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Ce mot correspond évidemment au primitif *latino*, dénommé dans les Balkans : *Jude-simo*. Selon le Dictionnaire de l'Académie espagnole, ce mot désigne l'ancienne langue castil-

lane du xv<sup>e</sup> siècle, telle qu'elle reste usitée en Orient.

<sup>(2)</sup> Voir *Journal asiatique*, 1894, t. II, p. 565-587; *Mélanges Havel* (1895), p. 317-324.



Partout où ils se sont établis, on a vu se créer un idiome mixte, soit judéo-araméen, soit judéo-grec aux premiers siècles de l'ère chrétienne, soit plus tard judéo-persan ou judéo-arabe, etc., puis judéo-espagnol. Mais, ce qui différencie celui-ci des autres patois, c'est le fait de son transfert dans des milieux de langue et de culture hétérogènes. Le castillan du temps de Christophe Colomb s'est survécu, coloré d'hébreu, dans les communautés de Juifs exilés d'Espagne, venus en Turquie, en Serbie, en Bulgarie, au Maroc, etc. Pieusement, le *ladino* a gardé un grand nombre de locutions et des tours de phrase archaïques; il s'écrit et s'imprime volontiers en caractères hébreux. Sous cette forme, il a donné naissance à toute une littérature de traductions, d'homélies, de chants, de chroniques populaires, de journaux<sup>(1)</sup>, que l'on trouvera énumérés dans l'opuscule de Kayserling : *Bibliotheca española-portuguesa-judaica* (Strasbourg, 1890, gr. 8°, à 2 col.).

A l'état manuscrit, de tels textes sont assez rares, et jusqu'à présent on connaissait seulement trois pièces de ce genre. Ce sont des correspondances d'affaires, publiées par Fernandez y Gonzalez pour l'Académie d'histoire à Madrid<sup>(2)</sup>. Tel est, pour cette rubrique spéciale, le mince bagage, augmenté par la publication récente des nos 5 et 6 de la subdivision précitée des provenances du Caire<sup>(3)</sup>. Ces deux numéros homilétiques ont l'avantage, sur les précédents et les suivants, d'être chacun complet en peu de pages, tandis que les nos 1-4 et 7-11 sont plus étendus. Il est seulement regrettable que les uns soient acéphales, souvent en mauvais état.

De plus, les rédacteurs sont presque toujours des semi-talmudistes, aussi peu capables de respecter l'orthographe espagnole que la correction hébraïque. En outre, ils ont conservé dans leur exposé les textes originaux, non traduits, et, comme ils les citent de mémoire, ils les ont fréquemment transcrits fautivement. Ainsi, l'on se trouve maintes fois en présence de lectures douteuses, ce langage populaire étant farci de mots talmudiques ou rabbiniques qu'il est difficile de traduire. Voici pourtant, malgré leur état défectueux, des extraits de ces manuscrits, parce qu'ils intéressent un point particulier, un champ peu cultivé, dans le domaine de la littérature, en même temps qu'ils touchent à la philologie et même à l'étude des mœurs ou du folklore.

<sup>(1)</sup> Cf. *Revue des études juives*, t. LXIV, p. 159; Dr. A. S. Yahuda, *Contribucion al estudio del judeo-español* (Madrid, 1915, 8°). — <sup>(2)</sup> *Boletín de la R. Academia de historia*, 1884, p. 209-306. — <sup>(3)</sup> Voir *Revue des études juives*, t. LIV, p. 107-112 et 253-258.



## I

Le n° 1, écrit en caractères rabbiniques orientaux bien soignés, se compose de trois feuillets portant les chiffres 137, 186 et 196. Ceux-ci proviennent donc d'un assez gros recueil de *Midraschim*, dont on aura une idée par les extraits qui suivent.

(Folio 137 recto) Meldamos<sup>(1)</sup> en Perek primero de מסכת ברכות<sup>(2)</sup>. Aba Benjamin dicien : non su Tefila<sup>(3)</sup> de el hombre es aveira salvo en el בית הכנסת<sup>(4)</sup>, que ansi dice el פסוק<sup>(5)</sup> : « por avier a el cantor y a la oracion »; en el lugar de el Cantor ha è sia la oracion. Dice Abin bar Ada, dice Rabbi Isaac, de aonde tenemos que el santo bendicho<sup>(6)</sup> el es allado en el בית הכנסת, que ansi dice el פסוק<sup>(7)</sup> : « El Dio aparado en compañía de juvezes etc. » Y de aonde tenemos a dos que dicen Tefila que la שכינה<sup>(8)</sup> esta con ellos, que ansi dice el פסוק<sup>(9)</sup> : « Entere juveses juzga. » Y de aonde tenemos a tres que estan en el juezio que la שכינה esta con ellos, que ansi dice el פסוק « Entere juveses juzga. » Y de aonde tenemos a dos que estan asintados y trabajan en la Ley que la שכינה esta con ellos, que ansi dice el פסוק<sup>(10)</sup> : « Entonses fablaron temientes a 'ה varon a su compañero, fasta y a pensantes su nombre », che es la הבנה<sup>(11)</sup> y a pensantes su nombre.

Dice Rab Assi : אפילו<sup>(12)</sup> que penso el hombre por facer alcuna מצוה y non la feço, conta sobre el el פסוק como si la feciera. Y de aonde tenemos que אפילו uno que esta y trabaja en la Ley que la שכינה esta posada con el y assetevan a el precio, que ansi dice el פסוק<sup>(13)</sup> : « En qualsequer lugar que enmentari a mi nombre verne a te y bendecirtie. » וכי<sup>(14)</sup>, despues que אפילו uno dos tiene demenester por decir : Dos son escritas sus palabras en libro de las membraciones. Uno non su escritas sus palabras en libro de las membraciones. וכי, despues que אפילו dos tres tenia de menester por decir : Dichiera el juezio, es una fas tan solamente en el עולם y non viene la שכינה entre ellos, por esto tovo de menester por envisarmos que el juezio tambien es Ley. וכי, despues que אפילו tres dyes tenia de menester por decir : Dies aconanta la שכינה y viene

<sup>(1)</sup> Du verbe *meldar* « lire ».

<sup>(2)</sup> Talmud B., tr. *Berakhôth*, f. 5<sup>a</sup> et 6<sup>a</sup>.

<sup>(3)</sup> « Prière ».

<sup>(4)</sup> « Synagogue ».

<sup>(5)</sup> I Rois, VIII, 28.

<sup>(6)</sup> « Le Saint, béni soit-il ! » (Dieu). — אֱלֹהִים avec point = *ch*.

<sup>(7)</sup> Ps. LXXXIII.

<sup>(8)</sup> « Divinité ».

<sup>(9)</sup> *Ibid.*

<sup>(10)</sup> Malakhi, III, 16.

<sup>(11)</sup> « Faculté de compréhension ».

<sup>(12)</sup> « Même si ».

<sup>(13)</sup> Exode, XX, 24.

<sup>(14)</sup> « Or donc ».



(*Ibid.*, verso) tres fasta que se hacientan. Y si non entro ha y para decir Tefila en su er a causa de licencia pica, como dicemos a ya sobre ella, y dice Rabin, dice R. Isaac, todo el que esta ozaro por venir a el בית הכנסת y un dia non veno, el santo bendicho el demanda en el, que ansi dice el פסוק (Isaïe, I, 10)...

(*Au bas, du même côté*) Y si entro para dicer Tefila a el בית הכנסת con su compañero espere a el, como dicemos ha ya dice la ברייתא<sup>(1)</sup>, Aba Benjamin dicien : dos que entraron a el בית הכנסת para decir Tefila y non espero el uno a su compañero y se salio li adunjan...

(*Fol. 186 recto*) [fin de citation] « ברבי שמעון. Y toman almas; sabio este es ב' שמעון ב' לקוניא<sup>(2)</sup>. Quando descanso su alma, lo trocherin a la matra de su padre era acudian un colivro a la matra dichieron... »

(*Au bas de cette page*) Y meldamos en מסכת סנהדרין<sup>(3)</sup> : « dice R. Yehuda, dice Rab : Todo el que vera הלכה de boca del Talmud, como si lo tobaca de eredar de sus padres, que ansi dice el פסוק<sup>(4)</sup> : « Ley encomindo a nos Mose eredada », eredada es a todo Israel desde ששת ימי בראשית<sup>(5)</sup>.

(*Verso*) « Dice R. Yehuda, dice Rab : Todo el que vera הלכה<sup>(6)</sup> di bocca del Talmud, אפילו las creaturas que en les estentens de sus madres maldicen », a el que ansi dice el פסוק<sup>(7)</sup> : « Veran se vera maldicerlo un gentio »...

Au milieu de la page commence un autre chapitre, dont on ignore le nombre, par suite d'un trou au milieu de ce feuillet, trou qui s'étend sur cinq lignes. La première ligne dit : « ... que el envisa הלמידים<sup>(8)</sup> grandos o pequeños ».

Au bas de cette page :

Meldamos en כתובות מס' כחובות<sup>(9)</sup> (XII) y meldamos en מס' שבת<sup>(10)</sup> : « dice R. Gidal, dice Rab : Todo : הלמיר חכם<sup>(10)</sup> que esta delantres de su Rabbi... ».

(*Folio 196 recto*) Limpios, como meldamos en Perek I di מס' שבת<sup>(11)</sup> « Raba bar R. Houina echava sus calças y decia Tefila. Dice R. Achi, vede a R. Cahana : quando avia sania en el עולם<sup>(12)</sup>, atava sus manos y dice a Tefila. »

<sup>(1)</sup> Tradition « externe » postérieure à la Mischna.

<sup>(2)</sup> Tr. *Baba Mescia'*, 85<sup>a</sup>.

<sup>(3)</sup> Tr. *Sanhédrin*, 91<sup>a</sup> fin.

<sup>(4)</sup> Deutéron., xxxiii, 4.

<sup>(5)</sup> « Six jours de la création ».

<sup>(6)</sup> « Règle rabbinique ».

<sup>(7)</sup> Proverbes, xi, 26.

<sup>(8)</sup> « Disciples des rabbins ».

<sup>(9)</sup> Tr. *Sabbat*, f. 30<sup>b</sup>.

<sup>(10)</sup> « Savant talmudiste ».

<sup>(11)</sup> Même tr., f. 10<sup>a</sup>.

<sup>(12)</sup> « Monde ».



Au milieu de cette page, commence un chapitre II, qui débute par ces mots :

Quando era el בית המקדש <sup>(1)</sup> fereguado y eran los קרבנות <sup>(2)</sup> de Israel allenantes, como es su דין <sup>(3)</sup> sobre la ara, eran Israel escapantes por el זכות <sup>(4)</sup> de la Ley y por el זכות de los קרבנות de su juezio <sup>(5)</sup> de גיהנום <sup>(6)</sup>....

(*Au bas de cette page*) Esto es lo que dice el פסוק <sup>(7)</sup> : « Si non que se peña los vindio », y non es peña salvo Abram, que ansi dice el

(*Verso*) פסוק <sup>(8)</sup> : « (tache) [vis]tad a peña que fuestos tajados », y fue מסכים <sup>(9)</sup> el santo bendicho el con el.

(*Au bas du verso de ce feuillet*) Y meldamos en שמות רבה <sup>(10)</sup> ואלה, el פסוק dice <sup>(11)</sup> : « Y esto que faves sobre la ara », esto es lo que dice el פסוק <sup>(12)</sup> : « Tomar con vos palabras » y tornar a ה', y esto es lo que dice el פסוק <sup>(13)</sup> : « lavare con limpieza mes manos ».

## II

Nº 2. Développement midraschique de la bénédiction sacerdotale, formulée dans le Pentateuque (Nombres, VI, 25-27). Écrit en caractères rabbiniques égyptiens, aux ligatures souvent obscures, ce manuscrit comprend les huit derniers feuillets (fol. 77 à 84) d'un recueil d'homélies. Le dernier feuillet comporte l'expression finale הם ונשלם ש'ל'ב'ע, et le verso est resté blanc.

Le texte débute par la citation talmudique suivante <sup>(14)</sup> :

[אמור] להם יברכך ה'. מס' פסחים פ' אלו עוברין

La seconde moitié de cette ligne est trouée, mais on peut reconnaître ces mots : לעולם ימכור אדם כל מה שיש לו, à l'aide de la ligne suivante, qui continue

<sup>(1)</sup> « Sanctuaire » (de Jérusalem).

<sup>(2)</sup> « Sacrifices ».

<sup>(3)</sup> « Précepte ».

<sup>(4)</sup> « Heureuse influence ».

<sup>(5)</sup> « Condamnation à... ».

<sup>(6)</sup> « Géhenne ». Cf. Midr. *Rabba* sur Exode, section LI.

<sup>(7)</sup> Deutér., xxxii, 30.

<sup>(8)</sup> Isaïe, LI, 1.

<sup>(9)</sup> « Approbateur ».

<sup>(10)</sup> Même Midraș, ch. 37 (édit. Stettin, 1883, f. 29<sup>a</sup>).

<sup>(11)</sup> Exode, xxix, 38.

<sup>(12)</sup> Hosée, xiv, 3.

<sup>(13)</sup> Psaume xxvi, 6.

<sup>(14)</sup> Tr. *Pesahim*, f. 49<sup>b</sup>.











(Fol. 83<sup>a</sup>) Les cinq premiers mots ont été arrachés. Ensuite on lit ceci :

... y sean pertenecientes... (trou) para otros... como ya siendo de esta manera seran los figos tambien הגונים<sup>(1)</sup> וכשרים.

(Ibid., au bas) Por onde vea vease mi que han de responder תוספות alla que el רקיע<sup>(2)</sup> que dice : alla es de mas sustancia que los כוכבים<sup>(3)</sup> que... (le reste est déchiré).

En marge, à droite des deux dernières lignes, la référence פ' אלו פסחים (tr. Pesahim, ch. II).

(Fol. 83<sup>b</sup>, en haut) ... es como... ז"ל כפי (2) de lo que facia... y es conviene a saber que alla tiene razon de poner un grande grado a los מלמד חינוקות<sup>(4)</sup>.

(Ibid., au bas) y es verdad que איני כדאי לברך; pero con todo eso<sup>(5)</sup> : אל תהי ברכת הדיוט : קלה בעיניך, que dicheron חכמים, Yalkut, Samuel, f. 26<sup>d</sup>.

(Fol. 84, fin) Pues digamos : el ש"י<sup>(6)</sup> que traiga a quel que este fragado (sic) המקדש בית para que אמור להם וכו' , para que en una אמירה<sup>(7)</sup> y en una ברכה se digan todas tres ברכות lo qual sera וכן י"ר<sup>(8)</sup> במהרה בימינו ועינינו ראות א' א' וכן י"ר.

En tête des pages, il y a comme titre courant les mots בר' II (des Bénédiction, livre II).

### III

N° 3. Un feuillet in-4°, sur papier, à 2 colonnes; écriture cursive judéo-africaine. Homélie composée à propos d'une circoncision : valeur de cet acte.

En épigraphe, ce passage des Abóth de R. Natan<sup>(9)</sup> : הנן נח נולד מהול שנ' בו : המים אברהם לא נקרא תמים אלא עד שמל שנ' התהלך והיה תמים<sup>(10)</sup>.

Texte :

הנה מה טוב ומה נעים זה חסדו אשר עשה עמנו אשר הכדילנו מן העמים ע"י אות ברית קדש אשר חתם בבשרנו אשר הוא זה אשר אמר הכתוב<sup>(11)</sup> והקימותי את בריתי... להיות לך לאלהים ולורעך לעיני כל לעיני כל<sup>(12)</sup> מילא<sup>(13)</sup> de la מצוה<sup>(12)</sup> qui siendo dicer que con esta מילה.

(1) « Convenables et aptes ».

(2) « Firmament ».

(3) « Étoiles ».

(4) « Instituteur ».

(5) « Que la bénédiction d'un laïque ne soit pas secondaire à tes yeux ».

(6) « Sanctuaire ».

(7) « Énonciation ».

(8) « Bientôt, de nos jours », formule usuelle d'eulogie finale.

(9) Chap. II, édition Levinepstein à Varsovie, f. 31<sup>b</sup>. Cf. tr. Nedarim, f. 31 (Mischna).

(10) Genèse, xvii, 1.

(11) Ibid., vs. 7.

(12) « Préceptes ».

(13) « Circoncision ».



que (1) *que como* ונחנו עמו *que* (2) חלק ה' הוא אלהינו ואנחנו עמו *que* (3) ר' זל' dicieron *que* le dicho el *ש"ת* (4) a *א"א* (5) : « si tes enfants acceptent la circoncision, ils admettent ma Divinité »), *que* (6) לכאורה hay *que* demandar como esto בזה *זה* (7) תלוי, si no para esto, el רב הגדול מהר"י (8) Algazi en el שארית יעקב (9) *que* cuando sees מתבטל ברוב *cuando* el איסור no esta בעיין (10). Enpero si el איסור esta בעיין, no sees לעולם מתבטל; agora siendo *que* el *ש"ת* mos aseasono con su siglo (11) con esto, con lo *que* שאל גוי אחד לר' ב' כתוב : *Midrash* en Parascha de *Mischpatim* (12) : « Un païen a posé au Rabbin Josué b. Napha la question suivante : « Puisqu'il est écrit dans votre Loi (Exode, xxii, 2) de se régler d'après la majorité, et que nous sommes en majorité, pourquoi ne vous rangez-vous pas à notre opinion ? »).

Agora נמצאנו למדים <sup>(13)</sup> que con esta טענה <sup>(14)</sup> del נוי <sup>(15)</sup> quale que mo[s] podamos con las אומות <sup>(16)</sup>, ולא יזכר שם ישראל עוד <sup>(17)</sup>. Siendo que las אומות son רוב <sup>(18)</sup> que ellos son ע' אומות <sup>(19)</sup> y mosotro somos una אומה. Enpero tenemos por דין nunca digo que el איסור <sup>(19)</sup> sees : מתבטל ברוב, si no cuando el איסור non esto בעיין <sup>(20)</sup> דהיינו que no se conoce; enpero si el איסור se conoce, nunca sees מתבטל. Esto es lo que dicho el ש"ת א"א <sup>(21)</sup> : אם ישראל <sup>(22)</sup> תשובה <sup>(22)</sup> תשובה, מקבלים אלהותי (fijos) mi (?) por cierto... מקבלים את המילה a las [אות]...

Après quoi, à l'angle extérieur des colonnes 2 et 3, une déchirure entame les six premières lignes, dont voici le contenu fragmentaire :

צורים : פסוק רב ע"ה (24) que hacemos no mos sobre... e con esto dicho הוא... ישכון ובגוים : סמיכות (25) : Esto [es la] Mila, y con esta viene el ונבנים לא יתחשב : Miçwa de la Mila : לא יתחשב queriendo decir que tienen esta

(1) « Aux yeux de tous les peuples ».

(2) « Part de Divinité ».

(3) « Nos sages, d'heureuse mémoire ».

(4) « La Providence ».

(5) « Abraham, notre père ».

(6) « En principe ».

(7) « L'un dépend de l'autre ».

(8) Isr. Jacob, commentateur biblique.

<sup>(b)</sup> Ouvrage paru à Constantinople en 1745, in-fol.

<sup>(10)</sup> L'« interdit » est annulé s'il n'est plus « visible ».

<sup>(11)</sup> Le ms. a סיי.

(12) Il doit s'agir là d'un Midras inédit.

(13) « Nous apprenons ».

(14) «Argument».

(15) «Pañen n.

(16) « Nations étrangères ».

(17) « Le nom d'Israël aurait disparu ».

(18) « En majorité ».

(19) « Interdit annulé par la majorité contraire ».

(20) « C'est-à-dire ».

(21) « Dieu à Abraham ».

(22) « Réplique ».

(23) « Circumcision ».

(24) Nombres, xxiii, 9

(25) « Rapprochement, suite ».



A la suite de la septième ligne, le texte continue en ces termes :

(1) *que con esta Miçwa de la Mila, que es una señal, apropiada a dar a saber que* *somos* (2) *ה' עם*. Con esto se entiende el cabo del *מאמר* (3) *que dice : אמר הקב"ח לא"הע אם* : מקבלים בניך המילה הם מקבלים אלהותי ואם לא אין מקבלין אמר ר' ברכיה בשם ר' אבין בר ר' יוסי דבר אמר להם יהושע ומלן וכי סבורים אתם שתכנסו לא"י ערלים כך אמר הקב"ח לאברהם ונתתי לך ולזרעך אחריו את ארץ מגוריו על. מנת ואתה את בריתי תשמור וכאן הכן שואל ר' ברכיה (Dieu dit aux nations du monde : « Si vos fils admettent la circoncision, c'est qu'ils reconnaissent ma Divinité; si non, ils ne me reconnaissent pas. » R. Berakhia dit au nom de R. Abin, fils de R. Yossé : « Josué leur adressa la parole, puis il les circoncit; croyez-vous, dit-il, que vous entrerez en Palestine non circoncis ? Ainsi, Dieu dit à Abraham (Genèse, xvii, 7) : « Je te donnerai, et à ta postérité après toi, le pays où tu séjournes, à condition d'observer mon alliance. » Sur quoi R. Berakhia demande) : de onde que tu esto que dice דבר אמר אם מקבלים : *מאמר* (4) *הם יהושע ומלן*, e que *שייכות* (5) *tiene con el precipio del* *מאמר*, que dice : אם (6) *וכו' si no, אם יראה בעיני מ"ו*, (7) *se entiende con lo que dicemos que es que la Mila es señal que somos בני אל' (8) נחלת ה' בני אל' con ser מקדים lo que dicho el Raschi en la Parscha de Brešit (9) : אמר ר' יצחק לא היה צריך להתחיל את התורה. . . מי בראה הקב"ח והוא נותנה למי שרוצה :*

Aquí hay que demandar verdad es que el ש"ת creo el עולם, y así el Dio esta tiene בני כנען (10) de el principio, y quien dicho que agora el ש"ת la quito de בני כנען e la dio (11) *dichemos otra vez que Bne Israel son לסמים* (12), si no con lo que dicemos : esta bueno siendo que el ש"ת creo el עולם, y verdad es que la dio el precipio a בני כנען. Enpero agora que vimos que Israel llevan el חותם del מלך y . . . (14) *[el]los son קרובים למלכות* (15) *y tienen . . . el מלך de hacer lo que quieren, y por . . . en decir לסמים אהם* (16).

Agora esto אמר ר' ברכיה דבר אמר להם [יהושע] ומלן וכי . . . ליכנס לארץ באתם ערלים no puede ser . . . que sos לסמים; por esto hace Mila. . . עם ה' y el es que creo el עולם, y con esto podes tomar estas tieras, y si no diran que sos לסמים. Enpero aqui כנוי (17) de esto hay que demandar : porque dio ש"ת el א"י al precipio a בני כנען que es זרעו de חם (18) una vez que זרע של שם (20) que la diera (19) *סוף כל סוף* la tiene de tomar Bne Israel que son de שם שם

(1) « Il s'ensuit ».

(2) « Peuple de Dieu ».

(3) « Dissertation ».

(4) « Josué leur adressa la parole, puis les circoncit ».

(5) « Relation ».

(6) « Si vous admettez, etc. ».

(7) « Si c'est votre avis, messieurs ».

(8) « Héritage divin, fils de Dieu ».

(9) Début du commentaire de Raschi sur Genèse, I, 1.

(10) « Aux fils de Chanaan. »

(11) « Aux fils d'Israël ».

(12) « Brigands ».

(13) « Roi de l'univers ».

(14) Ici commence le verso, écorné.

(15) « Près de la Royauté ».

(16) « Vous êtes des brigands ».

(17) Ou כפי « d'après cela ». Lecture douteuse.

(18) « Postérité de Cham ».

(19) « A la fin des fins ».

(20) « Postérité de Sem ».



a uno de 'שר, si no <sup>(1)</sup> si puede decir פשט ררך פשט <sup>(2)</sup> siendo que tenemos que ארור כנען עבד עבדים יהיה לאחיו <sup>(3)</sup> Y dicho por la Ley <sup>(4)</sup> מה שקנה עבד קנה רבו ורעו של שם era fuerte de tomarla de la mano de ellos. — En la Parscha de לך לך, en el פסוק que dice <sup>(5)</sup> והכנעני או בארץ היה הולך וכובש, dice el Raschi : את ארצות של שם שבחלקו של שם נפלה כשחלק נה את הארץ לבניו שנא' ומלכי צדק מלך שלם. (« Le Chananéen était alors dans le pays »; il allait et s'emparait des territoires de Sem, car dans la part de Sem était échu ce pays, lorsque Noé fit la répartition de la terre entre ses fils, comme il est dit <sup>(6)</sup> : « Et Melchisédech, roi de Salem. »)

Aqui demandava ז"ל הנוי (?) מו' הרב המובהק, מוהרם <sup>(7)</sup> que esto es arivez... lo que declaro en la Parscha de לך לך, שלח לך, en el פסוק <sup>(8)</sup> de שנים נבנתה לפני צען מצרים <sup>(9)</sup> el Raschi : שנים נבנתה אפשר שכנה הם את חברון לכנען בנו הקטן קודם שיבנה צען למצרים : « En sept années a été construite etc. » Se peut-il que Cham ait construit Hébron pour son fils cadet Chanaan, avant de construire Tsoan pour Misraïm son aîné?) si no que era מצען <sup>(10)</sup> (pourvue de tout bien en une fois sur sept à Tsoan).

כנען <sup>(11)</sup> Cham el proprio parago ארץ Chanaan a su hijo, y como dicho el proprio que שם נפל בחלקו של שם <sup>(12)</sup>, y lo dicho אין צ"ע <sup>(13)</sup>.

Col. 4 : <sup>(14)</sup> איך שיהיה נמצאנו למדים : è no.

Après cette seule ligne en haut de la quatrième colonne, au milieu d'une phrase inachevée, le reste est vide. A l'angle supérieur, on peut lire un chiffre de pagination, 46; ce qui semble indiquer que ce feuillet provient d'un recueil d'exposés midraschiques, dont le présent numéro paraît être le dernier.

## IV

N° 4. Oraison funèbre (sans désignation particulière), écrite en une très longue colonne, dont la seconde moitié a beaucoup souffert des mouillures. En épigraphe, ces mots <sup>(15)</sup> : ולהעלתך מן הארץ ההיא אל ארץ טובה ורחבה.

<sup>(1)</sup> « Par procédé simple », opposé à l'explication midraschique.

<sup>(2)</sup> « L'acquêt de l'esclave est au maître ».

<sup>(3)</sup> Genèse, ix, 25.

<sup>(4)</sup> Ibid., xii, 6.

<sup>(5)</sup> Ibid., xiv, 18.

<sup>(6)</sup> Nombres, xiii, 22.

<sup>(7)</sup> « Quoi qu'il en soit ».

<sup>(8)</sup> « La Palestine est échue en partage à Sem ».

<sup>(9)</sup> « N'a pas besoin d'être médité ».

<sup>(10)</sup> « Quoi qu'il en soit, nous apprenons ainsi ».

<sup>(11)</sup> Exode, iii, 8.



*Texte* <sup>(1)</sup> : כשמת בנו של ר'ב' נכנסו תלמידיו לנחמו נכנס ר' אלעזר אמר לו רצונך שאומר לפניך דבר א"ל אמור א"ל אד"הר היה לו בן ומת שנ' <sup>(2)</sup> וידע אדם את אשתו אף אתה קבל תנחומין א"ל לא די לי צרתי אלא שהזכרתני צרת אד"הר. נכנס ר"ט אמר לו... משל למה הדבר דומה למלך שהפקד אצל א' פקדון בכל יום אותו האיש צועק ובוכה ואומר מתי אצא מן הפקדון הזה בשלום אף אתה כן אמר לו אלעזר בני נחמתני ע"כ כי רע ומר עלי כי גדל הכאב מאד כי יעלה הכורת (A la mort du fils de R. Yohanan b. Zacaï, ses disciples vinrent le consoler. R. Eléazar entre et dit au maître : « Te plaît-il que j'expose une parole devant toi ? » Réponse : « Dis. — Le premier homme, Adam, avait un fils qui mourut, comme il est dit : « Adam connut sa femme »; de même toi, accueille des consolations. — Ma peine, répliqua le maître, ne me suffisait-elle pas ? Il fallait encore que tu me rappelles le chagrin éprouvé par Adam ! » — Survient R. Tarfan, qui s'exprime dans le même sens, et il reçoit une réponse analogue. Enfin un autre disciple expose l'apologue suivant : « Un roi avait confié un dépôt à un particulier, lequel criait et pleurait chaque jour, disant : « Quand serai-je en paix, libéré de ce dépôt ? » Il en est de même pour toi, à l'égard de ton fils. — Eliézer, répliqua le père, tu m'as consolé ainsi, car l'amertume est en moi, car la douleur est très grande. Le faucheur (la mort) est monté; il a tué l'élu parmi les cèdres, la grappe de Chypre. »)

לילה <sup>(4)</sup> כיום (Que cierto que como una mancilla, como esta es menester de amargar siendo <sup>(5)</sup> שהוקש לחרבן ב"ה כאשר חכמים הנידו באיכה רבתי וז"ל קרא עלי מועד לשבור בחורי מצינו שסילוקן של בחורים ק' כחרבן ב"ה דכתיב נת דרך ה' לבתולת בת יהודה כך קרא עלי מועד לשבור שואל (Cette perte est comparée à la destruction du Sanctuaire jérusalémite, comme nos sages l'ont observé dans le Midrasch Rabba sur les Lamentations, en ces termes <sup>(5)</sup> : « Il a convoqué une assemblée pour briser mes jeunes guerriers. » Nous trouvons que l'enlèvement des jeunes gens est aussi pénible que la destruction du Temple, ainsi qu'il est écrit ensuite : « Le Seigneur a foulé le pressoir [ou : fait jaillir le sang] à la vierge, fille de Juda. » C'est ici que le fils pose une question.)

Hay que demandará al <sup>(6)</sup> בעל המאמר que es esta habla de מצינו <sup>(7)</sup> que parece que topo un חידוש <sup>(8)</sup> que no se sabia hasta agora, פסוק מלא הוא ויל קרי בי רב, <sup>(9)</sup> que claro si esta mirando que se iguale el melogramiento de los בחורים como ב"ה חורבן <sup>(10)</sup>.

<sup>(13)</sup> רב הגדול הר' אלגאזי ע"ה para responder esto dicho con lo que dice el רבתי <sup>(14)</sup> מדרש איכה רבתי <sup>(15)</sup> נמצא <sup>(11)</sup> en que ענין <sup>(12)</sup> lo asemejo, si no para esto

<sup>(1)</sup> Abôth de R. Nathan, chap. XIV.

<sup>(2)</sup> Genèse, IV, 1.

<sup>(3)</sup> Allusion à Cantique, I, 12 et V, 15.

<sup>(4)</sup> « La nuit comme le jour ».

<sup>(5)</sup> Lamentations, I, 15.

<sup>(6)</sup> « Auteur de l'exposé ».

<sup>(7)</sup> « Nous trouvons ».

<sup>(8)</sup> « Nouveauté » (nouvelle).

<sup>(9)</sup> « Le verset est clair; va le lire près du maître ».

<sup>(10)</sup> « Destruction du Temple ».

<sup>(11)</sup> « De plus ».

<sup>(12)</sup> « Objet ».

<sup>(13)</sup> L'éminent rabbin Algazi, cité ci-dessus.

<sup>(14)</sup> Midras Rabba sur les Lamentations.

<sup>(15)</sup> « Il se trouve », ou : « Donc ».



סילוקן של צדיקים <sup>(1)</sup> es mas de חרבן ב"ה y vemos que en este פסוק mento lo tres que es סילה כל אבירי ה' : <sup>(2)</sup> פסוק que ansi dicho el סילוקן של בחורים y סילוקן של צדיקים ברכות, que esto es por צד' סילוקן של צד' que se llamaron אבירים asigon dicho la *Gmara* en שמעו אלי אבירי לב הרחוקים מן הצדקה אלו הצדיקים שכל העולם נוזנין : <sup>(3)</sup> פסוק sobre el פסוק « Écoutez moi, puissants par le cœur », éloignés de la justice; ceci vise les gens pieux, car tandis que tout le monde est nourri par charité, ils le sont par le bras puissant. . . » y sobre בחורי בחור es por קרא עלי מועד לשבור בחורי בחור, סילוקן של בחורים y סילוקן של צדיקים <sup>(4)</sup> de באמצע סילוקן של בחורים. Sciamo que בחורי בחור es por חרבן ב"ה חרבן ב' חרבן ב'.

Agora sia que dice el Midraş que fue מסרם <sup>(5)</sup> el פסוק y fue מקרב <sup>(6)</sup> el חרבן ב"ה סילוקן y חרבן ב"ה של בחורים . . .

*Le reste de cette page est en grande partie rongé par les mouillures.*

*Fin :* חורתי למאמר הקודם <sup>(7)</sup>, que hay que demandar porque estetos cinco תלמיד' <sup>(8)</sup>. Cada uno le dicho uno causa que es el מכון de cada uno y uno, si no lo que vinieron a decir que la סבת סילוק הצדיקים קודם זמנם <sup>(9)</sup> es por cinco סבות : la una es por הדור <sup>(10)</sup>; secunda, como mataro que no siendo morto בזמנו <sup>(11)</sup> de su muerte, esto es lo que le dicho R. Eleazar, diciendo toma תנחומין <sup>(12)</sup>, porque tu hijo era צדיק <sup>(13)</sup> y morio por הדור; que secunda que lo mataron y Adam le mataron el hijo a recibio תנחומין. Si de ר' ב' <sup>(14)</sup> no quiso recibir sos תנחומין . . . (coupure), se quiso contener y decir que su hijo fue כפרה <sup>(15)</sup> por el דור.

#### Nº 7. Explication d'un passage du Midrasch sur les Lamentations, en 4 colonnes. Écriture judéo-égyptienne.

מדרש איכה <sup>(16)</sup> ז"ל קשה סילוקן של צדיקים לפני הקב"ה יותר מחרבן בית המקדש וכ"כ : *Col. 1* : למה ואברה חכמת חכמיו ובינת גבוניו הסתתר <sup>(17)</sup> ע"כ.

Vaeda hay que demanda en este מאמר, primeramente en lo que dice סילוקן, que habia lo de decir יחיד <sup>(18)</sup> בלשון יחיד, y mas en lo que dice : יותר מחרבן ב"ה <sup>(19)</sup>, que es la manera

<sup>(1)</sup> « Décès des justes ».

<sup>(2)</sup> Lament., I, 15.

<sup>(3)</sup> Isaïe, XLVI, 12.

<sup>(4)</sup> « Au milieu, entre ».

<sup>(5)</sup> « Retorque ».

<sup>(6)</sup> « Rapproche, compare ».

<sup>(7)</sup> « Je reviens à ce qui précède ».

<sup>(8)</sup> « Disciples » précités.

<sup>(9)</sup> « Cause du décès des gens pieux, avant leur temps ».

<sup>(10)</sup> « Péchés de la génération » contemporaine.

<sup>(11)</sup> « En son temps ».

<sup>(12)</sup> « Consolations ».

<sup>(13)</sup> « Juste, pieux ».

<sup>(14)</sup> R. Yohanan b. Zacaï.

<sup>(15)</sup> « Expiation, rédemption ».

<sup>(16)</sup> Chap. I, édition Levinepstein (Varsovie), p. 31<sup>b</sup>.

<sup>(17)</sup> Isaïe, XXIX, 14.

<sup>(18)</sup> « Au singulier ».

<sup>(19)</sup> « Plus que la ruine du Sanctuaire ».



del <sup>(2)</sup> וכ"כ למה ואברה <sup>(1)</sup> חרבן, y mas en lo que dice <sup>(3)</sup> בלשון רבים, si no se entendera con ser <sup>(4)</sup> מקדים lo que dichieron los <sup>(5)</sup> מפרשים que hay <sup>(6)</sup> חלוק מיתה <sup>(7)</sup> de un צדיק a cuando son dos, <sup>(8)</sup> בר מינן que cuando es uno es <sup>(9)</sup> לכפרה לדור מ...; si son dos es זו מעתה זו <sup>(10)</sup> הכונה הוא. Si <sup>(11)</sup> צדיקים es por el mal que ha de vener, enpero cuando es uno, es por <sup>(12)</sup> ידוע. Y <sup>(12)</sup> es que ב"ה חרבן es por <sup>(13)</sup> כפרה לדור, y esto es por lo que dice : <sup>(13)</sup> וכ"כ למה, que sea la מיתה de los צדיקים mas fuerte que חרבן.

וא"כ למה אתה בוכה הרבי צרת רבים חצי נחמה שמיום שנ' : (*Vers le bas, même colonne*) : אבל גדול לפני שנ' ויקרא י"י צבאות לבכי <sup>(13)</sup> וכו' והכונה שם ענינו אלו היה מת לא היה נחרב הבית ע"כ.

Enpero vede en los מפרשים que dicen de otro modo la כונה del מאמר <sup>(14)</sup> הק'ב"ה era ע"ד שאמרו המפרשים על פסוק כאיש אשר אמו תנחמיו כך אנכי אנחמכם : מתנחם a Yoshua ובירושלם תנחמו <sup>(14)</sup> כלומר כמו האיש שבמיתת אביו תנחמהו אמו אשר גם אמו גונעת אליה הרעה ההיא כן אנכי אנחמכם להיות כי אתם ידעתם כי בכל צרתכם לי צר ודרך עצב בי על שמימות ירושלים ובירושלים תנחמו ע"ב.

סלה כל אבירי... על אלה אני בוכיה... כי גבר אויב <sup>(15)</sup> והדקדוקים רבו תחלת כל דבר : *Col. 2* שהצער שיש לנו הוא על כל אבירי ואחר כך אמר קרא עליו מועד כי אמרו סלה כל אבירי שמשמע לשבר בחורי נת דרך לכתולת בת יהודה ועוד כי אמרו על אלה אני בוכיה וכי לא היה דבר יותר קשה כחרבן ב"ה שיבכו עליו אלא על מיתת הבחורים והכתולות אשר יובן כמו שכתב הרב בעל מסורת הברית הגדול <sup>(16)</sup> בפרשת אמור דף ס"ד דדוקא צדיק שאינו גמור נתפס בעון הדור אבל צדיק גמור אינו נתפס בעון הדור והביא ראיה ממה דגמרינן במס' יומא א"ר כריספדאי א"ר יוחנן ג' ספרים נפתחים בר"ה... ודקדק הרב ז"ל דאמאי לא הזכיר בספר הבינוניים חתימה שלא אמר וכו' נכתבין...

עוד נקדים מאי דאיתא בילקוט בסדר האזינו וז"ל גם בחור גם בתולה : (*Plus loin, même colonne*) : יונק עם איש שיבה. גם בחור אתם גרמתם לי לשלוח יד בבחורי וכך הוא אומר ויען יהושע ב'גון משרת משה מבחורים גם בתולה מלמד שהיו מנוקין מן החטא כבתולה <sup>(17)</sup> זו שלא טעמה טעם חטא יונק שהיו יונקין דברי תורה כיניק זה שיונק חלב מדדי אמו. איש שיבה אל תקרי איש שבה אלא איש ישיבה מלמד מהיו כלם ראויים לישיב בישיבה. נמצאנו למדים דבחור וכתולה נקראו הצדיקים גמורים... עוד נקדים מה שכבר ידוע דכנוהג שבעולם כשבא על האדם רעה ובאים מנחמים אצלו

<sup>(1)</sup> « Destruction ».

<sup>(2)</sup> « Par suite, pourquoi est perdue ».

<sup>(3)</sup> « Au pluriel ».

<sup>(4)</sup> « A devancé ».

<sup>(5)</sup> « Commentateurs ».

<sup>(6)</sup> « Différence ».

<sup>(7)</sup> « Décès ».

<sup>(8)</sup> « Loin de nous » (ne plaise à Dieu).

<sup>(9)</sup> « En expiation de la génération ».

<sup>(10)</sup> « Le sens est ».

<sup>(11)</sup> « Gens pieux ».

<sup>(12)</sup> « Notoire ».

<sup>(13)</sup> Isaïe, xxii, 12.

<sup>(14)</sup> Isaïe, lxvi, 13.

<sup>(15)</sup> Lamentations, i, 15, 16.

<sup>(16)</sup> Meir Angela, dont l'œuvre a paru à Mantoue, en 1622, in-fol.

<sup>(17)</sup> Par un lapsus calami, le ms. a ככותלה, mot qui n'a pas de sens ici.











הנר (1) ואיכות מצוה es para decir que la מצוה שמלך ע"ה parece que fue פסוק dice el הנר. Y así es la Tora que איכות y tiene . . . איכות. Podemos darchar que la מצוה y la Tora אור (2) רהיינו, que la Tora y los . . .

(Au bas de la page) Y esto es la חבנה de lo que dicho מנינה es לפי שעה que es בע"ה, y la Tora es אין אור של גיהנם שולטה בת"ה<sup>(4)</sup>: ח'ז"ל, como dicheron בע"ה<sup>(3)</sup> ובע"ה, que la Tora es מנינה para escapar de גיהנם. Enpero la מצוה no es לע"ה, enpero en este בע"ה.

Dernière page déchirée à droite, en haut :

...los יסורין <sup>(5)</sup> y por esto se hubo... פסוק de בהתהלכך, que no digamos que lo que... es בערך <sup>(6)</sup> de la מצוה que la מצוה es... <sup>(7)</sup> והיינו בעידנא דעסיק בה, y la Tora מנינה — ...y לעולם tanto מצוה como Tora no son... Por esto trucho el פסוק de בהתהלכך para decir... מנינה בע"ה, no mas para יסורין... <sup>(8)</sup> לבל אהיה מורח, torno a el מאמר precipiado de apuntar en el que es que en esta מצוה de... נה; hay tres הדרגות: <sup>(9)</sup> נר איש; נר לכל y <sup>(10)</sup> נר אדרבה. Y mas como llamen מהדרין מן המהדרין, ח' גרות y מהדרין, א' גר לכל א' וא' מהדרין מהמהד' <sup>(11)</sup> ח' גרות, no habia de llamar a los que hacen 'א' גר לכל א' וא' מהדרין מן המהדרין, ח' גרות, como dicemos <sup>(11)</sup> לבית א', ל'ו'כ' y ל'ו'כ' que puede ser 'ח' גר'.

La seconde moitié de cette page est restée vide.

## V

Le texte suivant est un morceau de conte rimé, récit des mésaventures d'un mari trompé, sous la forme d'une « chanson de geste ». C'est une pièce des plus rares dans la littérature judéo-espagnole, et dont on n'a plus de similaire, bien que l'on sache que des Juifs espagnols rivalisèrent au XIII<sup>e</sup> siècle avec les Troubadours. Ainsi, R. Santol de Carrion, ou Don Santo, a mis en vers des « Proverbios morales ». Après la persécution de 1391, le poète Juan Alfonso de Baena composa un *Cancionero*, contenant des poésies de divers auteurs.

(1) «Lumière et qualité de lumière».

(2) « C'est-à-dire ».

(3) « Dans ce bas monde et dans le monde futur ».

(4) «L'air de l'enfer n'a pas d'effet sur les Sages».

(5) «*Tourments*».

(6) «En équivalence».

(7) « C'est-à-dire au moment de s'y adonner ».

(8) « Pour ne pas vous fatiguer, ne pas vous retenir davantage. »

(9) « Degrés ».

(10) «Au contraire, 8 lumières».

(11) « Dans une seule maison ».



qui étaient — comme Baena — des Juifs baptisés<sup>(1)</sup>, et plus tard, à Amsterdam, on trouve des Académies poétiques constituées par les descendants de ces mêmes Juifs.

Le fragment transcrit ci-après, n° 9 de notre série, se compose de 4 pages, ou premier et dernier feuillet d'un cahier in-16 à 2 colonnes. Autant que l'on peut en juger d'après cette relique, chaque paragraphe de ce conte occupe en moyenne une page et demie; donc, les paragraphes 20-37 absents ont dû former ensemble 20 pages intermédiaires et le premier cahier, disparu, contenait les paragraphes 1-17, en 24 pages. Voici le texte présent, lu tant bien que mal, dans son état délabré; sous la transcription africaine, dont le fac-simile est ci-joint, il est malaisé de reproduire l'original :

Quien seá (ou : sere) . . . . .  
 . . . . . (¿Don amado.)

## 18.

ALCAMA . . . a saber  
 todo es ella collente (?)  
 quanto en . . . nello . . .  
 el mozo . . . scapo  
 de que quanto aver —  
 [v]in[o] delante del Rey  
 haciendo mi señor Rey  
 (?) a sei agora a tu sierva  
 [que sac] (?) y las cosas son  
 la gente lo pensan a bien  
 Ainda puede ser  
 que por mano de tu hijo.  
 Y ansi dicen la gente —  
 niandato de ora mala  
 agiasi (ou : aniasi) que en la llante —  
 hay remedio en su poder  
 y tu escojas a tus savios  
 quien con aves quien con foros —  
 y con esto son saqan

astessa al treser . . . m[ia].  
 agora si tu quedo mia fria  
 le vino muncho a fuerte  
 de jenezeio del muerte  
 poco de aprovecho  
 y en tus pies si stete  
 mi patron (?) anstero  
 y tu seas alabado  
 con su pia del (?) oyo  
 y . . . mal de doelo . . .  
 que la sentencia es d[ur]a  
 vos de morire a esa hora  
 tanta ubrios como crea  
 y vengas mil años —  
 de antecrisia y de simia (ou : ser sia)  
 anular la tu setencia  
 con cuentos de patraña[s]  
 no mancan sino sañas  
 a sacrate dito sientas (?).

<sup>(1)</sup> Voir Kayserling, *Sephardim, Romanische Poesien der Juden in Spanien* (1859), in 8°.



[illegible][illegible]



Digitized by Google



... escapó de ora mala —  
[des]pues te arepentiras  
como fué del lavador  
despues el dia e ... stria  
una (?) bien te conoce —  
emporo que a ti yo digo  
del lavador que me contes

Un lavador en la mar  
tiene un hijo regalado  
tanta es su amistad  
... dia se le antojo  
... er se cojo los pies  
... saber (?) le dices  
...  
n[oest]ro que el llavo ... vo  
tu aquí mi hijo mi querido  
porque a la mi vias (ou : vies) —  
el mosso ya se ozo —  
y tambien se anviso  
entro dia mas y mas  
caminandova seguro  
el pauvre traba su barca  
que un dia se eguie de los dias  
siguie lo el a apatiar  
... na roca ... al povero  
y anvisaro estava el —  
ser valiente lavador  
piaso mas el viajaço  
y despues aricoje  
devmos y cavesalos  
quien mesas y sarano soles  
chavo modes enforcado  
m... año [b]ien lo evvandro  
est o for per קריש (Cadiş)  
Ondecient el alma  
a su madre y su mujer  
y a fin di pico tiempo

te voco en o terebinto  
y mo pico te var la —  
gobo ya por la verda[d]  
por me fè y por mi vida —  
que eres mujer savida  
que por verdad tu no ves  
si lo tienes en [m]ente.

19.

enbla [n]que seror ... llenso  
se llama Ahron Pera[so]  
que no lo solta dine ... ado  
se descalço a ... calçado  
a ... lla di le r...  
conoce ... no y tu...  
...  
a la sa. r...  
... alma los ... ojos —  
mi renovas ... inaués  
del sezar esta el vieras  
sera asta lei deicant  
hijo esta la harga te...  
Contitimi noto esme...  
a... seña la el mustago  
se arisvalo el muchacho (?)  
aforece el hijo di el —  
y agado (ou : anado) sanio el  
de aqui lo pario la madre —  
para afinar al padre  
di arastarlo a la coriente  
tanto dopa de la gente  
tambien canavaso tieso  
y talla pieça de llenso  
que se topo con forteria  
y madre que tal paria  
al viejo el desdijado —  
y el murio enforcado  
afiraron los en pro...  
se salieron de su cizo

3.



el fue comido di Pedros (ou : Perdos)  
 mas qual que esto merece  
 notenta muy bien mi señor  
 ... (?) sul) melioros son vedrar  
 y rico nuestro cizo  
 quien con cuentos economicos(ou : y consijos)  
 que demonstra onra es mia  
 jovia alguna angustia  
 ... asi y estava mucho  
 ... si estas y (ou : en) estiya

(38.)

... ..  
 le ... dias vos de el vi..  
 ... .. vida mi siq pas (?)  
 asendia que lo vido —  
 este dia yo esperava —  
 ne .. aqui tu mi querido —  
 ... rimos aver contigo —  
 como dicho ansi lo eso —  
 dichami tu era ser  
 a les .. va que lo nodo —  
 escordio a el muchacho  
 con quien estavas hablando  
 no lo vide asi vivach —  
 entra adientro mi preciado  
 y si vis la cama revuelta  
 la ora si eso tarde  
 y no sia que mi mate  
 mala ravia que li venga  
 vin ajuntat connigo  
 El muchacho esta mirando.  
 en Harem este tal mujer  
 en esto que viene el marido  
 les travo gran tiritibla  
 tomo ella una espada  
 ten la espada en la mano  
 quiero hacer tu en artificio  
 y si no savete por cierto

.. djes fue arastado  
 minor puede ser m. a.  
 en este acontecimiento  
 cierto es que notemiento  
 novos son saquin los savios (?).  
 con pirone (ou : pidone) y pe-a-pe gantos  
 que en no otra prest..  
 en lugar de allena  
 el que savi la ... d  
 vos salve con ...

... ..  
 con vienes y con vize tu  
 mi (?) am. vos ni ahom..  
 — suspiro ella [a]morese  
 — como ya te alcanse —  
 cada de cosas y plures —  
 olgaremos de amores  
 su am... losta aspirando  
 que aspiro esta quando  
 rimangado el tonpanario  
 adientro de el almario  
 ino aqui el mi muchacho —  
 que lo viach en el banjo  
 que ia esto aparajeda  
 la quiero hacer colada  
 que na verna tu marido  
 que es un baragan valle  
 que yo tene escapar  
 mos arimos los dos par  
 del corsco (ou : borsco) del almario  
 que por potiar da salario  
 los vido por la sontana  
 y una grande tramontra  
 y le dio al namurad[o]  
 y en la puerta parado  
 que siamos escapados  
 que los dos moremos matados



que es fuerte como un leon  
 hace tenclar el poblado  
 el marido que tal vido  
 que noscas aqui perdido  
 hode luego la señora  
 aqui li fobio el mosso —  
 vino con cada di un muerto  
 y lo dice en secreto —  
 lo hijo perdio el su togo.  
 sergate a tu camino —  
 ... parado que tal olle —  
 ... ro alle se puño —  
 ... ..  
 ..... aligo tad ...  
 (?) eres t[an]tas buen ag..  
 saqal ... al colletaro  
 te me al.. undo esta dicho amo  
 ven aqui pre muchacho —  
 p.. gio para matarme  
 y oyegani la josada  
 la que eso tal irgenio  
 (?) node o que como esta mujer  
 placentera en toda cosa  
 da le a comer cualquier cosa  
 en mientes quedo y vengo  
 que no sia que te tupe tu amo  
 puede ser que el ti finque  
 va y visale la maso —  
 te escapo dia muerte  
 bobaron como se fue  
 mala ora li de el Dio  
 aqui tu mi querido —  
 .. que aquel esta muy seguro  
 el varon fue a buscarlo  
 ven aqui por mi amistad  
 y si tu haces mi palabra  
 y si falta algo mas  
 ya no lleva a su casa  
 y el amni com el mosso  
 nada por mi lo .. amiento

baragan de los vallentes  
 quando escroje los dientes  
 la espada en su mano —  
 hombre vasiano y va..  
 y salio a arie .. era.  
 y lo escape. pe le..  
 quasi ya si de ma ... io  
 que esta dientro del almario  
 y le dicho al parado  
 y tino aver mueres matado  
 no tu po por ... fuere  
 des que lo ollo roer nin  
 ... ..  
 ven mi sintoca r... ..  
 que escapie ... os . m..  
 pale un poquito di agua —  
 que le alinanten la fraguare  
 came (ou : bame) contaras que es a...  
 porquel y perde una señ[ora]  
 tenga la vida segura —  
 y tenga sueja stora  
 en el mundo la ey otra  
 y ella no lo amostra  
 que retorne el desdijado  
 no te minies del lado  
 aquel רשע (raša) el cornudo  
 estelete o escudo  
 a alegria que fue cabsa  
 y ti recojo en tu casa  
 ves como lo engañe como fato  
 y mala rapia que lo mata  
 nemos de buena mente  
 y su coraçon contente  
 y topo a el parado —  
 perdono a el colletaro  
 llente pagare el sesto...  
 di me savras tu el resto  
 y los hace abraçar —  
 securaron de egtasar  
 que aqui a vos almorsar —



come y vive conmigo  
desirech con alegría  
al mosso de mala muerte  
de quanto prota avia buena  
que tenias paz y amor

y nos avos de visar  
que ella vos a escapado  
y a te de enforcado  
los hijos lleno eren sesto  
y sienpre vos topes en esto.

39.

El gran . . . ii que tal ollo  
mala ravia li de el Dio  
esta es la que disestino  
que an dicer todo el visto

se quedo maraviado  
quien en mujer sera fiado  
que la tenian por onesta  
que las corte la . . . .

## VI

Le feuillet qui est coté sous le n° IX B 10 est un curieux spécimen de la dialectique subtile que la plupart des écoles juridiques de l'Orient affectionnent encore. Voici le texte, dont nous élaguons des redondances de langage, des répétitions inutiles de termes, qui n'ajoutent rien à l'argumentation raffinée du rhéteur :

Y la 'נמ' <sup>(1)</sup> darcha <sup>(2)</sup> esto de אחד המרבה ואחד הממעיט <sup>(3)</sup> del פסוק que dice : במקום אחד המרבה ואחד הממעיט, אשר תשחט העולה תשחט החטאת, y el חטאת era no mas los אמורים, y el resto para los כהנים. Y esto es אחד המרבה ואחד הממעיט. Tanto el quien trahe una עולה entera que toda es para el Dio; tanto חטאת que no mas los אמורים para el Dio, en un lugar se degollaban los dos. Aqui demandan חוספות y mosotros tenemos que <sup>(4)</sup> עניין, diremos una palabrica de la 'נמ' <sup>(5)</sup> unde dice : שאל ר' עקיבא את ר' נחוניא ב' הקנה במה הארכת ימים ואתו גזואי ומחו ליה עלה לרישא דדיקלא ואמר אם נאמר כבש למה נאמר אחד אלא המיוחד שבעורו אמר לו ר' נחוניא ב' הקנה הניחו לו צורבא מרבנן הוא. ופי' רשי <sup>(6)</sup> בחור חריף. וקשה מה היא החורפא ועוד מה שייכות היא הדרשה

<sup>(1)</sup> Abrégé du mot *Guemara* : tr. *Schebouoth*, f. 15<sup>a</sup>.

<sup>(2)</sup> Le mot *darcha*, qui n'est pas espagnol, est un dérivé du verbe hébreu דרש, *daras*, « expliquer », d'où vient également le terme *Midrasch*, ou « explication ».

<sup>(3)</sup> Lévitique, vi, 18.

<sup>(4)</sup> Au lieu de שבעורו, au tr. *Yóma*, f. 34<sup>b</sup>.

<sup>(5)</sup> Tr. *Meghilla*, 28<sup>a</sup>.

<sup>(6)</sup> Dans son commentaire sur le tr. *Taanith*, 4<sup>a</sup>. Cette explication, tendant à dire qu'un savant vieux ne saurait être un צורבא, — selon l'avis de Raschi basé sur une expression du tr. *Beça*, 7<sup>a</sup>, — n'est pas approuvée par Jacob Levy, dans son *Neuhebräisches Wörterbuch*, IV, 216<sup>b</sup>.



הזאת עתה וגראה שהם היו מוחלקים אי שכר מצוה בהאי עלמא איכא או ליכא שר' עקיבא הוא סובר ששכר מצוה בהאי עלמא איכא . . . אמר להם ר' נחוניא הניחו לו שהקשה קושית התוספות דאיתא בגמרא<sup>(1)</sup> על המחלוקת אם שכר מצוה בהאי עלמא איכא או לא מה שנאמר מי שאמר לבנו עלה לבירה הבא לי גוזלות ובחזרתו נפל ומת . . . עוד פרשו בגמ' במקום אשר תשחט . . . וא"כ לפי קושית התוס' דרשה א' המרבה ליכא וא"כ מה שנפל ומת הוא בשביל שהיה מהרהר דהרהור כמעשה ושכר מצוה בהאי עלמא איכא ולזה כיון ר' עקיבא כשעלה לראש הדיקלא ואמר . . . א' אלא המיוחד א"כ מוכרחים אנו לומר דפירש הפסוק במקום אשר הוא דהרהור הוא המעשה וא"כ שכר מצוה בהאי עלמא איכא וא"כ יפה אמרתי במה הארכת ימים וכיון ששמע ר' נחוניא<sup>(2)</sup> ב' הקנה זה הפלפול של ר' עקיבא אמר הניחו לו צורבא מרבנן שידע קושית התוס' וזהו כונת רש"י בחור חריף שהקשה קושית התוספות . . .

# TRADUCTION.

La *Guemara* (développement talmudique de la *Mischna*) explique le principe « soit que l'on fasse beaucoup, soit peu », d'après le verset qui dit : « Dans l'endroit où sera égorgé l'holocauste, sera aussi égorgé le sacrifice de péché », à savoir que l'holocauste était brûlé entièrement; mais du sacrifice de péché on brûlait seulement les entrailles, pas davantage, et le reste est pour les sacerdotes. Voilà en quoi l'un donne beaucoup, l'autre peu. Tantôt l'un apporte un holocauste entier, qui est tout à Dieu; tantôt un sacrifice de péché, dont les entrailles seulement, pas davantage, sont offertes à Dieu; en un même lieu on égorgera les deux. A ce propos une question est posée par les Tossafistes (glossateurs), et nous l'admettons aussi; bien que ce sujet ait été déjà traité, nous dirons une petite palabre sur ce passage du Talmud :

R. Akiba demanda à R. Nehonia ben Haqanah : « En quoi as-tu prolongé tes jours<sup>(3)</sup>? (Quel acte méritoire as-tu accompli?) » Des eunuques (fonctionnaires du Palais) survinrent pour le frapper (pour punir Akiba de s'être exprimé en termes blessants pour l'autorité locale). Il monta (se réfugia) sur le sommet d'un palmier et dit (dissertant sur des gloses bibliques) : Puisqu'il est écrit (dans le texte des Nombres, xxviii, 7) « agneau », à quoi bon ajouter le mot « un »? C'est pour dire qu'il s'agit de l'unique dans son troupeau<sup>(4)</sup>. — Laissez-le, observa R. Nehonia b. Haqanah; il est un expert parmi les rabbins, un éminent צורבא . »

<sup>(1)</sup> Tr. *Kidouschin*, f. 39<sup>b</sup>.

<sup>(3)</sup> Deutéronome, xxii, 7.

<sup>(2)</sup> Fin du fol. 1, verso.

<sup>(4)</sup> Allusion à Israël.



Ce dernier mot, explique Raschi, signifie : un jeune homme à l'esprit subtil. Or, se demandait-on, en quoi y a-t-il là une subtilité? En outre, quelle est à ce propos l'opportunité de cette interprétation midraschique en ce moment? Il semble qu'ils différèrent d'avis sur la question de savoir si l'accomplissement d'un précepte religieux comporte une rémunération en ce bas monde, ou non. R. Akiba croit que la rémunération aura lieu sur terre. Après quoi, R. Nehonia dit [aux gens présents] : « Laissez-le, car il a déjà soulevé l'objection faite (plus tard) par les Tossafistes, exposée dans le Talmud sur la question de la rémunération, terrestre ou céleste. C'est ainsi qu'il est dit : Un jour, un père demanda à son fils de monter au grenier lui chercher des pigeons, puis en descendant le fils tomba et mourut de sa chute... Le Talmud a aussi expliqué le susdit verset : « Dans l'endroit où sera égorgé, etc. » Ainsi, d'après l'objection des Tossafistes, l'interprétation [du principe] « que l'on donne peu ou beaucoup » ne subsiste pas ici; donc, le fait du fils mort par sa chute provient de ce qu'il pensait, car la pensée équivaut à l'acte, et la rémunération est terrestre. A cela s'applique ce qu'a dit R. Akiba, au moment de monter en haut du palmier : « un » vise l'unique. Par suite, nous sommes amenés à dire que l'explication dudit verset : « Dans l'endroit, etc. », a le sens que la pensée est égale à l'acte. Par conséquent, la rémunération est terrestre, et j'avais donc raison de demander : « En quoi as-tu prolongé tes jours? »

Lorsque R. Nehonia b. Haqanah eut entendu les discussions raffinées de R. Akiba, il dit de le laisser; car c'est un expert parmi les rabbins, puisqu'il a connu [par anticipation] l'objection des Tossafistes. Voilà pourquoi Raschi explique ledit qualificatif (expert) par « jeune homme à l'esprit subtil »; c'est d'avoir déjà objecté la remarque ultérieurement formulée par les Tossafistes.

## VII

N° 11, en 2 feuillets in-4° à 2 colonnes. Le présent document est un de ces curieux propos de table, qu'un jeune talmudiste a probablement prononcé devant les invités à un repas offert à la suite d'une cérémonie de circoncision. C'est l'idée que suggère la seconde partie de cette homélie, après d'interminables préliminaires en style de scolastique. L'épigraphe se compose d'un verset de la Genèse (xxvii, 7), mal reproduit, non par défaut de mémoire,



mais de plein gré, en vue d'appropriier le texte à la déduction syllogistique que l'on trouvera plus loin.

Première épigraphe : קמה אלומתי וגם נצבה בתוך השדה והנה קמה אלומתי והנה תסובינה « ma gerbe se tenait debout au milieu du champ, entourée de vos gerbes ». La seconde épigraphe est ainsi conçue : ה"ר חביבין (fol. 43<sup>b</sup>). נמרא מס' מנחות . . . ועליהם אמר דוד שבע ביום הללתיך . . . אמר עליה שירה שנ' ישראל שסיבכך הק"ה במצות . . . Talmud, traité *Menahoth* : Les rabbins ont enseigné que les Israélites sont affectionnés, car le Saint, béni soit-il ! leur a prouvé son amour par l'octroi des préceptes religieux. C'est pourquoi David a dit <sup>(1)</sup> : « Sept fois par jour je t'ai loué. » Il a entonné à ce propos un cantique, comme il est dit <sup>(2)</sup> : « Au chef de chant à l'octave <sup>(3)</sup> », par allusion au précepte de la circoncision, que l'on accomplit au huitième jour de la naissance ».

TEXTE.

מורי ורבותי אלופי וגבירי זרע קדש ברוכי ה'

Sabido es que el que ha de alentarse<sup>(4)</sup> a hablar דברי תורה ברבים, ha menester que haga en el para saber ordenar y asentar su platica para que aquella habla y aquella platica la entiendan la gentie y que sean aquellos שומעיהם על דברי תורה ערבים, y si no mas le vale que se calle como esto veamos que lo dicen רז"ל en Midrasch שיר השירים ר' אלעזר ור' יוסי : Dice el Midrasch : נפת תמופנה שפתותיך כלה. (5) פסוק que dice גפה נוספות שפתותיך, כמו uno que es מושבא a uno en su שבח que hay en el, pero decir כונה. Por eso venieron esos señores y dicharon que aqui el משה viene a envisar que ha menester el ר"ת que se alenta a hablar ר"ת que sea שלום להם, y ajos ערבים על שומעיהם y sino no los diga que sera סיבה que las gentes sean קצים en ר"ת, y esta su מחלוקת de estos señores נמרא en lo que contradicheron en la נמרא los señores que hubo מחלוקת en la תלוי es mas mejor סיני o עוקר הרים, y cada uno dicho su סברה y su proprio contradicho<sup>(7)</sup>.

(<sup>1</sup>) Psaume cxix, 164.]

<sup>(5)</sup> Cant., IV, 11.

(2) Ps. xii.

(6) Il n'est pas dit de quel  $\gamma\gamma$  « voie » il agit; autrement dit, le qualificatif manque.

(3) Littéralement : « sur la huitième », nom d'un instrument de musique à huit cordes.

(7) En surligne la syllabe רון, *ron*, par ditographie d'une ligne précédente.

<sup>(4)</sup> Le texte a « alluntar » (forme vieillie).



Aquí R. Eleazar dicho que ha menester que tenga de cabeza todas las הלכות y los מוציאה y סולת a el modo de aquel cedazo que va tomando el וקבל מרבתי על בורים, דינים את הקמה. Así el ה"ה ha menester que sepa a ser מברר en antes que saque aquella platica que la mire a alcanzar רהילכתא אליבא שמעתתא ולאסוקי הדברים.

Y R. Yose dicho que no basta con lo que קבל מרבתי que sea בקי en ello <sup>(1)</sup>, sino que sea דבש משובח como aquel פלפול ערב על שומעו y עוקר הרים בפלפול. Así el ha menester a que aquel פלפול sea שומעו על שומעו. Y רבנין dicen que ha menester a que sea בקי en חדרי התורה הלכות ומדרשים y que sepa ser uno con otro, para que ירי זה על ירי זה, משובחת su platica, y por eso dicho el דומה ה"ה que es דומה ה"ה y ד"ה ערבים על שומעיהם ד"ה que sean aquellos שומעיהם לבלה יפה לו שתיקתו מדבריו.

Pos, siendo esto paresera esta alentara mia una תמיהא גדולה, siendo que ninguna partida de las partidas que dichieron los señores del המאמר ninguna no hallan me כן אם קימה que me alente <sup>(2)</sup> mejor fuera נאלם, y con eso es viera en ערך de חכם, como dicho Salomo <sup>(3)</sup>: בתוך השדה והנה: וגם נצבה; torne y dice: que hay en ellos תורה ונהגה, קמה אלומתי, שתיקותי יפה לי מדבורי מורי ורבתי שלם de שלמות באמצעות, מעשים טובים כריח שדה אשר ברכו ה' יחול השפע עלי.

Y eso es lo que torne y dice: והנה קמה אלומתי: mi sera חונן חאל מאתו חכמה דעה ובינה והשכל a ser תורה של חכמה דעה ובינה והשכל, y dar mi a entender a que sean שומעיהם על שומעיהם. דברי ערבים על שומעיהם. Y en antes que entre en mi pobre platica, מוציא יש מאין הוא, y es עלת העלות וסבת הסיבות, אקוד ואשתחוה לה' אלהים אלהי יש' יחיה עם פי בהניוני וישמור דרכי מהטוא בלשוני ויתן לי מענה לשון ככתוב <sup>(4)</sup> לאדם מערבי לב ומ"ה מענה לשון ואתמך בתורת התמימה זכה ונעימה פתי מחכמה לתת לפתאים ערמה <sup>(5)</sup> לעור כמוני דעת ומזמה. אתנפל לפני הדרת יקר תפארת מורי ורבתי קבוץ קהל קדוש ונבחר אראלים ותרשישים זקנים וישישים נבירים וממונים כל העדה כלם קדושים ה' עליכם אורך ימים עולם ועד כל א' כפי מדרגתו ומעלתו אענדנו עטרו לראשם ועטרוניהם בראשיהם. . . . אשא דעי מרחוק <sup>(6)</sup> כדת ובחוק ולפעלי אתן שכרו. . . . אבא מארי. . . . ויהיה הילד הנולד לו בס"ט והצלחה א'כ"ר. אשא עיני אל ההורים <sup>(7)</sup> אלו ההורים הורי וזקני. . . . וזאת ליהודה ואומר אל אלהים ה' יתן לו זקנה טובה ואחרית טוב א'כ"ר. אחרון חביב שבה אתן לאדוני ליצחק האשל הגדול מארי דמתא ומארי דמתיבתא. . . .

Y diga, Señores, que sera razon de ser חוקר en la מצוה de la מילה dos חקירות. La una

<sup>(1)</sup> Prononcez : *Eyon*.

<sup>(2)</sup> Texte : *Aliante*.

<sup>(3)</sup> Proverbes, xvii, 28.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, xvi, 1.

<sup>(5)</sup> Prov., i, 4.

<sup>(6)</sup> Job, xxxvi, 3. Par une légère entorse

au texte, qui a לִמְרַחוֹק « au loin », l'auteur lit מִרְחוֹק « du loin ».

<sup>(7)</sup> Psaume cxxi, 1. Le texte a הָרִים « les montagnes ». En vocalisant par *ō* la première lettre radicale, l'auteur donne à ce mot le sens de « directeur, professeur ».



es siendo que nosotros tenemos <sup>(1)</sup> כל שלא שהה ל' יום באדם הרי זו נפל; la razon fuera que se hiciera la יום מילה אחר ל' יום, y mas siendo que la ערלה es מום en el hombre, y no se llama עד שימול, שלם, porque el ש"ת no creo el hombre מהול, sciendo que todas las פעולות del בן בריאה son שלמים, como El es שלם. Tambien habio de ser la חבה del ש"ת con la אומה que los conto y los fue מקטנותו, como eso lo veamos <sup>(2)</sup> en la señora Yocabed que los conto y se fue נולדה בין החומות, y por eso el בורא ית' quiso ser מחבב a el אומה que fueran נמולים וחתומים בחותמו של אומה ית' que con עבר מלך וחתום בחותמו של מלך, y por eso fue <sup>(3)</sup> la סבה que no se creo מהול para que sea חובה, tanto el como el padre que se sea נחתם y haga el פעולה של מלך מלכי מלכ' ה'ב'ה. Adar se a mostrar que es בנפשו לשמו של ה'ב'ה. זרע יעבדנו יסופר לה' לדור יבואו ויגידו צדקתו לעם נולד כי עושה : el Señor de David.

## TRADUCTION.

Mes guides et maitres, chefs et dignitaires, sainte postérité, bénie de Dieu! Il est notoire que celui qui se permet d'exposer publiquement des sujets d'interprétation biblique devra posséder la compréhension et un esprit délié, afin de savoir mettre en ordre et d'établir son allocution pour que cette parole et cette allocution soient comprises par les gens, que ce soient des sujets d'interprétation biblique, agréables aux auditeurs. Sans quoi, il vaudrait mieux se taire, comme nous voyons s'exprimer nos Sages d'heureuse mémoire dans le Midrasch <sup>(4)</sup> sur le Cantique des Cantiques, au verset disant : « Tes lèvres distillent le miel, ô fiancée. » Le Midrasch rapporte à ce propos les avis de R. Eléazar, de R. Yossé et d'autres rabbins. Au dire du premier, plutôt que d'énoncer publiquement des interprétations bibliques qui ne plaisent pas, mieux vaut ne pas les dire. Il y a lieu de comprendre en quoi se contredisent ces personnages, à savoir que chacun s'exprime à la façon d'usage (habituelle), en outre que le tout soit déduit du sens du verset invoqué, et particulièrement l'opinion qu'il vaut mieux ne rien dire. Donc, si vous le voulez bien, nous dirons les observations que suggère le verset. Celui-ci aurait dû dire נוספות (au présent) : « Ô fiancée, tes lèvres distillent le miel », comme quelqu'un qui loue un individu pour le mérite qu'il a; mais dire ce verbe תוספה (au futur), c'est exprimer ainsi un ordre, une intention. A cet effet,

<sup>(1)</sup> Tr. Sabbath, f. 135<sup>b</sup>.

<sup>(2)</sup> Fol. 2, col. 1 du feuillet.

<sup>(3)</sup> Texte : heamos.

<sup>(4)</sup> Commentaire d'exégèse, ou légendaire.



les personnages (précités) sont venus dire qu'ici le verset veut nous aviser comment il faut que le disciple qui ose parler des sujets d'interprétation biblique soit parfait, pour qu'avec cela les sujets sur lesquels il parle soient agréables aux auditeurs, que ces sujets leur plaisent; sans quoi, n'est-ce pas dire que, par la faute de ce hâbleur, les gens prendront en dégoût de tels sujets? Telle est la divergence entre lesdits personnages; elle dépend de ce que, dans le Talmud, ils étaient en désaccord, comme dans le Talmud il y a divergence d'avis sur le point de savoir lequel des deux est supérieur à l'autre, si c'est le Sinaï<sup>(1)</sup> ou l'Arracheur de montagnes<sup>(2)</sup>, pendant que chacun d'eux énonce la raison de son avis et le motif de son opposition à l'adversaire. Or, ici, R. Eléazar dit qu'il faut avoir en tête (présentes à la mémoire) toutes les règles et décisions, les avoir recueillies de ses maîtres textuellement, procédant à la façon de celui qui prendra la fine fleur de farine et rejettera la grosse mouture. Ainsi, il faut que le disciple des Sages sache faire son choix avant de tirer une homélie d'un texte pour la mener à bonne fin, à la véracité des paroles, et produire une dissertation conforme aux règles établies.

Et R. Yossé dit qu'il ne suffit pas d'avoir recueilli les doctrines de ses maîtres pour être expert en la matière, à moins d'être fort en dialectique comme un Arracheur de montagnes et de plaire à l'auditoire comme un miel supérieur, que son propriétaire extrait pour le raffiner. Il faudra agir ainsi pour que la controverse plaise aux auditeurs. D'autres rabbins disent qu'il faut être expert dans toutes les sections explicatives de la Loi, décisions et commentaires midraschiques, ainsi que des *Aggadoth* (légendes), savoir mettre d'accord l'un avec l'autre, pour qu'à l'aide de cette méthode son allocution plaise. Voilà pourquoi le verset dit : « qu'elles distillent », à l'impératif; c'est-à-dire, comme nous l'avons observé, il faut que le disciple des Sages ressemble à une fiancée (par la perfection), et lorsqu'il s'aventure à parler de sujets d'interprétation biblique, ses paroles devront être agréables aux auditeurs. Il devra savoir bien coordonner son allocution; sans quoi, il fera mieux de se taire que de parler.

Par conséquent, il appert que ma hardiesse suscitera un grand étonnement, étant donné qu'aucune des qualités requises chez un orateur par

<sup>(1)</sup> Homme foncièrement religieux. — <sup>(2)</sup> Dialecticien puissant.



les susdits rabbins ne se trouve en moi, et il vaudrait donc mieux me taire que de parler. C'est ce qui est exprimé par mon invocation : « Il porte ma gerbe debout », c'est-à-dire que ce maintien qui m'enhardit aurait été meilleur en restant muet <sup>(1)</sup>. Par ainsi, c'eût été vraiment une estimation sage, puisque Salomon l'a dit : « Même le sot, s'il sait se taire, passe pour sage. » C'est pourquoi il est dit : « Elle (ma gerbe) est restée debout. » Il faut retourner la phrase et dire : « Dans le champ, voici que ma gerbe était levée », voulant dire : cette action a lieu devant mes guides et maîtres; auprès d'eux il y a la Loi et les bonnes œuvres, comme le parfum d'un champ béni par Dieu. Grâce à l'intervention et à la perfection de mes maîtres et guides, surgira l'inspiration en moi, qui ne suis pas parfait. Voilà pourquoi il faut renverser les termes et dire : « Voici, ma gerbe était redressée »; car, par l'effet des qualités de mes maîtres, Dieu me favorisera en m'accordant la sagesse, le savoir, l'intelligence et la compréhension; il me rendra capable de soutenir une discussion d'exégèse religieuse, et me donnera les facultés d'entendement pour que mes paroles plaisent aux auditeurs.

Avant d'entrer dans ma pauvre homélie (d'aborder mon sujet), je me courbe et m'incline devant l'Éternel Dieu d'Israël, qui tire l'être du néant. Il sera avec moi dans la méditation et préservera ma voie. Il est la cause des causes, pour que je ne pêche pas de la langue, et il me donnera l'aptitude à la parole, comme il est écrit : « L'homme est maître des résolutions de son cœur », ce qui influe sur le langage. J'aurai pour appui la Loi parfaite, pure, agréable, simple par la science, « qui donne la sagacité aux simples », au point de susciter en moi les connaissances et l'habileté. Je me prosterne devant l'excellence en ornement de mes guides et professeurs, devant l'ensemble d'une communauté sainte et choisie, des héros, des princes <sup>(2)</sup>, des anciens et des vieillards, des sommités et des préposés, toute l'assemblée composée de saints. Que Dieu vous accorde de longs jours à jamais, pour chacun selon son degré et son rang! Puissé-je dresser des couronnes à leur tête, ceindre leurs chefs!... « Je tirerai mon savoir de loin », conformément aux mesures et aux prescriptions.

<sup>(1)</sup> Jeu de mots entre les deux dérivés de la racine נָאֵם, savoir נְאֻמָּה « gerbe », et נִמְאָם « muet ».

<sup>(2)</sup> Le *Neuhebr. Wörterbuch* de Jacob Levy

traduit (on ne sait pourquoi) מַרְשִׁישׁ par « marin » en l'assimilant à *μαλάσσιος*, au lieu d'y voir le mot biblique qu'on lit dans Esther, 1, 14.



Je rends grâce à l'auteur de mes jours, à mon père, mon maître... Puisse l'enfant qui lui est né être pour lui un pronostic de bonheur et de succès! Ainsi soit-il! « Je lève les yeux vers les professeurs »; ce sont mon précepteur et mon grand-père... « Ceci est à Juda <sup>(1)</sup> », à qui je dis : « Le Dieu éternel lui accordera une vieillesse heureuse et une bonne fin. Ainsi soit-il! » Enfin, au dernier, le meilleur : Je rends grâce à mon maître Isaac, le grand chêne, le supérieur de la ville et du siège rabbinique...

Et je dis, Messieurs, qu'il y a lieu d'examiner à fond le précepte de la circoncision sous deux rapports : d'une part, nous admettons qu'un être parmi les humains qui n'a pas vécu trente jours (au minimum) est un avorton; par conséquent, il eût été logique d'opérer la circoncision après trente jours, comme ce laps de temps est observé pour le rachat du fils aîné. D'autre part, le prépuce est un défaut dans l'homme, qui est appelé parfait après être circoncis. Pourquoi donc Dieu n'a-t-il pas créé l'homme circoncis? Nous savons que toutes les œuvres du Créateur sont parfaites, comme Lui est parfait; pourquoi la créature n'est-elle pas de même, et pourquoi l'homme n'acquiert-il la perfection que par la circoncision? Pour répondre à ces observations, disons — avec votre assentiment — combien est notoire l'amour du Créateur pour la nation d'Israël qu'il affectionne dans son petit nombre, comme nous le voyons à l'égard de la femme Yocabed <sup>(2)</sup> : bien qu'elle fût née « entre les murailles », elle est énumérée dans le compte des 70 âmes (entrées avec Jacob en Égypte). Par conséquent, le Créateur a voulu, par affection pour Israël, que les individus soient circoncis particulièrement et scellés de son cachet; de même, passent auprès de lui les sept planètes ou sept étoiles de marche, et de là vient qu'Israël est nommé : serviteur de roi, scellé par le cachet du Roi. Telle est la cause pourquoi l'homme n'a pas été créé circoncis, afin qu'en vertu d'une obligation lui incombant de père en fils, il soit scellé, et qu'il accomplisse l'acte sur son corps, au nom du Très Saint. Ce sera la façon de prouver qu'il est serviteur du Roi des rois, le Saint, béni soit-il! A cet effet, le Seigneur a dit de David <sup>(3)</sup> : « La postérité lui vouera un culte; on parlera du Seigneur aux âges à venir; ils viendront et proclameront sa justice; ils diront au peuple à naître ce qu'il a fait. »

<sup>(1)</sup> Allusion à Deutér., xxxiii, 7, Juda était le nom de l'interpellé. — <sup>(2)</sup> Tr. *Sôta*, 12<sup>a</sup>; Midr. *Rabba* sur Genèse, sect. XCIV. — <sup>(3)</sup> Ps. xxii, 31, 32.



Après ces derniers mots, la première colonne du second feuillet est restée vide. La seconde colonne est occupée par trois citations, qui ont dû être inscrites à titre de memento d'un développement projeté :

1° Le verset נכון הדבר מעם האלהים וממהר האלהים לעשותו<sup>(1)</sup> est suivi de ces mots :

מ' תהלים. מזמור שיר חנוכת הבית זהו שאמר הכתוב מי הקדמני ואשלם מי שחשב בלבו לעשות מצוה Midrasch « לפני . . . שהרי דוד חשב לבנות ב"ה ונקרא על שמו שנ' מזמור שיר חנוכת הבית לרוד<sup>(2)</sup>. Tehilim. Psaume. Chant de l'inauguration du Temple. C'est ce que dit l'Écriture : « Qui m'a devancé? Je le paierai », c'est-à-dire : Qui a pensé vouloir accomplir un précepte religieux devant moi? Or, David a projeté de construire le Temple (édifié par Salomon), et celui-ci porte le nom de David, puisqu'il est dit<sup>(2)</sup> : « Psaume. Chant d'inauguration du Temple de David. »

2° Le verset (Exode, xix, 6) : ממלכת כהנים וגוי קדוש « Royaume de prêtres et peuple saint ».

Après cette épigraphe, vient l'extrait suivant :

תנחומא<sup>(3)</sup> שאל אגריפס המלך את ר' אליעזר וכי מאחר שה"ב חבב את המילה למה לא ניתנה בעשרת הדברות אמר לו קודם י' הדברות הזהיר עליה שנ' ועתה אם שמע תשמע בקולי ושמרתם Tanhouma. Le roi Agrippa posa cette question à R. Eliézer : « Puisque Dieu affectionne la circoncision, pourquoi ne l'a-t-il pas inscrite au Décalogue? — Avant le Décalogue, répondit le rabbin, Dieu a visé ce précepte, car il est dit<sup>(4)</sup> : « Si vous écoutez ma voix, vous observerez mon alliance. » De même il est dit<sup>(5)</sup> : « Si mon alliance ne subsistait pas jour et nuit, je n'aurais pas établi les lois du ciel et de la terre. »

3° Extrait du traité talmudique *Bekhoroth*, chap. I (fol. 5<sup>b</sup>) :

אמר ר' חנינא שאלתי את ר' אליעזר מאי לשון רפידים ואמר<sup>(6)</sup> לו רפידים שמה כתנאי ר' אליעזר אומר רפידים שמח ר' יהושוע אומר שריפו עצמן מד"ת וכן הוא אומר לא הפנו אבות אל בנים מרפיון

<sup>(1)</sup> « La chose est fixée par Dieu, et il a hâte de l'accomplir. » (Genèse, xli, 32.) Les trois premiers mots sont répétés par ditographie.

<sup>(2)</sup> Psaume xxx.

<sup>(3)</sup> Chap. XX, édition de Varsovie (1879), p. 23.

<sup>(4)</sup> Exode, xix, 5.

<sup>(5)</sup> Jérémie, xxxiii, 25.

<sup>(6)</sup> Cette réponse indirecte de R. Eliézer, d'ailleurs obscure, ne figure pas dans le passage parallèle du Talmud, tr. *Sanhédrin*, f. 106<sup>a</sup>.



• ירים • R. Hanina dit avoir demandé à R. Eliézer : Quel est le sens du mot Refidim<sup>(1)</sup> ? Celui-ci répondit que c'est un terme de convention (ou : enseigné ainsi). R. Eliézer dit : C'est un simple nom propre (de lieu); selon R. Josué, cela signifie qu'Israël s'est alors abstenu d'étudier la Loi. Aussi est-il dit<sup>(2)</sup> : « Les parents n'ont plus de regard pour les enfants, tant ils sont abattus. »

<sup>(1)</sup> Exode, xvii, 8. — <sup>(2)</sup> Jérémie, xlvii, 3.



CH. V. LANGLOIS

REGISTRES PERDUS  
DES ARCHIVES  
DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE PARIS

PAR

M. CH.-V. LANGLOIS.

INTRODUCTION.

L'incendie qui, pendant la nuit du 26 au 27 octobre 1737, éclata dans l'enclos du Palais, détruisit la plupart des magnifiques constructions, élevées en majeure partie sous Charles VII, Louis XII et Louis XIII, qui formaient l'hôtel de la Chambre des comptes de Paris <sup>(1)</sup>. Les archives de la Chambre — les plus considérables, sans contredit, qui fussent en France <sup>(2)</sup> — souffrirent beaucoup.

Le corps de logis du Nord, attenant au Bailliage, qui avait été construit sous Louis XIII, fut détruit. Là se trouvaient le Greffe et ses annexes, le Dépôt des terriers, plusieurs chambres ou cabinets du Garde des livres et des auditeurs.

<sup>(1)</sup> Voir la « Notice préliminaire » de l'ouvrage intitulé : *Chambre des comptes de Paris. Pièces justificatives pour servir à l'histoire des Premiers Présidents*, par A. M. de Boislisle (Nogent-le-Rotrou, 1873), et la vue cavalière de l'enclos du Palais qui sert de frontispice à cette notice. Les bâtiments de Louis XIII n'y sont pas visibles.

Les armoiries, du temps de Louis XII, qui étaient peintes sur le portail de la Chambre ont été copiées pour Gaignières (H. Bouchot,

*Inventaire des dessins exécutés par Roger de Gaignières*, I. Paris, 1891, n° 1720).

On conserve aux Archives nationales, sous la cote KK 339, un compte de construction de quelques dépendances de la Chambre exécutées par l'ordre d'Henri II (26 janvier 1552). Il y a des devis du temps de Louis XIII dans le manuscrit 137 de la Bibliothèque de l'Institut.

<sup>(2)</sup> La richesse en était proverbiale; voir Brantôme, *Œuvres* (éd. Lalanne), IX, p. 4.



Le *Greffe* avait servi d'asile aux archives de la Chambre dès le temps de Philippe le Bel, et les principales séries des registres de la Compagnie y étaient encore conservées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais trois départements en avaient été successivement démembrés : celui du Garde des livres, le « Dépôt des fiefs » et le « Dépôt des terriers ». — Dès 1520, François I<sup>er</sup> avait créé l'office de *Garde des livres* pour un protégé de sa mère, Jean Le Conte. Il semble que le premier titulaire, très mal accueilli du reste par les auditeurs de la Chambre qui, jusque-là, avaient fait fonction d'archivistes pour les comptes, les acquits et les documents produits au soutien des comptes, ait eu un rôle mal défini, et assez humble, consistant surtout dans la manipulation et le transport des articles demandés par les maîtres. Mais, par la suite, l'habitude confirmée de mettre tout à fait à part les pièces inutiles aux travaux courants et « la séparation définitive du Greffe d'avec les documents de comptabilité » fixèrent « les attributions des Gardes des livres et leur indépendance » : ils reçurent normalement du procureur général les comptes jugés et des auditeurs les sacs d'acquits, avec mission de les « garder ». L'édit d'avril 1704, qui rétablit officiellement un seul Garde des livres (la charge avait été dédoublée pendant plus d'un siècle), lui confie expressément la gestion des anciennes archives comptables<sup>(1)</sup>. — Le *Dépôt des fiefs* datait de 1664. « Reconnaissant un grave inconvénient à ce que les actes de foi et d'hommage, les aveux, les déclarations de temporel, les serments de fidélité et tous les titres concernant les possessions du clergé ou les terres et seigneuries des vassaux du roi fussent dispersés dans les chambres des auditeurs, en des lieux bas et humides où les eaux de la rivière venaient très souvent les pourrir pendant l'hiver, la Compagnie, par arrêt du 15 mars 1664, ordonna de réunir ces titres en un seul dépôt, et de les classer dans des armoires sous la garde de l'Ordre des auditeurs, qui déléguerait à cet effet, pour chaque semestre, deux *commissaires et directeurs des fiefs*. Ce dépôt s'était enrichi, au commencement du siècle suivant, par la centralisation des actes de foi et d'hommage ou des aveux et dénombrements qui se trouvaient auparavant aux greffes des juridictions royales des ressorts<sup>(2)</sup>. » — Enfin le *Dépôt des terriers* fut institué par arrêt du Conseil le 21 août 1691,

<sup>(1)</sup> Voir, sur l'histoire et les attributions des Gardes des livres, un excellent recueil de textes : Bibl. nat., fr. 6760, intitulé, par erreur, au dos : *Registre de l'Épargne*. — <sup>(2)</sup> A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. cix.



comme « dépost particulier et séparé de tous les autres déposts de la Chambre, pour y mettre les terriers de la Couronne <sup>(1)</sup> ». On y devait placer, en principe, les papiers terriers nouvellement faits et à faire en exécution des ordres du roi par toute la France; les états, anciens et modernes, de la consistance, valeur et revenus du Domaine; les doubles des inventaires des titres domaniaux conservés dans les archives des Chambres des comptes de province; et tous les documents qui, dispersés jusque-là dans les divers locaux de la Chambre de Paris, notamment au Greffe et chez les auditeurs, intéressaient le Domaine. C'est là, disait Brussel, « un des établissemens les plus utiles que l'on ait jamais faits en France, puisqu'il a pour objet la réunion de tous les enseignemens du Domaine <sup>(2)</sup> ».

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que la répartition méthodique des immenses archives de la Chambre en quatre groupes eût été pratiquée avec un soin minutieux. En principe, c'était assez clair : au Garde des livres, les pièces comptables; au Dépôt des fiefs, les hommages, aveux et dénombremens; à la Chambre ou Dépôt des terriers, les terriers et autres titres domaniaux <sup>(3)</sup>; et au Greffe, tout le reste. Mais, en fait, il y avait partout des

<sup>(1)</sup> Brussel, *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France* (Paris, 1727), p. xxvii.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, p. iv.

<sup>(3)</sup> Il n'y avait de difficulté théorique que sur un point : parce que le Dépôt des terriers contenait, sous prétexte de domanialité, un certain nombre de comptes et surtout d'hommages et d'aveux. « Personne n'ignore que le mot de *terrier*, pris dans son étroite signification, se dit d'un registre des déclarations fournies par tous les possesseurs d'héritages en roture situés dans l'étendue d'une seigneurie, de la consistance de ces mêmes héritages et des redevances dont ils sont chargés vers le seigneur; et qu'il se dit encore, quoique moins proprement, d'un registre de la recette faite pour un an de tous les cens et rentes appartenant à une seigneurie. Mais le Dépôt [des terriers] ne renferme pas seulement des terriers de ces deux espèces, avec des états de la con-

sistance, valeur et revenus du Domaine et des inventaires de ses titres; il comprend encore toute sorte d'autres pièces qui ont rapport au domaine de la Couronne, comme : *registres des anciens actes d'hommage et d'aveux des fiefs relevans de quelque grande terre*; registres d'intitulations de ces fiefs dressés sur les actes des hommages et aveux qui en ont été faits; registres des déclarations faites de la valeur de tous les fiefs et arrière-fiefs d'un bailliage, pour la convocation du ban et arrière-ban; cartulaires des grands domaines; états de ce dont le domaine du roi est accru à héritage, dans toutes les baillies de France, depuis un certain nombre d'années; assiettes et prisées d'anciens domaines faites pour apanages des princes et douaires des reines et princesses du sang; assiettes et prisées de terres confisquées; *comptes rendus de leurs revenus*; registres de la recherche faite des droits seigneuriaux dûs au roi pour



articles hors de la place qui aurait dû leur être assignée. L'auditeur des comptes Brussel, qui se consacra depuis 1721 à l'étude du Dépôt des terriers, s'exprimait, en 1727, comme il suit : « Il reste encore au dépost du Greffe et dans celui du Garde des livres un grand nombre de pièces de la nature de celles que l'Édit de 1691 a ordonné estre remises au dépost des Terriers, comme, entre autres, le terrier ou dénombrement général de Clermont en Beauvoisis; le cartulaire de Champagne; le papier des fiefs du duché d'Auvergne; celui du Poitou; plusieurs anciens registres de Bourges et dix du Bourbonnais, tous lesquels registres sont actuellement dans le Greffe; il est aussi resté là un grand nombre d'anciens registres concernant les amortissemens faits en faveur des gens d'Église, le surplus desquels est dans le dépost des Terriers. » Et il ajoutait, en s'excusant de se mêler, cette fois, de ce qui ne le regardait pas : « Il y a aussi actuellement, tant dans les greffes de la Chambre que dans le dépost du Garde des livres, une grande quantité d'anciens actes d'aveux et dénombremens et de déclarations du temporel des bénéfices et de diverses commanderies du royaume; il y va de l'intérêt du Roi et du public que tous ces aveux et déclarations de temporel soient incessamment réunis dans le dépost des Fiefs <sup>(1)</sup>. »

cause de francs-fiefs, nouveaux acquêts des gens de main-morte ou contracts non en-saisinez; inventaires, ou répertoires, des titres des grandes terres; registres de leurs assises; procès-verbaux de réformation, arpentage et mesurage des forêts; *comptes de la recette de leurs exploits et amendes*; partages faits de leurs gruries, grairies et ségrairies; baux à cens de leurs terres vaines et vagues; plans des rues des grandes villes avec les alignemens de leurs maisons, et notamment de Paris; procès-verbaux de réformation des halles et autres emplacements publics; registres des baux des grands domaines; comptes des fruits des évêchés vacans en régale; registres de la recette du droit qui se paye au roi pour chaque feu ou maison en plusieurs provinces... » (Brussel, *op. cit.*, p. xvii).

<sup>(1)</sup> *Op. cit.*, p. viii. — Cf. un « État des regis-

tres estant au Greffe qu'il conviendrait remettre au Dépost des terriers », à la fin du Récolement de 1722 (ci-dessous, p. 37, note 3), dans l'exemplaire de la Bibl. de l'Arsenal (ms. 2642, fol. 36). Il va de soi que le Greffe n'entendit pas être dépouillé; le greffier Beaupied formula même par avance une demande reconventionnelle (*ibid.*, fol. 36 v°) : « Ils sont au dépost du Greffe depuis plus de quatre siècles à la connaissance de tout le monde; c'est une possession qui sert de titre... Que si la Chambre jugeoit à propos ce transport, le Greffier a tout lieu de croire, et même il lui a été assuré, qu'il y en a plusieurs au Dépost des terriers, même aux Déposts des fiefs et du Garde des livres, qui concernent le Dépost du Greffe; il serait juste de même que l'on les restituât. » — Le Garde des livres aurait pu revendiquer aussi de très anciens comptes induement mêlés aux



L'incendie du 26 au 27 octobre 1737 ne laissa subsister, de tout cela, que ce qui n'était pas dans les bâtiments de Louis XIII : c'est-à-dire le « Dépôt des fiefs », placé<sup>(1)</sup> dans la partie méridionale de l'hôtel, le long de la rue de Galilée, et ce que les Gardes des livres avaient entassé dans les galetas de ce même corps de logis ou dans le couvent des Jacobins de la rue Saint-Jacques, qui leur servait de débarras depuis 1650.

On ne se propose pas ici d'étudier ce qui a été conservé des archives de la Chambre : il ne sera donc pas question du Dépôt des fiefs, qui est aujourd'hui aux Archives nationales<sup>(2)</sup>. Je me propose de rechercher ce qu'il est encore possible de savoir au sujet de ce qui a été détruit.

Trois dépôts, sur quatre, ont été détruits en tout ou en partie. De chacun d'eux il existe des inventaires descriptifs, plus ou moins sommaires, qui font connaître, tant bien que mal, ce qui s'y trouvait à la veille du désastre.

GREFFE. — A chaque mutation de greffier, un récolement était fait des documents confiés à la garde du nouveau titulaire. Il ressort du préambule des Récolements récents que les plus anciens actes connus de ce genre remontaient à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et précisément au greffier Robert Danès (1569-1592).

On a un « Recollement des registres Memoriaux et autres pièces du Greffe de la Chambre des comptes étant du dépôt de M. [Pierre-Eustache] Richer, greffier en chef, et à présent de M. Beaupied, son successeur, fait le 14 décembre 1722 et jours suivans »<sup>(3)</sup>. — Les exemplaires manuscrits de ce procès-

collections légitimes du Dépôt des terriers (comptes d'Anjou à partir de 1251 et de Champagne pour 1284-85, dans l'Inventaire du Dépôt des terriers, P 976, n° CCCCLVIII).

<sup>(1)</sup> Non pas tout entier. Il y avait, dans « les coffres du pavillon », beaucoup de déclarations de temporel, dépendant du Dépôt des fiefs, dont on a une table (PP 12<sup>A</sup>); ces documents n'existent plus. Cf. l'« Inventaire des déclarations des biens ecclésiastiques qui sont dans

quatre coffres... au milieu du pavillon », par Denys Godefroy, dans le manuscrit 320 de la Bibliothèque de l'Institut (f. 89).

<sup>(2)</sup> Voir l'étude que M. E. Lelong a consacrée aux inventaires anciens et modernes des collections du Dépôt des fiefs (*État des inventaires des Archives nationales* [Paris, 1914], sous le n° 306).

<sup>(3)</sup> Arch. nat., PP 100<sup>2</sup>, ff. 1-31; PP 106, ff. 1-35; Arsenal, ms. 2642, ff. 1-39. 89 99



verbal offrent ensuite un « Inventaire des papiers qui sont en ordre au-dessus du Greffe », daté de mai-juin 1726<sup>(1)</sup>.

Il est intéressant de comparer ce Récolement, le dernier avant l'incendie, avec celui qui fut fait lors du remplacement du greffier Pierre Richer (1654-1686) par le greffier Charles Macqueron (janvier-juillet 1686)<sup>(2)</sup>. — En 1680, le greffier Pierre Richer avait reçu un fonds de titres « concernant les domaines d'Alençon, le Perche, Armagnac, Rodez, etc. », contenu dans un grand coffre ou bahut et précédemment conservé au département du Garde des livres, dont il fut dressé à cette occasion un inventaire assez détaillé (PP 99, ff. 100 et suiv.); il avait été distrait de ce fonds trois liasses d'hommages et d'aveux remis aux auditeurs des comptes, qui passèrent de là, plus tard, au Dépôt des fiefs : ce sont les seuls documents, décrits dans cet inventaire partiel, qui n'aient pas été détruits.

**TERRIERS.** — Le Dépôt des terriers était « distribué en deux parties, dont la première des anciens terriers et la seconde des nouveaux »; on entendait par « anciens » ceux qui étaient antérieurs au règne de Louis XIV.

L'auditeur Rousseau avait été choisi d'abord par ses confrères « pour mettre ce dépôt en ordre et en prendre soin<sup>(3)</sup> ». Brussel, qui lui succéda dans cet office en 1720, n'a pas fait de son prédécesseur un grand éloge : « De toutes les opérations de feu M. Rousseau sur le dépost des Terriers, dit-il, l'unique dont nous jouissons consiste en des tables particulières du détail d'un grand nombre d'anciens terriers qu'il a mises à leur tête »; mais « comme les tables particulières que feu M. Rousseau a mises en tête du plus grand nombre des anciens Terriers se trouvent être pour la plupart trop superficielles, je ne m'y suis point arrêté<sup>(4)</sup> ». Il subsiste toutefois du temps de ce personnage un pré-

<sup>(1)</sup> *Ibid.*, à la suite. Il y a dans PP 100<sup>2</sup> un quatrième exemplaire de cet inventaire qui diffère des autres en ce que les liasses sont numérotées et en ce qu'il est muni (précédé, par la faute du relieur) de tables alphabétiques. KK 892 n'est qu'un double de ce quatrième exemplaire, sans tables. Un sixième exemplaire, complet, est relié à la fin de PP 98. La table, seule, des « Déclarations de

temporel, aveux et dénombrements qui sont au dessus du Greffe » forme le registre PP 43, lequel est visé au v<sup>o</sup> de la feuille de garde de PP 12<sup>4</sup> en ces termes : « Petit registre, couvert de parchemin, coté au dos : *Déclarations du temporel qui sont au Greffe*, armoire XIII. »

<sup>(2)</sup> PP 100<sup>2</sup>, au commencement (non folioté).

<sup>(3)</sup> V. la note additionnelle, ci-dessous, p. 250.

<sup>(4)</sup> Brussel, *op. cit.*, pp. XXI, XXV.



cieux *Inventaire des anciens terriers* contenus dans les 24 premières armoires du Dépôt (Arch. nat., P 946)<sup>(1)</sup>. Il est précédé de cette note : « J'ay fait mettre au net le présent inventaire que j'ay dressé sous M. Rousseau notre confrère, lequel j'ay depuis augmenté, rectifié et vérifié tant sur les inventaires particuliers qu'il avoit laissés dans le dépost que sur les terriers et titres y contenus; et j'ay mis dans la première armoire auprès de la porte fermante à clef ledit inventaire au net et complet, avec les particuliers qui ont servi à la confection de celui-cy. » Quel est ce « confrère de M. Rousseau »? La note paraît être de l'écriture de Brussel. Ajoutons pourtant que l'auteur avait dressé ou fait dresser une table alphabétique de son inventaire<sup>(2)</sup>, dont il existe par ailleurs deux exemplaires au net<sup>(3)</sup>. Or, au commencement de l'un de ces exemplaires (P 945), on lit : « Table alphabétique des anciens terriers, faite par Durand en 1717. » Il s'agit ici, selon toute apparence, de Charles Durand, « correcteur » de 1666 à 1727; un autre Durand (Mathurin) est mentionné à cette époque par les *Filiations* au nombre des conseillers-maitres.

Il ne faut pas confondre, soit dit en passant, cette table de Durand avec une autre, dont il y a aussi deux exemplaires (Arch. nat., P 944 et P 944<sup>2</sup>), et qui embrasse à la fois les « anciens » et les « nouveaux » terriers<sup>(4)</sup>.

Brussel, qui ne dit rien de l'inventaire ni de la table précitées, déclare, dans la préface de son *Usage des fiefs*, qu'il s'employa d'abord à « recueillir les pièces vagues », que Rousseau n'avait pas pu, faute de place, faire entrer dans les armoires du Dépôt. Il recueillit ainsi « 90 terriers ou volumes d'une même nature » : « Les 32 premiers de ces volumes sont, dit-il, des collections qui ont été anciennement faites de cahiers détachés de prisées des fiefs et héritages confisqués en Normandie, à Paris et lieux circonvoisins, et aussi dans quelques autres provinces à l'occasion de la guerre des Anglois au temps des rois Charles VI et Charles VII. Les 12 premiers de ces 32 volumes concernent les

<sup>(1)</sup> P 946 contient, outre cet exemplaire avec additions et corrections, un second exemplaire au net qui ne les reproduit pas; et un Répertoire numérique du contenu des 63 armoires formant la totalité du Dépôt, résultat d'un récolement du 2 mars 1719.

<sup>(2)</sup> Le brouillon autographe de cette table est relié à la fin de P 946.

<sup>(3)</sup> Arch. nat., P 945 et P 945<sup>2</sup>.

<sup>(4)</sup> Le titre spécifie que cette seconde table s'applique au Dépôt tout entier, à l'exception des « Évaluations de domaines et terres confisquées dont il y a une table particulière en parchemin écrite de la main de M. Brussel ». (Cf. plus bas, p. 40, note 1.)



confiscations faites par les Anglois; le 13<sup>e</sup> est ainsi intitulé sur la couverture : *Primus liber prisiarum hereditatum per dominum regem datarum post reductionem ville Parisiensis in ejus obedientia* . . . Le surplus des 90 volumes, depuis le 32<sup>e</sup>, consiste en anciennes assiettes et prisées de divers domaines de la Couronne. » Le laborieux auditeur entreprit aussitôt une « table », c'est-à-dire un index, alphabétique de ces *extravagantia*, qui a été conservée (Arch. nat., P 943)<sup>(1)</sup>.

Il conçut ensuite la pensée qu'il fallait, « toutes choses cessantes, travailler à une table générale des pièces de ce dépost qui estoient en ordre . . . , en manière de dictionnaire ». De là le *Projet* [qui n'est pas un projet, mais un essai] de *Dictionnaire des Actes du dépost des Terriers de la Couronne*, où l'on a fait entrer l'indication de plusieurs anciennes pièces qui sont encore dans le Greffe parce que, par leur nature, elles doivent appartenir au dépost des Terriers, dont les Archives nationales possèdent l'exemplaire original (P 1112)<sup>(2)</sup>.

**GARDE DES LIVRES.** — Les Gardes des livres, à leur entrée en charge, recevaient, comme les greffiers, un récolement des archives qui leur étaient confiées, dressé par des commissaires de la Chambre; cet usage s'était introduit dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> « Table alphabétique des fiefs et héritages mentionnés en 32 volumes des assiettes et prisées des confiscations faites au tens de la guerre des Anglois sous les rois Charles VI et Charles VII, comme aussi de divers domaines compris en plus de soixante volumes d'anciennes assiettes et prisées d'iceux faites en différents tems, xiv<sup>e</sup>, xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. » Cet exemplaire porte la signature autographe de Brussel. — Ce qu'en dit le *Répertoire numérique des Archives de la Chambre des comptes de Paris*, par M. A. Bruel (Paris, 1896, col. 55) donnerait à penser qu'il est du xv<sup>e</sup> siècle.

Les « Registres des prisées et estimations des dons faits des confiscations du temps des Anglois », auparavant dans le département du Garde des livres, avaient déjà été l'objet d'une table alphabétique, sur un autre plan (Arch. nat., PP 100<sup>ter</sup>, 2<sup>e</sup> pièce).

<sup>(2)</sup> Brussel définit ainsi ce travail (*op. cit.*, p. xxv) : « Se trouve répandue dans mon Dictionnaire la note de tous les domaines, ou fiefs, dont il est question aux 90 volumes d'anciennes assiettes et prisées; et encore la note de tout le détail des anciens terriers qui sont dans les sept premières armoires du Dépost, lesquelles concernent les Généralités de Paris et d'Orléans, le Valois, le Ponthieu, la Champagne et la Brie, et toute la Normandie. » — Il y avait 62 armoires, sans compter l'armoire « particulière » à cinq rayons (A à E) qui était située « près la fenestre ayant issue sur le jardin du costé du Bureau des Épices » (P 946. Récolement du 2 mars 1719, f. 31). Toutes les armoires, et non pas seulement les sept premières, ont été dépouillées pour la confection de P 1112.

<sup>(3)</sup> A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. cxvii.



Robert Hamonin, nommé garde des livres le 27 octobre 1637 au lieu de Guillaume Robichon, resta en place jusqu'en mars 1671 que Gabriel Argoud fut commis à l'exercice de l'office. On a un « Inventaire et Recollement des comptes et pièces du département des Chambres du Trésor, Languedoc et Champagne, cloz depuis 1608, que M. Guillaume Robichon, cy-devant garde des livres de la Chambre des comptes, a inventoriés depuis le 3 octobre audit an 1608 jusques au 27<sup>e</sup> octobre 1637 que M. Robert Hamonin, son résignataire, a presté le serment »<sup>(1)</sup>. Cet inventaire, partiel, qui date de l'entrée en charge de Robert Hamonin, est beaucoup moins intéressant que ceux qui furent dressés, à l'occasion de sa sortie, par M. Jacques Bernard, conseiller-maitre, désigné par arrêt de la Chambre du 26 mai 1671 pour récoler les comptes désormais remis à la garde de Gabriel Argoud : l'« Inventaire des comptes des domaines de la province de Normandie, suivant l'ordre ancien des sept bailliages, soubz lesquelz sont mis par ordre les vicomtez qui en ressortissent, et oultre ce sont les domaines du pays de Perche », dont un exemplaire fut déposé au Greffe le 26 avril 1673<sup>(2)</sup>; l'« Inventaire des comptes des domaines de la province de Languedoc [Guyenne et Limousin] », dont un exemplaire fut déposé au Greffe le 29 décembre de la même année<sup>(3)</sup>; l'« Inventaire des comptes des domaines ou ordinaires des Généralitez de Poitiers, Auvergne, Bourbonnois, Forestz, Beaujolois, Masconnois, Lyonnois et Champagne, [et celui] des comptes en rouleaux, papiers terriers, prisées et estimations [tant] des biens confisqués par les Anglois sur les François que [de] ceux confisqués sur les François qui tenoient le party des Anglois<sup>(4)</sup>, et aultres tiltres de conséquence qui restoient à mettre en ordre au département de feu M. Robert Hamonin<sup>(5)</sup> . . . », dont un exemplaire fut déposé au Greffe

<sup>(1)</sup> Arch. nat., PP 98<sup>2</sup> (cahier de 90 ff.). — Il y avait alors deux gardes des livres. Voir, pour quelques-uns des documents aux mains du collègue de R. Hamonin, un autre inventaire sommaire, relié au commencement de PP 98<sup>2</sup> : « Mémoire des comptes rendus et à rendre du département du second Garde des livres, qui contient les Généralitez d'Amiens, Bourges, Moulins, Orléans, Paris, Soissons, Tours, depuis l'année 1573 jusques en 1648 . . . Pour les comptes particuliers extraordinaires, on n'a

registré que les plus notables, qui peuvent servir à l'advenir. »

<sup>(2)</sup> Un double est à la Bibl. nat., Coll. Clairambault, 845 (anc. Mélanges 246).

<sup>(3)</sup> Double dans la Coll. Clairambault, 844 (anc. Mélanges 245).

<sup>(4)</sup> Il s'agit ici des 32 volumes qui, comme on l'a vu plus haut, passèrent ultérieurement dans le Dépôt des terriers.

<sup>(5)</sup> Double dans la Coll. Clairambault, 843 (anc. Mélanges 244).



le 2 janvier 1676. Le conseiller Jacques Bernard avait profité de sa mission pour faire réaménager de fond en comble l'installation du dépôt : armoires neuves; substitution, dans la « galerie », des comptes dont les trois procès-verbaux précités offrent l'énumération à « des comptes d'autre nature, lesquels nous avons fait transporter ailleurs »<sup>(1)</sup>, etc.

Il existe, en outre, des inventaires partiels du département du Garde des livres à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, dont plusieurs expressément datés de 1686, qui ont été composés, non pas à l'occasion de prises en charge, mais vraisemblablement par le garde Gabriel Argoud (seul garde des livres depuis juin 1675, remplacé en cette qualité le 20 octobre 1688) ou ses auxiliaires. Les plus considérables sont un relevé de très précieux comptes anciens de toutes sortes<sup>(2)</sup>, et une nomenclature des comptes domaniaux des généralités de Paris, Soissons, Amiens, Bourges, Orléans, Tours et Moulins, où la place de chacun dans les quatre « galeries », munies d'armoires numérotées, du département, est indiquée<sup>(3)</sup>. Citons encore des « Inventaires succints des comptes [et acquits] de la Chambre des comptes de Paris jusqu'environ 1686 », qui intéressent surtout le XVII<sup>e</sup> siècle<sup>(4)</sup>. — En 1727 il était question de « faire faire un nouvel inventaire des volumes contenus dans le dépost du Garde des livres », dont il n'y a pas d'autres traces<sup>(5)</sup>.

En remontant à l'époque où l'ensemble des archives de la Chambre dépendait du Greffe, on ne trouve plus guère d'inventaires descriptifs. Un inventaire général de cette espèce fut, paraît-il, entrepris, en 1643, sur requête du Procureur général<sup>(6)</sup>; mais, « bien que ce travail eût été confié à l'érudit le plus expert que possédât la Chambre, Vyon d'Hérouval, et qu'il lui eût été alloué à cet effet une gratification », l'œuvre n'avança pas. Vingt ans après, elle

<sup>(1)</sup> Procès-verbal de ces opérations à la Bibl. nat., Mélanges Colbert, 32, f. 96. — Tout ce que Jacques Bernard avait fait transporter dans la « galerie », notamment les plus anciens comptes, depuis 1203, qui avaient pris place dans les armoires 132 et 135, a été brûlé.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., PP 99, ff. 1-93. — La date de 1686 se lit aux ff. 75 et suiv.

<sup>(3)</sup> Bibl. nat., Coll. Clairambault, 846 (anc. Mélanges 247). Cf. ci-dessus, p. 41, note 1.

<sup>(4)</sup> Bibl. nat., Coll. Clairambault, 790 (anc. 495) et 783 (anc. 248).

<sup>(5)</sup> Lettre de Le Peletier, contrôleur général, au P.P., 19 juin 1727, dans A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. 598.

<sup>(6)</sup> A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. cxvii.



était « à peine commencée », mais on déclarait audacieusement qu'elle serait achevée, au besoin, « en quatre mois ». On n'en a jamais rien vu.

La seconde partie du volume factice PP 98<sup>2</sup> des Archives nationales est faite de notes informes et de prises en charge partielles des greffiers alternatifs de la fin du xvi<sup>e</sup> et de la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle : Hugues de la Fontaine, Edmond Berthelin, Jacques Gobelin, etc. En 1574, sous Hugues de la Fontaine, il fut procédé par arrêt à l'inventaire du contenu du « grand coffre estant en la chambre du grand bureau » et à celui des « tiltres, lettres, chartres, contractz, adveuz et autres enseignemens trouvez es armoires cottées *Turnus Brutus* »<sup>(1)</sup>. Les greffiers de ce temps n'ont presque rien laissé d'autre en ce genre qui soit parvenu jusqu'à nous.

Mais on a la preuve, d'autre part, que, auparavant, des entreprises assez notables avaient été exécutées, surtout pendant l'administration des deux grandes dynasties parallèles de greffiers, en chef et alternatifs, les Le Blanc et les Badonvilliers.

Le Greffe du xv<sup>e</sup> siècle, installé en majeure partie dans les bâtiments qui furent abattus et remplacés en 1621, est bien connu par les Manuels, ou recueils de notes personnels, de Jean Le Bègue, de Pierre Amer et d'autres clercs de la maison. Jean Le Bègue, notaire ou greffier de la Chambre en 1407, érudit et lettré, garda ses fonctions jusqu'à l'âge de quatre-vingt-sept ans, pendant cinquante années; il avait pris note ou copie d'un grand nombre de faits relatifs à son dépôt et de documents qu'il y avait remarqués<sup>(2)</sup>. Son élève, ami et *famulus* Pierre Amer, seigneur de Pleignes, de Villebéon et de Paley, auditeur en 1449, puis correcteur jusqu'à sa mort (30 août 1484), transcrivit le « livre » de Jean Le Bègue, mais il y ajouta beaucoup : des textes, des généalogies, des vers qui lui avaient plu<sup>(3)</sup>. Pierre Amer est presque le seul

<sup>(1)</sup> Arch. nat., PP 99<sup>2</sup>; 2086 pièces sont analysées dans cet inventaire.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., lat. 12815; fr. 5316. — Voir A. Martin, *Jean Le Bègue*, dans les *Positions des thèses* de l'École des Chartes, 1908, p. 101.

<sup>(3)</sup> Bibl. nat., fr. 10988. — Il ne semble pas que l'on ait jamais rapproché de ce volume le ms. 950 de la Bibl. de Troyes, provenant de Pithou, qui l'avait acheté à Paris, chez un

libraire, en mars 1564. P. Pithou a écrit sur le feuillet de garde que ce manuscrit semble avoir fait partie d'un répertoire composé en 1512 par Simon Amer, fils de Pierre Amer, « sur les extraits duquel ledit M. Simon fit ledit répertoire ».

L'histoire de la famille Amer a été écrite par É. Richemond, *Fromonville... et ses anciens seigneurs* (Fontainebleau, 1904, in-8), pp. 35 et suiv.



des anciens hôtes du greffe de la Chambre de qui l'on sache autre chose que le nom. C'était un homme qui avait des goûts littéraires, quoiqu'il n'ait pas écrit autant que son patron, et d'un caractère jovial, comme il paraît à ses *Oremus* <sup>(1)</sup> :

OREMUS.

Deus, qui multitudinem rusticorum ad servitutem clericorum pertinere fecisti, da nobis de eorum laboribus vivere, de uxoribus et filiabus uti, et de eorum mortalitate gaudere. Per Christum Dominum nostrum, amen.

OREMUS.

Omnipotens sempiterna Deus, qui virtute boni vini capita multorum turbare fecisti, concede bibentibus ut qui serotina potatione gravantur eadem matutinali releventur. Per eundem bonum vinum, etc.

Or donc Jean Le Bègue et Pierre Amer n'ont pas décrit, à proprement parler, les dépôts où leur vie s'écoula; mais ils ont été très souvent amenés, en citant des documents, à indiquer, faute de classement régulier et de cotes, les lieux où ces documents reposaient. Jean Le Bègue parle de plusieurs rangées d'armoires, distinguées par les lettres de l'alphabet <sup>(2)</sup>. « Sera trouvé en l'armoire basse joignant de l'uys de la Chambre des notaires... Item en l'armoire signée J sur le siege des notaires est une longue layette... <sup>(3)</sup>. — *De isto dono ponitur copia in uno sacco domaniorum revocandorum in recepta Parisiensi qui stat in armario ad caput magistri P. Le Begue. Saccus iste ponitur in camera notariorum in sacco domaniorum revocatorum in prepositura Parisiensi pendenti contra almariola* <sup>(4)</sup>. — Lettres qui sont en ung sac en la vieille Chambre des Monnoies <sup>(5)</sup>. — Item en l'aumaire du bailliage de Mascon en la chambre aus procez des greffiers sera trouvé... <sup>(6)</sup>. — J'ay trouvé en la nouvelle Chambre de Champagne... <sup>(7)</sup>. — Ce role est ou sac petit qui est enprès le sac intitulé *Specialia* estant en la souspendue de la vieille Chambre de France <sup>(8)</sup>.

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., fr. 10988, f. 194 v°. — Je crains que ce ne soit là ce à quoi M. de Boislisle fait allusion lorsqu'il écrit (*op. cit.*, p. xv) qu'il y a, dans le Manuel de P. Amer, « des pasquils contre les gens d'Église ».

<sup>(2)</sup> Lat. 12815, f. 172 v°.

<sup>(3)</sup> Fr. 10988, f. 127 v°.

<sup>(4)</sup> F. 130 v°.

<sup>(5)</sup> F. 153.

<sup>(6)</sup> F. 146.

<sup>(7)</sup> F. 153 v°.

<sup>(8)</sup> F. 179.



Comptenance	Saint yz le mon froy	Charte	Comme	Pontre	maison	maison bnd	Comnay	Indre
Stulie Viloye	Stulie	Stulie Amere	Melenn	Lut d la chambre d fance d cuse d Zurel ou pou fuy Demaret	Vamendoye	Vamendoye marce	Monnayrie	Laon et monyon
Paris		Saint Amere			Amiens		Pontre	

Les Linnances de la chambre de France

Le vofu de fuy froy Sant le fuy d'm	nommeulx dequifz d pays		Medimo ville pad	Imyon foume	Ides Paris			mortet paut
	nommeulx dequifz d pays	Ides Orleans	Ides Estampes Zurel dominal Gendfue mortet bnd d'm p'moy	Lut d cuse d d la chaire d France	Ides Paris	Ides Sant	Ides Chartre monnayrie	Ides Nemoy
Genet Monfcan monnayrie Pomay de froy Comnay Orlay Lauay Dye paut Chartre	Genet Orleans Chartre Zurel Gendfue Lauay paut de froy	Genet Nemoy Chartre Zurel Sant Gendfue Melenn fuyard	Genet Sant Paris Lauay		Ides Melenn	Ides Amere		

Imp. Catala freres, Paris

Bibl. nat., ms. lat. 9848, fol. 41.







— Ou sac petit estant en la vieille Chambre de France en la souspendue en une aulmaire haulte lez le grant coffre jaune contre le mur <sup>(1)</sup>. — Est ce livre en la vieille Chambre de France ou costé près de l'uy de la viz de la souspendue de ladite Chambre <sup>(2)</sup>. — Estrait de la fin d'un vieil livre de grant value en parchemin estant ou coffre neuf en la Chambre de Languedoc <sup>(3)</sup>. — Ce qui est escrit en ce feuillet est contenu en iii petis rooles lyez ensemble estans an l'escrin de la grant huche jatune estant en la souspendue de la vieille Chambre de France <sup>(4)</sup>. » Ces exemples, qu'il serait facile de multiplier, suffisent : on comprend comment les références de Pierre Amerfont, pour ainsi dire, voir le dépôt du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, avec ses « Chambres », ses armoires, ses « souspendues » ou soupentes, ses coffres, ses huches et ses sacs.

Il y avait au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, officiellement, six Chambres d'auditeurs, sans compter les « anciennes » : Chambres de France, d'Anjou, des Monnaies, du Trésor, de Languedoc et de Champagne <sup>(5)</sup>. Au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle la plupart de ces noms étaient déjà en usage; et l'on distinguait déjà les « Chambres » et les « vieilles Chambres » de France, de Champagne, de Normandie ou des Monnaies. Un clerc des comptes anonyme, auteur, comme plusieurs de ses confrères d'alors, d'un Calendrier-Manuel à la manière des Manuels de Le Bègue et d'Amer, a inscrit sur une page vide le plan des « aumaires de la Chambre de France » <sup>(6)</sup>, laquelle donnait d'un côté sur le Burel et de l'autre sur le jardin. — Or il semble que, pendant le dernier quart du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, le projet ait été formé, et au moins en partie réalisé, de faire dresser la liste des registres, et même des pièces volantes (chartes, lettres et rouleaux), dispersés dans ces Chambres. On connaît en effet un « Inventaire de tous les livres et registres, tant en parchemin qu'en papier, estant en la Chambre de Champagne dedans ung coffre neuf joignant la cheminée, faict de l'ordonnance de messieurs des Comptes l'an 1489 » <sup>(7)</sup>. Deux autres n'ont pas encore été signalés. Maître Jacques Le Picart, auditeur depuis le 28 mai 1487, rédigea en 1495 un « Inven-

<sup>(1)</sup> F. 184 v°.

<sup>(2)</sup> F. 191.

<sup>(3)</sup> F. 285.

<sup>(4)</sup> F. 345.

<sup>(5)</sup> A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. cxviii, note 4.

<sup>(6)</sup> Bibl. nat., lat. 9848, f. 41. — Reproduit ci-contre.

<sup>(7)</sup> Bibl. nat., Coll. Dupuy, 229, f. 134. Publié par A. Longnon, *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie*, II (1904), p. 572.



taire des lettres, sacs et livres estans en cinq armoires closes de la vieille Chambre de France » qui est perdu, mais dont il existe des extraits<sup>(1)</sup>. Un *Inventarium Camere Francie* est souvent visé dans l'essai de répertoire alphabétique qui précède le célèbre « Répertoire doré » (PP 96), ayant appartenu au greffier Hugues Formaget (1555-1567)<sup>(2)</sup>; il est possible qu'il n'y ait pas lieu de le distinguer de l'opuscule de Jacques Le Picart<sup>(3)</sup>. Quoi qu'il en soit, l'auteur de ce répertoire alphabétique a connu, et utilisé assidûment, en même temps qu'un *Inventarium Camere Francie*, un *Inventarium Camere Normannie*, qui lui était peut-être symétrique<sup>(4)</sup>. Il est aussi fait mention, au xv<sup>e</sup> siècle, d'un « *Inventarium processuum* »<sup>(5)</sup> et d'un « Inventaire des assiettes, en parchemin, estant ou petit cofre devant le feu en la Chambre des Monnoies »<sup>(6)</sup>, au sujet desquels je n'ai pas d'autres données.

Remontons plus haut encore le cours des temps. — D'après l'inventaire précité des livres et des registres de la Chambre de Champagne en 1489, il s'y trouvait, sous la cote AA, un *Inventarium compotorum et aliorum scriptorum in Camera Campanie existentium*, composé de 48 ff. en papier, qui avait été fait en juillet 1394 par maîtres Jean Munier et Jean de la Croix, clerks du roi en sa Chambre des comptes<sup>(7)</sup>, peut-être en conformité de l'art. 5 de l'ordonnance du 3 avril 1388 ainsi conçu : « Les clerks seront mis deux [dans chaque Chambre], qui feront bien et diligemment inventoire de tous les... escrits estant en leur Chambre<sup>(8)</sup>. » — D'autre part, Pierre Amer cite un « Inventaire rouge

<sup>(1)</sup> Jacques Menant, dont il sera question tout à l'heure (p. 57), en a transcrit le titre et pris des extraits, et noté : « Il est au Greffe », dans le t. XII de son Recueil, ff. 90-96; c'était un inventaire descriptif, armoire par armoire et pièce par pièce. Cf. d'autres extraits : Bibl. nat., fr. 20692, p. 1.

<sup>(2)</sup> Les feuillets préliminaires de PP 96 ont été sous les yeux de Menant, qui en a pris des extraits (Recueil, t. VII, ff. 8-10).

<sup>(3)</sup> L'un et l'autre de ces manuscrits avaient un peu plus de 60 ff.; mais aucun des extraits de l'un ne coïncide avec les références faites à l'autre.

<sup>(4)</sup> Ce dernier manuscrit avait au moins 58 ff.

<sup>(5)</sup> Fr. 10988, f. 121; il était au Greffe (« penes grapharios », f. 124 v°).

<sup>(6)</sup> Fr. 10988, f. 189 v°; cf. f. 122 v°.

<sup>(7)</sup> A. Longnon, *op. cit.*, p. 575. — Le second de ces noms n'est pas assuré, car il est noté dans le Manuel d'Amer (f. 73), d'après le Mémorial F, que « magister Johannes Munerii et Jacobus de Ducy », clerks des comptes, furent nommés correcteurs *ad tempus*, sans nouveaux gages, en 1395. Il est très possible que « Johannes de Cruce » (Jean de la Croix) soit une mauvaise lecture pour « Jacobus de Ducy ».

<sup>(8)</sup> Mémorial E, f. 194 (P 2296, f. 662). — L'ordonnance ajoute : « Ledit inventoire



de la vieille Chambre de France »<sup>(1)</sup> et un « Inventaire noir » sans autre désignation<sup>(2)</sup>. Je suis en mesure d'identifier ces deux volumes. L'« Inventaire rouge de la vieille Chambre de France » n'était autre chose que l'« Inventaire d'anciens comptes royaux, dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois », que, avec M. L. Delisle, j'ai publié en 1899 au tome I<sup>er</sup> des *Documents financiers du Recueil des Historiens de la France* <sup>(3)</sup>. Quant à l'« Inventaire noir », c'était certainement ce *Liber de inventario compotorum particularium*, complémentaire de celui de Robert Mignon, dont j'ai disserté naguère <sup>(4)</sup> et publié la table<sup>(5)</sup> et des extraits<sup>(6)</sup>.

Est-ce tout? Non, sans doute. Car le hasard, qui permet de consulter encore aujourd'hui l'inventaire analytique, détaillé, lequel remonte vraisemblablement au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle, d'un sac du Greffe intitulé : « *Bourgogne* d'un costé en l'étiquette et de l'autre costé *Chasteau-Chalon* »<sup>(7)</sup>, nous a certainement privés d'inventaires analogues qui ont existé<sup>(8)</sup>; et rien ne permet d'affirmer qu'il n'y en ait point eu d'autres dont la trace même a disparu.

Il est impossible de remonter au delà, puisque les Inventaires rouge et noir avaient été exécutés en conformité de la plus ancienne ordonnance, celle du

fait et parfait soit doublé, et en soit apporté le double en la Grande Chambre par devers les maistres, afin qu'un livre soit fait de tous les dits inventoires des six Chambres, qui sera mis ou coffre commun en la Chambre d'en haut avec les registres des Chartes et les livres des Mémoires. Rien n'indique que ces sages prescriptions aient été généralement respectées.

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, f. 185 v<sup>o</sup> : « In inventario rubeo in veteri Camera Francie existente scribitur. . . »

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, f. 190 et 190 v<sup>o</sup> : « De nigro inventario. »

<sup>(3)</sup> L'identification résulte du fait que le passage cité par Pierre Amer comme étant « in inventario rubeo. . . » se lit, à la place indiquée, dans notre édition, p. 262, n<sup>o</sup> 2087.

<sup>(4)</sup> *Documents financiers*, I, p. xxxii et suiv.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>(6)</sup> *Ibid.*, Appendices I et II. — L'identification résulte du fait que le premier passage cité par Pierre Amer comme tiré « de nigro inventario » se lit en abrégé, à la place indiquée, dans mon Appendice I, p. 360 : « Computus abbatis Sancti Supplicii Bituricensis. . . »

Pierre Amer a noté quelques passages qui ne sont pas dans les extraits publiés. Voici le plus intéressant (Amer, f. 190 v<sup>o</sup>) : « In principio dicti libri habetur : In compoto magistri Michaelis de Morgnevalle de guerra Aragonie anni 1283, in principio sic : Sciendum est quod omnes milites existentes in exercitu habent per diem, x s.; armigeri cum equis coopertis, vii s. vi d. t.; armigeri cum equis non coopertis, v s.; lancerii, iiii s. vi d. t.; pedites Francie et Tolose, xv d. t. et pedites Navarre xii d. t. »

<sup>(7)</sup> Bibl. nat., fr. 2838, ff. 49-72. Ce sac est cité dans le Manuel de P. Amer (f. 115 v<sup>o</sup>).

<sup>(8)</sup> Cf. ci-dessous, p. 52.



Vivier-en-Brie (janvier 1320), qui ait prescrit de « faire inventaire de tous les escripts de la Chambre <sup>(1)</sup>. »

En résumé, il paraît certain qu'il n'y eut jamais, au moyen âge, parmi les archivistes de la Chambre, d'hommes aussi actifs et attachés à leurs fonctions que certains gardes du Trésor des chartes, comme Gérard de Montaigu; et dans les temps modernes, alors que s'exécutaient au Trésor des chartes les grands travaux de Dupuy et de Godefroy, il ne se fit, à la Chambre, rien de très considérable. Ce n'est pas surtout par des inventaires proprement dits que l'on peut se rendre compte aujourd'hui des immenses ressources que les dépôts disparus renfermaient pour la connaissance du passé.

Mais, inventaires descriptifs à part, on n'avait pas été sans travailler beaucoup, pendant quatre siècles, aux archives de la Chambre.

Dès les plus anciens temps, les clerks de la Chambre les avaient souvent dépouillées, soit sur l'ordre des maîtres, pour relever des faits ou des précédents utiles à l'expédition des affaires courantes, soit spontanément et par curiosité professionnelle. Quelques spécimens de ces relevés primitifs, consignés sur des feuilles de parchemin, sont parvenus jusqu'à nous en original <sup>(2)</sup>. On en vint bientôt à composer des registres de copies et d'extraits. « Quelques années après le moment où la Chambre s'est définitivement constituée, dit

<sup>(1)</sup> Il y a lieu de remarquer toutefois que, à cette époque très ancienne, l'usage existait déjà d'inventorier les documents qui se trouvaient dans les « armoires » des membres de la Chambre, lors de leur décès. Deux petits inventaires de cette espèce, qui remontaient au commencement du règne de Philippe VI, étaient sous la cote III<sup>e</sup> XVI dans le sac étiqueté *Bourgogne - Chateau-Chalon* (Bibl. nat., fr. 2833, f. 68); et le descripteur du contenu du sac a bien compris qu'ils avaient une valeur durable, en ce qu'ils offraient l'analyse de pièces déjà égarées ou disparues de son temps:

Item un roole commençant : « C'est l'inventaire fait des choses trouvées en l'aumoire de laquelle Monsieur de Noiers a la clef par devers luy et laquelle avoit maistre Pierre de Condé ou temps qu'il

vivoit »; et après est la declaration de plusieurs lettres bonnes a veoir qui les pourroit trouver; et neanmoyns encores est bon a veoyr ledit inventaire pour veoir les termes en abregé desdites lettres.

Et dedans ce roole est encore un autre roole commençant : « Ce sont les choses qui estoient en l'aumoire feu sire Martin des Essars, que Dieu absolve, au jour de son trespassement, qui fut le vii<sup>e</sup> jour de novembre l'an mil CCC XXXV »; et après est la declaration de plusieurs lettres bonnes a veoir comme dessus prouchain.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 25993, n° 184 : « Par les escriptz de la Chambre des comptes l'en trueve... »; fr. 25994, n° 322 : « Extracta de rotulis Camere compotorum domini regis per clericos ejusdem Camere anno [CCC] XXXIII in festo translationis sancti Benedicti. »



très bien M. Borrelli de Serres<sup>(1)</sup>, une sorte d'émulation s'est emparée de ses membres, qui... se sont mis à rechercher [dans les archives de la Chancellerie et ailleurs] les documents ayant quelques rapports avec leurs fonctions, et en ont composé ces célèbres recueils, dits Mémoires, dont les premiers n'ont été qu'une œuvre personnelle, mais que la Compagnie s'est dans la suite appropriés et qu'elle a continués. » Il m'a été donné autrefois d'établir, au sujet de ces premiers Mémoires, privés, quelques faits nouveaux qui, depuis, n'ont pas été contestés<sup>(2)</sup>. Qu'il suffise de les résumer ici. Les premiers *libri memoriales*, dont les auteurs s'étaient attachés à rassembler la fleur des documents conservés aux archives de la Couronne, étaient d'abord au nombre de quatre : *Pater, Noster, Qui es in coelis, Croix*. Tous sont perdus maintenant, à l'exception d'un seul, *Noster*, qui, sorti à une époque indéterminée des archives de la Chambre (où il fut remplacé par un recueil nouveau, du même genre, mais tout différent, *Noster*<sup>2</sup>), était à l'abri dans la Bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés lors de l'incendie de 1737<sup>(3)</sup>. Tous dataient d'environ 1330, *Pater* étant le plus ancien. Tous étaient sans doute l'ouvrage de maîtres des comptes : l'auteur de *Noster*<sup>1</sup> était, comme je l'ai établi, Jean Mignon, frère de Robert Mignon, maître en janvier 1320. Il n'est pas invraisemblable que *Pater, Qui es* et *Croix* aient été les « mémoires » des collègues de Jean Mignon : Pierre de Condé, Jean Justice, Amauri de la Charmoye; mais ce n'est là qu'une hypothèse<sup>(4)</sup>.

Dans les *libri memoriales*, privés, des clercs des comptes des premières années de Philippe de Valois avaient été groupées et, semblait-il, soustraites aux chances de destruction, un fort grand nombre de pièces diverses. Mais puisqu'ils ont tous péri, sauf *Noster*, ils sont devenus eux-mêmes matière à restitution. Ce n'est pas ici le lieu de s'y arrêter davantage.

Les sentiments qui avaient conduit les clercs du temps de Charles IV et de Philippe de Valois à composer des *libri memoriales* se sont manifestés aussi —

<sup>(1)</sup> *Recherches sur divers services publics*, t. II (Paris, 1904), p. 239.

<sup>(2)</sup> J. Petit et ses collaborateurs (Gavrilo-vitch, Maury, Teodoru), *Essai de restitution des plus anciens Mémoires de la Chambre des comptes de Paris* (Paris, 1899). Voir ma préface à cet ouvrage.

<sup>(3)</sup> *Noster*<sup>1</sup> est le manuscrit latin 12814 de la Bibliothèque nationale.

<sup>(4)</sup> Hypothèse correctement présentée comme telle par Borrelli de Serres, *loc. cit.* Il y a une légère difficulté pour Pierre de Condé, mort un an avant la date de la pièce la plus récente insérée aux pré-Mémoires.



le contraire aurait été surprenant — chez quelques-uns de leurs successeurs. Au xv<sup>e</sup> siècle, Jean Le Bègue et Pierre Amer, qui ont inscrit pieusement, en tête de leurs manuels précités, la liste des plus anciens *Libri memoriales* de la Chambre, se sont faits, on a déjà eu l'occasion de l'indiquer, les émules de leurs auteurs<sup>(1)</sup>. Les compilateurs de Manuels et de Protocoles ont été, au xv<sup>e</sup> siècle et depuis, les vrais continuateurs des compilateurs de *libri memoriales* du xiv<sup>e</sup>. Il y a, pourtant, des différences assez sensibles entre les Mémoires primitifs et les recueils plus récents, qu'il importe d'indiquer.

A la différence de Jean Mignon et de ses collègues, qui avaient visé à faire, sur table rase, des codes et des recueils (fort grossiers) de textes réglementaires et de précédents notables, Jean Le Bègue, Pierre Amer et leurs imitateurs (car ils en eurent plusieurs)<sup>(2)</sup>, qui disposaient de ces codes et de ces recueils, tenus par eux en vénération, et en outre d'un grand nombre de registres officiels, commencés plus tard et régulièrement continués depuis la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, s'appliquèrent surtout à faciliter à eux-mêmes et à autrui l'usage de ces instruments de travail. Des documents qui se présentaient sous forme de rouleaux ou de feuilles volantes ont sans doute été copiés par eux, comme par leurs anciens; mais la plupart de leurs extraits, ils les ont, chose nouvelle, empruntés à des « registres »; et on voit déjà apparaître dans leurs « livres » : les « tables » ou dépouillements analytiques, plus ou moins partiels, de tel ou tel registre (par exemple du *Livre Rouge*); les essais d'index des matières, par ordre alphabétique, s'appliquant à quelques volumes ou à toute une série de volumes; etc. Jean Le Bègue a relevé, par exemple, sous des rubriques comme *Aquarum et forestarum*, *Monetarum*, *Communie et bone ville*, etc., l'indication des passages touchant ces sujets qui l'avaient frappé dans tous les anciens registres de la Chambre<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Jean Le Bègue avait annoté les plus anciens Mémoires; nous l'apprenons par une remarque d'un compilateur du xvii<sup>e</sup> siècle : « Nota que dans les anciens registres se trouvent quelques notes signées *Le Bègue*, qui vivait l'an 1427, comme il se voit au registre *Pater*, fol. vii<sup>ix</sup> » (Bibl. d'Angers, ms. 347, f. 1).

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 5317 (acheté par Pithou en 1579); British Museum, Harleian ms.

4362; Manuel des Michon, dans la Bibliothèque de M. de Nicolay; etc.

<sup>(3)</sup> Comparer le grand Répertoire du même genre, dit de 1420, commun aux registres de la Chambre, aux layettes et aux registres du Trésor des chartes, qui, exécuté dès le temps de Charles VI, est toujours au Trésor des chartes (JJ 278-280) et peut encore servir pour le Trésor.



La mode, qui tendait ainsi, dès le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, à substituer les répertoires aux recueils de textes, fut en pleine vigueur au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle : de là, le *Répertoire doré*, œuvre des greffiers Étienne Le Blanc et Formaget, qui comprend quatre « alphabets » ou tables alphabétiques<sup>(1)</sup>; le « Répertoire méthodique des ordonnances » contenues dans les Mémoires de la Chambre, en trois parties, dont deux ont trait aux règlements de la Compagnie, que l'on considère comme postérieur à 1511<sup>(2)</sup>, et un « Répertoire des registres d'hommages, aveux et dénombrements étant en la Chambre des comptes et dans les Chambres particulières d'icelle en 1560 »<sup>(3)</sup>. Il en fut de même au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, où les Guillaume Robichon<sup>(4)</sup> et les Jean de Loffroy<sup>(5)</sup> déployèrent sur ce terrain une remarquable activité.

Cependant les répertoires du <sup>xv</sup><sup>e</sup>, du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, jadis très utiles pour la routine quotidienne de la Chambre, sont aujourd'hui presque sans prix : à quoi bon de simples renvois à des sources qui n'existent plus? Par bonheur, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, la curiosité scientifique s'éveillait; et, en même temps qu'on répertoriait au Greffe en vue des nécessités pratiques, d'autres personnages commençaient à considérer les archives de la Compagnie à un autre point de vue. Quelques-uns de ces personnages n'étaient pas de la maison. C'est ainsi que « M. Pithou », qui n'était qu'un savant, obtint un des premiers de pénétrer dans les arcanes où « les gens des comptes » avaient seuls évolué jusque-là : « S'il plaist à M. Pithou entrer en la Chambre, l'on luy représentera

<sup>(1)</sup> Arch. nat., PP 96. Il y en a des copies (A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. xvii, note 7).

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., Cinq Cents de Colbert, n° 238. — Menant a connu ce manuscrit dont il a pris des extraits (t. XIII, ff. 1-58), sous le titre : « Extrait du Répertoire de la Chambre ».

<sup>(3)</sup> Récolement de 1722, dans la liste des registres non décrits aux récolements antérieurs (Exemplaire de l'Arsenal, f. 31).

<sup>(4)</sup> Guillaume Robichon, garde des livres (1608-1637), puis correcteur. On lit au *Plumitif* du 16 novembre 1651 : « Sur ce qui a été représenté que maître Guillaume Robichon, naguère décédé, avait laissé plusieurs mémoires et instructions par luy tirées tant des comptes acquits que des registres de la Chambre, fort utiles pour le service du Roy et de la Chambre,

lesquels à cet effet devroient être raportés au dépost du Greffe d'icelle. . . » M. de Boislisle dit brièvement (p. xvii, note 9) : « Ces mémoires ne se retrouvent pas. » Il résulte cependant du Récolement de 1722 que l'on connaissait alors au Greffe une Collection formée primitivement de 28 registres, dits « Registres Robichon », dont 12 étaient en déficit. Sur l'histoire de la Collection au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, voir les dires de l'ex-greffier P. Richer, le 13 février 1694 (P 2858, f. 241). Tous ces volumes ne sont pas perdus : Bibl. nat., fr. 7862-7864.

<sup>(5)</sup> Jean de Loffroy, procureur des comptes et commis au plumitif, mort en octobre 1693. Son « Recueil des matières qui se traitent en la Chambre des comptes » est aux Arch. nat., PP 172-174; il y en a de nombreuses copies.



tout ce qu'il demandera l'un après l'autre, pour en faire telz extraictz qu'il voudra, en présence d'un auditeur, lequel luy baillera place et séance en son bureau, la Chambre l'ayant ainsy ordonné en conséquence des lettres de cachet du Roy, ce qu'elle n'a pas accoustumé faire, etc.<sup>(1)</sup> »

De ses explorations aux archives de la Chambre, Pierre Pithou (1539-1596) rapporta, entre autres choses, une précieuse nomenclature, avec tables partielles et notes sommaires, des registres principaux, les plus anciens, dont il avait eu connaissance. C'est maintenant le tome CXLII de la Collection Dupuy, à la Bibliothèque nationale<sup>(2)</sup>. Ce volume est précédé d'une note autographe ainsi conçue :

*Au livre qu'a mons. de Roissy et qui est couvert de basane verte est ce qui s'ensuit :*

Copie d'un livre escript en parchemin et couvert en parchemin et de bien fort vielle lettre.

Extraict d'un viel cayer de papier en grand volume qui est ung Journal.

Extraict d'un livre en parchemin couvert de parchemin et subscript : *Revocatio donorum*.

Liber Rubeus de eadem materia, scilicet pluribus donis.

Registrum plurium in Camera compotorum Bituris gestarum a die sue institutionis ibi usque ad ejus revocationem Parisius.

Le livre de m<sup>e</sup> Jehan de Saint Just.

Ex libro Memorialium Camere compotorum incepto Bituris anno 1422.

Ex registro Cartarum Camere Bituricensis incepto 1421 et finito 1426<sup>(3)</sup>.

Registrum cartarum domini Johannis, ducis Bituricensis, inceptum 1370 et finitum 1414.

Extraict d'un petit livre de parchemin, couvert de parchemin, estant en la suspendue de la vieille Chambre de France, intitulé : *C'est l'extraict qui a esté faict pour scavoir qui tient les terres et les rentes données a plusieurs au Paracol*<sup>(4)</sup> l'an 1351 et depuis jusques a ..... [sic].

Au sac intitulé *Bourgogne* d'un costé et de l'autre costé *Chasteau Chalon*.

Le sac intitulé *Specialia*.

— *Colligata*.

— *Memorialia*.

— *Notanda*.

— *Bona quamplurima*.

<sup>(1)</sup> Extrait sans date dans Menant, IX, f. 149 v°. — <sup>(2)</sup> Le manuscrit 3039 de la Bibliothèque Mazarine en est une copie. — <sup>(3)</sup> Lire 1436; et voir plus loin, p. 77. — <sup>(4)</sup> Parcoul, Dordogne, c<sup>m</sup> de Sainte-Aulaye.



Inventaire des lettres trouvées en l'armoire estant en la grand chambre du dessus du bureau des greffiers.

Ainsi Henri de Mesmes, seigneur de Roissy, plus connu, comme plus tard son fils Jean-Jacques, sous le nom de M. de Roissy (+ en 1596) — celui qui fut quelque temps garde du Trésor des chartes et dont L'Estoile a écrit : « Exacteur, pillard et paillard <sup>(1)</sup> » — possédait et avait communiqué aux Pithou un recueil comme on en fit tant par la suite, de notes et de copies prises aux archives de la Chambre, manifestement pour servir aux études historiques. Tous les articles de la liste ci-dessus s'identifient aisément avec des manuscrits de la Chambre. Il est fâcheux, soit dit en passant, que ce volume ne se retrouve pas maintenant, car, si les extraits qui s'y lisaient de *Saint-Just*, de *Bel*, du « Livre Rouge » et de divers registres du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle auraient probablement ajouté peu de choses à ce qu'il est possible, ainsi qu'on le verra bientôt, d'en apprendre ailleurs, la fin, sur les documents contenus dans les sacs étiquetés *Bourgogne*, *Specialia*, *Colligata*, *Memorialia*, *Notanda*, *Bona quamplurima*, aurait été sans doute très instructive. De ces sacs, en effet, le premier seul est connu (et il l'est par un manuscrit apparenté à celui de M. de Roissy, qui fut aussi en la possession de cet amateur) <sup>(2)</sup>; le second est seulement nommé dans le Manuel de Pierre Amer <sup>(3)</sup>; de tous les autres, dont

<sup>(1)</sup> H.-F. Delaborde, *Étude sur la constitution du Trésor des chartes* (Paris, 1909), p. CLXXVIII : « Et luy donna le Roy un coup de pied... l'appelant larron et le menaçant de le faire pendre s'il lui advenoit jamais de se trouver devant lui. » Cf. E. Frémy, *Mémoires inédits de Henri de Mesmes, seigneur de Roissy...* (Paris, s. d.). — Henri de Mesmes était le gendre d'Oudart Hennequin, « maistre ordinaire en la Chambre des comptes », l'ainé des Hennequins de sa branche et frère de M. d'Acy, premier président.

<sup>(2)</sup> Voir plus haut, p. 47. — Le manuscrit français 2838 de la Bibliothèque nationale, qui contient l'inventaire du sac *Bourgogne*, vient des de Mesmes. Il a été fait, comme l'indique une note initiale, non pas directement d'après

les originaux, mais « d'après un vieil registre aussi d'extraits et de copies d'anciennes lettres, estats et comptes, qui est entre les mains de Monsieur d'Ony ». Ce manuscrit de M. d'Ony ne saurait être identifié avec celui que M. de Roissy fit voir à Pithou, mais il appartenait certainement à la même collection d'extraits, une des plus originales qui aient été formées (et dont faisaient aussi partie les mss. fr. 2835 et 2836, exécutés après 1564).

M. d'Ony (ou d'Osny) était sans doute un membre de la famille Le Sueur qui possédait la seigneurie d'Osny (Seine-et-Oise) et qui a fourni à la Chambre plusieurs magistrats à la fin du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et au commencement du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle.

<sup>(3)</sup> Voir plus haut, p. 44. — Gaignières a recueilli quelques extraits du sac *Specialia*



les titres flatteurs semblent indiquer qu'on y avait mis des choses particulièrement précieuses, je ne connais point d'autre mention.

A partir du <sup>xvii</sup>e siècle, les collections du même genre que celle dont avait joui M. de Roissy se multiplièrent. On s'était rendu compte des inépuisables ressources entassées aux archives de la Chambre pour l'histoire, pour la géographie féodale, pour la généalogie, etc.; et les curieux s'en montraient avides. Comme l'accès des dépôts était toujours difficile à qui n'appartenait pas à la Compagnie, ce furent surtout des membres studieux de la Chambre, notamment des auditeurs, qui se formèrent alors des collections personnelles et qui servirent de dispensateurs à leurs amis en faisant pour eux des recherches et des copies. Mais l'intervention toute-puissante d'un ministre ouvrit aussi plus d'une fois les portes du Greffe aux transcripteurs à leurs gages ou à des érudits bien en cour.

Dans l'immense quantité des écritures qui représentent, de nos jours, les résultats de ces travaux, continués pendant un siècle — plusieurs centaines de volumes, dispersés aux Archives nationales et dans les bibliothèques de France et de l'étranger, — on peut, pour plus de clarté, poser d'abord une distinction entre : 1° les recueils de tables; 2° les recueils de copies et d'extraits<sup>(1)</sup>.

I. Il avait toujours été considéré comme une œuvre pie, par les clercs qui avaient à manier les anciens registres, de pourvoir de tables analytiques, plus ou moins complètes, ceux qui n'en avaient pas. Tables analytiques, dans l'ordre où les pièces se trouvaient au registre, feuillet par feuillet, avec ou sans références aux numéros des feuillets ou des pièces. Un travail de ce genre avait été exécuté dès 1289 sur le cartulaire dit *Liber principum et comitum Campanie*<sup>(2)</sup>.

(Bibl. nat., fr. 20684, p. 180); mais il ne l'avait pas vu : il croyait (et l'extracteur qu'il a copié [Coll. Du Chesne, 70, f. 319 v°] croyait aussi) que c'était un « livre ». On voit par ces notes que le sac *Specialia* contenait, entre autres choses, une charte de Louis VII, que A. Luchaire n'a connue et publiée (*Études sur les actes de Louis VII*, n° 515) que par un exemplaire des archives du prieuré de Saint-

Christophe-en-Halatte. — Voir aussi Bibl. de l'Arsenal, ms. 5424 (t. XV du Recueil Conrart), p. 136 : « *Ce sont les droits que le connestable de France doit avoir pour cause de la connestablie. Extraict d'un sac intitulé Spalis* [sic], en la Chambre des comptes. »

<sup>(1)</sup> Voir l'Introduction de J. Petit à son *Essai de restitution*. On l'utilise ici, en rectifiant.

<sup>(2)</sup> De même, au Trésor des chartes, on



L'auteur du volume qui porte aujourd'hui, aux Archives nationales, la cote PP 105 a pris des notes sur un registre perdu, du xv<sup>e</sup> siècle selon toute apparence, en papier couvert de parchemin, qui était de son temps « en l'armoire 30 du bastiment neuf <sup>(1)</sup> »; ce volume, dont il n'y a pas d'autre trace, contenait entre autres choses un « Inventaire de tous les registres de la Chambre de Normandie » (f. 51), avec la copie des tables de plusieurs d'entre eux (J, K, P, etc.), et celle des tables de tous les registres de la Chambre de Languedoc (f. 70). Au xvii<sup>e</sup> siècle, ce genre de travail fut en très grande recommandation. La première pensée de l'auditeur Rousseau, lorsqu'il fut chargé du Dépôt des terriers, ne fut-elle pas de « mettre à la tête d'un grand nombre d'anciens terriers des tables particulières de leur détail <sup>(2)</sup> »? La même pensée a inspiré au moins deux entreprises importantes :

a. Il fut dressé une Table analytique, complète, des Mémoires, depuis les plus anciens jusqu'à ceux du xviii<sup>e</sup> siècle (Arch. nat., PP 109-116; cf. PP 117-129).

b. Un anonyme s'est imposé la tâche d'analyser pièce par pièce, mais sans s'astreindre à les noter toutes (il s'intéressait surtout aux « anoblissements »), un grand nombre de registres anciens de la Chambre, surtout des registres hors série. Son travail, qui n'a jamais été signalé, est dans PP 105; il y en a d'autres fragments dans PP 98<sup>1</sup>, ff. 27 et suivants. Nous l'appellerons le Tabulateur anonyme de PP 105.

II. La plupart des volumineux recueils de copies et d'extraits tirés des archives de la Chambre des comptes, qui sont aujourd'hui si nombreux dans les dépôts publics, appartiennent à deux familles très bien définies, et n'intéressent que la série des Mémoires du Greffe.

a. La première famille, dite de Saint-Victor, tire son nom du fait qu'un

avait, dès le premier quart du xiv<sup>e</sup> siècle au plus tard, composé un *Liber registorum* qui n'était autre chose qu'un recueil de tables des anciens registres du dépôt (H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. c, n<sup>o</sup> 2). Comparer, aux Archives nationales, le recueil analogue JJ 1<sup>a</sup> (*ibid.*,

p. lv), qui contient les tables de huit anciens registres du Trésor.

<sup>(1)</sup> PP 105, f. 471. D'après le tabulateur, le mot « Kudraut » (*sic*) était écrit sur la couverture de ce registre, qui avait plus de 105 feuillets.

<sup>(2)</sup> Brussel, *Nouvel usage des fiefs*, p. xxi.



exemplaire en était conservé, au XVII<sup>e</sup> siècle, à la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Victor. L'exemplaire des Archives nationales (P 2569-2589) paraît être le prototype dont tous les autres dérivent, directement ou non. Les copies y sont disposées dans l'ordre que les documents copiés occupaient dans les registres originaux.

b. La seconde famille, dite de Saint-Germain des Prés, parce que l'exemplaire aujourd'hui coté, à la Bibliothèque nationale, fr. 16583-16598, était jadis conservé à la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés, ne diffère guère de la précédente que par le mode de classement, les pièces qui s'y trouvent étant disposées suivant l'ordre chronologique<sup>(1)</sup>.

Les exemplaires de l'une et l'autre de ces familles sont fort nombreux<sup>(2)</sup>.

D'autres collections, aussi vastes, mais moins connues, ne sont pas moins importantes.

Telle est la collection faite pour Théodore Godefroy : Bibl. nat., fr. 4411-4428. Les volumes 4425 à 4427 renferment des copies et des extraits qui ne sont pas ailleurs.

Le surintendant Foucquet avait fait faire sur grand papier, par un scribe peu instruit, mais dont la main était fort belle, des copies *in extenso*<sup>(3)</sup>. B. Le Ragois de Bretonvilliers, président des Comptes († 25 janvier 1700), en acheta un certain nombre qu'il fit solidement relier à ses armes; et, du cabinet de Bretonvilliers, quelques-uns de ces volumes ont passé à la Bibliothèque nationale et à celle de l'Arsenal. Le choix des manuscrits à transcrire avait certainement été décidé par un connaisseur éclairé, qui s'intéressait à des choses dont la curiosité banale n'était pas tentée. Ainsi, c'est par cette voie que l'Inventaire rouge des comptes, fait au temps de Philippe de Valois par

<sup>(1)</sup> Voir les feuillets 1-19, préliminaires, du manuscrit 21265 des nouv. acq. fr. de la Bibliothèque nationale (anc. Cheltenham 214): « État comparé des Collections de Saint-Victor et de Saint-Germain des Prés ».

<sup>(2)</sup> Ouvrage cité de J. Petit. Il y a un exemplaire de la famille de Saint-Victor, que J. Petit

n'indique pas, dans la bibliothèque privée de M. de Nicolay.

<sup>(3)</sup> Voir l'inventaire, dressé en 1666, des manuscrits de Foucquet, Bibl. nat., fr. 9438, f. 83. Toute la collection est décrite là en une ligne: « Trente volumes des registres de la Chambre des comptes. »



Robert Mignon, nous a été conservé<sup>(1)</sup>. D'autres monuments d'une haute valeur ne sont connus maintenant que par cette collection dont on doit regretter qu'elle soit, aujourd'hui, dispersée et dépareillée<sup>(2)</sup>.

Jacques Menant, « auditeur et doyen de la Chambre des comptes », décédé le 8 avril 1699, avait longtemps pris des notes dans les archives de la Compagnie, particulièrement dans celles qui dépendaient du Greffe<sup>(3)</sup> et du Garde des livres, et formé ainsi une collection d'extraits tout originale. Ses papiers sont maintenant à la Bibliothèque de Rouen (nos 3398-3413)<sup>(4)</sup>; les érudits du XIX<sup>e</sup> siècle en ont tiré beaucoup de textes qui ne sont que là.

Si actif qu'ait été Menant, il ne le fut sans doute pas au même degré que ces deux extracteurs infatigables, ses confrères, Antoine Vyon d'Hérouval (1635-1671) et Honoré Caille du Fourny, auditeur de 1673 à 1713. — Cependant ni Vyon ni Caille n'ont rien laissé de comparable au Recueil de Menant. Où sont leurs manuscrits? Il y en a quelques-uns à la Bibliothèque nationale<sup>(5)</sup>; mais le nombre en est hors de proportion avec ce que l'on sait de leur zèle. C'est qu'ils se sont prodigués, surtout le premier, en communications

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., lat. 9069.

<sup>(2)</sup> Les manuscrits lat. 9045-9062, provenant de Le Ragois de Bretonvilliers, ne sont qu'un exemplaire de la famille de Saint-Victor; les nos 9063 et 9064 sont une copie du Répertoire doré. Les transcriptions de registres *in extenso* commencent avec le n° 9067 (jusqu'au n° 9069). Le manuscrit fr. 2755 doit être rapproché de ces trois derniers volumes: il a le même caractère; il appartient à la même suite.

<sup>(3)</sup> Il a placé, au commencement du tome VII de son Recueil, un « Inventaire des registres estant au Greffe », qui est à rapprocher de la liste antérieure de Pithou et des récolements officiels.

<sup>(4)</sup> Il y a des copies du Recueil de Menant à Paris (Bibl. nat., Fontanieu, 795 et suiv.) et à Aix (ms. 390 et suiv.).

<sup>(5)</sup> Les manuscrits de la main de Vyon d'Hérouval sont fort rares (voir, par exemple, le n° 3 de la Collection de Vexin: Collection

d'extraits en vue d'une histoire des comtes de Meulan). Nombreux, au contraire, sont ceux où l'origine des pièces est indiquée, comme dans le ms. fr. 14538: « Tiré d'un manuscrit de M. Vyon d'Hérouval », ou, comme dans le ms. 550 de la Bibliothèque d'Orléans: « Communiqué par M. d'Hérouval ».

Les manuscrits de la main de Caille du Fourny sont aussi très rares (voir, par exemple, fr. 32510, anc. 684 du Cabinet des Titres, et fr. 32779). Mais ils ont été souvent cités ou mis à contribution par les érudits, qui l'ont reconnu par des notes comme celle qui a été lue récemment: « Manuscrit dom. du F. » et interprétée par: « Manuscrit ayant appartenu à du Fresne, seigneur du Cange » (Ch. Bémont, *Recueils d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1914, p. x). Lisez: « manuscrit de M. du Fourny ». — Les manuscrits de Caille du Fourny sont considérés comme perdus (L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, I, p. 334).



aux « savants » de leur entourage, sans rien se réserver pour leur gloire. La plupart des érudits du XVII<sup>e</sup> siècle ont eu et avoué des obligations à « M. d'Hérouval »; et on a pu dire que Caille du Fourny avait été notamment « le fournisseur » de Gaignières.

Bien d'autres magistrats seraient encore à citer pour avoir, au XVII<sup>e</sup> siècle, marché sur les traces de ceux qui ont été nommés jusqu'ici<sup>(1)</sup> : François Blanchard (1692-1709)<sup>(2)</sup>; Claude-Bernard Rousseau, du Dépôt des terriers, qui nourrit de documents empruntés aux archives de la Chambre les *Antiquités de Paris* d'Henri Sauval; Nicolas Brussel (depuis 1712), dont le *Nouvel usage des fiefs* se présente comme un recueil raisonné de textes, presque exclusivement formé à l'aide des « enseignemens » de ce même dépôt; Claude Gosset (depuis 1706), l'éditeur des *Ordonnances, édits, déclarations... concernant l'autorité et la juridiction de la Chambre des comptes* (Paris, 1728, 2 vol. in-4).

Les principaux érudits de cet âge ont ainsi été en mesure de puiser, pour leurs études, dans les archives de la Chambre, soit indirectement, grâce à l'obligeance des magistrats, soit directement, comme jadis avait fait Pithou. La liste complète en serait fort longue; mais il est impossible de ne pas mentionner : Nicolas-Charles de Sainte-Marthe<sup>(3)</sup>, André du Chesne<sup>(4)</sup>, Baluze<sup>(5)</sup>, Du Cange<sup>(6)</sup>, dom Carpentier<sup>(7)</sup>, Gaignières<sup>(8)</sup>, La Roque<sup>(9)</sup>, le Père Anselme

<sup>(1)</sup> L'auditeur Pierre Chandelier (1664-1680), grand amateur de livres, n'avait pas de ceux qui nous intéressent dans le lot qu'il vendit à Colbert (Bibliothèque nationale, lat. 9363, f. 132).

<sup>(2)</sup> Recueil d'extraits (nouv. acq. lat. 184).

<sup>(3)</sup> On a de ses notes, recueillies à la Chambre : Bibl. nat., fr. 20691 et suiv., fr. 23271.

<sup>(4)</sup> Voir le *Catalogue des manuscrits des Collections Du Chesne...* (Paris, 1905). Les recueils de Du Chesne d'après les archives de la Chambre ne se retrouvent pas tous : c'est ainsi que Gaignières (Bibl. nat., fr. 20684, pp. 117, 159) a transcrit plusieurs pièces, primitivement tirées de ces archives, d'après un recueil de Du Chesne acheté par Colbert (*Catalogue* cité, p. 195, n° 23), dont le sort est aujourd'hui inconnu.

<sup>(5)</sup> Bibl. nat., Coll. Baluze, n° 17, 51, etc.

<sup>(6)</sup> Liste des documents consultés par ou pour Du Cange aux archives de la Chambre, *Glossarium*, t. VII, p. 452; cf. les papiers du lexicographe (Arsenal, mss. 5258-5262 et Bibl. nat., fr. 9501).

<sup>(7)</sup> Notes de dom Carpentier d'après les registres de la Chambre, Bibl. nat., nouv. acq. lat. 2125.

<sup>(8)</sup> *Ib.*, fr. 20684-20685. Les copies faites par Gaignières l'ont été ordinairement, semble-t-il, non d'après les originaux, mais d'après des recueils antérieurs : de Du Chesne (ci-dessus, note 4); de l'abbé Le Laboureur (fr. 20684, p. 897); etc.

<sup>(9)</sup> *Traité du ban et arrière-ban* (Paris, 1676).



et tous les grands généalogistes<sup>(1)</sup>, les Bénédictins attachés à la rédaction de l'*Histoire de Languedoc*<sup>(2)</sup> et les éditeurs des *Ordonnances du Louvre*<sup>(3)</sup>.

Les choses en étaient là lors de l'incendie de 1737, qui coupa court à l'exploitation des archives de la Chambre. Cet événement conféra naturellement aux extraits qui en avaient été faits auparavant par les érudits plus de valeur qu'ils n'en avaient eu jusque-là.

Cependant la Chambre ne crut pas devoir y recourir lorsqu'elle entreprit de « reconstituer » les principaux de ses registres désormais perdus. Elle se contenta de battre pour ainsi dire le rappel des expéditions authentiques qui avaient été autrefois délivrées par le Greffe, et de les faire recopier et ranger dans l'ordre qu'indiquaient les tables conservées des registres perdus. Ces expéditions étaient en grand nombre dans les archives du roi<sup>(4)</sup>, des établissements ecclésiastiques et des particuliers. Mais l'opération de la cueillette, d'ailleurs très difficile, fut médiocrement conduite, et la Reconstitution officielle de quelques séries de registres qui est aux Archives nationales (P 2288 et suivants, P 2660 et suivants, K 164 et suivants) laisse beaucoup à désirer. Dans sa *Notice préliminaire aux Pièces justificatives pour servir à l'histoire des premiers présidents*, M. de Boislisle a dit là-dessus tout ce qu'il y avait à dire<sup>(5)</sup>.

Voilà donc l'ensemble des ressources dont on dispose pour l'étude de ce qui, des archives anciennes de la Chambre, a été détruit. Il ne faut pas perdre de vue, du reste, que plus d'un manuscrit du Greffe, qui *aurait dû* périr en 1737 s'il avait été à sa place, existe peut-être encore, parce qu'il en avait été, au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle, subrepticement enlevé. Les mœurs d'autrefois différaient

<sup>(1)</sup> Le P. Anselme n'a pas eu de collaborateur plus régulier que Vyon d'Hérouval. Voir aussi les travaux de Du Bouchet (Arch. nat., M 611), et les « preuves » de toutes les Histories généalogiques qui furent publiées alors (Harcourt, Montmorency, Chastillon, Bar, etc.) et de celles qui n'ont pas été imprimées (Melun; Bibl. nat., fr. 28400).

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., Coll. de Languedoc, t. 159.

<sup>(3)</sup> Les premiers volumes des *Ordonnances*

du Louvre ont été publiés ou préparés avant 1737, avec tout le secours des archives de la Chambre, que la Chancellerie avait demandé et obtenu pour Secousse et ses collaborateurs.

<sup>(4)</sup> Les expéditions de lettres, de comptes et de pièces diverses délivrées par le Greffe de la Chambre, au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle, abondent dans ce que l'on appelle le Supplément du Trésor des chartes. On ne s'en servit pas.

<sup>(5)</sup> A. M. de Boislisle, *op. cit.*, pp. cxxv et suiv.



beaucoup, à cet égard, de celles d'aujourd'hui. « Les Pithoux, disait Scaliger, sentoient les bons livres d'aussi loin que les chiens un os » et ne se faisaient guère scrupule de s'en aller avec, pour les enfouir chez eux. C'est ainsi que l'original du *Mémorial Noster* a été conservé<sup>(1)</sup>. Il faut prendre garde que ce cas n'est peut-être pas unique<sup>(2)</sup>.

## I

## LES GRANDES SÉRIES DE REGISTRES.

Quelqu'un, ayant l'esprit clair et des habitudes d'ordre, qui aurait pénétré avant 1737 au Greffe de la Chambre des comptes, tel que nous le connaissons par les récolements et les autres sources indiquées plus haut, aurait eu, au premier coup d'œil, une impression assez favorable, parce qu'il y aurait vu plusieurs grandes séries de registres, convenablement cotés et classés. Mais il aurait été bientôt scandalisé en constatant que, en dehors de ces séries, il y avait un résidu énorme de « registres divers », empilés au hasard de tous côtés : « dans l'armoire au-dessus de celle des commis », « dans les armoires du passage du grand bureau au greffe », « dans l'armoire au-dessus de la première des Mémoires », « dans l'armoire étant entre la cheminée et le cabinet du Greffe », etc. Il y en avait des nids de tous les côtés.

Il est inconcevable, en vérité, que, pendant des siècles, les greffiers se soient transmis de génération en génération les documents confiés à leur garde, je ne dis pas sans y établir une classification rationnelle, mais tout simplement sans les ranger. A une époque indéterminée, mais qui se place, suivant toute vraisemblance, au temps des plus grands malheurs de la guerre de Cent ans, sous Charles VI, l'ordre naturel et primitif avait été gravement bouleversé dans les archives de la Chambre : des collections avaient été dispersées et il n'en était plus resté que des épaves ; des registres avaient été déplacés, rapprochés d'autres tout à fait différents, éparpillés, de sorte que

<sup>(1)</sup> Plus haut, p. 49.

<sup>(2)</sup> M. de Boislisle a déjà remarqué (p. cxxi) que, dans le Catalogue de la Bibliothèque du procureur général Rouillé du Coudray (Bibl.

nat., lat. 17173, f. 120), figuraient certains registres originaux de la Chambre qui n'eussent dû y être qu'en copie.



l'on avait cessé de savoir quels en étaient le caractère et la signification. Plusieurs de ces registres n'avaient pas de titre ou de rubriques (*intitulationes*)<sup>(1)</sup>, de sorte qu'il aurait été nécessaire de les lire pour déterminer ce que c'était. Les parcourir à cet effet et rajuster à côté les uns des autres ceux qui apparaîtraient comme les fragments d'un ensemble ruiné, ce n'étaient pas là des opérations bien difficiles. C'était l'affaire de quelques jours, pour un homme du métier; et plus d'un auditeur, à défaut des greffiers, en aurait été très capable. Pourtant, on ne s'y résolut jamais. Il y eut quelques velléités en ce sens, mais sans énergie, et qui n'aboutirent, du reste, sur plusieurs points, qu'à des erreurs. Si bien que, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, les collections étaient toujours dans l'état où Pierre Amer les avait connues : en partie inintelligibles, pour les monuments les plus anciens, faute d'« étiquettes » convenables et de classement approprié sur les rayons.

Ces opérations, qui n'ont pas été faites autrefois au Greffe de la Chambre avec les registres originaux sous la main, nous allons essayer d'en venir à bout, quoique le matériel à classer n'existe plus.

Il y avait aux archives de la Chambre plusieurs séries de registres du genre de celles qui font aujourd'hui la valeur incomparable des fonds du Conseil d'État, du Parlement et du Châtelet aux Archives nationales. Et ces séries formaient à première vue, ou auraient dû former, deux groupes : I. Séries pour l'enregistrement des actes royaux (*Mémoriaux*, *Chartes*) ; II. Séries pour l'enregistrement des actes et des décisions de la Compagnie (*Journaux*, *Plumitifs*, *Arrêts*, etc.).

#### I. ENREGISTREMENT DES ACTES ROYAUX.

**MÉMORIAUX.** — La plus ancienne, la plus considérable et la plus respectée des grandes séries des archives de la Chambre était celle des *Mémoriaux*,

<sup>(1)</sup> L'absence de titres était très gênante. Pierre Amer ne sait comment renvoyer à certains volumes qui n'en avaient pas (fr. 10988, f. 190) : « Ex libro cooperto de corio alias viridi aut nigro, in camera notariorum existente, sine asseribus, in quo non potuit fieri certa

quotatio quoniam in eodem nulla est intitulationio. Videatur ad longum dictus liber quoniam in eodem multa bona continentur. » Il n'a pas l'idée de donner un titre ni d'identifier ou de caractériser le contenu du volume.



consacrée à l'enregistrement des édits, ordonnances, instructions, lettres patentes, etc., concernant, non seulement les finances, mais toutes sortes de matières d'intérêt public ; et aussi des commissions délivrées aux officiers de finances et autres, des serments prêtés par eux, etc. Bref, on y trouvait, comme dans un *Journal Officiel* rudimentaire, les actes « mémorables » de l'autorité royale pour l'administration du royaume. Estienne Pasquier en fait ce vif éloge : « Lisant leurs anciens registres et mémoriaux, esquels on trouve une infinité d'affaires d'Estat, il faut que les seigneurs des Comptes aient eu des premières dignitez de la France, ou bien qu'ils ayent eu sur tous les officiers du roy un soin particulier de rédiger soigneusement par escrit dans leurs archifs tous les négoes de poids qui se passoient par la France <sup>(1)</sup>. »

La question des origines de la série des Mémoriaux n'a pas été convenablement posée jusqu'à présent.

On admet d'ordinaire que la collection des Mémoriaux réguliers ou proprement dits, qui commence avec le Mémorial A, fut, pour ainsi dire, préfigurée, préparée et suggérée par une série de registres, désignée aussi par l'expression *Libri memoriales* (et que l'on pourrait très bien appeler les pré-Mémoriaux) qui, dès le xv<sup>e</sup> siècle, étaient placés, aux archives de la Chambre, avec et avant les Mémoriaux.

Mais d'abord il importe de reviser la liste traditionnelle des pré-Mémoriaux.

On lit au frontispice du Manuel de Jean Le Bègue et des ouvrages analogues : *Sequitur ordo librorum memorialium Camere compotorum et quo tempore durant*. Sous cette rubrique sont énumérés, avant le premier volume des Mémoriaux proprement dits, cinq volumes, dans cet ordre : *Croix, Pater, Noster, Saint-Just, Qui es in coelis* <sup>(2)</sup>.

Par la suite des temps, la composition de cette série préliminaire varia. Voici, d'après le Récolement de 1722, ce qu'elle était alors :

*Aux armoires qui sont dans la première pièce du Greffe se sont trouvés les registres qui ensuivent :*

Deux registres intitulés premier et second livre de *Saint-Just*...

<sup>(1)</sup> *Les Recherches de la France*, par Estienne Pasquier (Paris, 1621), p. 76.

<sup>(2)</sup> Voir ma préface à l'*Essai de restitution des plus anciens Mémoriaux*, p. vii.



Un autre intitulé *Temporalitatibus*, contenant les revenus temporels de plusieurs évêchés et abbayes.

Un autre intitulé *Liber Rubens*, dans lequel sont enregistrées plusieurs lettres et chartes depuis l'an 1290 jusqu'en 1336.

Un autre intitulé *Pater*.

Un autre intitulé *Noster*.

Un autre intitulé : le registre *Croix*, avec la copie dudit registre.

Un autre intitulé *Qui es in coelis*.

Enfin les commissaires préposés après 1737 à la Reconstitution officielle des Mémoires établirent ainsi la liste des *Libri memoriales* placés en tête de la série normale : Livre Rouge, Saint-Just, Croix, *Pater*, *Noster*, *Qui es in coelis* (P 2288-2289).

Cette série était fort hétérogène en ses derniers états, puisqu'elle comprenait le « Livre Rouge », le *Saint-Just* et le *de Temporalitatibus*, dont, comme on le verra par la suite, il est beaucoup plus naturel, à raison de leur composition, de parler ailleurs qu'ici. Mais les quatre autres peuvent être maintenus au commencement, quoique en dehors, de la collection régulière des Mémoires, qu'ils annoncent en effet <sup>(1)</sup>.

*Croix* (dont un érudit du xvi<sup>e</sup> siècle avait déjà remarqué qu'il ressemblait beaucoup à *Qui es*), *Pater*, *Noster* (dont Jean Le Bègue avait déjà remarqué, au xv<sup>e</sup> siècle, qu'il ressemblait beaucoup à *Croix*), *Qui es in coelis*, ces quatre recueils avaient tout à fait le même caractère, et trois d'entre eux (*Croix*, *Noster*, *Qui es*) étaient même apparentés entre eux de très près. Les gens des

<sup>(1)</sup> Remarquons en passant qu'il y avait deux *Croix* (*Croix* et sa copie), comme deux *Saint-Just*. J'ai dit jadis que *Saint-Just*<sup>2</sup> était aussi une copie de *Croix* (Préface précitée, p. xv). Ce petit problème a été étudié de nouveau, depuis, par E. Perrot, *Note sur les divers registres « Saint-Just » conservés aux anciennes archives de la Chambre des comptes*, dans la *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, XXXIII (1909). Ce mémoire contient quelques remarques utiles, sur lesquelles je reviendrai; mais il n'a nullement ébranlé l'affirmation que le nom de *Saint-Just* a été donné jadis à un manuscrit

1° très différent du *Saint-Just* véritable et 2° qui était un exemplaire de *Croix*. Une erreur matérielle doit, d'ailleurs, y être relevée, qui vicie une partie de l'argumentation. L'auteur du recueil de notes prises aux archives de la Chambre qui appartenait à Pierre Pithou (Bibl. nat., Coll. Dupuy, 142) a observé, en marge de son analyse de *Croix* (f. 16 v<sup>o</sup>), que *Qui es* et *Croix* étaient presque semblables : « Liber Qui est (sic) in coelis et iste sunt fere similes »; M. Perrot a lu « Justo » (en tenant compte d'un *u* effacé entre l'*i* et l'*s*), ce qui n'a pas de sens, au lieu de « iste » (p. 7, note 1, du tirage à part).



Comptes qui, vers 1330, ont compilé tous ces livres pour s'en servir comme de *vade-mecum* <sup>(1)</sup>, ont eu à leur disposition les mêmes sources, où ils ont choisi des textes du même genre et souvent les mêmes textes. — Quels ? On en distingue de plusieurs espèces, juxtaposés dans le plus grand désordre.

En premier lieu, comme il va de soi, des pièces qui intéressent, directement ou indirectement, le service financier : ordonnances royales sur l'organisation de la Chambre des comptes et du Trésor, sur l'administration des Eaux et Forêts, sur les impositions et les droits de mutation (amortissements, nouveaux acquêts et francs-fiefs), sur les Juifs et les usuriers, sur la réglementation du commerce et de l'industrie, sur le régime des monnaies ; évaluations, situations, statistiques et tarifs de toutes sortes. — D'autre part, des pièces diverses, d'intérêt général, qui donnent à penser que les compilateurs n'avaient pas mis seulement à contribution les archives particulières de la Chambre, mais toutes celles de la Couronne : ordonnances générales de réformation ; mesures de police (guerres privées, joutes et tournois) ; convocations militaires ; règlements touchant l'hôtel du roi, les parlements et le Châtelet ; privilèges accordés par les papes aux rois de France ; et jusqu'à des documents diplomatiques. Sur tous ces sujets, les compilateurs avaient recueilli indifféremment des textes réglementaires officiels, des instructions secrètes, des mémoires à consulter, des remontrances, etc. — Du reste, aucun classement, ni chronologique ni méthodique. Et des textes copiés deux fois dans le même registre, sans que le compilateur semble s'en être douté.

*Noster* ayant été égaré, on mit à sa place, probablement au xvi<sup>e</sup> siècle, pour dissimuler le vide, un recueil, *Noster*<sup>2</sup>, qui était parfaitement digne de figurer là ; car, quoiqu'il ne paraisse pas avoir joui aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles de la même considération que les pré-Mémoriaux canoniques (il n'en est alors jamais question), il avait sans doute été composé vers le même temps et il présentait tous les mêmes caractères. Ce registre porte à cinq le nombre des anciens *libri memoriales* du genre de ceux qui nous occupent présentement.

Il faut reconnaître maintenant que le Mémorial A, le premier de la série traditionnelle des Mémoriaux réguliers, aurait fort bien pu recevoir, de même, une appellation tirée de l'oraison dominicale. Car il ressemble, lui aussi, à

<sup>(1)</sup> Cf. ci-dessus, p. 49.



*Croix, Pater, Noster* et *Qui es*, et plus encore à *Noster*<sup>2</sup>. On y observe toutefois des tendances (encore médiocrement suivies d'effet) à respecter davantage l'ordre des temps et à n'accueillir, en fait de documents anciens, que ceux qui ont trait aux questions traitées dans les textes dont il paraît bien que l'enregistrement chronologique (à partir des dernières années du règne de Philippe le Bel) ait été l'objet principal de la compilation. Ce Mémorial A forme ainsi la transition entre les pré-Mémoriaux et les Mémoriaux ordinaires, dont il a toujours été considéré comme le premier; c'est pour ce motif qu'il a été compris dans l'*Essai de restitution* dont les pré-Mémoriaux ont été l'objet, en 1899, par les soins de plusieurs jeunes gens qui suivaient alors mes conférences à l'Université de Paris<sup>(1)</sup>. Il est d'ailleurs fort possible qu'il soit un peu antérieur à la plupart des pré-Mémoriaux; en tout cas, ne contenant, de même qu'eux, aucune pièce qui passe l'année 1330, il ne leur est pas postérieur.

Cela dit, il reste à voir si c'est seulement sous l'influence des modèles offerts par les pré-Mémoriaux connus (vers 1330) que l'on commença à tenir les Mémoriaux proprement dits.

N'y avait-il jamais eu, à la Chambre, avant le temps de la rédaction des pré-Mémoriaux connus, des essais d'enregistrement? Voici, à ce sujet, des indices qui ne sont peut-être pas tous à écarter.

En 1317, les commissaires désignés par le roi pour faire payer aux contribuables les frais de son couronnement s'adressèrent à la Chambre des plaids, en parlement, afin de savoir contre qui ils devaient agir; les maîtres de la Chambre des plaids envoyèrent à la Chambre des comptes « pro scienda, per registra dicte Camere, super hoc veritate ». Et on constata, par ces registres, que le bailli de Vermandois avait naguère compté de 8706 l. 19 s. 1 d. reçus par lui de l'archevêque de Reims à l'occasion du couronnement de Philippe le Bel<sup>(2)</sup>. Les échevins de Reims écrivaient au roi, peu après : « Il a été trouvé en vos registres de votre Chambre des comptes, qui sont creuz sur toutes autres escriptures, que li archevesques est tenus... »<sup>(3)</sup> On est assez tenté de croire qu'un document analogue à celui qui figurait dans les Mémoriaux *Noster, Qui*

<sup>(1)</sup> Université de Paris. Bibliothèque de la Faculté des lettres, t. VII. — <sup>(2)</sup> *Olim*, II, p. 637.  
— <sup>(3)</sup> Varin, *Archives administratives de Reims*, II, 1<sup>re</sup> p., p. 206.



es, etc. (*Essai de restitution*, n° 438), est ici visé; et qu'il y avait déjà, par conséquent, en 1317, des espèces de pré-Mémoriaux. Car il n'y avait pas encore de *Journal*, comme en 1322<sup>(1)</sup>. Ce premier indice n'est pas négligeable.

Faut-il en dire autant de celui-ci? Un rouleau des archives de la Cour des Monnaies, des premières années du xiv<sup>e</sup> siècle<sup>(2)</sup>, contient le texte d'une ordonnance de juillet 1266 sur les monnaies, et, ensuite, la remarque: « Ceste ordrenance dessus dite est enregistrée ou registre le roy de la Chambre as deniers a Paris. » Or la Chambre aux deniers est, comme on le sait maintenant<sup>(3)</sup>, le nom que la Chambre des comptes a porté, pendant un temps fort court, au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, avant son installation définitive au Palais de la Cité. M. Borrelli de Serres a conclu de ce texte, d'ailleurs unique, qu'il y avait déjà à la Chambre aux deniers, chrysalide dont la Chambre des comptes allait sortir en 1303-1304, des registres spéciaux pour l'enregistrement des ordonnances<sup>(4)</sup>.

Enfin le hasard a conservé un billet original d'un certain Guillaume de Champeaux, clerc des comptes, souvent cité dans les *Journaux du Trésor* de Charles IV, à un certain Michel<sup>(5)</sup>; l'écriture de ce billet est certainement du premier quart du xiv<sup>e</sup> siècle<sup>(6)</sup>. Guillaume demande à Michel, de la part de Pierre de Condé, le maître des comptes bien connu, de lui adresser au plus tôt « le cahier où sont les ordonnances des monnaies » (*quaternum in quo sunt ordinationes monetarum*)<sup>(7)</sup>. Cette pièce est tout à fait dans la forme de celles qu'on écrivait alors aux archivistes pour leur demander communication de documents conservés dans leur dépôt<sup>(8)</sup>.

<sup>(1)</sup> Ci-dessous, Appendice I, p. 276.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., Z<sup>1</sup>B 361, sans numéro d'ordre.

<sup>(3)</sup> Borrelli de Serres, *op. cit.*, I, p. 320 et suiv.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, p. 324.

<sup>(5)</sup> Est-ce Michel Egraz qui, le 12 juin 1298, est qualifié de « clericus magistri Petri de Condeto » (*Journal du Trésor* de Philippe le Bel, lat. 9783, f. 73)? On peut penser aussi à Michel dit de la Queue, qui mourut avant 1321 (*Recepta communis* de 1321, lat. 9787, f. 67 v°). — Guillaume de Champeaux est mort en 1327, d'après les Filiations.

<sup>(6)</sup> Bibl. nat., Titres scellés de Clairambault, 33, n° 2507.

<sup>(7)</sup> En voici le texte :

Domine Michael, mittatis statim magistro P. de Condeto illum quaternum in quo sunt ordinationes monetarum, de quo dictum fuit ei eri quod copieretur quando dictus magister P. mandatus est a Rege; et oportet quod incontinenter moveat et quod dictum quaternum secum deferat; non aliud expectat: recessisset si habuisset. — Guillelmus de Campellis.

<sup>(8)</sup> Voir J 476, et plus loin, p. 166.



Quoi qu'il en soit de tous ces indices, deux faits d'un autre ordre sont à prendre en considération.

En premier lieu, si, au commencement du XIV<sup>e</sup> siècle, on n'enregistrait pas déjà, à proprement parler, les documents mémorables, on avait assurément l'habitude de les « enrôler », c'est-à-dire de les transcrire sur rouleaux. Il existe encore, provenant des archives de la Chambre, des rouleaux contemporains de Philippe le Bel et de Philippe le Long, où l'on a transcrit, par exemple : quantité de lettres royaux, en latin et en français, relatives aux « convenances » de mariage entre Philippe le Bel et sa femme Jeanne (Bibl. nat., fr. 25992, n° 4); les ordonnances de 1312 contre les usuriers, avec la forme du « Serement aus avocaz » (Arch. nat., Z<sup>1</sup><sup>B</sup> 535, n° 1<sup>(1)</sup>); les ordonnances publiées de 1316 à 1320 concernant l'hôtel du roi, les parlements, le sceau du Châtelet, la Chambre des comptes, les forêts, les receveurs, les forges et les changeurs du Grand Pont de Paris, etc. (Arch. nat., K 40, n° 23). On vient de citer un rouleau analogue, aussi des premières années du XIV<sup>e</sup> siècle, qui contient des ordonnances monétaires<sup>(2)</sup>. Et ce ne sont là que des spécimens<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> En français, avec, au dos, la mention REGISTR[ÉE]; cf. *Ordonnances*, I, pp. 494-496, et J. Petit, *Essai de restitution*, n° 112.

<sup>(2)</sup> P. 66, note 1. Autres rouleaux du même genre à la Bibliothèque nationale, dans la Collection Baluze, t. 516 (Monnaies), et aux Archives nationales, Z<sup>1</sup><sup>B</sup> 535, n° 2 (avec, au dos, la mention : « Non fuit missa, quia totum fuit adnullatum postmodum; tamen bonus est ad custodiendum per modum memorie »).

<sup>(3)</sup> Outre les recueils de textes comme ceux qui précèdent, les ordonnances notables étaient aussi conservées aux archives, pour mémoire, chacune sur un rouleau à part, souvent à l'état de traduction en langue vulgaire. Plusieurs de ces rouleaux existent encore : Coll. Moreau, 1423, n° 14 (« C'est une ordenanche que li roys Ph. fist dou conseil et de l'assentement des prelas et des barons, . . . C'est assavoir d'une assise sur les vins, les blés et les autres grains »);

lat. 9015, n° 35 (Ordonnance de Bourges, novembre 1318, publiée, sans doute d'après cet exemplaire, dans les *Ordonnances du Louvre*, I, p. 674). Cf. la copie d'un rôle analogue des archives de la Chambre dans le Manuel d'Amer (fr. 10988, f. 178).

On transcrivait enfin, parfois, sur des rouleaux les noms des gens du roi envoyés en mission dans les diverses circonscriptions du royaume (fr. 25992, n° 11 : *Nomina missorum pro negocio quinquagesime*) ou des fonctionnaires en activité (ib., n° 48 : Noms des receveurs et des « visiteurs des receveurs »), sortes de documents qui étaient aussi reportés à l'occasion dans les Mémoires de la Chambre comme dans les registres du Trésor ou sur des cahiers à part (tel que l'ancien registre, perdu, du Trésor qui était intitulé : *Missi pro capcione Templariorum facta per totum regnum*. Delaborde, *op. cit.*, p. xcvi, n° 37).



En second lieu, chacun sait que, sous le règne de Philippe le Long, il fut prescrit à plusieurs grands Conseils de la Curie de tenir registre de leurs actes. Cela fut prescrit, dès le 16 novembre 1318, à l'« Estroit Conseil »<sup>(1)</sup>, puis aux « Poursuivans le roy »<sup>(2)</sup> et, très particulièrement, par l'ordonnance du Vivier-en-Brie, à la Chambre des comptes<sup>(3)</sup>. Or ces prescriptions furent suivies, à la Chambre, d'un commencement d'exécution et, pendant les années où un *Jornalis Camere* fut tenu en conformité de l'ordonnance du Vivier, l'habitude s'introduisit d'y enregistrer pêle-mêle, avec les actes de la Compagnie, des ordonnances, des mandements, des lettres de commission qui lui avaient été envoyées. Mais ces « Journaux » disparurent ou se transformèrent bientôt, nous le verrons tout à l'heure; et les Mémoires proprement dits, où sont enregistrés de même ordonnances, mandements et lettres de commission, apparaissent précisément au moment où la transformation, sinon la disparition, s'opère. Les premiers « Journaux » de la Chambre, avortés, peuvent donc être considérés, eux aussi, comme une des ébauches initiales d'où les Mémoires sont sortis.

A partir du registre A, les Mémoires de la Chambre étaient cotés par « lettres » et par « alphabets », c'est-à-dire disposés en sous-séries de 24 volumes chacune, chacun des volumes étant désigné par une lettre de l'alphabet (de A à Z). Il y avait huit « alphabets » au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle. Soit  $24 \times 8 = 192$  volumes. On citait comme il suit : 2 A (1<sup>er</sup> registre du 2<sup>e</sup> alphabet); 6 H (8<sup>e</sup> registre du 6<sup>e</sup> alphabet); 8 M (13<sup>e</sup> registre du 8<sup>e</sup> alphabet); etc.

Le premier alphabet finissait en 1517; le second, en août 1559; le troisième, en décembre 1583; le quatrième, en décembre 1606; le cinquième, en décembre 1629; le sixième, en décembre 1651; le septième, en 1674; le huitième, en 1697. Il se faisait un volume par an depuis 1654.

Aucune lacune n'est signalée dans la collection des cent quatre-vingt-douze registres de Mémoires par les plus récents récolements; et ceux-ci font connaître que, au contraire, on avait cru devoir adjoindre au premier alphabet quatre volumes supplémentaires, respectivement cotés A<sup>2</sup>, B<sup>2</sup>, H<sup>2</sup>, J<sup>2</sup>. Mais cet

<sup>(1)</sup> *Ordonnances*, I, p. 670, art. 7. — <sup>(2)</sup> *Ordonnances*, I, p. 733, art. 4. — <sup>(3)</sup> Voir plus loin, p. 89.



effort pour diminuer le tas des registres divers, en vrac, par le rattachement de quatre d'entre eux à une série définie, n'avait pas été très heureux. — A<sup>2</sup> (« Livre des dons du roi Jean de 1354 à 1356 ») n'avait pas l'ombre d'un rapport avec les Mémoires<sup>(1)</sup>. Il en est de même d'un autre A<sup>2</sup> (ou AA), colloqué du temps de Menant à la même place : « AA ou A<sup>2</sup> petit. Registre des Mémoires et Chartes de 1317 à 1322 »; Menant, quoiqu'il se soit bien aperçu que ce nouvel A<sup>2</sup> était un des premiers Journaux de la Chambre<sup>(2)</sup>, n'a pas l'air d'avoir compris que ç'avait été un contre-sens de lui attribuer cette cote<sup>(3)</sup>. — Restent B<sup>2</sup>, H<sup>2</sup> et J<sup>2</sup>. On avait eu raison, semble-t-il, d'opérer le rapprochement pour le « Mémorial de Bourges, de 1421 à 1436 » (H<sup>2</sup>)<sup>(4)</sup>; mais le « Mémorial de Bourges, de décembre 1436 à juillet 1461 » (J<sup>2</sup>) qui, d'après ce titre moderne, paraît faire suite au précédent, était tout autre chose; il était réellement intitulé : « Registre des dons faits par le roy tant des confiscations et forfaitures a luy venues et escheues par les rebellions comme de son propre domaine »<sup>(5)</sup>; et il aurait dû être rattaché à la série des *Chartes*, qui suit. Quant à B<sup>2</sup> (« Mémorial commençant en 1332 et finissant en 1335 », d'après l'intitulé qui en précède la table dans PP 109<sup>(6)</sup>), il faut examiner de plus près ce qui en est.

Menant qui, dans son Inventaire du Greffe (au tome VII de son *Recueil*), passe ce registre sous silence, le connaissait pourtant bien et atteste que, de son temps, il portait déjà la cote « B deuxiesme sur la couverture ». Il en a pris des extraits<sup>(7)</sup>. Ces extraits permettent d'identifier le volume dont il s'agit avec un énigmatique *Registrum* signalé sous ce titre, sans plus, et analysé aussi par ou pour Pierre Pithou<sup>(8)</sup>. La cote B<sup>2</sup> paraît être postérieure à P. Pithou.

Au xv<sup>e</sup> siècle, il y avait au Greffe « un certain livre d'ordonnances et autres matières, couvert de parchemin, intitulé de grosse lettre sur la couverture : *Ordonnances* »<sup>(9)</sup>. On y avait « cousu la copie des privilèges des marchands de Castelle et d'Espagne ». Or le *Registrum* de P. Pithou, B<sup>2</sup> du Tabulateur

<sup>(1)</sup> Voir plus loin, p. 85.

<sup>(2)</sup> Il a même dit : le premier (*Recueil*, t. XII, f. 133); c'était le second.

<sup>(3)</sup> Voir plus loin, p. 90.

<sup>(4)</sup> Il y a une table de H<sup>2</sup> dans PP 110, pp. 145-194.

<sup>(5)</sup> Tables et extraits dans PP 105, ff. 529 v°, 693, et dans Menant, t. XII, f. 84.

<sup>(6)</sup> Arch. nat., PP 109, p. 273.

<sup>(7)</sup> *Recueil*, t. V, ff. 1-17.

<sup>(8)</sup> Bibl. nat., Coll. Dupuy, 142, f. 13 v°.

<sup>(9)</sup> Fr. 10988, f. 136.



de PP 109, contenait précisément cette pièce<sup>(1)</sup>. Il est donc très probable que le registre *Ordonnances* de Pierre Amer ne doit pas être distingué de B<sup>2</sup>.

Ce registre, qui a porté successivement tant de noms, ne contenait point, comme le titre adopté par le Tabulateur de PP 109 le donnerait à penser, que des documents de 1332 à 1335. Il commençait par une pièce de 1332 et il finissait par une pièce de 1335; mais on y trouvait, non seulement des annotations bien postérieures à ces dates<sup>(2)</sup>, mais des textes de 1344 (f. 86), 1345 (f. 131), 1346 (f. 112). Ainsi que dans les premiers Mémoires de la série régulière, l'ordre chronologique y était assez mal respecté. Il semble bien qu'il ait été composé parallèlement à B (1330-1347), qui offrait tous les mêmes caractères; on a ici un second exemple de ces Mémoires contemporains et parallèles dont *Croix*, *Pater*, *Noster* et *Qui es* sont le premier et le plus célèbre cas.

Les Mémoires se régularisent à partir de B<sup>1</sup> et de B<sup>2</sup>. Par un synchronisme notable, les premiers registres de la série des *Ordinaciones*, où le Parlement faisait transcrire les actes royaux d'intérêt général, ont été exécutés vers la même époque, c'est-à-dire au cours des dernières décades de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>(3)</sup>.

Je me propose d'indiquer sommairement, pour chacune des séries de registres de la Chambre, les *Tables* et les Collections officielles (Reconstitution officielle) ou privées de *Copies* et d'*Extraits* qui permettraient de se rendre compte, si on les combinait, de tout ce qui a été conservé. — Pour les pré-Mémoires et le Mémoire A, le travail de restitution, minutieux et difficile, a déjà été exécuté, comme on sait, en 1899; il n'y a qu'à y renvoyer<sup>(4)</sup>. Pour

<sup>(1)</sup> «Les convenances des accords des Espagnols du 7 mai 1332 touchant quelques vins et marchandises délivrées par les marchands de France aux marchands de Castelle...» (Dupuy, 142, f. B v°; cf. PP 109, p. 276).

<sup>(2)</sup> On y lisait, par exemple: «Die xv<sup>a</sup> aprilis anno CCC XLIII obiit dominus J. Mignon, archidiaconus Blesensis in ecclesia Carnotensi, magister Camere compotorum» (Recueil de Menant, t. V, f. 12 v°).

<sup>(3)</sup> A. Grün, *Notice sur les archives du Parlement*, dans les *Actes du Parlement de Paris*, t. I, pp. CXVII et CXL.

<sup>(4)</sup> Cf. quelques additions et rectifications, par M. Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics*, t. II (1904), p. 242 et s., dans les notes. — J. Petit n'a pas connu les n° 356-357 de la Bibliothèque d'Angers, ni les nombreux extraits de *Noster* publiés par R. Choppin (*De Domano Franciæ libri III*. Paris, 1605, in-fol., pp. 363, 438, 547, etc.).



les autres Mémoires, à partir de B du premier alphabet, J. Petit a fourni, dans l'Introduction de son travail de 1899 (pp. 2 à 11), des fils conducteurs qu'il n'y aurait qu'à dévider à mesure qu'on avancerait, car les recueils utiles pour la restitution d'A, signalés par Petit, contiennent aussi, pour la plupart, des renseignements sur B, C, D et les autres. Je ne fais donc guère, ici, que résumer, en rectifiant çà et là.

*Fragment original.* — Il n'en subsiste qu'un : cahier enlevé par ordre de François I<sup>er</sup> au Mémorial de 1534 (ff. 183-190) et déposé au Trésor des chartes (J 947, n° 4), parce qu'il contenait la copie officielle de l'inventaire des joyaux de la couronne et que le roi voulait enlever à la Chambre des comptes la surveillance de ce dépôt.

*Reconstitution officielle.* — Arch. nat., P 2290-P 2433; K 208-209.

*Tables.* — Arch. nat., PP 109 et s.; PP 117 et s. — Bibl. nat., Coll. Dupuy, 142 (Tables partielles, de A à 2 G). — Relevé des noms propres contenus dans les Mémoires depuis l'origine jusqu'en 1662. Bibl. nat., fr. 21405 (incomplet); fr. 32263, ff. 7-42, 68 et s.

*Copies et extraits.* — Les collections dites de Saint-Victor et de Saint-Germain-des-Prés (Petit, p. 12) offrent des copies et des extraits des Mémoires jusqu'à 4 P (1598). Il est inutile d'énumérer ici les nombreux exemplaires de ces deux collections, qui ont été indiqués par J. Petit. Cf. ci-dessus, p. 55.

Les autres grandes collections sont : Bibl. nat., fr. 2835 et 2836 (jusqu'à 3 D); fr. 4411 et s.; celle de Menant.

Voir aussi fr. 8479-8482 (Mémoires A à F); fr. 7708 (D à K); fr. 20684 (F à H).

*CHARTES.* — « Les registres des *Chartes* étaient réservés [sous l'ancien régime] pour les actes royaux d'intérêt privé : naturalisations, légitimations, anoblissements, amortissements; pendant les deux premiers siècles (xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles), on y insérait aussi des lettres de rémission ou des permissions de bâtir, des concessions de terrain, des dons ou confirmations de privilèges, des statuts de ville ou de corps de métier, et ils correspondaient à peu près aux registres de Chancellerie du Trésor des chartes » (A. M. de Boislisle).

De tels registres étaient nécessaires, notamment pour des raisons qu'une ordonnance de Philippe VI, du 8 avril 1343, indique en ces termes :

« Item, pour ce que aucuns faussaires, lesquels ont esté justiciez pour leur faussetez et mauvestiez, ont cogneu et confessié qu'il ont escript, scellé et passé plusieurs lettres de dons, de offices et de plusieurs autres choses depuis dis anz en ça <sup>(1)</sup>, il sera mandé a touz

<sup>(1)</sup> Depuis dix ans, dit le roi. L'abus était bien plus ancien. Voir un fragment d'interro-

gatoire d'un de ces faussaires, non daté, mais dont l'écriture est de la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, qui



noz seneschaus, baillis, receveurs, et a touz autres a qui il appartendra que tous amortissemenz et anoblissemenz faiz et ottroiez aus personnes demoranz en leur baillies, seneschaussées ou juridicions soient envoiez avec leurs letres en la Chambre de nos comptes a Paris ou par devant ceuls que nous y commettrons dedenz la feste saint Martin d'iver prochainement venant, et que lesdiz baillis, seneschauz ou autres dessouz cui juridicion il seront ne seuffrent depuis que ladite feste sera passée que il joissent desdiz amortissemenz et anoblissemenz juques a ce que il monstrent letres de leur delivrance de nous ou de ceuls qui seront commis a ce faire. »

Au xvii<sup>e</sup> siècle, Gaignières a recueilli dans ses collections un petit registre en papier, épave des archives de la Chambre, qui avait été composé, vers 1343-44, en suite de cette ordonnance. Ce manuscrit, qui porte aujourd'hui le n<sup>o</sup> 17706 du fonds latin à la Bibliothèque nationale, n'a jamais été signalé depuis. Il est intitulé : *Registrum substancie in grosso contente in cartis visis in Camera compotorum per ordinacionem ejusdem Camere factam, vii<sup>a</sup> die septembris anno Domini M CCC XL III, que fuerunt apportate ad dictam Cameram virtute cusjuscumque generalis mandati domini Regis et ordinacionum suarum regiarum factarum Parisius viii<sup>a</sup> aprilis anno M CCC XL II...* C'est donc un recueil d'analyses de lettres produites à la Chambre conformément à l'ordonnance du 8 avril<sup>(1)</sup>; en manchette, le nom de la circonscription d'où la pièce a été apportée et des mentions diverses<sup>(2)</sup>.

Les rois, prédécesseurs de Philippe VI, et Philippe VI lui-même avant 1343, n'avaient donc pas conçu l'utilité d'un enregistrement régulier, à la Chambre des comptes, de celles de leurs lettres qui étaient de nature à être présentées à cette cour et vérifiées par elle, telles que assignations de terre, échanges,

s'est retrouvé récemment parmi des résidus, provenant du Trésor des chartes, qui y ont été replacés dans le nouveau carton J 1050. Il s'agit d'un certain Bernard qui faisait métier de procurer aux gens des lettres scellées du sceau royal. Ces lettres, maître Pierre Renard, chanoine de Château-Censoir, les rédigeait; un scribe nommé *Claudus* et un autre, nommé Guillaume de Saint-Ouen, les écrivaient. C'est *Claudus* qui dépose ainsi. Bernard prétend en outre qu'un certain maître Pierre, dont il ignore d'ailleurs le surnom et le domicile,

mais qui était vêtu d'un tabard de couleur perse (*cum tabardo de persico*), et qui hantait la cour, lui délivrait en secret pour de l'argent — de 10 l. à 100 s. — toutes les lettres au nom du roi dont il avait besoin, sans passer par la Chancellerie.

<sup>(1)</sup> Les trois premières sont accompagnées de l'observation suivante : « Iste tres fuerunt expedite et reddite ad Burellum 11<sup>a</sup> die septembris CCC XL III ante ordinacionem, sine copia. »

<sup>(2)</sup> Les principales de ces mentions sont : « S[cripta], F[it], N[ihi]l ».



dons, collations d'office, anoblissements, etc. ? Si fait. Philippe le Long avait édicté le 18 juillet 1318 : « Les assiettes de terre que nous ferons faire desoresnavant nous seront rapportées et *enregistrées* en la Chambre des comptes avant que les personnes a qui les dictes terres devront estre baillées en soient mises en saisine <sup>(1)</sup>. » Le 2 juin 1319, il avait édicté : « Cil qui rend ou rendra les lettres de la Chancellerie sera tenuz par son serment a envoyer toutes les lettres de dons et de bois en la Chambre des comptes; et deputeront les maistres un des clerks qui les recevra et *enregistrera* devers eulz <sup>(2)</sup>. » Cela fut encore répété en mars 1322 <sup>(3)</sup>. Ces prescriptions étaient-elles donc demeurées sans effet ? Nous verrons bientôt que, en ce qui concerne les « dons de bois », les collations d'office et d'autres lettres de finance scellées en cire blanche, une sorte d'enregistrement, abrégé, fut négligemment pratiqué, quelque temps, sous Philippe V, dans le *Journal* de la Chambre. Mais, d'un enregistrement proprement dit pour les assignations, etc., aucun vestige matériel ne subsiste. Il y en a cependant des traces indirectes, que voici.

Depuis Philippe le Bel, certains notaires du roi ont été ordinairement affectés au service de la Chambre des comptes : d'abord Guillaume de Ry et Jean de Crépy <sup>(4)</sup>, dont le nom paraît jusqu'en 1317 sur le repli des lettres commandées *per Cameram compotorum*; sous Philippe V, Alain Avril, Jean Justice, Pierre d'Aubigny. Or Jean de Crépy mentionne parfois sur le repli des lettres commandées par la Chambre qu'elles devront être enregistrées (*Inregistranda*) <sup>(5)</sup>, ou qu'elles l'ont été (*Registrata*) <sup>(6)</sup>, et des pièces ainsi marquées par lui se retrouvent en effet dans le « Livre Rouge » de la Chambre, dont il sera question bientôt. Avril, Justice et d'Aubigny se sont contentés, à notre connaissance, de formules comme : *Reddatur in Camera compotorum* <sup>(7)</sup>. Mais leur succes-

<sup>(1)</sup> *Ordonnances du Louvre*, I, p. 659, art. 17; cf., p. 671, l'art. 14 de l'ordonnance de Bourges (16 novembre 1318).

<sup>(2)</sup> *Ib.*, p. 686, art. 7; cf., p. 709, l'art. 7 de l'ordonnance de Paris (17 mai 1320).

<sup>(3)</sup> Plus loin, p. 92.

<sup>(4)</sup> Jean de Crépy n'a été vu en fonctions par L. Perrichet (*La Grande Chancellerie de France*, Paris, 1912, p. 541) qu'en 1302; on le trouve dès août 1300 (J 1028, n° 9 : « Per Cameram

denariorum. J. de Crespeyo »). J. Viard l'a dit clerk des comptes en janvier 1324 (*Journaux du Trésor de Charles IV*, n° 4471); mais il y a eu plus d'un personnage de ce nom, car l'un d'eux était mort en 1317 (Menant, XII, f. 90).

<sup>(5)</sup> Appendice II, n° 356.

<sup>(6)</sup> Arch. nat., K 191, n° 6 (février 1305, v. st.).

<sup>(7)</sup> JJ 60, f. 90, etc.



seurs sous Charles IV et au commencement du règne de Philippe VI, Henri de Dompierre et Pierre Julien, sont plus explicites. Beaucoup de lettres rédigées par ces notaires sur l'ordre des gens des Comptes, qui ont été transcrites dans les registres de la Chancellerie de Charles IV et de Philippe VI, portent, en effet, des mentions comme : *Reddatur Camere registranda* <sup>(1)</sup>, *Registrata in Camera compotorum* <sup>(2)</sup>, *Reddatur petenti quia registratur* <sup>(3)</sup>, *Registratur in Camera compotorum* <sup>(4)</sup>, *Remittetur in Camera registranda* <sup>(5)</sup>, *Soit rendue en la Chambre pour estre registrée* <sup>(6)</sup>. Une lettre de mai 1323 est suivie, dans le registre de la Chancellerie JJ 61 (f. 212 v<sup>o</sup>) d'une note ainsi conçue :

Tradita fuit parti vigore cujusdam cedula scripte per manum magistri H[enrici] de Domp[aria], cujus cedula tenor talis est : « Magister J. <sup>(7)</sup>, multum sum rogatus pro quadam littera que debet sigillari in cera viridi pro domino de Bauffremont. Unde rogo vos ut eam expedire velitis, et, licet sit signata, ut mihi reddatur registranda. Secure reddatis ei, quia habeo originale. — H. de Domp[aria] <sup>(8)</sup>. »

Ainsi maître Henri de Dompierre enregistrait ou faisait enregistrer à la Chambre en 1323. Mais non plus dans le Livre Rouge, alors clos; et pas davantage dans les Mémoires, car aucune des lettres de Charles IV qui portent les mentions précitées ne se retrouve dans le Mémorial A ni dans les pré-Mémoires. Ces lettres, d'intérêt domanial et privé, sont d'ailleurs, pour la plupart, d'une tout autre espèce que celles qui pouvaient prendre place dans les Mémoires. Il y avait, par conséquent, semble-t-il, enregistrement successif à la Chambre et à la Chancellerie ou à la Chancellerie et à la Chambre (*Registrata, Registranda*) de certaines pièces domaniales <sup>(9)</sup>. On peut encore

<sup>(1)</sup> JJ 62, ff. 32 v<sup>o</sup>, 50 v<sup>o</sup>, 65.

<sup>(2)</sup> JJ 64, ff. 225 v<sup>o</sup>, 235, 237, 334 v<sup>o</sup>, etc.  
Encore en juillet 1333 (JJ 66, f. 522).

<sup>(3)</sup> JJ 62, f. 61 v<sup>o</sup>.

<sup>(4)</sup> JJ 64, f. 181 v<sup>o</sup>.

<sup>(5)</sup> JJ 65<sup>A</sup>, ff. 7 v<sup>o</sup> et suivants.

<sup>(6)</sup> JJ 66, f. 519.

<sup>(7)</sup> Pierre Julien, qui faisait alors, très souvent, fonction d'audier.

<sup>(8)</sup> Henri de Dompierre (ou de Dompaire, car le lieu de son origine est incertain) est qualifié de « notarius regis in Camera Compotorum »

dans les *Journaux du Trésor de Charles IV* à partir de mars 1323 (n<sup>os</sup> 2746, 4431, etc.).

<sup>(9)</sup> On trouve aussi, mais beaucoup plus rarement, dans les registres de la Chancellerie de cette époque, des lettres *Per judicium* (ou *per arrestum*) *Curie*, contresignées « Chalop » ou « Hangest » (noms des notaires attachés au Parlement), qui montrent que certaines lettres commandées par la Cour *in parlamento*, comme les lettres commandées aux Comptes, faisaient parfois l'objet d'un double enregistrement.



alléguer à l'appui de cette manière de voir une indication précise, empruntée aux *Filiations* des offices de la Chambre qui furent dressées au xvii<sup>e</sup> siècle.

Les auteurs de ces *Filiations* ont eu à leur disposition des documents aujourd'hui perdus, mais ils travaillaient mal, de sorte que leur témoignage ne saurait être maintenant ni récusé ni accepté de confiance. Or on apprend d'eux qu'un certain Clarin le Paumier (*Palmerii*) avait, dès 1322, « la garde des liasses de lettres du Roy qui s'enregistrent en la Chambre <sup>(1)</sup> ». Si cette indication, dont la source originale paraît détruite, est exacte (et il est peu probable qu'elle soit de fantaisie), elle est précieuse. « Monseigneur Clarin » est d'ailleurs très souvent cité dans les *Journaux du Trésor* de Charles IV comme suppôt de la Chambre (*clericus Compotorum, clericus in Camera compotorum*) <sup>(2)</sup>. En 1326, il délivrait des copies collationnées « in Camera compotorum » <sup>(3)</sup> de concert avec un certain Hugues de La Roche, son collègue, qu'ignorent les *Filiations*, mais qui paraît dans les *Journaux du Trésor* et les registres de la Chancellerie de Philippe VI <sup>(4)</sup> et qui fut très longtemps en fonctions <sup>(5)</sup>. En 1332, « le 5<sup>e</sup> jour de fevrier, baillerent ceux d'Ypres unes lettres scellées du scel du Chastelet, contenant que il permettent les nouveles fortereces du fourbourc de ladite ville, lesquelles furent baillées a mons. Clarin <sup>(6)</sup> ». En juin 1334, Clarin atteste en Chancellerie qu'un versement a été effectué <sup>(7)</sup>; il annote une lettre de juin 1340 d'une façon qui le désigne comme un des archivistes de la Chambre <sup>(8)</sup>. Il devint maître des comptes en 1345 <sup>(9)</sup>. Il s'était enrichi, comme tant d'autres « gens des Comptes », dans l'exercice de sa profession, car Nicolas Braque, trésorier du duc de Normandie, a noté dans son registre de 1349 <sup>(10)</sup> un prêt de 400 écus d'or consenti à son maître par « messire Clarin le Paumier, chanoine de Bayeux ».

Quelle a été la destinée de ces registres spéciaux de la Chambre, commen-

<sup>(1)</sup> Arch. nat., P 2637, f. 1.

<sup>(2)</sup> Voir l'index de l'édition sous presse, au mot « Clarinus ».

<sup>(3)</sup> Arch. nat., Q<sup>1</sup> 1373, f. 115 v°.

<sup>(4)</sup> Les *Journaux du Trésor de Philippe VI de Valois* (éd. J. Viard, Paris, 1899), n° 603; JJ 72, ff. 26 v°, 84, 107, 244 v°, 252, etc.

<sup>(5)</sup> Bibl. nat., lat. 17706, p. 25.

<sup>(6)</sup> JJ 79<sup>B</sup>, f. 20 v°.

<sup>(7)</sup> JJ 66, f. 656 v°.

<sup>(8)</sup> « Littere regis originales retente fuerunt in Camera compotorum et posite in sacco litterarum bailliviarum Francie de termino Ascensionis CCC XL. — Clarinus » (JJ 72, f. 219).

<sup>(9)</sup> Borrelli de Serres, *op. cit.*, III, p. 189; *Journaux du Trésor de Charles IV*, col. 287, note.

<sup>(10)</sup> KK 7, f. 13.



cés peut-être sous Philippe V, certainement continués sous Charles IV et pendant les premières années de Philippe VI? Non seulement ils n'existaient plus en 1737, mais il est impossible de trouver, dans tout ce que nous ont laissé les anciens archivistes depuis le xiv<sup>e</sup> siècle, la plus lointaine allusion qui y ait trait. Peut-être furent-ils détruits en bloc, dès avant le milieu de ce siècle, par quelque catastrophe ignorée. Quoi qu'il en soit, l'ordonnance précitée de 1343 laisse assez entendre qu'ils n'avaient pas été tenus dans la perfection. Et c'est seulement quelques années après la date de cette ordonnance que l'on voit paraître enfin une série particulière de registres officiels, tout à fait normale, pour recevoir la teneur des principales « chartes » vérifiées par la Compagnie <sup>(1)</sup>.

Les registres de cette série, dite des *Chartes*, étaient cotés, non par les lettres de l'alphabet, mais par des chiffres romains <sup>(2)</sup>. Nous en donnons le tableau, d'après Menant et le Récolement de 1722 :

I. .... 1349-1362.	XIII... Déc. 1532-mars 1540.
II. ... 1362-1387.	XIV... Avr. 1541-oct. 1549 <sup>(3)</sup> .
III. ... 1387-mars 1408.	XV... Oct. 1549 <sup>(3)</sup> -avr. 1551.
IV. ... 15 mars 1408-Pâques 1436.	XVI... Avr. 1552-avr. 1555.
V. .... Décembre 1436-1448.	XVII.. Avr. 1555-déc. 1559.
VI. ... 1448-1467.	XVIII.. 1559-1565.
VII... Mars 1474-janv. 1482.	XIX... 1565-1569.
VIII... 1482-1494.	XX... 1570-1575.
IX.... 1494-1511.	XXI... 1576-1581.
X..... 1511-1514.	XXII.. 1582-1588.
XI. ... 1514-1523.	XXIII . 1594-1599.
XII... 1524-1532.	XXIV . 1599-1609.

<sup>(1)</sup> Sous Charles VI, longtemps après l'inauguration de cette série, il fut encore prescrit que les lettres qui devaient être vérifiées et enregistrées à la Chambre y fussent apportées, au lieu d'être délivrées directement aux parties prenantes par l'audiencier de la Chancellerie, afin qu'aucune n'échappât aux formalités de la vérification et de l'enregistrement. O. Morel (*La Grande Chancellerie de France*. Paris, 1900)

a publié très incorrectement (p. 329, note 1), non pas le texte, mais une analyse moderne en latin, de cette prescription qui se lit tout au long, en français, dans la Restitution officielle du Mémorial D, f. 94 (P 2294, f. 723).

<sup>(2)</sup> P. Amer les cite d'après la date initiale, comme il suit (f. 136) : « Ex registro cartarum in papiro incepto xv<sup>a</sup> maii 1349... »

<sup>(3)</sup> 1546, d'après le Récolement.



XXV..... 1610-1614.	XXXII..... 1661-1668.
XXVI..... 1615-1623.	XXXIII..... 1669-1677.
XXVII..... 1624-1632.	XXXIV..... 1678-1685.
XXVIII..... 1633-1640.	XXXV..... 1686-1690.
XXIX..... 1641-1647.	XXXVI..... 1691-1699.
XXX..... 1647-1654.	XXXVII..... 1700-1704.
XXXI..... 1654-1660.	XXXVIII..... 1704-1709.

A partir de 1710, cahiers de parchemin non reliés pour la suite.

On remarquera une lacune entre XXII et XXIII. Elle s'explique par ce fait que « dans les Mémoires de Tours des années 1588 à 1594 », les *Chartes* avaient été enregistrées aux mêmes volumes que la matière normale des Mémoires.

D'autre part, plusieurs volumes non cotés avaient été intercalés à différentes époques dans la série, savoir :

*Entre IV et V.* — « Un registre des chartes du roi Charles VII données à Bourges, de 1421 à 1436. » Ce registre ne doit pas être confondu avec le Mémoire H<sup>2</sup>, qui s'étendait aussi de 1421 à 1436. Pierre Pithou, qui a connu les deux volumes, les a très bien distingués (plus haut, p. 52). Le pseudo-Mémoire J<sup>2</sup> faisait suite, chronologiquement, à ce « registre des Chartes de Charles VII à Bourges de 1421 à 1436 », dont aucune table ne se trouve, mais dont il y a des extraits dans le Recueil de Menant, XII, f. 72.

*Entre VI et VII, VIII et IX.* — « Un registre commençant en 1467 et finissant en 1488<sup>(1)</sup>. »

« Un registre commençant en 1488 et finissant en 1496<sup>(2)</sup>. »

*Entre XI et XII.* — « Un registre des *Anoblissements expédiés en exécution de l'édit de 1576*<sup>(3)</sup>. »

L'addition qu'on avait faite de ces quatre volumes à la série des *Chartes* était certainement justifiée; mais, dès lors, il semble qu'il aurait fallu inter-

<sup>(1)</sup> Voir dans PP 105 (f. 698) une « Table des admortissemens du registre des Chartes commençant en 1467 et finissant en 1488 », contenant 180 ff., couvert de basane verte; extraits dans le Recueil de Menant, t. XII, ff. 72-75.

<sup>(2)</sup> Ce registre en parchemin, couvert de basane verte, n'avait que 58 ff. d'après PP 105, f. 700 v°.

<sup>(3)</sup> C'était un registre de 121 feuillets; table dans PP 105, f. 468 v°.



caler de même deux manuscrits que tous les greffiers successifs ont pourtant laissés parmi les « Registres divers » :

*Entre IV et V.* — « Un registre des chartes expédiées par les gens des Comptes, à Tours, en 1434 et 1435. »

*Entre XIII et XIV.* — « Un registre des *Anoblissements de Normandie* faits par le roi François I<sup>er</sup> ès années 1522, 1543 et 1544<sup>(1)</sup>. »

De plus, trois volumes avaient été placés avant le tome I<sup>er</sup> des *Chartes*, savoir :

« Un registre des Chartes de Jean, comte de Poitou et duc de Berry, fils du roy de France, de 1358 à 1360<sup>(2)</sup>. »

« Deux registres des Chartes [du duc] de Berry, l'un intitulé *Berry* (1360-1416), et l'autre *Bourges* (1395-1413)<sup>(3)</sup>. »

Mais, puisqu'on avait cru devoir rapprocher ainsi, de la série des *Chartes* royales, les « Chartes » du duc de Berry, pourquoi n'avait-il pas été fait de même pour celles du dauphin Louis de Guyenne, maintenues parmi les « Registres divers » ?

« Un registre des Chartes de Louis, duc de Guyenne, dauphin, fils aîné du roy Charles VI. . . <sup>(4)</sup>. »

Et pour les *Chartes* des ducs de Bourbon, venues à Paris avec les archives de la Chambre des comptes de Moulins ?

*CHARTES DES DUCS DE BOURBON* <sup>(5)</sup> :

I . . . . . 1410-1443.

II . . . . . 1418-1450.

III . . . . . 1453-1462.

III bis. . . 1463-1469.

<sup>(1)</sup> Table dans PP 105, f. 470.

<sup>(2)</sup> Il avait 175 ff. Une table est dans PP 105, f. 32 v°.

<sup>(3)</sup> Vus par dom Carpentier (nouv. acq. lat. 2125, ff. 37-39) qui, dans le « Glossaire » de Du Cange, cite inexactement le second sous le titre : « Registrum J., ducis Britannie. . . »

<sup>(4)</sup> Il avait 204 ff. Une table est dans PP 105,

f. 471 : « Table d'un registre en parchemin, couvert de basane verte, cotté sur la couverture : H. *Registre des chartes et lettres touchant mons. Louis, duc de Guyenne, dauphin de Viennois, commençant en 1399 et finissant en 1407.* » Il y en a des extraits dans les papiers de Du Cange (Arsenal, 5260, f. 86).

<sup>(5)</sup> Cf. A. Huillard-Bréholles, *Titres de la*



IV . . . . . 1467-1476.	VIII . . . . . 1497-1522.
V . . . . . En déficit <sup>(1)</sup> .	IX . . . . . 1522-1523 ( <i>sic</i> ).
VI . . . . . 1490-1497.	X . . . . . 1527-1531.
VII . . . . . Chartes du sieur duc et de madame Anne sa com- pagne, 1497-1507.	

En tout cas, à la grande série des *Chartes* aurait certainement dû être juxtaposée celle des *CHARTES DES ANGLOIS*<sup>(2)</sup> :

†I . . . . . Chartes tant du roi Charles VI que du roi Henri d'An- gleterre, 1418-1425.	*X . . . . . 1439-1440.
*II . . . . . 1418-1424.	XI . . . . . 1440-1444.
III et IV <sup>(3)</sup> . Déficit.	XII . . . . . Déficit.
V . . . . . 1425-1427.	†XIII . . . . . 1445-1449.
*VI . . . . . 1423-1432.	†XIV . . . . . 1448-1449.
VII . . . . . 1430-1434.	XV . . . . . 1449.
*VIII . . . . . 1431-1435.	*XVI . . . . . 1437-1438.
IX . . . . . 1436-1440.	XVII . . . . . 1423-1436.
	XVIII . . . . . Déficit.
	XIX . . . . . 1444-1449.

Telle était la collection des *Chartes des Anglois* du temps de Menant et lors des récolements de 1686 et de 1722. Mais il faut remarquer qu'elle n'était pas homogène : si les t. I à XV formaient une série à peu près continue, il n'en était pas de même des derniers. Ce n'est pas tout : cette série avait été auparavant plus nombreuse. Outre que le Tabulateur

*maison ducale de Bourbon* (Paris, 1867), I, p. II, note 5. — Extraits des dix volumes dans le ms. fr. 22299 de la Bibliothèque nationale (Gaignières). — Caille du Fourny avait dans sa bibliothèque « un carton relié contenant un extrait des registres de Chartes du duc de Bourbon » (Coll. Clairambault, 294, f. 474).

<sup>(1)</sup> Le t. V (1481-1490) avait disparu du Greffe depuis le temps de G. Robichon. Huillard-Bréholles n'a pas su qu'il y en a une table dans PP 105, f. 521 bis, et des extraits dans les papiers de Du Cange (Arsenal, 5261, f. 118). Le Tabulateur de PP 105 a entablé, de même, presque tous les autres volumes de la collection (ff. 521<sup>b</sup> et suiv.).

<sup>(2)</sup> Les tomes marqués d'une croix ont été vus par le tabulateur de PP 105 (f. 529); ceux qui sont marqués d'un astérisque l'ont été par Menant, t. XII, ff. 80 et suiv. Cf. les extraits de dom Lenoir (Bibl. nat., Coll. Moreau, t. 341, f. 178 et suiv. : « Dépôt du Greffe ou dépôt particulier des chartes du roi d'Angleterre... »).

<sup>(3)</sup> Les tomes III (1422-1423) et IV (1423) sont notés dans le Récolement de 1722 (exemplaire de l'Arsenal, f. 30 v°) comme ayant été « rapportés » par le greffier Richer en la vacation du 15 février 1694. Le t. IV est cité par l'extracteur du t. 3 de la Collection du Vexin (f. 48 v°).



de PP 105 a connu un autre t. XIX, de 353 feuillets, pour les années 1417-1419<sup>(1)</sup> nous aurons l'occasion de signaler par la suite (pp. 86, 98) des registres qui portaient sur la couverture les n° XX, XXI, XXII de cette même série. Le Tabulateur de PP 105 (f. 529 v°) en cite le t. XXIV (et indique que ce registre ne contenait guère que des provisions d'office). Le t. XXV sera décrit plus loin, au chapitre IV, sous la rubrique ANGOULÊME. Enfin les récolements mentionnent un t. XXVII : *Registrum commissariorum*, commençant en 1445 (et non en 1425, comme Menant et l'auteur du récolement de 1685 l'ont écrit ; la rectification est faite expressément par l'auteur du récolement de 1722).

Il ne nous reste plus à considérer que le cas du Livre Rouge, peut-être le plus célèbre des registres de la Chambre, dont M. de Boislisle a dit : « C'était le plus gros de tous les Mémoires (550 ff.)<sup>(2)</sup> ; il ne contenait guère que des chartes d'intérêt privé, des concessions du domaine royal, et se rapprochait plutôt de la série des *Chartes* que de celle des Mémoires<sup>(3)</sup>. »

*RUBEUS*, ou le *Livre Rouge*, conservé au xv<sup>e</sup> siècle dans la Chambre de Champagne<sup>(4)</sup>, était « un gros volume couvert de basane rouge sur bois », avec cette étiquette : « In hoc libro qui Rubeus nuncupatur registrantur plures et diverse littere, tam carte quam alie, ab anno Domini m° cc° nonagesimo usque ad annum ccc<sup>um</sup> xxxvi<sup>um</sup> <sup>(5)</sup>. » Il a aussi été cité souvent comme : « Liber dudum Rubeus, nunc albus<sup>(6)</sup>. » Il avait été rédigé à la Chambre des comptes et il était formé de cahiers (*quaterni*) à six feuillets chacun ; nous le savons parce que, d'un certain nombre de lettres qui y sont enregistrées, des expéditions existent encore qui portent sur le repli, parmi les mentions de chancellerie : *Registratum est* ou *Ista littera registrata est in Camera compotorum in (tali) quaterno ad hereditatem* ; or le texte de toutes ces lettres de dons à perpétuité ou « à héritage » se retrouve toujours à la place voulue dans le Livre Rouge, qui est évidemment visé, et dont nous avons d'anciennes tables très précises, feuillet par feuillet, si l'on compte le *quaternus* à 6 feuillets<sup>(7)</sup>

<sup>(1)</sup> PP 105, f. 529.

<sup>(2)</sup> En réalité 582 ff. écrits, sans compter les feuillets blancs et les feuillets cotés *bis*.

<sup>(3)</sup> *Op. cit.*, p. viii, n° 5.

<sup>(4)</sup> P. Amer, fr. 10998, ff. 124 v°, 184 v°, 187.

<sup>(5)</sup> Bibl. nat., fr. 28400, f. 120 v° ; cf. Menant, t. XII, f. 10.

<sup>(6)</sup> Arch. nat., PP 96 ; Bibl. nat., fr. 5316,

f. 83 ; Coll. Du Chesne, 70, f. 92 ; fr. 20684, p. 229.

<sup>(7)</sup> Voir notre Appendice II, n° 157, 343, 378, 412, 420, 445, 446, 603, etc. Les plus typiques des mentions de ce genre sont celles des n° 445-446, signées « Maillard », qui semblent indiquer la participation de l'un des deux notaires royaux de ce nom à l'enregistrement in *Camera*.



(12 pages). Le volume devait d'ailleurs présenter le même aspect que les registres du Trésor des chartes; car il contenait en moyenne le même nombre de pièces à la page.

L'essai de restitution du Livre Rouge, qui se trouve plus loin en appendice, permet de se contenter ici d'une description sommaire. L'ordre chronologique n'y était pas bien respecté, comme toujours au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle; cependant il l'était grossièrement; et on distinguait à première vue, dans l'énorme volume, plusieurs parties. — La première avait été consacrée à l'enregistrement de lettres de don (surtout <sup>(1)</sup> des concessions de rentes perpétuelles), accordées par Philippe le Bel depuis les dernières années du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, et d'actes d'aliénation dont ces rentes avaient été l'objet de la part des bénéficiaires. Au feuillet 123, l'insertion d'un instrument diplomatique d'alliance entre la France et le Hainaut, et, au feuillet 211, l'insertion du texte de la Grande Ordonnance de 1303, matière à Mémorial, surprennent, mais ce sont des fantaisies isolées <sup>(2)</sup>. L'enregistrement des dons perpétuels et des transferts continue après comme avant, jusqu'à la fin du règne de Philippe (f. 426). Suivaient quelques lettres analogues du temps de Louis X; puis un paquet de chartes datées de 1309 à 1319 en faveur de l'abbaye du Moncel, fondée par Philippe IV. Entre les ff. 443 et 444, on avait intercalé deux cahiers, primitivement étrangers au manuscrit, qui contenaient une sorte de cartulaire des libéralités accordées par les derniers Capétiens directs au monastère de Saint-Louis de Poissy, fondé aussi par Philippe le Bel <sup>(3)</sup>. Ces cahiers étaient insérés entre les *Dona ad hereditatem* enregistrés jusque-là, et la seconde partie, affectée aux *Dona ad vitam et voluntatem* (constitutions de rentes viagères ou jusqu'à nouvel avis) <sup>(4)</sup>. — Les *Dona ad vitam et voluntatem* de Philippe le Bel, depuis les dernières années du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, occupaient ensuite, toujours dans un ordre approximativement chronologique, jusqu'au

<sup>(1)</sup> Surtout, mais non pas exclusivement. Il y avait dans cette première partie quelques concessions de rentes à vie (Appendice II, n° 69, 148) et à volonté (n° 209).

<sup>(2)</sup> L'ordonnance de 1303 figurait aussi, d'ailleurs, au premier registre de la série régulière des *Chartes*, f. 30 (Coll. Dupuy, 142, f. 104).

<sup>(3)</sup> Quelques-unes de ces libéralités avaient déjà été enregistrées dans la première partie du volume (Appendice II, n° 512, 517 et suiv., 609, 610).

<sup>(4)</sup> M. Borrelli de Serres (*Recherches...*, t. II, p. 194) avait perdu de vue cette seconde partie, lorsqu'il a proposé d'appeler le Livre Rouge un *Registrum ad hereditatem*.



feuillet 493 v°; là, on avait intercalé derechef 18 feuillets (ff. 494-513), où se trouvaient des baux, tous datés de 1306-1307, de moulins appartenant au roi dans diverses circonscriptions de Normandie. — Après quoi, troisième et dernière partie, qui se décomposait comme il suit : *a.* Suite de l'enregistrement des *Dona ad hereditatem* de Louis X; *b.* Enregistrement sous une forme particulière, très abrégée, des *Dona ad hereditatem* de Philippe le Long, depuis le mercredi avant la Chandeleur 1316 jusqu'au mardi avant la Chandeleur 1320<sup>(1)</sup>; *c.* A partir du f. 542 (jusqu'au f. 578), transcription *in extenso*, comme dans les première et seconde parties, des « Dons » de Philippe le Long, de sa régence et de son règne; mais le nombre des pièces ainsi transcrites n'est pas considérable; il semble que l'on se soit fatigué vers ce temps-là d'enregistrer tout au long. — Les derniers feuillets étaient remplis par des additions fort postérieures, dont une de 1336; mais cette pièce du 8 août 1336 (un arrêt de la Chambre des comptes en réponse aux doléances des prébendiers de la Sainte-Chapelle) ne faisait aucunement corps avec le reste du « Livre ». La cote d'archiviste, inscrite sur la couverture : « Livre Rouge, de 1290 à 1336 », était donc plus propre à tromper qu'à renseigner. En réalité, le « Livre » proprement dit ne contenait rien de postérieur à l'avènement de Charles IV.

A quelle époque le Livre Rouge avait-il été composé? Comment? Et pourquoi, c'est-à-dire dans quelle intention? Ces questions sont délicates.

C'est au « Quand? » et au « Comment? » que l'on peut répondre avec le plus d'assurance. Mais il faut distinguer, à cet égard, entre les parties I et II du recueil (jusqu'au f. 529) et la fin. Les parties I (*Dona ad hereditatem*) et II (*Dona ad vitam et voluntatem regis Philippi Pulchri*) du Livre Rouge ont tout à fait le même caractère que les registres domaniaux du Trésor des chartes, dont il sera traité plus loin<sup>(2)</sup>. Les pièces y avaient été enregistrées de la même manière. Les deux premières parties du Livre Rouge apparaissent ainsi comme le plus ancien essai connu d'enregistrement officiel de lettres royales en cour de France; car l'une et l'autre commencent vers 1297-1298, alors que les pièces qui figurent dans les premiers registres de la série chrono-

<sup>(1)</sup> Cette section de la troisième partie du Livre Rouge (n° 889-1046) est à rapprocher du rouleau J 1026, n° 7, intitulé : « *Dona ad perpetuitatem facta per dominum regem a*

*die mercurii ante Purificationem Beate Marie anno CCCXVI citra* », presque identique. Les différences sont indiquées à l'Appendice II.

<sup>(2)</sup> Chapitre III, p. 174.



gique du Trésor des chartes ne remontent pas au delà de 1299. — Le principal morceau de la troisième partie du Livre Rouge avait été formé d'une manière bien différente : non pas comme les registres de la Chancellerie de Philippe le Long, et parallèlement à eux, mais *d'après eux*; les lettres de Philippe le Long se succèdent, en effet, dans la section *b* de la troisième partie du Livre Rouge, suivant l'ordre même où elles figurent dans les registres JJ 53 et JJ 56, qui se font suite, et où il est certain qu'elles ont été relevées. A cette différence profonde correspondait une différence extérieure très frappante dans le traitement des pièces : à partir du n° 889, rien que des analyses brèves, comportant toutefois la reproduction des mentions de chancellerie, conformément à la méthode employée à la fin du *II<sup>us</sup> Jornalis* de la Chambre pour l'enregistrement des commissions d'office.

Il est très vraisemblable, dès lors, que les deux premières parties du Livre Rouge furent tenues sous Philippe le Bel et Louis X <sup>(1)</sup>; la section *b* de la troisième partie a été certainement exécutée après la rédaction des registres JJ 53 et JJ 56, sans doute sous Charles IV. Et tout se présente, en somme, comme si la Chambre, ayant commencé dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, alors que les registres du Trésor des chartes, c'est-à-dire de la Chancellerie, n'existaient pas encore, à faire enregistrer en deux séries parallèles les dons à perpétuité et à temps, avait été amenée à y renoncer peu à peu lorsque l'enregistrement en Chancellerie eut été organisé : pendant les dernières années du règne de Philippe le Bel et sous Louis X, l'enregistrement à la Chambre s'était déjà ralenti, comme on le constate aisément en parcourant le Livre Rouge; sous

<sup>(1)</sup> Que la première partie au moins du Livre Rouge ait été tenue sous Philippe le Bel et Louis X, c'est ce que le détail suivant contribue à faire croire. Une lettre de Philippe le Bel (Beauvais, août 1303) pour son archer et ingénieur Richard Fichon a été conservée en original (Arch. nat., K 37<sup>B</sup>, n° 21<sup>bis</sup>), qui porte sur le repli : « Registrata est in Camera denariorum »; elle était en effet enregistrée dans le Livre Rouge (Appendice II, n° 405). Mais c'est pendant le second semestre de 1303 ou le premier semestre de 1304 au plus tard que l'expression *Camera denariorum* a cessé d'être couramment

en usage pour désigner la Chambre des comptes : il semble en résulter que l'enregistrement de la lettre K 37<sup>B</sup>, n° 21<sup>bis</sup> a dû avoir lieu au Livre Rouge de la Chambre très peu de temps après la date de ladite lettre et de la mention qui y est inscrite (août 1303). — On doit observer pourtant que le petit cartulaire de Saint-Louis de Poissy, intercalé après la première partie du Livre Rouge, a été visé aussi par Pierre d'Étampes (Appendice II, n° 512, 631), plus tard, comme « de la Chambre aux deniers ».

Voir d'autre part, Appendice II, n° 445-446, des enregistrements datés de 1307.



Philippe V, il persiste encore (section *c* de la troisième partie), mais l'analyse des pièces enregistrées en Chancellerie tend à s'y substituer.

Un point reste en suspens. Quel est le principe qui a déterminé le registraire du Livre Rouge à y faire entrer, ou bien à en exclure, des lettres qui, pour le lecteur moderne, sont tout à fait de même nature ? Certes, nous avons aujourd'hui infiniment moins de facilités que l'auteur ou les auteurs des deux premières parties du Livre Rouge n'en avaient pour recueillir les lettres de don, d'échange ou de transfert émanées de la Chancellerie de Philippe le Bel ; cependant il serait aisé de former, avec celles que nous connaissons et qu'il a rejetées de son recueil, une autre collection qui serait au moins aussi considérable que la sienne. De même, le compilateur de la section *b* de la troisième partie du Livre Rouge n'a pas noté dans JJ 53 et JJ 56 toutes les lettres du genre de celles qu'il y a prises : il en a relevé quelques-unes ; il en a négligé davantage, sans raisons apparentes. Le Livre Rouge n'est donc pas un recueil *complet* ; d'autre part, il est difficile de croire qu'il ait été formé *au hasard*. On est toujours ramené à la question : quel est le caractère commun des pièces qui y figurent ?

L'examen de ce dernier problème trouvera sa place au chapitre suivant<sup>(1)</sup>. Contentons-nous de remarquer présentement que *Rubeus* ne contenait pas que des constitutions ou des transferts de rentes, avec des confirmations de privilèges et des amortissements. Il s'y trouvait aussi, quoique en petit nombre, mais surtout dans la section *b* de la troisième partie, des anoblissements (Appendice II, nos 298, 894, 903, etc.), des affranchissements (nos 895, 914, etc.), des légitimations (nos 1027 et s.) et même des lettres de rémission (nos 1004, 1083). Il se rapprochait donc des registres de la future série régulière ou normale des *Chartes*, à laquelle M. de Boislisle souhaitait avec raison qu'il fût préposé, par ce caractère qui contribuait tant à la haute estime où les *Chartes* de la Chambre étaient autrefois tenues par les érudits et les généalogistes.

Le Livre Rouge était-il seul de son espèce ? Il semble que plusieurs des « registres divers » du Greffe auraient été à rapprocher de ce vénérable monument (tout au moins de la section *b* de sa troisième partie) et par conséquent de la série des *Chartes*.

<sup>(1)</sup> Cf. plus loin, p. 147.



D'abord, un « registre couvert de basane verte, intitulé *Registrum Camere Compotorum donorum Caroli Pulcri et Philippi Valesii* ». Le tabulateur de PP 105 dit qu'il avait 215 feuillets et qu'il était coté sur la couverture : *Dona facta per reges Carolum et Philippum de Valesio a cccxxi ad cccxliv* <sup>(1)</sup>. Menant en a pris des extraits <sup>(2)</sup>.

Ensuite, on a vu (plus haut, p. 69), que la malencontreuse idée vint aux greffiers du xvii<sup>e</sup> siècle de rattacher à la série des Mémoires un « Livre des dons du roi Jean de 1354 à 1356 ». C'est évidemment non pas à la série des Mémoires, mais à celle des Chartes, dont le Livre Rouge est comme la tête, qu'il aurait fallu l'annexer. Ce volume était un « Journal des dons faits par le roi Jean et son fils, registrés et scellés du scel du Chastelet en l'absence du grand sceau et du chancelier, depuis le 5 mars 1354 jusqu'au dernier mars 1356 » <sup>(3)</sup>. Menant, qui l'a aperçu sans s'y arrêter, a simplement noté qu'il n'avait point de table ancienne <sup>(4)</sup>. Le Tabulateur de PP 105 nous apprend qu'il était « en papier, couvert de parchemin, et intitulé sur la couverture : *Registrum donorum atque benefactorum actorum a Johanne, quondam Francorum rege* » <sup>(5)</sup>. On en a une table moderne excellente, pièce par pièce <sup>(6)</sup>. — D'après P. Pithou <sup>(7)</sup>, il y avait au Greffe, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, un registre en tout semblable à celui-là, si ce n'est que le point de départ n'était pas exactement le même : « Coté au 3<sup>e</sup> feuillet : *Dona registrata et sigillata sub sigillo Castelleti Parisius a x<sup>a</sup> die decembris citra cccliii, domino Cancellario absente*. Et sur la couverture : *Registrum donorum per regem Johannem personis infranominatis factorum* » <sup>(8)</sup>.

Il faut citer encore un « registre en papier, couvert de parchemin, contenant 149 ff., coté sur la couverture : *Registre des dons faits par le roi tant des confiscations et forfaitures a lui venues et escheues comme de son propre domaine, commençant le 10 décembre mccccxxvi, finissant en mccccxli* ». C'est le vo-

<sup>(1)</sup> PP 105, f. 495 v°.

<sup>(2)</sup> Recueil, t. V, ff. 151 v°-192. — Dom Carpentier l'a vu (Bibl. nat., nouv. acq. lat. 2125, f. 50 v°). La reconstitution officielle en fut tentée (Arch. nat., S 973, n° 11).

<sup>(3)</sup> PP 100, f. 17 v°.

<sup>(4)</sup> Recueil, t. XIV, f. c v°.

<sup>(5)</sup> PP 105, f. 528; cf. f. 447.

<sup>(6)</sup> PP 109, ff. 165-219.

<sup>(7)</sup> Coll. Dupuy, 142, f. 137.

<sup>(8)</sup> Ces deux registres sont peut-être ceux que, sous Charles V, Gérard de Montaigu avait trouvés au Trésor des chartes et notés là comme « inutiles ». Telle est la description du n° VIII des *Libri inutiles* de Gérard : « Octavus continet plura dona facta per regem Johannem ».



lume qui, nous l'avons vu, fut un temps coté J<sup>2</sup> dans la série des Mémoires; les tables et les extraits qu'on en a ont été signalés plus haut (p. 69, note 5).

Il y avait enfin, à la suite de la série des *Chartes des Anglois*, plusieurs registres d'une sous-série de « registres de dons » du temps de la domination anglaise : 1° « Un registre coté XX (XX<sup>e</sup> de toute la série), et intitulé : *Chartes et lettres du roy d'Angleterre, contenant les dons de plusieurs fiefs, terres et seigneuries en 1420* <sup>(1)</sup> » ; 2° « Un registre cottié Q, intitulé : *Registre des dons faits par le comte de Dorset, capitaine d'Anjou et du Maine pour le roy Henry d'Angleterre* » ; 3° « Un autre registre coté de l'année 1449, intitulé : *Extractus donorum factorum per regem Anglie*, et plus bas sur la couverture : *Table des dons faits par le roy a la relation du duc d'York* ».

On trouvera à l'Appendice II un essai de restitution du Livre Rouge.

Quant à la série régulière :

*Reconstitution officielle.* — La reconstitution officielle des *Chartes* fut entreprise, mais n'aboutit pas, surtout parce que les commissaires à cet effet reçurent quantité d'expéditions dont ils étaient hors d'état de savoir, faute d'anciennes tables complètes, si le texte en avait figuré ou non aux registres. Ce qui leur fut adressé se trouve aujourd'hui, en feuilles, aux Archives nationales, K 166 à 197; cf. S 973.

*Tables.* — Pierre Pithou a dépouillé ou fait dépouiller les douze premiers tomes (Coll.

anno CCC LV, et est modici valoris, quia ipse antea et postmodum plura alia dona fecit que non sunt ibidem contenta.» Et celle du n° XXVII : « Continet registrum in brevibus plurium donorum per regem Johannem factorum; et non est magni valoris, quia ipse plura alia fecit quam caveatur ibidem. » (H.-F. Delaborde, *op. cit.*, pp. CXXXIV, CXXXV.)

Le Catalogue de la bibliothèque de Rouillé du Coudray (lat. 17173, f. 121 v°) indique la présence, dans cet asile où plusieurs épaves des archives de la Chambre avaient trouvé place, d'un « Registrum 84 chartarum annorum 1354, 1355 et 1356, ms. sur parchemin, in-folio, *original* », qui n'était autre, peut-être, que le volume indument placé quelque temps, sous la cote A<sup>2</sup>, avec les Mémoires.

Il faut supposer cependant que, dans la description ci-dessus, le nombre 84 est inexact, car A<sup>2</sup> contenait beaucoup plus de 84 chartes ou analyses de chartes.

<sup>(1)</sup> Extraits dans les papiers de Du Cange à la Bibliothèque de l'Arsenal (5259, f. 91). — Il n'est pas impossible que le relevé, exécuté au xv<sup>e</sup> siècle, de « Partie des dons faits par Henri V, roi d'Angleterre, lorsqu'il se fut rendu maître de la Normandie », que M. L. Delisle a publié sous ce titre dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie* (3<sup>e</sup> série, III, t. XXIII), ait été fait d'après ce registre. Ce relevé, dont la cote n'est pas indiquée dans l'édition (par suite d'une erreur d'impression) est au t. 487 de la Collection Clairambault, f. 195.



Dupuy, 142, ff. 102 et suiv.; cf. Mazarine, 3039, ff. 135 et suiv. et L. Le Grand, *La table de Le Nain*. Besançon, 1907, p. 13.).

Le Tabulateur de PP 105 a dépouillé plusieurs registres des *Chartes* pour y relever « les anoblissements et les amortissements » : t. I et suiv. (ff. 467 et suiv., en remontant); t. XXI (f. 455); t. XXII à XXV (ff. 37-38); t. XXVI (f. 519). Au f. 43 : « Table des surnoms des personnes anoblies depuis trois cents ans » (d'après les registres des *Chartes*). — Le maître des comptes Fr. Godet de Soudé, dont les travaux ne jouissent pas d'une bonne réputation (A. M. de Boislisle, *op. cit.*, p. XI, note 5), a fait des dépouillements du même genre, plus considérables encore (fr. 32263, à partir du f. 238).

*Extraits.* — Bibl. nat., fr. 10988, ff. 136-137 v° (P. Amer, jusqu'au t. IV); Collection Fontanieu, 804 (d'après Menant); fr. 20684, pp. 175 et suiv. (Gaignières, jusqu'au t. IX); f. 4428 (jusqu'au t. XVIII).

## II. ENREGISTREMENT DES ACTES ET DES DÉCISIONS DE LA COMPAGNIE.

Ce serait une erreur de croire que, dans les premiers Mémoires, destinés à l'enregistrement des textes mémorables de toute espèce, les clercs se soient fait scrupule d'insérer, avec des pièces reçues par la Chambre, des pièces émanées d'elle. Il y a dans les pré-Mémoires des « mémoires à consulter », adressés au roi par les gens des Comptes<sup>(1)</sup>. Il y a, dans le Mémorial 1 B (par exemple), des « décisions », des « délibérations »<sup>(2)</sup>, des « jugements »<sup>(3)</sup>, des « arrêts »<sup>(4)</sup>, des « condamnations »<sup>(5)</sup> de la Chambre. Mais un jour devait venir, à la Chambre des comptes comme dans toutes les grandes Cours souveraines, où seraient tenus des registres spéciaux pour conserver les actes de la Compagnie, et même des séries parallèles de registres pour conserver ses actes de différentes espèces.

Dès les plus anciens temps, il est impossible que le besoin ne se soit pas fait sentir de préparer, avant les sessions des gens des Comptes, des sortes de programmes des travaux qu'ils allaient avoir à effectuer, quelque chose comme

<sup>(1)</sup> *Essai de restitution*, nos 204, 232, 387.  
Cf. Mémorial B, ff. 21, 39 v°, 87.

<sup>(2)</sup> B, ff. 1, 3, 22 v°, 88.

<sup>(3)</sup> F. 45.

<sup>(4)</sup> Arrêt de la Chambre, du 3 juillet 1336,

sur la contestation de Béatrix, veuve de Jean le Convers, et ses enfants, avec Robert Mignon et Jeanne, sa femme (B, f. 61 v°). —

Cf. B, f. 76.

<sup>(5)</sup> B, f. 56



ce que l'on appelle ailleurs « ordre du jour », ou « rôle d'audience » ; et, après les séances, des sortes de procès-verbaux. Le hasard, qui a fait disparaître tant de volumes compacts établis pour durer, a épargné une des feuilles volantes où, à l'origine, s'inscrivait ainsi, en abrégé, la liste des affaires à traiter ou traitées. Elle remonte à la session des Comptes de la Toussaint 1298, c'est-à-dire à une époque où la Chambre, en tant que Compagnie, n'existait pas encore à proprement parler. Je l'ai remarquée pour la première fois il y a près de trente ans. Et puisque l'occasion se présente de publier enfin le texte d'un document, intéressant en soi et d'une rareté si insigne, le voici<sup>(1)</sup> :

*Memorialia in Compotis Omnium Sanctorum M<sup>o</sup> cc<sup>o</sup> lxxxviii<sup>o</sup>.*

De illis qui percipiunt duplicia vadia.

De sigillis et scripturis utrum expediat quod vendantur vel teneantur in manu regis.

De scripturis venditis pro certo precio ante constitutionem aliquibus qui manu propria deserviunt ; utrum ad idem precium tenere debeant.

De boscis in baillivia Aurelianensi et aliis, in quibus rex dat partem suam.

De expensis factis contra episcopum et capitulum Carnotenses, utrum debeant levare ab eis.

De loquendo cum rege pro tallia Carnotensi, utrum leventur pro ea vi<sup>e</sup> l. t. vel tantummodo iii<sup>e</sup> l. t., de tempore quo villa erat in manu regis, quia de hoc fuit dubium, etc. ; et propter hoc remanent ii<sup>e</sup> l. t. in debitis.

De molendino apud Carnotum excambiato regi a domino de Wirmes pro vi<sup>ss</sup> l. p., quas percipit idem dominus in ballivia Silvanectensi ; et rex de dicto molendino vel redditu nichil habet quia dominus Karolus tenet, et tamen fuit extra asisiam terre sibi factam.

De preposituris in garda pro quibus longe minus habetur ; et plura mala faciunt prepositi, ut dicitur.

De vadiis que impetrantur extra hospitium ab illis qui capiebant in hospicio.

De prepositura Meleduni que minus sufficienter est tradita.

De debito comitis Clarimontis.

De boscis Campanie qui venduntur ad multos annos.

De grueriis Campanie, qui sunt quinque.

De gruerio de novo apposito in terra Curciaci.

De vecturis que capiuntur a pluribus et sine necessitate regis, propter quod fuit caristia major Parisius.

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., lat. 9018, n° 46 (original).



De servientibus boscorum in Campania qui sunt multi et longe plures solito et quam esset necessariū.

De parum reddito de explectibus boscorum per eosdem.

De operibus in Campania que sunt magni sumptus et de operibus castrorum ibi que debent reduci ad statum pristinum.

De forefacturis Campanie et aliis de quibus rex parum habuit, et utrum expediat quod vendantur.

De stagnis seu aquis regis per totum regnum tradendis ad hereditatem.

De redditu de xxx l. t. in nundinis Barri que fuerunt domini Asperimontis et fuerant arrestate diu est, ut dicitur, pro quodam forefacto, quas rex reddidit domino Karolo de Juigni cum arreragiis de duobus annis.

De prediis et aliis rebus captis in guerra Barri non redditis regi.

De molendinis Campanie tradendis ad hereditatem, et per totum regnum.

De magistro Sigalone, qui est valde debilitatus in servicio regis et amisit notariam suam.

De duobus forestariis, uno equite, alio pedite, pro custodia bosci de Fraxinis devena ad regem, ut dicitur, per excambium; et ibi non erat prius, ut dicitur, aliquis forestarius.

De vadiis seu expensis prepositorum Campanie et alibi conducentium communias.

De vadiis ballivi Calvimontis, unius militis cum eo et viii armigerorum cum eo, qui vult habere ultra vadia ballivia pro guerra et ante guerram et durante guerra et post.

De villa de Passavant, de molendinis et stagnis ibi, qui deberent esse de homagio regis, et dux Lothoringie traxit ea ad homagium suum. Vocetur ad hoc ballivus Calvimontis.

De boscis episcopi Aurelianensis pro quibus habuit licentiam vendendi sine jure regis, ut dicitur, ad voluntatem regis.

De castellaniis seu conciergiis ubi percipiuntur vadia sine magna necessitate.

De prisionariis Anglicis et Flamingis pauperibus, detentis in diversis carceribus regni, qui multum expendunt.

De expensis filii regis Majoricarum apud Aurelianum.

De expensis domini Ludovici de Claromonte computatis in scutiferia ad O. S. xcviij.

De equis redditis scutiferie qui bene possent vendi. Sciatur si expediret.

De terra Guisnensi. Loquendum cum rege et cum Guillelmo de Hangesto.

Les ordres du jour comme celui-là (affaires à traiter) étaient normalement condamnés à la destruction; mais les procès-verbaux de séances (affaires traitées), il était naturel qu'on y attachât plus de prix. C'est de procès-verbaux qu'il s'agit dans l'ordonnance du Vivier-en-Brie, de janvier 1320, le premier texte réglementaire qui ait prescrit à la Chambre la tenue de registres domestiques, en ces termes :

« En la Chambre, la ou les comptes seront oÿs . . . aura . . . un clerc pour tenir un livre



qu'on appellera *Journal*, lequel nous voulons dès maintenant estre en ladite Chambre pour enregistrer toutes choses qui seront faites en ladite Chambre ; auquel registre nous voulons que toutes choses soient enregistrées chascun jour ; par lequel livre on puisse savoir toutes choses qui faites y seront dont il convient avoir memoire...<sup>(1)</sup>.

Cette ordonnance fut obéie<sup>(2)</sup>. Pierre Amer a vu, au xv<sup>e</sup> siècle, dans les « basses aulmaires du grephe devers le siege des grephiers », un manuscrit intitulé sur la couverture : *II<sup>us</sup> Liber Jornalis Camere compotorum, inceptus prima augusti cccxxi*<sup>(3)</sup>. Là, note-t-il, « y a de tres bonnes choses a veoir pour la maniere de l'assemblée et de conseil avoir des prelaz, barons, chapitres, couvenz, communautéz du Royaume, etc.<sup>(4)</sup> ».

Ainsi le premier *Journal* de la Chambre devait aller de janvier 1320 (puisqu'il avait été commencé en conformité de l'ordonnance du Vivier), à fin juillet 1321 (puisque le second commençait en août 1321).

Le premier, dont Pierre Amer ne parle pas, aucun ancien érudit n'a eu la bonne fortune de le rencontrer par la suite. Mais le second, méconnu du reste, malgré son titre si clair, resta au Greffe jusqu'en 1737. On l'avait affublé<sup>(5)</sup> de la cote A<sup>2</sup> ou AA dans la série des Mémoires, où il n'avait rien à faire, sans doute sur la foi d'un moderne<sup>(6)</sup> qui avait écrit au commencement : « Registre des Mémoires et Chartes depuis l'an 1317 jusqu'en 1322<sup>(7)</sup> ». Avec ou sans cette cote fausse, Sainte-Marthe<sup>(8)</sup>, le Tabulateur de PP 105<sup>(9)</sup> et Menant<sup>(10)</sup> l'ont feuilleté, et ils en ont pris des extraits assez copieux. Mais J. Petit en a signalé en 1899 une copie dans la collection

<sup>(1)</sup> *Ordonnances*, I, 703.

<sup>(2)</sup> Il n'en fut pas de même, semble-t-il, de la prescription similaire faite en 1318 aux « Poursuivans le roy ». Gérard de Montaigu, sous Charles V, a recherché le Journal des Poursuivans : « De habendo registro quod vocatur *Jornale* in libro LVII [JJ 57] in principio secunde page folii quarti computando a fine » (Delaborde, *op. cit.*, p. cxxxvii); mais en vain.

<sup>(3)</sup> Fr. 10988, f. 163; cf. ff. 18, 145.

<sup>(4)</sup> Allusion aux documents signalés plus loin, p. 92, ligne 10.

<sup>(5)</sup> Cf. plus haut, p. 69.

<sup>(6)</sup> Ce moderne avait été trompé lui-même, probablement, par la rubrique *Incipiunt Memorialia* du manuscrit original.

<sup>(7)</sup> La première de ces deux dates s'explique, quoique le registre commence le 1<sup>er</sup> août 1321 et finisse en novembre 1322, par le fait que l'on avait transcrit après coup sur la feuille de garde finale une lettre datée d'avril 1317 (fr. 2755, f. 499 v°).

<sup>(8)</sup> Fr. 20691, p. 548.

<sup>(9)</sup> PP 105, f. 518.

<sup>(10)</sup> XII, f. 133.



de transcriptions *in extenso* qui fut faite pour Foucquet<sup>(1)</sup> ; et, dès lors, les travaux des trois extracteurs n'ont plus eu d'utilité que pour le contrôle<sup>(2)</sup>. Le *Secundus Jornal* est le seul des registres de la Chambre que nous avons rencontrés jusqu'ici qui soit dans ce cas, qu'il n'y ait pas lieu de « restituer » et dont il serait facile de donner une édition complète.

En vaut-il la peine ? Disons seulement qu'il a été publié de nos jours beaucoup de documents de la même époque qui n'étaient pas aussi instructifs. Il sera donné, à l'Appendice I, des extraits qui permettront d'en juger. Mais une analyse est utile en tous cas.

Le second Journal commençait ainsi :

*Incipiunt Memorialia. In nomine Domini, amen.*

Assçavoir est que ce sabmedy premier jour du mois d'aoust l'an de grace 1321 comença ce livre apres le premier livre Journal qui fenist le derrenier jour du mois de juillet oudict an<sup>(3)</sup>.

Le rédacteur anonyme<sup>(4)</sup> entreprend, sans autre préambule, de noter depuis le 1<sup>er</sup> août 1321, aux termes de l'Ordonnance, « choses dont il convient avoir memoire ». Non pas tout, par conséquent ; il faudrait en effet conclure, s'il avait noté tous ses actes, que la Chambre faisait peu de chose ; or nous savons par ailleurs qu'elle était chargée de besogne. Le rédacteur choisit donc, et arbitrairement.

La méthode, c'est-à-dire une conception claire du but du travail dont il est chargé, lui manque visiblement. Pêle-mêle sont marqués, comme sur un agenda (où l'on aurait noté, non pas des *agenda*, mais des *acta*), les « dons de

<sup>(1)</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1899, p. 418. — J. Petit ne s'est pas rendu compte que le ms. fr. 2755, qui contient la copie signalée du « second Journal », faisait partie de la Collection préparée pour Foucquet, parce que ce manuscrit est matériellement séparé à la Bibliothèque nationale des autres épaves de la série.

<sup>(2)</sup> Ils restent utiles pour l'indication des feuillets du manuscrit perdu, qui en avait 72, car la copie *in extenso* ne comporte pas la mention

des feuillets de l'original. — La copie du ms. fr. 2755 est-elle, d'ailleurs, sans lacunes accidentelles ? Je n'y vois pas quelques passages relevés par Sainte-Marthe entre le 27 août et le 2 septembre 1321.

<sup>(3)</sup> Fr. 2755, f. 344. — L'auteur du second Journal renvoie plusieurs fois au premier (fol. 372 v°, 375 v°, 403).

<sup>(4)</sup> Il dit quelque part (Appendice I, p. 264) : « Bajut et moi ». C'était, peut-être, Clarin le Paumier (cf. p. 75).



bois » accordés par le roi et vérifiés par la Chambre<sup>(1)</sup>; des collations d'office et des prestations de serment d'officiers nommés; des mentions de documents à remettre au Trésor des chartes; des notes sur des questions dont il faudra parler au roi; des listes d'enquêtes à rapporter qui ont été remises à tel maître; les noms des comptables dont les comptes ont été examinés dans la journée; les séances où la Chambre s'est garnie de grands personnages, qui ont rompu a routine ordinaire, etc. En outre, si des pièces passent sous les yeux du rédacteur qui l'intéressent, il n'hésite pas à les transcrire *in extenso*: lettres de commission (fr. 2755, f. 344 v°); ordonnances relatives aux Juifs (f. 348) et aux Lépreux (f. 355); convocations à des assemblées d'États (ff. 366 v°, 368); lettres touchant des villes de Flandre: Ypres, Furnes, Dixmude, Nieupoort (f. 384); jusqu'à des inventaires d'objets trouvés chez des justiciables (ff. 364, 374 v°). — A la fin il se fatigue et, pour ainsi dire, renonce: des jours, des suites de jours, dans son « Journal », restent vides et en blanc. Mais, sous la date du mardi 23 mars 1322 (f. 416), on remarque la note suivante, recueillie avec d'autant plus d'empressement que le rédacteur y a vu sans doute l'occasion de modifier le caractère d'un recueil qu'il tenait sans goût et dont il avait assez:

« Une concluse cedulle fut envoyée au Chancelier et a *Beatus*<sup>(2)</sup>, contenant ceste fourme:

Memoria quod omnes commissiones que de toto fient vel renovabuntur<sup>(3)</sup> seneschallis, baillivis, receptoribus seu thesaurariis, collectoribus decimarum, annalium, regaliarum, subventionum et impositionum, custodibus passagiorum, inquisitoribus, finatoribus et factoribus guarnisionum pro hospitibus regis, pro guerris vel aliis, ceterisque commissariis, quicumque fuerint, qui habebunt facere aliquas receptas pro rege, seu etiam expensas<sup>(4)</sup> quoquomodo, mittantur ad Cameram compotorum, per quamcunque personam signate fuerint, sive per regem, vel per thesaurarium, vel per Cameram compotorum vel alias, ut in dicta Camera registrentur, et ut ibi jurent persone quibus fient, si necesse fuerit,

<sup>(1)</sup> Rappelons le texte de l'Ordonnance des eaux et forêts du 2 juin 1319 (*Ordonnances*, I, p. 686, art. 7): « Cil qui rend ou rendra les lettres de la Chancellerie sera tenu par son serment a envoyer toutes les lettres de dons de bois en la Chambre des comptes; et deputeront les maistres... un des clercs

qui les recevra et enregistrera devers eulz. »

<sup>(2)</sup> Sobriquet bien connu du clerc de la Chancellerie Jean de Moulins (*de Molinis*), en fonctions de 1313 à 1329.

<sup>(3)</sup> Après ce mot, on lit dans le manuscrit (très incorrect): « scient quod ».

<sup>(4)</sup> Ms.: expensis.



quod bene et fideliter sibi commissum officium exequentur, et ut postea, si necesse fuerit, ad computandum tempore debito compellantur.

Item hoc idem fiat de litteris excambiorum et assisiarum terrarum seu reddituum, ut in dicta Camera similiter registrentur<sup>(1)</sup> et signentur et etiam examinentur, si oporteat.

Item littere regis similiter de donis seu gratiis factis in denariis vel redditibus, ut ibidem signentur<sup>(2)</sup>, sicut alias est fieri consuetum.

A partir du lendemain (24 mars), comme le Chancelier et Beatus ont sans doute obtempéré, le rédacteur en profite pour n'enregistrer plus, ou peu s'en faut, que le texte des collations d'office et des « dons de bois », que la Chancellerie envoie à la Chambre plus régulièrement que par le passé, avec les mentions sur le repli, comme il suit<sup>(3)</sup> :

24 mars.

L'office de la garde du chastel et de la chastellenie de Meaulx est renouvelé a Regnaut de Lysi par lettres du roy données le 23<sup>e</sup> jour de mars 1321. — Signées : « Par le roi a la relation du deen de Tours. Jac. ».

La garde du vicomté de Pontaudemer est renouvelée a Pierre du Chesnoy par lettre du roy donnée le 20<sup>e</sup> jour de mars l'an dessus dict. — Signé : « Par le roi, a la relation Martin des Essars. Justice ».

26 mars.

L'office de la geole de la sale neuve de Thoulouse est donné a Gillet le Closier, huissier de sale, aus emolumens accoustumez, par lettres du roy, données le 26<sup>e</sup> jour de mars 1321. — Signées : « Par le roy, a la relation P. Remy. Barr. »...

L'office de la garde du scel de la ville de Meauls est renouvelé a Jehan dict Reboulle, de Meauls, par lettres données le 25<sup>e</sup> jours de mars. Sine vadiis tamen ; per neminem signata.

<sup>(1)</sup> On a vu plus haut (p. 73) que l'on n'a plus que des traces indirectes d'un enregistrement régulier des échanges et des assiettes, à cette époque, par les soins de la Chambre.

<sup>(2)</sup> Il est à noter qu'il n'est pas question ici d'enregistrement pour les dons en revenus, qui pourtant avaient été enregistrés jusque-là dans le Livre Rouge.

<sup>(3)</sup> Il y avait déjà eu en Chancellerie, pendant le cancellariat de Pierre de Chappes, un

essai d'enregistrement des actes scellés en cire blanche, c'est-à-dire de la nature de ceux qui vont figurer désormais dans le *Jornalis*, analysés d'après la méthode même qui va être employée. Voir les deux registres qui attestent encore, dans le Trésor des chartes tel qu'il est aujourd'hui, cette tentative avortée : JJ 54<sup>A</sup> (pour 1317) et la première partie de JJ 58 (1317-1319); cf chapitre III, p. 184.



Est envoyé le don faict a Guillaume Broart d'un arpent de bois du temps le roy Philippe, que Diex absoille, a prendre en la garde de Torcy ou lieu appelé Rappaut a une fois, par lettre du roy données le 4<sup>e</sup> jour de novembre. — Signatum : « Per dominum regem, ad relationem eleemosinarii. Barr. ».

A Guillaume, prieur de Villeneuve l'Arcevesque, est donné un arpent de bois en la forest de Gruay par lettres du roy données le 23<sup>e</sup> jour de novembre. — Signatas : « Per regem, ad relationem eleemosinarii. Barr. ».

La seconde moitié du manuscrit <sup>(1)</sup> est occupée par des relevés de ce genre. — A la fin, une poignée de pièces diverses : circulaires des gens des Comptes aux baillis sur le fait des Juifs (8 mai 1322); arrêt de la Chambre dans l'affaire du juif Bonjour de Beaucaire (22 novembre 1322); ordonnance royale sur les monnaies (5 mai 1322); enfin concession au trésorier de la Sainte-Chapelle de 400 l. par an sur le grand sceau pour la fourniture du parchemin aux divers services de la Curie (avril 1317) <sup>(2)</sup>.

En somme le *II<sup>us</sup> Jornal*, tenu en conformité de l'ordonnance du Vivier, finit en queue de poisson. En fut-il entrepris un troisième, un quatrième ? Quelques circonstances, dont aucune n'est décisive, pourraient le faire supposer.

Gui de Saussoy (*de Sauceyo*), clerc, fut payé en décembre 1323 « pro salario et labore plurium scripturarum quas fecit in Camera compotorum tam in Jornal*i* ipsius Camere quam alibi », du 28 juin 1322 au 30 avril 1323 <sup>(3)</sup>; or le *II<sup>us</sup> Jornal* finit, semble-t-il <sup>(4)</sup>, en novembre 1322.

<sup>(1)</sup> A partir du f. 36 du manuscrit original, comme Menant l'a noté. — A partir de là, il n'y avait plus dans le *Jornal* qu'un très petit nombre de paragraphes analogues à ceux de la première partie, noyés au milieu des analyses de dons et de collations d'offices; encore ces paragraphes se suivent-ils désormais dans un certain désordre chronologique (24 avril; 9, 18, 19, 16, 14, 19, 31, 23 juin; 26 juillet; 3, 17 septembre; 24 octobre; 26 novembre 1322). Sous cette dernière date, le copiste du ms. fr. 2755 (f. 492) a écrit : « Icy est la place de beaucoup d'autres articles

a adjouster qui ne se trouvent pas au registre original de la Chambre. » C'est-à-dire que les derniers feuillets du registre étaient en blanc.

<sup>(2)</sup> On a de cette dernière pièce l'original scellé (Arch. nat., K 40, n° 9) et une expédition officielle, « extraite des registres de la Chambre des comptes » (V<sup>21</sup>, n° 1176).

<sup>(3)</sup> J. Viard, *Les Journaux du Trésor de Charles IV le Bel* (sous presse), n° 4430. La forme française du nom est fournie par le n° 514.

<sup>(4)</sup> La dernière rubrique journalière est du



On lit dans le Recueil d'extraits de M. de Roissy, composé lui-même d'après un autre Recueil d'extraits de M. d'Osny<sup>(1)</sup> : « Au fol. 27 dudit registre d'Osny est un cahier de papier bien vieil, qui estoit le Journal de la Chambre des comptes et Conseil du roy, et commence en may 1327. Y a au premier feuillet dudit cahier une ordonnance des monnoies. . . publiée à Paris le 22 juin 1327. »

D'autre part, Le Marié d'Aubigny avait une collection d' « Extraits des registres Journaux de la Chambre des comptes »<sup>(2)</sup>, dont la première pièce était datée de 1323, et qui en contenait ensuite de 1341, 1362, 1366, etc. — Ce troisième indice est, du reste, sans valeur ; car la pièce de 1323 de Le Marié d'Aubigny, qui est une décision de la Chambre au sujet de certains droits des receveurs de Champagne, a été sans doute tirée par lui de *Noster*<sup>2</sup>, où elle figure<sup>(3)</sup> ; et il a tiré pareillement les pièces de 1341, 1362, 1366, etc., non pas de *Journaux* dont l'existence est hypothétique, mais simplement des Mémoires qui contenaient, entre autres choses — comme nous l'avons vu — beaucoup de décisions de la Chambre. Sachant que les *Journaux* de la Chambre de son temps, et depuis longtemps, contenaient des « décisions », Le Marié a recueilli tous les documents de ce genre qu'il rencontrait, quelle qu'en fût la provenance, et les a placés, par ordre chronologique, dans son recueil ; ainsi il n'y a pas lieu pour nous d'en tirer de conclusion quant à l'existence de *Journaux* (au sens technique de ce terme sous l'ancien régime) avant la date où chacun sait que, dans les archives de la Chambre, s'en enchaînait la série régulière.

Enfin c'est ici le lieu de faire connaître un manuscrit qui a donné lieu, de nos jours, à plusieurs erreurs bizarres. — Sur la liste des *libri inutilis* du Trésor des chartes que Gérard de Montaigu a insérée dans la quatrième rédaction de son inventaire de ce dépôt, on lit : « Vicesimus primus continet registrum aliquorum negociorum Camere compotorum, ordinacionum regiarum et monetarum, de tempore regis Philippi de Valesio ; et non est registrum autenticum vel regium, sed particulare, non continuatum quo-

26 novembre 1322 ; mais il se trouve, avant et après, des analyses de lettres datées de janvier, mars et avril, et il est impossible de dire si elles sont de 1322 ou de 1323 n. st.

<sup>(1)</sup> Plus haut, p. 53. — Bibl. nat., fr. 2838, f. 27 v°.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., P 2848 et suiv.

<sup>(3)</sup> *Essai de restitution*, n° 236 ; cf. p. 162.



modolibet vel perfectum<sup>(1)</sup>. » Ce registre porte aujourd'hui, dans la série du Trésor des chartes, aux Archives nationales, la cote JJ 79<sup>B</sup>. M. H.-Fr. Delaborde a reconnu le premier que cette cote moderne est fautive : JJ 79<sup>B</sup>, registre en papier, n'a jamais fait partie de la série normale du Trésor dont, en règle générale, les volumes sont sur parchemin; et il intéresse la Chambre des comptes, comme Montaigu l'avait bien vu sous Charles V. Cela posé, M. J. Petit, qui, en 1899, a examiné de nouveau le volume en question, l'a reconnu, « sans aucun doute », comme un « Journal de la Chambre des comptes », analogue au *II<sup>us</sup> Jornal*<sup>(2)</sup> : « le sixième ou le septième », dit-il, des Journaux tenus à la Chambre en conformité de l'ordonnance du Vivier-en-Brie. Cette affirmation a été, depuis, reproduite par M. Delaborde<sup>(3)</sup>. Mais Gérard de Montaigu avait eu raison jusqu'au bout en disant que ce registre, d'ailleurs « incomplet et imparfait », n'a rien « d'authentique ni de royal », et que c'est un travail privé. Il n'a rien d'un Journal officiel, ni même d'un Journal tout court. On constate, en l'étudiant, qu'il est fait de transcriptions, d'extraits et de notes prises, avec des *memoranda* personnels, par un certain Roger de Vistrebec. On y lit, par exemple, au f. 38 v<sup>o</sup> :

« Le xiii<sup>e</sup> jour de fevrier l'an xxxii<sup>e</sup>, devant moi, Roger de Vistrebec, a ce commis par messeigneurs . . . .

Et je, ledit Roger, ai, du commandement de noz dis seigneurs, retenue la dicte lettre, . . . pour faire seur icelle ce que raison sera, et est en la petite huche dont je seul ai la clef. »

Ce Roger de Vistrebec, mentionné en 1323 et 1324 comme clerc comptable dans les *Journaux du Trésor* de Charles IV<sup>(4)</sup>, notaire du roi dès 1329<sup>(5)</sup> et encore en 1350<sup>(6)</sup>, est indiqué dans les *Filiations* comme ayant été pre-

<sup>(1)</sup> H.-Fr. Delaborde, *Étude sur la constitution du Trésor des chartes* (Paris, 1909), p. cxxxv.

<sup>(2)</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1899, p. 422.

<sup>(3)</sup> *Loc. cit.*

<sup>(4)</sup> *Les Journaux du Trésor de Charles IV le Bel* (éd. J. Viard, sous presse), n<sup>o</sup> 2952, 6398.

<sup>(5)</sup> Voir *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1890, p. 266. — Le nom du notaire Vistrebec paraît pour la première fois, à ma connais-

sance, sur le repli des lettres en 1329-1330, ces lettres étant commandées tantôt « Per vos » (JJ 66, ff. 24, 84 v., 89 v., etc.), tantôt « Per Cameram compotorum » (f. 111 v., etc.); mais les lettres de cette dernière espèce ne sont pas alors exclusivement réservées à Vistrebec. Il a rédigé de la sorte en Chancellerie pendant de longues années.

<sup>(6)</sup> *Les Journaux du Trésor de Philippe VI de Valois*, n<sup>o</sup> 4969.



mier greffier de la Chambre à partir de 1333 jusqu'en 1340<sup>(1)</sup>; il est encore question de lui en mars 1353<sup>(2)</sup>. — JJ 79<sup>B</sup> n'est que le Mémorial privé, ou carnet personnel, de ce clerc pendant les premières années de Philippe de Valois. Il ne lui fait pas, du reste, beaucoup d'honneur, car il ne contient presque pas de pièces anciennes ou d'intérêt général<sup>(3)</sup>.

Encore un fait. — Au xvii<sup>e</sup> siècle, la série régulière des *Journaux* de la Chambre partait de 1384. Mais — et c'est là le dernier indice à peser — le plus ancien de la série, qui allait du 31 décembre 1384 au 14 janvier 1386, était coté *H* (d'après les Récolements) ou *J* (d'après Menant). Comme cette série était cotée par lettres, il semble donc que manquaient des volumes antérieurs à celui de 1384, au nombre de sept ou huit; et c'est bien ce qu'ont cru, sous Louis XIV, les commissaires chargés des récolements, qui écrivent: « Les précédents sont en déficit. » — M. de Boislisle déclare, il est vrai, en sens contraire (p. xii): « Le Journal de la Chambre avait été *commencé* en 1384 »; mais cette affirmation doit être entendue sous la réserve des circonstances que l'on vient d'indiquer.

Comment conclure? Je m'abstiendrai de le faire, pour ma part. Il est possible qu'il ait existé des *Journaux* qui continuaient, tant bien que mal, le *II<sup>us</sup> Jornal* — qui formaient pour ainsi dire la transition entre ce grossier

<sup>(1)</sup> P 2637. — On a de lui une quittance autographe, scellée de son sceau en cire rouge, du 4 novembre 1345 (Bibl. nat., fr. 29515, dossier 67138); cette pièce est un reçu de droits de tiers et danger échus à Roger pour des bois à lui donnés par le roi dans le bailliage de Caen.

<sup>(2)</sup> Mémorial C, f. 111 (Arch. nat., P 2292, f. 345). Mention, à cette date, d'un rapport de Roger de Vistrebec et d'Adam Boucher, notaires du roi, fait à la Chambre de la part du Chancelier: « Retulerunt ad Burellum quod, quantumcumque in cartis exprimetur quod rex non dat financiam pro facto ibi contento debitam, nichilominus intentio regis est quod financia exigatur, nisi rex clare et expresse super hoc sciebat, per litteram suam

regio sigillo sigillatam, certificationem specialiter se dedisse. »

<sup>(3)</sup> Roger y a transcrit (f. 12) l'ordonnance *Ecclesiarum utilitati* de 1275, qui était aussi dans *Noster, Qui es et Croix* (cf. *Essai de restitution*, n° 384; cf. 167). La copie en est accompagnée de cette indication: « Ista ordinatio que sequitur est in libro XXXII circa finem. » Il y a là trace d'une très ancienne classification numérique des registres de la Chambre, que rien ne fait connaître par ailleurs.

Au f. 8 v° du Mémorial B<sup>2</sup> (PP 109, p. 278), il était fait mention du « registre de Vistrelet », lisez « de Vistrebec », c'est-à-dire, selon toute apparence, de notre registre JJ 79<sup>B</sup>; l'inventaire analytique de B<sup>2</sup> n'en dit pas davantage.



recueil d'*acta* et les recueils subséquents d'arrêts sur requête désignés par le même nom — et qui auraient, par conséquent, porté ou dû porter jadis les lettres C, D, E, F, G. Mais il est certain que, depuis le xv<sup>e</sup> siècle, personne, sauf peut-être M. d'Osny, n'en vit un seul <sup>(1)</sup>.

Sous l'ancien régime, les *Journaux* étaient proprement les registres où s'inscrivait le texte des arrêts de la Chambre, rendus sur requête.

Il y avait sept alphabets complets, de A à Z, dont le premier, qui commençait, comme il a été dit, au 31 décembre 1384 et à H (ou J), finissait en mars 1532 <sup>(2)</sup>; le deuxième finissait en février 1578; le troisième en octobre 1602; le quatrième en octobre 1629; le cinquième en décembre 1652; le sixième en décembre 1675; le septième en 1711. Mais les déficits étaient nombreux au temps de Menant : 3 T (pour le second trimestre de 1597 et pour 1598), 5 P (1643), 5 R (1647), 5 S (1648) ne se retrouvaient pas. Il est surprenant qu'en 1722 aucun déficit ne soit signalé. Le Greffe possédait d'ailleurs, à cette date, la copie des *Journaux* depuis 1712, sur papier, non reliés.

*Reconstitution officielle.* — Il y en eut un essai, mais ce qui fut recueilli, presque exclusivement pour le xvi<sup>e</sup> siècle, est très peu de chose (Arch. nat., P 2867).

*Extraits.* — Treize volumes d'extraits, précédés de décisions de la Chambre, antérieures à 1384, recueillies de toutes parts par ou pour Le Marié d'Aubigny (Arch. nat., P 2848-2860 [jusqu'en 1728]).

<sup>(1)</sup> Pierre Amer cite un « Journal des not[aires] de l'an CCC IIII<sup>xx</sup> XVI, ledit Journal signé A » (fr. 10988, f. 94 v<sup>o</sup>) et signale encore (f. 93) le « Journal des not[aires] » de 1407. De ces « Journaux » nul n'a parlé que lui; et ce qu'il en dit est insuffisant pour permettre de les définir. Dans la langue du temps, le terme de « Journal » est si vague qu'il s'applique, aussi bien qu'à un Journal proprement dit (au sens de l'ordonnance du Vivier), à des recueils d'arrêts ou à des memoranda du Greffe (voir la note suivante).

<sup>(2)</sup> En dehors de ce premier alphabet étaient certainement deux « Journaux du temps

des Anglois », classés au xviii<sup>e</sup> siècle parmi les « Registres divers », qui avaient quelque temps porté les n<sup>os</sup> XXI et XXII à la suite de la série précitée des *Chartes des Anglois*. Le n<sup>o</sup> XXI allait de 1436 à 1440; le n<sup>o</sup> XXII de 1445 à 1448; ce dernier était intitulé, d'après les récolements : « Journal second des Mémoires et escritures touchant le greffe de la Chambre ». C'étaient peut-être des registres analogues aux « registres du Greffe » du Parlement (Arch. nat., X<sup>1a</sup> 8844 et suivants), qui remontent au xiv<sup>e</sup> siècle et dont on s'étonne de ne pas trouver l'équivalent dans les archives de la Chambre.



*Plumitifs.* — Était inscrit au *Plumitif*, jour par jour, séance par séance, ce qui se faisait, disait, délibérait, et arrêtait au grand bureau, et parfois au second. C'était un « tableau fidèle qui donne la suite de toutes les affaires et le détail de l'existence journalière de la Chambre ».

Le *Plumitif* était donc le vrai « Journal » de la Chambre au sens de l'ordonnance du Vivier.

Il y avait en 1722 quarante-huit volumes de *Plumitifs*, dont le premier allait du 26 août 1574 au 31 décembre 1575, le second du 6 février 1582 au 31 décembre 1583, et ainsi de suite. Manquaient donc les années 1576-1581; manquaient, en outre, les semestres de juillet 1595<sup>(1)</sup>, janvier 1630, janvier 1649; Menant savait que le second de ces trois derniers déficits était dû à « l'incendie de la Sainte-Chapelle ».

*Reconstitution officielle* (complète, d'après les minutes). — Arch. nat., P 2660 et suiv.

*Copies.* — Copie faite pour Le Marié d'Aubigny (Arch. nat., P 2745 et suiv.); nombreuses copies partielles aux Archives et dans les grandes Bibliothèques.

*Extraits.* — De janvier 1610 à décembre 1627 (Bibl. nat., fr. 14485; lat. 9066).

*Tables.* — PP 146<sup>bis</sup> et suiv. (depuis 1635): Bibl. nat., fr. 7702 et suiv.; Arsenal, 2640-2641 (xvii<sup>e</sup> siècle). — Cf. C. Couderc, *Inventaire sommaire de la Collection Clément de Boissy* (Paris, 1895). Clément de Boissy est l'auteur d'un vaste dépouillement du *Plumitif*, exécuté après l'incendie d'après les sources dont on dispose maintenant.

*Arrêts.* — Les registres d'*Arrêts* proprement dits étaient réservés pour la transcription des jugements rendus contradictoirement, tant à l'audience que par écrit.

Dans les récolements du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup> siècle, on trouve mentionné, sans détails, parmi les registres divers, un « Registre cotté *Croix*, intitulé : *Liber arrestorum Camere compotorum Parisiensis*, l'an 1380 ». C'était un registre en papier, couvert de parchemin, de 172 feuillets. Le premier arrêt qu'il contenait était de 1380 (d'où la date qui figure dans les récolements); mais il s'y trouvait en réalité une collection d'arrêts notables de 1380 à

<sup>(1)</sup> Comparer le n° 1091 (xvi<sup>e</sup> siècle) des nouv. acq. fr. de la Bibliothèque nationale (*Plumitif* de janvier 1594 à décembre 1598),

au volume correspondant de la Reconstitution officielle : P 2665.



1496 : on le constate grâce aux notes qu'a prises, en parcourant ce volume, le Tabulateur de PP 105<sup>(1)</sup>.

Menant à vu vingt registres d'Arrêts sans compter celui-là, jusqu'en 1651 ; il y en avait vingt-huit en 1722, commençant le 29 juillet 1496 et finissant en décembre 1706.

*Répertoire* : Arsenal, 2649, f. 385.

Journaux, Plumitifs et Arrêts, telles étaient, dans le dernier état des choses, les trois grandes séries pour l'enregistrement des décisions de la Chambre. On y avait adjoint, au XVII<sup>e</sup> siècle, les :

*Audiences*. — Dans les registres d'*Audiences* « s'énonçaient sommairement les causes plaidées devant la Chambre et les jugements rendus entre particuliers avec l'assistance des gens du roi ».

*Copie*. — « Journal des Audiencias de la Chambre des comptes », depuis 1620 ; copie faite pour Le Marié d'Aubigny (Arch. nat., P 2865).

Il convient de remarquer en outre que, d'après les récolements, il y avait, dans le tas de « registres divers », un « Registre des revisions et procès criminels jugez en la Chambre du Conseil » depuis le 19 septembre 1559 jusqu'au 4 septembre 1682. Voir Arch. nat., P 2616-2617.

Du *Journal* primitif (et bientôt transformé) où tous les faits mémorables devaient être marqués, on détacha donc successivement, pour en former la matière de registres à part, diverses sortes de décisions. Mais les incidents notables, les séances solennelles, les actes publics, les remontrances ? Ce n'est qu'au XVI<sup>e</sup> siècle qu'on eut l'idée de créer des recueils spéciaux pour recevoir les procès-verbaux des actes de cette espèce ; encore la série des *Créances* n'eut-elle jamais, paraît-il, de caractère officiel ; mais elle fut néanmoins, par la suite, aussi vénérée que celle du *Cérémonial*.

<sup>(1)</sup> PP 105, f. 533. Cf. P. Amer (fr. 10988, f. 110), qui cite le *Liber arrestorum* pour un arrêt du 9 août 1456.



*Créances.* — Les registres des *Créances* contenaient le compte rendu des audiences solennelles, missions, députations, remontrances, etc. « Autant le Plumitif est sec et froid, autant les *Créances* sont vives et animées ; le xvi<sup>e</sup> siècle, notamment, y revit... » (Boislisle.)

Il y en avait quatre : I, 1525-1560 ; II, 1568-1587 ; III, 1594-1623 ; IV, 1624-1640.

*Copies.* — Arch. nat., P 2649<sup>1.2.3</sup> ; cf. P 2648<sup>1.2</sup>. — Nombreuses reproductions de cette copie dans les grandes Bibliothèques.

*Cérémonial.* — On y consignait les procès-verbaux de cérémonies et d'actes publics, propres à servir de précédents.

Menant avait vu, auprès des quatre volumes de *Créances*, un « registre *Cérémonial* commençant en 1523 et finy en 1549 ». Le Tabulateur de PP 105 dit que c'était un registre en parchemin de 146 feuillets, et qu'il allait de 1523 à 1544 seulement<sup>(1)</sup>. En 1722, il était toujours là, et les commissaires chargés du récolement constatèrent la présence de deux autres : I, 1651-1692 ; II, 1693-1712 (ce dernier, sur parchemin et en cahiers).

*Copies.* — Arch. nat., P 2606 et suiv. ; Bibl. nat., lat. 9065 (1523-1615) ; fr. 18525 (1523-1635).

Les dernières séries de registres qui restent à signaler étaient d'origine assez moderne et n'appellent pas de commentaires ici :

*Avis de Finance.* — Menant constate la présence, au Greffe de son temps, de trente-deux registres d'*Advis*, le premier commençant au 14 octobre 1559, le dernier finissant au 31 décembre 1651. Au Récolement de 1722, il y en avait trente-trois, du 14 octobre 1559 au 24 février 1684, moins le tome XVI, en déficit depuis longtemps.

*Cautions.* — Il est possible qu'il y ait eu une ancienne série de *Cautions*<sup>(2)</sup> ; mais les Récolements ne font connaître que deux épaves : 1° un « Registre des

<sup>(1)</sup> PP 105, f. 742 ; table assez étendue.

<sup>(2)</sup> En 1672, d'Hozier a pris aux archives de la Chambre des extraits de deux volumes de

*Cautions* (xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, à partir de 1400 ; fr. 32263, ff. 378-387). Gaignières a fait copier ces extraits (fr. 20684, pp. 655-814).



actes de cautions, commençant en janvier 1557 et finissant en avril 1605 » ;  
2° un « Registre des actes de cautions depuis 1607 jusqu'en 1685. »

Le ms. fr. 32781 de la Bibliothèque nationale est un « Registre de cautions... et présentations de comptes à la Chambre des comptes (1500-1515 et 1526) ».

*Intermédiats.* — Le Récolement de 1722 constate la présence de deux registres d'*Intermédiats* : 1633-1639 et 1645-1654. Menant n'a connu que le premier, « cotté 1 ».

Je ne sais trop ce qu'il faut penser d'un volume signalé par les Récolements parmi les Registres divers : « Un registre cotté A, et intitulé : *Plaidoyers de la Chambre*, depuis le 2 aoust 1403, et finissant le 14<sup>e</sup> aoust 1405 » ; car personne n'a jamais entendu parler d'une série des « *Plaidoyers de la Chambre* ». Mais, s'il a existé une pareille série, ce volume, en dépit de sa cote A, n'en était pas le tome I<sup>er</sup> : Gaignières a vu, en effet, dans un manuscrit, qui paraît perdu maintenant, de l'abbé Le Laboureur (t. XL, p. 816), un « extrait d'un Recueil des Plaidoieries de la Chambre des comptes de Paris commençant en novembre 1391 et finissant au 6 novembre 1392 »<sup>(1)</sup>.

## II

### LE REGISTRE *BEL* ET LA *REVOCATIO DONORUM*.

Il y avait, parmi les « registres divers » des archives de la Chambre, un registre nommé *Bel*. Des explications préliminaires sont indispensables pour faire comprendre le caractère et la portée des documents qui s'y trouvaient.

Le Domaine royal, immense, compliqué, enchevêtré, et dont les revenus étaient théoriquement la source principale ou normale des recettes de la Couronne, était au XIII<sup>e</sup> siècle, en France, administré avec soin. Mais, comme

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., fr. 20684, p. 897. — Cf., dans le Manuel de P. Amer (fr. 18988, f. 146 v<sup>e</sup>) : « Item en l'aumoire du bailliage de Mascon

en la Chambre aux procès des greffiers sera trouvé l'abregié du plaidoié de la cause d'entre le conte de Savoie et le procureur du Roy. »



toute grande fortune, il était continuellement menacé dans son intégrité ; il était exposé à des empiétements, à des soustractions, à des gaspillages de toutes sortes.

Pierre d'Auteuil, sénéchal de Carcassonne de 1254 à 1263, reçut un jour de Guillaume d'Aiguesvives, clerc du roi, une dénonciation contre un certain Guillaume de Fontaines, ancien baile de Servian (Hérault), qui, d'après le dénonciateur, détenait injustement, au préjudice du roi, divers biens, appartenant à la Couronne, qu'il avait achetés furtivement (*clam, sine omni preconizzazione et nunciacione*), avec la complicité d'un sénéchal, prédécesseur de Pierre d'Auteuil. Guillaume d'Aiguesvives demandait la rescision d'une vente viciée, à son avis, pour deux motifs : 1° parce qu'un fonctionnaire, tel qu'un baile, n'a pas le droit d'acquérir des biens domaniaux de son maître (*Adquisitio bajuli a domino facta inhumana est et injusta*) ; 2° parce que les biens en question valaient cinq fois plus que l'ex-baile ne les avait payés <sup>(1)</sup>.

Le 13 mai 1288, arrêt du Parlement « contre ceux qui, tenant dans la sénéchaussée de Beaucaire des terres en don du roi, usurpent au delà de ce qui leur appartient et refusent d'exhiber leur acte de donation, de peur de laisser constater leur fraude ; ils seront tenus de montrer leurs lettres ; et tout ce qui sera reconnu avoir été usurpé par eux sera restitué au roi » <sup>(2)</sup>.

Le 11 juillet 1311, Philippe le Bel mande au bailli d'Auvergne d'inviter Chetard de Revel, son administré, à venir à Paris pour y apporter un titre de 50 l. de rente qu'il prétend que le roi lui aurait concédé pour cause d'un échange à Revel : or il n'y a pas eu d'échange ; ordre de saisir les biens dudit Chetard pour indemniser le roi des arrérages qu'il a payés depuis longtemps <sup>(3)</sup>.

Voilà trois exemples. On en pourrait citer cent. De ces manières, et de bien d'autres, le Domaine serait allé en s'effritant sous la dent des rongeurs, si des précautions n'avaient pas été prises pour le défendre. La principale était, dès le xiii<sup>e</sup> siècle, l'envoi fréquent, sinon régulier, dans les bailliages et les sénéchaussées, de commissaires chargés de vérifier l'administration domaniale des agents locaux ; de constater les cas de négligence ou de concussion ; et d'y remédier. La plupart des commissions d'« enquêteurs-réformateurs »

<sup>(1)</sup> *Layettes du Trésor des chartes*, V, p. 244, n° 724. — <sup>(2)</sup> E. Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, I, n° 2650 A. — <sup>(3)</sup> *Essai de restitution*, p. 211. Cf. J 1026, n° 6.



contenaient un article au sujet des droits du roi, « recelés, usurpés, aliénés », que c'était le devoir des commissaires de rechercher et de rétablir — en punissant, par des amendes, les coupables — partout où ils passeraient. « Maître Alain de Lamballe, élu de Saint-Brieuc; enquérez-vous, sommairement et *de plano*, dans les parties de Toulouse et de Carcassonne, *de suppressiis, usurpacionibus, recelacionibus et occupacionibus jurium nostrorum*; faites replacer sous notre main tout ce qui en aura été indûment distrait. Les enquêtes pendantes à ce sujet par les soins de nos officiers, évoquez-les, terminez-les, jugez-les. Ceux qui auront composé avec vous, délivrez-leur des reçus provisoires, sous réserve de notre approbation. En cas de difficulté, écrivez-nous; et citez les intéressés par-devant nous aux termes accoutumés, *ad faciendum super hiis quod fuerit rationis* » (1<sup>er</sup> mai 1313) <sup>(1)</sup>.

On réussissait ainsi, à force de vigilance, à tenir tant bien que mal en respect les appétits d'innombrables petits parasites; mais le plus grand danger pour la fortune du prince, qui ne se distinguait pas bien de la fortune publique, c'était le prince lui-même, s'il était faible et généreux.

Tous les puissants de la terre vivent dans un cercle de mains tendues. Il y en a même qui s'y plaisent, comme ce chef d'État célèbre dont, lorsqu'il parlait d'un serviteur, la phrase : « C'est quelqu'un qui ne demande rien » passait pour la condamnation la plus définitive. La plupart cèdent et donnent, pour se débarrasser des importunités. Or, tel n'avait pas été Louis IX qui fut toujours, semble-t-il, libéral avec discrimination et mesure. Mais son fils Philippe III est le premier roi de France qui soit tombé publiquement sous l'influence d'un favori; et Philippe le Bel a subi toute sa vie, sans y résister, les assauts de quémandeurs dévorants.

Les archives personnelles de Pierre de la Broce, qui furent versées au Trésor des chartes lors de sa chute <sup>(2)</sup>, font connaître en grand détail les présents dont Philippe III avait accablé ce favori domestique. De même, le cartulaire privé d'Enguerran de Marigny <sup>(3)</sup> donne un aperçu très édifiant de l'assiduité avec laquelle ce parvenu exploita la condescendance de son maître.

<sup>(1)</sup> *Histoire générale de Languedoc*, X, c. 533.  
— Les lettres de ce genre qui ont été conservées pour la fin du XIII<sup>e</sup> et le commencement du XIV<sup>e</sup> siècle sont au nombre d'une centaine.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., J 726 à 730.

<sup>(3)</sup> Bibl. nat., lat. 9785 et 9786. Cf. P. Clément, *Trois drames historiques* (Paris, 1857), p. 313.



Les extraits qu'on en a autorisés à dire que les cartulaires des Bouville<sup>(1)</sup>, s'ils n'étaient perdus, offriraient des faits analogues. Quant aux Chambly<sup>(2)</sup>, l'ensemble des chartes aujourd'hui dispersées que Philippe III et Philippe IV leur ont accordées est si considérable, que le texte en fournirait aisément la matière de plusieurs volumes in-octavo; les registres du Trésor des chartes pour le temps de Philippe IV, entre autres collections, fourmillent de lettres qui les concernent, rédigées avec les plus grandes précautions, où l'on s'est efforcé de prévoir et de parer toutes les difficultés qui pourraient être soulevées par la suite au détriment des bénéficiaires<sup>(3)</sup>. Et ce ne sont là que les plus gros mangeurs : les Harcourt, les Trie, les Beaumont, les Machaut, les Coquatrix et bien d'autres prirent part à la curée, chacun suivant ses moyens.

Les choses avaient été si loin à cet égard, sous les successeurs immédiats de Louis IX, qu'il se manifesta, après la mort de Philippe le Bel, une réaction fort vive. Elle se traduisit non seulement par la disgrâce personnelle de quelques-uns des enrichis et par des procès romanesques, à la manière du temps, qui leur furent intentés<sup>(4)</sup>, mais, d'assez bonne heure, par des essais de réglementation pour prévenir, autant que possible, le renouvellement des abus<sup>(5)</sup>.

<sup>(1)</sup> Voir *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, XL (1913), p. 154 et suiv. — Autres extraits des cartulaires de Bouville dans *Bibl. nat.*, fr. 28 400.

<sup>(2)</sup> Sur cette famille, voir M. Boudet, *Eustache de Beaumarchais* (Aurillac, 1901), p. 144 et suiv.; et surtout J. Depoin, *La maison de Chambly sous les Capétiens directs*, dans *Comité des travaux historiques. Bulletin historique et philologique*, 1915, pp. 117-162.

<sup>(3)</sup> Exemple : Philippe le Bel reconnaît, en juin 1308, à Pierre de Chambly le droit de posséder librement à jamais les biens acquis par lui du roi par échange, dont la valeur aurait augmenté; et aussi les biens en dépendant qui peuvent ne pas avoir été, par omission, mentionnés dans les actes d'échange (*Arch. nat.*, JJ 41, f. 72, n° 119; cf. JJ 44, f. 89, n° 141). Les Chambly avaient aussi pris

soin de faire indemniser les tiers lésés par leurs échanges avec le roi (J 774, n° 5).

Il sera question plus loin (p. 144) des précautions prises, sous Philippe V, par un des favoris de ce prince, Henri de Sully.

<sup>(4)</sup> Ce n'est pas ici le lieu de raconter les malheurs personnels d'Enguerran de Marigny, de Raoul de Presles, etc. Notons seulement que non seulement les bénéficiaires des libéralités de Philippe le Bel, mais les ordonnateurs même de ces libéralités, qui les avaient assignées par son ordre, furent un moment inquiétés, puisque Philippe V les mit hors de cause (Appendice II, n° 977).

<sup>(5)</sup> M. Borrelli de Serres, dans ses *Recherches...* (II, p. 300), a écrit : « En 1317, la liste des rentes constituées par Philippe le Bel et Louis X a été remise à Philippe V. » Ce serait le premier indice du mouvement que nous



La plus ancienne ordonnance où se dessine un essai de réglementation en matière de dons faits aux dépens du Domaine royal est celle qui est datée de Pontoise, 18 juillet 1318<sup>(1)</sup>. Les dispositions en sont bien connues. Les grâces, et notamment les dons, ne s'accorderont plus désormais qu'après examen « en grand Conseil » (art. 1). Si le roi veut donner des terres à héritage ou à vie — et il ne le fera qu'à bon escient, « par raison » — il ne se dessaisira ainsi que des terres qui lui sont échues nouvellement par forfaiture : sénéchaux et baillis signifieront aux gens des Comptes la valeur des forfeitures de leurs circonscriptions, dans le mois où elles seront échues, et ils en enverront le plus tôt possible un inventaire dressé avec l'aide de deux prud'hommes locaux, et scellé par ceux qui l'auront fait (art. 15). D'autre part, les rentes à héritage, à vie et à volonté, et les gages assignés sur le Trésor, les bailliages, les prévôtés, les sénéchaussées, ou en l'hôtel du roi, ne seront plus échangés contre des terres ou assignés sur le revenu de terres (art. 16)<sup>(2)</sup>. Les assignations de terres qui seront faites désormais seront rapportées et enregistrées en la Chambre des comptes, avant que les bénéficiaires en soient ensaisinés (art. 17). Le procédé d'estimation grossier d'après la moyenne du revenu des cinq dernières années est proscrit (art. 18). Enfin la coutume s'était établie que les héritiers des personnes qui avaient obtenu du roi, pour leurs bons services, des « dons », c'est-à-dire des pensions à vie ou à volonté, en sollicitassent la continuation à leur profit quand les titulaires mouraient, « comme si c'étaient des bénéfices ». « *Ainsi tiex gages ne peuvent mourir.* » Les concessions de ce genre qui ont été accordées par le passé sont annulées ; et il n'y en aura plus à l'avenir. Le roi n'ose pas espérer que, malgré la volonté qu'il exprime présentement, de telles lettres de survivance

allons étudier. Mais l'auteur ne se réfère, à l'appui de cette affirmation, qu'à de mauvaises copies (Fontanieu, 804, f. 158; de Camps, 83, f. 100) d'analyses du Livre Rouge.

<sup>(1)</sup> Cette ordonnance figure dans la plupart des premiers Mémoires (Essai de restitution, n° 393, 638).

<sup>(2)</sup> Dans l'édition des *Ordonnances du Louvre* (I, 659), on lit, à la suite de cet article : « *Sic correcta fuit mense septembri cccxx per dominum Solidei, ut est in Libro rubeo.* » Cette note

marginale se trouvait dans un des Mémoires *Croix, Pater, Noster* ou A (l'édition des *Ordonnances* ne dit pas dans lequel). Elle est énigmatique, car il n'y avait certainement rien de pareil dans le Livre Rouge proprement dit, où l'ordonnance de juillet 1318 ne figurait pas ; et nous n'avons pas connaissance d'un autre « Livre Rouge » où elle figurât. — *Dominus Solidei* (lisez : *Soliaci*) doit s'entendre, bien entendu, du sire de Sully, « souverain » de la Chambre des comptes au temps de Philippe V.



ne seront plus jamais « commandées » en cour, mais il ordonne que celles qui seraient désormais commandées ne passent pas au scel ni à la Chambre des comptes (art. 41). Si le chancelier scelle, par erreur, des lettres contraires en quoi que ce soit aux prescriptions qui précèdent, la Chambre les retiendra (art. 21).

Cependant les hommes de l'entourage du feu roi Philippe qui avaient profité naguère de son excessive facilité et de l'absence de toute règle tutélaire du Domaine resteraient-ils en paisible possession? C'était d'autant moins probable qu'on peut bien croire que les promoteurs de la législation nouvelle avaient été animés moins par le zèle tout pur de l'intérêt du roi que par la haine et l'envie. Sans doute le plus scandaleux et le plus provocant des favoris de l'avant-dernier règne, Marigny, avait déjà été exécuté et complètement dépouillé, sous Louis X; mais les autres? Il y en avait de plus obscurs, presque aussi détestés, qui se terraient. Voici le coup qui leur fut porté de Notre-Dame-la-Royale près Pontoise, le 29 juillet 1318, quelques jours après l'Ordonnance.

Ce jour-là, le roi fit expédier aux baillis des lettres où il se disait obligé d'avouer que, depuis le temps de saint Louis, des choses s'étaient passées qui n'auraient pas dû avoir lieu :

« Il ne puet estre teu ne celé que nos tres chiers seigneurs pere et frere, ou temps qu'il regnerent, par maintes guises et par maintes manieres, aient fait dons tres granz et oultre mesure, et plusieurs autres contraus, comme d'achas fais sus nostre Tresor, et ailleurs sur nos revenus, des eschanges, permutations et autres decevables, a plusieurs qui lors estoient leurs serviteurs, et a autres qui devoient estre leurs feaus, de terres, rentes, chasteaus, villes, bois, possessions et domaines, et de pluseurs autres choses, en grand grief et prejudice de nous et de nos royaumes, cuidans faire lesdiz dons en bone foy, es quieux il ont esté deceuz, tant par ceus aus quels lesdiz dons estoient faiz comme par autres. Liqueul don n'ont pas esté faiz, si comme chascuns le peut sçavoir, a personnes asqueles tels dons afferissent, mais a gens qui en plusieurs autres manieres ont grevé et exploité leur droiturier seigneur, les devant diz nos chiers seigneurs, en prenant de euls, par manieres subtiles et cauteleuses, dons de deniers, de joyaux, de vivres et d'autres biens meubles, dont li sujet du royaume de France sont moult grevé et apovri en pluseurs parties, dont c'est peschié et damaiges...<sup>(1)</sup>. »

<sup>(1)</sup> *Ordonnances*, I, 665; Brussel, *Usage des fiefs*, pr., p. LXXXI; *Essai de restitution*, n° 650. — Collationné sur JJ 55, f. 36 v°.



Non seulement l'importunité de ces gens avait arraché aux rois Philippe le Bel et Louis X <sup>(1)</sup> des dons excessifs, mais ils s'étaient arrangés pour les faire asseoir sur des domaines fonciers qui valaient beaucoup plus par an que le montant de la rente accordée, par des fraudes évidentes. En conséquence, le roi, assisté de « ceux de son lignage », des prélats, barons et autres de son Conseil, ordonne, après grande délibération, de saisir tous les dons faits par ses prédécesseurs, même s'ils ont été transportés à des tiers par vente, échange ou autrement, « jusques a tant que chascun ayt monstre son titre ». Les titres seront par la suite examinés « sommairement, et de plain, et en bonne foy, sans escrit et figure de jugement ».

Ces mesures sont générales ; mais le roi ne laisse pas de spécifier qu'elles s'appliquent particulièrement aux personnages suivants : Pierre de Chambly, Hugues de Bouville, « toute la lignée des Machaus », Guillaume Flotte, les hoirs de Guillaume de Nogaret et de Guillaume de Plaisians, Hugues d'Augeron <sup>(2)</sup>, les héritiers d'Oudart de Chambly et les enfants de la dame de Néaufles. La lettre finit par l'invitation au bailli destinataire d'envoyer à la Cour, « par inventaire », tout ce qu'il aura pris, saisi et placé sous la main du roi.

Le 25 août, Simon de Billy, bailli de Senlis, dans la circonscription de qui se trouvaient beaucoup de biens des Chambly à placer sous séquestre, adressa un vidimus de ces lettres à « mestre Jehan des Caurriaus, Philippe de Pont et Guiart de Montleheri », en leur mandant de les mettre à exécution de point en point « par tous les lieux de la baillie de Senlis et dou ressort d'icelle ». « Et ce que fait en aurez, nous rescrivez sous vou seaus <sup>(3)</sup>. »

Entre temps, le roi donnait (13 août) pleins pouvoirs à l'évêque de Laon et au comte de Forez pour enquêter en Languedoc « de nostris juribus, possessionibus, jurisdictionibus, rebus et bonis quibuscumque alienatis,

<sup>(1)</sup> On ne remonte pas au delà de Philippe le Bel, mais on profite de l'occasion pour mettre aussi en question les libéralités de Louis X.

<sup>(2)</sup> Éd. : d'Angers. — Le nom de ce personnage est indifféremment écrit, dans les documents originaux, « Angeran » ou « Augeron ». Il avait été un des exécuteurs testamentaires de

Philippe le Bel ; Louis X lui avait donné en récompense de services rendus « pendant notre enfance » la maison de La Salle, près Bourges, avec 500 l. t. de rente à prendre aux environs (Arch. nat., J 396, n° 17) et le titre de chambellan. Voir en outre Borrelli de Serres, *op. cit.*, III, p. 65.

<sup>(3)</sup> JJ 55, f. 37.



concelatis vel occupatis in nostrum prejudicium; de privilegiis etiam, cartis et instrumentis quibuslibet villis, locis aut personis, tam religiosis quam aliis, hactenus concessis sive a nobis, sive a predecessoribus nostris aut aliis eorum nomine...<sup>(1)</sup> ». Le 23 décembre, ordre aux sénéchaux du Midi de dresser secrètement l'état des terres domaniales de leurs circonscriptions<sup>(2)</sup>.

Un an se passa après l'ordonnance, pendant lequel il y eut sans doute des enquêtes, des mises sous séquestre, et aussi de vifs efforts des intéressés pour se tirer d'affaire, qui ne restèrent pas tous sans résultat. C'est ce qui paraît résulter d'une lettre de Philippe le Long au bailli de Rouen, datée de Vincennes, 18 juin 1319. Le roi dit là qu'il a fait mettre naguère sous sa main des dons faits au temps de son père et de son frère; mais que, ensuite, il a « octroyé a aucunes personnes tenans les dons dessusdiz que, jusques a la somme et valeur d'iceux, pour ce que l'on disoit que justement avoient esté fais, et loyaument et raisonnablement assis, delivrance par nostre main leur fust faite ». On a donc dû restituer aux donataires ce qui leur avait été correctement assigné, et retenir seulement le reste. Or le roi désire savoir ce que le bailli a fait à ce sujet. C'est pourquoi il lui ordonne de se rendre sans délai par devant les gens des Comptes, pour s'en expliquer. Mais il n'est pas bien sûr que par lui-même, ou par lesdites gens des Comptes, n'aient pas été donnés depuis un an, à ce propos, des ordres dont il ne se souvient plus :

« Et se par aventure tu aies fait autre delivrance ou autrement ordonné que dessus est dit, par mandement ou lettre de nous, ou de noz genz, que tu eusses eues sus ce, si les apporte avec toy, pour veoir et savoir la maniere et la cause pourquoy, et de combien, et de quiez choses, ny a quix personnes tu aroies ce fait, afin que, se mestier estoit, bon adressement y fust mis, comme il ne nous recorde pas que, de nostre entente et conscience, autre delivrance ait esté faite que dessus est dit<sup>(3)</sup>. »

On ne se lassait pas, en même temps, de remanier les règles posées, pour l'avenir, dans l'ordonnance de Pontoise. L'ordonnance du Vivier-en-Brie touchant la Chambre des comptes (faite vers l'Épiphanie 1320, publiée à la

<sup>(1)</sup> *Histoire générale de Languedoc*, X, pr., col. 589.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, col. 597.

<sup>(3)</sup> Cette pièce était dans le *Mémorial A*,

f. 115. Elle est imprimée dans le *Recueil de Gosset* (Arch. nat., AD IX 386; AD IX 100, n° 118; etc.).



Chambre par le sire de Sully en avril de la même année) contient quelques prescriptions nouvelles. Le roi veut que les baillis et les sénéchaux envoient régulièrement à la Chambre, par écrit, la nomenclature des forfaitures, quints deniers, rachats, etc., de leurs circonscriptions; mais ce n'est pas pour savoir ainsi, avec précision, ce dont il peut disposer pour donner autour de lui; car, par une disposition nettement contradictoire à celle qui avait été édictée à Pontoise dix-huit mois auparavant, il s'interdit de faire désormais des cadeaux aux dépens de ces ressources: « Nous ne donnerons amendes, forfaitures, quints deniers ou rachats à personne quelles qu'il soient, pour eus guerredonner ne pour autre cause. » Une seule exception est prévue: si le roi est tenu envers quelqu'un qui soit tenu de son côté envers la Couronne, personnellement ou par son lignage, d'amende, de forfaiture, etc., la compensation pourra être opérée en tout ou en partie (art. 21)<sup>(1)</sup>.

Mais on était décidé surtout à ne pas perdre de vue la liquidation du passé. Les donataires de Philippe le Bel et de Louis X n'étaient pas au bout de leurs peines. Les Chambly d'abord, ceux de Néaufles, ceux de Viarmes et de Gandelu, tourmentés, à la même époque, par de grands procès de succession, virent scruter de nouveau au cours de l'année 1320, de la manière la plus pénible, l'histoire des acquisitions anciennes et récentes de leurs maisons. Un arrêt solennel, prononcé en Parlement, du 24 février 1321, résume visiblement des enquêtes approfondies à ce sujet<sup>(2)</sup>:

« Saichent tuit que nous, dès ce que nous venismes au gouvernement du Royaume, avons moult désiré de mettre et de maintenir nostre royaume en bon estat, et le refformer en ce que il aura mestier de reformacion; et avons consideré que es temps passez plu-

<sup>(1)</sup> *Ordonnances*, I, p. 705.

<sup>(2)</sup> Il y a une expédition originale de cet arrêt (sur le repli: *per arrestum Curie*): Bibl. nat., nouv. acq. fr. 21154, n° 6; les copies du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup> siècle sont innombrables (fr. 16647, f. 67; fr. 18551, f. 41; Coll. Dupuy, t. IV, f. 53, etc.), car il s'en trouve dans tous les recueils de cette époque sur les droits du roi. Brussel a publié cette pièce (*Usage des fiefs*, pr., p. LXXXIII), d'après la copie qui figurait au commencement du registre *Bel*.

Une enquête originale sur la formation des

domaines de la maison de Chambly (British Museum, Add. Charters, n° 25815) est à rapprocher de cet arrêt. Elle est datée de «circa 1317-1323» dans le catalogue du Musée. — Observons en passant que cette pièce du British Museum semble devoir être distinguée de celle qui figurait dans la Collection du baron de Joursanvault (*Catalogue...*, I, n° 3504): «Long rôle contenant le compte rendu au roi par les commissaires chargés d'informer des héritages et possessions qui furent à mons. Pierre de Chambly l'ancien.»



sieurs choses des domaines du royaume ont esté transportées en diverses personnes sous couleur... especialment de dons et eschanges; et grant quantité en a esté transportée en personnes qui estoient près du seigneur, de laquelle prouchaineté il leur venoit moult de prouffit, pourquoy ilz estoient plus tenuz de lui garder, et son honneur, et ses droiz, et plus se mesfaisoient si ilz faisoient au contraire... Et nous, qui regardons que plus raisonnable chose soit que tiex domaines qui ainsi ont esté transportez fussent arriere remis es domaynes du royaume que il demourassent a celles personnes ou a leur hoirs; et a ce nous doit mouvoir conscience, car nous, qui n'avons mie seulement a garder et gouverner nostre royaume, ains sommes et devons estre deffenseur et protecteur de la Foy catholique, pourrons miex, et miex pourront aussi nos successeurs, sans grever nos sujets, faire les choses dessus dites en retenant et gardant les domaynes du royaume et en remettant arriere ceus qui mal ont esté alienez ou transportez... Et sur ce avons eu bon et grand conseil de saiges hommes, bons usaigiers et coustumiers, de bons clerks en droit canon et civil, et de maistres en divinité. Et pour ce nous feismes aprouchier japieça aucuns de telle maniere de gens, especialment les hoirs feu Pierre le Hideus dit de Chamblis que l'on appeloit le Preudhomme, et les hoirs feu Pierre le Cras, son filz, lesquels tiennent moult des choses desdits demainnes, et leur fut donné terme suffisant a monstrier leur lettres et a dire leur causes et leur tiltres; et depuis que ilz eurent leur lettres monstrees, et nostre Conseil a ce deputé les eust veues et examiné leur fait, nous, en nostre personne estant en nostre parlement, lesdiz hoirs aussi presens... considerant toutes choses... tant sur l'estat qu'ilz avoient quant ilz vindrent premierement au service du seigneur comme sur l'estat qu'ilz ont maintenant..., et en considerant especialment la teneur de leur lettres et les fraudes et les decepcions qui y sont trouvées evidemment... avons fait dire par arrest de nostre Court qu'il se treuve que Pierre le Hideus dessus dit eust des domaines du royaume, et les tiennent ses hoirs, les choses qui s'ensuivent. »

Ils ont le château de Livry et ses appartenances; Chambly et ses appartenances; la terre de Quatremares et ses appartenances, avec plusieurs droits et usages. Pierre le Hideus acheta, il est vrai, le chastel de Néaufles à un nommé La Truye; mais il le fit reconstruire comme on le voit maintenant avec de l'argent du roi : plus de cinquante mille livres, et il en arrondit la seigneurie aux dépens du Domaine. Il faut ajouter Routot, le minage d'Andely, Cany et Caniel, Aunay et Corberon avec tous droits et appartenances; les droits que les maréchaux de France avaient, à raison de leur office, à Bourges, à Orléans, à Étampes, etc.; les moulins du pont d'Orléans, et les avoines et autres choses dues pour cause de barnage en plusieurs endroits : les « avoines d'Orlenois », entre autres, sont dues dans plus de cent vingt villages; la tour et le manoir de Chambay, et les paroisses voisines; Luzarches, Coye, que



les Chambly ont eu par échange avec la dame de Beaumont . . . Il est décidé que tout cela sera restitué au Domaine. Quant aux héritiers du « Prudhomme » (Pierre V, † 1310) et de Pierre le Gras (Pierre VI, † 1309) :

. . . nous leur reservons tel droit comme ilz povoient avoir ou temps de l'eschange, es choses qu'ilz baillèrent en eschange, et les remectons quant a celles choses en l'estat ouquel ilz estoient ou temps de l'eschange . . .

Et est nostre entente et feismes dire que ainsi entendons nous a faire de tous autres qui seroient trouvés en tel cas, ou en semblable, selon ce que a chascun appartendra.

Ces derniers mots n'étaient pas une menace en l'air. Car, le compte des Chambly réglé, ou provisoirement réglé, on revint, en mars 1321, avec plus d'ampleur et d'emphase que jamais, sur les abus commis naguère au profit d'autres serviteurs des derniers rois. La circulaire aux baillis et sénéchaux qui fut publiée le 10 mars 1321, en plein Parlement (avec l'arrêt contre les Chambly), doit même être considérée comme la pièce capitale du dossier.

Il fut ordonné par cette circulaire, dont on trouvera le texte en note <sup>(1)</sup>,

<sup>(1)</sup> Le texte qui suit a été établi d'après les *vidimus* de la circulaire donnés, suivant l'usage du temps, en tête de leurs réponses, par les baillis d'Orléans (Arch. nat., J 1025, n° 8) et de Gisors (J 976, n° 8) :

Ph., etc., baillivo Aurelianensi... — Inter ceteras sollicitudinis nostre curas illa plurimum nostrum excitat animum, et a die qua primo regni gubernacula suscepimus jugiter excitavit, ut nostris temporibus regni nostri status, perquisitis licitis et honestis viis et opportunis remediis prosperetur, quodque per nostre provisionis studium, si qua forsane reformatione indigeant, congrue valeant reformari. Cum itaque multa de domaniis, feodis, jurisdictionibus, juribus et bonis dicti regni tam inclite recordationis carissimorum genitoris et germani nostrorum quam nostro temporibus, nedum in ipsius regni notabilem lesionem, sed etiam in subditorum gravamen, scilicet donationis, escambii et titulorum aliorum variis coloribus familiarium domesticorum regis aliorumque plurium

calliditatis astuciis et fraudibus male alienata fuerint, et etiam in familiares et domesticos regios personasque alias hereditarie transportata, Nos, attendentes esse convenientius quod alienata hujusmodi ad dicta regni jura et domania reducantur quam si penes personas hujusmodi in quas male transportata reperientur remaneant, ad revocationem hujusmodi, habita nostri consilii deliberatione plenaria, contra nonnullas personas jam processimus, idem facturi contra quascumque personas alias in quas aliqua de predictis dictis temporibus male alienata reperiri continget. Propter quod in nostro presenti Parisiensi parlamento publice edici fecimus et injungi quod quicumque de ipsis regni domaniis, feodis, jurisdictionibus vel bonis quibuscumque causis vel occasionibus quicumque tenent, quod videlicet in eos vel in illos a quibus causam habent dictis temporibus fuerit hereditarie transportatum, citra instans festum Penthecostes dilectis et fidelibus P. Attrebatensi electo confirmato, P. abbati Sancti Germani de Pratis Parisiensis, J. comiti Foresii et Guillelmo Cour-



que quiconque tiendrait quoi que ce soit, à un titre quelconque, des anciens domaines, fiefs, juridictions ou biens du roi, serait prié d'apporter ses titres à la Chambre des comptes, à Paris, avant le lundi suivant la prochaine quinzaine de Pâques, ou, pour les provinces lointaines du Languedoc, avant la Pentecôte au plus tard, sous peine de saisie par provision et de confiscation éventuelle. Les titres produits seraient examinés, à la Chambre, par une Commission spéciale composée de quatre personnages : Pierre [de Chappes], évêque élu et confirmé d'Arras<sup>(1)</sup>; P., abbé de Saint-Germain-des-Prés<sup>(2)</sup>; Jean, comte de Forez<sup>(3)</sup>; et Guillaume Courteheuse, chevalier<sup>(4)</sup>, conseillers

teheuse, militi, consiliariis nostris, quos circa id deputavimus, in nostra Camera Compotorum deferant, exhibeant et pretendant litteras, munimenta et omnia quas super hiis habent et quibus voluerint se juvare et negotio opus erit. Dictum autem terminum Penthecostes prefiximus et intelligimus prefixisse quantum ad illos qui remotis videlicet in Occitana lingua degunt, ne alias nimia artatione videntur gravari, ipsum tamen ad vestros subditos quia satis sunt vicini extendi nolumus, sed eis ad id diem lune post instantem quindenam Pasche duximus prefigendum, mandantes vobis quatinus in assisiis et aliis locis vestris de quibus expedierit faciatis edici, injungi et publice proclamari quod quicumque quicquid hereditarie tenent de ipsis domaniis, feodis, jurisdictionibus, juribus vel bonis aliquibus, ex translatione facta in eos vel in illos a quibus causam habent dictis temporibus predictorum donacionis, escambii et quorumlibet aliorum titulorum coloribus, occasionibus sive causis, litteras, munimenta et omnia quibus super hiis juvare se volent et opus erit negotio prefatis deputatis in Camera Compotorum deferant, exhibeant et pretendant citra hujusmodi diem lune, ut, eis visis, per deputatos eosdem deliberari et ordinari valeat quod videbitur expedire, cum intimacione quod nisi infra dictam diem lune litteras, munimenta et omnia quibus circa id se juvare voluerint et tueri exhibuerint, nos extunc ad ponendum predicta ad manum nostram ulterius procedemus aut faciemus procedi prout ratio suadebit; vosque nichilominus interim per registra vestre baillivie et alias ut melius poteritis de domaniis ipsis et de alienatis

ab eis, modo et forma alienationis et alienatorum totali valore personisque in quos translata fuerint secreta et summarie informetis, informationem ipsam deputatis ipsis ad dictam diem lune vel citra mittentes sub vestro clausam sigillo, prefatos deputatos de hiis que feceritis in premissis ad diem lune certificantes predictum. Regni autem domania intendimus, nedum ea que ab antiquo sed que ex forefacturis commissis vel quibuscumque causis aliis obvenerant, et translationis tempore in domaniis ipsis erant. In premissis duo nolumus comprehendere ea que de predictis domaniis, feodis, jurisdictionibus, juribus sive bonis, in ecclesias nostra vel dictorum dominorum genitoris et germani nostrorum fuerunt largitione et pia devotione translata. — Datum Parisius, die x<sup>a</sup> martii anno Domini m<sup>o</sup> ccc<sup>o</sup> xx<sup>o</sup>.

<sup>(1)</sup> Pierre de Chappes venait d'être déchargé des fonctions de chancelier.

<sup>(2)</sup> Pierre de Courpalay (*Gallia christiana*, VII, c. 457); cf. Denifle et Chatelain, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, II, p. 219, note 4.

<sup>(3)</sup> Voir, sur ce personnage qui revenait d'accomplir une grande tournée d'enquêteur-réformateur en Languedoc, les tomes IX et X de l'*Histoire générale de Languedoc*, à la table.

<sup>(4)</sup> Guillaume Courteheuse, bailli dès 1304, maître de la Chambre des comptes en 1320, employé depuis dans plusieurs grandes commissions.



du roi. Les baillis et les sénéchaux furent chargés de faire publier cet avis, et, en outre, de dresser eux-mêmes, d'après les registres de leurs archives et par tous les moyens (enquête secrète, etc.), la nomenclature des aliénations du Domaine récemment consenties dans leurs circonscriptions, avec la valeur des choses aliénées et les noms des bénéficiaires. Ces renseignements devaient être fournis à la Commission aux dates assignées pour la production des titres, sous le sceau des fonctionnaires. Mais que fallait-il entendre, en cette affaire, par « domaines » ? Tout ; non seulement les anciens domaines de la Couronne, mais encore les forfeitures récentes ; tout, sous cette seule réserve que l'on ne ferait pas entrer dans le cercle de l'enquête les biens concédés aux églises avec des intentions pieuses.

Il est clair que, si la circulaire du 10 mars fut mise à exécution, les quatre commissaires se trouvèrent en présence, aux mois de mai et juin au plus tard, d'une immense quantité d'écritures à dépouiller : 1° les rapports des baillis et sénéchaux sur les aliénations faites depuis un certain temps dans leurs circonscriptions ; 2° les titres produits par les détenteurs de biens domaniaux. Rapports et titres affluèrent en effet, cela n'est pas douteux ; on a encore des débris de l'énorme courrier qui fut apporté à la Chambre.

RAPPORTS. — Au reçu de la circulaire, plus d'un bailli fut assez embarrassé, comme Simon de Billy, déjà nommé, qui venait justement d'être transféré du bailliage de Senlis dans celui d'Orléans. Simon de Billy écrit aux commissaires, le 1<sup>er</sup> mai, qu'il a bien reçu l'ordonnance et qu'il en a fait crier le texte dans les lieux accoutumés et aux assises du bailliage. Mais il n'a, dit-il, que très peu de renseignements à fournir, parce que les registres de ses archives ne remontent qu'à l'année précédente, celle de son entrée en charge. Les registres plus anciens, son prédécesseur, qui est maintenant bailli de Troyes et de Meaux, les a emportés en s'en allant. Il les lui a réclamés, ou du moins une copie ; mais voici la réponse qu'il a reçue :

A noble homme et sage messire Simon de Billy, chevalier, bailli d'Orliens, Simons de Montegny, bailli de Troyes et de Miaux, salut et bonne amour.

Chiers amis, vous m'avez escrit par voz lettres pendenz que je vous envoiasse la copie de mes comptes et de mes registres pour vous aviser des domainnes le roi estrangiés et mis hors de la baillie d'Orliens ; savoir vous faiz que je n'é pas mes comptes ne mes



registres avec moy, ainçois sont a Paris en meison en une huche, si comme Bardilly <sup>(1)</sup> scet. Si ne vous en puis pas maintenant envoyer copie, car je ne puis pas si tost aler a Paris pour certainnes besongnes qui commises nous sont, si comme vous povez savoir. Mais, si tost comme je y pourré aler, je en ferai volontiers traire les domainnes au miex que je pourré et les vous envoieeré. Nostre Sire soit garde de vous.

Escript a Provins, le mercredi aprez Quasimodo <sup>(2)</sup>.

### Le bailli de Gisors répondit <sup>(3)</sup> :

Aprise faite l'an ccc vingt et un, du mandement du roy nostre sire fait a son bailli de Gisors par ses patentes lettres dont la teneur ensieut... <sup>(4)</sup>.

Par la vertu desqueles letres informacion secreta a esté faite en la manere que contenu est es dictes lettres par pluseurs bonnes gens jurés et exhaminés sur ce au miex que l'en puet. Et n'a le bailli nul registres ne roulles de quoy il se puist des choses dessus dites de riens aviser ne escrire, quer son predecesseur ne l'en a nul baillé. Et l'en pourroit peu avoir cognoissance des choses dessus dites par une secrepte, quer les permutacions, asiettes et eschanges ont esté faites par pluseurs juges, par pluseurs commissaires et par pluseurs parties, ne l'en ne le porroit savoir se pluseurs des bonnes gens du pais n'i estoient apelé.

Nous avons encore, en original, les rapports plus ou moins détaillés — tous les baillis n'étaient pas également consciencieux — des baillis de Vitry <sup>(5)</sup>,

<sup>(1)</sup> Jean de Bardilly, bien connu comme receveur d'Orléans à cette époque. Voir, sur ce personnage, *Historiens de la France*, XXIV, p. 48\*, note 14; et cf. Appendice II, n° 991.

<sup>(2)</sup> 29 avril 1321. — Le sans-gêne de Simon de Montigny montre assez que les archives administratives des bailliages n'étaient pas partout bien tenues. Pas de registres, non plus à Gisors, comme on va le voir. — En 1326, le Parlement ordonna que le bailli d'Orléans ferait extraire certaine sentence « des registres de son prédécesseur » (*Actes du Parlement*, n° 7820); étaient-ils encore là? Peut-être les registres judiciaires étaient-ils plus respectés que les registres administratifs. — Dans les sénéchaussées du Midi, les archives de tout genre étaient en meilleur état (E. Martin-Chabot, *Les archives de la Cour des comptes, aides et*

*finances de Montpellier*. Paris, 1907. Introduction).

<sup>(3)</sup> Arch. nat., J 976, n° 8.

<sup>(4)</sup> Suit le texte de la circulaire précitée (p. 112, note 1).

<sup>(5)</sup> Arch. nat., J 759, n° 1 (anc. J 207). Cette pièce a été publiée par A. Longnon, *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie*, t. II, p. 517. L'éditeur l'a datée de « 1321 environ ». Comme tous les documents du même genre (dont M. Longnon n'a pas eu connaissance), elle est du printemps de 1321. — Le bailli de Vitry fournit la liste des dons, échanges et aliénations à héritage relevés dans sa circonscription, prévôté par prévôté, sous Philippe le Bel, Louis X et le roi Philippe qui règne maintenant. Ce rapport est très soigné.



de Senlis <sup>(1)</sup> et de Touraine <sup>(2)</sup>. Ceux de Chaumont et de Troyes <sup>(3)</sup>, dont il sera question plus loin, n'ont été rédigés qu'après la mort de Philippe V.

En tout sept rapports. Le reste est perdu <sup>(4)</sup>.

**TITRES.** — C'est par centaines, et même par milliers, que les détenteurs des biens domaniaux exhibèrent ou firent exhiber par leurs procureurs à la Commission leurs titres d'acquisition. Pour plus de clarté et de commodité, avant de les examiner, les commissaires en firent faire des analyses descriptives, en français, par des clercs à leurs ordres; ces analyses furent ensuite reportées sur des rouleaux de parchemin; on prit soin, en général, de placer la suite les uns des autres tous les actes concernant des biens situés dans la même circonscription. Les analyses, très développées et qui comportent presque toujours l'indication complète des dispositions de l'acte, de sa date et des mentions de chancellerie sur le repli, sont ordinairement précédées de la formule : « *Item, l'an a monstré (ou bien l'an monstre) une lettre du roy. . .* »

Comment ces détails sont-ils connus? Parce que le hasard a conservé une partie des rouleaux qui furent alors exécutés de la sorte. Mais dans quel état

<sup>(1)</sup> L'original du rapport très long et très soigné de Jean Blondel, bailli de Senlis, est venu échouer au Cabinet des Titres (Bibl. nat., fr. 26961, en tête du dossier 10674) : « Information faite par Jehan Blondel, baillif de Senlis, par le commandement du roy nostre sire, fait a lui par ses lettres, tant par les registres de ladite baillie comme en autre maniere, de tout le domaine dou roy nostre seigneur de la dite baillie qui est mis hors et estrangié de sa main et transporté es personnes ci-après nommées, tant dou temps le roy Philippe, que Diex absoille, comme dou temps le roy Loys, dont Diex ait l'ame, et le roy nosires qui orés est, soit par dons, par eschanges, par achaz ou en autre maniere. » — M. L. Delisle, qui a signalé cette pièce (*Historiens de la France*, XXIV, p. 66\*), dit à tort que l'enquête de Jehan Blondel avait été provoquée par l'ordonnance de 1318.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., J 746, n° 4 : « Informatio

baillivi Turonensis super domaniis regni generalis. » M. Borrelli de Serres (*Recherches. . .*, t. II, p. 89, note 3) a visé cette pièce, d'une manière qui montre qu'il n'en a pas reconnu le caractère, comme « une liste des vassaux tenant fief du roi » dans la circonscription. Les rubriques sont pourtant claires : « Ce sont les rentes qui sont parties des domaines le Roy du bailliage de Touraine. . . Ce sont ceux qui tiennent les domainnes du Roy en la baillie de Touraine par don et par eschange. »

<sup>(3)</sup> Arch. nat., J 976, n° 19 : « Ce sont les choses alienées des demoignes dou royaume en la baillie de Chaumont. . . » A. Longnon n'a pas connu cette pièce, qu'il aurait sans doute publiée.

Le rapport du bailli de Troyes est aussi aux Arch. nat., J 976, n° 21; il manque de même dans le recueil de Longnon.

<sup>(4)</sup> Quelques fonctionnaires, tout à fait négligents, n'avaient rien envoyé; Charles IV s'en est plaint en avril 1322 (*Ordonnances*, I, 762).



nous sont-ils parvenus ! Par fragments et dans un désordre qui les a, jusqu'à présent, rendus inintelligibles. Essayons d'établir l'identité de ceux qui, à notre connaissance, existent encore, et d'en rétablir la suite.

## PRÉVÔTÉ DE PARIS.

On a conservé le rouleau relatif à la prévôté de Paris, précédé d'une rubrique qui montre qu'il était le premier de tous les rouleaux, puisqu'elle s'applique à l'ensemble : *Ce est la substance abregie de plusieurs vidimus de plusieurs lettres seelees de seaus au Roys de France.*

Arch. nat., J 1031, n° 26.

Une note, au dos de ce premier rouleau, indique la date où le Conseil avait pris connaissance des lettres qui y sont mentionnées : *Ces lettres sont rapportez et veeues par le Conseil le lundi devant l'Ascension* <sup>(1)</sup>, *presens messigneurs de Nevers* <sup>(2)</sup>, *de Saint Germain et de Forez.*

Une autre note, également au dos, donne le nom du rapporteur : *Rapporté par mestre Gervaise.* C'est Gervais de Pont-Arcy (voir plus loin, p. 143, et la note).

## BAILLIAGES.

*Amiens.* — Fragment du rouleau du bailliage d'Amiens (9 lettres analysées).

Bibl. de l'Institut. Collection Godefroy, CXXXVII, n° 2, f. 226.

*Vermandois.* — *Inc.* : « Item, l'an monstre pluseurs lettres de Ph. et Loys, roy de France, qui funt mencion de pluseurs franchises bailliées a pluseurs villes, communes et personnes de condition, des apiaus de Laonnois et de mainsmortes et formariages. »

Arch. nat., J 1031, n° 25.

*Gisors.* — Fragment du rouleau du bailliage de Gisors (22 lettres).

Bibl. nat., nouv. acq. fr. 21689, n° 19 <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> 25 mai 1321. — Une lettre est signalée (au dos) comme « rapportée le jeudi après Penthecoste » (11 juin).

<sup>(2)</sup> « Monseigneur de Nevers » remplace ici G. Courteheuse. On s'attendrait plutôt à voir là le nom du sire de Noyers (Noiiers) ou celui de l'évêque de Noyon qui jouaient alors, l'un et l'autre, un grand rôle à la Chambre, comme

« présidents », alors que ni le comte ni l'évêque de Nevers n'y figurèrent jamais. La leçon du manuscrit original n'est pas douteuse; mais on peut croire à un lapsus.

<sup>(3)</sup> Ce rouleau a appartenu à M. Louis Passy; il figure aussi dans le *Catalogue analytique des archives de M. le baron de Joursanvault*, t. I, p. 325, n° 1807.



## SÉNÉCHAUSSEES.

*Rodois* (Rouergue). — Le rouleau relatif à la sénéchaussée de Rodez est aujourd'hui en trois morceaux :

Arch. nat., J 976, n° 7.

— K 1173, n° 1.

— J 1028, n° 9.

*Toulouse*. — Le rouleau relatif à Toulouse est également en trois morceaux, dont l'ordre est à rétablir comme il suit <sup>(1)</sup> :

Arch. nat., J 976, n° 6.

— J 976, n° 3.

— J 976, n° 2.

*Carcassonne*. — Enorme rouleau, incomplet au commencement.

Arch. nat., J 976, n° 1.

*Xantonge* (Saintonge). — Rouleau incomplet, daté du 2 octobre 1321 (« Allatum [die] veneris ante festum beati Dionysii »).

Arch. nat., J 976, n° 5.

## CIRCONSCRIPTIONS MÉLÉES.

Trois rouleaux présentent cette particularité qu'on y voit transcrites des analyses d'actes relatifs à plusieurs circonscriptions <sup>(2)</sup>.

Le rouleau des Arch. nat. K 1200, n° 1, contient <sup>(3)</sup> des analyses d'actes relatifs aux bailliages de :

Coutances. ....	8 lettres.
Bourges. ....	3 —
Caux. ....	10 —

<sup>(1)</sup> L'archiviste chargé de la réfection de l'inventaire du Supplément du Trésor des chartes, à qui le présent travail a été communiqué en épreuves, a cru devoir rétablir l'ordre de ces trois rouleaux en novembre 1915.

<sup>(2)</sup> C'est la même disposition, évidemment provisoire, que dans le Registre précité (p. 72) de 1343 (lat. 17706).

<sup>(3)</sup> On lit au dos : « G. Dreue. *Legendus*. » Et plus bas : « Droconis red[didit] lect[um]. » C'est le G. Dreue qui est cité au nombre des rapporteurs au Parlement en 1319 (*Actes du Parlement de Paris*, II, p. 298, col. 1). On croit lire encore : « Rad[ulfus] rel[egit]. »



Gisors. ....	3 lettres.
Caux (de nouveau). ....	17 —
Sens et Paris . . . . .	2 —
Caen. ....	3 —
Gisors (de nouveau). ....	7 —

Le rouleau des Arch. nat. J 1030, n° 1, qui a tout à fait le même caractère que le précédent, contient des analyses d'actes relatifs aux bailliages de Rouen, Gisors et Caux.

Enfin le rouleau des Arch. nat. J 1044, n° 44, contient des analyses d'actes relatifs au bailliage de Coutances, à la sénéchaussée de Beaucaire et au bailliage de Caen <sup>(1)</sup>.

Est-ce tout ? C'est tout ce qu'il y a en ce genre, depuis longtemps <sup>(2)</sup>, aux Archives nationales. Mais on ne peut garantir qu'il ne se trouve pas encore, ailleurs, d'autres épaves de ce grand travail, dont les résultats se sont si singulièrement envolés dans toutes les directions. Il y en avait, très probablement, aux archives de la Chambre avant 1737. Le *Catalogue des archives de M. le baron de Joursanvault*, formées, comme on sait, de pièces anciennement enlevées audit dépôt et vendues en 1838, mentionne un « Rôle de parchemin de cinq pieds de long, contenant un inventaire analytique de 19 chartes des années 1286 à 1318, par lesquelles les rois Philippe le Bel, Louis X le Hutin et Philippe le Long concèdent des territoires situés en différentes provinces » (n° 6), et un « Rôle de quatre pieds et demi de longueur, contenant un état des donations faites par les rois de France au xiv<sup>e</sup> siècle dans plusieurs provinces, à divers seigneurs et à quelques monastères » (n° 25); le sort actuel de ces rouleaux, dont le premier au moins était de la nature de ceux qui ont été groupés plus haut sous la rubrique CIRCONSCRIPTIONS MÊLÉES, est ignoré <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Coup de ciseau, probablement ancien, entre le dernier acte de la sénéchaussée de Beaucaire et le premier du bailliage de Caen.

<sup>(2)</sup> On a pensé, il y a un peu moins d'un siècle, à réunir les pièces de ce genre qui étaient alors au Trésor; une note à ce sujet (J 1165, n° 2<sup>bis</sup>) n'indique que six articles (nous en connaissons plus du double) et ne nous révèle l'existence d'aucun document qui ne se re-

trouve maintenant. Mais il est impossible de dire si l'ancienne layette qui portait au Trésor le n° XXXIX d'après la classification de Gérard de Montaigu, et le titre : *Revocationes alienationum de dominio regis*, n'en contenait pas beaucoup d'autres.

<sup>(3)</sup> Il y a au Musée Britannique, sous les n° 25816 et suiv. des *Additional Charters*, des « vidimus of grants from Louis X and Philip



Quoi qu'il en soit, il est possible de faire un pas de plus dans la connaissance du matériel que la Commission présidée par Pierre de Chappes, élu d'Arras, eut à traiter à partir de la fin du second semestre de 1321. Car la Commission ne se contenta pas des rouleaux d'analyses qu'elle avait fait faire, et qui lui servirent à consigner des observations sur lesquelles nous reviendrons bientôt; elle en fit exécuter, au net, une copie complète, collationnée, sur registre. Nous le savons de source certaine, car on lit au dos du premier rouleau (J 1028, n° 26) : *Cest role est tout enregistré et faite collation*<sup>(1)</sup>. Or, le registre où tous les rouleaux de 1321 furent ainsi transcrits n'est autre que celui qui, aux archives de la Chambre, a été conservé et souvent consulté jusqu'en 1737, sous le nom de *Bel*.

Les Récolements du Greffe signalent en 1686 et en 1722, parmi les registres divers, un volume coté *Bel* « de l'an 1310 et autres années meslées sans ordre, sur le premier feuillet duquel est inscrit : *Revocations faites par le roy Philippe le Long des dons faits par ses predecesseurs* ». Le Tabulateur de PP 105 en a donné une description assez étendue (f. 454) :

Registre en parchemin, intitulé sur la couverture : *Registrum donorum factorum per plures ex regibus Francie, quorum donorum aliqua fuerunt revocata tempore Philippi Longi, Francie et Navarre regis, anno CCCXX*.

Ce registre n'est qu'un procès-verbal des commissaires deputez sur ladite revocation et ne semble servir que de mémoire, d'autant qu'il semble que, suivant leur avis, la plupart des dons faitz par les roys auparavant ladite année cccxx ont esté réunis au domaine et les eschanges remis en l'estat qu'ilz estoient auparavant, estant le roy rentré dans les terres et possessions qui avoient esté baillées et les autres restituées aux particuliers. Mais par la il ne se congnoist parfaitement ce qui s'en est ensuivy. C'est pourquoy cela sera eclaircy par les comptes du domaine renduz immédiatement après ladite année et celui de changeur du Trésor. Et pour ce qu'il est fet mention de plusieurs choses concernant les gens d'Eglise qui peuvent servir d'instruction à ceux qui auraient perdu leurs

of France as kings of Navarre, 1308-1320 » ; mais ils ont été délivrés par les gardes du sceau royal de Pampelune de 1308 à 1358 et n'ont aucun rapport avec les pièces dont il est question ici. — M. Gilson veut bien m'informer en outre que les n° 6 et 25 de la Collection Jour-

sanvault n'ont pas été acquis par le Musée Britannique.

<sup>(1)</sup> Tous les rouleaux et fragments de rouleaux portent d'ailleurs au dos le F qui, dans le système d'abréviations en usage à la Chambre, signifiait *Fit* (ci-dessus, p. 72, note 2).



titres, j'en ai tiré les noms par feuillets, ensemble pour les communaultez des villes et autres choses remarquables.

Ce registre était mal cotté<sup>(1)</sup>; c'est pourquoy il se trouvera des feuillets cottés deux fois.

Sainte-Marthe<sup>(2)</sup>, Menant<sup>(3)</sup>, dom Carpentier<sup>(4)</sup>, l'auteur de l'*Histoire généalogique de la maison de Harcourt*<sup>(5)</sup>, entre autres<sup>(6)</sup>, ont vu le registre *Bel* et pris des notes en le parcourant. Le Greffe de la Cour, au xvii<sup>e</sup> siècle, en délivrait officiellement des extraits<sup>(7)</sup>. Au xv<sup>e</sup> siècle, Pierre Amer le connaissait sous le nom de *Registrum donorum factorum per plures ex regibus Francie anno cccxx*<sup>(8)</sup> et le savait placé « en l'aumaire maistre Jehan Le Begue »<sup>(9)</sup>.

Sous Charles V, il était peut-être au Trésor des chartes, car Gérard de Montaigu décrit le vingt-quatrième des *libri inutilis* du Trésor en des termes qui conviendraient parfaitement à *Bel*, tel que les extracteurs précités le font connaître<sup>(10)</sup> : « Vicesimus quartus continet ostensiones plurium litterarum de donis regiis super domanio regni factis coram certis commissariis factas, aliquasque informaciones et responsiones super hoc datas per eos et alia hujusmodi<sup>(11)</sup>. » Un inventaire antérieur des registres du Trésor, rédigé sous le roi Jean, mentionne ce même volume comme il suit : « Liber a tergo cujus scribitur sic : *Registrum donorum factorum per reges Francie, quorum donorum*

<sup>(1)</sup> C'est-à-dire, ici, folioté. — D'après les notes prises par le Tabulateur, la foliotation de *Bel* se suivait jusqu'au f. 172 (bailliage d'Amiens); après quoi une seconde reprenait au f. 104 pour se continuer normalement jusqu'au delà du f. 220.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 20692, pp. 93, 108.

<sup>(3)</sup> Recueil, t. V, p. 19. Il croit, comme L. Delisle (plus haut, p. 116, note 1), que c'est l'ordonnance de Pontoise qui a déclenché la grande enquête dont il a un monument sous les yeux.

<sup>(4)</sup> Nouv. acq. lat. 2125, f. 53 v°.

<sup>(5)</sup> *Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, t. III, p. 222, 231; t. IV, pp. 1211.

<sup>(6)</sup> Voir les indications fournies en tête de l'Appendice II.

<sup>(7)</sup> Arch. nat., K 166, n° 104 : « Du registre

de la Chambre des comptes cotté *Bel*, de 1297 à 1320, a été extrait ce qui suit. Signé : Richer. »

<sup>(8)</sup> Fr. 10988, f. 153.

<sup>(9)</sup> *Ibid.*, f. 141 v°.

<sup>(10)</sup> H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. cxxxv.

<sup>(11)</sup> Outre la transcription des rouleaux, *Bel* contenait en effet la copie de plusieurs requêtes des Chambly (Brussel, p. lxxxI; Sainte-Marthe, p. 106; cf. Arch. nat., X<sup>1</sup> 8844, f. 40); le texte de l'arrêt rendu entre le duc de Bourgogne et les habitants de Couches, en septembre 1290 (cf. *Actes du Parlement*, I, n. 757\*, d'après le *Registrum tenue* de la Chancellerie), avec la liste, qui paraît inédite, des personnages intervenus au prononcé, où figure Guillaume Courteheuse (Sainte-Marthe, p. 107); et un mémoire du sire de Sully (Sainte-Marthe, p. 97).



*aliqua fuerunt revocata tempore regis Philippi Longi*<sup>(1)</sup>. » C'était donc bien *Bel*, ou un double.

Que *Bel* — ainsi nommé, probablement à cause de son aspect, ou bien parce qu'on le savait contemporain de Charles le Bel<sup>(2)</sup> — ait été formé par la transcription de rouleaux tout à fait semblables à ceux où les commissaires de 1321 avaient ordonné de consigner l'analyse des titres produits à leur barre, c'est ce qui résulte, d'abord, de la teneur de tous les extraits textuels qu'on en a. Voici, par exemple, ceux que Pierre Amer a insérés dans son Manuel :

*L'en a monstre une lettre du roy Philippe le Grant, fete a Bourges l'an CCCXVII, ou mois d'avril, contenant que icellui roy, considerant que, ou temps que li dit bourgeois estoient en l'especiale garde du roy, icelluy roy avoit d'eulx certaine redevance, car en icellui temps ilz estoient subgez et justiciables d'autres sans moien, et comme lidit bourgeois soient maintenant subget et justiciables du tout dudit roy, il volt de grace special que l'emolument que il et ses devanciers avoient et avoient eu desdits bourgeois pour raison de la garde de Lyon ne feust plus des ore en avant demandé ne levé. . .*<sup>(3)</sup>

*L'en a monstre la composition faite entre ledit roy Ph. d'une part, et l'arcevesque et le doyen et le chapitre de Lyon d'autre part, en laquelle composition sont entre les autres cinq clauses qui furent extraictes sous le scel de Chastellet :*

La premiere fait mencion comment li roys et sa gent pourront entrer et issir a armes et sans armes en la ville de Lyon, etc.

La seconde fait mencion que, au cas que l'arcevesque et le chapitre desobeiroient et seroyent rebelles au roy, li bourgeois de la ville aideront le roy, etc.

La tierce fait mencion comment li chanoine de l'eglise feront serment au roy de loyauté et de garder ladite composition, etc.

La quarte fait mencion que autre serment devront faire li bourgeois de la ville et le renouvellement a certain temps, etc.

La quinte fait mencion comment li roys est tenu de garder et defendre l'arcevesque, le doyen, le chapitre et les bourgeois. . .

C'est ce qui résulte, ensuite, et plus évidemment encore, de la concordance entre les extraits de *Bel* et les passages correspondants des rouleaux conservés. Les exemples qui suivent seront sans doute jugés décisifs; il serait aisé de les multiplier.

Dom Carpentier a pris au f. 156 de *Bel* la note suivante : « Ledit roy

<sup>(1)</sup> H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. xcvi, n° 30.

<sup>(2)</sup> N'oublions pas d'ailleurs que *Bel*, en hébreu biblique, signifie *Vetustus*.

<sup>(3)</sup> Cf. P. Bonnassieux, *De la réunion de Lyon à la France* (Lyon, 1874), p. 195.



(Philippe IV) octroya audit Pierre Baire le villaige de La Ville Rasant avec la forfaiture ou roieriere qui fu maistre Guillaume Brunet. » D'où l'article « Roieriere » du *Dictionnaire* de Godefroy, avec une seule référence à ce passage de *Bel*. Or on lit dans le premier fragment du rouleau de Toulouse, signalé plus haut (J 976, n° 6) : « Ledict roy, considerant les agreables services dudit maistre Pierre Barriere <sup>(1)</sup>, son clerc, donna et octroya le lieu de La Ville Rasant <sup>(2)</sup> avec la forfaiture ou boieriere qui fu maistre Guillaume Brunet. »

Le Tabulateur de PP 105 a noté que, au f. 192 v° de *Bel*, il y avait un acte qu'il résume ainsi : « La ville de Valaurélienne et du Mainier pour l'acquisition par eux faite de Baudoin de Mortagne de l'albergue due chascun an par les hommes desdits lieux. » — Comparer, à la fin du premier fragment original du rouleau de Rodois (Rouergue), précité : « L'an a monstre une lettre du roy Philippe le Grant, faite a Paris l'an cccxviii, ou mois d'octobre, signata : « Per dominum regem, Bellemont », en laquelle est incorporé un instrument publique d'un tabellion, contenant que Baudouin de Mortaingne, chevalier, vendi et bailla a tousjours as consels et as universités de Villeaurelienne et de Marmier l'alberge de deniers et boutan <sup>(3)</sup> de blé deue chascun an par les hommes desdis lieux audit chevalier, etc., pour le pris de iii<sup>c</sup> iii<sup>xx</sup> l. t., etc. Et a la fin est contenu que ledit roy aprouva toutes les choses dessusdites, sauf son droit en autres choses <sup>(4)</sup>. »

Le Tabulateur de PP 105 a noté que, au f. 205 v° de *Bel*, il y avait un acte qu'il résume ainsi : « Confirmation à l'abbaye de Saint-Hilaire, diocèse de Carcassonne, de la juridiction des lieux de Saint-Hilaire, Villebasin, Cornelan, Champfranc et autres en 1296. » Or le rouleau original de Carcassonne (J 976, n° 1) porte : « L'an a monstre une lettre du roy Ph., faite a Paris environ Pasques flories l'an cciii<sup>xx</sup> xvi, en laquelle est incorporée la teneur de .i. instrument publique, etc., contenant que, comme l'abbé et le couvent de Saint Ylaire, de la diocese de Carcassonne, eussent drecieez fourches justisseresses es chastiaus et es lieux de Saint Ylaire et de Villebasin <sup>(5)</sup>, de Cor-

<sup>(1)</sup> Le clerc du roi bien connu (L. Perrichet, *La Grande Chancellerie de France*. Paris, 1912, p. 539). Cf. ci-dessous, p. 186, note 1.

<sup>(2)</sup> Villarzens, c<sup>ne</sup> de Bram (Aude).

<sup>(3)</sup> Voir Du Cange, au mot *Boata*.

<sup>(4)</sup> Cf. JJ 56, n° 368 : « prior Vallis Aureliane... in loco de Mennier... » ; c'est Vailhourles, c<sup>ne</sup> de Villefranche (Aveyron).

<sup>(5)</sup> Villebazy, près Saint-Hilaire (Aude).



nelan et de Champfranc. . . » — Les extraits du Tabulateur pour la circonscription de Carcassonne, faits d'après le registre, se retrouvent au rouleau dans le même ordre.

*Bel* et les rouleaux coïncidaient donc parfaitement; ils se complètent aujourd'hui : si l'on entreprenait une restitution de *Bel*, il serait légitime d'y insérer le texte des rouleaux conservés; d'autre part, les extraits qu'on a de *Bel* suppléent, jusqu'à un certain point, à la disparition des rouleaux perdus<sup>(1)</sup>.

La principale différence qu'il y avait entre *Bel* et ses sources, c'est qu'on n'avait pas reproduit dans le registre les annotations marginales des rouleaux.

Ces annotations, qui couvrent les marges des rouleaux d'analyses comme de certains rapports de baillis<sup>(2)</sup>, représentent l'œuvre personnelle des commissaires ou de leurs clercs. On distingue au moins deux mains : une qui ne paraît pas différente de celle du scribe de quelques-uns des rouleaux (*a*) et une écriture personnelle et aiguë (*b*), qui n'est pas d'un notaire<sup>(3)</sup>. L'écriture *a* est celle de Gui Juliot, clerc de la Chancellerie depuis 1319 au plus tard<sup>(4)</sup>, comme il résulte du rouleau J 1044, n° 44, où l'on lit, de l'écriture *b* : « Queratur a magistro Guidone utrum originalia istorum instrumentorum

<sup>(1)</sup> Voici, d'après PP 105, l'ordre dans lequel était disposé *Bel* : Fol. 1, Prévôté de Paris; *Bailliages* : 41 v°, Rouen; 51, Caen; 55 v°, Sens; 65 v°, Orléans; 84 v°, Bourges; 94, Mâcon; 102, Caux; 114, Touraine; 116 v°, Senlis; 132, Vermandois; 147, Gisors; 169, Amiens; 104\*, Troyes; 112 v°, Vitry; 135, Cotentin; *Sénechaussées* : 144 v°, Beaucaire; 158 v°, Toulouse; 186, Périgord; 190, Rouergue; 102, Carcassonne; 220, Saintonge. — PP 105 ne mentionne pas plusieurs circonscriptions (Chaumont, Lyon, Auvergne, Poitou), mais c'est que le Tabulateur n'a rien trouvé sous ces rubriques qui l'intéressât (on sait, de son aveu, qu'il s'intéressait seulement aux pièces concernant des ecclésiastiques et des communautés). Toutes les circonscriptions devaient figurer dans *Bel*; aussi bien on constate par

ailleurs que quelques-unes de celles dont PP 105 ne dit rien y figuraient : c'est ainsi qu'après la Saintonge il y avait plusieurs pages consacrées à l'Auvergne (Sainte-Marthe, p. 105).

<sup>(2)</sup> Les rapports des baillis de Vitry et de Gisors ne sont pas annotés; ceux des baillis de Senlis et de Chaumont le sont. Tous les rouleaux d'analyses de titres le sont.

<sup>(3)</sup> Ce n'est pas non plus celle de G. Courteheuse, car *b* écrit : « Memoria de glosa G. Courteheuse, etc. » (J 976, n° 5).

<sup>(4)</sup> L. Perrichet, *op. cit.*, p. 543. Les *Journaux du Trésor de Charles IV* (éd. J. Viard, sous presse, n° 603, sous la date de mai 1322) portent : « Magistri Guido Julioti et Radulfus Fresnelli, clerici et notarii regis, pro pluribus scripturis factis super facto domaniorum alienatorum . . . »



fuerint exhibita »; et, au-dessous, de l'écriture *a* : « Non fuerunt exhibita michi Julioti »<sup>(1)</sup>. Ces annotateurs n'étaient pas ennemis de la plaisanterie : en marge d'une analyse où il est question d'une terre estimée à 1353 l. 4 s. t. petits, obole, poitevine et demie poitevine, est écrit : « Ceste poitevine et demie — M'a mis en grant melancolie — Que l'assise ne vaille mie » (J 976, n° 2). En marge de cette clause d'une lettre de Louis X en faveur de Jean de Beaumont : « Ilcelui roy, non veillant ledit Jehan estre deffraudé de son don dessus dit. . . », on lit l'observation ironique : « *Rex bone conscientie !* »<sup>(2)</sup>.

Les annotations les plus fréquentes sont : *Nichil ad nos* et *Referatur regi* (en français *Soyt reporté au Roy*). La première signale les documents produits qui n'étaient pas de la nature de ceux que la Commission se considérait comme chargée d'examiner : le public n'avait pas très bien compris les termes de la proclamation du 10 mars; il avait apporté pêle-mêle toutes sortes de lettres royales, et beaucoup qui n'avaient pas trait à des grâces ou à des échanges contentieux (c'est même ce qui contribue à donner du prix aujourd'hui, pour les historiens, à la moisson variée qu'enrangèrent les scribes de la Commission)<sup>(3)</sup>. La seconde signale les pièces à étudier qui réclament une solution<sup>(4)</sup>. Mais on lit encore à la marge des mentions comme : *Sciatur utrum pecunia sit soluta*. — *Inquiratur et sciatur si fuit ibi decepicio*. — *Sciatur valor*. — *Sciatur in Camera compotorum quid super hoc fuit factum*. — *Memoria si assisia facta fuit et, si facta fuit, videbitur*. — *Fiat commissio ballivo quod inquirat de valore loci et de aliis que tradita sunt sine estimacione*. — *Mandabitur inquiri per baillivum de valore rerum et si sint heredes*. — *Legatur supplicacio tradita a filio herede*. — *Sciatur si sit ibi deceptio et referatur*. — *Querantur in registris Cancellarie alia negocia domini P. de Columpna; jungantur*

<sup>(1)</sup> Cf. J 976, n° 1 : « Legatur instruccio presente magistro G. Julioti, quia supponit aliam exhibita[m]. » G. Juliot avait donc été préposé à la réception des documents produits. Voir d'ailleurs plus bas, p. 132. — Le notaire Gui Juliot exerça les fonctions d'audiencier à la Chancellerie, comme successeur de Pierre Barrière, d'août 1319 à 1322 (L. Perrichet, *op. cit.*, p. 337).

<sup>(2)</sup> J 1026, n° 5.

<sup>(3)</sup> Des notes comme : *Nichil ad nos quia de tempore avi*, en face de l'analyse d'une lettre de Philippe III (K 1173, n° 1), montrent que la règle avait été posée de ne pas remonter au delà de 1285.

<sup>(4)</sup> La solution à intervenir est quelquefois proposée par *b* : « Referatur regi; videtur nobis quod dominus rex potest ista recompensata ponere in manu sua » (J 976, n° 5).



*ista et referatur.* Ces observations, et beaucoup d'autres du même genre, signalent, comme on le voit, les points à vérifier, soit d'après les records de la Chambre, soit d'après les registres de la Chancellerie, soit par des enquêtes sur les lieux à confier aux baillis. Quelquefois (assez rarement) une réponse de la main *b* suit le point d'interrogation posé par la main *a*, preuve que la recherche demandée a été faite; par exemple: *a. Sciatur si est ibi deceptio et referatur; b. Per informacionem non est deceptio* (J 1028, n° 9). Il y a plusieurs réponses de la main *b* dans le premier fragment du rouleau de Rodois: *Per informacionem rex est deceptus in dimidium et amplius*; etc. — L'avis du « Conseil » est plusieurs fois exprimé dans le premier rouleau (Prévôté de Paris): *Videtur Consilio quod . . . , Consilium dicit quod . . .*; mais la décision du roi est toujours réservée: « *Consilium.* Puisque li roys dona l'argent pour acheter meson a metre ses garnisons, la meson est au roy. *Sed expectabitur rex* ».

Il avait été très raisonnable de classer d'abord les documents produits dans l'ordre des bailliages et sénéchaussées; mais on n'avait pas dû tarder à s'apercevoir qu'il serait commode aussi, et même nécessaire en bien des cas, d'avoir synoptiquement sous les yeux les pièces relatives à tel ou tel donataire, même et surtout s'il y en avait qui le concernassent dans plusieurs circonscriptions. L'annotateur *a* a écrit, en marge de lettres intéressant Raoul de Joy, clerc du roi, dans le rouleau de Rodois: « Ponantur iste due littere cum negocio magistri Radulphi de Joy. » On se décida bientôt à faire faire au nom de chacun des personnages qui avaient obtenu jadis un grand nombre de lettres royales de donation, d'échange, etc., un relevé individuel, d'après l'ensemble des rouleaux et d'autres sources<sup>(1)</sup>. Nous le savons parce que quelques-uns de ces relevés nous sont parvenus en original. On peut voir encore aujourd'hui ceux qui furent dressés sous les rubriques: Chambly<sup>(2)</sup>, Viarmes<sup>(3)</sup>,

<sup>(1)</sup> On lit dans le relevé au nom des Machaut: « Item a esté trouvée es registres [de la Chancellerie] une lettre du roy Ph. le Grant, faite a Parcent delez Biaumont sur Oise, l'an cccxix, ou mois de juing, laquelle n'avoit pas esté monstrée, contenant que icelluy roy . . . » (J 1034, n° 61, au dos). Cette pièce est en effet dans le registre de la Chancellerie JJ 59, n° 45. — Le

relevé au nom des Machaut porte des annotations comme: « Li baillis ne rescript pas la valeur »; on avait donc utilisé les rapports des baillis.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., J 208, n° 26. « Chambly. C'est ce que l'en a plus trouvé sus ciex de Chambly puis le temps de l'arrest. »

<sup>(3)</sup> J 208, n° 27. « Ce a l'en trouvé puis l'arrest contre le seigneur de Virmes . . . »



Machaut<sup>(1)</sup>, Mathieu de Trie<sup>(2)</sup>, Jehan de Beaumont<sup>(3)</sup>. Tous, sauf le dernier, sont de la même écriture, qui offre des particularités<sup>(4)</sup>. Il en a existé d'autres, qui ne se retrouvent pas<sup>(5)</sup>.

L'auteur de ces relevés, qui écrivait sous Charles IV, renvoie souvent, non seulement aux rouleaux, mais à un registre qu'il ne désigne qu'en en citant les feuillets : « Quere hoc in LXX<sup>o</sup> folio ; vide in XVII<sup>o</sup> folio ; vide plenius in registro, fol. L<sup>o</sup> ; vide suprascriptas litteras in fol. LXXXI<sup>o</sup> » ; etc.<sup>(6)</sup>. Ce registre avait-il quelque rapport avec ceux, également mystérieux, auxquels se réfère l'annotateur du rapport précité de Jehan Blondel, bailli de Senlis, lorsqu'il écrit : « Habemus in registro Parisiensi », ou « Habemus in registro Silvanectensi », ou « Fiat collatio cum registratis »<sup>(7)</sup> ? Et qu'était-ce ?

Je crois, en premier lieu, que l'annotateur du rapport de Jehan Blondel vise, non pas des *registres*, mais des *cahiers*, destinés à être ultérieurement reliés en registre : les cahiers qui ont formé *Bel*. — Il constate : « Habemus in registro Parisiensi », en face de ce passage du rapport : « L'église et le couvent de l'église de Chaalit ont et prennent a heritage sus les rentes de la ville de Senliz LX l. p. de rente . . . » ; or le Tabulateur de PP 105 a noté dans *Bel*, f. 20, au cahier de la prévôté de Paris : « L'abbaye de Chaalis pour 60 l. de rente sur le Trésor acquises en 1290, commuées sur la commune de Senlis. » — Il constate : « Habemus in registro Silvanectensi » en face de

<sup>(1)</sup> J 1034, n° 61. — L'auteur d'un article sur les Machaut, publié dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (XXXVII, p. 465), n'a pas connu cette pièce.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., lat. 9016, n° 20.

<sup>(3)</sup> J 1026, n° 5. L'aspect de ce rouleau est le même que celui des rouleaux où les lettres sont analysées par circonscription et il est annoté comme eux. A la suite on a cousu : « Ce est l'estrail de l'information faite par le bailli d'Orliens pour ce que il touche mons. Jehan de Biaumont. »

<sup>(4)</sup> Le scribe remplace souvent l'u dans le groupe ou par le signe < ; il écrit on au lieu de ou ; il fait suivre a préposition, que nous écrivons à, d'un point (a.) ou place cette lettre entre deux points (.a.) comme un chiffre.

<sup>(5)</sup> Dans l'Inventaire, dressé en 1495 par Jacques Le Picart, des documents conservés alors dans la vieille Chambre de France, on lisait (d'après Menant, t. XII, f. 94), au f. 44 : « Roolle en parchemin ou sont transcrits les dons, rentes et revenus que le roy Ph. le Long donna a sa fille Blanche, religieuse a Longchamp, en l'an 1319. Item aussi, au doz, sont estrais en brief lesdits dons. Item aussi aucuns dons faictz aus religieuses du Moncel. Item aussi aucuns dons de l'église de Poissy, faictz par Ph. le Bel. Intitulé : Pour madame Blanche de France, religieuse a Longchamp, Poissy et le Moncel. »

<sup>(6)</sup> Sont cités les ff. 4, 9, 33, 50, 52, 65, 69, 70, 80, 81, 92.

<sup>(7)</sup> Fr. 26961, f. 2.



ce passage du rapport : « L'abbé et le couvent de la Victoire delez Senlis ont et prennent a heritage sur ladite prevosté, par eschange fait entre eus et mons. Pierre de Chambli, vi<sup>xx</sup> l. de rente . . . » ; or, le Tabulateur de PP 105 a noté dans *Bel*, f. 117, au cahier du bailliage de Senlis : « L'abbaye de la Victoire près Senlis touchant l'eschange qu'elle a fait avec le seigneur de Virmes de plusieurs heritages contre 120 l. qu'il prenoit sur la commune de Senlis en 1293 <sup>(1)</sup> ». — Il est donc certain que l'annotateur vise *Bel*.

Il semble probable *a priori* que l'auteur des relevés individuels fait de même. Cependant c'est à propos de la transaction de 1293 entre le sire de Viarmes et l'abbaye de la Victoire qu'il écrit : « Vide plenius in registro, fol. L<sup>o</sup> » <sup>(2)</sup> ; or, on vient de voir que, dans *Bel*, cette pièce était au f. 117. — D'autres discordances se remarquent. Ainsi on lit dans le relevé des Chambly :

Li roys Ph. bailla a messire Odart de Chambli pour li et pour ses hoirs et ceus qui auront cause de li les moulins banniers de Malay le Roy eu tout droit de banage et justice de banniers et pescheries et cours de yau, et la justice des personnes qui mesfaroient en la pescherie et en l'iau, pour xxvii l. p. de cens perpetuel chascun an. Et puis après li roys li quitta ledit cens pour certaine recompensacion qu'il en eust, si comme il dit ; mes il ne la nomme mie ne autrement n'en appert. Item li roys prist en eschange dudit messire Oudart xl l. p. de rente, c'est assavoir xxx l. en la prevosté de Poytiers et xi l. en la prevosté de Beaumont, pour lesquele il li en ottroya autres xl sus la prevosté de Senz, et li ottroya qu'il peust transpourter lesdis moulins et ladite rente en yglises, etc., et li diz messire Oudart vendi apres les dis moulins et ladite rente a l'abbé et au couvant de Saint Pierre le Viz de Sanz pour le pris de iii<sup>m</sup> l. p.; et li roys le conferma, etc.

Vide hec in fol. xxxiii<sup>o</sup>. Donné l'an m<sup>cc</sup> xii, ou mois de fevrier.

Cette pièce est celle que le Tabulateur de PP 105 a vue dans *Bel* : « L'abbaye Saint-Pierre-le-Vif de Sens pour les moulins bannaux de Malay le Roy et 40 l. p. de rente sur la prevosté de Sens par elle acquises d'Oudart de Chambli en 1292 » ; mais il l'a vue au f. 55 v<sup>o</sup>, et non au f. 33.

On lit enfin dans le relevé au nom du sire de Viarmes :

Item l'en a monstre lettre de vendage fet du fié que l'en appeloit la Prevosté par le seigneur de Virmes a la commune de Vailli, certaine retencion faite du chevaige de ses

<sup>(1)</sup> L'instrument original de cette transaction est à la Bibliothèque nationale, Coll. Grenier, 346, n<sup>o</sup> 6. — <sup>(2)</sup> J 208, n<sup>o</sup> 27.



homes et d'autres choses. Et fu confermée a la requeste de lui par le roy et pour le royne Jehanne de qui fié a heritaige mouvoit par raison de Champagne. Vide fol. LXV°. Donné l'an m<sup>re</sup> x, ou moys d'aoust.

Le Tabulateur a vu cette pièce dans *Bel* (« Acquisition faite par la commune de Vailly du fief de la Prévosté, 1290 »), mais au f. 132, et non au f. 65.

Il faut conclure de là que les pièces du « registre » visé par l'auteur des relevés individuels étaient dans *Bel*, mais qu'elles n'y étaient pas aux mêmes feuillets que dans *Bel*. Ce n'est pas à dire, du reste, qu'il s'agisse certainement de deux registres différents : les cahiers de *Bel*, consacrés chacun à une circonscription, et à l'origine non reliés, ont pu être soumis à plusieurs classements, qui se sont traduits par plusieurs foliotations successives (*Bel* en avait encore deux, très gauchement juxtaposées, au xvi<sup>e</sup> siècle)<sup>(1)</sup> ; l'ordre final des cahiers, tel qu'il se présentait au temps du Tabulateur de PP 105, n'était que médiocrement conforme à l'ordre, officiel au moyen âge, des grandes circonscriptions administratives du royaume<sup>(2)</sup> ; et il semble que les renvois des relevés individuels au « registre » se seraient appliqués plus correctement à *Bel* si les cahiers de *Bel* avaient été redistribués dans l'ordre normal où ils étaient sans doute primitivement : Paris, Sens, Orléans, Senlis, Vermandois, Amiens, Rouen, etc.<sup>(3)</sup>.

Mais tout n'était pas fini. Ces grands travaux d'écriture et de revision ayant mis en relief la nécessité d'enquêtes complémentaires sur les lieux, la Commission envoya, de bonne heure, des lettres aux baillis et aux sénéchaux pour les prier d'en entreprendre. C'est ainsi que Jehan de Saillenay, bailli de Vermandois, reçut, dès juin 1321, la lettre suivante :

Miseratione divina P. Atrebatensis episcopus, P. abbas Sancti Germani de Pratis juxta Parisius, J. comes Foresii et G. Courtehuese, miles, super negocio alienatorum de domaniis

<sup>(1)</sup> Plus haut, p. 121, note 2.

<sup>(2)</sup> Rouen et Caen n'étaient pas à leur place normale après Paris et se trouvaient indûment séparés des autres circonscriptions normandes (Caux, Gisors, Cotentin, etc.).

<sup>(3)</sup> L'ordre traditionnel du xiii<sup>e</sup> et du xiv<sup>e</sup> siècle est celui que M. Delisle a observé dans la préface du t. XXIV des *Historiens de la France*.



regni Francie auctoritate regia deputati, baillivo Viromandie, salutem. Cum habitatores villarum de Bievre<sup>(1)</sup>, de Pinon<sup>(2)</sup>, de Molendinis<sup>(3)</sup>, de Chaudardre<sup>(4)</sup>, de Paissi<sup>(5)</sup>, de Crandelain<sup>(6)</sup>, de Cerny<sup>(7)</sup>, de Jumigni<sup>(8)</sup>, Guillermus de Alneto, miles, et habitatores de Nueville in Laudunesio<sup>(9)</sup>, de Crispeio<sup>(10)</sup>, de Brueriis<sup>(11)</sup>, Aelidis, domina de Bosco, et habitatores ville de Souppa<sup>(12)</sup> et de Cranne<sup>(13)</sup> in Laudunesio, necnon Johannes Fabri de Corbeniaco et Maria, ejus uxor, filii Evrardi dicti Cloet, Johannes de Mosnis dictus Chaynos, Johannes de Service, de Pertois, et Ysabellis ejus uxor, apud Cranne in Laudunesio, comorantes, Oudardus Poites de Brueriis subtus Laudunum, Thierricus de Monteacuto, de dictis Brueriis, Eva uxor Gerardi de Crandelain, filia Agnetis filie Johannis de la Boen, de dictis Brueriis, Hersendis dicta la Courtoise, uxor Radulfi dicti le Jai de Brueriis, Johannes Fromondi filius quondam defuncti Oudardi Fromondi de Brueriis, Huyda dicta la Pucelle, filia Clarembaudi dicti le Priseur de Brueriis, habitatores ville de Mueurival in Laudunesio<sup>(14)</sup>, Johannes quondam episcopus Tornacensis, tunc dominus de Profundovico et de majoria de Cheret<sup>(15)</sup>, pro se et suis successoribus necnon majoribus et scabinis eorumdem locorum ac habitantibus ibidem, habitatores masurarum ville d'Ouche<sup>(16)</sup>, ville et territorii de Courcevrex<sup>(17)</sup> et de Alneto<sup>(18)</sup>, quidam eorum videlicet ab appellationibus Laudunensibus, dictis vulgariter *volages*, et quidam a pluribus aliis servitutibus temporibus dominorum Ph. et Ludovici, quondam regum Francie ultimo defunctorum, plures et diversas libertates et franchisias obtinuisse dicantur, mandamus vobis quatinus de dictis libertatibus seu franchisiis et cujuslibet earumdem qualitate, ac eciam cum quibus et pro quanto proinde finaverint, et quibus hujusmodi financie solute fuerint, vocatis prenomatis et heredibus eorum qui decesserunt, et similiter de ceteris baillivie vestre subditis conditionis hujusmodi vos diligentius informetis et informationem inde factam infra instans festum beate Marie Magdalene nobis Parisius referatis vel sub vestro remittatis sigillo fideliter interclusam. — Datum Parisius, xii<sup>a</sup> die junii anno Domini mcccxxi.

Au reçu de cette lettre, Jehan de Saillenay, trop occupé par ailleurs, s'empessa de la transmettre à Gobert Sarrasin, son lieutenant, se déchar-

<sup>(1)</sup> Bièvres, c<sup>on</sup> de Laon.

<sup>(2)</sup> Pinon, c<sup>on</sup> d'Anizy.

<sup>(3)</sup> Moulins, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(4)</sup> Chaudardes, c<sup>on</sup> de Neufchâtel.

<sup>(5)</sup> Paissy, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(6)</sup> Crandelain, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(7)</sup> Cerny, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(8)</sup> Jumigny, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(9)</sup> Neuville, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(10)</sup> Crépy-en-Laonnois c<sup>on</sup> de Laon.

<sup>(11)</sup> Bruyères et Montbérault, c<sup>on</sup> de Laon.

<sup>(12)</sup> Soupir, c<sup>on</sup> de Vailly.

<sup>(13)</sup> Craonne, arr. de Laon.

<sup>(14)</sup> Meurival, c<sup>on</sup> de Neufchâtel.

<sup>(15)</sup> Jean de Vassogne, seigneur de Chérêt et Parfondru.

<sup>(16)</sup> Oulche, c<sup>on</sup> de Craonne.

<sup>(17)</sup> Concevreux, c<sup>on</sup> de Neufchâtel.

<sup>(18)</sup> Aulnois, c<sup>on</sup> de Laon.



geant sur lui du soin d'y donner suite <sup>(1)</sup>; il la recopia simplement à l'adresse de Gobert, et ajouta :

Par la vertu desqueles lettres, nous, empeschiés a present de pluseurs autres besoingnes dou Roi nosire pour lesqueles a ce ne poons bonnement entendre, vous mandons et com-mettons que vous, pour nous et en liu de nous, le mandement et les choses contenues es lettres ci dessus transcriptes faites et accomplissiés sans delai es termes de la prevosté de Laon en la fourme et en la maniere qu'il est contenu en icelles lettres. Et ce que fait en arés, rescrisiés clos sous vostre scel a nos signeurs deseurdís enci comme il appartenra. Donné sous nostre scel le lundi après les octaves de la feste saint Jehan Baptiste l'an CCCXXI <sup>(2)</sup>.

Dans son compte rendu à la Commission, où la correspondance précédente est vidimée <sup>(3)</sup>, Gobert Sarrazin, qui s'intitule « varles du roi nosire » <sup>(4)</sup>, fait savoir, en juillet, qu'il a ajourné par-devant lui, à Laon, les individus et les communautés désignés par les commissaires. Ils ont comparu. Gobert s'est informé d'abord « seur les libertez et franchises des personnes »; ensuite, « seur les appiaus et autres servitudes dont mencions est faite ».

Le « Droit d'appel dénommé *Appel volage* » a été récemment l'objet d'une étude dont l'auteur déclare avec raison, en commençant, que « l'histoire de cette institution mérite d'être retracée d'une façon plus précise qu'on ne l'a fait, faute d'avoir connu ou utilisé quelques documents provenant de plusieurs fonds et très dispersés dans nos archives actuelles <sup>(5)</sup> ». Mais cet auteur n'a connu ni le rouleau de Vermandois, relatif en partie aux « apiaus de Laonnois », qui figurait dans *Bel* <sup>(6)</sup>, ni l'enquête de Gobert Sarrazin. Il n'est donc pas inutile

<sup>(1)</sup> M. L. Delisle, qui n'a connu cette affaire que par une note brève d'André du Chesne dans la Coll. Baluze (51, f. 60), n'a pas été informé de cette circonstance (*Historiens de la France*, XXIV, p. 76\*). André du Chesne s'était servi des documents que nous avons sous les yeux.

<sup>(2)</sup> 6 juillet 1321.

<sup>(3)</sup> Arch. nat., K 1215, n° 1.

<sup>(4)</sup> C'était probablement le fils d'un autre Gobert Sarrazin, châtelain du roi à Laon et garde du scel du bailliage de Vermandois dès

1289 (L. Delisle, *loc. cit.*), qui fut chargé en 1299 de la levée des décimes dans un grand nombre de diocèses du Nord de la France (*Journal du Trésor de Philippe le Bel*, Bibl. nat., 9783, f. 87). On a une lettre de Guillaume de Hangest, bailli de Vermandois, à « Gobert Sarrazin, châtelain de Laon », en date du 29 mars 1307 (K 37, n° 103).

<sup>(5)</sup> M. Jusselin, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1910, p. 527.

<sup>(6)</sup> Indiqué plus haut, p. 117.



de donner ici les principaux passages du rapport de ce personnage, qui est une des pièces capitales du dossier des « Appeaux ».

Gobert interrogea, en premier lieu, les individus nommés dans les lettres de l'évêque d'Arras et de ses collègues, comme il suit :

Pruimiers Jehans li Fevres, de Corbeni, pour lui et pour sa femme, comparut pardevant my, auquel je demandai a queles persones il et sa femme avoient finet de leur franchises pour le Roi, li ques me respondi qu'il en avoient finet par devers maistre Philippe le Convers et mons. Michiel Mauconduit<sup>(1)</sup>, a ce establis commissaires de par nosigneur le Roi Loys, dont Dius ait l'ame, parmi xl. s. p. Et li demandai et requis a cui il avoit païé icelle finance, li ques me respondi qu'il l'avoient païé a Guillaume de Saint Jehan, de Laon, establit a ce recevoir depar les dis commissaires, si comme il disoit. Derechief je m'enfourmai a plusieurs personnes dignes de foi et avecques ce li demandai par son sairement combien et quele quantitet il et sa femme avoient vaillant seur le tout au tamps de ladite finance; et trouvai qu'il avoient bien lors vaillant l. l. p. Derechief je m'enfourmai, si comme dit est, de quele condition il estoient au Roi avant icele finance et trouvay par la confession dudit Jehan qu'il et sa femme estoient bastart et se tenoient comme homme dou Roi de mortemain et de fourmariage. Derechief je requis audit Jehan qu'il me feist foi dou privilege de leur franchise, li ques me monstra icelui privilege seelet dou seel le Roi Loys nosire en soye et en cire vert, faisant mention de la finance et franchise deseurdites. Et me dist que la copie doudit privilege estoit par devers la court du Roi nosire, par devers maistre Gui Juliot, seelée en seel attentique.

Ceux qui comparurent après Jean le Fevre firent des dépositions analogues : — « Jehans de Maalines », dit Chaynos, aubain, dont le bien est évalué à 10 l. p., a payé à Philippe le Convers et à Michel Mauconduit 40 s. p.; son privilège a été aussi présenté en la cour du roi à maître Gui Juliot. — « Jehans de Service, de Pertois », et sa femme Isabelle de Craonne, « espaves », avec un bien de 46 l. p., ont payé 6 l. — « Jehans fuis Oudart Frommunt, de Bruieres », a 500 l. p.; il a payé 32 l. « Il devoit et paioit lors au Roi au jour de la Saint Remi iii. s. t. pour son chevaige, et maintint que, tant comme il demourast en la commune de Bruieres, il ne paiast au Roi mortemain ne fourmariage pour ce que li Rois avoit exclus as demourans en icelle commune les mortemains et les fourmariages par certains privileges ou char-

<sup>(1)</sup> Louis X avait commis ces deux clercs du roi, chanoines de Paris, et maitres des Requêtes de l'hôtel, pour accorder des affran-

chissements dans le bailliage de Vermandois par des lettres datées de Paris, 3 juillet 1315 (JJ 53, n° 22, f. 10 v°; cf. n° 44, f. 15 v°).



tres. Mais je trouvai que se il alast demourer ailleurs hors de la dite commune, et il meisme le me confessa, que li Rois levast et prist de lui mortemain et fourmariage. » — De la même condition que le précédent étaient « Oudars Poites, de Bruieres », qui a payé 40 l. p. pour un bien de 400 l. p.; Gérard de Grandelain (24 l. pour 400); « Hersens », dite la Courtoise (16 l. pour 160); Havis, fille de Clarembaut le Priseur, de Bruyères (20 l. pour 200); Thierry de Montaigu (80 l. pour 1600).

Gobert Sarrasin continue en ces termes :

Derechief, mi chier signeur, je ai appellet par devant mi les personnes et les villes contenues en vos dites lettres, lesquelles ont rachetez les appiaus volaiges, et me sui enfournés des choses contenues en vo mandement, et en ai trouvet ce qui s'ensuit.

Prumiers je appelai par devant mi les hommes et habitans de la ville de Bievre et leur demandai a queles persones il avoient rachetet les appiaus volages et a cui il en avoient paiet et finet. Dirent qu'il ne savoient, car, au tamps dou rachat, il n'estoient de riens gouverneur des besoingnes de ladite ville. Requis de combien li rachas se fist, dirent qu'il se fist pour lesdits appiaus volages parmi c et l. l. t. Et de ce ont il privilege dou Roi nosire dont la copie est devers la court, si comme il dient. R. quele quantité de feus il a en la dite ville, dirent qu'il en y avoit et a seur le tout, que mendians que autres, lvi feus<sup>(1)</sup>.

Item li maires et li juret de la commune de Pinon comparurent par devant mi et leur demandai a queles persones il avoient rachetet les dis appiaus volages. Dirent qu'il les racheterent au Roi par mestre Estevene de Suysi, arcediacre de Bruches, et maistre Gile Camelin, a ce commis de par le Roi parmi c et l. l. t. Requis a cui il firent la paie d'icelui rachat, dirent qu'il la firent a Brice Guide, a ce tamps receveur de Laon<sup>(2)</sup>. Requis se il ont lettre de la paie, dirent que oil (si vous en envoie la copie). R. se il avoient privilege dou Roi d'icelui rachat, dirent que oil, dont la copie est baillie a maistre Gui Juliot, si comme il dient. R. quele quantité de feus il a en ladite commune, en laquelle il n'a que la vile de Pinon tant seulement, dirent qu'il y a mxx et x feus, que mendians que autres.

On peut établir, pour abrégé, le tableau suivant :

	PRIX DU RACHAT.	FEUX.
Bièvres.....	150 l. t .....	56
Pinon.....	150 — .....	90
Moulins .....	33 — .....	30

<sup>(1)</sup> L'état du nombre des feus de la sergenterie de Laon, de 1295, que M. Jusselin a publié (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1910, p. 582), indique, pour Bièvres, 90 feus.

Il est à remarquer que Pinon, avec 90 feus, paye comme Bièvres.

<sup>(2)</sup> En 1296. Cf. *l'Inventaire des comptes de Robert Mignon*, éd. Langlois, n° 1352.



	PRIX DU RACHAT.	FEUX.
Chaudardes <sup>(1)</sup> .....	600 l. t.....	240
Paissy.....	41 l. 5 s. t.....	16
Crandelain <sup>(2)</sup> .....	Voir le privilège <sup>(3)</sup> .....	220
Cerny <sup>(4)</sup> .....	— — .....	600
Jumigny.....	131 l. t.....	86
Crépy.....	1000 — .....	400 <sup>(5)</sup>
Bruyères <sup>(6)</sup> .....	1600.....	440 feus non mendiants
La copie du privilège du roi est « devers la court » <sup>(7)</sup> ; mais ils « n'ont nulles lettres de paiement qu'il peussent monstrier », et 260 feus mendiants.		
Soupir (« Souppi ») <sup>(8)</sup> ....	168 l. 15 s. t.....	114
Craonne.....	312 l. t.....	210
Meurival (« Muerival »)....	16 l. 5 s. t.....	37
Aulnois.....	Prix ignoré des déposants <sup>(9)</sup> .	45 <sup>(10)</sup>
Parfondru.....	50 l. t. <sup>(11)</sup> .....	28
Neuville.....	Prix ignoré des déposants <sup>(12)</sup> .	80

Et combien, mi tres chier signeur, que aucun des habitans des villes deseurdites dient qu'il ne sevent mie a cui la finance et la paie desdis appiaus se fist, je me sui enfourmés a plusieurs persones dignes de foy que icelles finances se firent a maistre de Suizi, a ce tamps arcediacre de Bruges, et a maistre Gile Camelin, a ce commis dou Roi nosire, liquel firent generaument crier par toutes les villes deseurdites que, qui se vorroit affranchir

<sup>(1)</sup> « En laquelle il a quatre villes : Chaudardre, Cuisy (Cuizy), Biaurin (Beaurain) et Crannelle (Craonnelle). »

<sup>(2)</sup> Avec Courliege (Colligis), Maleval (Malval), Courtecon, Trouissi (Trucy), et partie de Lierval.

<sup>(3)</sup> Il est en minute aux Arch. nat., J 233, n° 43.

<sup>(4)</sup> Qui comprend treize « villes » : Cerny, Perquant (Pargnan), Coumy (Comin), Bourc (Bourg), Willi (OEuilly), Chivy, Biaune (Beaulne), Courtonne, Vanderesse, Chamouille, Troion, Panci, Vernuell (Verneuil).

<sup>(5)</sup> 500 d'après l'état de 1295.

<sup>(6)</sup> Bruyères, avec Vorges et Chérêt.

<sup>(7)</sup> Ces lettres existent encore (*Bibliothèque*

*de l'École des chartes*, 1910, p. 538, note 1).

<sup>(8)</sup> Leur quittance est « par devers le seigneur dou Bos, si comme il dient ».

<sup>(9)</sup> « Item li habitant de la ville d'Aunoy, ou il a XLV feus, si comme il dient, comparurent par devant moi et dirent que maistres Jehans de Ribuemont rachata a son vivant, pour yaus, lesdis appiaus volages, mais il ne sevent en quele maniere. »

<sup>(10)</sup> 53 d'après l'état de 1295.

<sup>(11)</sup> « Jehans de Vassoigne, jadis evesques de Tournay, racheta pour yaus lesdis appiaus volages pour 50 l. t. » Cf. *Bibliothèque de l'École des chartes*, l. c., p. 538, note 9.

<sup>(12)</sup> « Madame de Nueville a racheté pour yaus. »



desdis appiaus, chascun chiés d'ostel en seroit quitte pour xx s. p.; et trouvai encore que la paie se fist desdites finances a Biche et Mouche, tresoriers, ou a leurs commis.

A la fin de sa lettre, Gobert Sarrazin explique, d'une manière précise, « le droit et la nature des appiaus volages » en Laonnois; on chercherait en vain, ailleurs, l'équivalent de cet exposé, qui mérite assurément d'être reproduit tout entier :

Et pour ce, mi chier signeur, que vous m'aves mandet que je vous rescrise quele franchise les villes deseurdites ont pour le rachat des appiaus volages, je vous rescri le droit et la nature desdis appiaus volages, quel il sont orendroit es villes lau il keurent et quel il estoient es villes deseurdites avant qu'il fuissent rachetet.

Prumiers il loisoit a toute maniere de gent, pour grief que on leur faisoit en present ou que il doutoient que on ne leur feist ou tamps a avenir, pour leur simple volenté appeller les habitans desdites villes et les justiciers d'icelles en la court le Roi. Et convenoit que tant li appellans comme li appellés venissent en la court dou Roi ne ne pooient partir de l'appel fors par l'auctorité et congiet de la court se li appiaus n'estoit fais par condicion laquele ne fust aemplie. Et se li appellans ou li appellés, ou tout doi, estoit ou estoient en defaute de venir a poursivir l'appel au jour que li appelans y avoit mis, li defaillans encheoit pour chascune defaute juques a iiii, en lx s. d'amende au Roi. Et convenoit que la partie presente poursiuit l'appel fait par v quinzainnes. Et ce fait li poursiuans avoit congiet et li defaillans estoit contrains des iiii amendes se il ne se pooit essoingnier souffissamment. Et se tout doi estoient defaillant tout doi paioient les amendes deseurdites.

Item se, puis appel volaige fait si comme dit est esdites villes, li appellés faisoit ou disoit injure a l'appellant, ou li appellans a l'appellet, li Rois avoit de ceste injure la connoissance et l'amende de lx s., sans parsonnier, en cuique treffons ou justice que ladite injure de fait ou de parole fust faite ou dite.

Item s'aucuns justiciers s'efforçoit de lever amende de fait fait seur appel, li Rois estoit en saisine et usoit et avoit uset de faire remettre arriere ce qui avoit esté levet par justicier et de mettre au nient la connoissance se il en avoit aucune tenue de fait fait seur appel.

Item toutesfois que appiaus volaiges estoit fais et les parties venoient a la court, se la partie appelée ne declinoit a la premiere journée en demandant son retour, la cours et la connoissance de la demande que li appellans faisoit demouroit en la court dou Roi et en avoit li Rois pour la court demourée de celui qui encheoit en la cause une amende de lx s.

Item se puis l'appel de la partie appelée aucune chose estoit faite ou atemptée seur l'appel pour le fait fait sour l'appel, la cours et la connoissance en demouroit en la court dou Roi, fust que la demande fust reele ou personele; et pour le plait demouret aussi li Rois avoit s'amende de celui qui encheoit en la cause si comme dessus est dit.

Item toutesfois que aucuns plais estoit meus, es villes dessusdites, es cours des treffon-



ciens et des maieurs et des jurés es villes ou il avoit commune, et li justicier faisoient aucun grief a partie, se partie appelloit le plait et la querelle en la court le Roi et, puis l'appel, li justiciers faisoit ou tenoit aucun proces en la cause avant ce qu'il eust venit requerre son recour de l'appel et sa court en la court dou Roi souffissamment et que ladite court li fust rendue, pour l'exploit qu'il faisoit seur l'appel il perdoit la court et la connoissance dou principal et en demouroit la connoissance en la court dou Roi; et pour icelle connoissance demourée en la court le Roi li Rois avoit de la partie qui encheoit en la cause s'amende, si comme dit est.

Item quant aucuns plais estoit entre parties, si comme dit est, es villes dessusdites par devant la justice fonciere ou maieur et jurés, ja fust ce que li justiciers ne feist nuz griés as parties, si loisoit il a chascune des parties appeller le plait, la querelle et l'errement tout en la court dou Roi; et par la vertu doudit appel la cours et la connoissance en demouroit en la court dou Roi se li justiciers n'en venoit requerre sa court souffissamment, c'est asavoir en court de hommes fievés li sires a tout ii de ses hommes, et en court de justice fonciere li maires et ii eschevin ou ii terrier, et en court de maieur et de jurés li maires et ii juret ou procureres souffissamment fondés pour yaus.

De toutes ces choses usoit paisiblement li Rois et sa gent pour lui es villes dessusdites avant les appiaus volages rachetés tout encontre les singuliers couchans et levans esdites villes comme encontre les justiciers d'icelles; et encore en use li Rois et sa gent paisiblement es villes et es lius lau li appel keurent. Et par ces choses, chier signeur, vous puet apparoir que li Rois noz sires avoit et pooit avoir pour la cause desdis appiaus es lius dessusdis et es persones d'iceus moult de droitures, mout de ressors, moult de connoissances et moult d'explois, par les ques moult de pourfis et mout d'amendes pooient venir au Roi, si comme vostre grans discrecions porra bien veoir et examiner.

Et de toutes les droitures et choses deseurdites appartenans au Roi sont delivré et affranchist li justicier et li habitant des villes dessusdites par la vertu dou rachat desdis appiaus volages.

Ce fu fait et escript sous mon scel en la semaine devant la feste de la Magdelainne l'an mccc et xxi; et toutes ces choses vous certifie je, mi chier signeur, par ce present proces lequel je vous envoie clos et seelet de mondit seel.

Pendant le second semestre de 1321, la Commission s'employa sans doute à poser ainsi ou à préparer des questions sur les points où, comme au sujet du rachat des appeaux volages, les documents écrits à sa disposition ne semblaient pas suffire à l'éclairer<sup>(1)</sup>. Et le problème des domaines aliénés fut alors un de ceux que le gouvernement royal crut devoir soumettre, pour en avoir

<sup>(1)</sup> Le bailli de Caux promet alors d'enquérir « en un livre », à Pâques 1322 (Appendice I, p. 263).



leur avis, aux États du royaume<sup>(1)</sup>. A la question : « Si ce seroit bonne et profitable chose que ce qui a esté dou demaine dou Roy dou temps passé, s'il a esté alienez ou mis hors doudit demaine, et estrangez en aucune personne, par les predecesseurs dou Roy, fust remis et appliquez audit demaine », les députés des bonnes villes répondirent à Orléans, le 10 octobre, en s'en remettant purement et simplement, sur ce point, à la sagesse du prince et de « ses nobles consaux »<sup>(2)</sup>.

La mort de Philippe V, arrivée en janvier 1322, n'interrompt point les opérations des commissaires. La grande enquête sur les biens du Domaine « mal donnés » ou « mal aliénés » avait été inaugurée par ce prince; elle ne devait plus jamais être définitivement close. Le seul effet immédiat de la disparition de Philippe le Long fut de permettre à la Commission de passer les « dons » de ce prince — qu'elle avait du reste fait entrer déjà jusqu'à un certain point, du vivant de Philippe, dans le cercle de ses investigations — au crible fin qu'elle employait pour ceux de ses prédécesseurs.

Elle était d'ailleurs accablée, vers ce temps-là, de mémoires à consulter par des gens zélés qui s'appliquaient à lui ouvrir des horizons et à lui indiquer des méthodes. C'était alors l'usage. Les conseillers empressés, à projets, atteints de la manie d'écrire, n'ont jamais été plus nombreux qu'à la cour de France au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle. Ils devaient saisir cette occasion d'exposer leurs vues. Nous avons, par hasard, les « mémoires » de deux d'entre eux, qui sont de nature à faire juger de la valeur des élucubrations de ce genre. L'un n'est pas datable avec précision; le second est postérieur à l'avènement de Charles IV.

Le premier<sup>(3)</sup> se lance dans des définitions, des divisions et des subdivisions théoriques, où il s'essouffle bientôt, et s'arrête tout court. Notons seulement, dans son factum inachevé, cette étrange doctrine que, « suivant la rigueur du droit » : *Donum factum ad petitionem donatarii non valet*. Il va de

<sup>(1)</sup> Lettre aux commissaires envoyés pour tenir les États, conservée dans le *II<sup>me</sup> Journalis* de la Chambre (ci-dessous, p. 261). Cf. H. Hervieu, *Recherches sur les premiers États généraux* (Paris, 1879), p. 161.

<sup>(2)</sup> Varin, *Archives administratives de Reims*, II, p. 272.

<sup>(3)</sup> Arch. nat., J 1050 (layette récemment créée pour recevoir d'anciens résidus sans cote), n° 1 (original).



soi qu'une règle semblable n'a jamais été, quoi qu'il en dise, posée en droit romain <sup>(1)</sup>; si elle l'avait jamais été, combien de faveurs de tout genre, en tous les temps, auraient été frappées de nullité!

Duo sunt principalia. Primum utrum alienata teneant vel non. Secundum, si teneant, utrum fuit deceptio in assisia; eo enim casu quo non tenerent, frustra quereretur de assisia.

Circa primum aut alienacio facta est per excambium aut per vendicionem aut per donum.

Si per excambium aut de domanio ad domanium, aut de pecunia que recipiebatur super Thesauro regis ad domanium regis.

Si de domanio ad domanium, sciendum est ex qua causa et si cessat aut si est causa quare debeat reduci ad primum statum.

Si de pecunia Thesauri ad domanium... quod intelligo quando erat primo redditus in pecunia absolute et postea procuravit sibi scambiari ad domanium. Nec intelligo idem si rex dedisset alicui centum libras percipiendas in Thesauro quousque assedisset; tunc enim non esset scambium sed executio doni, quia tunc [agendum esset] sicut de donis infradicam. Sed intelligo quando redditus erat in pecunia absolute; et tunc si permutterit ad pecuniam percipiendam alibi per manus alicujus receptoris regis non videtur esse curandum; sed si permutterit ad pecuniam recipiendam per manum suam, sicut denarium pro denario, potest queri num quid idem sicut si ad aliud domanium regis.

Si ergo scambiaverit de pecunia ad domanium, ordinacio est super hoc facta nisi hoc faceret ob recompensationem aliquorum meritorum, et de hoc constaret.

Si per vendicionem aut non facta subastacione et tunc revocabilis, aut facta et tunc non nisi esset lesio enormis.

Si per donum. Si ad petitionem donatarii, quod in dubio presumitur, non valet de juris rigore; secus si motu proprio, quod raro aut nunquam invenitur; sed quia rigor iste gravis videretur, potest aliter distingui.

Aut est donum de domanio antiquo seu de forefactura incorporata et que remanet incorporata cum effectu aut de forefactura non incorporata vel incorporata que tamen non remanet cum effectu.

Si secundo modo, videlicet si de forefactura non incorporata, nec valet donum nec recompensacio.

Si de forefactura incorporata...

Le second <sup>(2)</sup> étend le programme des recherches de la Commission jusqu'à l'absurde; il voudrait qu'il englobât la revision de l'administration tout

<sup>(1)</sup> Cf. l'anecdote rapportée, au temps de Philippe Auguste, dans le *Verbum abbreviatum* du moraliste Pierre le Chantre (Bibl. S<sup>te</sup>-Geneviève, ms. 250, f. 143). Un « magister autenticus », à

la table d'un prélat, approuve le raisonnement suivant: « Omni petenti dat. — Set nulli dat nisi petenti. — Ergo nulli honesto dat aliquid. »

<sup>(2)</sup> Arch. nat., J 1024, n° 85.



entière : ceux qui ont laissé se dégarnir les forteresses des frontières qu'ils étaient chargés de maintenir en bon état, les hauts fonctionnaires qui ont malversé, et même les avocats qui ont exigé de leurs clients des salaires excessifs, n'ont-ils pas, comme les bénéficiaires de « dons » excessifs ou d'échanges trop avantageux, porté atteinte aux droits du roi ?

Preter illa que sunt inventa per deputatos super donis qui tam ex tenore litterarum eisdem exhibitarum quam ex informacionibus seu inquisitionibus super hoc factis inveniunt male donata, super quo negocio, si relacio audiretur et negocium compleretur, magna posset utilitas domino regi venire, sibi et aliis justiciam faciendo, esset inquirendum de infrascriptis.

Primo quia tam rex Ph. avus et rex Ph. pater et reges Ludovicus et Ph. fratres multa dederunt ad hereditatem, condicionata tamen, quandoque pro se et liberis ex proprio corpore quandoque pro masculis quandoque pro procreatis de tali matrimonio, et tamen penes multos multa bona contra dictas condiciones remanent.

Item multa concesserunt ad voluntatem, et licet per mortem concedentium voluntas fuerit revocata, multi postmodum tenuerunt, et si aliqui fecerunt confirmari sibi dona talia tacuerunt quod post revocationem factam post mortem multis annis perceperant.

Item multe assisie tam super donis quam super cambiatis fuerunt minus large facte, et super ista tangentibus multa possent dici.

Item inquirendum esset contra senescallos, ballivos et alios officiales seu judices et procuratores ac receptores regios quorum multi deffecerunt in infrascriptis.

Primo quia castra et fortalicia, presertim que sunt in frontariis non absque regis vituperio et dampno permiserunt corruere, et tamen pro refectione computaverunt expensas in Camera compotorum.

Item ipsa permiserunt disgarniri seu dismuniri ingeniis, balistis, etc., vel ipsimet disgarnierunt.

Item multas expensas computaverunt pro factis armorum que tamen nulla fuerunt et, si que fuerunt, fuerunt ad expensas patrie, non ipsorum.

Item corrupti pecunia multi jura regis et partium interverterunt et recelaverunt.

Item in provincia sua contra jura super causis subditorum ultra propria stipendia salarii receperunt et pensiones ab aliis prelati et subditis.

Item ibidem hereditagia emerunt, matrimonia contraxerunt, jura regia sibi vel affinibus suis appropriaverunt vel appropriari permiserunt.

Item in salariis notariorum participaverunt sic quia notarios excedere contra ordinationes regias permiserunt.

Item in approbacione notariorum vel reprobacione que ad ipsos non spectabat multa emolumenta habuerunt.

Item inquirendum esset contra ipsos notarios.



Item contra magistros forestarum et servientes qui in omnibus regni partibus contra regem et subditos enormiter excesserunt.

Item contra custodes portuum et passagiorum.

Item contra advocatos qui contra ordinationes tam pensiones quam excessiva salaria receperunt.

Item. Unde hoc quod multi usurarii et advocati et officiales regii et aliorum dominorum temporalium et spiritualium habuerunt ab abbatiis que sunt in domini regis gardia bona membra nedum ad vitam suam, ymo ad vitam uxorum et nonnunquam filii vel filiorum, ymo eciam quandoque nepotum, et ipsi fructus illorum membrorum recipiunt et portant, quod grave est, quandoque extra regnum et quandoque ad partes ignotas, et servicium propter hoc perditur in abbaciis, et si dominus rex vel sui se vellent cras in abbatiis recipere aut [ab] abbaciis habere servicium non possent. Certe providendum esset.

Item multi receptores in mutacione monetarum receperunt fortem monetam et debilem reddiderunt sub colore quod termini venerant quod poterat solvi debilis moneta vel quia fingeant se recepisse solucionem in debili moneta quam postea recipiebant in forti moneta propter moram debitorum, sed moram illam convertabant in utilitatem suam, non in utilitatem regis. De casu isto dicitur quod dominus rex habere poterit maximum lucrum, et istud bene habet locum in collectoribus decimarum.

Item multe inqueste fuerunt facte tam per reformatores quam per alios que, si viderentur et judicarentur, afferrent magnum lucrum.

Item multe communitates et consulatus ultra fundacionem suam multa jura regia usurparunt.

Item de incursibus heresum recelatis.

Item de aliis juribus regiis usurpatis seu recelatis.

Item multa legata sunt regi in testamentis que non fuerunt soluta.

Item multe pene sunt incurse regi tam propter testamenta non completa quam propter contractus non completos, vel quia ita cavebatur in testamentis et contractibus, et tamen fuerunt recelate.

Le 5 avril 1322, Charles IV prononça à Vincennes, « en son grand Conseil », un certain nombre de règles générales en matière d'aliénations domaniales<sup>(1)</sup>, et d'arrêts touchant la liquidation du passé<sup>(2)</sup>.

Les bénéficiaires de rentes constituées sur le Trésor, dont les rentes avaient été échangées en fieffermes, sous prétexte de décharger le Trésor, ou contre des rentes nominalement équivalentes à percevoir ailleurs, « retourneront au

<sup>(1)</sup> Arch. nat., J 1024, n° 51; cf. *Essai de restitution*, n° 469. Ce texte est aussi inséré parmi les arrêts (voir la note suivante).

*restitution*, n° 230. Ces textes avaient déjà été publiés par R. Choppin, *De Domanio Franciæ* (éd. de 1605), pp. 547-549.

<sup>(2)</sup> *Ordonnances*, I, p. 762, note a; *Essai de*



Trésor »<sup>(1)</sup>; le roi se réserve pourtant la faculté d'examiner chaque cas en particulier, car si ces échanges ont été souvent faits au détriment de la Couronne, il y en eut, peut-être, de sincères. — Quiconque aura demandé et obtenu une forfaiture à échoir au roi, avant qu'elle lui fût échue, puis une « compensation » dans le cas où ladite forfaiture ne sera pas échue en fait, rendra ce qu'il a reçu en compensation et jusqu'aux revenus qu'il en a touchés. Défense de demander, dorénavant, une forfaiture même échue : « Se li rois ne la donne de son propre mouvement, sans interpellation d'autre, li dons soit nuls »<sup>(2)</sup>; de plus, le donataire payera au roi, en ce cas, une indemnité équivalente à la valeur de la forfaiture même qu'il aura sollicitée.

Les arrêts du 5 avril sont analogues à ceux qui, le 24 février 1321, avaient frappé les Chambly. Et ceux-ci qui, depuis le 24 février, n'avaient pas cessé de protester, de supplier et d'intriguer pour les faire adoucir ou rapporter<sup>(3)</sup>, se virent de nouveau frappés dans les personnes de plusieurs membres de leur famille; ils ne furent pas, du reste, les seuls : G. Coquatrix, le concierge de Vincennes, etc. — A Pontoise, le 18 avril, encore des décisions particulières qui atteignent, cette fois, en même temps que d'anciens favoris depuis longtemps suspects, comme Pierre de Machaut, des serviteurs particuliers du dernier roi, comme Jehan de Belleymont, clerk de la Chancellerie<sup>(4)</sup>.

Mais s'il y avait des cas où les enquêtes terminées permettaient de prononcer, il en restait davantage où la lumière n'était toujours pas faite. Cela se voit

<sup>(1)</sup> Les Journaux du Trésor de Charles IV (éd. Viard) foisonnent de mentions comme celle-ci (n° 6411) : « Cepimus supra Regem sic: Guido Coquatrix, filius et heres pro parte Gaufridi Coquatrix, in excambium molendinorum Regis de Corbolio, quondam dicto Gaufrido, pro 126 l. p., quas hereditarie [capiabat] in thesauro Regis, Parisius, ad tres terminos assignatorum et per ordinationes novissime factas super domaniis alienatis ad domania Regis reductorum; que idem Guido possidere et tenere solebat hereditarie ante dictarum ordinationum confectionem, et que molendina posita fuerunt ad manum Regis circa Nativitatem Domini CCC XXI. » C'est en janvier 1311 que

les moulins de Corbeil avaient été concédés à Geoffroi en déduction d'une rente antérieure sur le Trésor (Appendice II, n° 544).

<sup>(2)</sup> Il y a ici un écho de la doctrine si singulièrement posée par l'un des donneurs d'avis dont les mémoires ont été imprimés plus haut (p. 138).

<sup>(3)</sup> Le texte de l'arrêt du 24 février 1321 était suivi, dans *Bel*, de requêtes des Chambly tendant à en empêcher l'exécution, avec des observations de la Commission sur ces requêtes (Brussel, *op. cit.*, pp. LXXXVI-VII).

<sup>(4)</sup> *Essai de restitution*, p. 160; R. Choppin, p. 548.



par une lettre, du 5 avril, au bailli de Mâcon qui a été transcrite dans les Mémoires et dont les copies sont innombrables<sup>(1)</sup>.

Dans cette lettre, qui a toutes les allures d'une circulaire, c'est-à-dire qui fut probablement envoyée à tous les baillis et sénéchaux, le roi rappelle les ordres donnés, le 10 mars de l'année précédente, par son prédécesseur. Conformément à ces ordres, ceux qui détiennent quelque chose des domaines du roi ont dû produire leurs titres, pour l'édification des « députés *in negotio alienatorum* », en la Chambre des comptes, à Paris. A la Chambre, on a relevé les productions des habitants de chaque bailliage ou sénéchaussée, et le roi envoie maintenant au bailli de Mâcon le relevé qui concerne sa circonscription, en un rouleau clos sous son contrescel. Le bailli est invité à examiner le contenu de ce rôle : s'il est à sa connaissance que des personnes n'y figurent pas qui auraient dû produire parce qu'elles sont en possession de parcelles du Domaine, il leur enjoindra d'exhiber leurs titres avant la Saint-Remy, dernier délai, sous peine de confiscation. Il devra aussi envoyer le rapport que le feu roi lui avait demandé, et qu'il n'a pas fait, à ce terme péremptoire de la Saint-Rémy prochaine... Qu'il soit bien entendu d'ailleurs que ces prescriptions générales ne doivent pas retarder ou empêcher l'exécution des lettres royales qui auraient pu précédemment être adressées ou qui seraient à l'avenir adressées audit bailli, au sujet d'espèces particulières.

Les originaux de deux des relevés qui furent adressés ainsi sous le contrescel du roi existent encore : ceux qui étaient destinés aux baillis de Chaumont et de Vitry<sup>(2)</sup>. Celui du bailli de Chaumont, Jean de Macheri, ne lui fut envoyé que le 12 juillet<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> *Ordonnances*, I, p. 762. — Brussel, *op. cit.*, p. LXXXVIII. — *Essai de restitution*, n° 228-229.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., Cabinet des Titres, fr. 26707 f. 1 : « Ces parties furent envoyées encloses sous le contrescel dou roy nossire a mons. Jehan de Macheri, chevalier, lors bailli de Chaumont, le lundi après les octaves Saint Martin d'esté l'an CCCXXII. — Ce sont les lettres monstrées sur les demaines dou royaume de la baillie de Chaumont. »

Le relevé destiné à Michel de Paris, bailli

de Troyes, a été publié par A. Longnon (*Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie*, I, pp. 527-529) : « Ce sont les demaines dou royaume allienéz qui ont esté envoyez au bailliage de Troyes en un role encloz soubz le contre scel dou roy nostre seigneur, sur lesquels li diz bailliz a enquis de la valeur, condition et noblesse d'iceux, selon le mandement dou roy nostre seigneur a luy envoyé seur ce », d'après une pièce originale du t. 137 de la Collection Godefroy.

<sup>(3)</sup> C'est la preuve que la circulaire adressée



La lettre de rappel, assez énergique, de Charles IV provoqua-t-elle l'envoi de nouveaux rapports, sous forme d'enquêtes faites à propos des relevés de la Chambre, avec additions? Je n'en connais également que deux, venus de Chaumont et de Troyes<sup>(1)</sup>.

On a la preuve, d'autre part, que les opérations continuèrent sous une autre forme, celle de l'interpellation directe aux grands seigneurs mis en cause : le 7 avril 1323, maître Pierre de Semur apporta à la Chambre des comptes « les réponses du duc de Bourgogne »<sup>(2)</sup>.

Enfin maître Gervais de Pont-Arcy, clerc du roi, employé dès l'origine comme rapporteur de la Commission de 1321<sup>(3)</sup>, qui, le 9 juillet 1322, avait reçu du Trésor royal 60 l. p. en récompense de ses travaux « circa negocium pertractationis domaniorum Regis alienatorum » et à raison de plusieurs procès et écritures qu'il avait fait exécuter à ses frais pour cette affaire<sup>(4)</sup>, toucha en avril 1324 une nouvelle somme de 27 l. 12 s. pour ses dépenses au cours d'un voyage et d'un séjour à Angers, près du roi, effectués en novembre et décembre 1323 « ratione facti domaniorum regni alienatorum »<sup>(5)</sup>.

Un dernier trait. — Henri de Sully, bouteiller de France, avait été tout-puissant sous Philippe V, au comble de la faveur. En juin 1319, pour l'avoir

le 5 avril au bailli de Mâcon ne le fut pas le même jour à tous ses collègues. Voir aussi le *II<sup>me</sup> Journalis* de la Chambre (fr. 2755, f. 457 v<sup>o</sup>) sous la date du 4 juin 1322 : « Ce jour furent envoiées trois paires de lettres, c'est assavoir au seneschal de Poitou, et au bailli de Bourges les autres deux, pour retraicter aucuns domaines du roy alienés par certaines personnes, etc., dont mention est faite en un petit livret ou roliau mis en l'au-moire du Journal le jour dessus dit. »

<sup>(1)</sup> Plus haut, p. 116, note 3. Ces deux rapports sont inédits. Le premier (Chaumont) est sûrement une réponse à la circulaire, car il y est question des « intitulacions dou roie envoyé de la court ». Le second (Troyes) est intitulé en termes exprès : « Ce sont li demoinne dou reaume alliennez que li diz bailliz ha trouvez en sa baillie outre ceux qui sont contenu ou roie a li envoyé soubz le contre seel dou roy monsei-

gneur, les queux li diz bailliz ha mis en la main dou roy et s'est enformez de la valeur, condition et noblece d'yceux. » — La lettre missive, écrite à part par Michel de Paris aux « deputez de par le roy nostre sire seur les domainnes dou royaume alienez » pour leur annoncer l'envoi de ce dernier document (16 octobre 1322; Arch. nat., K 1135, n<sup>o</sup> 12 bis) n'a pas échappé à M. Longnon (p. 526).

<sup>(2)</sup> J 1036, n<sup>o</sup> 12 (original) : « Ce sont les responses que li dux de Bourgogne fait as demandes que l'on li fait pour le Roy en la Chambre des comptes. »

<sup>(3)</sup> Plus haut, p. 117.

<sup>(4)</sup> *Les Journaux du Trésor de Charles IV le Bel* (éd. J. Viard), n<sup>o</sup> 1198. Il faut lire sans doute « retractationis » au lieu de « pertractationis » (cf. n<sup>o</sup> 2234).

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, n<sup>o</sup> 4891.



traité d'Achitophel (l'Achitophel du *Livre des Juges*, donneur de mauvais conseils et destiné à mal finir), le sire de Mercœur, quoiqu'il s'en fût ensuite excusé publiquement, avait été invité à garder les arrêts au Châtelet de Paris<sup>(1)</sup>. « Souverain » de la Chambre et du Trésor<sup>(2)</sup>, le bouteiller avait présidé de haut à toutes les recherches domaniales, faites au nom de son maître, comme à la plupart des grandes affaires du temps. Et ce grand seigneur, d'ailleurs criblé de dettes, n'avait pas plus que les parvenus des règnes précédents négligé ses intérêts pendant cette période prospère : il avait reçu des dons magnifiques, par échange ou autrement, en Limousin et ailleurs<sup>(3)</sup>. Mais toute cette faveur s'était évanouie à l'avènement de Charles IV qui, dès le 20 janvier 1322, lui avait fait redemander brusquement, contre décharge, les papiers d'État en sa possession<sup>(4)</sup>. Bientôt tous ses domaines avaient été mis « sous la main du roi », saisis<sup>(5)</sup>; et il avait dû produire à son tour devant la Commission naguère à ses ordres, « supplier » par devant elle<sup>(6)</sup>. Sous Philippe V, il avait cru pru-

<sup>(1)</sup> JJ 55, f. 16, n° 31 (cf. fr. 4315, f. 3); M. Boudet, *Béraud VII de Mercœur*, dans la *Revue d'Auvergne*, 1905, p. 108.

<sup>(2)</sup> Borrelli de Serres, *op. cit.*, III, p. 80.

<sup>(3)</sup> Voir l'index de l'Appendice II, à l'article « Henri de Sully » et surtout les registres de la Chancellerie de Philippe V. — Le cartulaire d'Henri de Sully, fait en 1329 par Jean de La Celle, son chapelain, qui contenait l'analyse ou la reproduction des principales lettres en sa faveur émanées de la Chancellerie royale, appartenait en 1723 à la duchesse de Beauvilliers (fr. 28400, ff. 106, 108, 113, etc.). La Thaumassière l'a utilisé pour ses ouvrages sur le Berry. Il en existe des extraits (Coll. Du Chesne, 76, ff. 265-276) et une bonne copie partielle qui n'a pas été signalée par H. Stein dans sa *Bibliographie générale des cartulaires français*, n° 3790 (fr. 15642, f. 144 et suiv.). — Jean de La Celle a certainement travaillé avec la préoccupation de former comme une panoplie de textes pour la défense de son seigneur. Telle est la rubrique qu'il donne, par exemple, au n° VIII : « Item, lettre de quoy

monseigneur se pourra aider qui parle sur l'eschange de la terre de Lunel et de Limozin. »

Il y avait autrefois aux Archives du Cher un autre cartulaire de Sully. Ce qu'en dit L. Raynal (*Histoire du Berry*, II, 1845, p. 284) est de nature à faire regretter qu'il ait été en partie détruit.

<sup>(4)</sup> Arch. nat., J 1036, n° 11.

<sup>(5)</sup> « Comme apres le deces du roy Ph., nostre seigneur et frere, par vertu d'une ordonnance faite en son temps des dons et eschanges qui faiz avoient esté moins deument..., nous eussions fait metre en notre main Dun et ses appartenances, avecques toutes les autres choses que le sire de Sully avoit eu pour cause d'eschange et de don... » (Toulouse, février 1324 n. st., dans JJ 62, f. 20 v°). Cf. *Journaux du Trésor de Charles IV*, n° 6875.

<sup>(6)</sup> Voir les extraits de *Bel* par Sainte-Marthe, pp. 97 et 108 : « Supplie ledit sire de Sully que vous examiniés les lettres cy dessus et que la main du Roy soit ostée... »



dent, comme tant d'autres bénéficiaires de faveurs royales qui ne laissaient pas d'en soupçonner la fragilité éventuelle, de faire insérer des garanties spéciales dans les lettres qui lui avaient conféré « les châteaux de Limousin », c'est-à-dire Chalus, Chalusset, Courbefy, Bré, etc., l'ancien domaine des Maumont<sup>(1)</sup>, en échange de ses droits à Lunel, dont les libéralités antérieures de la Couronne étaient d'ailleurs la source. Il fut amené à renoncer, bon gré mal gré, à la plupart de ces garanties<sup>(2)</sup> qui, il faut l'avouer, étaient à la fois naïves et fort extraordinaires; et sa renonciation « volontaire » ne lui attira que le *satisfecit* suivant, dont on appréciera la sécheresse et le style inaccoutumé :

Charles, par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, a touz ceux qui verront ces presentes lettres, salut. — Scavoir faisons que nostre amé et feal Henry, seigneur de Sully, bouteiller de France, s'est traiz en la presence de nous et de nostre Conseil, racontant comment nostre cher seigneur et frere Philippe, de bonne memoire, rois des deux royaumes, transporta en li certaines terres et chastiaux assis en Limousin et li donna plusieurs lettres sus ce, entre lesquelles especialement li en donna une pour seurté des choses a son cuider plus fermement obtenir, faisans mencion entre les autres choses que, ou cas ou les successeurs dudit nostre chier seigneur et frere empescheroient audit Sully les terres et chastiaux dessus diz, il les condempnoit en certaine somme d'argent a li paier une fois, et certaine rente a assoir, demorant le don et permutacion en leur vertu, et quittoit audit Sully le fié et l'omage, et que il le peust reprendre a temps ou a toujours de quelque personne qu'il vousist, de eglise ou seculiers, et fu[s]t ore dehors de nostre royaume; lesquelles lettres ledit Sully, doubtant qu'il ne fussent trop apres, pour ce que en aucune chose ne nous peust desplaire, de son bon gré et volonté, sans contraincte ne demande que on li feist, nous apporta et bailla, retenant a soy toutes voies que aus autres lettres faictes et accordées a luy sus le transport desdites choses<sup>(3)</sup> ne lui soit faict nul

<sup>(1)</sup> Voir M. Boudet, *Le « Chevalier Juif »*; les *Maumont* (Riom, 1911).

<sup>(2)</sup> Voici quelques-unes des précautions qui ne sont pas visées par Charles IV dans sa lettre rédigée pour accepter la renonciation d'Henri : « Et pour ce que plusieurs par aventure pourroient cuider que lesdits lieux et chastiaux... vausissent trop plus en rentes, droictures, edifices et en autres choses, et fussent de trop greigneur valeur qu'il ne sont, nous voulons

que tous sachent que les chastiaux aus lieux dessus dictz nous estoient venus et eschois en nostre partie et especiale pourcion avant que la succession desdits royaumes nous venist, et de la valeur d'iceux nous appert pleinement par registres, roulles et nos autres lettres; pourquoy nous le don et recompensacion des choses dessus dictes nous avons faict et faisons de certaine science... » (Lorris, novembre 1317).

<sup>(3)</sup> Ms.: des dites lettres choses.



prejudice, disant que de celles lettres a nous baillées ne se voloit aidier ne n'en voloit user, lesquelles nous receusmes ensuite et preismes de li.

En tesmoing de laquelle chose nous avons faict mettre nostre scel en ces presentes lettres, faictes et données a Paris l'an mil trois cens vingt sept, ou mois de mars<sup>(1)</sup>.

La roue avait tourné. Gérard Gueite, autre favori de Philippe V, l'éprouva sous Charles IV comme le sire de Sully; et, n'étant point de si bonne maison, au lieu d'avoir des ennuis et d'être finalement, comme Sully, relégué avec de grandes charges dans les provinces du Midi, il en perdit tout d'un coup la fortune et la vie<sup>(2)</sup>, ainsi qu'il était arrivé naguère à Enguerran de Marigny. Et tandis que le sire de Sully et Gérard Gueite, qui avaient joué tous deux un si grand rôle à la Chambre pendant les travaux de la Commission présidée par l'élu d'Arras, passaient ainsi à la condition de justiciables ou de justiciés, les inquiétés du règne précédent reprenaient place à la cour. Dans la nomenclature des « gens des Comptes » sous Charles IV et Philippe VI, on voit reparaître, non sans surprise, presque tous les noms des familles frappées naguère : Trie, Harcourt, Augeron, et même Chambly-Viarmes<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Le chapelain d'Henri de Sully, qui a transcrit ces lettres dans son Cartulaire (fr. 15642, f. 156), a noté qu'elles étaient « en coue double et en cire jaune ». La date, telle qu'elle se lit dans le manuscrit français 15642, en est certainement fausse, puisque Charles IV était mort en mars 1327 v. st.; mais la place que la pièce occupe ne permet pas de restituer le millésime altéré par un lapsus du copiste, car les lettres ne se suivaient pas dans la compilation de Jean de La Celle d'après l'ordre chronologique. Indiquons seulement que la lettre que nous publions précédait, dans le Cartulaire, une autre lettre de Charles IV (Chaaïs, 24 juin 1326) qui autorise Sully à « vendre pour sa nécessité » les châteaux du Limousin, l'autorisation étant accordée « pour la sûreté des acquéreurs »; cette dernière pièce est aussi dans JJ 64, f. 101 v°.

Jean de La Celle avait encore transcrit deux autres lettres du roi Charles « en coue double et en cire jaune » sur l'affaire des châteaux du

Limousin (fr. 15642, f. 144 v°) dont le transcrit du xvii<sup>e</sup> siècle n'a pas reproduit le texte. L'analyse de la dernière, d'après la table du Cartulaire, est en ces termes : « Lettre dou Roy Charles comme il rendit a monseigneur de Suily toute la terre de Limouzin et les appartenances, laquelle il avoit faict mettre en sa main après la mort du roi Philippe; et les a Philippes de Melun devers li. »

On sait que « les châteaux du Limousin » ont été recueillis plus tard par les d'Albret dans l'héritage des Sully.

<sup>(2)</sup> M. Boudet, *Les Gayte et les Chauchat*, dans la *Revue d'Auvergne*, 1911, pp. 401 et s.

<sup>(3)</sup> Les dons recommencent en même temps à pleuvoir sur ces familles, notamment sur celle dont le maréchal Mathieu de Trie, dit « le Maréchal » par excellence, était le chef (voir Bibl. nat., fr. 29367, dossier « Trie », et surtout les registres de la Chancellerie sous Charles IV et Philippe VI). Les d'Augeron se sont perpétués au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle, par les Bureau de



Revenons maintenant au Livre Rouge (*Rubeus*) qui a été décrit au chapitre précédent.

Le Livre Rouge (jusqu'au f. 529) est, nous l'avons vu, une sorte de recueil très analogue à certains registres de la Chancellerie, de lettres royales qui consacrent des constitutions et des transferts de rentes, de dons et des échanges intéressant le Domaine royal. Il est évident qu'il a dû servir aux commissaires désignés par Philippe le Long sur le fait des domaines aliénés.

Mais une question a été laissée plus haut en suspens au sujet de ce livre : ce n'est pas un recueil *complet*; il est difficile de croire qu'il ait été formé *au hasard*; quel est donc le caractère commun des pièces qui y figurent? Quelques hypothèses se présentent qui doivent être écartées.

Est-ce un recueil de dons et de transactions relatives au Domaine qui ont été reconnus valables après examen, et *Rubeus* est-il, ainsi qu'on l'a dit, comme le premier « livre de la dette consolidée »? Nullement. On y trouve quelques-uns des instruments des libéralités de Philippe le Bel à Enguerran de Marigny, qui furent tous annulés dès le règne de Louis X. Il y avait jadis au Trésor des chartes une layette (la XIII<sup>e</sup> de Gérard de Montaigu) intitulée *Littere recuperate vel reddite*, qui contenait des lettres royales de constitution de rentes annulées parce que les rentes en question avaient été rachetées ou recouvrées en quelque autre manière; de ces lettres, tailladées à coup de ciseau en signe d'annulation, il y a encore aujourd'hui un assez grand nombre au Trésor, dans les cartons J 149, J 423, J 1020, K 37<sup>n</sup>, etc. <sup>(1)</sup>; or le texte de plusieurs de ces lettres, dont la preuve existe, par conséquent, qu'elles furent officiellement cancellées, était inséré, sans observation, dans le Livre Rouge (nos 59, 323, 343, 356, 405, etc.)

Le Livre Rouge était-il au contraire un recueil de pièces annulées? Voici une circonstance qui pourrait le donner à penser. Le Récolement de 1722 signale, parmi les « registres divers » du Greffe, un « Registre coté *Armagnac* avec une + ». Menant l'a vu : « Un registre où il y avait au dos 1330 jusqu'à 1351 et sur la couverture une croix <sup>(2)</sup>. » C'est bien le même; car quelqu'un de la Chambre a transcrit la table d'un « Registre en parchemin, couvert de

la Rivière, dans la haute noblesse palatine (C<sup>e</sup> de Soulttrait, *Inventaire des titres de Nevers de l'abbé de Marolles*. Nevers, 1873, col. 753).

<sup>(1)</sup> Cf. le n° 6014 des *Journaux du Trésor* de Charles IV; et le n° 7674.

<sup>(2)</sup> Menant, t. XII, p. 145.



parchemin, contenant 81 ff. et marqué + *Armagnac*, et au dos : M, 1330 jusqu'à 1351 <sup>(1)</sup>. Sainte-Marthe, qui en a pris des extraits, décrit, semble-t-il, une autre couverture : « Registre couvert de parchemin, où, d'un côté, est une Croix noire, et de l'autre est escrit *Revocatio* <sup>(2)</sup> ». Or ce nouveau registre *Croix*, dénommé *Armagnac* pour des raisons qu'il est impossible de déterminer avec certitude <sup>(3)</sup>, ou simplement par erreur, contenait et ne contenait que des lettres royales du même genre que celles du Livre Rouge (depuis 1303 [et non pas 1330] jusqu'à 1351) <sup>(4)</sup>. Mais il portait au premier feuillet, d'après Menant <sup>(5)</sup>, l'indication suivante :

Littere executorie per quas dona perpetua facta personis hic designatis et eorum heredibus de propria carne generatis et per rectam lineam descendantibus, quod ab aliis detinentur occupata, dominus rex vult et mandat eadem donata cum eorum fructibus ad jus regni revocari.

Ainsi, d'après cette indication, *Croix-Armagnac* était une collection de lettres de don perpétuelles annulées à raison d'inexécution de certaines clauses. Mais, malgré l'analogie apparente de *Rubeus* et de *Croix-Armagnac*, d'où l'on pourrait conclure à une analogie foncière, le cas de *Rubeus* était certainement différent : il suffit de rappeler que le Livre Rouge avait été tenu vraisemblablement pendant les règnes de Philippe le Bel et de Louis X, et non pas compilé d'un seul coup, comme *Croix-Armagnac* après 1351, à l'occasion d'une revision de libéralités tant anciennes que récentes. Il paraît hors de doute que les lettres enregistrées au Livre Rouge l'ont été tout simplement, au temps où elles furent transcrites, pour en assurer la mémoire et par mesure de garantie spéciale en faveur des bénéficiaires. — Sans doute, il reste difficile d'expliquer pourquoi, sur tant de lettres de don émanées de la Chancellerie de Philippe le Bel, il n'en a été enregistré au Livre Rouge qu'un nombre relativement médiocre : comment, par exemple, il se peut faire que,

<sup>(1)</sup> Arch. nat., PP 105, f. 686. Cahier ajouté après coup dans PP 105, d'une autre main.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 20685, p. 131.

<sup>(3)</sup> Peut-être parce que la croix qui y était inscrite avait la forme et la couleur de celle des Armagnacs.

<sup>(4)</sup> Beaucoup de ces lettres figuraient même

dans l'un et l'autre registre. *Croix-Armagnac* contenait 82 lettres de dons à héritage ou à volonté des rois Philippe le Bel, Louis X et Philippe le Long; un quart environ de ces lettres sont aussi dans le Livre Rouge.

<sup>(5)</sup> Recueil, t. XIV, f. 163 v°.



dans l'énorme dossier des pièces relatives aux acquisitions d'immeubles opérées au temps de Philippe le Bel, dans la Cité, en vue de l'agrandissement du Palais royal, l'enregistreur du Livre Rouge n'en ait transcrit que quelques-unes (dont aucune ne se trouve que là); comment il se fait encore qu'il n'y ait pas au Livre Rouge une sur dix des lettres que cet infatigable solliciteur et brocanteur de biens, maître Philippe le Convers, obtint de la condescendance ou de la lassitude de Philippe le Bel et de ses fils<sup>(1)</sup>; mais des singularités du même ordre s'observent à propos de tous les registres de la Chancellerie de France, et même à propos des registres de toutes les chancelleries du moyen âge : nulle part on n'enregistra au moyen âge tout ce qui était de nature à être enregistré, et, pour expliquer des différences de traitement, au point de vue de la transcription, que rien ne justifie en raison, on en est réduit partout, comme ici, à invoquer les sollicitations des intéressés, leur facilité ou leur répugnance à payer des droits d'enregistrement, ou l'arbitraire tout pur.

Quant à la troisième partie du Livre Rouge (depuis le f. 529), qui contient un choix des *Dona ad hereditatem* de Philippe le Long, elle a peut-être été exécutée sous Charles IV, comme *Bel*, à l'occasion des opérations de la Commission dans l'affaire de la « Révocation des dons » ou des « biens mal donnés ou mal aliénés ». Mais ce n'est pas là le seul relevé qui ait été fait alors à la même intention.

Caille du Fourny a vu au XVIII<sup>e</sup> siècle aux archives de la Chambre une suite de rouleaux en parchemin, dont il a copié les titres et des extraits :

a. *Dona acta per defunctum regem Philippum Magnum in Normandie bailliviis a Pascha cccxvi ad Sanctum Michaelém cccxxi inclusive* <sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> L. Perrichet a bien remarqué (*op. cit.*, p. 247) que, dès la fin du règne de Philippe IV, Philippe *Conversi* « ordonnait » presque toujours *in curia* « les lettres portant concession de bois, d'usage de forêt, pâturages, gardes de château et toutes questions intéressant les propriétés du roi ». Mais il n'a pas eu l'occasion de signaler sa prodigieuse activité privée

comme acquéreur et négociateur de biens ; et il l'appelle toujours « Philippe de Convers » : c'était un juif converti.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 32510, f. 114. Cf. Coll. Clairambault, 306, f. 325 (qui renvoie au t. IX, p. 319, des « Mélanges » de M. du Fourny).



b. *Dons fais par le roy Ph., que Diex absoille, ou conté de Champagne et en Languedoc. De 1316 à 1321* <sup>(1)</sup>.

c. *Dona facta per ultimum deffunctum regem Ph. in terra que quondam fuit comitis Pictaviensis tam ad hereditatem et vitam quam in pecunia numerata, a festo beati Johannis Baptiste cccxvi exclusive ad annum cccxxi inclusive* <sup>(2)</sup>.

On avait donc noté, sur des rouleaux, par régions, au complet, les dons de Philippe le Long, dont un choix était en même temps enregistré en appendice du Livre Rouge. Ce travail avait été exécuté à l'aide des comptes rendus par les comptables locaux, baillis et sénéchaux, sur les circonscriptions desquels des rentes avaient été assignées; car on s'y référait au compte de tel bailliage ou de telle sénéchaussée, pour tel terme.

D'autre part, Caille du Fourny trouva dans le même lot un quatrième rouleau, sans titre <sup>(3)</sup>. C'était une liste (récapitulative?) des « Dons faits par le roi Philippe le Long », divisée en deux parties: à perpétuité, à vie. Une des intentions de cette récapitulation générale avait été certainement de se rendre compte du montant des sommes à payer, car il y avait des totalisations <sup>(4)</sup>. Beaucoup de paragraphes extraits de ce rouleau par Du Fourny correspondent à des actes transcrits soit dans le Livre Rouge, soit dans *Croix-Armagnac*.

La Commission instituée en mars 1321, qui avait fait accumuler au cours de sa carrière dans les archives de la Chambre une si grande quantité de documents (qui sont devenus inintelligibles par la suite, parce que les débris en furent dispersés), passa; au cours du règne de Charles IV, son activité se

<sup>(1)</sup> Fr. 32510, f. 115. Cf. Coll. Clairambault, 306, f. 327; et Coll. de Périgord, 57, f. 6 (qui renvoie aussi au t. IX des « Mélanges » de Du Fourny).

<sup>(2)</sup> Fr. 32510, f. 116. Cf. Coll. Clairambault, 306, f. 327 v°; Coll. de Périgord, 57, f. 6.

<sup>(3)</sup> Fr. 32510, f. 113.

<sup>(4)</sup> « Somme des dons a perpétuité, sans Jehan de Bonnay, Pierre de Maisiau, le frere et les neveux du pape, et autres choses sans pris : 2449 l. 8 s. 11 d. t. [de rente annuelle]. »

— « Somme des dons a volonté et a vie, environ 22000 l. »

Les articles non compris dans le total des rentes à perpétuité étaient : « Jehan de Bonnay, la terre d'un escuier qui couta au roy 8 l. t. et l'usage en la forest de Chaumontois pour ardre et edifier, deus lieues environ sa meson [cf. Livre Rouge, n° 948]. — Pierre de Machau. — Le frere le pape, ses .ii. neveux. » Les choses « sans prix » étaient les dons non estimés, comme : « Billebaut d'Eschilleuses, une maison assise a la ville Saint Morice, sans pris. »



perd pour nous dans les sables <sup>(1)</sup>. Mais quelque chose d'elle subsista, qui devait durer pendant des siècles : l'habitude, qu'elle avait instaurée, de remettre continuellement en question la valeur des dons du roi et les transactions conclues en son nom; une menace de revision perpétuellement suspendue sur la tête des donataires et des pensionnaires de la Couronne, et de tous ceux qui avaient eu affaire à elle.

Les historiens modernes, habitués à voir l'État tenir scrupuleusement des engagements qu'il ne contracte pas sans doute à la légère, ont été choqués de cet état de choses : « Le roi, dit M. Viollet d'un air attristé, reprend ce qu'il a donné : nous le voyons, depuis le xiv<sup>e</sup> siècle, révoquer de temps en temps les aliénations du domaine qu'il a pu faire depuis une époque déterminée <sup>(2)</sup>. » Tel fut, il est vrai, le régime désormais normal : une prodigalité excessive, dont les effets étaient atténués, de temps en temps, par l'arbitraire des retraits — lesquels étaient souvent, d'ailleurs, abolis ou compensés à leur tour par des sautes d'influence dans l'entourage royal. Les archives de la Chambre ont été encombrées, depuis 1321 jusqu'à la fin de la monarchie, par les résidus des écritures immenses qu'entraînèrent ces opérations.

Sous Philippe de Valois, qui consentit beaucoup de dons nouveaux, même aux Chambly <sup>(3)</sup>, la révocation des anciens et la réglementation de la matière furent souvent à l'ordre du jour <sup>(4)</sup>. C'est alors que fut inventé, comme digue aux libéralités, l'artifice d'imposer à tout solliciteur l'obligation de bailler par écrit la liste des grâces qu'il aurait précédemment obtenues <sup>(5)</sup>. Les gens des Comptes s'appliquèrent plus que jamais, sous ce règne, à faire dépouiller les comptes de leurs archives pour se procurer des renseignements sur les anciens « dons » du roi, à toutes fins utiles. On lit dans un Mémoire que M. de Boislisle, qui l'a publié d'après le Manuel de P. Amer <sup>(6)</sup>, attribue à la huitième année de Philippe VI :

« Item, nous avons extraict les dons du Roy a une foys depuis cinq ans, par les comptes du Tresor, selon ce qu'il est venu a notre cognoissance des comptes ouiz, sans ceulz qui

<sup>(1)</sup> L'accord final dans l'affaire des Chambly est daté d'octobre 1326 (J 208, n° 17).

<sup>(2)</sup> P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 165.

<sup>(3)</sup> Mémorial B, f. 84 v. (1336).

<sup>(4)</sup> Voir le Mémorial B, *passim*.

<sup>(5)</sup> B, f. 1 (11 mai 1333); cf. f. 20 (8 juillet 1344).

<sup>(6)</sup> *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1875, p. 94.



sont es comptes non ouiz; et peut monter, l'un par l'autre, advaluez pour ung an, LIX<sup>m</sup>II<sup>e</sup>LVII l. p., sans les dons de l'ostel, de l'argenterie et de l'escuirie... que nous avons en ung <sup>(1)</sup> extraict a part. »

Du Cange a vu, d'autre part, aux archives de la Chambre, un rouleau intitulé : *Dons et charges de 200 l. de rente a heritage, vie ou volonté, et au dessus, fais en Languedoc depuis la Saint Jehan cccxxxii jusques au premier decembre cccxliv qui sont venus a nostre cognoissance*<sup>(2)</sup>. Ce rouleau était disposé par sénéchaussées, et, sous le nom de chacune, les dons étaient énumérés en trois sections (héritage, vie, volonté). — Il était annoté : ainsi, dans Beaucaire-vie, était écrit : « Le cardinal de Roen qui a present est papes, 2000 l. de rente; mais nous ne savons se il les voura plus penre. » Ce n'était d'ailleurs qu'une partie d'un rouleau très long, qui embrassait probablement, de la même façon, toutes les circonscriptions. — On sait en outre que ce très long rouleau, dont celui que Du Cange a parcouru n'était qu'une partie, avait été recopié sur des cahiers, en forme de volume, à l'instar de *Bel*. Le registre ainsi constitué est resté au Greffe jusqu'à l'incendie. Pithou<sup>(3)</sup>, Menant<sup>(4)</sup>, le Tabulateur de PP 105<sup>(5)</sup> l'ont bien connu, et les Récolements ne l'ont point passé sous silence. C'était, au témoignage de Menant, un registre cotté 8 (S d'après le Tabulateur), en parchemin, couvert de parchemin, de 152 ff., intitulé sur la couverture : *Ce sont les dons et transportz a heritage, vie et volonté, faictz par le roy nostre sire et monseigneur le duc de Normandie, son fils et son lieutenant, par tout son royaume, qui sont venuz en la cognoissance de ses genz des Comptes depuis l'an 1332 que le Roy sceut son estat jusques au premier jour de decembre 1344*. Il était disposé suivant l'ordre traditionnel des circonscriptions administratives, en commençant par la prévôté de Paris. Sous chaque circonscription, trois sections, comme dans le rouleau : héritage, vie, volonté; les extraits de Menant font voir que, dans chaque section, les lettres royales de don étaient, non pas transcrites *in extenso*, mais analysées (avec reproduction des mentions de chancellerie), absolument comme dans la dernière partie du Livre Rouge et dans *Bel*<sup>(6)</sup>.

<sup>(1)</sup> Édition : *long*.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 9501, f. 106; cf. Coll. de Périgord, 57, f. 6 v°.

<sup>(3)</sup> Coll. Dupuy, 142, f. 136.

<sup>(4)</sup> Recueil, t. XII, f. 78.

<sup>(5)</sup> PP 105, f. 501.

<sup>(6)</sup> De la même date (c'est à-dire un peu après 1344) est un rouleau qui existe encore



¶ Per quod tenet Rex apud Nicosiam et coruill et gonnarvill et Gamarco debet  
serviciu dimidiu feodi militis  
¶ Gregor debet serviciu unius militis et dimid.

¶ Comes pormu tenet albigni p serviciu duoy mit et dimid.  
Et tunc balouini vac ap esnegreavill p serviciu unius militis  
¶ Johes de buccort tenet hoc qd hie ap s dyon. debet p serviciu unius militis  
¶ Rob Barant tenet buqter de dno Rege p serviciu quinq militis.

¶ Et sic qd sunt et alia feoda q tenet a pnti ut ab alijs dnis p quoy manus  
faciunt Regi serviciu. Et etia talia feoda q ipse dnt Rex tenet in manu sua  
p eschaetm vel commissu quoy nra tunc tenent q feodoy scripti s in Registro  
prelo.

¶ Ric de haretot tenet Baroniam su galuacoris a dno Rege p serviciu quoy mil  
sed debebat quinque. qd Baroniam erat integra.

¶ Amuey cu panendis facit serviciu unius militis.

¶ Gns saluacor de dntis facit unu feod de quo vultis pagani ho heremult et  
remanult. et quide debet de servicio suo pnt tenentiu suu.

¶ Ric de vernone tenet Baroniam de sealthou. a dno Rege p serviciu quinq mit.

¶ Guilt de huius Constabli Normany tenet de dno Rege honore de huius per serviciu  
quinque militu. Et hie de ead baronia viginti duo feoda militu ad serviciu suu pnt  
q repunt istos quinque milites qd quis est ad serviciu dnt Regis.

¶ Ric de Constabli Normy debet dno Regi de honore de Rumelli serviciu duoy militu dnt.  
quod serviciu ligitur de huius facit dno Regi p man cu constabli Antena sui.

¶ Abbas de aponte debet dno Regi serviciu unu militu de hie q re de illo in const.  
Et ho castellus suus q p se facit dnt serviciu.

¶ Fulco paganel debet dno Regi serviciu unu militu de feodo coruill et mesnity Regis  
hoc aut qd ye hie in buquill et amouill et longuone. tenet de alie monas. p serviciu  
unius militis. quod facit dno Regi p pmoiaorte aldis.

¶ Pary paganel cu oibz mibz suis tenet de dno Rege p serviciu unu mit. de quo ipse  
hie dimid feod militis ad custodia cast sui in const.

Et p habita et bichal p dy snt graueray sua.

Et tenet Croy de alie monas p mibu louce et slesca qle q pnt dnt Rex accipit. c. set pro  
auxilio erat qe n reddio de Croy nisi quindecim set.

¶ Guilt paganel tenet pntu de dno Rege p serviciu unu mit. Et ho pnt feodatus qui  
tenet de eo. de feodo de pnt. p mibum louce. qd pnt p in dno Regis scriptu.







A

Magr pasqueri h' Inqntas et pcessus qui sequunt

- Q Inqnta int epm lemouicem et hoies de nobiliaco.
- Q Inqnta int qm laudum et edictum de pueris. ind est
- Q Inqntam int edictum archieps et caplin archieps. redd et expet p' l'ano p'au d'at.
- Q Inqnta int Regem et epm darom.
- Q Inqnta int cōtem archieps et templū archieps.
- Q Inqnta int Gaucelin de cast' nouo et Regē q' q'sulibz mansibonis.
- Q Inqnta int Regē et stipendarios qui fuerūt in ex'atu nauarē.
- Q Inqnta int dñm de chyperni et q' Guaud de mala more. redd et aultat
- Q Inqntam int Regē et dñm phm de archieps.
- Q Inqnta int attē de fouerni et cōte burgond.
- Q Inqnta int attē s'a bñda et Regina s'ialie.
- Q Inqnta int dñm aubai de hangar et Guard de fortlouet. redd et iudicia.
- Q Inqnta int Regē et attē de q'morra.
- Q Inqnta int Regē et hoies de endorra.
- Q Inqnta int Regē et q'achet morau q'ad sup grossa forgia et pastur. redd et expet.
- Q Inqntam int qm archieps et hoies de f'enspezo sup m'ailz morauis. redd et ault.
- X Inqntam int dñm Joh chousel et dñm aubai de p'as s'e pastur de balace.
- Q Inqnta de q'astio q'stento ap Gallac p sororibz mōastij pruliani.
- Q pcessu ex'ate de Gauriga q' omes sues ault.
- Q pcessu int dñm genelli et q'sules moys. et fuit ault p' cū q' f'is p' ap'p.
- Q pcessu int Regē et cōtem venesie s'e villa s'a gacini.
- Q Inqntas p ada de argemlio Joh lefau et Gausfeto de argemli s'e dampnis pro capione lombardoz.
- Q Inqnta p iore iudeo nōsa de sen Bellicordy.
- Q Inqnta int texcores pariz et lonauetē jaq lombard.
- Q Inqntam p p'oto de ruppella s'e dampnis p'oture.
- Q Inqnta sup g'uaibz f'is hoibz p Joh angel.
- Q pcessu q' thoma anglis lauil Reg' angl ap lestoure ite dep. q' l'anda honerata.
- Q pcessu q' thoma de quig dy stueret Reg' angl et q' bnaud olery sup v'lxade q'agū durandi dñm.
- Q pcessum int dñm Regē et cōte Pucheny sup s'ro ville par.

A

Magr andreas pocherous h'at

- Q Inqntam int dñm Regem et cōtem foreste.
- Q Inqnta s'e h'is q' q' defensa Regis portata fuerunt in Angl et Scotham et alibi extra Regnum.







On conserve dans la Collection de Harlay à la Bibliothèque nationale (fr. 15515, f. 1) l'original de la note qui fut placée sous les yeux du roi Philippe VI après l'achèvement de ce grand travail : « Tres puissant et tres redoubté seigneur, vous seustes vostre estat et de vostre royaume l'an XXXII... Et, tres redoubté seigneur, les choses que vous y avez depuis faites tant a heritaige comme a vie et a volonté, dont vous verroiz les parties se il vous plaist, montent 293832 l. 14 s. 2 d. t. »

Il n'est pas aisé, soit dit en terminant, de se rendre compte à première vue des rapports que soutenaient tous ces relevés avec la série des registres de la Trésorerie, commencée à l'Ascension 1314 au plus tard<sup>(1)</sup> et régulièrement continuée depuis, qui portait le titre d'*Ordinarium Thesauri*. L'*Ordinarium* était, comme on sait, « un livre sur lequel on inscrivait les institutions ou les personnes qui avaient droit à des revenus amortis (*redditus admortisati*) et à des revenus à héritage, à vie ou à volonté<sup>(2)</sup> » ; c'était « un état, dressé pour chaque exercice, des rentes (et gages) venant à échéance, avec justification des différences par rapport au précédent<sup>(3)</sup> ». Comment le premier *Ordinarium* avait-il été dressé, en 1314 ? Sans doute à l'aide de ces documents dont le Livre Rouge était le principal recueil. Si les éditions postérieures, pour chaque exercice, avaient été bien tenues au courant des additions et des radiations survenues, il semble que, parmi les relevés énumérés plus haut, ceux qui concernent les revenus payables au Trésor auraient été inutiles, si ce n'est pour le contrôle ; quant aux relevés symétriques de revenus payables sur les recettes effectuées dans les circonscriptions, d'après les comptes des exercices écoulés, l'intérêt qu'avait la Chambre à les avoir sous la main, en même

en original (Arch. nat., J 976, n° 12). C'est un relevé des lettres concernant des acquisitions de rentes et d'autres biens faites par le roi et le duc de Normandie depuis 1330 (il y a plus de deux cents lettres citées, dont les plus récentes sont de 1343 ; analyse très brèves, qui ne comportent que la date d'année). Rubrique : « Lettres de vendicion pour le roy et pour monseigneur le duc de Normandie depuis l'an XXX baillées. »

<sup>(1)</sup> Arch. nat., PP 99, f. 62 v°. Cf. J. Viard, *Les Journaux du Trésor de Philippe VI de Valois*, p. LXIV.

<sup>(2)</sup> J. Viard, *op. cit.*, p. L. Le seul *Ordinarium* qui ait été conservé (au Musée britannique) s'applique à l'année 1338 ; il a été publié par J. Viard dans l'ouvrage cité.

<sup>(3)</sup> Borrelli de Serres, *Recherches...*, II, p. 193.



temps que l'*Ordinarium* dont ils étaient, pour ainsi dire, le complément, est trop évident pour qu'il y ait lieu d'insister.

C'est peut-être à l'époque des premiers Valois que se rapporte aussi un « Livre » qui ne nous est connu que par la note suivante de P. Amer : « En ung livre qui est en ung coffre pres de l'viz de la viz de la souspendue de la vieille Chambre de France, fermant a clef, sont contenuz les accroissemenz et aussi les diminutions des domaines de aucun temps ancien, fait en la maniere de proceder que on tenoit lors pour la conservation des domaines, etc. <sup>(1)</sup>. »

Les documents analogues à ceux dont il a été question dans ce chapitre étaient très nombreux, aux archives de la Chambre, pour la seconde moitié du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle : ordonnances, consignées aux Mémoires, dont les greffiers avaient formé un répertoire à leur usage sous la rubrique : *Revocaciones rerum alienatarum de domanio* <sup>(2)</sup>; correspondance avec les baillis <sup>(3)</sup>; extraits ou relevés individuels au nom des principaux bénéficiaires <sup>(4)</sup>; etc.

Une Commission établie au Trésor en 1378, v. st., dont l'étude appartenait aux historiens de Charles V et de Charles VI, avait laissé deux registres :

1° « Un viez registre des commissaires ordonnez au Tresor par le roy sur le fait de son domaine, l'an M CCC LXX VIII, premier jour de mars, lequel registre est en la basse aumaire de maistre Jehan Le Begue <sup>(5)</sup>. » Ce registre, Jehan Le Bègue le bailla le 6 octobre 1442 à messire Simon Charles, président en la Chambre, qui l'avait demandé « pour le voir », et qui le mit en son coffre « estant pres du siege ou il seoit au grant bureau ». Pierre Amer observe à ce sujet, en marge : « Sciatur ubi est in presenti. » Il n'était pas

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, f. 153.

<sup>(2)</sup> Fr. 10988, f. 89 v°; JJ 280, f. 1006. Pour le <sup>xv</sup><sup>e</sup> et le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, voir, à titre de spécimen, le recueil de la Collection De Camps intitulé : *Aliénations du domaine royal* (Bibl. nat., fr. 7420). Cf. nouv. acq. fr. 7931, ff. 384 et suiv.

<sup>(3)</sup> Dont des débris subsistent au Trésor des chartes. Par exemple : « Lettre du receveur du

roi à Troyes sur le mandement de la Chambre relatif à la révocation des dons à héritage et à vie des domaines du roi; octobre 1365 » (Arch. nat., J 193, n° 73).

<sup>(4)</sup> Extrait des dons faits à Louis de Bourbon par le roi et ses prédécesseurs, dans le *Mémorial* B, f. 97.

<sup>(5)</sup> Fr. 10988, f. 148; cf. ff. 21 et 130.



perdu, puisque le Tabulateur de PP 105 l'a décrit au xvii<sup>e</sup> siècle<sup>(1)</sup> : « Registre en papier, contenant 180 ff., coté sur la couverture de parchemin *Registrum commissariorum in Thesauro ordinatorum super reformatione Domanii, inceptum prima marcii M CCC LXX VIII et finitum mense septembris M CCC IIII* »<sup>xx</sup>. Il commençait par un recueil d'ordonnances; des lettres royales de privilège, de confirmation d'usage, d'amortissement, d'acquisition, d'attribution de gages, d'anoblissement, etc., y étaient ensuite enregistrées, par ordre chronologique.

2° Les Récolements de 1686 et de 1722 mentionnent au Greffe un registre coté M qui était, à les en croire, un « Journal des lettres et chartes qui ont été expédiées au Trésorier des chartes par les Commissaires sur le fait des domaines depuis 1378 jusqu'en 1384 ». C'était, d'après le Tabulateur de PP 105, un volume en parchemin, couvert de parchemin, de 46 ff.; on lisait sur la couverture : *Registrum cartarum in Thesauro domini regis Parisius per ejus commissarios super facto domanii deputatos expeditarum, videlicet a xvii<sup>a</sup> marcii CCCLXXVIII usque ad vii<sup>am</sup> novembris CCCIII* »<sup>xx</sup> IIII. Des lettres d'amortissement, d'anoblissement, de légitimation, de don, d'échange, de fondation, de confirmation de privilèges, d'établissement de foires, de bail, etc., y étaient classées suivant l'ordre chronologique, année par année. Il y en a dans PP 105 une table assez étendue<sup>(2)</sup>.

Au xv<sup>e</sup> siècle, il y avait enfin au Greffe un *Saccus domaniorum revocandorum in recepta Parisiensi*, dont Pierre Amer a noté qu'il était lui-même contenu, en la Chambre des notaires, « in sacco domaniorum revocatorum pendenti contra almariola »<sup>(3)</sup>. Il est probable que des sacs semblables existaient ou avaient existé pour les autres circonscriptions.

<sup>(1)</sup> PP 105, f. 527. — <sup>(2)</sup> PP 105, ff. 24-27. — <sup>(3)</sup> Fr. 10988, f. 130 v°.



## III

LES ARCHIVES DE LA CHAMBRE  
ET LE TRÉSOR DES CHARTES.

Quelques circonstances, dans ce qui précède, suggèrent une question qu'il est temps de poser formellement. Le manuel personnel de Roger de Vistrebec, qui fut greffier de la Chambre des comptes, est depuis le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle au Trésor des chartes (JJ 79<sup>B</sup>). Un registre des Dons du roi Jean pour 1354-1356, et peut-être *Bel*, qui étaient aux archives de la Chambre en 1737, avaient été aussi, anciennement, au Trésor des chartes. Plusieurs des rouleaux d'analyses d'actes produits devant la Commission de 1321, qui ont servi à composer *Bel*, sont encore au Trésor; et les layettes du Trésor contiennent aussi bien d'autres pièces dont, *prima facie*, la place naturelle aurait été aux archives de la Chambre. D'autre part, les anciens inventaires des archives de la Chambre, notamment ceux de la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, et les collections d'épaves encore existantes qui en proviennent font connaître la présence, dans ces archives, d'une foule de documents dont la place naturelle aurait été, semble-t-il, au Trésor. — Quels ont donc été, depuis l'origine, les rapports entre le Trésor des chartes et les archives de la Chambre? Ce problème n'a jamais été traité, quoique l'on soupçonne depuis longtemps que, s'il était éclairci, des obscurités qui subsistent dans l'histoire du Trésor se dissiperaient probablement. Il passe pour difficile. Mais on ne saurait se dispenser de l'aborder ici, d'autant que c'est en l'examinant que quelques-uns des faits qui nous restent à indiquer seront placés dans la meilleure lumière.

Le problème remonte au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, quoiqu'il n'y ait eu de Chambre des comptes, à proprement parler, qu'à partir des premières années du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>.

Les archives de la Couronne furent installées, sous Louis IX, au second étage d'un petit édifice élevé par l'architecte Pierre de Montereau le long du côté nord de la Sainte-Chapelle, dans l'enceinte du Palais<sup>(1)</sup>: le Trésor de la

<sup>(1)</sup> H.-F. Delaborde, *Les bâtiments successivement occupés par le Trésor des chartes*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*

et de l'Ile-de-France, t. XXIX (1912), p. 159 (avec plan et figure).



Sainte-Chapelle. Ces archives étaient surtout domaniales, comme celles que Philippe Auguste avait jadis perdues à Fréteval (*scripta tributorum fiscoque cyrographa*, dit Guillaume le Breton)<sup>(1)</sup>; mais elles étaient destinées, en principe, à recevoir tous les parchemins du roi.

A la même époque, une Commission, composée de membres de la Cour du roi, clercs et laïques, sous la présidence d'un prélat ou d'un grand seigneur, était chargée, à la fin de chaque exercice, d'arrêter les comptes des comptables (baillis, sénéchaux et autres) en une courte session périodique. Les travaux de cette Commission étaient préparés, dans l'intervalle des sessions, par des clercs habitués à recevoir, à « jeter » et à « faire » les comptes, c'est-à-dire à les totaliser et à les vérifier. Les Commissions périodiques siégeaient ordinairement dans une salle du Temple de Paris, chez les Templiers, où se trouvait alors le Trésor royal (lequel n'avait, cela va sans dire, aucun rapport, si ce n'est l'homonymie, avec le « Trésor » de la Sainte-Chapelle); les sous-commissions préparatoires se réunissaient aussi, très probablement, dans le même local<sup>(2)</sup>. Il y avait là des coffres (*arche*)<sup>(3)</sup> et des archives. Car les clercs de la Cour du roi délégués *ad compotos* avaient souvent besoin, pour leurs opérations, des comptes des exercices immédiatement antérieurs et des pièces produites à leur soutien; ils les gardaient donc sous leur main.

A la même époque, les Commissions temporaires des membres de la Cour du roi, clercs et laïques, désignées pour rendre la justice, en des sessions appelées « parlements », avaient pareillement, au lieu habituel de leurs assemblées, un greffe rudimentaire où s'accumulaient de session en session les pièces de procédure et les records de décisions.

Ainsi, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, les trois grands dépôts futurs : Trésor des chartes, Greffe des comptes, Greffe du Parlement, existaient déjà en germe, quoiqu'il

<sup>(1)</sup> On ne sait pas généralement que l'accident de Fréteval s'est répété au moins une autre fois, un siècle et demi plus tard : « A la journée de Poitiers, 19 septembre 1356, tous les registres et comptes de la Chambre aux deniers furent pris par les Anglais et perdus » (Mémorial C, f. 171; d'après le ms. fr. 7544, f. 2 v<sup>o</sup>).

<sup>(2)</sup> Ce local est désigné en 1292 (K 496, f. 3) par l'expression *Camera compotorum*, qui

s'applique ici à une salle du Temple, et non pas à une Cour souveraine, encore inexistante et innommée. Cf. Borrelli de Serres, *Recherches...*, I, p. 304.

<sup>(3)</sup> Texte cité par Borrelli de Serres, *Recherches...*, I, p. 304 : « ... litteras que sunt apud Templum in archa que est in camera compotorum. »



n'y eût, dans la Cour du roi encore théoriquement homogène, ni Chambre des comptes ni Parlement.

Le personnel nécessaire à la garde, au classement et à la mise en valeur de ces trois dépôts était pris, naturellement, parmi les clercs du roi. Mais chaque dépôt n'avait pas déjà ses archivistes en titre d'office. De même qu'il n'y avait encore qu'une Cour du roi, dont les Commissions *in compotis* et *in parlamento* n'étaient que des groupements passagers, à personnel presque interchangeable, de même certains clercs du roi, employés ordinairement à d'autres besognes, étaient parfois chargés d'un travail défini dans les archives : c'est ainsi que Nicolas d'Auteuil, clerc du roi, fut désigné en 1269 avec Barthélemy de Penautier, juge de Carcassonne, et Jean de Murlens, chanoine de la Sainte-Chapelle, pour classer, à l'annexe de la Sainte-Chapelle, les pièces concernant les domaines de la Couronne en Languedoc<sup>(1)</sup>. On peut croire, cependant, que, parmi les clercs du roi, ceux qui avaient des aptitudes d'archiviste eurent de bonne heure tendance à se spécialiser dans le sens de leurs prédilections. Tels furent, certainement, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, Nicolas de Chartres, Robert de la Marche, Pierre de Bourges. Mais il semble que ces personnages aient été, pour ainsi dire, chez eux partout où il y avait alors des archives de la Couronne; tous ont laissé en effet des traces de leur activité ailleurs qu'au dépôt qu'ils fréquentèrent surtout.

Les travaux de Nicolas de Chartres, de Robert de la Marche et de Pierre de Bourges au Greffe des parlements, à la fin du XIII<sup>e</sup> et au commencement du XIV<sup>e</sup> siècle, sont bien connus<sup>(2)</sup>. Mais on sait aussi que les deux premiers de ces clercs étaient, en 1286, en position de délivrer à des mandataires du roi d'Angleterre, sur l'ordre de la Cour, des documents tirés « de archivis domini regis »<sup>(3)</sup>. Robert de la Marche avait à sa disposition le vénérable cartulaire de Philippe Auguste, dit du chancelier Guérin (JJ 26), puisqu'il le communiqua à l'auteur d'un recueil de textes sur les services dus au roi, qui l'en a remercié<sup>(4)</sup>. Quant à Pierre de Bourges, sous-chantre d'Orléans, qui succéda,

<sup>(1)</sup> A. Molinier, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1873, p. 188.

<sup>(2)</sup> A. Grün, « Introduction » aux *Actes du Parlement de Paris* d'E. Boutaric, I (1863), pp. LVIII et suiv.

<sup>(3)</sup> H.-F. Delaborde, « Introduction » au t. V des *Layettes du Trésor des chartes*, p. xxxv.

<sup>(4)</sup> Cet auteur, dont l'anonymat sera dévoilé tout à l'heure, a noté dans ses cahiers (Bibl. nat., lat. 10932) les obligations qu'il avait à



en 1299, à Nicolas de Chartres dans l'*officium arrestorum* des parlements, son activité, en dehors de cet office, fut tout à fait remarquable.

« Pierre de Bourges, dit le dernier historien du Trésor des chartes, eut avec le dépôt de la Sainte-Chapelle des accointances tellement étroites que l'on peut se demander s'il n'en fut pas garde<sup>(1)</sup>... Il travailla beaucoup en chancellerie et ses travaux firent passer par ses mains beaucoup de documents des archives royales... Il fut aussi l'auteur d'un registre que rien ne permet d'identifier, mais dont la valeur était assez grande pour qu'on le conservât dans le même coffre que quelques-uns des plus importants du Trésor des chartes : « In archa sunt... registra omnia Garini et Senescalliarum, Velutum, « Veterius et registrum quod fecit magister P. de Bituris...<sup>(2)</sup> »

Ce registre de Pierre de Bourges, qui fut longtemps conservé si honorablement au Trésor, doit être identifié, je crois, avec celui auquel Gérard de Montaigu attribua sous Charles V le n° XVII et qu'il décrit ainsi : « Decimus

Robert de la Marche : outre la communication du registre de Philippe Auguste (f. 3), dont le double (aujourd'hui Bibl. nat., lat. 9778) était alors entre les mains de maître Guillaume de Crépy, il lui devait celle d'un registre *cum asseribus* où se trouvait une charte de Jean Clément, maréchal de France, datée de Soissons, 23 août 1223 (f. 30); celle d'un registre *sine asseribus* où se trouvait une ordonnance de septembre 1274 contre les réfractaires (*ib.*). De plus le «livre de Jean de Caux» (formulaire de la Chancellerie, sur lequel voyez *Notices et Extraits*, XXXV, 2° p., p. 810) lui avait été prêté, dit-il, par «M. R.», c'est-à-dire, peut-être, par «maître Robert».

Robert de la Marche, clerc du roi dès 1274, «registrator in curia domini regis» en 1286, chanoine de Noyon en 1288 (*Actes du Parlement de Paris*, I, n° 2650 F, 692\*), payé le 13 mai 1299 comme entrepreneur de transcriptions pour le compte du roi (*Journal du Trésor de Philippe le Bel*, lat. 9783, f. 44 v° : «Magister Robertus de Marchia pro diversis litteris transcribendis et salario transcribentium...»; cf. f. 51, sous le 16 août 1301). Sa

dalle funéraire était naguère dans l'église de Garches (Seine-et-Oise), qu'il avait fondée en l'honneur de saint Louis; il s'y intitulait «clerc jadis le saint roy Loys»; dès le xvii<sup>e</sup> siècle, la date de sa mort y était illisible (Bibl. nat., fr. 28232, dossier «La Marche»). Cette dalle a disparu pendant l'invasion allemande de 1870-1871; on croit que les débris sont sous le pavé de l'église actuelle.

<sup>(1)</sup> Cette impression est fortifiée par le texte suivant, inséré au Livre Rouge de la Chambre, que M. Delaborde n'a pas connu : «Et ponitur originale istius littere in Thesauro Parisius in custodia magistri P. de Bituris, cui fuit tradita per magistrum Radulfum de Joyaco lune ante Cathedram Sancti Petri anno CCCL.» (Voir notre Appendice II, n° 276.)

Cf. JJ 35, f. 42 v° (septembre 1303) : «Tenor iste fuit missus cum declaratione pape quod prelati possint juvare regem; que declaratio fuit missa sub sigillo Parisiensis officialis; et hanc declarationem habet magister P. de Bituris.»

<sup>(2)</sup> H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. xxxvi (d'après JJ 1<sup>12</sup>, f. 48).



septimus continet plura feuda et servicia debita regi. » — Il existe encore : c'est maintenant le n° 10932 du fonds latin de la Bibliothèque nationale<sup>(1)</sup>.

Que Pierre de Bourges en soit l'auteur, c'est ce que suffirait presque à établir une comparaison attentive entre l'écriture de ce manuscrit et celle du célèbre « Mémorial » autographe de Pierre de Bourges, placé en tête du tome III des *Olim* (Arch. nat., X<sup>1</sup> 3) : quoique le Mémorial ait été exécuté lorsque Pierre était plus âgé, même écriture, mêmes dispositions graphiques, et jusqu'au même format. Mais il y a une preuve de plus : Pierre de Bourges est inscrit, dans le *Journal du Trésor* de Philippe le Bel parmi les parties prenantes pour avoir fait, et apporté au roi, en août 1299, un « Extractum de serviciis regi debitis »<sup>(2)</sup>. Il est en même temps assuré par là que le ms. lat. 10932 fut composé par Pierre de Bourges un peu avant le mois d'août 1299. — Deux notes autographes de Félix Coulon, chanoine de Saint-Rieul de Senlis, clerc de la Chancellerie et du Trésor, sur la feuille de garde du manuscrit, prouvent seulement qu'en 1314-1315 il était en la possession de ce clerc; rien de plus<sup>(3)</sup>.

Cela posé, il est intéressant de considérer les sources du registre de Pierre de Bourges. — Pierre de Bourges, travaillant évidemment sur l'ordre du roi, et pour les gens du Conseil et des Comptes, s'est appliqué, en 1299, à recueillir des textes anciens sur les droits du roi, notamment en matière de service militaire. Ces textes, il les a empruntés au registre du chancelier Guérin, communiqué par son collègue Robert de la Marche, à des rouleaux (8, 5, Q, 3) des archives de la Commission des comptes, et aux premiers *Olim* du Greffe des parlements; il a mis de la sorte à contribution les trois dépôts d'archives de la Couronne qui s'étaient formés de son temps<sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> Il a été décrit en détail par M. Delaborde dans les *Mélanges Paul Fabre* (Paris, 1902), pp. 380-389.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., lat. 9783, f. 92 v°, sous la date du 18 août 1299 : « Magister Petrus de Bituris pro expensis suis faciendū extractum de serviciis regi debitis, eundo ad regem et redeundo, per .xxviii. dies, .xx. l. p. comp. per Johannem Droconis, valletum suum. »

<sup>(3)</sup> Les éditeurs du t. XXIII des *Historiens de*

*France* ont indûment conclu de ces notes que Félix Coulon était l'auteur du registre tout entier. M. Delaborde rejette avec raison cette conclusion, mais il écrit cependant que le manuscrit, contemporain de Coulon, a dû être fait, comme les travaux de Coulon, sous la direction de Pierre d'Étampes (*Mélanges Paul Fabre*, p. 389).

<sup>(4)</sup> Pierre de Bourges mentionne encore, parmi ses sources, un « librum cum asseribus



Notons encore que Pierre de Bourges, chef de l'*officium arrestorum* des parlements depuis 1299, n'en détenait pas moins les clés des armoires où les archives du roi étaient déposées au second étage de l'annexe de la Sainte-Chapelle lorsque, le 27 avril 1307, il fut invité à s'en dessaisir <sup>(1)</sup>.

En somme rien, pendant cette première période, n'était nettement distinct : ni Compagnies formées, ni dépôts indépendants, ni personnel spécialisé. On a quelque peine à concevoir aujourd'hui, et encore plus à décrire, cet état d'indistinction primitif où s'esquissaient déjà, pourtant, les compartiments de l'avenir.

Le 27 avril 1307, Philippe le Bel confia à « maître Pierre d'Étampes, chanoine de Senlis », son clerc, la garde de toutes les lettres, chartes et privi-

coopertum corio viridi, quem habui a magistro Petro la Reue ». Ce maître Pierre la Reue est certainement le clerc qui figure dans l'ordonnance de l'Hôtel de janvier 1286, sous le nom de « Pierre Reues », parmi les notaires placés sous les ordres de « Cil qui porte le scel », et dans les comptes de l'Hôtel pour 1287 et 1289 (Ludewig, *Reliquiae manuscriptorum*, XII, pp. 17, 21) comme « Pierre de Rene » ou « de Reue ». Il fut ensuite receveur en Navarre (Bibliothèque d'Erfurt, ms. O 74, n° 2), comptable de dépenses de guerre, et enfin trésorier. Pierre la Reue a exercé les fonctions de trésorier depuis le 7 janvier 1296 au plus tard jusqu'en 1303. Il est mort avant 1308. Aux textes réunis par M. Borrelli de Serres sur ce personnage en tant que trésorier (*Recherches*, t. III, p. 22), il serait aisé d'ajouter beaucoup d'autres.

Le registre de Pierre la Reue, à en juger d'après les extraits qu'en a faits Pierre de Bourges, avait trait aux fiefs de Gascogne : « Hii subscripti tenentur facere domino regi Anglie et exercitus et homagia racione terre Agennensis et pertinentiarum de ultra Garonnam. »

<sup>(1)</sup> Il n'est pas hors de propos de remarquer

en passant que, dans le « Mémorial » de Pierre de Bourges — nomenclature de pièces qu'il eut à classer comme clerc des parlements — se trouvent inscrits beaucoup de documents dont il semble que la place aurait été plutôt au greffe des Comptes, comme : « Informacio super valore firme de Blainville », « Financia facta per senescallum Bellicadri super acquestis ecclesie Vallis Viridis », « Valor ecclesiarum Arvernie », « Valor bonorum ecclesiarum Bellicadri » (X<sup>14</sup> 3, ff. 21, 24, 26).

Les gens du roi qui, comme Guillaume de Nogaret, avaient siégé successivement aux commissions des comptes et aux parlements, avaient chez eux, mêlées, des pièces qui intéressaient les deux greffes ; quand on les saisissait à leur domicile, après décès, on les versait, en bloc, à l'un ou à l'autre. Voir les listes, jointes au Mémorial, d'enquêtes trouvées après décès au domicile de maîtres de la Cour, et notamment chez Guillaume de Nogaret (X<sup>14</sup> 3, f. 1). Il y avait, par exemple, chez Nogaret une « Informacio facta super venditione bonorum magistri Guillelmi Garric », le Guillaume Garric du procès de Bernard Délicieux ; cf. *II<sup>m</sup> Jornalís Camere*, fr. 2755, f. 407 v°.



lèges conservés et à conserver ultérieurement au Palais du roi, avec mission de les classer, de les « intituler », c'est-à-dire de les analyser, et d'en dresser des inventaires sur registre; Pierre de Bourges fut prié de remettre à Pierre d'Étampes, « commissaire du roi » à ces fins, les clés en sa possession <sup>(1)</sup>. Ces clés, maître Pierre les a gardées jusqu'en 1324.

Tout commençait alors à changer; à l'époque de l'entrée en charge de Pierre d'Étampes, il y avait déjà quelque temps que les clerks de la Cour du roi, délégués à l'examen technique des comptes dans l'intervalle des sessions courtes et solennelles de la *Curia in compotis*, ne siégeaient plus au Temple. On a récemment exposé, avec une précision délicate, comment ils s'étaient installés, d'abord dans la demeure royale, à la Chambre aux deniers de l'Hôtel, dont ils avaient bientôt adopté ou usurpé le nom, de sorte que leur Compagnie naissante fut connue, pendant quelques années, sous le nom de *Camera denariorum* <sup>(2)</sup>. Mais, lorsque le Palais royal de la Cité eut été rebâti (les travaux commencèrent en 1299), les gens des Comptes y furent pourvus de locaux tout neufs, à leur usage particulier, entre la Sainte-Chapelle et le bras gauche de la Seine; ils évacuèrent alors la « Chambre aux deniers » de l'Hôtel et l'habitude s'établit de les désigner par l'expression, également neuve, qui ne prêtait pas, comme la précédente, à l'ambiguïté : *Camera compotorum*. Cet événement décisif s'accomplit à la fin de 1303 ou dans les premiers mois de l'année 1304 : un compte des travaux pour la construction de la Chambre (*pro operibus Camere juxta palatium*) s'étend de novembre 1302 à mars 1304 <sup>(3)</sup>. Au cours de ces vicissitudes, ce qu'il y avait primitivement d'archives comptables au Temple subit sans doute plusieurs transferts : du Temple à la Chambre aux deniers de l'Hôtel, de la Chambre aux deniers dans les nouveaux bâtiments de la Cité. Il n'en restait plus rien au Temple en 1305; car, cette année-là, à l'occasion de la session solennelle de la *Curia in compotis* qui, sur le point de tomber en désuétude, s'y tint encore, il fallut y amener, des nouveaux locaux de la Chambre permanente, le matériel d'archives nécessaire aux travaux des commissaires, qui fut ensuite remporté <sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> L. Dessalles, *Le Trésor des chartes* (Paris, 1844), p. 22.

<sup>(2)</sup> Borrelli de Serres, *Recherches...*, t. I, pp. 308 et suiv.

<sup>(3)</sup> *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, XXXVIII (1911), p. 50.

<sup>(4)</sup> Un compte de l'Ascension 1305 porte, aux dépenses : « Pro harnesiis Camere, coffris



Voilà comment, au début du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, le dépôt du Greffe de la Chambre des comptes s'installa à deux pas de l'annexe de la Sainte-Chapelle, où le Trésor des chartes avait désormais son archiviste en pied. A cette date, le Greffe des parlements, qui allaient bientôt se muer de leur côté en Parlement, était placé aussi dans l'enceinte du Palais, tout près de l'un et de l'autre. — Qu'allait-il résulter de ce triple voisinage ?

La question d'un *modus vivendi* à établir devait se poser surtout entre le Greffe de la Chambre et le Trésor des chartes, pour plusieurs raisons.

D'abord la Chambre, « en sa qualité de juridiction domaniale, eut, dès son installation au milieu des maisons canonales qui bordaient l'enceinte sud-ouest du Palais, la régie temporelle de la Sainte-Chapelle et de toute la partie de l'enclos sur laquelle s'étendaient les pouvoirs spirituels du chanoine-trésorier... La juridiction des gens des Comptes s'étendait, sans ingérence d'aucune autre autorité, sur les environs immédiats de l'édifice sacré <sup>(1)</sup> ». Or, le Trésor des chartes, dépendance de la Sainte-Chapelle, était là.

En second lieu, le Trésor des chartes était essentiellement le dépôt des archives domaniales de la Couronne, et la Chambre était la juridiction domaniale par excellence. Elle devait donc avoir plus souvent l'occasion de recourir aux « enseignemens » du Trésor des chartes qu'aucune autre Compagnie.

Enfin la compétence de la Chambre fut très vaste, dès l'origine. Les gens des Comptes n'avaient pas qu'à vérifier, amender, totaliser et arrêter les comptes qui leur étaient soumis par les comptables (avec pièces justificatives). La direction et l'administration des choses financières leur appartenaient en même temps que le contrôle et la connaissance du contentieux. Tout passait, en principe, par eux, avant d'être tenu pour définitif : point de nominations d'officiers royaux (baillis, sénéchaux, receveurs, commissaires) qui fussent valables si le Chancelier n'avait adressé préalablement leurs lettres de provision à la Chambre et si les personnes choisies n'avaient prêté serment devant elle (art. 22 de l'ordonnance du Vivier) ; nulle lettre du grand scel ne devait être « passée » avant d'avoir été « levée et accordée » sur le Burel (art. 24). Nous avons vu

portandis apud Templum et reportandis... »  
(Bibl. nat., Coll. Baluze, 394, f. 6; Borrelli  
de Serres, *op. cit.*, p. 328.)

<sup>(1)</sup> A. M. de Boislisle, *op. cit.*, pp. xxxvi, xxxvii.



(p. 92) la Chambre rappeler impérativement, en mars 1322, à la Chancellerie que les lettres de commission, les lettres d'échange et d'assiette, les lettres de don et de grâce doivent lui être envoyées. Les registres mêmes de la Chancellerie étaient « rendus » à la Chambre avant d'être déposés au Trésor des chartes. Une immense quantité d'écritures affluaient ainsi, continuellement, au greffe des Comptes, pour y rester ou en transit vers le Trésor. — Comment faire le départ ?

Théoriquement, il aurait été fort simple de décider que seraient transmis au Trésor des chartes tous les documents concernant des affaires classées et devenus inutiles pour les travaux en cours ; mais, si l'on avait eu cette pensée (et elle est trop claire pour qu'on l'ait eue jadis), des difficultés pratiques en auraient certainement empêché la réalisation : l'exiguïté des locaux du Trésor ; l'impossibilité de distinguer avec précision ce qu'il est encore et ce qu'il n'est plus nécessaire ou utile d'avoir sous la main ; l'habitude prise au siècle précédent de conserver à la Chambre tous les comptes d'exercices clos (parce que, à vingt ou trente ans de distance, on y pouvait encore pêcher des reliquats à recouvrer) ; l'instinct qui fait qu'un corps répugne toujours à se dessaisir, même au profit d'un établissement voisin et à ses ordres, voire dans sa dépendance, de papiers, même encombrants. Il était donc à craindre, *a priori*, que les rapports entre le Greffe de la Chambre et le Trésor des chartes, qu'il aurait été si difficile de déterminer d'une manière raisonnable, même si l'on en avait eu le dessein formel et le ferme propos, restassent, en fait, à la fois intimes et incohérents. Voici ce que l'on en sait pour la période qui s'étend de Philippe le Bel à la fin du moyen âge.

Pendant cette période, la Chambre des comptes ordonna assez souvent, à notre connaissance, le dépôt au Trésor des chartes de documents qui étaient venus en sa possession d'une manière ou d'une autre. On a souvent cité, à ce propos, un lot de pièces concernant la baronnie de Mortagne, près de Tournay, remis de la sorte au Trésor le 16 juillet 1317<sup>(1)</sup>. Le clerc de la Chambre qui en a tenu le Journal aux termes de l'ordonnance du Vivier indique plusieurs

<sup>(1)</sup> Aujourd'hui J 528-529. — H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. LXVIII, d'après JJ 1<sup>12</sup> : « Littere tangentes terram Mauritanie michi tradite sabbato ante festum sancti Arnulphi anno Domini CCCXVIII in Camera compotorum. »

D'après le Mémorial A (*Essai de restitution*, n° 567), ces documents avaient été remis à Félix Coulon, comme fondé de pouvoirs de Pierre d'Étampes.



autres versements du même genre : « Furent délivré a messire Pierre de Estampes pour garder ou Thresor de la Chappelle avecques les privileges du Roy une lettre scellée en cire verte du scel madame Jehanne, comtesse de Eu et de Guines, par laquelle elle quitte du tout entierement tous les fruis, issues et espioictz levez des marès qui sont appelez les marès de Guines... » (5 août 1321)<sup>(1)</sup>; le 31 décembre 1321, « l'en envia au Thresor six paires de lettres au sceau du roy pendant pour la defense des tourneaymens »<sup>(2)</sup>; le 8 mars 1322, « furent bailliez mons. Pierre d'Estampes, en garde, deux vidimus, l'un scellé du scel l'official de Paris et l'autre du scel de la prevosté de Paris, faisant mention d'un eschange que Anglese de Montagu fit au roy l'an 1309 de certains castelz, forteresses, rentes et autres choses qu'elle avoit ez confins du royaume »<sup>(3)</sup>. — Les versements ont continué sous les successeurs de Pierre d'Étampes : Pierre Julien et Jean de Coeuvres. Pierre Julien était garde du Trésor lorsqu'une ordonnance de Philippe de Valois pour la ville de Laon y fut déposée, qui s'y trouve encore<sup>(4)</sup>. Jean de Coeuvres, nommé le 5 septembre 1333, reçut de la Chambre, le 18 mars 1334, « les lettres de droit du roi sur la terre de Lomagne »<sup>(5)</sup>; le 7 octobre de la même année, il fut mandé à la Chambre de mettre au Trésor des chartes toutes les pièces du procès plaidé devant elle entre le procureur du roi et Louis de Melun, d'une part, et Philippe Nicolas, d'autre part, avec tout ce qui se trouverait touchant le droit de régale<sup>(6)</sup>. Certain Jean de Milan ayant apporté à la Chambre, le

<sup>(1)</sup> Fr. 2755, f. 347; le rédacteur du *Journal* a cru devoir transcrire à la fin de son registre le texte des lettres ainsi placées « en la garde messire Pierre » (*Ibid.*, f. 497).

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, f. 483 v°.

<sup>(3)</sup> F 411. Cf. JJ 41, n° 146, f. 86 v°.

<sup>(4)</sup> J 233, n° 37. On lit sur le repli : « Soit rendue en la Chambre des comptes pour mettre au Tresor. » Cf. JJ 64, f. 180; des lettres de janvier 1326 v. st. sont suivies là de la mention : « Retente fuerunt in Camera compotorum et tradite magistro P. Juliani, privilegiorum regis custodi »; et *Journaux du Trésor de Charles IV*, n° 10182.

Le billet suivant (J 476, n° 2<sup>15</sup>) du régent

Philippe de Valois aux gens des Comptes fait bien voir que l'on ne savait trop où certains documents devaient être ou étaient conservés :

« De par le regent. Les genz des comptes, nous vous mandons que vous faistes tantost querir par devers vous, ou par devers maistre P. Julien, ou par devers nostre Tresor, les convenances faites derrainement par l'evesque du Liege avec nostre cher seigneur mons. le roy Charles derrainement mort... »

<sup>(5)</sup> Mémorial B, f. 46 v°.

<sup>(6)</sup> *Ibid.*, f. 52 v° (cf. P 2291, f. 133 et Baluze, t. 17, f. 53). Ce dossier est encore au Trésor (J 349).



13 mai 1337, un « livre », dont sans doute il était l'auteur, « contenant le nombre des prélats de France, des barons, des chevaliers, etc. », il fut ordonné que cet ouvrage (dont aucune trace ne se trouve aujourd'hui) serait remis à Jean de Coeuvres, garde des privilèges <sup>(1)</sup>.

Les faits de ce genre étaient-ils exceptionnels? Oui, semble-t-il, puisque l'on prenait soin de les noter dans les registres de la Cour. Mais non, s'il faut en croire un Mémoire qui fut présenté au roi en 1390 sur les usages de la Chambre avant 1370 : « Ou temps passé toutes chartes, lettres de confederacions et d'alliances, d'acquisitions et autres touchant le domaine du Roy et sa couronne se portoient en la Chambre des comptes, et illecques estoient enregistrées par greffier, qui sur ledit registre sign[oit]... comment il avoit eu lesdites lettres ou chartres et icelles porté audit Tresor. » Depuis vingt ans, selon le Mémoire, il est advenu, au contraire de ce qui avait lieu auparavant, que des chartes ou lettres touchant le roi sont restées longtemps au Greffe « parce que ceux qui ont eu la garde desdites chartres ne sont pas souvent alez en ladite Chambre pour savoir s'il y avait riens pour porter audit Tresor <sup>(2)</sup>... » Le Mémoire suppose donc que c'était l'usage, avant 1370, pour les gardes du Trésor, qui avaient libre accès à la Chambre, d'y « passer » régulièrement « pour savoir s'il y avait riens a porter oudit Tresor ».

A l'inverse, on ne se faisait pas faute, à la Chambre, d'ordonner au garde du Trésor d'apporter au Burel des documents de son dépôt, en cas de besoin :

De par les genz des comptes. Messire Pierre de Estampes, apportez nous demain, en la Chambre des comptes, la composition faite avec les consuls de Montpellier. Donné vnr<sup>e</sup> jours d'avril. — Justice <sup>(3)</sup>.

Et il est presque superflu d'ajouter que les documents extraits du Trésor en vertu de pareils mandements n'y rentraient pas toujours. Jean de Coeuvres a

<sup>(1)</sup> *Ibid.*, f. 114.

<sup>(2)</sup> Éd. A. Vidier, dans *Le Moyen Age*, 1908, pp. 94-95.

<sup>(3)</sup> Arch. nat., J 476, n° 1<sup>13</sup>. Cf. Dessalles, *op. cit.*, p. 31.

Félix Coulon a noté sur la feuille de garde du registre de Pierre de Bourges (lat. 10932,

f. 1) : « Anno Domini 1315, die martis post festum sanctorum Egidii et Lupi, tradidi ego F. magistro J. de Donnomartino, in Camera compotorum, litteram convencionum habitaram inter dominum regem et mercatores Nemausi et Ytalicos... » Ce paragraphe est barré et suivi des mots : « Restituta est michi. »



dressé un état des déficits qu'il avait constatés dans ses collections; la cause de la disparition y est souvent indiquée en ces termes : *Remansit in Camera*<sup>(1)</sup>.

Les gardes du Trésor entretenaient d'ailleurs, à cette époque, des relations très étroites avec la Chambre. Pierre d'Étampes n'avait jamais porté d'autre titre que celui de clerc ou notaire du roi; mais ses successeurs Pierre Julien<sup>(2)</sup> et Jean de Coeuvres furent notaires de la Chambre en même temps que gardes du Trésor; et on a pu croire que les ordres de la Chambre étaient pour Jean plus sacrés que ceux du roi lui-même<sup>(3)</sup>. Il fut remplacé au Trésor en 1350 par Adam Boucher, un des greffiers alternatifs de la Chambre, qui cumula les deux places pendant plusieurs années<sup>(4)</sup>. Nicolas de Villemer, nommé à la garde des chartes de la Sainte-Chapelle par le roi Jean le 28 juillet 1361, prêta à la Chambre, en cette qualité, le « serment accoutumé » quelques jours plus tard; il était déjà greffier de la Compagnie depuis 1359; et il a fini sa carrière comme greffier du Parlement, parcourant ainsi une courbe complète à travers les trois dépôts, assez analogue à celle que le vieux Pierre de Bourges avait esquissée jadis. Pierre Gonesse et Pierre Tuepain enfin qui, dans la prosopographie des Gardes du Trésor, s'intercalent entre Nicolas de Villemer et Gérard de Montaigu, et qui terminent, pour ainsi dire, la première lignée de ces fonctionnaires, étaient aussi clercs notaires, sinon greffiers des Comptes<sup>(5)</sup>.

La tradition, qui tendait à s'établir, d'une sorte de confusion entre les

<sup>(1)</sup> J 1167, n° 6. Cf. H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. ci.

<sup>(2)</sup> On sait que Pierre Julien, avant d'être « garde des privilèges » du Trésor, avait été audiencier de la Chancellerie et plus particulièrement chargé des lettres commandées « *Per vos* », quoiqu'il travaillât aussi, dès lors, pour la Chambre des comptes (L. Perrichet, *op. cit.*, p. 346). A partir de 1325, il est garde des privilèges, mais il continue à fonctionner, plus régulièrement que jamais, comme notaire attaché à la Chambre, qui contresigne les lettres du roi commandées par elle; et il est d'une manière générale aux ordres de la Chambre (« *Magister Petrus Juliani, notarius regis, pro certis negociis faciendis que sibi injuncta fuerunt per gentes Compotorum in secreto...* »

*Journaux du Trésor de Charles IV*, février 1325, n° 7023; cf. n° 7273).

<sup>(3)</sup> H.-F. Delaborde, p. LXXXIX; cf. L. Desalles, p. 49.

<sup>(4)</sup> On l'a vu plus haut (p. 97, note 2) porter au Burel, avec Roger de Vistrebec, une notification du Chancelier.

<sup>(5)</sup> Dans le Manuel de Jean Le Bègue se trouve, sous la rubrique *Castos cartarum*, un relevé des textes dispersés dans les Mémoires de la Chambre qui concernaient cet office (Bibl. nat., lat. 12815, f. 118). On y lit : « *Item de magistro Petro Tuepain, graphario Camere et custode cartarum, libro D, f. LXX.* » Le nom de Tuepain n'est pas dans les Filiations du Greffe.



fonctions de greffier des comptes et celles de garde des chartes fut rompue le jour où Charles V préposa Gérard de Montaigu à la garde des chartes, le 31 décembre 1370. Cet habile homme, Gérard, d'origine modeste<sup>(1)</sup>, simple notaire du roi en 1358 et dont un des fils, le célèbre Jean de Montaigu, favori de Charles VI, devait avoir l'honneur d'être décapité aux Halles comme un prince, s'était insinué dans le dépôt sous Pierre Tuepain, qui était valétudinaire : il semble qu'il ait joué auprès de ce personnage, pendant quelques années, un rôle analogue à celui qu'avait tenu jadis Félix Coulon auprès de Pierre d'Étampes<sup>(2)</sup>. Enfin il devint le maître. Mais les liens entre le Trésor et la Chambre ne furent pas rompus pour autant. Gérard prêta à la Chambre le serment d'usage, le 31 décembre ; le 13 janvier 1371, c'est le greffier Jean d'Achères qui lui remit les clefs<sup>(3)</sup>. Les versements continuèrent : c'est ainsi que « les seigneurs des comptes » firent remettre au garde des chartes, en février 1374, un double du premier registre (*Registrum Veterius*) de Philippe Auguste qui était entre leurs mains<sup>(4)</sup>. Seulement, quand Gérard de Montaigu, après une longue et laborieuse carrière, commença à décliner à son tour, les greffiers de la Chambre pensèrent à reconquérir des attributions qu'ils avaient abandonnées naguère sans trop de regret, mais qui leur apparaissaient de nouveau comme enviables depuis que Gérard avait eu l'art de les faire honorer par le roi d'un traitement, de grosses gratifications, et de faveurs inouïes<sup>(5)</sup>. De là les requêtes qu'ils présentèrent en 1390 pour faire renouer la tradition<sup>(6)</sup>.

<sup>(1)</sup> Il descendait de ce Thierrî de Montaigu, bourgeois de Bruyères en Laonnais, dont il a été question plus haut (p. 133), et dont l'acte d'affranchissement, en tant qu'« homme de corps » du roi, daté de Paucourt, juin 1309, figure dans les registres du Trésor (JJ 41, f. 62, n° 91; JJ 42<sup>b</sup>, n° 90).

<sup>(2)</sup> H.-F. Delaborde, p. cxiv, note 2. Cf. Borrelli de Serres, *op. cit.*, t. III, pp. 318 et suiv.

<sup>(3)</sup> L. Dessalles, *op. cit.*, p. 59.

<sup>(4)</sup> JJ 8. Delaborde, pp. cxxxii, cxi.

<sup>(5)</sup> Gérard avait réussi à se faire agréger extraordinairement aux maîtres de la Chambre des comptes dès 1380, avant de devenir, à la fin de sa carrière, maître en titre d'office. Mémo-

rial E, f. 72 : « Quomodo idem de Monteacuto fuit factus magister Camere compotorum; et in suis litteris cavetur, quia erat custos cartarum, quod hoc non trahatur ad consequentiam. »

<sup>(6)</sup> *Le Moyen Age*, loc. cit. Deux arguments des greffiers sont à noter : 1° Depuis que la garde du Trésor des chartes n'appartient plus aux greffiers, les documents sont souvent portés directement au Trésor, sans passer par la Chambre, de sorte qu'il ne reste pas trace des versements effectués; 2° Des documents qui, de la Chambre, auraient jadis été portés au Trésor, y restent, « par quoy ils se peuvent oublier ou adirer », Cf., ci-dessous, le préambule



Mais ils échouèrent, car Gérard de Montaigu vieillissant, plus puissant que jamais sous Charles VI, eut assez de crédit pour faire nommer à sa place son fils et homonyme Gérard II, lequel prêta serment à la Chambre le 27 octobre 1391. Ce Gérard II, non moins habile que son père, fut, comme lui, maître des comptes, puis évêque de Poitiers (1405), évêque de Paris (1410), premier président de la Chambre des comptes (10 novembre 1413). On peut bien penser que la garde du Trésor des chartes, qui avait servi de marchepied à sa famille, ne resta pas longtemps le principal de ses soucis, et que les greffiers n'eurent plus, désormais, qu'à s'incliner. Ses successeurs au Trésor<sup>(1)</sup> furent des clercs du roi, dont deux au moins, Jean Chanteprime et Étienne

de la lettre pour le garde Étienne de Mauregart, p. 170, note 1.

<sup>(1)</sup> La nomenclature des successeurs de Gérard II de Montaigu, telle qu'elle est dans l'ouvrage de M. Delaborde (pp. CLXVIII et s.), gagnerait à être confrontée avec le chapitre *Custos cartarum* du Manuel de Jean Le Bègue, dont l'auteur ne s'est pas servi. — Voici les passages utiles, qui permettront de compléter ladite nomenclature :

« Jo. Chanteprime, institutus thesaurarius et custos privilegiorum, cartarum et registorum regis per litteras datas Parisius, v<sup>a</sup> die augusti CCC III<sup>ss</sup> XIX. Libro F, f. LXIX. Sed nulla fit in registro mencio de vadiis.

Magister Stephanus de Mauregart pro officio custodis cartarum regis loco defuncti Jo. Chanteprime per litteras datas XVII<sup>a</sup> octobris CCCX primum, quia x<sup>a</sup> julii CCCXI post prestitit juramentum in Camera. Libro G, f. VIII<sup>ss</sup> I.

Magister Baldus de Bordis, institutus in eodem officio loco dicti de Mauregart exonerati per litteras regis datas XI<sup>a</sup> maii CCCXIII, et sibi fuerunt claves tradite XXI<sup>a</sup> dicti mensis. Libro H, f. IIII.

Post mortem vero prefati magistri Baldi de Bordis, custodis cartarum, fuerunt claves allate ad Cameram et tradite in custodia magistro Petro de Cantulupi, qui eas postea tradidit

magistro Johanni Haguenin, regis procuratori, postmodum in Parlamento presidenti.

Item ab anno CCCXVIII, circa quo tempore dominus Karolus, tunc dalphinus et nunc rex, se absentavit a villa Parisiensi, magister Robertus Malliere, ipsius regis secretarius, habuit custodiam cartarum in ipsius regis obedientia. Tamen a tempore reductionis ville Parisiensis ad ipsius obedientiam, quod fuit XIII<sup>a</sup> aprilis CCCXXXVI post Pascha, magister Jo. Tudeu, decanus Parisiensis, habuit claves dicti Thesauri Parisiensis; et post ejus decessum Johannes Vavassoris, magister Camere compotorum, custodiit claves usque ad regressum dicti Malliere, qui satis cito post venit Parisius cum quibusdam aliis magistris Camere compotorum, et ad causam hujus custodie habuit provisionem seu pensionem.

Iste Malliere decessit mense augusti die... anno CCCXLIX; et post ejus decessum dictum officium impetravit magister Droco Budé, qui receptus fuit in dicto officio circa finem februarii CCCXLIX.

Ces relevés de Jean Le Bègue d'après les Mémoires font connaître, entre autres choses, que les clés ont été au xv<sup>e</sup> siècle entre les mains de quatre personnes qui ne sont mentionnées dans aucune histoire du Trésor des chartes :



de Mauregart, reçurent, comme les Montaigu, le droit de siéger à la Chambre<sup>(1)</sup>. Cependant, l'ancienne autorité de la Chambre sur le Trésor n'était pas complètement oblitérée; on s'en souvenait à l'occasion: sous Charles VII, en l'absence du garde Robert Maillière, c'est le maître des comptes Jean Le Vavas seur qui fut nanti des clés du Trésor; sous Louis XI, lorsqu'il fut avéré que les savants Budé, gardes du Trésor depuis le milieu du siècle, avaient laissé périliter le dépôt, ce fut Louis Le Blanc, greffier des comptes, Pierre Amer (l'auteur du Manuel) et Guillaume de Saily, clerks des comptes, qui furent chargés de procéder à un récolement général et à la confection d'un inventaire nouveau. Cette commission, confiée à Louis Le Blanc et à ses acolytes le 3 mars 1482, peut être considérée comme la revanche tardive — toute morale, du reste — des greffiers sur l'« usurpation » des Montaigu.

Il reste à savoir si les gardes du Trésor, depuis Pierre d'Étampes, ont travaillé indirectement pour la Chambre, comme cela eût été naturel et louable,

Pierre de Chanteloup, Jean Haguenin, Jean Tudeu, Jean Le Vavas seur.

<sup>(1)</sup> Dessalles, *op. cit.*, p. 71, a publié la lettre de Charles VI pour Étienne de Mauregart, 16 octobre 1414. Le préambule est intéressant: « Comme pour avoir et recouvrer en nostre Chambre des comptes, a Paris, les lettres de noz acquisitions, appanages, paria ges et autres, que de nostre dite Chambre on a accoutumé de bailler au garde du Tresor de nos chartres, pour en icellui les mettre et garder, et pour certifier es livres et registres de nostre dite Chambre, esquelx elles sont enregistrées, de la reception d'icelles lettres, et avecques ce, pour aucunes fois, par l'ordonnance de nos amez et feaulx conseillers et maistres de nosdis comptes, y apporter de nostre dit Tresor des chartres et autres lettres dont l'en y a a faire..., conviegne et soit expedient et besoing audit garde de nostre Tresor de estre souvent en nostre dite Chambre, et aussi y aient esté nostre amé et feal conseiller maistre Gerard de Montaigu, a present evesque de Paris et pre-

sident en nostre dite Chambre, et aussi Jehan Chanteprime, tant qu'ilz ont eu la garde dudit Tresor, et a cause d'icelui office prins de nous, par chascun an, par maniere de gaiges, pension et remuneration, certaine somme d'argent; savoir faisons que nous..., considerans les bons et agreables services que maistre Estienne de Mauregart, secretaire et garde de nostredit Tresor, depuis le trespasement dudit Chanteprime, nous a fait oudit office, sans, a cause d'icelui, avoir prins de nous aucuns gaiges...; considerans aussi que desja ledit maistre Estienne a son serment en nostre dite Chambre — il nous plaist et voulons, et avons audit maistre Estienne ottroyé et ottroyons que, d'ores en avant, a cause de son dit office de garde de nostre dit Tresor, il puist et lui loise, toutes fois que bon lui semblera, venir et seoir en nostre dite Chambre, ensemble et avecques nosdis conseillers et maistres de nos comptes, et illec estre a tous les conseulx qui s'i tendront et tiengnent chascue jour..., tout ainsi et pareillement que l'un de nos conseillers... »



en faisant ou en faisant faire des inventaires, des répertoires ou des recueils de textes propres à faciliter l'usage des archives du Trésor par les membres de la Compagnie.

On est obligé de reconnaître que Pierre d'Étampes n'a pas laissé grand' chose en fait d'inventaires ou de répertoires proprement dits, quoiqu'il ait soulevé beaucoup de poussière pendant son séjour à l'annexe de la Sainte-Chapelle. Son prétendu « Inventaire » de 1318 (JJ 1<sup>1</sup>), inachevé, n'est qu'une compilation, faite sans intelligence, quoique le compilateur ait modifié son plan plusieurs fois, d'un recueil préexistant de tables des anciens registres (JJ 1<sup>2</sup>), vraisemblablement dû à son aide Félix Coulon; d'un autre recueil, aussi préexistant, d'inventaires partiels dressés pour la plupart à l'occasion de recherches commandées et de prises en charge, dont ledit Félix est certainement l'auteur (JJ 1<sup>12</sup>)<sup>(1)</sup>; et même de textes empruntés au recueil précité de Pierre de Bourges, qui n'a rien d'un inventaire, étant plutôt analogue aux pré-Mémoriaux de la Chambre. Le seul inventaire proprement dit que l'on ait de Pierre d'Étampes fut dressé par lui en 1320, sur des cahiers de papier (JJ 1<sup>8</sup>); il intéresse soixante-cinq layettes, dont quelques-unes seulement (*Littere illorum qui confitentur se tenere in francum feodum in Alvernia a domino rege; Associationes, pariagia, convenciones et composiciones; Feoda, fidelitates et homagia; Empciones, acquestus, permutaciones seu escambia, firme et quittaciones pro domino rege; etc.*) contenaient des documents domaniaux.

Des travaux plus considérables et mieux conduits furent exécutés sous Jean de Coeuvres et Adam Boucher : 1° un état sommaire des layettes (*Generalis intitulacio litterarum existencium in capella regis Parisiensis*, J 1166, n°s 7, 8, 9); 2° un essai d'inventaire analytique des layettes dont il n'existe plus, ou dont il n'a jamais existé, que des fragments (JJ 1<sup>9, 10, 11</sup>); 3° un état sommaire des registres du Trésor (J 1167, n° 3); 4° enfin un état de déficits constatés tant dans la série des registres que parmi les pièces volantes<sup>(2)</sup>. Ces entreprises font honneur aux gardes-greffiers du xiv<sup>e</sup> siècle.

Quant à Gérard de Montaigu, sa réputation, comme archiviste, se fonde

<sup>(1)</sup> H.-F. Delaborde (*op. cit.*, p. LIV) a donné la description de ce registre JJ 1<sup>12</sup>. Mais il n'a pas remarqué que, du morceau n° 7 (ff. 53 et s.), il existe un autre exemplaire, sur rou-

leau, autographe de Félix Coulon, au t. 210 des Titres scellés de Clairambault, à la Bibliothèque nationale.

<sup>(2)</sup> H.-F. Delaborde, *op. cit.*, pp. LXXXVII-CIX.



sur : 1° un essai de répertoire alphabétique général des matières contenues dans toutes les pièces des layettes et des registres<sup>(1)</sup>; 2° une classification nouvelle des registres, qui n'a pas été modifiée jusqu'à nos jours; et 3° des préfaces placées en tête de ces ouvrages.

Mais on avait moins de goût, au XIV<sup>e</sup> siècle, pour les inventaires proprement dits que pour les recueils, cartulaires ou florilèges de pièces curieuses; c'est une remarque qui a déjà été faite, dans notre Introduction, à propos des archives de la Chambre. Est-ce que, tandis qu'à la Chambre Jean Mignon et ses confrères composaient leurs pré-Mémoriaux, ou avant qu'ils les eussent composés, le personnel du Trésor n'en avait pas entrepris de son côté? L'examen des inventaires sommaires des registres du Trésor, par Jean de Coeuvres ou Adam Boucher et Gérard de Montaigu, doit permettre de répondre à cette question, et en même temps à d'autres qui se poseront à mesure.

Quelques mots, d'abord, au sujet de la classification générale des registres du Trésor.

Le garde, Jean de Coeuvres ou Adam Boucher, qui, vers 1350, dressa l'état sommaire des registres du Trésor (conservé dans le rouleau J 1167, n° 3)<sup>(2)</sup>, marqua beaucoup de bon sens en essayant de les répartir simplement en deux groupes : *a.* les registres divers; *b.* la série chronologique des registres de la Chancellerie. Mais il ne décrivit que 42 registres divers. Il y en avait beaucoup d'autres, dont il ne s'occupa pas.

Gérard de Montaigu, lui, crut devoir distinguer quatre catégories : *a.* les

<sup>(1)</sup> Cet essai a été le point de départ du grand Répertoire général, dit de 1420 (JJ 278-280), en vue duquel les Mémoriaux de la Chambre ont été dépouillés en même temps que les registres et les layettes du Trésor.

<sup>(2)</sup> On lit dans JJ 64, f. 216 v°, à la suite d'une lettre datée de Paris, mars 1325 v. st., et rédigée *ad instar alterius* : « Collatio facta ad registrum cum magistro Bernardo, custode registri, per me G. Julioti. » C'est le seul texte qui indique, ou semble indiquer, qu'il y ait eu alors un garde spécial des registres. L'office de

garde des registres de la Chancellerie passe pour avoir été institué le 15 juin 1357 (A. Tessereau, *Histoire de la Grande Chancellerie de France*, I, 1710, p. 20). — Quel est, d'ailleurs, ce Bernard? Une lettre enregistrée dans JJ 65<sup>A</sup> (f. 81) porte la mention : « Per vos. Bernardus. » Il n'y a qu'un seul Bernard dans la liste des notaires de la cour « vers 1329 » (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1890, p. 266). L. Perrichet, auteur d'une liste des notaires en exercice jusqu'en 1328 (*op. cit.*, p. 538), n'en connaît aucun.



registres encore utiles (*libri utiles*); *b.* les registres désormais inutiles (*libri inutilis*); *c.* les registres sans aucune espèce de valeur (*libri penitus inutilis*); *d.* les grands procès (*aliqui magni processus*).

Il plaça les registres de la première catégorie « dans l'armoire d'en bas, en face de la porte »; ils étaient au nombre d'une centaine. Dans l'armoire du milieu, à gauche de la porte en entrant, il rangea 35 *libri* qu'il avait décrétés *inutiles*<sup>(1)</sup>. Les *libri penitus inutilis*, qu'il ne se donna même pas la peine de coter, furent entassés dans l'armoire d'en bas, à gauche, à l'entrée. Enfin les *magni processus* (Templiers, Boniface VIII, Robert d'Artois et autres) furent mis à part, avec un fatras de pièces diverses, jugées sans valeur (« plures rotuli, scripta, compoti, processus, informaciones, inqueste, et alia tam de partibus Gallicanis quam eciam Occitanis, que omnia nullius vel modici sunt valoris »)<sup>(2)</sup>.

Inutile d'insister sur ce que ces distinctions ont d'arbitraire. Mais considérons la catégorie *a*, la principale. Gérard de Montaigu y fit entrer, comme il allait de soi, tous les registres de la série chronologique de la Chancellerie, et, en outre, la plupart des « registres divers », qui avaient été distingués vers 1350 de ladite série. Son idée était d'établir, à l'intérieur de cette catégorie, cinq subdivisions, comme il suit :

- a* 1. « Aliqui libri confecti super pluribus et diversis materiis nullo ordine servato. »
- 2. « Libri facientes mencionem de feudis, homagiis, serviciis et similibus. »
- 3. « Aliqui libri confusi de partibus Tholose et Lingue Occitane. »
- 4. « Libri et registra de tempore beati Ludovici et ante et post, in quibus non servatur ordo in data quare fuerunt sub confusione confecti. »
- 5. Série chronologique des registres de la Chancellerie, depuis Philippe le Bel<sup>(3)</sup>.

Tel est le plan qu'il a essayé de réaliser dans sa fameuse classification, dont on s'est souvent félicité qu'elle ait duré jusqu'à nos jours. Les registres I à VI

<sup>(1)</sup> Il les avait mis auparavant « dans une armoire derrière la porte, du côté de la Chambre des comptes », comme le fatras de pièces qu'il relégua ultérieurement avec les *Processus* : « Libri inutilis positi ad partem in armariolo retro hostium, a parte Camere compotorum, ubi sunt similiter repositi rotuli et scripta inu-

tilia plurium parcium regni cum informacionibus et processibus inutilibus antiquis » (Delaborde, p. cxxvi).

<sup>(2)</sup> Troisième rédaction de la préface du Manuel de Gérard de Montaigu (*Ibid.*, p. cxxx).

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, p. cxxv.



(JJ 1-6) représentent encore aujourd'hui la première subdivision de Gérard ; VII-XXV (JJ 7-25), la seconde et la troisième, un peu brouillées ensemble ; XXVI-XXXIV (JJ 26-34), la quatrième ; XXXV et suivants (JJ 35 et s.), la cinquième.

Ces arrangements ne sont certes pas à l'abri de la critique. Mais les inconvénients en ont été fort aggravés par la façon dont ils furent mis en pratique, surtout pour *a* 5. — La série chronologique des registres de la Chancellerie, perle de la collection du Trésor, avait été délimitée avec précision par les gardes-greffiers, Coeuvres ou Boucher : 10 registres, *tam parvi quam magni*, pour Philippe le Bel, 5 pour Philippe le Long, etc.<sup>(1)</sup>. Or Gérard de Montaigu l'a dilatée, en y faisant entrer quantité de volumes que ses prédécesseurs n'y avaient pas compris, puisqu'il compte 16 registres pour Philippe le Bel, 9 pour Philippe le Long, etc. Mais lorsqu'on compare les deux listes, l'ancienne et la nouvelle, il est impossible de ne pas être surpris de la manière dont le célèbre archiviste de Charles V a procédé, ou de l'approuver. Il n'est pas hors de notre sujet, on va le voir, de présenter à ce sujet quelques observations.

*Registres de la Chancellerie.* — L'histoire des origines de l'enregistrement et de la collection des registres de la Chancellerie de France est obscure.

Elle ne remonte qu'au temps de Philippe le Bel, car les registres antérieurs à ce prince, dont on a coutume de parler couramment comme des premiers registres de la Chancellerie, ceux de Philippe Auguste et de Louis IX (ces derniers perdus pour la plupart), n'étaient que des cartulaires sans authenticité particulière. Ils avaient tout à fait le même caractère que les pré-Mémoriaux de la Chambre : recueils formés pour avoir, « sous une forme maniable, un double des textes [les plus] nécessaires à la conservation des droits et à la fixation des obligations de la Couronne ». « Sur les 387 pièces qui composent le premier Cartulaire de Philippe Auguste, aujourd'hui au Vatican, observe très bien M. Delaborde, plus d'un quart n'émanaient pas du roi : ce sont des actes constatant des engagements pris envers la Couronne, des listes de feudataires, de redevances, ou même des états de situation de forteresses, des devis de construction, etc.<sup>(2)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Delaborde, p. xcvi. — <sup>(2)</sup> *Ibid.*, p. cxxvi.



Sous Philippe le Bel, « on commença à former des recueils d'actes enregistrés en Chancellerie, c'est-à-dire d'actes dont on tenait à conserver des copies officielles de façon à pouvoir suppléer, le cas échéant, aux originaux perdus ou détériorés. Ces actes . . . sont quelquefois des ordonnances générales enregistrées par ordre du souverain, mais surtout des actes gracieux : rémissions, anoblissements, concessions de biens ou de privilèges, etc., enregistrés aux frais et à la demande des intéressés. Ces registres, une fois terminés, étaient déposés au Trésor des chartes, où ils forment encore aujourd'hui une importante série qui va du règne de Philippe le Bel à celui de Charles IX ». Telle est la doctrine reçue : elle a été récemment contestée<sup>(1)</sup>, mais pour des raisons si peu solides qu'il paraît inutile de les réfuter en passant. Mais on ajoute : « Chose singulière, il est assez difficile de déterminer à quel registre du Trésor des chartes commence cette série . . . <sup>(2)</sup>. » Il y a là un problème à élucider préalablement.

Les gardes-greffiers du milieu du xiv<sup>e</sup> siècle l'avaient tranché, dans leur état des registres du Trésor, en ces termes : « Registra Cancellarie ab anno cccii . . . » Ils faisaient donc commencer la série à l'année 1302.

D'autre part, Pierre d'Étampes, énumérant les volumes dont il se proposait de faire transcrire la table, dans son Répertoire en projet (qu'il n'a pas réalisé), mentionne, après les principaux des anciens registres-cartulaires : « les registres du temps où les sceaux étaient confiés à maître Étienne de Suisy, archidiacre de Bruges », le futur cardinal de Saint-Cyriaque *in Thermis*, et « les registres du temps de Guillaume de Nogaret ». Or l'archidiacre de Bruges a tenu les sceaux, comme vice-chancelier, de 1302 à 1304, avant Nogaret.

Enfin Gérard de Montaigu, de même que ses prédécesseurs, a fait commencer la série des registres de la Chancellerie de Philippe le Bel par des registres (JJ 35 et suiv.), qui, tous, sauf une exception, ne contiennent pas de pièces antérieures à 1302<sup>(3)</sup>.

Il semble qu'on soit en droit de conclure que, au sentiment des anciens

<sup>(1)</sup> L. Perrichet, *op. cit.*, p. 275.

<sup>(2)</sup> Delaborde, p. LXIII.

<sup>(3)</sup> L'exception est JJ 38 qui, dans l'*État sommaire des Archives nationales* (1891), est signalé comme contenant des pièces de 1299

à 1307. Mais JJ 38 se compose de deux parties primitivement distinctes, avant et après le f. 57. La première seule contient des actes antérieurs à 1302 (1299-1303).



archivistes, les premiers registres de la Chancellerie dataient du temps de l'archidiacre de Bruges. Et comme le registre XL (JJ 40) du classement de Montaigu est le premier de ceux qui portent sur la couverture le nom de Guillaume de Nogaret, il semble de plus que les registres de l'archidiacre de Bruges dont parle Pierre d'Étampes ne soient autres que ceux qui précèdent immédiatement JJ 40, tous commencés (sauf l'exception précitée) en 1302 ou après.

Cependant M. Delaborde écrit : « Quels furent ces mystérieux registres de l'archidiacre de Bruges ? Nous ne pouvons le dire, n'en ayant retrouvé aucune trace<sup>(1)</sup>. » Le savant historien du Trésor des chartes a été détourné de les reconnaître par les deux circonstances que voici.

En premier, lieu il a cru que JJ 37 (dont la seconde partie de JJ 38 est, à son avis, la suite) devait être éliminé de la liste des registres de la Chancellerie, parce qu'on y lit (f. 32 v<sup>o</sup>, et non pas 31 v<sup>o</sup>) : *Registrum Curie de tempore seu anno ccciii*. . . « C'est donc, dit-il, un recueil d'actes enregistrés au Parlement, et non en Chancellerie. » — Mais cette note, jetée à la fin du registre sur un feuillet de garde, est postérieure au registre lui-même : ce n'est qu'une note d'archiviste, sans autorité ; de plus, il est très douteux que le mot *Curia* y soit pris dans le sens étroit de *Curia in parlamento*<sup>(2)</sup> ; enfin et surtout, il suffit de lire le registre pour constater qu'aucun des actes qui s'y trouvent n'a été décidé ou expédié en parlement : JJ 37, à ce point de vue, ne diffère en rien des autres registres de la Chancellerie ; il ne contient, comme eux, que des assignations de rente, des amortissements, des baux à ferme, des dispenses de bâtardise, des confirmations de dons et d'échanges, etc.

En second lieu, M. Delaborde s'est persuadé que ne sont de vrais registres de Chancellerie que « ceux qui portent la mention des signatures des clercs qui ont rédigé les actes originaux » ; or, ce n'est le cas d'aucun des registres antérieurs à ceux de Nogaret (sauf, d'après M. Delaborde, la première partie de JJ 38, laquelle, précisément, commençant en 1299-1300, n'est pas du temps de l'archidiacre) ; les registres que nous avons, contemporains du cancellariat de l'archidiacre, ne seraient donc pas ses registres. — Mais, d'abord, le point de départ du raisonnement n'est pas assuré, car rien n'autorise à

<sup>(1)</sup> P. LXIV. — <sup>(2)</sup> Voir, au sujet du sens de l'expression *Curia* à cette époque, la dissertation de J. Viard dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1916, pp. 74 et suiv.



croire que la reproduction des signatures sur le repli ait été obligatoire dans les premiers registres de la Chancellerie. Rien. Pas même le fait allégué que la première partie du registre JJ 38 (commençant en 1299-1300) présenterait cette particularité qui, plus tard, devint de règle. Dans quelle mesure, d'ailleurs, le fait allégué au sujet de JJ 38 est-il exact?

La première partie de JJ 38, dont les premières pièces sont de janvier 1300 n. st., mais qui en contient plusieurs de 1299, fut exécutée peut-être à l'époque où Thibaut de Pouancé ou Pierre Flotte, prédécesseurs de l'archidiacre, tenaient les sceaux<sup>(1)</sup>, à moins qu'elle ne l'ait été sous l'archidiacre lui-même, ce qui n'est pas du tout impossible, puisqu'il y a bien des exemples d'enregistrements rétrospectifs, s'appliquant à des pièces déjà anciennes de quelques années<sup>(2)</sup>. Elle le fut en tout cas, tour à tour, par trois clercs. Le premier, Jean de Clermont<sup>(3)</sup>, n'a nullement relevé « les signatures des clercs » rédacteurs des actes originaux qu'il avait pris l'initiative ou qu'il avait reçu l'ordre de transcrire sur registre; mais il a fait suivre ses copies de la mention : « Facta est collatio per me J. de Claromonte »; toutes les pièces copiées dans JJ 38, jusqu'au f. 17, portent cette mention uniforme, et celle-là seulement. Au f. 17, l'écriture change, et Pierre de Prunay<sup>(4)</sup> prend la suite de son

<sup>(1)</sup> L'archidiacre de Bruges jouissait dès lors de la confiance particulière du roi dans toutes les questions relatives au notariat. Dans l'ordonnance du mardi après *Judica* 1301 (n. s.) pour la réforme de la Compagnie des notaires du Châtelet, on lit : « Quid inde faceres et invenires dilecto et fideli nostro Stephano, archidiacono Brugensi, remissurus » (*Ordonnances*, II, p. 53).

<sup>(2)</sup> L. Perrichet affirme (*op. cit.*, p. 282) que JJ 38 tout entier — il ne distingue pas à ce propos entre la première et la seconde partie, — qu'il qualifie ainsi : « œuvre des notaires Pierre Prunet et Garnier de Toulis », est « postérieur à l'année 1306 »; mais il n'indique pas ses motifs; et il n'y en pas.

<sup>(3)</sup> Son nom manque dans la liste des notaires royaux en exercice de 1190 à 1328 dressée par L. Perrichet. Mais il est dans les

Tablettes de Jean de Saint-Just (*Historiens de la France*, XXII, p. 505) pour 1301, parmi ceux des clercs *cum sigillo*.

Un vidimus royal (Meaux, juin 1299) est suivi dans JJ<sup>e</sup> (f. 99 v<sup>o</sup>) de la mention : « Collatio facta est per P. de Pruneto cum magistro J. de Claromonte, de precepto domini H. de Bovilla. » Ainsi ces deux notaires, Jean et Pierre, travaillaient ensemble à la Cour dès 1299. — A la même époque, Jean travaillait aussi, habituellement, avec Gilles de Remin (*Arch. nat.*, K 948, n<sup>o</sup> 17; P 2288, p. 83).

<sup>(4)</sup> « Maître » Pierre de Prunay, clerc *cum sigillo* (*Historiens de la France*, XXII, 516). Mentionné dans le *Journal du Trésor* de Philippe le Bel (lat. 9783, f. 50 v<sup>o</sup>) à la date du 6 août 1301. Chanoine de Bourges et chargé de la perception de revenus ecclésiastiques en janvier 1305 (JJ 35, f. 111 v.); député aux



collègue; on lit désormais, à la fin des actes : « Facta est collatio per P. de Pruneto », ou simplement : « P. de Pruneto », « P. », ou rien. Au f. 50, Pierre de Prunay a passé la main : « Hic finit P. de Pruneto. Hic incipit dominus Garnerus de Toulis. » Garnier de Toulis<sup>(1)</sup>, le troisième registraire, est le seul qui se soit préoccupé de noter le nom des clercs rédacteurs. Il commence du reste, non par des transcriptions, mais par des notes domestiques, comme celles-ci :

« Anno Domini cccii, die jovis post octabas beati Martini hyemalis, apud Bretolhium in Belvasinio, pro una quarta Roberti de Meudon, panetarii domini regis, que quidem carta est de quodam manso situm apud Sanctum Germanum in Laya, in quo quidem manso debet idem Robertus edificare domum. Hoc dedit sibi rex et suis heredibus, cujus copiam non habeo<sup>(2)</sup>. Hanc fecit magister Jacobus de Jassenis.

Item pro tribus cartis de quibus due regem non tangunt nec oportet quod registrentur<sup>(3)</sup>. Tercia autem cujus tenor talis est. . . .

Item apud Fontembliaudi, sabbato post nativitatem Domini, pro comite Joigniensi cui rex amortizavit ducentas libras reddituales capiendas in bursa dicti comitis vel ubicumque eas assidere voluerit preterquam in feodis. Et domina regina consensum et assensum prebuit, et sigillum suum predictæ carte apponi fecit. Hanc scripsit Amisius de Aurelianis. Cujus copiam non habeo. »

États généraux de Tours par le clergé du diocèse de Bourges en même temps que Pierre de Bourges et Renaut d'Aubigny, ses collègues à la Cour (G. Picot, *Documents relatifs aux États généraux sous Philippe le Bel*. Paris, 1901, p. 510) et collecteur des annates en 1308 (JJ 42<sup>a</sup>, f. 70). L. Perrichet l'a signalé (p. 546) comme clerc à la Chambre des comptes en 1321, d'après le ms. lat. 9787 (*Recepta communis...*); il l'était déjà auparavant (*ibid.*, f. 36). Il recueillait de nouveau des subventions ecclésiastiques en 1325 (*Journaux du Trésor de Charles IV*, éd. J. Viard, n° 7976 et suivants).

<sup>(1)</sup> M. Delaborde a lu « Tonlis ». Toulis est un village de l'arrondissement de Laon (Aisne). Garnier de Toulis, chanoine de Meaux, fut envoyé aux États généraux de Tours en 1308 par le chapitre de sa cathédrale (G. Picot, *op. cit.*, p. 535).

<sup>(2)</sup> On a plusieurs lettres de Philippe le Bel pour son panetier Robert de Meudon, à partir de 1294 jusqu'en 1307 (J 1020, n° 11, 14; ci-dessous, Appendice II, n° 450); mais la pièce dont Garnier parle ici ne se retrouve pas. Sous Louis X, Robert arrondissait encore son bien à Saint-Germain (JJ 52, n° 48, f. 26).

<sup>(3)</sup> M. Delaborde s'appuie sur cette note pour corroborer son opinion que les registres antérieurs à ceux de Nogaret ne sont point de vrais registres de la Chancellerie : « On voit que l'objet de la transcription était, non l'intérêt des particuliers, mais celui du roi. » — Mais rien ne prouve que, dans les premiers registres de la Chancellerie, même fort avant au xiv<sup>e</sup> siècle, l'intérêt du roi n'ait pas été pris en considération, aussi bien que celui des particuliers prêts à payer des frais d'enregistrement, pour le choix des pièces à enregistrer.



Suit la copie de vingt-sept lettres (dont une, la troisième, de 1297, mais pour la plupart de 1302-1303); six seulement ne sont pas suivies du nom du clerc rédacteur.

Tenons donc le terrain pour déblayé de ces difficultés préliminaires. Le plus ancien registre de la Chancellerie est la première partie de JJ 38. On peut dire pourtant, comme les archivistes du XIV<sup>e</sup> siècle, que la Série chronologique commence vers 1302, avec les registres certainement contemporains de l'archidiacre de Bruges. Mais il reste encore à déterminer quel était exactement le nombre de ces registres. Et cela conduit enfin à indiquer les maladresses commises par Gérard de Montaigu.

Coeuvres et Boucher comptaient, nous l'avons vu, dix registres pour le règne de Philippe le Bel; Gérard de Montaigu en a compté seize. Comment s'explique la différence?

Les gardes du sceau de Philippe le Bel et de Louis X, chefs de la Chancellerie, ont fait tenir certains de leurs registres, sinon tous, en double exemplaire, à partir du moment où la pratique régulière de l'enregistrement fut inaugurée. C'est un fait que j'ai établi en 1897<sup>(1)</sup>. Or Coeuvres et Boucher n'avaient pas tenu compte des doubles, qu'ils ne signalent même pas<sup>(2)</sup>. Gérard de Montaigu, au contraire, quoiqu'il ne lui ait pas échappé que certains registres se ressemblaient beaucoup, et bien que les doubles fussent, à son

<sup>(1)</sup> *Notices et Extraits des Manuscrits*, tome XXXV, 2<sup>e</sup> partie. — Cette duplication eut peut-être pour origine le désir de conserver à la Chancellerie un exemplaire des registres, destinés à servir de modèles ou de formulaires aux clercs rédacteurs de lettres; à la même époque on entreprenait au greffe du Parlement un formulaire proprement dit qui vint échouer, lui aussi, par la suite, au Trésor (voir plus loin, p. 194). Mais il est possible aussi que les *duplicata* aient été exécutés en Chancellerie pour un autre motif, et que l'on n'ait pensé qu'après coup à s'en servir comme recueils de modèles.

<sup>(2)</sup> Il n'est pas impossible, du reste, que les

doubles de la Chancellerie n'aient été transportés au Trésor qu'après la confection de l'État sommaire des registres par les gardes-greffiers. Il y eut sûrement un versement, au Trésor, des archives propres de la Chancellerie après 1353, car le 34<sup>e</sup> des *libri inutilis* de Gérard de Montaigu est ainsi décrit par lui : « Tricesimus quartus continet receptam registri Cancellarie Francie ab anno CCC L III usque ad aliud tempus incertum; et ibi vide quantum capiebatur de qualibet carta registrata. » Les doubles, primitivement exécutés à l'usage des clercs de la Chancellerie, mais considérés plus tard par eux comme inutilis, firent probablement partie de ce versement effectué sous Charles V.



avis, « superflus » dans le Trésor<sup>(1)</sup>, en a fait entrer un certain nombre, qu'il les ait ou non reconnus pour tels<sup>(2)</sup>, dans la collection des registres originaux, en leur attribuant des numéros comme à ceux-ci dans la même série numé-

<sup>(1)</sup> Gérard a écrit sur la couverture du registre qui porte aujourd'hui la cote JJ 42<sup>a</sup> : « Iste liber est in presenti Thesauro superfluous, quia est totus idem cum libro XLII. Et credatis michi, Girardo de Monteacuto, Thesauri presentis thesaurario, qui collationem feci de verbo ad verbum diligenter. » (Cf. *Notices et Extraits*, XXXV, 2<sup>e</sup> p., p. 823.)

JJ 42<sup>a</sup> est en effet un double, mais celui de JJ 41, et non pas celui de JJ 42<sup>a</sup>, qui a passé jusqu'à ce jour pour être le n° XLII de Montaigu (Delaborde, p. CLVIII). Il faut donc, ou que Gérard se soit grossièrement trompé, ou que JJ 41 ait porté un moment, au temps de Gérard, la cote XLII.

Ce détail conduit à reconsidérer les cotes souvent modifiées (comme l'attestent entre autres indices de singuliers grattages dans l'inventaire JJ 588<sup>1</sup> des registres du Trésor) qui ont été successivement attribuées aux registres compris entre Montaigu XL (JJ 40) et Montaigu XLIV (JJ 44). D'après M. Delaborde, qui n'a pas vu là de problème :

Montaigu XLI est JJ 41.

— XLII — JJ 42<sup>a</sup>.

— XLIII — en déficit.

Il n'y a pas de place, comme on voit, dans ce système, pour JJ 42<sup>a</sup>.

Mais en relevant les renvois, très fréquents, qui sont faits à l'ancien n° XLIII de Montaigu dans le célèbre Répertoire dit de 1420, on constate à première vue que ces renvois correspondent, sous une réserve qui sera indiquée plus loin (p. 185), au contenu de JJ 42<sup>a</sup>. D'où la conclusion que Montaigu XLIII, en déficit, était un double de JJ 42<sup>a</sup>, si ce n'était JJ 42<sup>a</sup> lui-même. Et puisque JJ 41 a dû porter jadis la cote XLII, on est tenté d'établir la con-

cordance suivante, qui supprime du même coup un déficit apparent et le phénomène inexplicable d'un registre en trop :

L'ancien XLI serait JJ 42<sup>a</sup>.

— XLII — JJ 41.

— XLIII — JJ 42<sup>a</sup> (ou plutôt un double disparu).

Cette hypothèse se trouve pleinement vérifiée par le Répertoire dit de 1420, dont l'auteur considère comme jumeaux XLI et XLII (JJ 278, f. 25); car tous les renvois qu'il fait à ces deux registres s'appliquent exactement à JJ 42<sup>a</sup> et à JJ 41.

Le trouble a été apporté dans l'ordre primitif lorsque quelqu'un s'avisa de placer, sous la cote XLIII, un registre, l'ancien n° IV de Montaigu, hors de sa place naturelle depuis une époque antérieure à Dupuy, qui n'avait rien à faire là (Delaborde, p. CLIII). On se trouva dès lors en présence de trois volumes, dont un (JJ 42<sup>a</sup>) qualifié par Montaigu de *superfluous*, pour deux cotes. On s'est tiré de cette difficulté comme on a pu, après des hésitations dont la trace subsiste sur la couverture des volumes et dans les inventaires successifs.

<sup>(2)</sup> Il semble que Gérard ne se soit aperçu qu'après l'avoir classé parmi les registres du Trésor que JJ 42<sup>a</sup> était un double (voir le premier paragraphe de la note précédente). Peut-être n'a-t-il jamais fait la même remarque pour les trois autres doubles qu'il avait admis dans sa classification. Notons d'ailleurs qu'il a rejeté et relégué parmi les registres divers, sans cote, au moins deux doubles, celui de son registre XLV (JJ 45) qui est aujourd'hui conservé à Bruxelles, et celui de son registre XLVII (JJ 47) qui est maintenant à la Bibliothèque nationale (lat. 9784).



rique continue, sans les distinguer. — Il résulte de mes premières recherches de 1897, complétées par M. Delaborde en 1902, et encore par le nouvel examen que je viens de faire, que Gérard n'a pas introduit moins de quatre paires de doubles dans sa nomenclature des Registres de Philippe le Bel et de Louis X; et cela en grand désordre :

Montaigu XXXV (JJ 35)	fait la paire avec Montaigu XXXVI (JJ 36).
— XLI (JJ 42 <sup>B</sup> )	— XLII (JJ 41) <sup>(1)</sup> .
— XXXIX (en déficit)	— XLIV (JJ 44).
— LII (JJ 52)	— LI (à la Bibl. imp. de Pétersbourg).

Si l'on élimine ces doubles, il subsiste dans la nomenclature de Gérard de Montaigu quatorze registres pour Philippe le Bel et Louis X. Les gardes-greffiers n'en comptaient que douze. L'addition de doubles par Gérard de Montaigu n'explique donc pas tout. Même, elle n'explique rien pour le règne de Philippe le Long; car, sous ce règne, l'usage de tenir deux exemplaires des registres paraît s'être perdu, et cependant Gérard de Montaigu énumère neuf registres pour cette époque, alors que les gardes-greffiers n'en ont connu que cinq.

La seconde mesure prise par Gérard de Montaigu, qui rend compte de ces dernières différences, consista à faire entrer dans la Série chronologique des registres que les gardes-greffiers en avaient exclus avec raison, parce que, quoique rédigés à la Chancellerie comme ceux de la Série chronologique, ils avaient intrinsèquement un autre caractère. — En réalité (et c'est là une distinction qui n'a encore jamais été nettement posée), il y avait, dans les premiers temps, à la Chancellerie, deux sortes de registres — sans compter les doubles; Gérard de Montaigu les a confondues, et on les a confondues à son exemple et sur son autorité pendant plus de cinq siècles.

Il y avait des registres qui contenaient, comme il a été dit plus haut à propos de JJ 37, des assignations de rente, des amortissements, des baux à ferme féodale ou à cens, des dispenses de bâtardise, des confirmations de dons et d'échanges; ajoutons : des fondations pieuses, des affranchissements, des

<sup>(1)</sup> Pour la concordance entre ces cotes, voir l'avant-dernière note.



autorisations de foires, de marchés et de colombiers, des anoblissements, des confirmations de transactions et de décisions prises par les commissaires sur le fait des domaines usurpés, etc. Bref, des lettres intéressant les droits et revenus du roi et des particuliers. Appelons-les, pour abrégé, des registres domaniaux. — Certes les enregistreurs ne se faisaient pas scrupule d'y insérer, çà et là, ou à la fin, sur des pages blanches, des documents d'un autre genre. De même que le compilateur du Livre Rouge, cet autre registre domanial, n'avait pas hésité à y transcrire la grande Ordonnance de mars 1303 pour la réformation du royaume, on n'hésita pas, par exemple, à transcrire dans JJ 46 (f. 20) un Règlement pour l'exercice de la chirurgie dans la ville et vicomté de Paris; dans JJ 49 (n° 63), un Règlement concernant les étaux des halles de Paris, et, à la fin (depuis le f. 106), un paquet de pièces diplomatiques, relatives aux affaires d'Orient. Mais d'une manière générale, on peut dire que les Registres domaniaux ne recevaient guère que des pièces domaniales et d'intérêt, pour ainsi dire, privé.

D'autres registres ne recevaient guère, au contraire, que des pièces relatives aux affaires politiques et administratives. Il va sans dire que, sur ces registres-là, on ne se faisait pas faute d'inscrire aussi des lettres qui n'auraient pas eu à y figurer, si la distinction entre les deux sortes de registres avait eu la rigueur dont l'esprit moderne a l'habitude en ces matières. Mais alors on n'y regardait pas de si près. C'est ainsi que dans JJ 36, sur la couverture duquel Gérard de Montaigu lui-même a écrit : « Non queratis in hoc libro aliquas cartas particulares quare est de guerra Flandrie et de mandatis atque ordinacionibus pro ipsa factis », on a placé (f. 42) une liste d'assignations de rente et (f. 95) un autre état, sans queue ni tête, de dons faits au personnel domestique de la maison du roi (dont la plupart étaient tout au long consignés dans le Livre Rouge<sup>(1)</sup>). Mais, d'une manière générale, on peut dire tout de même que les registres de cette seconde espèce ne contiennent que très exceptionnellement des pièces domaniales<sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Livre Rouge, Appendice II, n° 695 et suiv. Cf. un fait analogue dans JJ 42<sup>a</sup>, f. 91 v°.

<sup>(2)</sup> On peut s'étonner qu'il n'ait pas été tenu note, dès l'origine, à la cour de France, des pièces, relatives aux affaires politiques et admi-

nistratives, émanées de la Chancellerie, et que l'innovation, nettement signalée ici pour la première fois, se soit fait si longtemps attendre, pour avorter bientôt. Mais c'est que, pour garder mémoire de ces pièces, les clercs du roi



Cela posé, les registres domaniaux, pour le règne de Philippe le Bel, sont, par ordre chronologique :

JJ 38 Première partie (1299-1303).

— 37 (1302-1305).

— 38 Deuxième partie (1305-1307)<sup>(1)</sup>.

— 40 (1307-1309).

— 41 (1309-1315)<sup>(2)</sup>.

— 44 (1307-1308).

— 45 (1309-1310).

— 46 (1311-1312).

— 47 (1310-1311).

— 48 (1312-1313).

— 49 (1313-1314).

— 50 (1314-1315).

Dans ce tableau, où se retrouvent les dix registres des gardes-greffiers — plus le registre commun à Philippe le Bel et Louis X, — les registres du cancellariat de Guillaume de Nogaret sont marqués d'un astérisque<sup>(3)</sup>. Ceux

ont préféré d'abord, et même jusqu'au temps des Valois, la transcription sur des rôles, ou rouleaux, à l'enregistrement proprement dit. Voir plus haut, p. 67.

<sup>(1)</sup> On a supposé — avec raison, semble-t-il — que JJ 37 n'est qu'un fragment qui faisait primitivement partie de JJ 38, où il était inséré entre la première et la seconde partie (Delaborde, p. xcviij).

<sup>(2)</sup> JJ 41 contient des documents du temps de Philippe le Bel jusqu'au f. 114; puis, jusqu'au f. 122, des documents du temps de Louis X. Les gardes-greffiers n'avaient pas compris ce registre parmi les dix de Philippe le Bel, le considérant comme intermédiaire entre les registres de ce roi et ceux de ses successeurs. Il en existe une table en forme de rouleau (Arch. nat., J 1167, n° 5, de 1 à ix<sup>xx</sup> xvii); sur ce point, voir plus loin, p. 279, note 1.

<sup>(3)</sup> Ils étaient notoirement au nombre de cinq, comme l'atteste le billet suivant : « Can-

cellarius. — Domine Petre [Pierre Julien], mittatis michi quinque volumina registorum de tempore Guillelmi de Nogareto. . . » (J 476, n° 2<sup>ss</sup>).

Il est à remarquer que Gérard de Montaigu a très mal numéroté ces cinq registres. Le premier (*Nogareti pars prima*) était certainement JJ 44; c'est écrit sur la couverture de ce registre et voyez le f. 3. Venaient ensuite JJ 40 (*Cum prima parte*), JJ 45 (*Cum secunda parte*), JJ 47 (*Tertia pars de Nogareto*), JJ 46 (*Quarta pars Nogareti*). Les indications signalées ici, qui font connaître l'ordre primitif des cinq registres de Nogaret, n'ont été ni bien lues ni bien interprétées jusqu'à présent par les historiens de la Chancellerie et du Trésor (Delaborde, p. lxiv). — S'il était besoin de confirmation, voici encore un fait à l'appui : le registre de la Chambre des comptes *Croix-Armagnac*, antérieur à la classification de Montaigu, qui se composait de pièces extraites des registres de la Chancel-



du cancellariat de l'archidiacre de Bruges, antérieurs, étaient donc au nombre de deux seulement : JJ 37 et 38.

Pour le règne de Louis X, un registre : JJ 52. Ce registre est d'ailleurs le seul où le nombre des pièces domaniales soit presque balancé par celui des pièces d'intérêt général (Ordonnances provinciales de 1315 aux Bourguignons, aux Champenois, aux Artésiens, etc.). Mais les gardes-greffiers l'avaient placé expressément parmi les registres domaniaux et on doit l'y maintenir.

Pour le règne de Philippe le Long, les registres domaniaux sont (et ce sont, sans doute, les cinq volumes qu'avaient comptés les gardes-greffiers pour ce règne) :

- JJ 53 (1317).
- 54<sup>B</sup> (1316-1317) <sup>(1)</sup>.
- 56 (1317-1319).
- 59 (1318-1321).
- 60 (1319-1321).

lerie (ci-dessus, p. 148), utilise les registres dits de Nogaret dans cet ordre : JJ 44, 40, 45.

Enfin Gérard de Montaigu a induement séparé un des registres de Nogaret (JJ 40) des quatre autres par l'intercalation de trois registres étrangers (XLI, XLII, XLIII); sur ces trois registres, voir p. 180, note 1.

<sup>(1)</sup> JJ 54<sup>A</sup>, égaré dans les archives du Parlement de Paris pendant des siècles, a été replacé au Trésor par MM. Grün et Boutaric en 1858. Le n° LIV de Montaigu doit être identifié avec ce volume, et non pas avec JJ 54<sup>A</sup> (comme le dit M. Delaborde, p. CLIX).

JJ 54<sup>A</sup>, dont la première partie (ff. 1-27) de JJ 58, de format pareil, est la suite, avait été exclu de la Série chronologique et rangé par les gardes-greffiers sous le n° 36 des Livres divers du Trésor (Delaborde, p. xcvi), comme *Bel* ou sa copie (n° 30). Était-ce avec raison?

JJ 54<sup>A</sup> est intitulé : *Registrum litterarum sub sigillo cere albe a tempore domini mei domini P. de Cappis*. Le chancelier Pierre de Chappes fit donc tenir un registre des lettres scellées en cire blanche, concurremment avec les re-

gistres ordinaires, réservés aux lettres scellées en cire verte. Mais le registraire ne prit pas la peine, sauf exception, de copier *in extenso* ces lettres d'importance secondaire : il se contenta de les analyser (en notant les mentions de Chancellerie sur le repli), suivant la méthode employée dans le Livre Rouge pour les *Littere ad hereditatem* de Philippe V. Nous avons déjà remarqué, d'ailleurs, que JJ 54<sup>A</sup> ressemble beaucoup, quant à l'apparence extérieure, à ce que devait être la deuxième partie du *II<sup>m</sup> Journalis* de la Chambre, autre essai du même genre. Gérard de Montaigu a écrit en effet sur la couverture de JJ 54<sup>A</sup> : « In isto libro nichil queratis, quia non est registrum ad longum, immo quoddam registrum abbreviatum de aliquibus donis ad vitam et aliis mandatis parvi valoris; et videtur magis esse Jornale. »

On lit d'autre part sur l'ancienne couverture de JJ 58 : *Registrum istud continet plures donationes, commissiones et concessionem factas per regem Philippum Longum ad voluntatem, et quedam alia de tempore domini P. de Cappis*.

L. Perrichet a émis l'hypothèse (*op. cit.*,



Les registres non domaniaux, ou de la seconde espèce, que Gérard de Montaigu a mêlés avec ceux de la première, sont par conséquent :

## RÈGNE DE PHILIPPE LE BEL.

JJ 35-36. « Mandata et ordinaciones de guerra Flandrie. » Du temps de l'archidiacre de Bruges<sup>(1)</sup>. La grande ordonnance de 1303, sur un cahier à part, est reliée au commencement de JJ 35.

JJ 42<sup>A</sup>. Ordonnances et mandements relatifs à des affaires d'État.

Ce registre n'est qu'un fragment : il commence au f. LXV et au n° CXXXV. Et non seulement les 64 premiers feuillets de JJ 42<sup>A</sup> manquent, mais on peut croire que la fin a disparu; car le Répertoire dit de 1420, qui le cite toujours, nous l'avons vu, sous le n° XLIII, renvoie quelquefois — rarement — à des lettres qui n'y sont pas, sous des numéros plus élevés que n'en comporte le registre tel qu'il est. Exemples : « Anselmo de Joynville, de XL l., registro XLIII, littera CCCXXVI » (JJ 278, f. 17); « Responsio facta per regem interprisiis quas rex Anglie dicit factas fuisse subditis et terris suis per officarios regis, registro XLIII, littera XVI<sup>ta</sup> » (*Ibid.*, f. 88). JJ 42<sup>A</sup> n'a maintenant que 146 numéros, rubriqués depuis l'époque où les 134 premiers en ont été enlevés; mais  $134 + 146 = 280$  seulement. Or XLIII contenait au moins 326 pièces.

C'était, du reste, la copie d'un registre perdu qui contenait un plus grand nombre de textes transcrits *in extenso*; car on y lit (f. 91 v°) : « Item in eodem registro<sup>(2)</sup> sequuntur plures littere clause misse pluribus et diversis personis et plures alie littere factum mone-tarum tangentes, prout in eodem registro liquidius apparebit cuilibet intuenti. »

Dans ce volume comme dans JJ 35-36, les pièces ne sont pas « signées », à la différence de ce qui se voit dans les registres domaniaux de la même époque, mais on lit, après une lettre du comte Amédée de Savoie en date d'octobre 1310, cette note (f. 116 v.) : « Hec suprascripta littera fuit tradita per me P. Barr. domino P. de Stampis de mandato archi-

p. 406) que JJ 54<sup>A</sup> [et JJ 58, première partie, dont le format est analogue], ont fait partie, ou étaient destinés à faire partie d'une série de registres distincte, inaugurée sous le cancellariat de Pierre de Chappes. Même si c'est exact, comme cette innovation n'eut pas de suites, on s'explique très bien que les gardes-greffiers aient rejeté de la série normale le principal témoin d'une tentative avortée, qui ne ressemblait pas extérieurement aux registres ordinaires.

<sup>(1)</sup> Est-ce ce recueil, ou un autre, que Gérard de Montaigu a noté en ces termes dans son premier essai de classification : « Sine asseribus, coopertus de pergamenno piloso croceo ab una parte, continet quasdam ordinaciones regis Ph. Pulchri, ut videtur, plura mandata baronibus et ballivis pro guerris Flandrensibus, etc. » (Delaborde, p. CXVIII, n. 21) ?

<sup>(2)</sup> Dans la partie conservée de JJ 42<sup>A</sup>, il n'a encore été question d'aucun « registre » avant l'endroit où se trouve ce passage.



episcopi Narbonensis ultima die novembris. » D'où l'on peut conclure que le recueil est, au moins en partie, l'œuvre de Pierre Barrière<sup>(1)</sup>.

#### RÈGNE DE PHILIPPE LE LONG.

JJ 55. Recueil de lettres, instructions et circulaires du roi, relatives à ses rapports avec les nobles confédérés, le clergé, les bonnes villes, etc. Gérard de Montaigu a écrit sur la couverture : « In isto libro non queratis aliquas cartas registratas nisi unam pro comitissa Attrebatensi Mathilda et duas ordinationes, quia totum residuum est de mandatis contra Confederatos et contra Flamingos, et de negociis Burgondie et Campagnie. » — L'auteur du registre en a intitulé lui-même le premier cahier en ces termes : *Caternus commissionum*; on lit au f. 17 : *Secundus commissionum*. Le titre ancien du registre devait donc être *Liber commissionum*.

JJ 58, seconde partie. Correspondance politique relative aux affaires de Flandre, d'Artois et de Champagne. Les pièces sont « signées ».

Il aurait appartenu, semble-t-il, à un archiviste aussi distingué que Gérard de Montaigu de reconnaître les membres d'une série à part, malheureusement avortée, de registres de chancellerie consacrés aux affaires d'État, politiques

<sup>(1)</sup> On a posé récemment quelques jalons pour la biographie administrative de ce personnage. L. Perrichet (*op. cit.*, p. 539) le montre notaire dès 1304, audencier de la Chancellerie au 1<sup>er</sup> janvier 1315, secrétaire du roi à partir du 10 juillet 1319, et comblé de prébendes. M. J. Viard (*Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois*, I, p. 37) le montre chargé par Philippe VI de la distribution de fonds secrets et le dit mort entre le 20 décembre 1350 et le 15 janvier 1351. Dès le début de sa carrière, il signait les lettres « Per vos » (Perrichet, pp. 215, 335). — Ajoutons seulement : Pierre Barrière versait déjà l'émolument du sceau au Trésor, de la part du chancelier, en avril 1308 (Menant, III, f. 11).

Il se nomme à la première personne dans plusieurs registres de la Chancellerie, seul des clercs du roi à en faire autant, ce qui donne à penser qu'il a vaqué pendant de longues années au service de l'enregistrement. Alors que trois des registres dits de Nogaret sont intitulés, de la même écriture : « *Registrum duplicatum litte-*

*rarum in cera viridi tempore domini G. de Nogareto* », l'intitulateur a ajouté dans l'un de ces trois (JJ 45) : « *per me P. Barriere* ». La même formule complète se lit en tête du manuscrit de Bruxelles, double de JJ 45. Voir aussi JJ 50, f. 67 v<sup>o</sup> : « Et ego, P. Barriere, incepti reddere litteras. . . » — Dans la première partie de JJ 58 (plus haut p. 184, note), à partir du f. 19, un certain nombre d'analyses brèves sont suivies de la mention : *Registrata est*. Or toutes ces mentions sont signées « Barr. » ou « *per me Barr.* ». Il ne semble pas d'ailleurs que les pièces ainsi signalées soient enregistrées *in extenso*, davantage que les autres, dans les registres de la Chancellerie qui existent aujourd'hui.

P. Barrière passait, sous Philippe V, pour le premier spécialiste de la Cour en matière d'enregistrement, puisque l'« Ordonnance des Pour-suians » de février 1321 le chargea, seul, de « faire et garder » le Journal du Conseil (éd. A. Guillois, dans *Recherches sur les maîtres des Requêtes de l'hôtel*. Paris, 1909, p. 267).



et administratives, dans ces quatre volumes qu'il a numérotés si mal. L'eût-il fait, il aurait été amené, comme nous, à se demander s'il n'y avait point, parmi « les registres divers » de son dépôt, des volumes d'une autre origine, mais intrinsèquement comparables à ceux-là, qu'il aurait été intéressant d'en rapprocher. Lui-même n'a-t-il pas été chercher, parmi les « registres divers » de ses prédécesseurs<sup>(1)</sup>, une sorte de code des Ordonnances relatives à l'Hôtel du roi, compilation qui n'a aucun des caractères techniques des registres de chancellerie (soit de l'une, soit de l'autre espèce), mais importante au point de vue administratif, pour l'intercaler, très indûment, sous le n° LVII (JJ 57), entre le troisième des Registres domaniaux de Philippe le Long (JJ 56) et le second des recueils de la Correspondance politique du même règne (JJ 58<sup>B</sup>)<sup>(2)</sup> ? Examinons donc maintenant, à ce point de vue, comme il l'aurait fait, la collection des « Registres divers » du Trésor au xiv<sup>e</sup> siècle.

*Registres divers du Trésor.* — A l'époque où des clercs intelligents entre-voyaient à la Chancellerie l'utilité qu'il pourrait y avoir à enregistrer, aussi bien que les actes d'intérêt privé, les actes d'intérêt public, d'autres clercs, ou les mêmes, à la Chancellerie ou au Trésor, prenaient goût à copier sur des cahiers plus ou moins bien ordonnés des pièces d'archives relatives aux grands événements du temps, ou des collections de règlements sur telle ou telle matière. Pierre d'Étampes paraît avoir été grand amateur, entre tous, de codes et de florilèges de ce genre. Les gardes-greffiers du roi Jean ont constaté la présence, au Trésor, de plusieurs de ces recueils qui portaient son ex-libris : *Iste liber est domini Petri de Stampis*, ou qui dataient de son administration. Il n'en était peut-être, ou sans doute, pas l'auteur; mais il les avait fait faire<sup>(3)</sup>. Ils existent

<sup>(1)</sup> C'était le n° 33 des *Libri sine asseribus* de Coeuvres-Boucher. — Il est singulier, mais certain, que le Répertoire dit de 1420, qui cite très souvent le registre « LVII » du Trésor, entend par là, non pas JJ 57, mais JJ 56 (toutes les références concordent). L'auteur d'additions à ce Répertoire, qui travaillait au xv<sup>e</sup> siècle, connaît d'ailleurs notre JJ 57 et l'appelle correctement LVII (JJ 280, f. 947 v°).

<sup>(2)</sup> JJ 57 est donc le quatrième des quatre

registres ajoutés par Gérard aux cinq volumes que les gardes-greffiers considéraient comme formant la collection des Registres de Philippe le Long. Les trois autres sont, comme on l'a vu plus haut, JJ 54<sup>A</sup>, 55 et 58.

<sup>(3)</sup> Il avait fait lui-même des extraits du registre du chancelier Guérin (J. Petit, *Essai de restitution* . . . , n° 311) et du rouleau de la Chambre des comptes, déjà utilisé par Pierre de Bourges, « *cujus signum est 8* » (*Ib.*, n° 305);



encore pour la plupart. Le registre LVII (JJ 57) de Gérard de Montaigu (Ordonnances de l'Hôtel) en est un<sup>(1)</sup>. Le cahier intitulé : *Ce sont les ordonnances des forès, etc.*, en déficit dès 1350<sup>(2)</sup>, en était probablement un second<sup>(3)</sup>. Les autres sont :

Un recueil de documents relatifs à la politique extérieure : Lyon, Flandre, Angleterre, Écosse.

T. I<sup>er</sup>. Arch. nat., JJ 5 (Montaigu, V).

T. II. Bibl. nat., lat. 12726 (Montaigu, VI).

Une collection de pièces diverses (1309-1314), tirées des archives royales, et relatives aux affaires du temps, intérieures et extérieures (Templiers, Flandre, Terre-Sainte, Italie, etc.).

Arch. nat., JJ 43. C'est l'ancien n° IV de Montaigu. M. Delaborde a montré (p. LII) comment il a été affublé par erreur, au XIX<sup>e</sup> siècle, de sa cote actuelle.

Un recueil de documents diplomatiques : relations avec l'Angleterre, l'Empire, le Hainaut, etc.

Arch. nat., JJ 16 (Montaigu, XVI)<sup>(4)</sup>.

et il avait « enregistré » de sa main — non pas pourtant dans les registres ordinaires de la Chancellerie, que nous possédons, où rien de pareil ne se trouve — la liste des bénéfices conférés, notamment par le Saint-Siège, à maître Pierre de Chalon, clerc du roi, comme nous l'apprend une note insérée au Livre Rouge (Appendice II, n° 1067).

Pierre d'Étampes continua d'ailleurs à travailler comme notaire en chancellerie après sa nomination comme garde du Trésor, surtout pour les lettres commandées « Per regem » (J 1021, n° 93; JJ 45, n° 117; JJ 47, n° 88; J 164, n° 19, etc.) et par Enguerran de Marigny (JJ 49, n° 120; etc.).

<sup>(1)</sup> Le registre LVII a été exécuté en deux fois : a. Ordonnances de l'Hôtel de 1261 à 1317 (ff. 1-83); b. Ordonnances de 1319 à 1321 (ff. 85-108). A la fin, un tableau des jours assignés aux comptables pour la reddition des

comptes : « C'est l'ordenance comment les baillis de France, de Normandie et les senechaus et les commissaires de par le royaume doivent venir compter » ; sur cette pièce, voir Borrelli de Serres, *op. cit.*, II, p. 243.

Comme JJ 5, JJ 57 a été mal relié. Voir, sur ce point, Delaborde, pp. L, LII.

<sup>(2)</sup> Delaborde, p. CI, n° 7.

<sup>(3)</sup> Le volume qui portait le n° XXXVIII dans la première classification de Gérard de Montaigu était peut-être, aussi, de ce genre : « Coopertus de pergamenno boilleté, sine asseribus, et est de papiro, continet litteras quorundam preclarorum negociorum et super facto financiarum, rerum acquisitarum per ecclesias, et aliquas alias litteras regias. » (*Ib.*, p. cxx.)

<sup>(4)</sup> Le n° XV de Montaigu, qui n'existe plus, était de même nature que le n° XVI, mais consacré aux affaires de Flandre : « Continet pacem et tractatus regis et Flamingorum. »



Une compilation où les pièces d'archives, relatives aux grandes affaires du temps, sont mêlées à des textes littéraires comme la chronique de Pierre de Vaux-Cernai et des écrits de Pierre Dubois.

T. I<sup>er</sup>. Arch. nat., JJ 28 (Montaigu, XXVIII).

T. II. Bibl. nat., lat. 10919 (Montaigu, XXIX).

A ces volumes, aujourd'hui bien identifiés, il convient d'en ajouter un, de très peu postérieur, qui ne l'a pas encore été.

L'état sommaire des registres par les gardes-greffiers mentionne sous le n° 4 : « Item alius liber incipit sic : *Es feuilliès qui s'ensuient sont les intitulations des fiés estrais de registres anciens*; et sic finit : *Messires Emenons de la Roche est homme lige du roy*, etc. » Gérard de Montaigu a noté que ce manuscrit était entre des ais couverts de cuir vert : « Quartus, ad asseres coopertos de viridi, continet feuda extracta de antiquis registris tam de partibus Normandie, Picardie et aliarum parcium regni; et est notabilis. » Plus tard, il lui attribua le n° XVIII de sa classification générale :

« Decimus octavus continet intituciones feudorum et homagiorum Francie, Picardie, Normandie, Lingue Occitane, atque plurium aliarum partium regni, extractas de antiquis registris, ut cavetur ibidem. » Gérard ajoute : « Ignoro tamen ubi sunt eadem antiqua registra <sup>(1)</sup>. »

Or ce n° XVIII de la classification générale (qui serait JJ 18) est depuis longtemps considéré comme perdu. — Il n'est pas impossible, pourtant, de suivre les destinées de ce recueil qui fut jadis fort estimé, et même, comme on va voir, au delà de sa valeur.

Au xv<sup>e</sup> siècle, Pierre Amer a fait, dans son Manuel, des extraits d'un livre entre deux ais, couvert de cuir vert, qui était alors conservé dans la Chambre de Normandie, aux archives de la Chambre des comptes. Il en donne l'incipit : *Es feuillez qui cy apres s'ensuivent*; et l'explicit : *Messire Emenieus de la Roche est homme lige du roy* <sup>(2)</sup>. Était-ce le XVIII<sup>e</sup> registre de Gérard de Montaigu?

<sup>(1)</sup> Arch. nat., JJ 1<sup>er</sup>, f. 7. — <sup>(2)</sup> Fr. 10988, f. 169 v°.



Non; des différences de graphie dans l'incipit et dans l'explicit le donneraient déjà à penser, à défaut d'autre indice; mais l'assurance formelle ne fait pas défaut, car Pierre Amer écrit ailleurs<sup>(1)</sup> :

« Item, alius liber coopertus viridi corio in asseribus, *desuper signatus XVIII*, in quo continentur feoda et servicia regi debita, qui quidem liber traditus fuit prima februarii cccc l viii, ordinacione dominorum Compotorum, magistro Droconi Budé, custodi cartarum regis, reponendus in Thesauro dictarum, *a quo alias fuit ablatas*; cujus liber similis de verbo ad verbum est in Camera Normannie. »

Donc le registre XVIII, sorti du Trésor à une date indéterminée, y fut remis en février 1458 (v. st.); et le volume conservé aux archives de la Chambre était un double. Ce double fut versé à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle au Dépôt des terriers. L'état sommaire des registres du Dépôt des terriers porte, sous le n<sup>o</sup> I : « Registre en parchemin, couvert de basane verte, contenant les fiefs et les services extraits des anciens registres du roy, *fait en l'an 1326*, lequel contient diverses provinces, dont il y a une table au commencement<sup>(2)</sup>. » Brussel ne manqua pas de tomber en arrêt devant ce volume, qu'il a cité à plusieurs reprises<sup>(3)</sup>.

Ces constatations ont leur prix; mais elles n'avanceraient pas à grand'chose s'il n'était loisible de les rapprocher, ce qui n'a pas encore été fait, d'un manuscrit sur vélin du xiv<sup>e</sup> siècle qui porte aujourd'hui le n<sup>o</sup> 5291 du fonds français (anc. Colbert 9830<sup>3</sup>)<sup>(4)</sup> de la Bibliothèque nationale. L'incipit de ce

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, f. 22 v<sup>o</sup>.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., P 946, f. 1.

<sup>(3)</sup> *Usage des fiefs*, I, pp. xviii a, 11, 122, 167, etc.; Brussel a, de plus, dépouillé complètement ce manuscrit pour son « Dictionnaire des Terriers » (P 1112), où il y renvoie constamment de façon à faire croire qu'il en considérait le contenu, non pas comme colligé, mais comme présentant l'état des choses tel qu'il était, en 1326.

A. de la Roque (*Traité du ban et de l'arrière-ban*. Paris, 1676) a publié de longs extraits de la compilation *Es feuillez* (Preuves, pp. 19 et suiv.), peut-être d'après le registre de la Chambre. — Il y en a une copie du xvii<sup>e</sup> siècle

dans un recueil de M. de Villers de Rousseville (Arsenal, 4653, ff. 359-432) et des extraits à la Bibliothèque nationale, lat. 9851, pp. 173-317.

<sup>(4)</sup> Longuement décrit dans le *Catalogue des manuscrits français*, IV, p. 689. — Douët d'Arcq cite (*Beaumont-sur-Oise*, p. 223), sous la cote « Colbert 9841, 3 », un manuscrit, dont l'écriture est, dit-il, du xv<sup>e</sup> siècle, intitulé : « Ce sont les fiefs et les services extraits des registres anciens du Roy l'an 1346 (sic). » Cette cote n'a pu être identifiée, et il est probable qu'il y a, dans ces quelques lignes de Douët d'Arcq, plusieurs erreurs.



volume est : *Es fuiellez qui s'ensuient sunt les intitulations des fiez estrais des registres anciens du roy contenus en cest livre l'an ccc xxvi*<sup>(1)</sup>. L'explicit (f. 334) n'est pas celui du registre XVIII et de son double; mais on lit, au bas du f. 333 recto : « Messires Emenons de la Roche est homme lige du Roy »<sup>(2)</sup>. Nul doute que l'on soit ici en présence d'un troisième exemplaire du recueil que Gérard a vu au Trésor et Brussel au Dépôt des terriers.

Gérard de Montaigu ne savait pas quels étaient ces « anciens registres du roy » dont le compilateur du recueil *Es feuiliez qui s'ensuient* avait « extrait » ses matériaux : « Ignoro tamen ubi sunt eadem antiqua registra ». C'est qu'il n'avait pas bien regardé; car il les avait presque tous sous ses clés. — Le compilateur avait eu à sa disposition le « Livre des Hommages » faits à Thibaud V, comte palatin de Champagne et de Brie depuis 1256, qui, conservé à la Chambre des comptes, où il passait pour le tome II des célèbres *Feoda Campanie*, fut brûlé en 1737<sup>(3)</sup>; il l'a, de même que toutes ses autres sources, non pas reproduit, mais traduit (fort mal) en français. Il avait, en second lieu, sur sa table, le registre vénéré, à qui son état civil, perdu depuis près de six siècles, a été rendu au commencement du présent chapitre : le registre de Pierre de Bourges (lat. 10932) : il en a traduit la seconde partie, n'en omettant que quelques courts passages<sup>(4)</sup>. Pierre de Bourges, dans la première partie de son registre, avait fait (ff. 1 et suiv.) des extraits de celui du chancelier Guérin (JJ 26); le compilateur, qui disposait aussi de l'œuvre de Guérin, l'a utilisée directement<sup>(5)</sup>. On trouve en quatrième lieu dans son

<sup>(1)</sup> Cette manière de parler obscure veut dire que la compilation a été faite en 1326, comme il se voit à la rubrique du f. 1 : « Ce sont les fiez et les services estrais des registres anciens du Roy l'an mil trois cenx vint et sis. »

<sup>(2)</sup> La différence d'explicit tient à une erreur matérielle dans le manuscrit français 5291, dont les dernières pages devraient se succéder dans cet ordre : ff. 334, 334 v°, 333 v°, 333. « Messire Emenons de la Roche... » est l'explicit véritable; on s'en assure en confrontant le texte du compilateur avec sa source (JJ 11, ff. 13 et 13 v°).

<sup>(3)</sup> Fr. 5291, ff. 129-138. Cf. A. Longnon,

*Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie*, I, p. xxxii.

<sup>(4)</sup> Dans le registre de Pierre de Bourges ces passages sont signalés par des notes marginales du xiv<sup>e</sup> siècle, ainsi libellées : « Non scribatur » (f. 29); « Usque hic » (f. 29 v°).

Les ff. 239-262 v° de la compilation *Es feuiliez* correspondent aux ff. 19-22 du registre de Pierre de Bourges. Le f. 363 (*Ce sont les nons de ceux qui doivent sommiers au Roy*) correspond au f. 17.

<sup>(5)</sup> Les ff. 1-104 v° du manuscrit français 5291 correspondent aux passages des registres de Philippe Auguste qui sont imprimés dans



recueil (ff. 285-334), une nomenclature, sans titre, des fiefs du Poitou qui commence par : « Pierre Jamon pour cause de sa femme »; il l'a traduite, suivant sa méthode ordinaire, des *Homagia pictavensia* du comte Alfonse de Poitiers (JJ 11, ff. 1-13; cf. JJ 24<sup>A</sup>, ff. 1-34). Restent deux morceaux : 1° *Ce sont les nons de pluseurs personnes de diverses parties du royaume de France qui sont tenu de faire hommaige au Roy, si comme il appert par leur lettres* (ff. 265-280); 2° *Ce sont ceus qui tiennent du roy en fié franc et delivre en Auvernie* (ff. 111 v°-128). Le premier est un résumé analytique des hommages originaux de diverses provinces qui se trouvent aujourd'hui dans les cartons J 620-626 du Trésor des chartes<sup>(1)</sup>; le second est un résumé analytique des hommages d'Auvergne<sup>(2)</sup> qui se trouvent aujourd'hui dans les cartons J 271 et 272. Pierre d'Étampes avait fait, nous l'avons vu (p. 171), l'inventaire de ces layettes : il l'avait fait en latin et très brièvement (JJ 1<sup>8</sup>, ff. 25 v° et 11 v°); les analyses sont en français et beaucoup plus développées dans la compilation.

Le traducteur-compileur du recueil *Es feuiliez qui s'ensuient* n'a pas laissé, du reste, d'introduire quelques pièces nouvelles parmi les anciennes qu'il faisait passer en langue vulgaire. Telle est celle qu'il intitule : *Ce sont les nons de ceuls de la conté de Bourgoigne qui sont tenu de faire homage au Roy et service en ses guerres*; elle ne saurait être antérieure au règne de Philippe le Bel<sup>(3)</sup>. Telle est encore une pièce que, prenant la parole à la première personne, il présente au lecteur en ces termes (f. 256) : « Item j'ai trové en un autre role les nons des abbayes qui doivent charroy au Roy toutes fois que le corps du

les *Historiens de la France*, XXIII, pp. 606-676.

Les ff. 1-68 concernent la Normandie. Le texte en a été transcrit au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle sur un rouleau qui est encore au Trésor des chartes (J 621, n° 91) : « Ce sont les fiez et les services estraiz des registres anciens du Roy l'an CCCXXVI. » Note marginale : « Les fiez de Normendie et services extrais du livre convert de vert, du commencement, et est le XVI<sup>e</sup> livre. » Il y a bien XVI, et non XVIII.

<sup>(1)</sup> Il a dû exister sur un rouleau à part; voir lat. 9851, ff. 337 et suiv.

<sup>(2)</sup> La plupart de ces hommages d'Auvergne sont, comme Pierre d'Étampes l'a noté, « de tempore Jacobi le Moine », c'est-à-dire du temps de Jacques le Moine, bailli des Montagnes d'Auvergne de 1283 à 1285 (*Historiens de la France*, XXIV, p. 209\*).

<sup>(3)</sup> Cette pièce, avec le même titre (*Les nons de ceuls, etc.*), était indiquée au f. 35 v° de l'*Inventarium Camere Francie*, dont PP 96 offre des extraits. — Comparer le Dénombrement des vassaux qui doivent foi et hommage au roi dans le comté de Bourgogne : Arch. nat., J 255, n° 127.



Roy va en guerre en quelque lieu que ce soit<sup>(1)</sup>. » En marge de cette phrase, écrite, comme tout le reste, par un copiste de profession<sup>(2)</sup>, il y a, dans le manuscrit français 5291, d'une écriture contemporaine, mais personnelle : « Mes ledit rolle estoit touz nouveaux, et le me bailla messire J. Mignon. » Cette annotation est très digne de remarque<sup>(3)</sup>, car elle établit à la fois : 1° que le manuscrit français 5291 fut l'exemplaire personnel du compilateur, l'annotation étant certainement de lui; 2° que ce personnage était en rapports avec ce Jean Mignon dont le nom est attaché à l'un des principaux pré-Mémoriaux de la Chambre. Ce personnage, comment s'appelait-il? Je n'ose invoquer une certaine ressemblance entre l'écriture de l'annotation et celle des autographes de Félix Coulon pour dire que c'était ce laborieux collaborateur de Pierre d'Étampes, dont on sait d'ailleurs qu'il détint le registre de Pierre de Bourges, une des sources de la compilation; mais c'est possible. En tout cas le compilateur était un clerc qui, comme l'on sait que ce fut le cas pour « Felisius », avait ses entrées à la fois au Trésor et à la Chambre.

Si Gérard de Montaigu avait fait les rapprochements et constitué les groupes naturels qui précèdent, il n'aurait sans doute pas manqué de reconsidérer sa classification tout entière des « Registres divers » du Trésor. Faisons-le maintenant en son lieu, sans nous embarrasser de sa distinction surannée entre les « livres » plus ou moins *utiles* (utiles au service courant) et *inutiles*. Qu'une masse soit idéalement formée de tous ces volumes; et voyons comment il aurait été loisible de l'ordonner d'une façon raisonnable.

Il eût été naturel et facile de mettre d'abord à part les manuscrits *littéraires*, égarés dans le dépôt des archives de la Couronne. Il n'y en avait guère, du

<sup>(1)</sup> Le morceau : « Les nons des abbayes qui doivent charroy au Roi toutes fois que le corps dou Roy va en guerre » figurait dans plusieurs des pré-Mémoriaux (J. Petit, *Essai de restitution*, n°s 17, 307, 440).

Le rouleau que Jean Mignon « bailla » au compilateur, et dont celui-ci ne traduisit qu'une partie, est encore au Trésor des chartes (J 623, n. 104<sup>2</sup>). Cf. J 624, n° 18.

<sup>(2)</sup> L'écriture de ce copiste ressemble beau-

coup à celle de l'un des deux scribes qui ont exécuté le Recueil contemporain des Ordonnances de l'Hôtel (JJ 57).

<sup>(3)</sup> M. Borrelli de Serres l'a bien remarquée (*op. cit.*, II, p. 256), mais il n'en a tiré qu'une conclusion, qui ne s'explique guère : à savoir que le manuscrit français 5291 avait été « entre les mains d'un maître des comptes, collègue de Jean Mignon ».



reste : un exemplaire du *Liber Galteri de Amoribus* était là, probablement parce que ce célèbre ouvrage, très profane, contenait des modèles de style épistolaire ; il avait dû être versé, par erreur, en même temps que le reste de la bibliothèque des anciens clercs de Chancellerie, curieux d'*ars dictaminis* (le « livre » de Jean de Caux, etc.)<sup>(1)</sup>. Un exemplaire des *Secreta fidelium* de Marino Sanudo, jadis au Trésor, en avait déjà disparu au temps où les gardes-greffiers dressèrent la liste des *deffectus*, au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>(2)</sup>.

En second lieu, les manuscrits manifestement *égarés*, provenant de dépôts voisins, où ils auraient dû être réintégrés, comme le Manuel de Roger de Vistrebec, distrait des archives de la Chambre des comptes<sup>(3)</sup>; et ces deux registres, dont un au moins existe encore, que Gérard de Montaigu a notés avec raison comme déplacés au Trésor, parce qu'ils appartenaient, par leur contenu, au Greffe des parlements<sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> Le *Liber Galteri* (cf. *Romania*, XII, p. 528) a été, comme on sait, publié par E. Trojel, sous le titre : *Andreae capellani regis Francorum de Amore libri tres* (Havniae, 1892); M. Delaborde (p. VII) ne l'a pas reconnu. — Le même auteur a exprimé l'hypothèse (p. CI) que ce manuscrit avait fait partie de la bibliothèque de Louis IX, et que ce prince l'avait exclu du legs de ses livres aux Ordres de Saint-François, de Saint-Dominique et de Citeaux, « parce que la nature du sujet (*De amoribus*) le rendait peu propre à entrer dans une bibliothèque de couvent ». On sait assez, cependant, que nombre de manuscrits contenant des ouvrages en latin, du même genre que le *Liber Galteri*, voire plus libres, qui ont été conservés, proviennent de bibliothèques conventuelles. Mais il est plus que probable que le *Liber Galteri* n'a jamais fait partie de la librairie de Louis IX; c'était un des livres de récréation préférés des *dictatores*; et, en le parcourant, on voit très bien pourquoi.

<sup>(2)</sup> Delaborde, p. CI. Un texte, tiré d'« un registre de la Chambre des comptes » et publié par le P. Échard (*Scriptores Ordinis Prædica-*

*torum*, I, c. 574 a), indique les circonstances où non seulement cet ouvrage, mais d'autres sur le même sujet, avaient été communiqués à la cour de Philippe VI.

<sup>(3)</sup> Voir plus haut, pp. 95-96.

<sup>(4)</sup> Premier inventaire de Gérard de Montaigu (Delaborde, pp. CXVII, CXX).

Sine asscribus, coopertus de pergamenno antiquo, signatus XIII, continet plura mandamenta in brevibus; et videtur fuisse registrum Parlamenti.

Tenuis, sine asscribus, coopertus de pergamenno albo, signatus XLII, continet litteras et aliquas ordinationes regias, inquestas criminales parlamenti M CCC XIII et arresta aliqua ejusdem parlamenti.

Dans une autre rédaction (Delaborde, pp. CXXXIII, CXXXV), ces deux mêmes registres sont décrits un peu différemment, et la cote en est changée :

Quartus est quoddam antiquum registrum Parlamenti, ut videtur, in quo continentur aliqua appunctamenta cum pluribus ordinationibus particularium mandatorum. — [C'est assurément l'ancien n. XIII; et cf. JJ 280, f. 958 v°.]

Vicesimus nonus continet aliqua arresta, litteras et inquestas Parlamenti que melius deberent esse



Ces éliminations faites — et éliminés aussi, pour en former un fonds séparé, les anciens inventaires du Trésor que Gérard a placés comme en péristyle devant les diverses catégories artificielles qu'il instituait — on se serait trouvé en présence d'un certain nombre de registres consacrés soit à la transcription des pièces d'un *procès* célèbre, soit à des *enquêtes* diverses, ou encore à des recueils de pièces justificatives échoués au dépôt comme épaves d'anciens litiges ou pour d'autres motifs. La pensée de faire une catégorie à part des *Processus* a traversé, nous l'avons vu (p. 173), l'esprit du célèbre archiviste; mais il ne l'a pas poussée à bout. On avait les procès des Templiers<sup>(1)</sup>, de Boniface, de Robert d'Artois<sup>(2)</sup>, que Gérard de Montaigu décida de mettre ensemble<sup>(3)</sup>; on aurait pu y joindre un procès de Moissac<sup>(4)</sup> et celui de Jacques II de Majorque qui est de 1353<sup>(5)</sup>; des enquêtes comme les *Querimonie* reçues par les enquêteurs de saint Louis contre ses officiers<sup>(6)</sup>, l'*Inquesta super facto gabelle salis quam comes Provincie dicebat se habere in sale veniente de terra regis in Rodano*<sup>(7)</sup>, et quelques autres.

Il ne serait plus resté dès lors que deux sortes de registres, assez faciles à distinguer :

1° Les anciens *registres-cartulaires* ou *registres-manuels*, antérieurs à Pierre d'Étampes et au temps de Philippe le Bel, contemporains de Philippe Auguste et de Louis IX (dont plusieurs doubles, que Gérard n'a pas tous reconnus pour tels<sup>(8)</sup>). Ces vénérables recueils auraient dû être placés en tête de la

registrata in Parlamento quam in presenti Thesaurō.  
— [Ancien XLII.]

Il me paraît certain que le registre qui a porté successivement les cotes XIV et IV (et encore, auparavant, la cote XLII dans la liste de Œuvres [Delaborde, p. xcvi]) n'est autre que le ms. lat. 4763 de la Bibliothèque nationale, que j'ai jadis étudié ici-même (*Notices et Extraits*, t. XXXIV, 1<sup>re</sup> partie).

<sup>(1)</sup> Outre le fameux « Procès » du Temple, les gardes-greffiers ont noté (Delaborde, p. xcvi) un registre intitulé : *Missi pro capione Templariorum facta per totum regnum Francie die veneris in quindena festi beati Michaelis anni ccc vii*.

<sup>(2)</sup> Delaborde, p. clv.

<sup>(3)</sup> *Ib.*, p. cxxx.

<sup>(4)</sup> Registre XIV de Gérard (aujourd'hui en déficit).

<sup>(5)</sup> JJ 270. Voir Lecoy de la Marche, *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, t. I<sup>er</sup> (Paris, 1892), p. v.

<sup>(6)</sup> Dispersées par la suite dans le Trésor des chartes sous forme de cahiers déreliés, et dont le *corpus* a été publié au tome XXIV des *Historiens de la France*.

<sup>(7)</sup> JJ 267.

<sup>(8)</sup> Gérard de Montaigu semble avoir reconnu que le registre XXVII (Bibl. nat., latin 9778) de sa classification était le double du



nomenclature générale des registres du Trésor et proposés de la sorte à la vigilance spéciale des archivistes futurs, tandis que, confusément mêlés à d'autres, d'un caractère très différent, la collection en a, au contraire, beaucoup souffert. Le dernier historien du Trésor des chartes n'a plus reconnu que neuf lacunes dans la série des registres numérotés du Trésor, telle que Gérard de Montaigu la fixa *ne varietur* sous Charles V; ne se sont pas encore retrouvés, selon lui, les n<sup>os</sup> X, XIV, XV, XVIII, XXXII, XXXIII, XXXIX, XLIII, LXIII; or, de ces neuf, trois au moins (XVIII<sup>(1)</sup>, XXXIX<sup>(2)</sup>, XLIII<sup>(2)</sup>), pour des raisons diverses, ne sont pas bien regrettables; trois des six autres (X<sup>(3)</sup>, XXXII et XXXIII) faisaient partie de cette série primitive et fondamentale<sup>(4)</sup>.

2<sup>o</sup> *Feoda et servicia*. — Le résidu final aurait été représenté par les registres analogues à ceux dont Gérard eut, semble-t-il, la velléité de faire le fond de ses subdivisions *a 2* et *a 3* (p. 173) : états de feudataires et de services dus au roi, soit dans les anciens domaines d'Alfonse de Poitiers, soit ailleurs. Sans doute beaucoup de documents de ce genre se trouvaient insérés dans les registres-cartulaires de Philippe Auguste (et c'est ce qui explique que Gérard ait rapproché ces registres de ceux dont il s'agit maintenant). Cependant la distinction est claire entre les registres-cartulaires, compilations hétérogènes, souvent négligées, faites de documents plus ou moins abrégés, et, d'autre part, les recueils originaux, homogènes et complets, d'états de fiefs, de services ou de cens tels que JJ 11 (*Homagia, feuda et redditus Pictavie, Albigesii, Agennensis, Caturcensis, Ruthene et Venaissini*); JJ 12 (*Servicia debita regi in senescallia Bigorre*); JJ 24<sup>A</sup> (*Homagia atque servicia feudalium comitatus Pictavie et partium propinquareum*); JJ 24<sup>A2</sup> (Terrier d'Aunis); JJ 25 (Droits et redevances dus au roi dans le Toulousain, 1272-1273); etc.<sup>(5)</sup>.

registre de Guérin (JJ 26), auquel il avait attribué le n<sup>o</sup> XXVI, puisqu'il l'a placé à la suite. Mais JJ 23 est, de même, le double de JJ 7, et il ne l'en a pas rapproché.

<sup>(1)</sup> Sur le n<sup>o</sup> XVIII, voir plus haut, p. 189.

<sup>(2)</sup> Sur les n<sup>os</sup> XXXIX et XLIII, voir plus haut, pp. 180-181.

<sup>(3)</sup> Cf. L. Delisle, *Introduction au Catalogue des actes de Philippe Auguste*, p. xxvii. Des

renseignements copieux sont fournis sur la composition de ce registre par le grand Répertoire méthodique des registres du Trésor, dit de 1420, où il est souvent cité.

<sup>(4)</sup> Un autre, rédigé en 1264, était déjà en déficit au temps des gardes-greffiers (Delaborde, p. c, n<sup>o</sup> 3).

<sup>(5)</sup> Cf. des fragments d'autres états analogues des archives d'Alfonse de Poitiers, provenant



Et maintenant, à quoi tendent ces constatations? Il ne s'agit pas, bien entendu, de changer aujourd'hui quoi que ce soit à la classification de Gérard de Montaigu; si vicieuse qu'elle puisse être, elle subsistera jusqu'à la consommation des siècles (et c'est d'ailleurs sans inconvénient pourvu que, en la respectant, on soit en mesure de la juger). Le but des éclaircissements qui précèdent est de fournir un cadre où ranger par analogie les « Registres divers » des archives de la Chambre dont il nous reste à parler et qui, n'ayant jamais été classés, ni bien ni mal, étaient encore en vrac dans les armoires au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle.

*Registres divers de la Chambre.* — Il a déjà été question des grandes séries de registres qui correspondaient, aux archives de la Chambre, à ce qu'était au Trésor la Série chronologique des registres de Chancellerie, et aussi des pré-Mémoriaux de la Chambre, symétriques à ce qu'étaient au Trésor les compilations de textes réglementaires, diplomatiques et autres du temps de Pierre d'Étampes. Le moment est venu d'examiner, à la lumière des explications fournies sur les autres registres du Trésor, comment les autres registres de la Chambre auraient pu être reconnus et distingués.

D'abord, y avait-il, à la Chambre comme au Trésor, quelques *manuscripts littéraires* fourvoyés? Oui. On lit dans le Manuel de Pierre Amer <sup>(1)</sup> :

« Memoire que, apres le trespas du roy Charles VI<sup>e</sup> et aussi apres le trespas de messire Jehan du Molin, son premier chapellain, certains livres estans en l'ostel dudit chapellain et aussi en la chapelle dudit roy a Saint Pol furent baillez et mis en la garde de maistre André Courtenache, maistre des comptes, et apres le decès dudit maistre André en ot la clef maistre Giles Le Beau; et sont es coffres du roy que l'en a accoustumé de porter a l'Eschiquier. Et y a *Catholicon* et unes belles heures ou est le psaultier. . . »

« Et apres, c'est assavoir l'an cccc xxxvi, apres la reduction de la ville de Paris a l'obeissance du Roy, lesdits livres furent baillés a M. de Lalier pour les garder pour le Roy ou les lui envoyer. Mais le *Catholicon* qui ja estoit enchaenné demoura en la Chambre des

du Trésor des chartes, dans les mss. add. 17308 et 17309 du Musée Britannique (*Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, IV, p. 222).

Un fort grand nombre d'états du même type, qui n'intéressent en général qu'une localité, se trouvent dispersés dans les layettes du Trésor, tant sous forme de rouleau (J 737, n° 13;

J 774, n° 2; J 896, n° 13; J 1030, n° 3; J 1034, n° 58; etc.) que sous forme de registre. Le censier de la baronnie de Lunel en 1295, par exemple, est en forme de cahier (J 302, n° 2).

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, f. 151 v°.



comptes et encores y est. Fait en novembre cccc lxxiii. Et est ce memoire escript sur le repli par dedens de la couverture du Manuel maistre Jehan Le Begue, greffier en ladite Chambre. »

Pierre Amer a noté aussi la présence d'un

« Livre des divinations pour les contemner et mespriser. Et après est le Livre de Mellibée et dame Prudence<sup>(1)</sup>. »

Y avait-il, comme au Trésor, des *manuscripts égarés*, provenant des dépôts voisins, et notamment du greffe des parlements? — C'est au greffe du Parlement qu'aurait dû se trouver, semble-t-il, le registre ainsi décrit dans l'Inventaire des registres de la Chambre de Champagne en 1489<sup>(2)</sup> : « Livre de parchemin couvert de cuir blanc, sur aix, a cinq cloudz sur chascun aiz, intitulé sur la couverture *Arresta antiquitas prolata ad Magnos Dies Trecenses seu registrum ipsorum arrestorum* », de 190 ff. Le chancelier Jean de Cherchemont vise probablement ce manuscrit dans une lettre à Pierre Julien, garde du Trésor, quand il écrit : « Claves vero quas in quodam cofino nostro in domo nostra claustrum Parisius inuenietis de et super custodia registri Dierum Campanie, cantori Claromontensi . . . tradatis<sup>(3)</sup>. » Il aurait donc été à la disposition d'un chancelier et d'un garde du Trésor avant de passer à la Chambre, on ne sait quand ni comment. Au commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, il était au Dépôt des terriers, où Brussel l'exploita avec ardeur pour son *Nouvel Usage des fiefs*<sup>(4)</sup>. — Dongois, greffier du Parlement au xvii<sup>e</sup> siècle, a reçu communication, par le canal de Vyon d'Hérouval, pour son traité de l'*Origine des Grands Jours* qui est resté manuscrit, non seulement de ce célèbre registre des Grands Jours de Troyes, mais encore de documents analogues, également déposés aux archives de la Chambre, où ils étaient parvenus avec celles de Charles de la Marche et de Charles de Valois. « M. d'Hérouval, dit-il, m'a confié l'original d'une

<sup>(1)</sup> *Ib.*, f. 19 v°.

<sup>(2)</sup> A. Longnon, *op. cit.*, II, p. 575.

<sup>(3)</sup> L. Dessalles, *op. cit.*, p. 40 (J 476, n° 2<sup>e</sup>).

<sup>(4)</sup> On sait par lui que ce précieux registre, complément naturel des *Olim*, contenait les arrêts des Jours de Troyes de 1284 à 1295. A. Longnon a pris la peine de relever et d'indi-

quer (*loc. cit.*) toutes les pages du *Nouvel Usage des fiefs* où il est cité, ou bien où il en est donné des extraits. — Voir aussi les notes de Du Cange (*Bibl. nat.*, fr. 9501, ff. 37, 54) et Th. Boutiot, dans les *Mémoires de la Société académique de l'Aube*, 1852, et dans l'*Annuaire de l'Aube*, 1870. Cf. *Nouvelle Revue historique de Droit*, 1907, p. 321.



commission de Charles, comte de la Marche, adressante à l'abbé de Saint-Marc, afin de se transporter dans ses terres de Crécy, de Coulommiers et de Faillouel, pour y recevoir les plaintes de ses sujets, pour punir et destituer ses juges et pour réduire le nombre de ses sergens; il faisoit aussi tenir ses Grands Jours, que l'on appelloit Parlement, pour terminer les appellations qui estoient interjettées de ses juges ordinaires, et pour leur faire rendre compte de leurs charges: on voit à la Chambre des comptes l'original d'un second parlement de ce prince tenu en l'année 1318, qui présuppose qu'il y en avoit eu un premier<sup>(1)</sup>. » Et plus loin: « Dès que les comtés d'Alençon et du Perche furent donnez à Charles de Valois, second fils de Philippe III, ce fut avec droit de faire tenir Échiquier, c'est ainsi qu'on appeloit cette juridiction qu'il avoit au dessus de ses baillifs, seneschaux, vicomtes et autres juges...; j'ay veu des jugemens de cet Échiquier [en marge: M. d'Hérouval] donnez au temps du mesme Charles de Valois, et entre autres un du mois de septembre 1327<sup>(2)</sup>... »

Sainte-Marthe a vu aux archives de la Chambre un manuscrit qu'il décrit ainsi: « Registre du royaume d'Aragon et de Majorque », dont il cite des pièces de 1306 à 1313, et qui, d'après les extraits qu'il en donne, contenait des documents diplomatiques; ce manuscrit appartenait, semble-t-il, à la famille de ceux dont la place naturelle n'était nulle part ailleurs qu'au Trésor des chartes<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Arch. nat., U 749, p. 6. — Ce texte a été signalé récemment par M. Antoine Thomas (*Le comté de la Marche et le Parlement de Paris*, Paris, 1910, p. LIX, note 5). Il semble en résulter, et M. Thomas en a conclu, qu'il y avait encore au XVII<sup>e</sup> siècle aux archives de la Chambre un « registre » des parlements tenus à Charroux pour les domaines de Charles de la Marche, avant son avènement au trône sous le nom de Charles IV. Il s'agit, selon toute vraisemblance, non pas d'un « registre », mais d'un rouleau, d'un rouleau analogue à ceux où s'inscrivaient encore en premier lieu, à cette époque, les actes des parlements, ou du Parlement, de Paris, dont les « parlements » seigneuriaux de Charroux étaient une imitation. C'est

parce que ce n'était pas un registre que le recueil des actes du second parlement de Charroux n'a été signalé dans aucun des recueils des archives de la Chambre. On sait assez que nous sommes très insuffisamment informés des choses excellentes qu'il y avait à la Chambre en fait de rouleaux et de pièces volantes.

<sup>(2)</sup> U 749, p. 8. Il s'agit ici, non pas même d'un rouleau, mais d'une pièce volante.

<sup>(3)</sup> Bibl. nat., fr. 20691, p. 797; cf. le t. 17 de la Collection Baluze. — Lecoy de la Marche a expliqué (*op. cit.*, pp. 1-14) comment les archives du dernier roi de Majorque ont abouti à la Chambre des comptes de Paris, en passant par celle d'Angers.



Les grands *procès*? On n'avait à la Chambre ni celui des Templiers<sup>(1)</sup> ni celui de Boniface, mais on conservait celui de Robert d'Artois<sup>(2)</sup> et celui de la Pucelle (cet exemplaire, soit dit en passant, n'a pas été signalé par J. Quicherat parmi les manuscrits perdus du procès de Jeanne d'Arc<sup>(3)</sup>). On conservait aussi, au Greffe, d'après les Récolements, « plusieurs cahiers reliez ensemble, contenant copie de l'arrêt du Parlement de Toulouse rendu contre Jean de Foix pour raison de la comté de Comminges, du 23 mars 1501, et procès-verbal de l'exécution d'icelui. »

Les *enquêtes*? Le Récolement des registres divers du Greffe en 1686 indique la présence aux archives de la Chambre, où Pierre Amer l'avait déjà vu<sup>(4)</sup>, d'un registre intitulé *JUIFS*, « dont la couverture est rouge<sup>(5)</sup> ». Menant a fait des extraits de ce volume<sup>(6)</sup>, qui méritent, puisque l'occasion s'en présente, d'être rapportés ici. D'abord des extraits de la table :

- I. Inquesta contra Guillelmum dictum Le Prudomme.
- V. Informacio contra vicecomitem de Auribeco super incusatione Gaidonis.
- XIII. Inquesta contra dictum vicecomitem super accusatione Angevini.
- XXIII. Inquesta contra Robertum Le Flament.
- XXVII. Inquesta contra Johannem de Lucy.
- XXXII. Compositio facta cum Johanne de Novoburgo.

<sup>(1)</sup> Mais on avait des pièces relatives à cette affaire, décrites aux ff. 8 et 24 v° de l'Inventaire de la vieille Chambre de France en 1495 par Jacques Le Picart (Menant, XII, p. 90) : « Appointement des Templiers. — Lettres du pape de l'an 1308 touchant certaine abolition faite aux Templiers pour certains cas par eux commis contre la foy, intitulées dessus : *Pro Templariis*. »

<sup>(2)</sup> Le procès de Robert d'Artois était représenté au Greffe de la Chambre par deux mss. analogues à celui qui porte maintenant, au Trésor, la cote JJ 20 (Récolement de 1722, PP 100, f. 18 v°) — il était orné d'une grande miniature dont Gaignières (H. Bouchot, *Inventaire des dessins exécutés pour Roger de Gaignières*, I (1891), n° 255) a conservé l'image — et il y avait en outre « un sac longuet assez grosset

ou sont les besongnes de mons. Robert d'Artoys; et y a en ce sac plusieurs lyasses de roolles ». (Fr. 10988, f. 187.) Cf. dans Menant, XII, 90, un inventaire partiel de ce sac (par Jacques Le Picart, 1495), à rapprocher du contenu de J 439-440. Quelques épaves des documents vus à la Chambre par Jacques Le Picart sont aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, lat. 9015, n° 36, 37.

<sup>(3)</sup> J. Quicherat, *Procès de Jeanne d'Arc*, V, p. 409.

<sup>(4)</sup> Fr. 10988, f. 147 : « Item de Judeis videatur in antiquo registro Camere cooperto pergamenno. »

<sup>(5)</sup> PP 100 bis. Il n'est plus question de couverture « rouge » dans le Récolement de 1722.

<sup>(6)</sup> Recueil de Menant, V, f. 85 et suiv. Cf. Bibl. nat., n. acq. fr. 7935, f. 166.



- XXXIII. Inquesta contra Nicholaum dictum Vallette.  
 XXXVII. Inquesta contra Hermannum de Suessione super incusatione Samuelis Viole.  
 XLVI. Inquesta contra dictum Hermannum super receptione debitorum Judeorum.  
 LVI. Inquesta contra Guillelmum Gonselin.  
 LXI. Inquesta contra Johannem Penthecouste.  
 LXXVIII. Inquesta contra Henricum dictum Le Leu.

Menant a, en outre, transcrit le texte de deux des enquêtes, au nombre de soixante-dix-huit au moins, que renfermait le volume :

XIII. — INQUESTA FACTA CONTRA P. DALART, VICECOMITEM DE AURIBECO.

Par devant moy, Gautier de Rouvres<sup>(1)</sup>, député sus la besoigne des Juifs en la baillie de Roen et es ressors, le vendredy après la Saint Martin d'esté l'an 1311, proposa et bailla par escript Angevin de Beaumont pour son gendre, fiz Joce de Bubles, juif de Bernai, contre Pierres Dalart, visconte d'Orbec<sup>(2)</sup>, un encusement contenant le fait et les articles qui s'ensuivent. Ausquies faiz et articles ledit viconte, recheu premierement son serment, respondi en la maniere qu'il est contenu en la fin de chacun desdits articles, present et appelez avec moy maistre Phelipe, receveur de l'eglise de la Guespierre et Macy Lyrois, tabellion d'Orbec, pour monseigneur l'evesque de Lisieux.

Premierement dit ledit Angevinz que, ou temps que les Juifs furent pris, ledit Joce avait une muce en la gotiere de son hostel, contenant cinq sas tout plains d'argent ou il avait x<sup>m</sup>. gros tournois de saint Loys, lesquies ledit viconte ou son certain commandement trouva, present ledit Joce et les commissaires qui estoient deputez a la besogne des Juys, et lor en fit porter lau ou il plot sans compter, sans mettre en inventoire et sans en appeller y ledit juif ne les personnes qui a ladite trouveure avoient esté. — Respont qu'il ne fu point a ladite trouveure, quar il estoit malade, mais il oy bien dire, etc.

Sachent touz que baillé ce proces par escrit dudit juif present a ce, et appelés le viconte souffisamment et ceux qui estoient a appeller, son serment reçu, et oïes ses reponses, tesmoins ceux (*sic*) et jurez en sa presence, veues et diligemment regardées leurs depositions, gardée en toutes choses la teneur du pooir qui m'est commis, et eu sus ce diligente deliberation et conseil de bonnes gens et sages de droit et de coustume, et avec tout ce encores les comptes que ledit viconte avoit rendus devers le baillif, et considéré tout ce qu'il en avoit tourné devers la court, et la maniere et comment, et la quantité des richesses dudit Joce; et avec tout considerant que proudomme et sage ne puet ne ne doit soy entremestre de faire par soy ce ou plusieurs sont establis et deputez en leur absence, et plusieurs autres bonnes et justes raisons, je condampne ledit viconte en m l. au Roy et au Juif pour tant comme il li touche, sauve et retenue en ce et en toutes autres choses l'ordonnance et la

<sup>(1)</sup> Ms. : Boures. — <sup>(2)</sup> Orbec, arr. de Lisieux.



volonté dudit nostre seigneur le Roy. Ce fut fait et donné en la presence de bonne gent l'an de grace CCCXII, le mercredi fete de la Saint Nicolas d'yver.

XXIII. — CONTRE ROBERT LE FLAMENT ET SA FEMME, DU BOUCACHART.

Je Gautier de Rouvres, député sus la besoigne des Juifs en la baillie de Roen et es ressors, reçu un encusement par escrit de Amendant du Boucachart<sup>(1)</sup> et de Rose, sa fame, Juis, contenant la fourme qui s'ensuit.

C'est l'encusement Amendant du Boucachart pour raison d'une muce. — Premièrement Amendant dit que Robert le Flament et Agnes, sa femme, du Boucachart, commis de par le Roy, a la requeste de Rose, fame audit Juif, ledit commissaire et la juive alerent a la muce puis les criées le Roy, et prinrent tous les biens comme il y avoit, c'est a sçavoir un sac de henaps d'argent a pié et sans pié, et couroies d'argent et ceintures d'argent. — Item oudit sac avait bien pres de LX l. en or que en argent. — Item en une bourse rouge environ XLII aniaus d'or a boines pierres et une couronne d'or. — Item un couvertoir fourré de conins et doubliers. — Item des biens dessus nommez devoient partir ensemble la fame au dit commissaire et ladite juive en defraudant le Roy par marchié fait entre eus. — Item que quand il furent venus de widier ladite muce ledit Amendant et sa femme en furent tantost menez au Pontaudemer par ledit commissaire meesmes et par un serjant qui avait nom Gessroy Bosquier. — Item que, au retour de Pontaudemer par ledit commissaire parmi le Boucachar le visconte leur commanda qu'il vuidassent la ville et qu'il n'i eussent qu'une nuict, sus les oreilles couper; et lors ladite Rose alla a ladite Agnes et li demanda sa partie des joiaus de ladite muce, et elle li respondi : « Rose, revenez ja, quar il disne en maison tout plain de chevaliers. » — Item que ladite Rose y alla ariere et demanda a leur mesnie ou ledit Robert et sa femme estoient allez; et la mesnie li responderent que ledit Robert estoit alé apres le visconte, et ladite fame estoit alée a Rougemontier<sup>(2)</sup> veoir une seue commere. Et ledit Juif [entendit] que en tele maniere que il se definoient, l'un ça l'autre la, c'estoit en defraudant le Roy et eus. — Item que, si comme ledit Juif et sa femme s'en aloient hors du royaume, un gentilhomme d'environ le Boucachart, duquel ledit juif tenoit II henaps d'argent sans pié, lesquelx estoient en ladite muce, envia après eus batant un sien message et requist audit juif que par amour il li enseignast comment il les avoit; et ledit Juif et sa fame li disrent que il les demandast au visconte de Pontaudemer, et que le visconte les envoiast querre chiés Robert le Flament et les rendi au gentilhomme, etc.

Veu le procez et les confessions dudit Robert et considéré son office, ses facultez et son meffait, nous le condamnons au Roy pour amende en la quarte partie de son vallant, c'est asavoir en v<sup>e</sup> l. p.

<sup>(1)</sup> Bourg-Achard, Eure, arr. de Pont-Audemer. — <sup>(2)</sup> Rougemontiers, Eure, c<sup>en</sup> de Routot.



Ainsi le registre *JUIFS* était un recueil de sentences rendues après enquêtes par Gautier de Rouvres, député sur le fait des Juifs au bailliage de Rouen en 1311-1312. Pourquoi ce recueil, qui n'avait assurément rien d'exceptionnel, avait-il, seul, traversé les siècles, alors que tant d'autres, de la même espèce, avaient dû être apportés à la Chambre, par les collègues de Gautier qui opérèrent en même temps que lui dans les autres circonscriptions, auparavant et depuis? Mystère. Hasard, sans doute. — Voici encore un exemple du même phénomène, si bien fait pour pénétrer la postérité de cette vérité que les traces du passé qui ont été conservées ne sont rien en comparaison de celles qui ont été effacées : on peut dire sans exagération que la plupart des anciens types de documents ne nous sont connus maintenant que par des spécimens.

H. de Formeville a publié en 1851 dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie* (2<sup>e</sup> série, IX, pp. 501-528) un registre qui contient le texte des « Sentences accordées par nous, priour de Saint Martin des Chans de Paris et Adan de Servigny, chevalier, enquestors de par nostre sire le roy en la baillie de Caen, sus les sergens et sus touz les officiers de la visconté . . . », qui est de 1303. Je me suis demandé naguère<sup>(1)</sup> si ce recueil, seul parvenu jusqu'à nous, alors qu'il en a été certainement rapporté à la cour du roi des centaines d'analogues par les personnages chargés, depuis la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, de missions semblables à celles du prieur de Saint-Martin-des-Champs et d'Adam de Servigny, provenait, à l'origine, des archives centrales de la Couronne ou de celles du bailliage de Caen, en penchant pour la première hypothèse. Il me paraît évident aujourd'hui que, comme le registre *JUIFS*, celui des Sentences du prieur et d'Adam a figuré aux archives de la Chambre. Aucun récolement n'en fait mention, il est vrai, parce que, très mince, il était resté confondu, quoique en forme de registre, avec les pièces volantes, qui ne furent jamais récolées; mais, avant d'appartenir au marquis de Sainte-Marie, de qui le tenait M. de Formeville, il avait passé par la Collection Joursanvault<sup>(2)</sup>, et il est bien connu que cette collection était faite de débris arrachés aux archives de la Chambre<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> *Revue historique*, C (1909), p. 81.

<sup>(2)</sup> *Catalogue analytique des archives de M. le baron de Joursanvault*, I, p. 312, n° 1729.

<sup>(3)</sup> Les enquêtes et les sentences que les enquêteurs réformateurs et autres « députés » sur telles ou telles « besognes » rapportaient de



Parmi les recueils de pièces échoués au Dépôt comme épaves d'anciens litiges ou pour d'autres motifs, on peut citer, outre des *cartulaires* dont il sera question plus loin :

1° Un « Registre en parchemin des assemblées des chapitre et chanoines comtes de Lyon, commençant en 1337 », signalé dans les récolements, et dépouillé par dom Carpentier<sup>(1)</sup>. La collection des actes capitulaires du chapitre métropolitain de Lyon, conservée aux Archives du Rhône, ne remonte qu'à 1361.

2° Deux recueils de privilèges concernant des villes et des établissements de l'Italie du Nord. Ces deux volumes, le Tabulateur de PP 105 les décrit ainsi<sup>(2)</sup> :

Table des choses plus remarquables d'un registre en grand papier, couvert de cuir rouge et bandé de bandes de cuir avec une sangle de cuir, contenant m<sup>e</sup> feuillets, dans lesquels sont registrez les privileges des villes de Pavie, Novarre, Alexandrie et autres, et des villages, seigneuries et paroisses en deppendant depuis MCCCXXXVIII jusqu'en MCCCCXVIII.

Table des choses plus notables d'un registre semblable au précédent, contenant m<sup>e</sup> XLII feuillets, intitulé : « Registre des immunitéz des villes de Plaisance, Crémone, Parme, Regulande<sup>(3)</sup>, Pergame, Creme, Brissie et leurs destroits depuis MCCCXXXVI jusques en MCCCIII<sup>xx</sup> III. »

Au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces manuscrits se trouvaient dans la 62<sup>e</sup> armoire du Dépôt des terriers, sous les cotes 133 et 134<sup>(4)</sup> :

133. Registre en papier, couvert de peau, intitulé : *Registrum communitatum civitatum Placentie, Cremone, Parme, Regiilaude<sup>(3)</sup>, Creme, Pergami, Brissie, cum earum districtibus*. De l'an 1366. Les privilèges dont copies sont dans ledit registre ont été accordés par plusieurs empereurs et roys comme vicomtes et ducs de Milan.

134. Autre gros registre de même, intitulé : *Immunitates, privilegia et exemptiones nobilium civitatis et districtus Papie, Cumarum, Vercellarum, Novarrie, Alessandrie*. De l'année 1383. Lesdits privilèges accordés par les Galeas Visconti, vicaires de l'Empire.

leurs tournées étaient indifféremment versées au Trésor (Enquêteurs de saint Louis), aux archives de la Chambre (comme il se voit ici) ou au greffe des Parlements (Mémorial de Pierre de Bourges, X<sup>16</sup> 3, f. 24 v<sup>o</sup>) : « Quedam in-questa facta in Normannia per magistrum Girardum de Malomonte et J. de Aniseyo contra

servientes » ; « Inquesta contra servientes senescalliarum Pictavensis et Xanctonensis ».

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., nouv. acq. lat. 2125, f. 51 v<sup>o</sup>.

<sup>(2)</sup> PP 105, ff. 578, 579.

<sup>(3)</sup> Lire, sans doute : « Regii, Laude » (Reggio, Lodi).

<sup>(4)</sup> P 946, f. 29 de l'avant-dernier cahier.



Le n° 134 a passé en 1658 sous les yeux de Du Cange, qui a pris quelques « extraits d'un gros registre in-folio couvert de cuir rouge, étant en papier, sur le couvercle duquel est écrit : « J. *Privilegia et immunitates Papie et Terdone, Alexandrie, Novarie, Vercellarum*, etc. »<sup>(1)</sup>.

Vyon d'Hérouval, qui avait communiqué ce volume à Du Cange, fit part aussi à d'autres érudits, tels que Baluze et l'oratorien Charles Le Cointe, des « manuscrits lombards » si étrangement dépayés à la Chambre des comptes. Les études de Baluze et de Le Cointe les préparaient, mieux que personne, à apprécier l'intérêt de registres qui, quoique d'assez basse époque, contenaient quantité de diplômes carolingiens ou impériaux et de bulles anciennes, notamment du XII<sup>e</sup> siècle, inconnus par ailleurs. Baluze prit lui-même ou fit prendre note ou copie d'un certain nombre de ces pièces<sup>(2)</sup>, et Le Cointe s'en est servi pour ses *Annales ecclesiastici Francorum*.

Les deux manuscrits dont il s'agit avaient jadis appartenu aux archives du château de Pavie, où ils étaient déposés ensemble « nella seconda cassa »<sup>(3)</sup>. Ils avaient été transportés à Paris, vers 1500, en même temps que la bibliothèque des ducs de Milan, et remis alors à la Chambre des comptes sur l'ordre de Louis XII, prétendant au duché de Milan, comme documents domaniaux<sup>(4)</sup>.

Il y a jusqu'ici un parallélisme exact entre les archives du Trésor et celles de la Chambre. Se poursuit-il jusqu'au bout? Est-il rien, en d'autres termes, dans le résidu de registres divers de la Chambre qui n'ont pas encore été signalés, qui corresponde aux registres-cartulaires du Trésor et à la subdivision *Feoda et servicia* de Gérard de Montaigu?

<sup>(1)</sup> Papiers de Du Cange à la Bibliothèque de l'Arsenal, n° 5261, f. 114.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., Coll. Baluze, t. 14 et 17. — L. Auvray (*Le «vetus Codex longobardicus» de Baluze*, dans *Le Moyen Age*, 1915-1916, pp. 1-34) a dépouillé ces extraits, dont il a rendu un excellent compte; il n'a connu ni les descriptions de PP 105 et de P 946 ni les notes de Du Cange, qui auraient simplifié une partie de sa tâche.

<sup>(3)</sup> G. Romano, dans l'*Archivio storico lombardo*, XXI (1894), p. 9.

<sup>(4)</sup> Il en existe une table très ample, composée à Pavie avant le transfert, dans un manuscrit de l'Ambrosienne de Milan. Il a été question dès 1894 dans l'*Archivio storico lombardo*, l. c., de publier cette table, due au notaire Bertramo Turconi, qui la dressa en 1456 par ordre de Francesco Sforza; ce projet n'a pas eu de suites, mais doit être repris.



Un cahier inséré dans le Manuel de Pierre Amer<sup>(1)</sup>, qui commence par : « Incipiunt statuta domini regis » et qui finit par l'annotation suivante : « Extraict ce qui est en ce cayer de la fin d'un vielz livre de grant value en parchemin estant ou coffre neuf en la Chambre de Languedoc », contient la grande ordonnance de décembre 1254, l'ordonnance *Cupientes* d'avril 1228, la lettre de Louis IX (avril 1259) à ses enquêteurs Henri de Vézelay, Nicolas de Châlons et Pierre de Voisins, l'ordonnance *Nostrorum zelantes prospicere commodum* de 1274, l'ordonnance *Ecclesiarum utilitati*, etc. Ce « vielz livre de grant value » était donc un exemplaire du *Registrum Curie*, le célèbre registre-cartulaire de pièces concernant le Languedoc qui fut exécuté à la fin du règne de Louis IX<sup>(2)</sup>. Sainte-Marthe<sup>(3)</sup>, Du Cange<sup>(4)</sup> et Baluze<sup>(5)</sup> ont vu cet exemplaire aux archives de la Chambre. M. L. Delisle s'est demandé s'il existait encore<sup>(6)</sup>. M. Auguste Molinier, ou plutôt l'auteur de la notice n° 292 du *Musée des Archives nationales*, suivi sans doute par M. Molinier, l'a identifié avec le registre JJ 30<sup>B</sup> actuel du Trésor des chartes<sup>(7)</sup>. Mais je ne sais sur quoi on s'est fondé pour affirmer : « JJ 30<sup>B</sup> a porté successivement les cotes suivantes : D à la Chambre des comptes et JJ 506 au Trésor...<sup>(8)</sup> » — JJ 30<sup>B</sup>, copie d'une copie d'une copie du prototype JJ 30<sup>A</sup>, n'a d'ailleurs aucune valeur.

Le Tabulateur de PP 105 a pris des notes sur un manuscrit de la Chambre qui comprenait au moins 203 ff., et qu'il désigne ainsi : « Registre en parchemin, couvert de cuir blanc sur ais de bois, contenant plusieurs ordonnances (tiltres, chartes et aultres expéditions) de divers temps fort vieilles...<sup>(9)</sup> » Ce registre est bien connu : on l'appelait à la Chambre le *Registre normand*

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, ff. 285-293.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., JJ 30<sup>A</sup>. Cf. A. Molinier dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1873, p. 167.

<sup>(3)</sup> Bibl. nat., fr. 20691, p. 613 et suiv. (extraits).

<sup>(4)</sup> Arsenal, n° 5259, f. 190.

<sup>(5)</sup> Bibl. nat., Coll. Baluze, 17, f. 76 : « Extrait d'un registre de la Chambre intitulé *Hoc est Registrum Curie Francie domini regis.* »

<sup>(6)</sup> *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, p. xxix.

<sup>(7)</sup> *Musée des Archives nationales* (Paris, 1872), p. 174.

<sup>(8)</sup> JJ 30<sup>B</sup> ne porte point d'ancienne cote D. Mais on sait par ailleurs que l'exemplaire du *Registrum Curie* de la Chambre fut remis en l'an VI à la section domaniale des Archives par le Bureau du Triage, en même temps que 360 volumes du nouveau Dépôt des terriers (Arch. nat., M 718).

<sup>(9)</sup> PP 105, f. 20.



coté P. Sainte-Marthe et Du Cange en ont pris des extraits; et il en existe une copie complète<sup>(1)</sup>. C'était une compilation rédigée à l'aide des recueils auxquels M. Delisle a imposé les noms de registres E, F, G de Philippe Auguste, et du *Registrum velutum* du Trésor (JJ 31)<sup>(2)</sup>.

Le « Registre normand de la Chambre coté P » contenait un grand nombre de pièces qui figuraient aussi dans le fameux registre *Saint-Just*, que l'on a souvent placé au nombre des pré-Mémoriaux (avec *Croix*, *Pater*, *Noster* et *Quies*). « Saint-Just », dont on a la table<sup>(3)</sup> et beaucoup d'extraits, de sorte qu'il serait particulièrement aisé de le restituer, tirait son nom de Jean II de Saint-Just, neveu d'un homonyme mort avant 1315, qui fut reçu maître des comptes le 25 novembre 1319<sup>(4)</sup>. Mais Jean II n'en était pas l'auteur, car ce manuscrit portait une note, souvent reproduite, d'où il résulte qu'il avait été exécuté d'après un « livre » appartenant à « monseigneur de Byaumont », Robert d'Artois, lequel ne l'avait prêté à maître Jean que sous condition qu'il lui fût rendu. Comme la seigneurie de Beaumont-le-Roger n'a été complètement assise à Robert d'Artois qu'en 1318, le prêt et la transcription sont postérieurs à cette date. L'original, qui avait été composé à une époque indéterminée, peut-être sous Philippe le Bel, était, comme P, un registre-manuel d'anciens textes relatifs aux institutions normandes. Adopté par la Chambre, ce recueil a joui, pendant des siècles, d'une grande célébrité<sup>(5)</sup>. Les gens des Comptes en possédaient deux exemplaires, pareils, sauf une omission dans le second<sup>(6)</sup>.

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., lat. 9067 (anc. Suppl. lat. 1412).

<sup>(2)</sup> L. Delisle, *op. cit.*, p. 539.

<sup>(3)</sup> Publiée dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, 2<sup>e</sup> série, XVIII, 1851, pp. 1-5.

<sup>(4)</sup> Borrelli de Serres, *Recherches*, II, 239.

<sup>(5)</sup> Le nom de *Saint-Just* a été donné aussi à un registre analogue à *Croix*. Voir J. Petit, *Essai de restitution*. — E. Perrot (*Notes sur les divers registres « Saint-Just » conservés aux anciennes archives de la Chambre des comptes*, dans la *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, XXXIII, 1909) a montré que cette circonstance est plus ancienne que J. Petit ne le

croyait. J. Petit l'attribuait à une erreur matérielle; E. Perrot « avoue ne pas être en état de démêler la cause de cette confusion ». — Si la circonstance dont il s'agit était attestée dès le XIV<sup>e</sup> siècle (mais ce n'est pas le cas à notre connaissance), on pourrait se demander si Jean de Saint-Just n'a point légué en vérité deux mss. distincts aux archives de la Compagnie : 1<sup>o</sup> le *Saint-Just* normand (*Saint-Just*<sup>1</sup>); 2<sup>o</sup> un pré-Mémorial (*Saint-Just*<sup>2</sup>) apparenté de très près à ceux de ses quatre collègues : Jean Mignon (*Noster*), Pierre de Condé, Jean Justice et Amaury de la Charmoye. Cf. plus haut, p. 49.

<sup>(6)</sup> La note ancienne, qui indique la consis-



Plusieurs autres « registres divers » de la Chambre se rapprochaient, par leur nature, de ceux qui précèdent.

A la Chambre comme au Trésor, on avait un recueil-manuel des Ordonnances de l'Hôtel du roi. Ce registre était en 1495 dans les sacs de la vieille Chambre de France : « Item ung livre en parchemin intitulé *l'Ordonnance de l'hostel du Roy* saint Louis et apres du roy Ph. ensuivant<sup>(1)</sup>. » Au xvii<sup>e</sup> et au xviii<sup>e</sup> siècle, il était au Greffe : « Petit livre en papier, couvert de parchemin, contenant 90 ff., coté *Ordonnances royaux sur le fait de l'hostel du roy*, + ou ×<sup>(2)</sup>. » Croix mal faite ou chiffre romain ? On avait pris l'habitude de l'appeler *DIX*. C'était un recueil beaucoup moins ample et soigné que JJ 57<sup>(3)</sup>. On en peut d'autant mieux juger que, outre la table et des extraits, il en existe une copie *in extenso*, jusqu'à présent non signalée, dans un des volumes aux armes de Le Ragois de Bretonvilliers<sup>(4)</sup>. Avait-il été commencé à l'occasion du mandement adressé aux gens des Comptes en octobre 1333 d'extraire « les ordonnances des hôtels de saint Louis, de Ph., son fils, et les parties en gros du fait des œuvres et argenteries de ce temps la »<sup>(5)</sup> ? En tout cas, il contenait à la fin plusieurs textes datés des premières années du xv<sup>e</sup> siècle.

Il y avait au Greffe, d'après le Récolement de 1722, un « État ancien des paroisses et feux du royaume, coté N »<sup>(6)</sup>. On ne connaît pas aujourd'hui de manuscrit qui présente ce document isolé ; mais le texte en a été inséré dans *Noster*<sup>2</sup> ; et il a été de nos jours, d'après cette source ou ses dérivées, publié et commenté<sup>(7)</sup>.

Le registre de *Temporalitatibus*, couvert de cuir vert, de plus de 212 ff.,

tance de l'omission, est citée par E. Perrot, *l. c.*, d'après les mss. fr. 4411 et lat. 9045 ; elle est aussi dans le ms. 347 de la Bibliothèque d'Angers. — Il y avait donc un *Saint-Just*<sup>1a</sup> et un *Saint-Just*<sup>1b</sup>.

<sup>(1)</sup> D'après l'Inventaire de maître Jacques Le Picart (Recueil de Menant, XII, 90).

<sup>(2)</sup> PP 105, f. 472.

<sup>(3)</sup> Le recueil le plus ample de textes relatifs à l'Hôtel est sans doute celui qui fut formé au xvii<sup>e</sup> siècle (Bibl. nat., fr. 7855) ; les pièces y sont insérées sans indication de source.

<sup>(4)</sup> Bibl. nat., fr. 2755, ff. 241-342.

<sup>(5)</sup> Mémorial B, f. 92 v°.

<sup>(6)</sup> Ces cotes littérales (D, N, P, etc.) suggèrent la pensée que les registres divers de la Chambre avaient été l'objet, anciennement, d'un classement d'après les lettres de l'alphabet, comme les Mémoires. — Ce volume N était coté sur la couverture : *Liber in quo continentur numeri parrochiarum et focorum totius regni* (Dupuy, 142, f. 138).

<sup>(7)</sup> *Essai de restitution*, n° 320. Cf. Borrelli de Serres, II, pp. 257 et suiv.



qui portait ce titre, au Greffe, dès le xv<sup>e</sup> siècle<sup>(1)</sup>, a été placé par M. de Boislisle au nombre des pré-Mémoriaux « exécutés dans la première partie du xiv<sup>e</sup> siècle »<sup>(2)</sup> et défini comme « un recueil de conventions entre le roi et le clergé ». D'autre part, le Tabulateur de PP 105 qui, lui, l'avait lu, caractérise ce volume, dont il semble que ceux qui en ont parlé de nos jours n'aient guère connu que le nom, dans les termes suivants : « Livre concernant le temporel de plusieurs ecclésiastiques de Paris. » — En examinant la table<sup>(3)</sup> et les extraits<sup>(4)</sup>, on distingue, dans ce recueil, plusieurs couches. Les cinquante premiers feuillets en étaient la partie la plus originale (c'est la seule, du reste, que les extracteurs aient citée) : elle contenait un choix de documents sur les rapports des officiers royaux avec l'évêque et le chapitre de Paris, depuis le xiii<sup>e</sup> siècle jusqu'au commencement du xv<sup>e</sup> siècle (1401) au moins; quelques pièces touchant d'autres prélats (f. 32) ou d'un caractère général (f. 38) au sujet des relations entre le haut clergé et la Couronne y étaient insérées. — Au f. 51, « l'Ordonnance sur les officiers du Châtelet de Paris, 1337 ». — Au f. 68, le « Registre du domaine de Paris », avec, à la fin, la taxation du pain en 1439. — Au f. 136, recueil d'ordonnances générales : la Grande Charte française de la mi-carême 1303, la grande ordonnance de Louis IX (1254), l'« Ordonnance faite par les trois Estatz pour le bien public des mortemains et formariages », etc. — Au f. 172 commençait une seconde série de pièces de nature à justifier le titre de *Temporalitatibus* : « Contrainte contre clercs pour le temporel. Décisions de plusieurs doubtes touchant la juridiction du Roy et de l'Eglise. Prise de clercs. Arrest contre l'archidiacre de Paris touchant la juridiction. . . »; une de ces pièces était datée de 1463. — Ff. 185 et s., nouvelle série de pièces sur le Châtelet (chapellenies et fondation pour la « chandelle qui doit brûler à la porte devant l'image de Notre-Dame », 1318 et 1320). — Ff. 201 et s., droits et juridiction des grands officiers de la Couronne. — F. 209, « L'ordonnance du service des nobles ». — F. 210, seigneurie et justice de Chevreuse et autres lieux. — En résumé, le registre de *Temporalitatibus* était un recueil de basse époque, mal ordonné, à contenu

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, f. 202.

<sup>(2)</sup> A. M. de Boislisle, p. VIII.

<sup>(3)</sup> PP 105, f. 1.

<sup>(4)</sup> Recueil de Menant, V, ff. 74-84, et XIII,

f. 81; Brussel, *Nouvel usage des fiefs*, I, 204, et II, 982; lat. 11835, pp. 473-488; fr. 15514, ff. 415-426; fr. 15515, ff. 13-49; Coll. Dupuy, 690, f. 45; etc.



varié, et il intéressait moins le temporel ecclésiastique en général que celui de l'évêché de Paris en particulier.

Pour cette raison, le *de Temporalitatibus* peut être considéré comme faisant partie de la collection de cartulaires relatifs aux choses et aux institutions de Paris que possédait la Chambre. Il est bien connu qu'elle possédait « deux registres intitulés *Ordonnances sur les mestiers, marchandises et police de la ville* », couramment désignés par les expressions : *Premier* et *Second Livre des Ordonnances des mestiers*<sup>(1)</sup>. — Le premier était celui que les éditeurs du *Livre des métiers* d'Étienne Boileau appellent « le manuscrit original des statuts des métiers, brûlé dans l'incendie de la Chambre des comptes en 1737 »<sup>(2)</sup>; ce n'en était, toutefois, qu'un exemplaire, et du *xv<sup>e</sup>* siècle seulement, comme il résulte de cette note de Pierre Amer<sup>(3)</sup> : « Au livre des mestiers de la Chambre de France seront trouvées les choses qui ensuivent. . . Et nota qu'environ l'an ccccl le feu se print en la cheminée de la Chambre de France et fut ce livre ars avecques plusieurs autres, dont ce fu dommaige<sup>(4)</sup>; mais le double en est devers le procureur du Roy au Chastellet de Paris, lequel on a chargé de le faire rescrire en aoust cccc l ii. »<sup>(5)</sup> — Quant au *Second Livre* . . . , suite et complément du premier, composé de pièces du *xiv<sup>e</sup>* et du *xv<sup>e</sup>* siècles, c'était le double d'un volume des archives du Châtelet qui portait le même titre et dont on a dix feuillets d'extraits analytiques par le conseiller Petitpied. « Il serait possible de le reconstituer, dit M. A. Tuetey, avec les éléments que peut fournir le précieux recueil d'ordonnances de police par ordre chronologique, connu aux Archives de la Préfecture de Police sous le nom de Collection Lamoignon<sup>(6)</sup>. »

<sup>(1)</sup> E. Perrot (*op. cit.*, p. 9) a montré que ces deux « livres » ont été, quelquefois, qualifiés, eux aussi, de « Livres Saint Just ».

<sup>(2)</sup> R. de Lespinasse et Fr. Bonnardot, *Le Livre des Métiers d'Étienne Boileau* (Paris, 1879), p. cxlix. — Table de ce ms. aux Arch. nat., K 1050.

<sup>(3)</sup> Fr. 10988, f. 127 v°.

<sup>(4)</sup> M. Antoine Thomas a bien voulu me communiquer un reçu (Bibl. nat., fr. 28537, dossier Morin, n° 5) donné le 18 août 1451 par Pierre Morin, « huissier du tresor du roy, commis

par mess<sup>rs</sup> des Comptes a la recepte et paiement des... fraiz necessaires a faire en la Chambre des comptes a l'occasion du feu qui par fortune est advenu en la Chambre de France... ».

<sup>(5)</sup> L'exemplaire du *Premier Livre*, copié vers 1335, qui est aujourd'hui à la Bibliothèque nationale (fr. 11709), a dû appartenir aussi à la Chambre ou à quelqu'un de ses suppôts, car il renferme en appendice des comptes-faits qui se retrouvent dans tous les *Manuels des gens des Comptes*.

<sup>(6)</sup> A. Tuetey, *Inventaire analytique des Livres*



*Feoda et servicia, census* . . . , cette dernière catégorie, représentée surtout au Trésor des chartes par des registres provenant des archives, versées en bloc, d'Alfonse de Poitiers<sup>(1)</sup>, l'était naturellement avec beaucoup plus d'ampleur aux archives de la Chambre, suprême juridiction domaniale du royaume. Cette série était même si considérable, à la Chambre, qu'il convient de lui consacrer un chapitre à part ; elle sera l'objet du suivant.

De l'examen comparatif des registres du Trésor des chartes et de ceux de la Chambre se dégage, en somme, l'impression que les archives de la Chambre étaient comme *un second Trésor des chartes*. Cette impression est fortement confirmée par la comparaison entre les inventaires des layettes et des sacs du Trésor et ceux des pièces volantes, chartes et rouleaux de la Chambre.

D'une part, en effet, les layettes et les sacs du Trésor ont toujours regorgé de documents purement domaniaux : actes d'achat, de vente, d'échange ; baux et adjudications ; constitutions et rachats de rente ; évaluations et assiettes ; etc. On peut dire que les trois quarts des documents anciens conservés au Trésor sont de ce genre, c'est-à-dire du genre de ceux dont la Chambre avait quotidiennement à connaître.

D'autre part, les extraits que nous avons des anciens inventaires des layettes et des sacs dispersés dans les divers bureaux de la Chambre font voir qu'il s'y conservait, outre des documents domaniaux, des pièces d'intérêt politique et administratif. — Un exemple, outre ceux qui ont déjà été indiqués incidemment<sup>(2)</sup> : Pierre Amer a copié dans son Manuel<sup>(3)</sup> le texte de « trois petis roles liez ensemble, estans en l'escrin de la grande huche jaune en la sous-pendue de la vieille Chambre de France » : a. Liste des villes auxquelles il fut

*de couleur et Bannières du Châtelet de Paris* (Paris, 1899), p. xxiv.

<sup>(1)</sup> Celles de la maison de Valois, versées à l'avènement de Philippe VI, avaient été, au contraire, divisées en deux lots, l'un pour le

Trésor et l'autre pour la Chambre (J. Petit, *Charles de Valois*, p. 352).

<sup>(2)</sup> Par exemple, p. 67.

<sup>(3)</sup> Fr. 10988, f. 345 et suiv.



envoyé des lettres de convocation pour une session d'États fractionnés, sous Philippe le Long <sup>(1)</sup>; *b. Ordinatio parlamenti octabarum Sancti Martini hyemalis anno cccxiii* <sup>(2)</sup>; *c.* « Ce sont les noms des barons qui sont cemons aux octaves de la Saint Andry a Paris pour avoir conseil et deliberation avec eulx pour l'onneur et le bon estat du royaume. » — De plus, beaucoup de pièces originales existent encore dans les collections qui proviennent certainement de la Chambre, et que, vu leur caractère, on se serait plutôt attendu à rencontrer au Trésor <sup>(3)</sup>.

Les gens du xiv<sup>e</sup>, du xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles avaient d'ailleurs le sentiment très net que le dépôt de la Chambre était un second Trésor des chartes, qui ressemblait beaucoup au premier. On lit, dans un cartulaire archiépiscopal de Reims, après l'indication d'un article (art. 58) de la Grande Charte de mars 1303 qui attribue aux prélats et aux barons l'exécution des engagements pris par leurs hommes sous le sceau royal : « Et pourra l'en recouvrer l'original desdites lettres obligatoires au Tresor ou es coffres des chartes du Roy en la Chambre des comptes » <sup>(4)</sup>. Lorsque Charles VII confia à Jean Juvenal

<sup>(1)</sup> Connue et citée par H. Hervieu, *Recherches sur les premiers États généraux* (Paris, 1879).

<sup>(2)</sup> Manque dans les *Actes du Parlement* de E. Boutaric, à la date. Cf. fr. 10988, f. 178 : « C'est l'ordonnance du Parlement. . . Ce role est ou sac petit qui est emprés le sac intitulé *Specialia*. . . en la vieille Chambre de France. »

<sup>(3)</sup> Comme l'exemplaire de la Charte de Louis X aux nobles de Vermandois (« Transcriptum litterarum impetratarum a rege per milites acordi Viromandensis ») [Bibl. nat., nouv. acq. fr. 20025, n° 72]. Cette pièce porte au dos deux cotes : l'une ancienne (« Loon CCXVI »), l'autre d'une écriture moderne (Cotté T, 50° layette, 3° boëtte). Le n° 82 du même recueil (Lettre originale de Philippe le Long au bailli de Vermandois, 18 novembre 1320, avec la mention : « In Camera compo-torum. Justice ») porte au dos, des mêmes mains : 1° « Loon, XLI »; 2° « Cotté S, 14° layette de la Grande Armoire, IX° tiroir, 7 ».

Ces pièces n'ont jamais fait partie du Trésor des chartes. Comme elles figurent dans un lot d'épaves dont tout le reste provient manifestement des archives de la Chambre des comptes, et comme il y avait un casier « Laon » dans les armoires de la Chambre de France (d'après le plan précité du ms. lat. 9848, f. 41), il est permis de supposer que les anciennes cotes « Loon » se réfèrent à ce casier. Pour la « Grande Armoire » dont parle la cote moderne du n° 82, je ne saurais l'identifier quant à présent. — D'après une communication orale que les circonstances (1915) m'ont empêché de vérifier, il y aurait des cotes analogues au dos de quelques documents du xiv<sup>e</sup> siècle conservés dans la Collection Tarbé, à la Bibliothèque de Reims.

Les principaux recueils d'épaves des archives de la Chambre qui contiennent des documents de ce genre sont, avec la collection n. acq. fr. 20025 et suiv., les mss. fr. 25697, 25992 et suiv., lat. 9015 et suiv.

<sup>(4)</sup> Arch. nat., KK 1067, f. 80.



des Ursins, évêque de Laon, la mission de « veoir les lectres et chartres qui pourroient estre nécessaires » à une convention avec le roi d'Angleterre, il l'envoya à la fois aux archives de la Chambre et au Trésor des chartes, comme l'atteste le célèbre rapport de Jean Juvenal<sup>(1)</sup>. Louis Le Blanc, greffier des comptes à la fin du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, puisa les éléments de son Apologie de saint Louis dans « les anciens escriptz du Tresor des chartes du Roy [,] de sa Chambre des comptes et des anciennes histoires »<sup>(2)</sup>. Son fils et successeur Étienne Le Blanc entreprit sous Louis XII des recueils de traités et d'instruments diplomatiques passés, depuis le xiii<sup>e</sup> siècle, entre la Couronne de France, les comtes de Flandre et d'autres princes<sup>(3)</sup>; pour ces recueils, qui ne sont pas sans analogie avec ceux que Pierre d'Étampes avait jadis formés, ce n'est pas le Trésor seul qui fut mis à contribution.

Il est difficile de ne pas se demander, en constatant un parallélisme si complet, comment il s'explique, et de ne pas envisager l'hypothèse où il s'expliquerait, en partie, par des confusions dues à des transferts accidentels de l'un des dépôts dans l'autre, au cours de tant de siècles où ils furent voisins. Rappelons qu'il y a au Trésor jusqu'à des comptes, jusqu'à des Mémoires adressés à la Chambre<sup>(4)</sup>, jusqu'à des quittances vérifiées ou à vérifier par les gens des Comptes<sup>(5)</sup>, et jusqu'à des pièces de procédure produites par devant eux<sup>(6)</sup>. Mais cette hypothèse, en tant qu'explication générale, n'est pas probable. Les comptes conservés dans le soi-disant Supplément du Trésor y étaient déjà d'ancienneté au temps de Gérard de Montaigu<sup>(7)</sup>, qui mit

<sup>(1)</sup> Bibl. de l'Arsenal, ms. 3731.

<sup>(2)</sup> Bibl. d'Auxerre, ms. 126, f. 70. Cet opuscule est suivi, dans le ms. d'Auxerre, d'ordonnances de saint Louis et de Philippe le Bel, évidemment tirées des archives de la Chambre.

<sup>(3)</sup> L. Delisle, dans le *Journal des Savants*, 1900, p. 491.

<sup>(4)</sup> « Mémoires baillés a mess. de la Chambre des comptes par moy, Jehan de Brion, seneschal de Touraine... », avec les réponses de la Chambre (Arch. nat., K 1224, n° 1 [anc. J 758, n. 10]).

On sait que, par suite d'injustifiables chan-

gements de cote, un certain nombre de pièces du Trésor (layettes et sacs) se trouvent aujourd'hui dans la série K, mêlées à des documents d'origine différente.

<sup>(5)</sup> J 476.

<sup>(6)</sup> Raisons produites devant la Chambre des comptes contre Jean Luillier, lieutenant du prévôt de Gonesse, par ses héritiers, pour n'encourir aucune responsabilité dans les poursuites au sujet de sa gestion; mars 1366 (Arch. nat., J 740, n° 8).

<sup>(7)</sup> Delaborde, p. cxxx. Cf. plus haut, p. 173.



à part, avec les registres des Grands Procès, « plures rotuli, scripta, compoti, processus, informaciones, inqueste et alia tam de partibus Gallicanis quam eciam Occitanis », qu'il considérait comme sans valeur; ce lot (J 1028 et s.), dans lequel les enquêtes judiciaires, présentées aux parlements, sont mêlées aux comptes soumis aux gens des Comptes, avait été visiblement formé à une époque où les greffes des deux Compagnies étaient encore dans les limbes. Tout s'explique, après cela, par le jeu naturel des communications de la Chancellerie à la Chambre et par l'irrégularité et le caractère hasardeux des versements de la Chambre au Trésor. — Il ne faut jamais perdre de vue que les hommes du moyen âge n'avaient pas d'ordre.

## IV

## FEODA ET SERVICIA, CENSUS...

Les officiers administratifs des grands seigneurs du moyen âge avaient tous à leur disposition deux sortes de dénombremens : 1° des états qui présentaient la situation du domaine inféodé; 2° d'autres états qui indiquaient la situation du domaine non inféodé (baux et arrentements, temporaires ou perpétuels); les uns et les autres comportaient, naturellement, l'indication des services et des sommes dus. De tels documents étaient si évidemment nécessaires aux comptables que l'on pourrait affirmer *a priori* qu'il y en a toujours eu.

On éprouvait de temps en temps le besoin de procéder à de nouvelles informations sur la consistance du domaine inféodé et non inféodé, soit pour rafraîchir les états de situation vieillis et négligemment tenus au courant, soit pour les remplacer. Mais on ne détruisait pas pour autant, systématiquement, les anciens, qui restaient dans les archives.

En certaines circonstances, comme l'avènement d'un nouveau seigneur, ou, s'agissant d'un très grand prince, l'acquisition d'une vaste seigneurie, les anciens états plus ou moins périmés étaient recherchés dans les archives, réunis, révisés, et on en formait des recueils qui présentaient un double intérêt, à la fois historique et pratique.



Ces faits s'observent mieux que nulle part ailleurs dans les archives du comté de Champagne qui furent réunies à celles de la Couronne au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle.

Le fameux « livre » des *Feoda Campanie*, qui fut brûlé en 1737 avec le Dépôt des terriers, se composait de deux tomes. Le premier était constitué, comme on sait<sup>(1)</sup>, par la transcription de plusieurs anciens « registres » des fiefs de Champagne, respectivement rédigés vers 1172, sous le comte Henri II, un peu après 1201, avant 1205, entre 1210 et 1214, et pendant la première moitié du règne de Thibaut le chaussonnier<sup>(2)</sup>. Le second était le « Livre des hommages faits au comte Thibaut V », composé vers 1264-1265. L'existence de ces deux recueils n'empêcha pas d'ailleurs Blanche d'Artois, veuve du comte Henri III, et régente du comté en 1274-1275, de faire faire une nouvelle enquête générale, dont les débris subsistent<sup>(3)</sup>; et Louis le Hutin, à son avènement comme héritier de sa mère Jeanne (1305), en commanda encore une autre, qui fut consignée dans un volume probablement très considérable, dont on n'a plus que quatre feuillets<sup>(4)</sup>.

Pour les biens non inféodés, les clercs des comtes de Champagne avaient trois « livres » : 1<sup>o</sup> un « Livre de la terre (de Champagne) », qui datait probablement du premier quart du xiii<sup>e</sup> siècle, disparu sans laisser de traces; 2<sup>o</sup> l'*Extenta*<sup>(5)</sup> *terre comitatus Campanie et Brie*, rédigé de 1276 à 1278; au xv<sup>e</sup> siècle, ce recueil était conservé à la Chambre des comptes en deux exemplaires, dont l'un (l'exemplaire H, original) n'existe plus, tandis que l'autre (l'exemplaire D, où le texte de H avait été, non pas reproduit, mais très médiocrement traduit en langue vulgaire) est aujourd'hui aux Archives nationales (KK 1066)<sup>(6)</sup>; 3<sup>o</sup> *Li livres des remembrances des marchez de la terre de*

<sup>(1)</sup> A. Longnon, Introduction au tome I<sup>er</sup> des *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie* (Paris, 1901).

<sup>(2)</sup> Ces « registres » n'existent plus en original; mais on en connaît un autre, qui n'a pas pris place dans la compilation (hommages rendus à Thibaud le Chaussonnier, de 1240 environ) [Arch. nat., J 193, n<sup>o</sup> 51].

<sup>(3)</sup> A. Longnon, p. xxxiv.

<sup>(4)</sup> *Ib.*, p. xxxix.

<sup>(5)</sup> Expression anglaise, synonyme d'« état de revenus et droits », introduite par le comte Edmond de Lancastre, régent de Champagne entre 1276 et 1284.

<sup>(6)</sup> Cette traduction fut exécutée vers 1325; elle est presque contemporaine, par conséquent, de la compilation *Es feuillez*, dont l'auteur a utilisé, on l'a vu, le t. II des *Feoda Campanie* (plus haut, p. 191). Elle a le même caractère.



Champagne, par Colinot le Clerc, consacré à l'enregistrement des baux à ferme passés par l'administration centrale; à la Chambre en 1489, ce ms. n'a plus été, dit-on, signalé depuis<sup>(1)</sup>. De plus, Louis le Hutin fit refaire l'*Extenta*; son registre de 1305 contenait en effet l'état des deux domaines, accensé et inféodé.

L'historique et la bibliographie des anciens dénombrements champenois sont maintenant très bien connus. Et ce que M. Longnon a fait pour la Champagne, il serait aisé de le faire pour les domaines du comte Alfonse de Poitiers, dont les archives ont été versées en bloc au Trésor des chartes : on conserve au Trésor les rouleaux originaux de la grande enquête domaniale de 1260-1261 dans les états du comte Alfonse (*Recognitiones feudorum; Census et redditus, obventiones, usatica, pedagia et passagia que comes habet...*)<sup>(2)</sup> et des transcriptions sur registre qui correspondent aux *Feoda* et à l'*Extenta* champenois<sup>(3)</sup>.

Dans les domaines de la Couronne on est assuré que les choses ne se passaient pas autrement que dans les grands fiefs. Mais il est beaucoup plus difficile (et cela n'a jamais été fait) de déterminer la date des enquêtes qui y furent exécutées à partir du XIII<sup>e</sup> siècle et de colliger, en assignant à chacune sa vraie place, les épaves de ces enquêtes qui sont parvenues jusqu'à nous. Le domaine royal était si vaste que les enquêtes domaniales ne s'y faisaient pas, d'ordinaire, partout en même temps. Pour les plus anciennes, on n'a que des extraits de compilations disparues, dont les textes sont « obscurs, hétérogènes, confusément assemblés et surtout incomplets »<sup>(4)</sup> et qui découragent le raisonnement. Les premières tentatives pour en débrouiller la suite et en faire valoir les données, au tome XXIII des *Historiens de la France*, devront être reprises un jour.

Il n'est pas dans notre sujet de traiter de ces origines ni même des enquêtes du temps de Louis IX et de Philippe le Bel, qui n'avaient pas laissé de traces aux archives de la Chambre. Gautier Bardin, bailli de Tours, manda, le 20 juillet 1264, au comte de la Marche et aux autres vassaux de l'abbé de Saint-Maixent de déclarer à l'abbé les fiefs et arrière-fiefs qu'ils tenaient de lui

<sup>(1)</sup> Il y avait pourtant au Dépôt des terriers (P 946, n° LXXXVI) un registre intitulé : *Baux à ferme du domaine de Champagne, 1296*, qui n'était, du reste, qu'un fragment.

<sup>(2)</sup> *Layettes du Trésor des Chartes*, n° 4667, 4670, 4682, 4730, 4847; cf. 4096.

<sup>(3)</sup> Cf. plus haut, p. 196.

<sup>(4)</sup> Borrelli de Serres, *Recherches*, I, p. 91.



« parce que le roi veut avoir une certitude touchant ses fiefs et arrière-fiefs, où qu'ils soient situés et en quoi qu'ils consistent » (*cum dominus rex velit habere certitudinem de feodis et retrofeodis suis, ubicumque sint et in quibuscumque rebus seu locis consistant*) <sup>(1)</sup>. Un peu avant la mi-carême 1289 (n. s.), par ordre du roi, « ses baillis, vicomtes et officiers, spécialement dans le bailliage de Rouen, forcèrent les chevaliers, barons et autres d'un rang inférieur, et aussi les personnes d'Église, sous peine de confiscation de ce qu'ils dissimuleraient, à dire la vérité quant au nombre de leurs fiefs, en faisant connaître comment ils les tenaient, avec les devoirs, aides et redevances dûs par ces fiefs » <sup>(2)</sup>. Ces textes semblent donner à penser qu'il y eut de vastes opérations de *recognitio feudorum* en 1264 et en 1289; mais, de ces opérations, aucun autre indice ne se trouve, et il est fort possible qu'il se soit agi dans les deux cas de mesures toutes locales : en 1289 le bailli de Rouen était justement Gautier Bardin qui avait été bailli de Tours en 1264; ce personnage avait peut-être un zèle particulier pour la réfection des états du domaine inféodé dans les circonscriptions où il passait. — Plusieurs autres enquêtes dans les limites d'un bailliage ou d'une sénéchaussée, attestées par des allusions ou des fragments, pourraient encore être indiquées pour le temps de Philippe le Bel <sup>(3)</sup>; mais ce n'est pas ici le lieu.

Il convient au contraire d'attirer, pour la première fois, l'attention sur une vaste information domaniale, qui paraît s'être étendue à une grande partie du royaume, sinon au royaume entier, et qui n'est connue que par les sources étudiées dans le présent Mémoire.

Au commencement du XIV<sup>e</sup> siècle s'observe une tendance nouvelle, dans les conseils de la Couronne, à prendre des mesures générales par voie de circulaires impératives aux baillis et sénéchaux. Un jour, la pensée traverse l'esprit

<sup>(1)</sup> *Archives historiques du Poitou*, XVIII, p. 93. Cf. *Historiens de la France*, XXIV, p. 162\*.

<sup>(2)</sup> Préambule d'un aveu de l'abbé du Bec, tiré d'un manuscrit cottonien du Musée Britannique (Champollion-Figeac, *Lettres de rois, reines et autres personnages*. I, Paris, 1839, p. 347). — Cf. plus loin, p. 244, NORMANDIE, l. 14.

<sup>(3)</sup> L. Delisle a vu, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, entre les mains d'un libraire, un petit registre en parchemin, qui contenait des *Recognitiones reddituum et feudorum* reçues en 1286 dans la sénéchaussée de Rouergue par le sénéchal Pierre Boucher (*Historiens de la France*, XXIV, p. 225\*). — C'est aujourd'hui le ms. lat. 17734 de la Bibliothèque nationale.



d'un conseiller influent qu'il serait bon d'avoir à bref délai la liste complète de tous les fonctionnaires qui touchent des gages du roi avec, en face de chaque nom, le montant et le motif. Il fait aussitôt envoyer au prévôt de Paris et à tous les baillis et sénéchaux la circulaire suivante<sup>(1)</sup> :

Ph., Dei gratia, etc. — Preposito Parisiensi, salutem. Numerum illorum omnium, sint milites, castellani, officiales, servientes vel quicumque alii qui a nobis in tua prepositura stipendia seu vadia recipiunt scire volentes, mandamus tibi ac districte precipimus quatinus absque defectu diligenter redigas in scriptis seu redigi facias dictorum stipendiariorum et illorum qui dicta vadia recipiunt numerum et nomen cujuslibet sigillatim, quantumque quilibet ipsorum pro vadiis aut stipendiis recipit et pro quo servicio, et qui cum litteris et qui sine litteris dicta tenent servicia; et hec omnia in scriptis seriatim redacta sub tuo sigillo infra futurum proximo festum Sanctorum Omnium nobis ubicumque fuerimus mittere non obmittas. Actum apud Cameras in Brolio, die vii<sup>a</sup> augusti anno Domini mcccv.

Ista littera missa fuit omnibus senescallis et ballivis regni.

Je ne sais si cet ordre fut obéi; en ce temps-là, comme depuis, il arrivait que des circulaires de grande envergure tombassent à plat, sans effet; il n'y a, en fait, aucune trace que l'immense travail demandé par la lettre royale du 7 août 1305 ait jamais été exécuté, ni même entrepris<sup>(2)</sup>. Mais la mode était à ces grandes enquêtes; on ne se décourageait pas d'en rêver. Vers la même époque, un autre conseiller du roi conçut qu'il serait utile de faire un recensement général de la population, pour mieux asseoir l'impôt. Il prit la plume et le projet suivant en résulta<sup>(3)</sup> :

C'est l'ordonnance laquelle est pourparlée sus le fet de avoir genz a armes du reaume a pié et a cheval. — Sachiez que par cele voie qui la suivra que il aura grant dissention du

<sup>(1)</sup> JJ 36, n° 239.

<sup>(2)</sup> L'embarras burlesque du gouvernement royal qui, faute d'archives et d'annuaires tenus à jour, ne savait pas les noms de tous ses fonctionnaires ni la liste des places vacantes, de sorte qu'il était exposé à donner deux fois la même place à des individus différents, persista après 1305 : « Cum Simon dictus Bourgensis, exhibitor presentium, constitutus esset per litteras domini regis in custodia porte de Ruppefissata, et Aubertus de Caprosia impetras-

set alias litteras domini regis de dicta porta magis favorabiles, quibus oportuit dominum senescallum Carcassonensem obedire, et quare dictus Simon fuit amotus a dicto officio... » (Bibl. nat., lat. 4763, f. 103 v°). — Voir aussi plus haut, p. 109, et plus loin, p. 273, ligne 6.

<sup>(3)</sup> Arch. nat., J 1030, n° 65 (or.). C'est la pièce dont il est question dans l'*Histoire des institutions politiques de la France* de M. P. Viollet, III, p. 515, note 1.



pueple es gens nostre seigneur le roy parce que il diront que il n'ont mie tant de feus comme li provoire bailleront en escrit. Et il diront voir; car en l'escrit desdiz provaires seront escrit chevalier, escuier, clerc, provoire, franc sergent, lombart et autres genz qui ont franchise qui ne doivent nul servitude; et adont il s'apercevront de la grant mission ou il devront entrer, si osteront encor assez des autres feus qui ne devroient mie estre otez.

Item qui ne tendra autre voie sus le fet des genz a armes, sachiez que l'on n'en aura de plus de *iii*<sup>m</sup> homes a armes tant comme l'en devroit avoir.

Item vous devez savoir que nule chose que l'en ait a fere ne se puet fere que ele soit bien fete se il n'est ordené tant comme ele se face, et a ce faire faut pourveance, et especiaument en fet de guerre.

Item vous avez bien veu comme a nostre seigneur le roy est cheu et pris .ii. saisons et que il i a mis et despendu sanz rien fere pour faute de ordenance et de pourveance et par ce que a chascune foiz l'on a commencié les besoignes trop tart et prises lentement. Et tout en cele meisme maniere la prent l'on maintenant, ce est asavoir lentement et trop tart, et doit autant enuier la honte comme li damages.

Item pourveance veut avoir .iv. choses en soi : la premiere si est que l'on regarde que il a mestier en la pourveance et ques choses.

Item la seconde, quant l'en aura regardé qui aura mestier a la pourveance, que l'on regarde ou seront prises les choses qui ont mestier en la pourveance ne en quel lieu ne comment on les aura.

Item la tierce, quant l'en aura regardé ou seront prises les choses de la pourveance, que l'on face que l'on ait les choses qui ont mestier en la pourveance, et que l'en les ait la ou l'en en aura mestier.

Item la quarte que, quant on aura la pourveance la ou elle devra estre, que l'on gart comment la pourveance sera menée et que ele soit employée en ce pour coi l'en l'a assemblée, et en tele maniere que l'en i ait profit et honeur et que ele ne voit autre part.

Item l'ordenance d'avoir genz a armes a pié et a cheval du royaume de France qui la voudra fere segon ce que ele desirre et segon ce que il a mestier en tele chose et a tel fet comme guerre est, il covient fere escrire touz les feus dudit reaume et que li clers qui les escriront jurent sur sainz de escrire les touz et du fere bien et loyaument, et que il tendront secret ce que il feront et ce qui sera fet par eus.

Item que es citez et es grosses viles ou es granz bours soient esleu en chascune parroisse ou en chascune rue .iii. prodomes ou .iv. qui jurroient sus sainz esvangiles de dire voir de ce que l'en leur demandera et de tenir secret ce que l'en leur demandera.

Item quant il auront juré, que on leur die que il nomment touz les feus de icele parroisse dont il sont ou de cele rue de ostel en ostel, granz et petiz, et que il nomment de quele condicion chascun feus est, soit nobles ou non nobles, ou clercs marchaanz ou mariez, soit lombarz ou juis ou francs hons ou taillables; et ainssi comme il le nommeront que il soit mis en escrit.

Item quant il seront tuit mis en escrit, que on leur demande a leur sairement se es



feus nommez se il i a nul qui ait cent livres de rente de tournois ou plus qui soient nobles, se il dient que oil, que il nomment quanz il en y a et que il cuident que chascuns en a de ceus qui sont desusdiz, et que iluec ou il seront escrit que il metent la ou sera N. tiex, que il metent tant de rente comme cil diront qui auront juré et qui les auront nommé.

Item que en cele meisme maniere se face par les chasteaus et mete l'en avec les chasteaus toutes les viles champestres qui seront ou destroit dou chastel, ou li mandement, qui que eles soient et a qui, et que desus chascune citez, soit vile soit chasteaus, soit escrit qui il est ou qui ele est.

Item que toutes les villes et li bourgiaus qui aront juridicion soient mis en escrit aussi en cele meisme maniere.

Item que en chascune cité ou vile ou chastel soit mis en ceste maniere : « Ce sont li feus de Paris qui est du roy, et premierement de tele paroisse ou de tele rue, nommez au sairement de tel et de tel », et i soient mis li non de ceus qui l'auront juré et qui les auront nommez.

Item quant il auront une vile ou .ii. ou granz chastelenies escrites, que il les envoient. Si les ordonnera l'en pour plus haster la chose.

Item de ces escriz, se il sont ordené a leur droit, nostre sires li roys en trera grant avantage en pluseurs maneres, ja ne fust par la guerre qui ne puet estre bien ordenée sanz ce.

Le 23 décembre 1318, circulaire, en forme de lettre close, aux sénéchaux de Carcassonne, Beaucaire, Rodez, Lyon, Saintonge, Périgord, Toulouse, Poitou <sup>(1)</sup> : « Le nombre et les noms des villes, bourgs et villages de votre circonscription qui ont des églises paroissiales, et ceux des autres agglomérations importantes qui n'auraient pas d'église, informez-vous-en par les baillis et les viguiers, et faites-nous-le savoir, en plaçant à part ce qui est de notre domaine. Envoyez-nous aussi les noms des prélats, abbés, prieurs, conventuels, barons, gentilshommes considérables, villes et autres lieux insignes de votre circonscription . . . »

Il ne serait donc pas surprenant que, à cette époque féconde en semblables mesures, il eût été ordonné de procéder à un dénombrement général des fiefs et des revenus du roi. Or, on est amené à penser qu'il en fut ainsi, en lisant l'Inventaire du Dépôt des terriers (P 946). Cet inventaire, qui reflète l'incroyable désordre où se trouvait ledit Dépôt en 1737, contient, en effet, sous

<sup>(1)</sup> JJ 55, f. 62 (*Histoire générale de Languedoc*, X, c. 597).



des numéros distants les uns des autres, quelques *membra disjecta* d'une série qui avait été primitivement groupée et distincte; les voici <sup>(1)</sup> :

14 v°. CXVII. Registre contenant les domaines de Caen, Falaise, Vire et Bayeux, fait en 1316, non signé, avec une table au commencement.

38. CCXCII. Registre en parchemin, couvert de basane verte, contenant les domaines du roi de la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, fait en 1316. Comprenant les villes de Beaucaire, Nismes, Aramon, Anduze, Saint-Andéol, Uzès, Cabrières, Bagnols, Rochemaure, Sauveterre, Montfaucon, Berre, Aigues-Mortes, Montpellier, Lunel, Sommières et plusieurs autres, dont la table est au commencement dudit registre; dans lequel sont transcrites les lettres de Ph. le Long, du 20 janvier 1316, par lesquelles il est ordonné estre fait un registre de tous les droits qui luy appartiennent en la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, plus une transaction entre le comte de Poitiers et le prieur d'Aniane concernant la justice de plusieurs terres appartenantes audit prieuré, passée en 1271, avec un état des fiefs mouvans du roy, des redevances en chevaux, etc., fait en l'an 1314. Autres droits dûs aux roy, et le terrier de Villeneuve de Berre en 1317. Ledit registre non signé.

44 v°. CCCXXVII. Un volume en parchemin sans couverture, contenant le terrier des droits du roi en la viguerie de Carcassonne, fait en vertu de la commission du roy Ph. le Long, datée du 20 janvier 1316, adressée au seneschal et receveur de Carcassonne pour recevoir les reconnaissances des lieux de ladite viguerie, ledit registre contenant les lieux de Carcassonne, Lycayrat, Beriache, Belhonac, Aladerne, Montengros, Commelas, Dampnoué, Palajan, Canavache, Villefloran, Montier, Montrond, Marsalhinch, Monlong, Le Chateau de Rusticamp, Grasse, Pommars, Le Puy près Saint-Hilaire, Puynautier, Ville-moustantion, Aragonne, Conches, Cavacasida, Rive de Cabaret, Pradelles <sup>(2)</sup>. Ledit registre sans aucune signature, avec une table.

44 v°. CCCXXVIII. Un volume en parchemin, couvert de bazane sur bois, contenant les droits appartenant au roy dans les lieux de Minerve, Ventagioux, Felins, Cassanholles, Ferrati, de Fontiano, le Chateau de Floran, de Caunis, de Petrarcho, de Jubilane, de Buadella, de Plomac et de Puyterry, le Chateau de Barlayran, des Angles et le Pont des deux Sœurs <sup>(3)</sup>. Ledit registre fait en 1316, avec une table à la fin. Ledit registre non signé et dans lequel se trouvent plusieurs endroits que l'on a grattez et dont l'écriture est entièrement ostée.

<sup>(1)</sup> Le premier chiffre (arabe) indique le folio de P 946; le second (romain) le numéro d'ordre du manuscrit au Dépôt des terriers.

<sup>(2)</sup> La plupart de ces noms, altérés, sont faciles à restituer et à identifier : Le Cayre, Berriac, Blomac, Lanet, Montingres, Comelles, Domneuve, Palaja, Cavanac, Villefloure,

Montredon, Marseillens, Montlegun, Rustiques, Lagrasse, Pomas, Villemoustausou, Aragon, Conques, Canecaude, Rives, Pradelles-Cabardès.

<sup>(3)</sup> Minerve, Ventajoux, Felines, Cassagnoles, Fontiès, Flour, Caunes, Peyriac, Gibaleaux, Buadelle, Blomac, Puychéric.



45. CCCXXIX. Registre en parchemin couvert de mesme, contenant les droits appartenants au roy en la ville de Limouthz <sup>(1)</sup>, ledit registre sans signature et sans datte, quoy qu'il paroist estre environ de l'an cccxvi, auquel temps Ph. le Long fit renouveler les registres des droits royaux en la province de Languedoc; il est à noter que ce registre est imparfait. . .

47. CCCXXXVII. Registre en parchemin couvert de cuir noir, contenant les domaines du roy en la viguerie de Cabardès et fait en 1316, en vertu des lettres patentes du roy Ph. le Long en datte du 20 janvier 1316, contenant les villes et lieux de Puynautier, Villemoustantion, Conches ou Conques, Aragon, Salsigna, Saint-Denis, Pradelles, Castains, Salleles et Limous, Cavacalida, Vilardonel, Les Isles, Espervarenc, Turrette, Fournes <sup>(2)</sup>. Ledit registre non signé, avec une table au f. 54.

47 v°. CCCXL. Registre en parchemin, couvert de bazane sur ais, contenant le terrier de la ville de Montreal <sup>(3)</sup> en la sénéchaussée de Carcassonne, fait en vertu des lettres patentes de Ph. le Long du 20 janvier 1316. Ledit registre imparfait à la fin, sans signature, avec une table au commencement.

47 v°. CCCXLI. Autre registre en parchemin couvert de bazane verte, contenant les reconnaissances de la viguerie de Montreal faites en 1316 par noble homme Aymeric de Croso, chevalier, seneschal de Carcassonne et de Béziers, honorable homme Lauthier Le Blanc, trésorier de Carcassonne, et le chastelain de Montreal, tous commis dudit Aymeric de Cros, suivant les lettres patentes de Ph. le Long, du 20 janvier 1316, pour faire ledit registre des domaines de la sénéchaussée de Carcassonne, transcrites au f. 1. Ledit registre contenant toute la viguerie de Montreal. . . Ledit registre sans signature, avec une table au f. 437.

63 v°. CCCXXXII. Registre en parchemin couvert de cuir noir, contenant toutes les parties du domaines du roy en toute la sénéchaussée de Rouergue, rédigées par le seneschal de Rouergue suivant la commission du roy Ph. le Long transcrite au commencement de ce registre, lequel contient les domaines du roy au château de Petrazac <sup>(4)</sup>, Ville-neuve, Villefranche, Najac, Cadole, Segalas, Causse, Saint-Antonin, Vertefeuille, Sauverterre, Cassaneys regalibus, Roqueceseire, St Afriquain, Plaisance, Amiliau, Compierre, Rochevalserge et Compenhac <sup>(5)</sup>, avec une table au f. 10 dudit registre, lequel ne paroist entiers à la fin.

Ainsi les analyses descriptives de P 946 s'accordent à attribuer à Philippe le Long l'initiative d'une vaste information, faite en Normandie et en Lan-

<sup>(1)</sup> Limoux (Aude).

<sup>(2)</sup> Salsigne, Villardonel, Les Ilhes, Espé-  
raza, La Tourette, Fournès. Et cf. p. 221, note 2.

<sup>(3)</sup> Montréal, arr. de Carcassonne.

<sup>(4)</sup> Peut-être Sébrazac, c<sup>ne</sup> de Verrières, c<sup>ne</sup>

d'Estaing (communication de M. C. Coudere).

<sup>(5)</sup> Cadoul, Segala, Le Causse, Verfeil-sur-Seye, Cassagnes, Roquecézière, S'-Affrique, Millau, Compeyre, La Roque Valzergues, Comprenhac.



guedoc, sinon dans les autres provinces, sur les droits et les revenus du roi. L'ordre aurait été donné le 20 janvier 1316 (v. s.); et il aurait été procédé aux enquêtes immédiatement.

Ces données sont en contradiction apparente avec un texte qui reste à indiquer; mais la contradiction peut être aisément écartée.

Des neuf volumes jadis conservés au Dépôt des terriers, trois, les n<sup>os</sup> CXVII, CCCXXVII et CCCXXVIII, sont encore en partie à notre disposition. Il existe, du n<sup>o</sup> CXVII, un long « Extrait » authentique délivré par le Greffe de la Chambre en juillet 1705<sup>(1)</sup>. Des copies partielles des n<sup>os</sup> CCCXXVII et CCCXXVIII, exécutées vers la même époque, portent aux Archives nationales les cotes Q<sup>1\*</sup> 62<sup>1-2</sup>. Or, si le préambule du n<sup>o</sup> CXVII confirme que, dans le bailliage de Caen, l'enquête fut faite pendant le carême de 1317 (n. s.), le texte (affreusement corrompu) de la lettre de commandement, inséré dans un vidimus d'Aimeri du Cros, sénéchal de Carcassonne, qu'offre le n<sup>o</sup> CCCXXVII, commence en ces termes inattendus :

Jean, par la grace de Dieu roi de France et de Navarre, a nos senechau et receveur de Carcassonne...

La date est : « Paris, xx jours en sinhier (*sic*) l'an de grace mcccxvi. » — Jean I<sup>er</sup>, fils de Louis X, né dans la nuit du 13 au 14 novembre 1316, a été enterré le 20 du même mois à Saint-Denis. Il est impossible que « sinhier » soit pour « novembre ». Mais alors « Jean » est pour « Philippe », quoiqu'un tel lapsus ne laisse pas d'étonner. Et dès lors rien ne s'oppose à ce que « sinhier » soit pour « janvier ». En ce cas, le texte du n<sup>o</sup> CCCXXVII confirme, au lieu de le contredire, le témoignage de l'analyse de P 946.

Ce n'est pas tout. L'attention étant éveillée au sujet de ces opérations de

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., fr. 8765 (97 ff.) : « Extrait d'un registre en parchemin, couvert de cuir rouge sur bois, commençant au premier feuillet :

« Les parties singulieres de toutes les choses que le Roy a en la baillie de Caen tant en rentes soit de deniers, de bleds, d'oiseaux ou quelques autres choses que ce soit comme en ferme fieuffées ou

remuables, en services, en prieres, en regars et en toutes autres choses sy comme il a été enquis, sceu et trouvé par informations, apries et enquestes faites sur ceu par le sermens de grant foison de prudes hommes scachant, jurez et examinez sur ceu, appelez a ceu les sergents des lieux et les fermiers qui estoient pour le tems. Et furent ces choses ainsy faittes en caresme l'an de grace mil trois cens seize. »



1316-1317, on est curieux de savoir ce qu'était certain « Registre de l'an 1316 » dont des extraits sont signalés dans la table d'un manuscrit d'André du Chesne, passé dans la bibliothèque de Colbert et aujourd'hui perdu <sup>(1)</sup>. Mais Caille du Fourny cite souvent ce volume; et je suis porté à croire qu'il y a copié précisément ce qui s'y trouvait sous la rubrique « Registre de 1316 », dans son recueil aujourd'hui coté fr. 32510 à la Bibliothèque nationale (f. 107). Si c'est le cas, le prétendu « Registre » visé par Du Chesne n'était autre chose qu'une collection de rouleaux encore aujourd'hui conservés au Trésor des chartes (J 623, n° 102) dont l'Inventaire de Dupuy rend compte comme il suit : « Vingt rolles de l'an 1316. Le premier : *Hommages de la baillie de Vermandois faits au roi l'an 1316* où les noms des gentilshommes sont . . . » <sup>(2)</sup>. — Est-ce à dire qu'il y eut en 1316-1317 une *Recognitio feudorum* générale, en pendant au Terrier général de la Couronne qui fut alors composé, au moins en Normandie et en Languedoc <sup>(3)</sup>? Il y a apparence, au premier abord; et l'idée de constituer un grand « Livre des fiefs » du roi aurait été tout à fait dans la manière du gouvernement de Philippe V. Mais les rôles originaux portent tous : « Hommages faiz a nostre seigneur le roi l'an M CCC et seze, et depuis »; la date de 1316 n'est donc, ici, qu'un point de départ. Ces documents semblent n'être, d'ailleurs, qu'un travail d'archiviste, exécuté en vue de la composition d'un recueil analogue à la compilation *Es feuillez* (p. 189), vers le même temps.

L'enquête domaniale de 1316-1317 est la plus générale, du moyen âge, dont il y eût des épaves aux archives de la Chambre. Mais n'y en avait-il pas de particulières, concernant telle ou telle circonscription féodale ou administrative à une date donnée? Il y en avait, naturellement, beaucoup. Je me propose d'indiquer ici, parmi celles qui n'existent plus — car le Dépôt des fiefs, presque en entier conservé, reste, ici comme ailleurs, hors des limites

<sup>(1)</sup> *Catalogue des Collections Duchesne et Bréquigny*. Paris, 1905, p. 195, n° 23.

<sup>(2)</sup> Un de ces rouleaux, concernant en partie la Champagne, qui n'est pas du reste dans le même carton que les autres (J 627, n° 18), a été publié par A. Longnon, *op. cit.*, I, p. 429.

<sup>(3)</sup> Dans l'« Inventaire des titres de la sénéchaussée de Carcassonne » qui est conservé aux Archives de l'Hérault (B 9), on trouve (ff. 263-271) l'analyse d'un registre — perdu — « contenant les hommages rendus au roy en 1317 dans la viguerie de Béziers et autres, tant des prélats, religieux, communautés et autres ».



de ce Mémoire — toutes les plus anciennes (jusqu'à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle) et quelques autres, qui ont péri en 1737 avec le Greffe et le Dépôt des terriers, mais dont on a des mentions dans les inventaires ou des extraits dans les recueils antérieurs à l'incendie.

Seront compris dans cette revue, disposée par ordre alphabétique, non seulement les dénombrements de fiefs et de cens, mais aussi les recueils rétrospectifs d'anciens documents de ce genre, formés à l'occasion de réunions au domaine ou d'opérations d'assiette, etc., analogues aux *Feoda* et à l'*Extenta* de Champagne précités, et même des cartulaires proprement dits et des inventaires de titres, apportés à la Chambre comme pièces justificatives ou avec des lots d'archives versées en bloc <sup>(1)</sup>. — Plusieurs de ces documents sont signalés ici pour la première fois. Je ne doute pas que des copies, des extraits et des notes qui s'y rapportent, jusqu'ici inidentifiables, ne soient découverts par la suite dans les papiers des anciens érudits; j'ai indiqué provisoirement, et pour commencer, ceux qui sont venus à ma connaissance.

ALENÇON. — « Registre en papier, couvert de cuir, contenant plusieurs titres de la chastellenie d'Alençon, comprenant Alençon, Haulterive, Essay, Argentan, Aunou, Goulette, Saint-Lohier, Cuigny, Emes, Donfront et Bernaye <sup>(2)</sup>; ledit registre en date du 3 avril 1325, avec une table au commencement. »

Ce registre est signalé comme en déficit au Dépôt des terriers dès avant 1737, dans P 946, sous le n° CXXXI bis. Il n'avait aucun rapport avec les autres cartulaires connus d'Alençon; je n'en ai pas trouvé d'autre trace. — Cf. MARIE D'ESPAGNE et NORMANDIE.

ANGOULÊME. — Vyon d'Hérouval a communiqué à Du Cange des extraits d'un grand registre en parchemin, ayant pour titre sur la couverture :

<sup>(1)</sup> M. Borrelli de Serres (*Recherches*, II, p. 256) a dit qu'il y avait à la Chambre un ancien « Inventaire des denombrements et advez classés par provinces ». Un tel instrument serait précieux. Mais l'auteur ne se réfère qu'au f. 69 du ms. fr. 20692 de la Bibliothèque nationale, où il n'est question que de l'« Inventaire des denombrements et advez des duchés du

Bourbonnais, d'Auvergne, comté de la Marche et de la maison de Bourbon, apportés de la Chambre des comptes de Molins. . . », c'est-à-dire du répertoire très partiel de Jacques Luillier (PP 36). — Pourtant cf. plus haut, p. 51, ligne 7.

<sup>(2)</sup> Haulterive, Essay, Goulet, Saint-Loyer-des-Champs, Cuigny, Exmes, Bernay. Tous ces lieux sont dans le département de l'Orne.



*Registre de memoriaux et dons faits par les rois d'Angleterre aux comtes d'Anjouleme et autres personnes, cotté XXV ».*

Extraits dans les papiers de Du Cange, Arsenal, 5259, f. 118 v° ; 5261, f. 110 v°.  
— Cf. H. Stein, *Bibliographie générale des cartulaires français*, n° 148. La copie de ce manuscrit qui est dans le ms. lat. 17191 est signalée comme tirée de la bibliothèque du président Bouhier ; cf. lat. 17089.

ANJOU. — Pierre Amer a vu aux archives de la Chambre : 1° « ung grant livre de parchemin couvert d'aiz, couvert de cuir qui fut rouge, contenant ou premier feuillet en lettre rouge : *Ce sont les rentes du comté d'Anjou* » ; 2° « ung autre livre, couvert de parchemin, non pas de grant volume, estant avec l'autre dessus dit, suscript : *Registrum reddituum et homagiorum Andegavie et Cenomanie*, commençant ou premier feuillet en lettre rouge : Karolus, rex Sicilie, Andegavie et Cenomanensis comes, 1262 »<sup>(1)</sup>. — L'auteur du Manuel avait beaucoup d'estime pour ces volumes ; il observe à plusieurs reprises : « En ces deux livres a de tres bonnes choses a veoir. »

Il faut sans doute reconnaître ces deux « livres » dans les n°s CLXIII et CLXIV du Dépôt des terriers au temps de Brussel.

CLXIII. — Registre intitulé *Cens et rentes du comté d'Anjou* de l'an 1290, non signé, dans lequel sont au commencement la généalogie des comtes d'Anjou, commençant à Charlemagne et finissant à Charles, fils du roi de France, comte d'Alençon et d'Anjou<sup>(2)</sup> ; une nomination par le comte d'Anjou à la chastellenie de Blazon en 1310 ; règlement du roy saint Louis touchant les rachapts et gardes des terres d'Anjou, du Maine et de La Ferté-Bernard, 1253 ; règlement concernant les gardes de la ville d'Angers ; lettres de Philippe le Bel de 1292, par lesquelles il donne à son frère Charles, comte d'Anjou et du Maine, la garde de toutes les églises d'Anjou et du Maine, excepté les églises cathédrales et les

<sup>(1)</sup> Fr. 10988, f. 191.

<sup>(2)</sup> Les gens des Comptes d'Anjou, consultés par le roi René, qui voulait savoir les noms de ses prédécesseurs, répondirent en 1478 qu'ils n'avaient découvert de généalogie des comtes d'Anjou que « dans un répertoire en papier commençant en 1397 » ; ils n'avaient donc pas notre volume à leur disposition. On ne saurait cependant considérer ce fait comme la preuve

qu'il n'était pas au château d'Angers, dans le bâtiment de la place du Bout-du-Monde, en face du portail, où les comptes d'Anjou étaient conservés. Car « ou portal de votre chastel, sire, n'avons nous sceu sercher, pour ce que, comme vous savez, l'ouverture n'en est en nostre vouloir » (Arch. nat., P 1334<sup>10</sup>, f. 157 ; cité dans la *Revue de l'Anjou*, I, 1854, p. 318, sous une ancienne cote).



régales, et plusieurs cens et hommages; dont la table est au commencement. Ledit registre comprenant Angers, La Folie, Mesange, Sorges, l'île de Madiere (et 37 autres noms).

CLXIII. — Registre des cens et coutumes d'Anjou, daté de l'an 1293, non signé, comprenant Angers, Béconnais, La Haye Joulain, Mesange (et 29 autres noms). En fin duquel est une ordonnance sur les poids et mesures d'Anjou et du Maine, fait[e] en l'an 1452. La table est au commencement du registre.

On a un essai de reconstitution officielle et des extraits de ces cartulaires d'Anjou, qui sont très regrettables :

*Reconstitution officielle.* — Arch. nat., K 214 (anc. KK 1507). Copies collationnées par des conseillers-maîtres, rangées non dans l'ordre des feuillets du registre perdu, comme dans les autres essais de reconstitution officielle, mais suivant l'ordre chronologique. La Reconstitution a été utilisée par C. J. Beaupré, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine*, IV (1897)<sup>(1)</sup>.

*Extraits.* — Bibl. nat., fr. 4427, ff. 97-205; fr. 14538 (Copie de copies prises par Vyron d'Hérouval, sans références aux feuillets des manuscrits originaux); fr. 28400, ff. 102, 111 v°, 124, etc.; Coll. Baluze, 17, f. 221; Papiers de Du Cange, Arsenal, 5260, f. 7 v°. — Brussel, *Usage des fiefs*, I, 299, etc.

Il ne faut pas confondre ces registres, relativement bien connus, avec un grand Censier d'Anjou, de 1377, en deux volumes, qui en avait été rapproché au Dépôt des terriers :

CLXV. — Premier registre de deux contenant les censives d'Anjou de l'an 1377, non signé, commençant par les lettres de Louis, duc d'Anjou et de Touraine, du 20 juillet 1377, portant commission aux gens de ses comptes, à Angers, pour faire informer des usurpations faites des cens et rentes du domaine d'Anjou et du Maine. Au f. 65 dudit registre est attaché l'aveu et dénombrement du fief de Rivette de l'an 1437 et au f. 125 un vidimus du don fait de l'abbaye de Toussaint d'Angers par Girault, précentre et fondateur de ladite église en 1103, ledit vidimus collationné en la Chambre des comptes d'Angers le 10 juin 1435. Au commencement est la table. Comprenant Angers, Savonnières (et 18 autres noms).

CLXVI. — Le deuxième registre des censives d'Anjou, 1377, non signé, commençant

<sup>(1)</sup> M. Beaupré a publié, au t. IV de son ouvrage (p. 64), une pièce tirée, soi-disant, du « registre XXI de la Chambre des comptes ». Il s'agit ici du t. XXI de la Collection

de copies faites pour Fouquet dans les archives de la Chambre (lat. 9067). Voir ci-dessous, CHÂTEAU-DU-LOIR.



par une ordonnance de Charles, roy de Jérusalem, comte d'Anjou et du Maine, faite en 1262 sur le fait des gardes de la ville d'Angers. Au mesme registre sont les lettres de saint Louis de 1247 touchant les rachats et gardes des terres d'Anjou, du Maine et de La Ferté-Bernard. Autres lettres de Charles d'Anjou sur l'instruction et salaire des avocats d'Anjou et du Maine, données à Saumur, le dimanche après *Oculi* 1250. Autres lettres de Philippe le Bel en 1292 par lesquelles il donne à son frère Charles la garde de toutes les églises d'Anjou, et une lettre de procuration de l'abbé de Saint-Aubin au sacristain de ladite abbaye pour agir en son nom en 1302. Au f. 73 dudit registre sont attachez trois cahiers : le premier en parchemin, contenant les coutumes de la boiste d'Angers, appartenant à l'evesque d'Angers; le 2° en papier contenant les devoirs et les droits de la prévosté d'Angers; et le 3°, aussi en papier, contenant les foires du pays d'Anjou. Au f. 130 du mesme registre est encore attaché un cahier en parchemin contenant les coutumes des foires de Saumur... Lequel registre comprend Angers (et 51 autres noms)... Au commencement est la table.

Le Dépôt des terriers possédait encore :

CLXVII. — Registre des Cens de la ville d'Angers, comprenant la ville d'Angers, le fief de Quercou, Le Bouchet, Maulevrerie, etc., le tout daté de 1333, en lequel sont les choses deues par les ecclésiastiques de la ville d'Angers.

CLXVIII. — Registre des Cens deus en la ville d'Angers en 1354, en fin duquel sont transcrites deux lettres, la première de février 1363 qui est un amortissement d'une maison en la rue de la Folie pour construire l'église des religieux de Nostre Dame du Carmel, la deuxième de mai 1375 qui est un don fait par le comte d'Anjou, à l'église de Saint-Martin d'Angers, d'une maison sise rue de la Baudrière. Avec une table au commencement.

Tous ces derniers volumes étaient arrivés aux archives de la Chambre en février 1492, avec celles de la Chambre des comptes d'Angers, supprimée par Charles VIII <sup>(1)</sup>. On doit donc les retrouver dans le célèbre Inventaire de ce fonds, par Michel Tambonneau, qui fut terminé en août 1541 <sup>(2)</sup>. Ils y sont en effet indiqués, avec quelques détails complémentaires <sup>(3)</sup>. Brussel, confron-

<sup>(1)</sup> R. Jouanne, *Étude sur la Chambre des comptes d'Angers*, dans les *Positions des thèses* des élèves de l'École des Chartes, 1912, p. 43.

<sup>(2)</sup> Arch. nat., PP 33. Les érudits du XVII<sup>e</sup>

siècle ont beaucoup travaillé sur ce volume, dont ils ont pris quantité d'extraits.

<sup>(3)</sup> PP 33, à partir du f. 237. Par exemple le n° CLXVII du Dépôt des terriers correspond au n° 1477 de Tambonneau : « Livre en parchemin



tant en 1724, au Dépôt des fiefs, où se trouvait alors la plus grande partie du fonds d'Anjou, l'inventaire de Tambonneau avec les documents, a écrit, en marge d'un certain nombre de volumes, et notamment de ceux dont la description précède : « Deficit » ou « Est aux Terriers »<sup>(1)</sup>; ils étaient, pour la plupart, « aux Terriers ».

ARMAGNAC. — « Registre des dénombrements d'Armagnac, en parchemin, contenant 210 ff., la table duquel est pourrie. Ledit registre est en la Chambre de France avec autres es armoires des Dénombrements<sup>(2)</sup>. »

Ce volume, du XIV<sup>e</sup> siècle, qui devrait être aujourd'hui au Dépôt des fiefs, n'y est pas. Il ne faut pas le confondre avec un registre analogue, que le Tabulateur de PP 105 a aussi signalé comme étant à la Chambre de France et entablé : « Registre en grand papier, couvert en parchemin, cotté sur la couverture C, contenant 176 ff., dans lequel sont transcrits plusieurs dénombrements, hommages et sermens de fidélité faits au comte d'Armagnac<sup>(3)</sup>. » Ce dernier volume est aujourd'hui aux Archives nationales, sous la cote P 592.

AUNIS. — « Registre en parchemin, non datté ny signé, paroissant escript vers le commencement de 1300, contenant les cens du Grand Fief d'Aunis<sup>(4)</sup>. »

Il y avait au Dépôt des terriers trois autres censiers du Grand Fief d'Aunis : a. Registre en papier, daté au commencement de 1376, non signé, avec une table au commencement (P 946, n° CCXVII); b. « Autre registre en papier, contenant les censives du Grand Fief d'Aunis, les déclarations duquel sont datées de 1390 » (Ib., n° CCXVIII); c. « Registre en papier, contenant les déclarations des particuliers qui doivent cens a Enandes<sup>(5)</sup> au Grand Fief d'Aunis, de l'an 1390 » (Ib., n° CCXXIII).

Par contre, l'archiviste du dépôt indiquait comme en déficit « un registre en papier,

contenant 24 feuillets escriptz, couvert de parchemin, intitulé au premier feuillet *Ce sont les cens de la ville d'Angiers deuz au Roy au jour de Noel mil CCC XXXIII.* »

<sup>(1)</sup> Une autre main a établi, après le récolement de Brussel, et avant 1737, des concordances entre quelques-uns des articles de Tambonneau et les volumes du Dépôt des terriers;

mais les numéros indiqués ne sont pas exactement ceux de l'Inventaire de ce Dépôt que nous connaissons (P 946).

<sup>(2)</sup> Arch. nat., PP 98, f. 27.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, f. 30.

<sup>(4)</sup> P 946, n° CCXV.

<sup>(5)</sup> Esnandes, c<sup>on</sup> de la Rochelle.



contenant les droits du domaine de la baronnie de Montendre au pays d'Aulnis, apporté à la Chambre en 1352, ainsi qu'il paroist par une apostille mise en fin du dernier feuillet » (Ib., n° CCXXVIII).

AUVERGNE. — Un registre intitulé *Le papier des fiefs du duché d'Auvergne* était au Greffe <sup>(1)</sup>, d'après le récolement de 1722.

Il y avait, d'autre part, au Dépôt des terriers, un « Registre en parchemin, contenant le terrier du bailliage d'Auvergne, fait par Pierre Le Barrois, procureur du roy audit bailliage, commis par lettres de Philippe de Valois, du 4 juillet 1343. Ledit registre gasté en fin et ne pouvant presque servir après le f. 360, à cause de la pourriture, comprenant Riom, Montferrand, etc. La table est au commencement <sup>(2)</sup> ».

Le Dépôt des terriers contenait en outre d'anciens terriers de quelques circonscriptions auvergnates, savoir :

*Aigueperse et Montpensier.* — « Registre en parchemin, couvert de parchemin, contenant les cens et rentes d'Aigueperse et de la châtellenie de Montpensier, fait en 1375; la table est au commencement <sup>(3)</sup>. » — « Registre en papier, couvert de basane blanche, contenant les cens et rentes d'Aigueperse et de Montpensier, sans signature, daté de 1389, avec une table à la fin <sup>(4)</sup>. »

*Antraigues.* — « Registre en papier, couvert de basane rouge, contenant le terrier de la vile d'Antraigues, fait en 1366; ledit registre non signé, avec une table à la fin <sup>(5)</sup>. »

*Billy.* — « Registre en parchemin, couvert de veau sur bois à l'antique, avant le dernier feuillet duquel sont arrachés plusieurs cahiers, lequel est intitulé : « Ce sont les fiefs de la chastellenie de Billy en l'an 1322 <sup>(6)</sup>. »

*Chamalières.* — « Registre en papier couvert de parchemin, au commencement duquel sont deux cahiers de parchemin qui contiennent le terrier de Chamalières, fait en 1294, ledit registre contenant aussi les terriers de Montrognon (*Montisrugosi*) et du Mas, et une copie du terrier de Montrognon de 1294; ensemble les assises des terres dépendantes desdits Montrognon et Chamalières tenues es années 1375 et 1376. Ayant une table au f. LXVII <sup>(7)</sup>. »

*Monton.* — « Registre en parchemin, sans couverture et sans signature, contenant le

<sup>(1)</sup> Cf. fr. 32263, ff. 438-445.

<sup>(2)</sup> P 946, n° CCXLII.

<sup>(3)</sup> Ib., n° CCXLVIII.

<sup>(4)</sup> Ib., n° CCXLIX.

<sup>(5)</sup> Ib. n° CCX LVI.

<sup>(6)</sup> P 946, avant-dernier cahier, f. 29. — Il s'agit de Billy en Auvergne, comme Brussel nous l'apprend dans son *Dictionnaire des Terriers* (P 1112), sous ce nom.

<sup>(7)</sup> P 946, n° CCLIII.



terrier de la prévosté de Monton fait en 1299, avec une table des lieux de ladite prévosté au commencement dudit registre <sup>(1)</sup>.

*Ruines.* — « Registre en parchemin, couvert de mesme, contenant le terrier de la châteltenie de Ruines, au milieu duquel est un gros cahier de papier, datté de 1392, contenant les déclarations de la châteltenie de Corbières, les deux châteltenies étant membres de la baronnie de Mercœur <sup>(2)</sup>. » — Cf., plus loin, MERCOEUR.

*Salgues, St Cirier, Murs.* — « Registre en papier, couvert de cuir rouge, contenant le terrier de la chastellenie de Salgues en 1292, celui de Saint-Cirier fait en 1293 et celui de Murs fait en 1293 et des dépendances desdites chastellenies... Les ff. 67 à 107 sont en blanc et le surplus escript jusqu'au f. 121. Avec une table au commencement <sup>(3)</sup>. »

M. l'archiviste du Puy-de-Dôme, consulté, a fait savoir qu'il ne connaît rien d'équivalent ou d'analogue aux documents dont la description précède dans les archives actuelles de la province.

Les anciens inventaires ne signalent nulle part, aux archives de la Chambre, le cartulaire de la seigneurie de *Mallet* en Auvergne dont l'original, après avoir appartenu à sir Thomas Phillipps, porte aujourd'hui le n° 1294 du fonds des nouvelles acquisitions latines à la Bibliothèque nationale. Mais il était probablement dans ces archives, puisqu'on en a une copie (Bibl. nat., lat. 9068), de la main du scribe à qui l'on doit la transcription *in extenso* de plusieurs des anciens manuscrits de la Chambre <sup>(4)</sup>.

*Bar (Duché de).* — Gaignières a fait transcrire des extraits, aujourd'hui perdus, semble-t-il, que Du Chesne avait pris aux archives de la Chambre d'un « Registre de la duché de Bar » <sup>(5)</sup>. D'après ces extraits, il paraît que ce volume était un registre de dons accordés par les comtes et ducs de Bar depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XV<sup>e</sup>, mais surtout au XIV<sup>e</sup> siècle. Il n'est pas indiqué dans l'inventaire des archives du château d'Angers (PP 33), d'où l'on peut croire pourtant qu'il provenait comme d'autres monuments historiques du Barrois, possession de René d'Anjou.

<sup>(1)</sup> Ib., n° CCLI.

<sup>(2)</sup> Ib., n° CCLXVI.

<sup>(3)</sup> Ib., n° CCLVII.

<sup>(4)</sup> Le cartulaire de Mallet fut au nombre des manuscrits acquis de « M. Rousseau, auditeur des comptes » par le chancelier d'Aguesseau (Arch. nat., U 998, f. 341).

<sup>(5)</sup> Bibl. nat., fr. 20684, pp. 143-148. —

Du Chesne a utilisé ses extraits dans les *Preuves de l'histoire de la Maison de Bar-le-Duc*; cf. V. Servais, *Annales historiques du Barrois de 1352 à 1411*, t. II (1867).



M. l'archiviste de la Meuse, consulté, n'en a pas trouvé l'équivalent dans les archives de la Chambre des comptes de Bar, conservées à Bar-le-Duc.

BEAUFORT-EN-VALLÉE. — « Registre en parchemin, couvert de basane verte, qui comprend les coutumes et censives de la ville de Beaufort-en-Vallée, daté sur le verso de la dernière feuille de l'an 1349, avec une table à la fin<sup>(1)</sup>. »

Cf. l'inventaire des archives de la Chambre d'Anjou par Michel Tambonneau (PP 33), n°s 1482 et 1483.

BEAUMONT-LE-ROGER. — On conservait dans l'armoire 25, cote 69, du Dépôt des terriers, une « Assiette de la terre de Beaumont-le-Roger sur Risle faite à Robert d'Artois en 1322 »<sup>(2)</sup>.

Brussel cite ce registre, dans son « Dictionnaire des Terriers » (P 1112), comme « l'évaluation du domaine de la comté de Beaumont-le-Roger en 1320 ». Ayant été « emprunté » aux Terriers avant l'incendie de 1737, il existe encore aujourd'hui en original : Bibl. nat., fr. 8764.

BIGORRE. — « Volume en parchemin, couvert de bazane sur bois, contenant 32 ff., qui renferme les *Cens et Devoirs de Bigorre*, en date de 1258, non signé<sup>(3)</sup>. »

*Extraits.* — Dans les papiers de Du Cange à l'Arsenal (5260, f. 88 v°), le titre de ce volume est ainsi transcrit : *Hic est liber in quo census et debita Bigorre ad memoriam scripta sunt.* — Extraits dans les papiers de Du Chesne (Coll. Du Chesne, 107, ff. 187-196).

Comparer le registre XII du Trésor des Chartes (JJ 12) : *Servicia debita regi in senescallia Bigorre* (XIII<sup>e</sup> siècle).

Cf. Stein, *Bibliographie des cartulaires*, n° 488.

BOURBONNAIS. — Le « Livre des fiefs de Bourbon », apporté aux archives de la Chambre avec celles de l'ancienne Chambre des comptes de Moulins, vu par Du Cange, La Thaumassière et Brussel (H. Stein, *op. cit.*, n° 573), contenait des documents de 1169 à 1318. Baluze y a puisé pour son *Histoire de*

<sup>(1)</sup> P 946, n° CCCCLVII. — <sup>(2)</sup> P 946 (p. 18 du Récolement de 1719). — <sup>(3)</sup> P 946, n° CCCCLIV.



*la maison d'Auvergne* (Huillard-Bréholles, *Titres de la maison ducale de Bourbon*, I, 1867, p. II).

BOURGOGNE. — « Un gros livre, couvert de cuir vert, contenant la déclaration des fiefs du duché de Bourgogne <sup>(1)</sup>. » Le manuscrit avait été « apporté l'an 1478 de la Chambre des comptes de Dijon où est l'original » <sup>(2)</sup>.

*Extraits.* — Bibl. nat., fr. 4427; 20685, pp. 56-80 et pp. 81-118 (le folio XI<sup>er</sup> XII du registre de la Chambre est cité p. 117). — Arsenal, 5260, f. 164 v<sup>o</sup>. — Fr. 9501, f. 30. — Fr. 23271, pp. 138-150, 177.

CHARTRES. — « Un registre en parchemin, couvert de bazane verte sur bois avec deux attaches de cuir, contenant les ventes, coutumes et avenages du comté de Chartres, la valeur de la terre de Chateauneuf en Thimerays, la valeur de la chastellenie de Bonneval et plusieurs lettres concernant les fiefs du comté de Chartres, lequel registre est datté au 1<sup>er</sup> feuillet de l'année 1302, et receully par Regnaud de Beisne. Et au f. 67 sont transcrites plusieurs lettres, tiltres de fondation, eschanges et autres pièces concernant plusieurs abbayes et autres maisons ecclésiastiques dudit comté de Chartres. Avec une table au commencement <sup>(3)</sup>. »

*Extraits.* — Arsenal, 5260, f. 90; Bibl. nat., fr. 9501, f. 69; nouv. acq. fr. 7413 (Decamps, 83), f. 1; fr. 20691, pp. 553-561 (... Renaud de Benes, bailli de Chartres ...); fr. 28400, f. 111.

Inconnu à H. de l'Épinois, *Histoire de Chartres* (Paris, 1854-58). Sur Renaud de Bennes, bailli de Chartres, voir cet ouvrage, I, pp. 166 et suiv.

CHÂTEAU-DU-LOIR. — Cartulaire de la seigneurie de Château-du-Loir, de 1100 à 1400 : « Hoc est anticum registrum de militibus et feodalibus de terra de Castrolidi qui fuerunt in tempore Gervasii de Castrolidi, tunc temporis illustris comitis Andegavensis et Cenomannensis, et in tempore regis Henrici et regis Ricardi et filiorum suorum <sup>(4)</sup>. »

*Copie.* — Bibl. nat., lat. 9067, ff. 250-383.

<sup>(1)</sup> Coll. Dupuy, 142, f. 9 v<sup>o</sup>; cf. 13 v<sup>o</sup>.

<sup>(2)</sup> Bibl. nat., fr. 23271, p. 138; et Arsenal 5260, f. 164 v<sup>o</sup>.

<sup>(3)</sup> P 946, n<sup>o</sup> XXIV.

<sup>(4)</sup> Ce volume n'avait que 72 ff.; il était relié en basane verte sur bois (P 946, n<sup>o</sup> CXCVII bis).



*Extraits.* — Du Cange (fr. 9501) et Sainte-Marthe (fr. 20691) ; lat. 9851, f. 565.

*Édition.* — E. Vallée, *Cartulaire de Château-du-Loir* (Société des Archives historiques du Maine, t. VI). Le Mans, 1906, in-8°.

Cf. Stein, *Bibliographie des cartulaires*, n° 893-894.

On conservait au Dépôt des terriers deux autres censiers de Château-du-Loir :

« Registre en parchemin des cens et rentes de la baronnie de Château-du-Loir, réformée en 1382, 1386 et 1387, comprenant Château-du-Loir, La Fontenelle (et 8 autres noms); ledit registre non signé, avec une table à la fin<sup>(1)</sup>. »

« Registre des cens et rentes et services de Château-du-Loir, daté de 1395, non signé, avec une table au commencement<sup>(2)</sup>. »

CHÂTEAUNEUF EN ANGOUMOIS. — « Registre en parchemin, sans couverture, ayant les quatre derniers feuillets ostez et coupez, contenans les cens et rentes et hommages dûs à la chastellenie de Chateaneuf en Angoumois. Daté de 1275<sup>(3)</sup>. » Cité par Brussel, *Usage des fiefs*, I, p. 122.

Cf. P 721.

CLERMONT-EN-BEAUVAISIS. — « Registre couvert en veau avec bossettes et fermoirs de courroyes, qui contient un état des fiefs et arrière fiefs du comté de Clermont-en-Beauvaisis, de 1316 (*sic*) ou environ<sup>(4)</sup>. »

Arch. nat., KK 1093.

*Copie.* — Bibl. nat., fr. 20082.

Cf. C<sup>te</sup> de Luçay, *Le comté de Clermont-en-Beauvaisis. Le dénombrement de 1373* (Paris, 1878), pp. 110 et suiv.

COUCY. — « Censier de la chastellenie de Coucy et membres d'icelle, sans date et sans signature, imparfait à la fin et fort ancien<sup>(5)</sup>. » Brussel a dépouillé ce volume pour son « Dictionnaire des Terriers » et il a été en mesure d'en dater toutes les parties de 1277<sup>(6)</sup>.

<sup>(1)</sup> P 946, n° CXCV.

<sup>(2)</sup> Ib., n° CXCVI.

<sup>(3)</sup> Ib., n° CCXXIX.

<sup>(4)</sup> Récolement de 1722.

<sup>(5)</sup> P 946, n° LXI.

<sup>(6)</sup> P 1112, aux mots Coucy, Blérancourt, etc.



DAUPHINÉ. — « Un registre cotté *Vienne* sur la couverture; sur laquelle couverture est la figure d'un dauphin, contenant plusieurs lettres patentes et autres chartes concernant le Dauphiné <sup>(1)</sup>. »

*Table.* — Arch. nat., PP 105, f. 36 (« Table d'un registre en grand papier couvert de parchemin intitulé sur la couverture *Vienne*, avec la figure d'un dauphin et deux couronnes, depuis 1357 ou environ jusqu'en 1363 »).

*Extraits.* — Bibl. nat., fr. 20692, p. 206; nouv. acq. lat. 2125, f. 49.

Cf. J 1036, n° 16 (Cartulaire, sur parchemin, de pièces du même genre, 1343-1349).

DREUX-MONTFORT. — « Un petit registre ou cartulaire de parchemin couvert de basane, contenant plusieurs tiltres et chartes des comtés de Dreux et de Montfort, de 1286, 1289 et autres, dont la table est au f. 96 <sup>(2)</sup>. » « En parchemin couvert de cuir blanc sur ais de bois, contenant 96 ff. . . ; fait l'an MCCIII<sup>xx</sup> II <sup>(3)</sup>. » Pièces de 1207 à 1311. Venu à la Chambre en même temps que le cartulaire de Château-du-Loir.

*Table.* — PP 105, f. 34.

*Extraits.* — K 191, n° 235; Bibl. nat., fr. 9501, f. 53; Arsenal, 5261, f. 13 v°; Bibl. nat., fr. 20691, p. 569-577. — Brussel (*Usage des fiefs*) et dom Morice (*Preuves de l'histoire de Bretagne*).

Cf. Stein, *Bibliographie des cartulaires*, n° 2532.

GAURE. — « Un rouleau de parchemin, contenant dix peaux, qui est une information faite par ordonnance des Trésoriers de France en 1326 touchant la prisée des revenus du comté de Gaure <sup>(4)</sup>. »

Cf. Bibl. nat., Coll. Du Chesne, 108, ff. 119 et suiv.

GONESSE. — « Censier ou terrier de Gonesse de 1298, en fin duquel est la déclaration et mesurage des terres dudit Gonesse de l'an 1402, le tout non signé <sup>(5)</sup>. » — « Cens dûs au roi à Gonesse en 1383 <sup>(6)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Récolement de 1722.

<sup>(2)</sup> P 946, n° XIX.

<sup>(3)</sup> PP 105, f. 34.

<sup>(4)</sup> P 946, n° cccxxvi.

<sup>(5)</sup> Ib., n° XIII.

<sup>(6)</sup> Ib., n° XIV.



GUINES. — « Terrier ou censier de Guignes en l'an 1323, fort usé, déchiré et non signé<sup>(1)</sup>. » — Cf. PONTHEU.

GUISE. — Sainte-Marthe (Bibl. nat., fr. 20691, p. 813) a pris des extraits d'un cartulaire de la terre de Guise, daté de 1327, aux archives de la Chambre. Il y était venu à la fin du xv<sup>e</sup> siècle avec les archives de la Chambre d'Angers (PP 33, n° 1488).

Copie. — Bibl. nat., lat. 17777. Cf. Arsenal, mss. 4024-4025 (aux armes de Le Ragois de Bretonvilliers).

Pour les extraits manuscrits et imprimés, voir Stein, *Bibliographie des cartulaires*, n° 1637. Ajoutez : Arsenal, 4653, f. 433 ; Coll. Du Chesne, 74, f. 126.

GUYENNE. — Il y avait au Greffe de la Chambre, à côté des « Chartes des Anglois » (p. 79), une série de registres contenant des actes d'hommage et de reconnaissance d'obligations féodales du xiii<sup>e</sup> et du xiv<sup>e</sup> siècle : *Recognitiones feodorum in Aquitania*, et une sorte de cartulaire de Guyenne sous le régime anglais. On voit par le Récolement de 1686 que, à cette date, elle était déjà fort incomplète :

« Deux registres cotés sur la couverture A et D, *Premier* et *Quatrième*<sup>(2)</sup>, au commencement de la table, qui ont chacun un écusson chargé de trois léopards sur la couverture, lesquels concernent la Guyenne lorsqu'elle estoit possédée par les Anglois.

Un registre couvert de cuir avec bossettes, auquel il y a plusieurs feuillets déliés concernant la Guyenne du temps qu'elle estoit possédée par les Anglois en l'an 1273 ; au f. 57 duquel est l'abrégé des hommages des comtes, vicomtes, barons, chevaliers et escuiers pour les terres relevans de la principauté d'Aquitaine, cotté FF rouge. »

C'est là ce que Brussel appelle « l'ancien cartulaire du duché d'Aquitaine fait dans le xiv<sup>e</sup> siècle pour le roi d'Angleterre, qui est au Greffe de la Chambre<sup>(3)</sup> ». Il n'y avait plus que trois volumes ; mais il est clair qu'il y en avait eu davantage : un B et un C entre A et D, et peut-être beaucoup d'autres entre D et FF<sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> Ib., n° LXVII.

<sup>(2)</sup> Le Récolement de 1722 porte ici (PP 100, f. 16 v.) : « Deux registres cottés sur la couverture H, et au-dessus un écusson... »

<sup>(3)</sup> *Nouvel usage des fiefs*, I, p. xxiii.

<sup>(4)</sup> Brussel mentionne, dans la même phrase que « l'ancien cartulaire du duché d'Aquitaine », « dix à douze registres pareillement faits pour



On sait que, d'autre part, il existait au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les archives du Bureau des finances et trésoriers de France à Bordeaux une série, tout à fait analogue, de registres également cotés par lettres. Le registre B de la série de Bordeaux a été conservé en original (c'est le célèbre manuscrit des *Recognitiones feodorum in Aquitania*, aujourd'hui à Wolfenbüttel, qui a été publié en 1914 dans la Collection de Documents inédits<sup>(1)</sup>). Ces registres de Bordeaux semblent avoir été au nombre de huit (A à H). Tous sont perdus, sauf B.

L'éditeur du manuscrit de Wolfenbüttel n'a pas ignoré<sup>(2)</sup> que la Chambre des comptes de Paris avait jadis possédé un registre A, dont Gaignières a conservé des extraits<sup>(3)</sup>; et un registre FF, que Gaignières dépouilla aussi<sup>(4)</sup>. Il a constaté que, « sur les 400 actes environ de FF dont l'analyse a été donnée par Gaignières, 375 se retrouvent dans le manuscrit de Wolfenbüttel, mais dans un ordre différent ». Il a su encore que Du Cange avait tiré pour son Glossaire plusieurs exemples d'un *Regestum homagiorum nobilium Aquitanie* de la Chambre, et il s'est demandé s'il s'agissait de FF<sup>(5)</sup> (ce qui n'est pas douteux<sup>(6)</sup>). Il a su enfin que dom Carpentier, le continuateur de Du Cange, cite souvent un manuscrit de la Chambre qu'il appelle « JJ rub. », pour des passages qui sont dans les *Recognitiones* de Wolfenbüttel et qui étaient sans doute, par conséquent, dans FF. Doit-on croire, comme l'ont cru, dès 1841, MM. Martial et Jules Delpit, que « le registre FF (rouge)<sup>(7)</sup> analysé par Gaignières et JJ rub. vu par dom Carpentier sont identiques » et ne font qu'un ? Dom Carpentier n'aurait-il pas lu tout simplement JJ, au lieu de FF, sur la couverture du volume ? M. Ch. Bémont pense que cette hypothèse est « des plus fragiles », parce que « on ne saurait imputer une méprise aussi forte à un érudit comme... dom

le roy d'Angleterre et qui sont tous à ses armes »; mais il s'agit ici des « Chartes des Anglois » dont il a été question dans l'Introduction, et non de registres analogues à A, D, FF.

<sup>(1)</sup> Ch. Bémont, *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1914).

<sup>(2)</sup> Ch. Bémont, *op. cit.*, pp. III, IX.

<sup>(3)</sup> Bibl. nat., fr. 20685, ff. 151-169.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, ff. 17-55.

<sup>(5)</sup> *Op. cit.*, p. x.

<sup>(6)</sup> Bibl. nat., fr. 9501, ff. 28, 33, 45, 192, et suiv. Du Cange cite là, expressément, de sa main, le « grand registre en parchemin de la Chambre des comptes, cotté FF : Hommages rendus au roi d'Angleterre en qualité de duc de Guyenne ».

<sup>(7)</sup> « Cotté FF rouge » aux termes du Récollement.



Carpentier ». Mais dom Carpentier en a fait bien d'autres ; et il est certain que le JJ de cet érudit est le FF de tous les autres extracteurs.

Le dossier du Cartulaire de Guyenne à la Chambre des comptes doit d'ailleurs être complété comme il suit.

Dans le registre FF des extraits ont été pris, non seulement par Gaignières, Du Cange et dom Carpentier, mais par Sainte-Marthe<sup>(1)</sup>, Baluze<sup>(2)</sup>, Menant<sup>(3)</sup>, et d'autres<sup>(4)</sup>.

Le registre A a été vu, non seulement par Gaignières, mais par Baluze<sup>(5)</sup>. Le Tabulateur de PP 105 l'a décrit en ces termes : « Registre en parchemin, couvert de cuir blanc sur ais de bois, garni de clous, marqué d'un A, couvert de corne et des armes d'Angleterre, contenant 261 feuillets » ; et il en a donné une table<sup>(6)</sup>. On a enfin une traduction de la table originale, en latin, qui figurait en tête de ce registre<sup>(7)</sup>.

Quant au manuscrit D, il était « couvert de cuir blanc sur ais de bois garnis de clous de cuivre » et il avait aussi, au moins, 260 feuillets ; on en a, pareillement, des tables<sup>(8)</sup>, dont il convient de rapprocher l'expédition d'un long passage<sup>(9)</sup>. C'était un recueil d'enquêtes sur les usurpations des domaines et droits du roi dans les diverses circonscriptions de Guyenne : celle dont on a l'expédition est datée de 1311<sup>(10)</sup>.

Le Tabulateur de PP 105 a analysé en outre (f. 480) un « registre en parchemin contenant 144 feuillets escriptz, couvert de cuir noir sur ais de bois, marqué sur ladite couverture H<sup>(11)</sup> [le Tabulateur écrit B dans ses titres courants] en lettre rouge, avec les armes d'Angleterre en cloux de cuivre aux

<sup>(1)</sup> Fr. 20692, p. 129.

<sup>(2)</sup> Coll. Baluze, 17, f. 88.

<sup>(3)</sup> Recueil, XII, f. 76.

<sup>(4)</sup> Fr. 26423, f. 25.

<sup>(5)</sup> Coll. Baluze, 17, ff. 67 et suiv., 91-114.

On lit, au f. 105 v°, cette note de Baluze : « Depuis le feuillet 232 jusqu'au feuillet 243 il y a (dans A) beaucoup de choses touchant la paix que le pape Boniface VIII moyenoit entre la France et l'Angleterre, et entre autres plusieurs lettres de Reginaldus, episcopus Vicentinus. »

<sup>(6)</sup> PP 105, f. 503 v°.

<sup>(7)</sup> Fr. 26421, ff. 7-13.

<sup>(8)</sup> PP 105, f. 491 v° ; fr. 26421, ff. 3-6.

<sup>(9)</sup> Arch. nat., K 1165, n° 3 (Cahier de 10 ff. : « Extrait du registre d'Angleterre cotté D à trois léopards, estant au Greffe de la Chambre. » Cf. *Archives de la Gironde*, VIII, p. 267.

<sup>(10)</sup> M. Gavriloyitch, dans son *Étude sur le traité de Paris de 1259* (Paris, 1899), n'a pas connu ces documents, intéressants pour l'objet de son ch. vi.

<sup>(11)</sup> Cf. plus haut, p. 236, note 2.



coings, contenant les chartes de la province et duché d'Aquitaine pour le roy d'Angleterre ».

Disons enfin qu'il y avait dans la bibliothèque de M. Rouillé du Coudray, laquelle contenait beaucoup de copies faites d'après les originaux de la Chambre, et plusieurs originaux qui n'auraient pas dû y figurer, un « Cartulaire d'Angleterre, in-folio, relié en bazane » <sup>(1)</sup>.

LA CHAISE-DIEU. — « Registre en parchemin, couvert de bazane rouge en forme de cartulaire, contenant plusieurs chartes, édits et autres pièces concernant l'abbaye de La Chaise-Dieu, les prieurés en dépendants et autres lieux des Montagnes d'Auvergne, le tout fort ancien, avec une table au commencement <sup>(2)</sup>. »

Cf. Stein, *Bibliographie des cartulaires*, n° 1783.

LA FÈRE. — « Un registre en parchemin, couvert d'ais, intitulé *Les vieilles Censives de La Fère*, sans aucune date, fort ancien, paraissant écrit vers l'an 1200, avec une table contenant par ordre alphabétique les lieux et villages compris dans ledit registre, comme La Fère, Courdemanche, Espourdon, Laval, Nouviant, Orval, Pont-à-Bucq <sup>(3)</sup>, Saint-Gobain et plusieurs autres. »

« Autre censier de La Fère, sans datte et fort ancien <sup>(4)</sup>. »

LANGUEDOC. — Je réunis sous cette rubrique un certain nombre de censiers languedociens du XIV<sup>e</sup> siècle, placés au Dépôt des terriers :

CCLXIV. — Registre en parchemin, couvert de cuir rouge, contenant le papier terrier de Homelas et de Capriles <sup>(5)</sup>, fait sur les anciennes reconnaissances tirées des archives de la Trésorerie de Montpellier par Jean de La Faye, trésorier, et m<sup>e</sup> Pierre Guiraud, procureur du Roy de la baronnie et ville de Montpellier, commissaire député par le Roy à cet effet, par lettres patentes transcrites en fin dudit registre en date du 15 octobre 1398.

CCLXXII. — Un petit registre couvert de parchemin contenant les déclarations des choses tenues en censive en la ville de Montpellier, fait en 1376, avec une table à la fin.

<sup>(1)</sup> Bibl. nat., lat. 17173, f. 121 v°.

<sup>(4)</sup> P 946, n° LXIII, LXIV.

<sup>(2)</sup> P 946, n° CCLXII.

<sup>(5)</sup> Aumelas, Cabrials.

<sup>(3)</sup> Pont-à-Bucy, c<sup>na</sup> de Crécy.



CCLXXXI. — Trois cahiers de parchemin sans commencement ni fin qui viennent d'un registre des censives de Mezelan<sup>(1)</sup> au pays de Limoux, datté au f. 32 de l'année 1395.

CCCXXIII. — Un registre en papier, contenant le procès-verbal d'information et prise de l'eschange fait entre le Roy et les religieux et couvent de Figeac, et le transport fait au Roy de la justice dudict Figeac par lesdits religieux en 1370, dans lequel registre les lettres patentes du Roy, et attache de la Chambre des comptes, et autres pièces sont rapportées.

CCCXXX. — Six cahiers attachés ensemble, dont les deux premiers sont une information sur les nouveaux fôüages d'Effeste<sup>(2)</sup> en la viguerie de Limoux, faite par Germain Basfoin, nottaire commis par lettres patentes du roy Jean du 13 avril 1363, ou sont les instructions données par le Conseil du Roy... Le 3<sup>e</sup> cahier contient une autre information faite par ledit Basfoin en la paroisse de Saint-Louis en ladite viguerie en 1364... Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> cahiers contiennent une autre information es paroisses de Serpentes et de Lyons<sup>(3)</sup>. Et le 6<sup>e</sup> et dernier est la réduction des fôüages de Cornilhac<sup>(4)</sup> en ladite viguerie, faite... en 1365. — Tous lesdits cahiers signés en fin : Guy, nottaire.

CCCXXXIII. — Six cahiers attachés ensemble, dont le premier contient la vente et aliénation de plusieurs places du domaine du Roy à Béziers et Carcassonne, par ordonnance de Pierre Blouin, sénéchal de Carcassonne, sans datte. Le 2<sup>e</sup> est le renouvellement des anciens fôüages de Masselle<sup>(5)</sup> en la viguerie de Carcassonne en 1363 par Guillaume Durand, procureur général pour le Roy en la sénéchaussée... Le 3<sup>e</sup> est le renouvellement des fôüages d'Aiguevive en la viguerie de Minerbe... Le 4<sup>e</sup>... de Brassillac<sup>(6)</sup> en la chàtellenie de Montreal, faite par m<sup>e</sup> Arnaut Nicolas, commissaire député par lettres de Louis, fils du Roy de France, comte d'Anjou et du Maine, lieutenant pour le Roy en Languedoc, en datte du 10 septembre 1365. Le 5<sup>e</sup> contient le renouvellement des fôüages de Vallette<sup>(7)</sup> par ledit Nicolas. Le 6<sup>e</sup> et dernier cahier est un autre renouvellement des fôüages de Fenouillette<sup>(8)</sup> en la chàtellenie de Montroyal, fait en 1365 par noble homme Bertrand de Solleio, chatelain du chateau de Minerbe... En fin duquel est la table des six cahiers.

CCCXLIV bis. — Registre en parchemin, couvert de mesme, escript en latin, qui est l'information touchant la valeur et non valeur de partie des cens dûs au Roy en la seneschaussée de Carcassonne et de Béziers, diminués à cause de la fortification faite à l'occasion de la guerre en plusieurs villes et lieux de ladite seneschaussée ; ledit registre datté en fin de 1372...

<sup>(1)</sup> Ce nom, lu de même par Brussel (P 1112), n'a pu être identifié.

<sup>(2)</sup> Festes.

<sup>(3)</sup> La Serpent, Leuc.

<sup>(4)</sup> Cournanel.

<sup>(5)</sup> Marseillette.

<sup>(6)</sup> Brézilhac.

<sup>(7)</sup> Lavalette.

<sup>(8)</sup> Fenouillet.



CCCLVI. — Cahier de parchemin contenant une information sur les réparations des feux de la terre de Montrond <sup>(1)</sup> en la viguerie d'Alby faite en 1369 par Gallard *Golferii*, lieutenant de la viguerie d'Alby... Ensuite de laquelle sont les instructions royales données pour faire ladite information, avec une table à la fin. Signé en fin : B. de Serracerbo.

LA ROCHELLE. — « Registre en papier, contenant les déclarations des censives de la paroisse de Saint-Berthomé de La Rochelle (et de quatre autres paroisses). Ledit registre daté en plusieurs déclarations de l'an 1389, avec une table à la fin <sup>(2)</sup>. »

LE MALZIEU. — « Registre en parchemin, couvert de parchemin, mangé à la marge, contenant le terrier du Malzieu fait en 1321 par ordonnance de Charles de Valois le jeune, seigneur dudit lieu, avec une table à la fin <sup>(3)</sup>. »

LE MANS. — On avait transporté au Dépôt des terriers la plupart des censiers du Mans, de la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, qui avaient été versés aux archives de la Chambre dans le fonds du château d'Angers (voir ANJOU). Comme les registres angevins, ils sont identifiables avec des articles de l'inventaire Tambonneau (PP 33).

CCI. — Deux registres en papier, le premier contenant les cens dus en la ville, faubourg et banlieue du Mans, extrait des anciens registres par Lucas Le Fevre, clerc des comptes du duc d'Anjou, commis par les gens des Comptes dudit seigneur, fait es mois de juillet, août et septembre 1378. Le second est une copie du premier.

CCII. — Le livre des Cens dus en la ville, faubourg et quinte du Mans, tant vieux que nouveaux, datté au commencement de l'an 1378.

CCIII. — Autre registre des cens de la ville du Mans, comprenant ladite ville, la forêt de Longaulnay, la terre de La Bohardière; ledit registre en parchemin, fait par ordonnance des gens des Comptes es années 1377 et 1378.

CCIII. — Un cahier de parchemin contenant partie des cens dus au Mans datté de 1388.

LONGUEVILLE. — On conservait dans l'armoire 24, cote 33 *bis*, du Dépôt

<sup>(1)</sup> Montredon.

<sup>(2)</sup> P 946, n° CCIX.

<sup>(3)</sup> Ibid., n° CCLX. Cf. le n° CCLVIII: « Registre... contenant diverses contestations

mûes entre les tenanciers des châtellenies de Salgues et du Malzieu, vuidées es assises desdites châtellenies en 1394; et plus haut AUVERGNE.



des terriers une « Assiette » ou « Prisée de la comté de Longueville »<sup>(1)</sup>, dont Brussel a relevé les rubriques avec soin dans son « Dictionnaire des Terriers » (P 1112, au mot *Longueville*). Il existe de ce volume une copie complète, exécutée en 1683, aux Archives nationales : Q<sup>1</sup>\* 1373, dont voici le titre : « C'est la prisee et l'estimation des terres, rentes, possessions et revenus que Enguerran, sire jadis de Marigni, tint du Roy de France nostre seigneur en fié et en hommage a Longueville, Sauqueville, Longueil, Bellencombre, Vascueil, Grainville et en la viscomté de Monstivilliers, et en autres lieux appartenant aux chasteaux et chastellenies de Longueville et de Bellencombre ; et les proces faiz sur ladite prisee par nous Gille de Remy, Cler Bridoul, Gautier Tristan, huissier d'armes du Roy nostre sire, et Jean de la Porte, bailly de Caux », en vertu de commissions royales de 1315 et 1316<sup>(2)</sup>.

Malgré sa date de 1316, ce volume n'est pas à rapprocher des fragments de la grande enquête domaniale de cette année dont il a été question précédemment (p. 220). Mais il faisait partie d'un ensemble de documents relatifs à l'assiette des apanages de la maison d'Évreux en Normandie, dont l'armoire 25 du Dépôt des terriers renfermait d'autres morceaux : cotes 67, « Assiette pour le comte d'Évreux, 1325 » ; 68, « Assiette faite audit Évreux en la baillie de Constantin, 1325 » ; 70, « Extrait de la valeur des terres de Gaillefontaine, Gournay et autres en Normandie ».

Il y avait en outre dans l'armoire 24, cote 37, une « Prisée des villes et châtellenies de Mante, de Meulan et du comté de Longueville, du 20 novembre 1377 »<sup>(3)</sup>.

MARIE D'ESPAGNE (Livre de). — « Registre de parchemin, couvert de cuir sur bois avec deux attaches, qui est un raport fait par Adam de Bardely et Nicolas de la Vente, de l'estat des forests des comtés d'Alençon et du Perche, des terres de Verneuil et de Domfront en Passays, en vertu d'une commission

<sup>(1)</sup> P 946 (p. 16 du Récolement de 1719).

<sup>(2)</sup> Voir A. Hellot, *Essai sur les baillis de Caux de 1204 à 1789* (Paris, mai 1895), pp. 48-49. Il est à noter que la terre de Longueville n'est pas qualifiée de « comté » dans ce document, quoiqu'il soit intitulé, dans l'*État sommaire* de 1891 (col. 432) : « Prisée

du comté de Longueville ». M. Borrelli de Serres, qui a longuement disserté sur la date de l'érection de Longueville en comté (*Recherches...*, t. III, pp. 275 et s.), ignorait notre volume ; mais il en signale un double aux Archives de la Seine-Inférieure (d'après Hellot).

<sup>(3)</sup> P 946, *ibid.*



de madame la comtesse d'Alençon, du Perche et d'Étampes (Saint-Ouen, le 11 avril 1347 après Pâques). Non signé<sup>(1)</sup>. »

*Table.* — PP 105, f. 494 (avec extraits).

*Extraits.* — Bibl. nat., fr. 20684, p. 181-204; fr. 20692, p. 6; nouv. acq. lat. 2125, f. 48.

Cf. Stein, *Bibliographie des cartulaires*, n° 71.

**MEAUX.** — « Cartulaire de la commune de Meaux, 1344, non signé, contenant plusieurs tiltres de ladite commune, dont la table est au commencement. En fin duquel est attaché un compte de ladite commune de l'an 1358<sup>(2)</sup>. »

On avait aussi un « Registre des affranchis des ressorts de Meaux, Crécy, Coulommiers et leurs enclaves, de l'an 1389, fort pourry »<sup>(3)</sup>.

**MERCOEUR.** — Sainte-Marthe a pris de copieux extraits d'un « Inventaire des titres de la baronnie de Mercœur » (fr. 20692, ff. 39-54 v°). Cet inventaire était au Dépôt des terriers, car Brussel dans son « Dictionnaire des Terriers » (P 1112) indique, au mot *Mercœur*, dans l'armoire 24, un « Ancien répertoire des titres » de cette baronnie.

L'« Inventaire des tiltres de Mercœur, trouvez en la grosse tour du chasteau d'Ardes<sup>(4)</sup> », avait été dressé, nous l'apprenons d'autre part<sup>(5)</sup>, en 1489, par commission du duc de Bourbon. Il était venu sans doute à la Chambre en 1532, lors du transfert à Paris des archives de la Chambre des comptes de Moulins (avec ses annexes de Montbrison et de Villefranche)<sup>(6)</sup>.

Dans la liste des manuscrits dépendant de la succession d'Honoré Caille du Fourny, auditeur des comptes, au château de Villeneuve-la-Guyard, on lit : « Un volume in-4°, qui comprend l'inventaire des tiltres de la baronnie de

<sup>(1)</sup> P 946, n° CLVII bis, marqué en déficit au Dépôt des terriers; il avait été, en effet, reporté au Greffe (Récolement de 1722).

<sup>(2)</sup> P 946, n° LXXXIX.

<sup>(3)</sup> Ib., n° XCIV.

<sup>(4)</sup> Ardes (Puy-de-Dôme).

<sup>(5)</sup> Bibl. nat., fr. 32263, f. 427.

<sup>(6)</sup> Sainte-Marthe a pris aussi des extraits de

l'« Inventaire des titres de Montbrison » (fr. 20692, f. 17), c'est-à-dire de l'Inventaire de Pierre Gayand (Arch. nat., P 1131). L'Inventaire des archives de la Chambre de Villefranche (P 1128) a été l'objet d'un travail analogue de la part de Gaignières (fr. 20684, p. 847).



Mercœur, de plusieurs terres et seigneuries du Dauphiné et d'Auvergne, lesquels sont à la tour d'Ardes, avec une table des noms principaux...<sup>(1)</sup> »

Comparer Bibl. nat., fr. 18679-18680 : copie, du xvii<sup>e</sup> siècle, de l'inventaire dressé par deux notaires royaux à la fin du xv<sup>e</sup>, pour le dauphin d'Auvergne, des titres concernant le Dauphiné d'Auvergne et la baronnie de Mercœur ; et Arch. nat., R<sup>4</sup>, n<sup>o</sup> 1143 : « C'est le double des inventaires des lettres, tiltres et enseignemens trouvés et estans dans la grosse tour d'Ardes touchant les chastellenies et mandemens d'Ardes, Mercuer, Leothing, Vodable, Montroignon... » (926 articles). — Cf. fr. 32263, f. 427.

NORMANDIE. — Il a été question plus haut (p. 207) de deux registres-manuels ou cartulaires de Normandie des archives de la Chambre, le registre normand coté P et le Mémorial Saint-Just. Il y en avait un troisième au Dépôt des terriers (n<sup>o</sup> cxxxiv) que l'auteur de l'inventaire P 946 décrit ainsi :

Registre intitulé *Fermes de Normandie*, dans lequel sont transcrites plusieurs lettres et dons faits par les roys et ducs de Normandie, ordonnances de différentes natures, états des domaines de la province, fiefs et arrière-fiefs de Normandie depuis l'an 1080. Ledit registre escript vers l'an 1300, avec une table à la fin.

Il n'y a rien à ajouter à la notice que M. L. Delisle a consacrée à ce volume dans son *Catalogue des actes de Philippe Auguste* (p. 549) : « Il renfermait au moins 232 ff. et ne nous est connu que par des citations de Brussel<sup>(2)</sup> qui l'appelle indifféremment Registre-cartulaire, Terrier-cartulaire ou Cartulaire de Normandie. Une grande partie de ce volume était, suivant toute apparence, occupée par un état du domaine de la province dressé en 1285. Au f. 212 devait commencer la copie de la compilation que j'ai classée, sous la lettre G, parmi les registres de Philippe Auguste. » On sait que la compilation G se trouvait aussi dans le registre normand coté P.

Il y avait encore, aux Terriers, pour la Normandie :

*Aunou-le-Faucon*. — « Registre en parchemin, couvert de cuir rouge sur bois avec deux attaches, contenant le revenu, tant en domaine fieffé que non fieffé, de la terre d'Aunou-le-Faucon en Normandie, pour l'année 1379<sup>(3)</sup>. » — Cf. ALENÇON.

*Mortain*. — « Registre contenant le domaine de Mortain en la baillie de Cotentin, sans

<sup>(1)</sup> Coll. Clairambault, 294, f. 474 v<sup>o</sup>. — <sup>(2)</sup> Il y a en outre des extraits dans les papiers de Du Cange (Arsenal, 5260, f. 81). — <sup>(3)</sup> P 946, n<sup>o</sup> cxxxix.



date et sans signature, avec la table au commencement, paraissant escript vers la fin de 1200 ou au commencement de 1300<sup>(1)</sup>. »

Ce registre était-il distinct de celui que Brussel décrit ainsi dans son « Dictionnaire des Terriers » : « Évaluation de tout le domaine de la vicomté de Mortain en 1325 » (P 1112) ? Il l'était certainement d'un cahier versé au Greffe en 1680 (PP 99, f. 120) : « Cahier en parchemin contenant 5 rôles  $\frac{1}{2}$  écrits, qui est l'assiette des vicomtés de Mortain, d'Amenesques et de Coustance<sup>(2)</sup>, portant ce que chacun des denommez en ladite assiette doit payer, datté de... 1332. »

*Apanage d'Orléans.* — « Registre contenant la réunion et recherche des terres de M. d'Orléans en Cotentin, Saint-Sauveur-Landelin, Bayeux, Caen, Falaise, Auge, Vire et autres en 1394, au commencement duquel sont les transcrits des lettres de commission. La table est au commencement<sup>(3)</sup>. »

ORLÉANAIS. — Le Dépôt des terriers possédait, pour cette région :

XXXII. — Papier des cens du duché d'Orléans et ses dépendances, de l'an 1395, contenant Orléans, Saint-Jean-de-Braye, Olivet (et 23 autres noms).

XXXIII. — Cens de la baillie d'Orléans depuis 1383, contenant Cepoy, Chateau-Regnard, Montargis, Vitry, Yèvre-le-Chatel, Châteauneuf, Beaugency, Montargis, Vitry et Saint-Laurent-des-Eaux.

XXXIV. — Registre en papier, couvert de parchemin, dont la première feuille est adhi-rée, contenant les censives de la ville de Cepoy, fait en 1399.

PARIS. — Parmi les *libri inutiles* du Trésor, Gérard de Montaigu a rangé le célèbre « Livre de la Taille » levée à Paris en 1292<sup>(4)</sup>, encore un volume des archives normales de la Chambre égaré au Trésor des chartes. A la Chambre même, aucun registre aussi ancien n'est signalé. Pierre Amer parle d'un « livre couvert de cuir rouge ouvré ou sont les censives de Paris, extrait *de registro recepte Parisiensis cccxxviii*<sup>(5)</sup> » ; au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce volume était le n° III du Dépôt des terriers<sup>(6)</sup>. Il parle aussi d'un « livre couvert d'aiz, et dessus de cuir

<sup>(1)</sup> P 946, n° cxx.

<sup>(2)</sup> Almenesches, Coutances.

<sup>(3)</sup> P 946, n° cxviii.

<sup>(4)</sup> Delaborde, *op. cit.*, p. cxxxv. Aujourd'hui ms. fr. 6220 de la Bibliothèque nationale.

<sup>(5)</sup> Fr. 10988, f. 133 v° : « Primo y sont les censives que le roy prent a Paris et au Bourg la Reine. » Cf. ff. 18, 185.

<sup>(6)</sup> P 946, f. 1 : « Un volume contenant deux registres des cens et fonds de terre que le roi a a Paris, dans lesquels se trouve un petit cahier de parchemin volant, contenant les cens que le roy a au Petit Pont et au Bourg la Reine, 1338 (*sic*). »



blanc, intitulé *Registrum fundi terre quem dominus rex habet et capit ad Sanctum Remigium et diebus sequentibus in villa Parisiensi*, qui contenait des pièces du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>(1)</sup>; ce volume fut transporté par la suite, comme le précédent, au Dépôt des terriers, où il figurait sous le n° IV : « Terrier ou Censier de la ville de Paris, renouvelé l'an 1437 sur celui de 1391, en fin duquel est un mémoire concernant la voirie de Paris, avec une copie du traité de paix fait entre le roy et l'évêque de Paris en 1270. » C'est ce n° IV du Dépôt des terriers que Brussel cite souvent sous le titre : « Terrier de Paris en 1437 »<sup>(2)</sup>; il y en a une copie à la Bibliothèque nationale (fr. 8611).

Citons encore :

XII. — Un registre contenant deux cahiers de parchemin, couvert de même, dans lequel sont les déclarations de toutes les censives, rentes et revenus de l'hôtel de Vincestre, à présent nommé Bicestre, pres Paris, donné par le duc de Berry au chapitre de l'église de Paris<sup>(3)</sup>, lequel chapitre demande à la Chambre l'amortissement. Lequel n'est ny datté ny signé.

POITOU. — « Un registre dit *le Grand Gaultier*<sup>(4)</sup> de Poitou, contenant les aveux et dénombrements de Poitou, rendu à Jean, fils du roi de France, duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poitou, de 1408 et autres années<sup>(5)</sup>. »

*Extraits.* — Bibl. de l'Arsenal, ms. 2643 : « Extrait d'un registre en parchemin couvert de bois commençant *C'est le livre des fiefs et denombrements baillez par les barons et autres vassaux du Poitou à Jean, fils du roi de France, duc de Berry et d'Auvergne, à cause de sa comté de Poitou.* Originaux rendus et baillés en la Chambre des comptes de mondit seigneur à Bourges par Jean Renier. » — Bibl. nat., nouv. acq. lat. 2125, f. 32.

Ce volume était sans doute une copie du « Registre des adveus et denombrements des fiefs de Poitou rendus sous le duc Jean de Berry », qui est désigné par Thibaudeau comme « le Grand-Gauthier du Bureau des finances de

<sup>(1)</sup> Ib., f. 185; cf. 205.

<sup>(2)</sup> *Usage des fiefs*, II, 740, 747, etc.

<sup>(3)</sup> En juin 1416. Ce registre était vraisemblablement un double du Censier de Bicêtre, daté de 1474, provenant des archives du chapitre de Paris, qui figure au musée des Archives nationales sous le n° 493.

<sup>(4)</sup> *Grand Gaultier* est le nom d'un célèbre cartulaire de l'évêché de Poitiers, rédigé un peu après la mort de l'évêque Gautier de Bruges, mort en 1306 (*Archives historiques du Poitou*, t. X, 1881).

<sup>(5)</sup> Récolement de 1722.



Poitiers ou Grand-Gauthier des archives de la tour Maubergeon »<sup>(1)</sup>. Ce Grand Gauthier de la tour Maubergeon est maintenant aux Archives de la Vienne, dans le fonds des papiers du greffe du Bureau des finances.

PONTHIEU. — « Terrier de Ponthieu de 1320 contenant Abbeville, Rue, Vuaben, Crotoy, Crécy, Brally, Montreuil-sur-Mer, Cambron, Arguel, Heli-court, Araïnes, Rouvroy, Martaigneville et Espagne<sup>(2)</sup>. Non signé, avec une table au commencement. » On avait rapproché de ce volume deux autres terriers de Ponthieu, respectivement datés de 1377 et de 1390<sup>(3)</sup>.

Cf. A. Ledieu, *Notice sur un manuscrit de la bibliothèque d'Abbeville*, dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, 1881, p. 326.

ROUERGUE. — « Deux volumes en papier, couverts de parchemin, contenant les déclarations du Domaine du comté de Rouergue reçues en 1384 par m<sup>e</sup> Bernard Viguerii, procureur général de Jean d'Armagnac, comte de Rhodéz... Le 1<sup>er</sup> volume contient les villes de Salas, Marcilhac, Cambolas, Segur, le Borc de Rhodéz, Boaze et Montrozier, avec une table au f. vi<sup>xxiii</sup>. Le 2<sup>e</sup> volume contient les villes de Rhodella, Cebasac, Albinch, Cassanhac ou Cassaneys, Le Minier et Montsions...<sup>(4)</sup>. »

SENLIS. — « Un cahier fort ancien et usé, sans datte, sans commencement ny fin, commençant au f. 3 et finissant au f. 13, intitulé au commencement : *Domaine de Senlis*, contenant Senlis, Chaumont, Pontoise, Chambly, Pont-Sainte-Maxence, Compiègne, Thorotte et Creil, et les recettes des forêts de Hallatte, de Pommeraye et de Guise, le tout paraissant escrit dans le siècle 1300<sup>(5)</sup>. » — Cf. P 140.

SENS. — « Un cahier de papier non couvert, contenant les censives dues

<sup>(1)</sup> Cf., plus haut, un cas pareil sous le mot GUYENNE.

<sup>(2)</sup> Abbeville, Rue, Waben, Le Crotoy, Crécy, Brailly, Montreuil-sur-Mer, Cambron, Arguel, Hélicourt, Airaines, Rouvroy, Martaigneville-les-Bus, Épagne.

<sup>(3)</sup> P 946, n<sup>os</sup> LXVIII-LXX.

<sup>(4)</sup> Ib., n<sup>o</sup> cccxxxiii. — Les noms modernes des lieux cités sont : Salars, Marcillac, Camboulas, Rouassas(?), Montrozier; Rodelle, Sébazac, Albinhac, Cassagnes, Le Minié et Montjoux(?).

<sup>(5)</sup> Ib., n<sup>o</sup> xxvi.



au roy en la ville de Sens, renouvelées en 1378 par la vertu du mandement de la Chambre des comptes du 21 janvier 1377<sup>(1)</sup>. »

TOURAINÉ. — Des censiers de Touraine étaient venus aux Terriers avec les archives de la Chambre des comptes d'Angers<sup>(2)</sup>.

CLII. — Registre contenant les coutumes du péage de Tours, de l'an 1385.

CLIV. — Cens du duché de Touraine, dans lequel le f. 3 a été arraché, ledit cens levé en 1383, comprenant Tours, Langez et Loudun, avec une table à la fin.

VATTEVILLE (LE « GRAEL » DE). — Brussel cite dans son « Dictionnaire » (P 1112) un « registre des redevances de la forest de Brothonne en 1229 », qui était sous la cote 502 dans la 24<sup>e</sup> armoire du Dépôt des terriers. Il en existe au moins deux copies : Bibl. nat., lat. 4653, ff. 96-111 (xvi<sup>e</sup> siècle) et Arch. nat., K 1200, n° 14 bis (xviii<sup>e</sup> siècle) : « Registre de la forest de Brotonne, nommé d'ancienneté *le Grael de Vatteville*, auquel sont contenues les rentes, services et revenus dûs au roy à cause de ladite forest, et aussi les droits, franchises et usages que les coutumiers d'icelle forest y ont accoutumé à prendre et percevoir par chacun an<sup>(3)</sup>. »

VILLENEUVE-LE-ROY. — « Un cahier de papier couvert de parchemin, contenant les censives deues au Roy en la ville de Villeneuve-le-Roy reçues en l'année 1399. Signé en fin : Gouraut, receveur<sup>(4)</sup>. »

VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON. — « Un registre en parchemin, couvert de mesme, contenant les reconnoissances des habitans de la ville de Villeneuve-lez-Avignon et Saint-André-lez-Avignon, faites en 1399, reçues par Pierre Thibault, controlleur du domaine de Villeneuve et commissaire à cet effet...<sup>(5)</sup>. »

DIVERS. — « Petit registre contenant les rentes de Bonneval, Coupigny, Saint-Léger, Nemoux et Pont-sur-Yonne, de l'année 1265 et autres posté-

<sup>(1)</sup> P 946, n° xvii.

<sup>(2)</sup> Cf. l'inventaire de Tambonneau (PP 33), n° 1489 et suiv.

<sup>(3)</sup> L. Delisle (*Études sur la condition de la classe agricole... en Normandie au moyen âge*,

p. 341, note 33) n'a connu que la première de ces deux copies.

<sup>(4)</sup> P 946, n° xviii.

<sup>(5)</sup> Ib., n° ccccxlv.



rieures, dans lequel il y a plusieurs feuillets coupez en lignes qui paroissent avoir été coupez exprès<sup>(1)</sup>. »

« Papier censier de la sergenterie de Briquesart<sup>(2)</sup>, avec une table à la fin, daté sur la couverture 1398<sup>(3)</sup>. »

Voilà tout ce que font connaître expressément les inventaires et les recueils d'extraits. C'est peu, au regard de ce qui a dû exister et de ce que l'on serait en droit d'attendre. Mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit ici que de documents perdus et qu'il y a lieu de distinguer entre les aveux et les terriers.

Les « armoires des dénombrements », dont il a été question plus haut sous le mot ARMAGNAC, étaient pleines de *Recogniciones feudorum*, anciennes, qui ont formé depuis le Dépôt des fiefs, maintenant aux Archives nationales. La plupart de ces « Recogniciones » existent encore : Pierre Amer cite incidemment un « Livre des dénombrements d'Amiens » ; c'est aujourd'hui P 137. Du Chesne avait vu et dépouillé, dans la Chambre de Normandie, des dénombrements de la plupart des bailliages et vicomtés de la province ; c'est aujourd'hui P 277 et suivants. Le recueil des anciens dénombrements du comté d'Angoulême de 1227 à 1275, rassemblé à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, qui a été souvent cité par les érudits du xvii<sup>e</sup>, est maintenant P 721. L'ancien *Inventarium Camere Francie*, dont il y a des extraits au commencement du Répertoire doré (PP 96), énumère quantité d'aveux de l'Ile-de-France, de Picardie, de Champagne, etc., qu'il est aisé de retrouver aujourd'hui dans la série des « Hommages, aveux et dénombrements » des Archives. En somme, les quelques dénombrements de fiefs décrits dans la nomenclature qui précède sont ceux qui, soit au Greffe, soit au Dépôt des terriers, étaient en 1737 hors de leurs places naturelles : Dépôt des fiefs ou Trésor des chartes. Il est tout simple qu'ils soient relativement peu nombreux.

On doit reconnaître au contraire que, en ce qui concerne les terriers et les censiers proprement dits, les archives de la Chambre (Dépôt des terriers), étaient assez pauvres pour la période antérieure au xv<sup>e</sup> siècle ; encore plusieurs des monuments les plus considérables provenaient-ils, nous l'avons vu, d'anciennes archives d'apanages (Anjou, Bourbon, Orléans, Valois) : on les

<sup>(1)</sup> Ib., n° CXXXIII. — <sup>(2)</sup> Briquessart (Seine-et-Oise). — <sup>(3)</sup> P 946, n° CXIV.



avait ôtés, pour les mettre « aux Terriers », des fonds des Chambres des comptes d'Anjou, de Moulins, de La Fère, etc.; en ce genre les archives propres de la Couronne étaient en vérité misérables. Ces documents étaient plus nécessaires dans les archives locales qu'au centre, et l'intérêt n'en paraissait pas toujours durable; c'est pourquoi, sans doute, ceux qui avaient été conservés à Paris étaient si rares qu'ils avaient l'air de l'avoir été par hasard.

**NOTE ADDITIONNELLE À L'INTRODUCTION.**

(Cf. pp. 38, 58.)

L'auditeur Cl.-B. Rousseau, le prédécesseur de Brussel au Dépôt des terriers, laissa beaucoup de manuscrits dont une partie fut acquise par le chancelier d'Aguesseau (voir p. 231, note 4); une autre échut par héritage à M. Du Puy-Montbrun, secrétaire-commis aux Archives de l'Empire entre 1810 et 1814. Du Puy-Montbrun donna, le 28 juin 1811, les collections de son trisaïeul maternel à l'établissement du Palais Soubise. Le bordereau de ce versement (Arch. nat., AB<sup>v</sup><sup>D</sup> 1) en fait connaître l'importance et permet de constater qu'un certain nombre de registres, aujourd'hui classés dans la série PP des Archives nationales avec ce qui reste des anciennes archives de la Chambre des comptes, proviennent, non de ces archives, mais de Rousseau : c'est le cas, par exemple, de PP 18<sup>A</sup>, PP 19<sup>A</sup>, PP 100<sup>ter</sup>. Le précieux registre PP 99, dont il est question ici p. 42, paraît aussi de cette provenance. On s'explique mieux de la sorte la présence, dans la série PP, de plusieurs inventaires en double ou en triple exemplaire : la plupart de ces doubles avaient été tirés par ou pour M. Rousseau.



## APPENDICE I.

### EXTRAITS DU *II<sup>us</sup> JORNALIS DE LA CHAMBRE.*

(Cf. plus haut, p. 91.)

On reproduit ici, intégralement, le texte du *Journal* pendant quinze jours, du 1<sup>er</sup> au 15 août 1321;

puis, les passages les plus intéressants, du 22 août au 19 mars 1322;

ensuite, quelques extraits de la seconde partie du manuscrit qui, comme il a été dit, est consacrée presque en entier à l'enregistrement de commissions d'office. On a relevé notamment tous les passages qui auraient permis à M. L. Delisle, s'il les avait connus, de préciser sa Chronologie des baillis et des sénéchaux au temps de Philippe le Long. On a joint une liste dressée, à l'aide des commissions enregistrées dans cette seconde partie, des personnages revêtus de la fonction de vicomte en Normandie (juillet-août 1322);

enfin, deux des pièces transcrites aux dernières pages du volume.

Les numéros entre crochets indiquent les folios du manuscrit original, perdu, d'après les notes prises par Menant (XII, f. 133) et le Tabulateur de PP 105, f. 518.

INCIPIUNT MEMORIALIA. In nomine Domini, amen.

Assçavoir est que ce sabmedy premier jour du mois d'aoust l'an de grace MCCCXX et un commença ce livre apres le premier livre Journal qui fenist le derrenier jour du mois de juillet oudict an.

A cettui sabmedy, jour de feste saint Pierre *ad vincula*, compta en la chambre haute des comptes Gencien<sup>(1)</sup> de Paci de sa recepte des revenus de la baillie de Senlis pour le terme de l'Ascension l'an de grace MCCCXX un.

*Lundi, 3<sup>e</sup> jour du mois d'aoust.* — Cettui jour comptoit Gencien de Paci, receveur de Senlis, et fut affinez de plein; et est le restat de son compte de l'Ascension derenierement passée ou Livre des fins de comptes.

Ce jour fut delivrée une commission a Jacques Barroche, lombart, sus les passages et tous les portz du royaume, dont la teneur s'ensuit. . . .<sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Ici et plus loin, ms. : Gerencien.

<sup>(2)</sup> Suit le texte de la commission (Paris, 25 juillet 1321). On lisait à la marge : « Et

habuit dictus Jacobus aliam commissionem secretam, ut est arrestatum in alio libro Jornal quarto septembris CCCXX. »



Dons de bois. — Au prieur et aus freres du Val des Escoliers un arpent de bois en la forest de Vuassy per litteram ultima julii CCCXXI.

[1 v<sup>o</sup>.] Cettui jour fut signé un vidimus d'un office que le Roy a donné a Pierre Mahom d'estre pescheur et vendeur de tous les estangz de Champaigne; et veut le Roy, si comme maistre Pierre de Condé rapporte de par li, que en li paye ses gaiges que il solloit avoir; et toutes fois par les ordenances il ne doibt pas estre vendeur, mais les baillis le seront. Ainsint est mandé au receveur que on li baille ses anciens gaiges et que on ne souffre pas que il s'entremete de vendre si ce n'est par la main du bailly ou du receveur de chacune baillie.

Mardy, 4<sup>e</sup> jour d'aoust. — Cettui jour, en la chambre haute, le receveur de la baillie de Tours, G. Salanbien, pour le terme de l'Ascension CCCXXI, et ne fu pas affinez.

Memoire d'avisier le Roy des seaux et escriptures que ont apporté ou approprié par devers eus et se efforcent chacun d'attirer a eux les nobles de la baillie de Tours et de plusieurs autres lieux ou dommaige du Roy; car les clerks et les nottaires qui tenoient les escriptures et les prevostez du Roy alloient par les marchiez et escrivoient les contraus; et ainsint les prevostez du Roy en estoient plus vendues; et ce prouffit tourne maintenant par devers les nobles si que bon seroit de veoir leur privileges<sup>(1)</sup>.

Item<sup>(2)</sup> ce jour vint mons. de Sully a relevée en la Chambre pour plusieurs besoingnes a li commandées de par le Roy au Bois de Vincenes, et especiaument sur plusieurs requestes que faisoient les gens du duc de Bourgoingne; et commanda de par le Roy en la presence de mons. de Noion<sup>(3)</sup> et [de] nos autres seigneurs au Thresorier, presens les gens dudict duc, que il paiast ausdictes gens, ou nom dudict duc, ce que li estoit deub pour le mariage madame la duchesse, presens les dictes gens; auquel le Thresorier respondi, iceux presens, que de ce il avoient eu plusieurs sommes d'argent et, sceu combien il avoient eu et combien en demouroient a paier, il feroit volontiers provision comment il seroient paieez, et ce tout au plus tost que il pourroit.

Item commanda ledict monseigneur de Sully, presens les gens dudict duc, a nos

<sup>(1)</sup> Cet article est à rapprocher d'un fragment original d'enquête (Bibl. nat., fr. 25994, f. 304) faite pour savoir si un nommé Moricet Gadon n'a pas été lésé dans l'achat de la ferme d'un greffe par l'expulsion des Juifs. Moricet avait pris en juin 1320, pour trois ans, « l'emolument dou scel et de l'escripture de Tours a 800 l. »; l'année suivante, expulsion des Juifs qui contribuaient beaucoup à l'emolument de ce sceau (ils furent expulsés le jour de la S<sup>t</sup> Barnabé 1321). Certes, il ne l'eût pas pris s'il avait su qu'il serait privé

si tôt du profit qu'il escomptait de la transcription des contrats entre Juifs et chrétiens, lequel valait en moyenne 5 s. ou plus par jour au titulaire de son office. « Et ne faisoient que commencer a prester grossement quant il furent pris. »

<sup>(2)</sup> Ce passage figure en abrégé dans les Extraits du ms. fr. 20691, p. 551.

<sup>(3)</sup> Foucaut de Rochechouart, évêque de Noyon, un des « seigneurs des Comptes » (cf. *Les Journaux du Trésor de Charles IV le Bel*, éd. Viard, n° 2082 et passim).



seigneurs des Comptes que de tout ce que il pourroient scavoir en quoi le duc seroit tenu au Roy on feist faire hastive execution sus ses biens; et dit que ainsy l'avoit commandé le Roy au Bois le jour devant en la presence du dict duc.

*Mercredy, 5<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Cettuy jour fut delivré un vidimus d'une lettre du Roy par laquelle il li plaisoit que Pierre dit Galart, sergent d'armes, ait la garde du chasteau de Laurac que vouloit avoir Jehan Olivier, qui l'a delaissé de sa bonne volonté; et de grace le Roy li ottroie a garder tant comme il vivra aux gaiges de Sa Majesté; et ce mande le Roy au seneschal et au thresorier de Thoulouze, et de c solz pour robbe aux termes a ce accoustumez. Et fu la lettre donnée le vingt neufviesme de juillet CCCXXI.

Dons de bois. — Aus freres de Sainte Crois de Paris vingt charettes de bois pour ardoir, chacune tenant quatre moles, par lettre donnée huictiesme juillet CCCXXI. — Item a iceux freres demi arpent de bois pour reparation de leur cloistre (xxx<sup>i</sup><sup>e</sup> julii). — Item aux marregliers de Nostre Dame de Pontoise un arpent de bois pour edifier a prendre en la forest de Cuise (ii<sup>e</sup> maii CCCXXI).

Ce jour furent delivré a messire Pierre de Estampes pour garder ou Thresor de la Chappelle avecques les privileges du Roy une lettre scellée en cire verte du scel madame Jehanne, comtesse de Eu et de Guines, par laquelle elle quite du tout entierement tous les fruis, issues et esplotz levez des marès qui sont appelez les marès de Guines, pour le temps que le plet a duré entre les rois de France, predecesseurs mons. qui orendroit regne, et toutes les cleres debtes qui pour lesdis esplotz des dis marez sont deues, si comme il est plus pleinement contenu ez lettres que ledit messire Pierre a en garde, dont la teneur est mot a mot en la fin de ce livre.

Item aussint fut baillié audit messire P. le transcript de l'arrest comment il a delivré les marès de Guines a ladicte comtesse, et est aussint au registre après l'autre lettre cy devant escripte <sup>(1)</sup>.

[3.] *Jeudy, 6<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Ph., par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, au seneschal de Carcassonne ou a son lieutenant, salut. Comme nous aiens faict prendre tous les Juis de nostre royaume pour certaines causes et plusieurs cas, malefices et excez les et orribles qu'il ont faictz, especiaument pour ce que il sont tuit coupables et suspicionnez, participans et en tout consentans, des congregations et conspirations que les meseaus ont faict longtemps a, et de mettre et admenistrer et procurer a mettre poisons mortieux en puis et en fontaines et en autres lieux par plusieurs et diverses manieres pour faire mourir le pueple et les subgiez de nostre royaume; et ont baillé et admenistré lesdicts poisons et grandes sommes d'argent pour ce faire et accomplir, et pour venir a leur entente et accomplir leur mauveses volonteiz, si comme l'en dit; laquelle chose ne puest

<sup>(1)</sup> Voir, en effet, f. 497. Cf. Arch. nat., J 221, n<sup>o</sup> 4 et 5.



pas estre sans grande lesion de nostre royal majesté; et desquies lesdis Juifs sont diffamez et contre eux court vois et commune renommée sur les choses dessus dictes, et ces choses sont si notoires que en nulle maniere ne puent estre celées, Nous qui desirons molt savoir la verité de toutes ces choses et seur ce mettre remede convenable, et eux et tous leurs complices punir selon leurs meffais en tele maniere que tuit y prengnent exemple et soit a la conservation de nous et de tout le pueple et les subjès de nostre roiaume, ainsin comme nous le debvons faire et y sommes tenus, vous mandons que les Juis et Juives de vostre seneschaucée hastivement et sans delai vous approchiez sur les fais dessus dis par toutes les voies et manieres que vous pourrez raisonnablement; et tous ceux qui ont confessé et confesseront ou qui par leur confessions ou par tesmoins ou autrement seront attaint ou convaincu de ces fais tantost et sans delai faictes en execution et accomplissement de justice selon que tiex fais le requierent. Et pour ce que nous puissions mieus sçavoir la verité de ces choses, que nous desirons moult assçavoir, et laquelle chose nous avons molt a cuer, nous vous mandons que ceux que vous verrez qui plus savent ou doivent savoir de ce fait et par lesquies l'on en pourra miex sçavoir la verité, vous gardez bien et seurement jusques a tant que par iceux vous aiez et sçachiez la verité de toute cette besoingne et des circonstances; car par aucuns d'iceux Juis nous pourrons savoir la verité contre les autres Juis qui par leur confession ou autrement de ces faiz ne pourroient estre attains ou convaincu, si comme l'on nous a donné a entendre. Et de tous les autres Juis ou Juives qui par leur confessions ou autrement de ces fais et malefaçons ataint ou convaincu ne seroient vous tenez si saisis et de tous leurs biens que vous en sçachiez repondre jusques a tant que nous en aions autrement ordonné et que vous aiez autre mandement de nous sur ce; et contre ceux qui par leur confessions ou par tesmoins desdis malefices ataint ou convaincu ne seroient par toutes les voies et remedes que vous pourrois procedez raisonnablement en tele maniere que de eus la verité puisse estre trouvée et que nous en puissions faire faire accomplissement de justice. Et n'est mie nostre entente que les Juis qui n'ont riens confessé ou qui ne confesseront soient questionnez et mis a torment, si ce n'estoit au cas que il fussent acusé de autres Juis ou de autres meseaus ou que vehemente presumptions seroit contre eus des choses dessus dictes. Et pour ce que les Juis de nostre roiaume ont recelé et recelent leurs biens et les ont bailliez et mis en divers lieux que il ne puissent estre trouvez, et autresfois nos predecesseurs, rois de France, ont moult esté deceuz et defraudez en ce, et leurs biens perduz et degastez et mis en autres usages, nous vous mandons et commandons que, appelez avec vous quatre bourgeois prudhommes, tous les Juis qui ont confessé les dites malefaçons et qui pour ce a mort sont ou seroient condamnez, après ce que ilz seront condampnez a mort, avant que vous en faciez execution, les approchiez en presence desdits bourgeois par questions et par toutes les voies et manieres que vous pourroiz en telle maniere que il vous ensaignent tous leurs biens et toutes leurs debtes et ou ilz sont; et de ce que vous diront ou enseigneront de leurs biens et de leurs debtes faictes faire instrument et sceller de vostre scel et des seaus de ces quatre bourgeois que vous aurez appelez a ce avec vous; et ce



faictes en telle maniere que vous n'en puissiez estre repris de negligence. Donné à Paris, le xxvi<sup>e</sup> jour de juignet MCCCXXI. — Gyen.

Et toute autele lettre et de telle forme a esté envoyée a chacun des seneschaus et baillis qui s'ensuient. C'est assavoir :

Au seneschal de Carcassonne celle icy escrite.

Item une au seneschal de Roergue.

Item a celi de Tholose.

Item a celi de Biauquaire.

Item a celi de Xaintonge.

Item a celi de Poictou et de Limoges.

Item a celi de Pierregort.

Item aux baillis de Normandie. C'est assçavoir .

A celi de Roan.

Item a celi de Caus.

Item a celi de Caen.

Item a celi de Costentin.

Item a celi de Gisors.

Item au prevost de Paris.

Item au bailli de Senlis.

Item au bailli de Vermandois.

Item a celi d'Amiens.

Item a celi d'Orliens.

Item a celi de Sens.

Item a celi de Bourges.

Item a celi de Tours.

Item a celi de Mascon.

Item a celi de Lisle.

Item en Champagne, c'est assçavoir a celi de Miaux.

Item a celi de Vitry.

Item et celle au bailli de Chaumont, maistre Estienne li bailla.

Item au bailli des Montaignes d'Auvergne.

Item a celi qui est bailli d'Auvergne fut bailliée celle qui aloit a li par le commandement sire Giraut rapporté par Jean Portenet, son vallet, a Theve Nongelee<sup>(1)</sup> de Montargis.

A ce jour furent delivrées audict François<sup>(2)</sup> meismes par nosseigneurs G. Corteheuse

<sup>(1)</sup> Nom altéré. Peut-être « Fongelee » comme dans JJ 46, f. 61, n° 81.

<sup>(2)</sup> Il n'a encore été question d'aucun François. Il s'agit sans doute de François de l'Hos-

pital (cf. plus bas, p. 261). — François de l'Hôpital, connu comme clerc des trésoriers (Borrelli de Serres, *op. cit.*, III, p. 81), apparaîtrait ici comme chargé de l'expédition des lettres



et M. des Essars plusieurs lettres closes pour aller querre aucuns Juis en divers lieux; et furent faictes par justice.

*Vendredy, 7<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Cettui cy jour compta maistre Pierre d'Orliens, collecteur des dismes de la province de Narbonne et de Thoulouse; et est le restat doudict.

*Samedy, 8<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Cettui jour vint en la Chambre et compta monseigneur Robert Bertran, chevalier, et compta d'un voiage que il avoit faict a la ville de Verdun; et est mis le restat au petit livre, ou chapitre des restas des commissaires qui sont venus pour compter puis que ce livre fut commencé.

Item fu delivré un petit compteriau que avoit a faire Lobet, sergent d'armes, d'un voiage que il avoit faict en Espagne du commandement [le Roi], et est son restat avec les autres ou petit livre, ou titre des commissaires.

*Dimanche 9<sup>e</sup> et lundi 10<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Nihil nisi quod Domini nostri audiverunt debatum inter Hospitalarios et dominum Anthonium Pisani, militem, de Janua.

*Mardi 11.* — Dona boscorum. — A Raoul du Tertre, sergent de la forest de Bures, un arpent de bois en recompensacion d'un cheval qu'il avoit eu mort en son office faisant. Par lettre donnée vii<sup>a</sup> augusti.

Aux Freres Prescheurs de Roam demi arpent de bois en la forest de Rouvray pour faire lambrois et pour leur ardoir aux lieux aux dons accoustumez. Par lettre xxv<sup>a</sup> julii.

A Denise Lugnet en la dicte forest de Rouvroy un arpent de bois; par lettre vi<sup>a</sup> augusti.

*Mercredy, 12<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Cettui jour comptoit le clerc messire Symon de Billy, maistre Jehan le Petit, au temps que il fut bailli d'Amiens, de plusieurs finances et de plusieurs sommes d'argent que il avoit levées et receuez du temps du roy Lois que Diex absoille; et fu affinez le xiii<sup>e</sup> jour d'aoust et envoiez au Thresor; et fu mandé au Thresor que les parties fussent corrigiées par devers eux, et non pas par le compte; et est mis le restas ou petit livret des restas avec les restas des commissaires.

Item ce jour commença a compter Gencien Coquatrix de plusieurs garnisons que il fit du temps le roy Lois.

Dons de bois. — Aus freres de l'Ordre de Nostre Dame dou Carme demorans a Laon un arpent de bois pour ardoir et edifier en la forest de Brotonne aus lieux aus dons accoustumez. Par lettre donnée viii<sup>a</sup> augusti.

de la Cour, fonction dont les comptes originaux indiquent plusieurs autres titulaires depuis Pariset de Langres (*Journal du Trésor de Phi-*

lippe le Bel, lat. 9783, ff. 16, 42) en 1298, et Jean de Saint-Germain (Coll. Baluze, 394, f. 695<sup>e</sup>) en 1305.



*Jeudy, 13<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Ph., Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus gentibus nostris compotorum Parisius, salutem et dilectionem. Cum nos Nicholao Guepin<sup>(1)</sup>, burgensi de Vernone, monetarum suarum in hospitii charissime consortis nostre regine et liberorum nostrorum expensarum [ratione], in trecentis l. p. vel circiter teneri dicamur, ipseque<sup>(2)</sup> Nicolaus, ratione homagii nostri dicte ville de Vernone quod tenet ad firmam, in xix<sup>ss</sup> l. p. nobis teneatur certis terminis solvendis, mandamus vobis quatenus dicto Nicholao dictas trecentas l., seu quicquid per cedulas Guillelmi de Perona, camere nostre denariorum magistri; Johannis de Argillieriis, camere denariorum charissime consortis nostre regine, et Symonis de Grey, dicte camere denariorum dictorum liberorum nostrorum magistrorum, eidem Nicolao deberi noveritis ex causa predicta ad summam in qua, ut predicitur, nobis tenetur deductionem sine difficultate generaliter faciatis, et per baillivum nostrum Gisorcii fieri faciatis, nullo alio super hoc expectato mandato; quod sibi fieri volumus de gratia speciali. Datum Parisius, die xxix<sup>a</sup> julii anno Domini MCCCXXI.

Par la vertu duquel mandement furent envoyées au Thresor les cedulles de G. de Peronne et de messire Jehan d'Argillieres et de messire Symon de Gray, par lesquelles apparoit estre deub audict Nicolas Guepin trois cens quatorze livres vingt trois deniers parisis. Et fut mandé au Thresor que on preist ladicte somme par les lieux ou l'en devoit sur les dictes personnes, et que on les rendit au roy par le bailly de Gisors; et fu escrit le xii<sup>e</sup> jour de ce mois. Et ce tour du Thresor et cette deduction pouvoit bien estre faicte, si comme dirent nosseigneurs messire P. de Condé et messire Almarry de la Charmoie, et distrent aussint que nos autres seigneurs aussint en estoient tous aussint d'accord.

*Vendredy, 14<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Cettui jour comptoit Gencien Coquatrix de plusieurs garnisons que il avoit faictes du temps le roy Lois, et ne fu pas affinez.

*Samedy, 15<sup>e</sup> jour d'aoust.* — Nichil.

*22 août.*

Accordé est et conseillé, si comme rapporta sire Martin des Essarz en la Chambre cettui sabmedy, que les marchans de la ville de Wy auroient leurs deniers rendus<sup>(3)</sup> qui avoient esté arresté de eus au passage en allant hors du royaume par Guillaume de Ressons par ce que il les avoient receus de leurs dras que il avoient vendus au royaume et

<sup>(1)</sup> Ms. : Guigny. Mais voir plus bas et le n° 722 des *Journaux du Trésor de Charles IV le Bel*.

<sup>(2)</sup> Ms. : quod.

<sup>(3)</sup> Ms. : contenus.



parceque ce n'estoit pas billon; mes les haubergeons et les toilles et tout le linge sera tourné au prouffit du roy par forfaiture parce qu'il ne le pouvoient traire hors du roiaume. Et Guillaume de Ressons doibt estre contraint a rendre aus dis marchans tout le dit argent por ce que il [l']a tourné par devers soy, et il le debvoit avoir delivré au Thresor. Et commanda t'on a Jacques Barroche que il demandast aus marchans par leur serement combien il y avoit de toilles et de haubergeons.

27 août.

Cettui jour furent tous nos seigneurs aux Requestes.

31 août.

Cettui jour vint monseigneur Guillaume Clignet<sup>(1)</sup> pour compter de plusieurs commissions a li faictes.

Et dict ledict messire Guillaume Clignet par maniere de memoire les choses qui s'ensuient. C'est assavoir que frere Hugues de Peraut, jadis visiteur du Temple de Montlhery, ou il estoit en garde, li dit bue il avoit baillé en garde un petit coffre a un frere qui avait nom frere Pierre Gaudes, jadis commandeur des mesons de Dormelles<sup>(2)</sup> et de Biauvoer delez Moret, ouquel coffre avoit XII<sup>xx</sup> florins d'or a la chaire;

Item trois cens florins de Florence;

Item cent quarante neuf florins petis roiaus, du pris a ceus de Florence;

Item cinq cens florins a la mace;

Item vingt l. 17 s. 6 d. de gros tournois d'argent viez. Et quand ledit frere Pierre Gaude seut que les Templiers durent estre pris il porta le coffre a Moret chez un povre pescheur appelé Estienne Petot; et le detint ledict Estienne et le mit dessoubz son lict. Et quand les Templiers furent pris, environ quinze jours apres, messire Philippe de Bethisy, lieutenant de Guillaume de Hangest, adonc bailli de Sens, fit crier par la baillie que qui auroit riens des biens du Temple qu'il les apportast. Et quand ledit Estienne Petot et sa femme oyrent le cri, il dirent a celi qui faisoient le cri que il avoient un coffre en garde dudict frere Pierre Gaude, mes il ne savoient que il avoit dedens ledict coffre; et lorsque ledict messire Philippe le sot, il alla querir ledit coffre et l'apporta en son hostel, et fu ouvert presens ledict Estienne Petot, sa femme, et plusieurs bonnes personnes; et trouva l'en les monnoies en la maniere que dessus est escript. — Soit seu par les comptes de la baillie de Sens comment ledit messire Philippe les a rendus.

<sup>(1)</sup> Connue comme administrateur-séquestre des biens du Temple: *Inventaire de Robert Mignon* (éd. Langlois), p. 335; etc. C'est sans doute le « Guillelmus Clignet, miles » qui, le 6 décembre 1299 (*Journal du Trésor*, lat. 9783, f. 107 v°), avait été payé comme soudoyer,

« lui dixieme de gens d'armes ». Voir ci-dessous, p. 265, note 2, ce qui concerne son parent Renaut Clignet.

<sup>(2)</sup> Ms.: Doinielles. — Dormelles et Beauvoir (Seine-et-Marne).



[9.] 2 septembre.

Cettui jour fu dict a Guillaume de Gienville, receveur de la vicomté de Paris, que il fit curer et nettier le puis de Montlhery, et querir le chaable, par le doubte que Pierre Gaillart, qui ledict chastel garde de par le Roy, disoit des empoisonnemens des Juis meseaus.

19 septembre.

Cettui jour fu commandé a Robillart de Brionne, clerck des comptes, que il alast faire inventaire des biens qui estoient jadis feu Guy de Caours, maistre des monnoies, lesquies biens estoient en l'ostel Jean de Saint Omer, changeur, demourant en la rue Saint Germain de l'Auxerrois, faict en la presence des personnes cy dessous devisiées en la maniere qui s'ensuit:

1. Une espée a tout le fourrel et deux chapiaus de feutre noirs, l'un fourré; une cagette de fust et une bourse de toille a fauconnier; tout ce pendant a icelle espée.
2. Item en une grande mallette de drap raié les choses qui ensuivent : c'est assavoir un tissu de soie ferré d'argent auquel il pendoit une bourse de soie; un scel d'argent a tout la chesne, lequel estoit dudict feu Guy, si comme l'en disoit; un coutel et une aloier[e] de cuir D Abbaie<sup>(1)</sup>.
3. Item deux cottes, l'une raiée et l'autre mi partie.
4. Item un corset mi parti, seingle.
5. Item une cotte hardie de camelin, fourrée d'une penne d'aigniaus noire.
6. Item une cloche ou fons de cuve de deux draps, c'est assavoir marbré, camelin et pers.
7. Item un sercot raié, fourré d'aigniaux.
8. Item quatre peres de chausses vieilles.
9. Item deux chapperons fourrez.
10. Item trois chapperons sangles.
11. Item une table d'ivoires et un peigne et un fourrel.
12. Item un escrinet a tresbucher.
13. Item une boette ou il a une commission soubz le grand scel du Roy faicte audict Gui et deux petites lettres, l'une de Pierre des Essars et l'autre de messire Jehan des Essars, clerck de la monnoie d'or, de recognoissance et de deniers a euls baillés.
14. Item un pendant ou il a quatre clefz et trois loqués que l'en dit qui sont de la meson de la Monnoie de Ro[a]m.
15. Item une boette ou il a poudre blanche.
16. Item unes tenailles et unes pincettes petites de fer.
17. Item unes manches et deux petites pieces de drap.

<sup>(1)</sup> Sic. Je ne saurais dire le mot du manuscrit original, illisible pour le copiste du xvii<sup>e</sup> siècle, que cette cacographie prétend

figurer. Peut-être « d'Alby » (cf. *l'Inventaire des archives communales d'Albi*, p. 57) ou d'Allemagne.



18. Item un escrinet de fust plat ou il a unes lettres closes en papier et trois pièces de viez drapiaus.

Et furent toutes ces choses veues et remises en ladite marlette et scellée des seaux Pierre de Caours, maistre des monnoies, illec present, et du scel dudit Robillart. Et puis furent baillez et livrez a Guerin Lespicier, hoste dudict feu Guy de Cahours, qui les prist et receut en la presence des devant dis Pierre de Cahours et Robillart de Brionne, Michel de Sigery, huissier de la Chambre des comptes, Jehan dict Le Mire, clerc au prevost de Paris, Emart Barraut, Giraut Moncher, Guillaume de Biauquesne et plusieurs autres.

20 septembre.

Item le compte de messire Pierre de Chappes, a present evesque d'Arras, du temps que il a porté le scel, lequel fut affinez et oy, si comme est arresté de la main de maistre Jehan de Sainct Just en la fin dudit compte en la presence de mons. de Noyon, maistre Pierre de Condé et Almarry de la Charmoie, mons. Guillaume Courteheuse et Martin des Essars. Et est assavoir que, en la presence de nosseigneurs sire Giraut Guette dit et rapporta que il avoit esté present la ou le Roy avoit voulu et donné de grace, present tout son grand conseil, audict monsieur l'evesque, tout l'emolument du scel des lettres de Champagne, de Navarre et des Juis, dont ledit chancelier n'avait oncques riens rendu de tout son temps.

Item ledit chancelier vouloit prendre en son dict compte restor de plusieurs chevaux; mais il li furent raiez pource qu'il n'estoit pas accoustumé. Et est le restat de son compte mis ou petit livre avec les restas des commissaires.

23 septembre.

Cettui jour vint en la Chambre monseigneur Miles de Noyers<sup>(1)</sup> et compta d'un voyage pour aller avec mons. le comte de Eyreux en Flandre...

Item ce jour compta aussint d'un autre voyage qu'il avoit fait a aller en Angleterre au mois de aoust l'an CCCXXI.

25 septembre.

Cettui jour furent delivrées une paire de lettres en la fourme et en la maniere qui s'ensuit et aux personnes cy après devisiées :

Ph., par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, a nostre ami et feal oncle Charles, comte de Valois, salut et dilection. Comme naguieres nous vous ayons escrit par nos lettres que, pour certaines causes touchant le proffict commun et universel de nostre

<sup>(1)</sup> Le 19 octobre, « fut receue une lettre close du seneschal de Biauquaie messire Miles de Noieris, par laquelle il certifie... ». Ce n'est pas sans doute le même personnage, comme

M. L. Delisle (*Historiens de la France*, XXIV, p. 241\*) l'a soupçonné d'après d'autres indices.



royaume, vous parlissiez aus nobles et autres personnes, vos subgiez, pour leur monstrier le proffict evident de eus et de tout le commun qui se pourroit ensuire pour cause des dictes choses, et leur responce nous rapportissiez a certene journée contenue en nos dictes lettres; et depuis nous, considerans que pour causes necessaires il nous conviengne a esloignier la journée que nous avons donnée a Orlens aux octaves de la Saint Remy aus barons et autres nobles de la Languedoc et a plusieurs nos bonnes villes a la quinzaine de ladicte feste Saint Remy a Paris, a laquelle journée nos avons mestier de vostre presence, laquelle nous est necessaire et proffitable, et volions que a ladicte journée vous soiez, toutes choses lessiées, en vostre personne; et pour ce nous ne veons pas que bonnement vous puissiez estre avec vos dis subgiez pour parler a eus desdictes choses au temps que mandé vous avons, nous vous mandons que vous veigniez a nous et soiez a Paris a la dicte journée; et n'alez point ne envoyez pour parler a vos dis subgiez des choses devant dictes jusques a tant que vous aiez esté par devers nous; et lors, selon le temps que vous porrez partir de nous, ordenerons le temps ouquel vous les manderez pour parler a eus et de la journée que vous nous en debvrois faire response. Et se par aventure vous aviez mandé pour cette cause aucuns de vos subgiez ou aviez envoyé vers eux ou ordené de y envoyer, si contremandez tout jusques a tant que vous aiez esté par devers nous. Donné a Conflans, le xxii<sup>e</sup> jour de septembre, l'an de grace MCCCXXI. — Signatum : « Per regem, ad relationem domini de Sullico. Barr. »

Tout autele lettre monseigneur de la Marche.

Aussint monseigneur d'Evreux.

Au duc de Bourgogne.

Au comte de Blois.

A monseigneur de Clermont.

A monseigneur R. d'Artois.

Au duc de Bretaingne.

Et furent bailliées ces huit paires de lettres a François de l'Hospital, ce jour, pour envoyer.

[15.] 28 septembre <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> Sous cette date, texte de la célèbre lettre à Aubert de Roye au sujet de la convocation des États qui a été publiée par d'Achery (*Spicilegium*, III, p. 710) sans indication de source. Suivent ici des indications que d'Achery n'a pas données :

« Et toutes autresteles lettres et semblables furent envoyées aux personnes cy dessous nommées, c'est assavoir :

Au seneschal de Tholose deux paires de lettres.

Monsieur R. de Lor.

Monsieur Guillaume Guerpin, chevalier.

L'abbé de Chairou.

Maistre Jehan de Forgettes.

Au seneschal de Carcassonne.

Maistre Reimbaut de Rechinevoisin et au bailli de Mascon ensemble.

Au seneschal de Rouergue.

Au seneschal de Pierregort.

Et furent toutes ces lettres bailliées et délivrées pour envoyer et baillier aus personnes



2 octobre.

Cettui jour se appareillerent nos seigneurs pour eux en aller a Roam a l'Eschiquier et se partirent pour y aller le sabmedy ensuivant. C'est assavoir monseigneur de Noyon, maistre Pierre de Condé, maistre Amauri de la Charmoie, monseigneur Guillaume Courteheuse et Martin des Essars <sup>(1)</sup>.

7 octobre.

Item cettui jour fut levée au Buriau une lettre du Roy close, scellée du scel petit a une teste de Roy le quel il porte <sup>(2)</sup>, qui estoit pour les gaiges de maistre Philippe le Convers, qui lui furent donnez du temps le roy Philippe que Diex absoille, laquelle lettre commence ainsint : « A nos amez et feaux les gens de nos comptes tenant l'Eschiquier a Rouen, salut et dilection . . . », et finissant : « A Conflans, le jour saint Maté l'apostre l'an dessus dit. »

Et vouloit le Roy, si comme il est contenu en ladicte lettre, non contrestant ordonnances, que les dis gaiges de x s. par jour qui avoient esté raiez a Pasques darrenement passée, et pour garder les ordenances, li fussent paieez sans contredict, et deci en avant il ne vouloit que il les preist plus en la baillie de Roan, mes les prendra par la vertu des dites lettres sur le vicomté de Bayeux, si comme il est plus pleinement arresté ez comptes par devers les compaignons. Et est la lettre darreniere que le Roy envia de son dict petit singnet cousue avec les autres lettres et cedulles de la baillie de Roan de ce terme de la Saint Michel CCCXXI par Gillet Sailenbien; et maistre Pierre de Condé disoit, present mons. de Noyon, que il en avoit une autre que le Roy leur avoit envoyée.

*Memoires de l'Eschiquier de la Saint Michel CCCXXI.*

Primo que l'on accorda de advisier le Roy et mons. de Sully de l'assiette de monseigneur Robert d'Artois de sa comté de Biaumont de Roger, qui est plus, etc.

Pro gardis regis spectantibus. — Item a cest Eschiquier fu commandé par nos seigneurs au bailly de Roam mons. Robert Recuchon, chevalier, et a tous les autres baillis que il apportent par escript toutes fois que une garde vendra au Roy en leur baillies toutes les parties de ladicte garde et toutes les choses en quoi elle siet; et toutes fois tous les proffictz et emolumens desdictes gardes seront tornez devers le Roy jusques a tant que ceux dont les gardes eschient, combien que il soient aagiez, auront monstre les lettres du Roy aus baillis, et leur aage monstre et prouvé suffisamment.

dessus dites a François de l'Hospital le sabmedy 3<sup>e</sup> jour d'octobre CCCXXI.

<sup>(1)</sup> Le voyage de Paris à Rouen dura trois jours, les 3, 4 et 5 octobre. Le *Journal* y fut emporté. Les délégués à l'Eschiquier revinrent les 14, 15 et 16 du même mois.

<sup>(2)</sup> Ce texte n'a pas été connu de O. Morel qui, dans son livre *La Grande Chancellerie de France* (Paris, 1900), a d'ailleurs établi (pp. 260 et suiv.) des propositions justes au sujet des signets royaux.



De la cire que l'on prend des marchandz de bois. — Memoire <sup>(1)</sup> que bon est d'avisier le Roy et son Conseil de la cire que on prend des marchans de bois, dont on prend de chacuns XL s. une livre; et les marchans en acheptent et prennent plus envis les marchés et en donnent tant moins; et plus, car les religieux qui prennent dismes es bois veullent avoir aussint bien la disme de la cire que le Roy qui doibt estre pour son hostel et pour l'hostel de Madame comme des bois et autres choses. Et ce est nouvelle chose, si que bon est d'en avoir advis.

Item memoire de la refection du chastel de Moliniaus <sup>(2)</sup>, qui est au decheoir du tout et pourra mout couster a soustenir. Et aussint des nez et des galyes et du dromont qui sont a Roan, qui se perdent et ont tant cousté.

Item le bailly de Caux dit que il a mout de demainnes recelez en sa baillie parmi ses sergens et que ses devanciers ne ont oncques rien faict; mes il en doibt enquerre et faire tant que il aura les menues parties, et les rendra en un livre a Pasques CCCXXII.

[18.] 24 octobre.

Ce jour fu faict inventaire par le thresorier maistre Jehan Gaulart de plusieurs livres en hebrieu que on avoit apportez de Biauquaire et les rendoit messire Jehan du Rabbloys le jeune <sup>(3)</sup>, au nom de son frere le chastel[ain], et les avoit apportez par Jehan de Crespi, serjant de Biauquaire, et avoit mandé au thresorier le Roy qu'i[l] les receut et les delivrast a Bonjour de Biauquaire, mes que il n'y en eust nul qui fut deffendus, car il estoient a luy; et a les veoir avant que il les delivrast [furent] maistre Jehan de Fores et Guillot Bonjuif commis pour les examiner en la presence de deux nottaires du Chastelet; et furent trouvez : un livre de comment de philosophie; item un livre de medecine; item un livre d'astronomie; item une Bible; item un livre d'une table d'astronomie; item un livre d'astronomie ou y avoient aucunes accordances ou auctor[ités] du Thalm[ud]. Et disoient les gens que on li feroit un petit de courtoisie si on li rendoit.

Et le bailla le Thresorier a maistre P. de Condé pour le baillier a l'evesque de Paris pour examiner le jeudy XIX<sup>e</sup> jour d'octobre; et les autres il delivra audict Bonjour et en a lettre du Chastelet.

29 octobre.

C'est la copie d'une lettre du Roy pour la temporalité l'evesque de Paris dont on avoit arresté un memoire d'en parler au Roy de li advisier de celes bulles comme ledict mons. de Paris et les autres prelas avoient apporté de Rome, lesquelles on leur rendit

<sup>(1)</sup> Ms.: Mais.

<sup>(2)</sup> Moulineaux, arr. de Rouen.

<sup>(3)</sup> Jehan d'Arreblay le jeune, maitre de

l'hôtel du roi et « gouverneur de la sénéchaussée de Beaucaire » en 1322 (*Historiens de la France*, XXIV, p. 241<sup>\*</sup>).



pour les faire corriger. Et est la dicte memoire ou livre Jornal de devant cettui le xi<sup>e</sup> jour d'octobre CCCXX.

Ph., Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris gentibus Compotorum Parisius ac custodibus regaliarum nostrarum, salutem et dilectionem. Quia littere apostolice pro regaliis alias per dilectum et fidelem nostrum Stephanum Parisiensem episcopum nobis exhibite, continentes quod summus Pontifex eidem regimen Parisiensis Ecclesie tam in spiritualibus quam in temporalibus duxerat committendum, secundum nostri deliberationem Consilii reperte in forma non fuerant competenti, propter hoc temporalitatem ipsius Ecclesie eidem ad plenum noluimus liberare, sed ad ipsius episcopi supplicationem eam sibi tunc duximus recedendam, promisso nobis per eum quod infra certum tempus super hoc assignatum dictas litteras apostolicas corrigi procuraret easque nobis in forma solita exhiberet. Cumque ipse easdem nobis exhibuerit ut promisit et ob hoc ex integro totam temporalitatem ipsius Ecclesie eidem deliberavimus, manum nostram desuper appositam ob hanc causam totaliter amovendo, mandamus vobis et vestrum cuilibet, prout ad ipsum pertinuerit, quatenus occasione huiusmodi prefatum episcopum non impediatis de cetero in eodem. Et si quid inde propter hoc postmodum receperitis illud eidem restituere non tardetis. Datum Parisius, prima die octobris CCCXXI. — Et est signée : « Per regem, ad relationem vestram. Felis. »

Et parce que ledict mons. de Paris a faict ce qu'il avoit promis l'on a faict oster la main du Roy et accompli le mandement dessus dict; et li fu rendue ladite lettre originale pour sa deffense et pour sa seureté. Et en fit <sup>(1)</sup> collation a cette ci maistre Jehan Bajust <sup>(2)</sup> avec moy ce dict jour.

30 octobre.

Ph., etc., a tel bailli, salut. Comme pour les exces et desobeissances evidens que les Juifs de nostre royaume ont faictz en moult de manieres en outrepassant nos edictz et ordonnances depuis qu'il retournerent audict royaume de France, non pas seulement en prejudice de nous, mes aussy en grand dommage et lesion de nostre menu commun peuple, en prenant trop grandes et outrageuses usures des prestz que il leur faisoient, nous aions faict approchier iceux Juifs et les ayons faict mettre en nos prisons et faire inventaires de leurs biens, si comme vous sçavez, lesquies ont esté de ce convaincus tant par confessions volontaires comme par tesmoins; pour lesquies excez, mesfais et desobeissances iceux Juifz ont esté condamnez par arrest de nostre court entre les autres choses a nous paier pour cause d'amende cent cinquante mille livres de tournois petiz a penre, lever et recevoir de et sur tous les biens que les dis Juifz ont en nostre royaume, lesquies Juifs se obligerent tous ensemble et les uns pour les autres a nous faire satisfaction

<sup>(1)</sup> Ms. : enfin.

<sup>(2)</sup> Ce nom, qui paraît suspect, est correct.

« Maître Jehan Bajut » est souvent cité dans

la *Recepta communis* de 1320-1321 (Bibl. nat., lat. 9787).



plenièrre de ladicte amende selon ce qu'il seroit jugié par les gens de nostre court; et nous, desirans de tout nostre cuer pourveoir au desdommagement de notre pueple dessus dict, aions ordené par deliberation de nostre grant Conseil que les biens, gaiges et lettres obligatoires qui sont et estoient chez les Juifz dessus dictz et ailleurs en depost ou en garde ou estrangiez par leur malice soient renduz et delivrez a tous chrestiens pour la pure sorte sans accroissement de usures, nous vous mandons que vous a ce faire pourveez en telle maniere que en chacune ville de vostre baillie ou il demourroit Juifz vous eslisiez trois personnes ou deux selon ce que la quantité des Juifz le requerra, des plus souffisans et convenables de ladicte ville qui, aus chrestiens requerans leurs biens, gaiges et lettres dessus dictes rendent et delivrent iceux pour la pure sorte ainsy comme dessus est dict, appellés avec vous ceux et aucuns de ceux qui firent les inventaires des dictz biens, garnis les dictz inventaires et les Juifz qui avoient les dictz biens et gaiges par devers eux, ou cas que vous les pourriez avoir bonnement; et les propres biens des Juifz et les autres qui ne seroient requis vendez et faictes vendre par iceux en la maniere accoustumée pour eschiver qu'ilz ne perissent ou empirent; et ou cas que debatz ou discort seroit entre les chrestiens requerans et les Juifz persistans sur la quantité du prest ou de l'obligation en pure sorte, si leur faciez sur ce hastif accomplissement de justice, appelez ceux qui feront a appeller. Et pour ce que ces choses soient miex et plus ordenement faictes nous avons établi nostre amé clerc maistre G. de la Poterie <sup>(1)</sup> a estre sur les dites besongnes souverain es dictes parties de Normandie, auquel nous voulons que l'en obeisse par tout et en tout. Donné a Paris.

31 octobre.

Cettui jour, vigile de la Tousseint, nichil. Et fu[rent] mons. de Sully au Louvre et mons. de Noyon, le sire de Lor et Martin des Essars.

6 novembre.

Vint par devant nos seigneurs maistre Amaury de la Charmoie et maistre Jehan de Saint Just, presens messire Jacques du Jardin et Macé Lescot, et jura sur saintes evangiles Jehan Aimart de Saint Just, soldoier, et dict par son serement que pour amour ou pour haine ne pour convoitise il ne lesseroit que il ne deist verité de ce que on li demanderoit. Requis que il deist se il sçavoit de quix soldoiers et de quant messire Regnaut Clignet <sup>(2)</sup>, ou autres pour li, avoit acheté des debtes de soldoiers qui avoient esté

<sup>(1)</sup> Voir la table de l'*Inventaire de Robert Mignon* (éd. Langlois), à ce nom.

<sup>(2)</sup> Voir des lettres de Philippe le Long en faveur de ce personnage, Appendice II, n° 1013. Il avait été sénéchal de Poitou, au moins de juin 1320 (J. Viard, *Les Journaux du Trésor*

de Charles IV, col. 364) à juin 1322 (*Historiens de la France*, XXIV, p. 192 \*). On lit dans les *Journaux du Trésor* de Charles IV, sous le 14 décembre 1322 : « Dominus Regin[ald]-us Clugneti, miles, de summa sibi debita pro residuo vadiorum sui et gentium suarum in comi-



a Armentieres; dist que il sçait bien comme il tint, que il a servi a Armentieres dessoubz ledict maistre Regnaut par l'espace de deux ans et plus que, quand il venoit a Paris pour querre de l'argent et il estoit retournez, il disoit a li et a ses compaignons que il ne povoit point avoir d'argent; et lors ilz venoient aucunes fois vers son clerc Colart de Saint Just et aus autres clercs quant il avoient compté et disoient a iceux : « Haro, que ferons nous ? Nous ne povons avoir deniers ny maille. » Et lors on leur respondoit : « Nous ne vous povons aidier; alez a Paris. » Et lors il disoient aux clercs, a Colart et aus autres : « Nous ne porrions aler a Paris pour si po comme on nous doit; prenez ce que on nous doibt par devers vous pour tant comme vous voudrois, et nous le voulons bien. » Lors il en prenoient le meilleur marchié que il pavoient : aucunes fois il leur ordenoient le huictiesme, aucune fois le siziesme et aucunes fois le cinquiesme. Et furent des vendeurs sodoiers Jehan de Essiet<sup>(1)</sup> lez Arras, et Jehan Borrocoul, sodoier, et Bertaut dit le Rogier. Et dict ledict Jehan Aimart que il scet bien que iceli Colart eut de Jehan Boerocoul et de plusieurs autres environ quarante livres ou plus pour soixante huit solz ou environ; et est ledit Borrocoul entour messire Guillaume Clignet, mais il ne sçait par qui ledict clerc les acheptoit.

Item dict ledict Jehan Aimart que il set en cette ville devant la meson l'evesque de Laon un courratier que on appelle Ogier de Forcheville, qui en a faict vendre puis deux ans a plus de quatre mil livres, et dit que il ne set a qui ne pour qui ne qui les a achepté des courratiers le plus secretement que on puet; et dist cil qui parle que ledict courratier de quinze [cents] livres et plus qu'on devoit a li et a plusieurs autres il ne leur offroit que trois cents livres; mes il ne set pour qui. Et ainsint puet apparoir que le Roy y perd grandement et les povres soldoiers sont defraudez, et degastez le leur.

Item dit ledict Jehan Aimart que il set certainement que un Flament qui demeure en cette ville, mes il ne set pas en quel lieu, le quel est apelez Guillaume Tronc, en a acheptez pour soi mesmes de plusieurs compaignons qui ont suivy le Roy grande quantité.

Item dict ledit Jehan que Huguenin, clerc Jehan Le Mire<sup>(2)</sup>, demourant a Paris<sup>(3)</sup>, en a bien par devers soy quinze [cents] livres, de quoy on dit que il a païé la plus grande partie et s'en sont allez les sodoiers en leurs pais et li ont lessié leurs cedulles.

Et dit que il a oy dire aux clercs dudict messire Regnaut que on li debvoit bien environ v<sup>m</sup> livres [quand] il se partit des frontieres de Flandres, dont le Roy lui bailla une meson vers Mondidier, que il tint pres de deux ans; et puis quand elle fu retraite il ot

tatu Attrebatensi contra federatos deservitorum...

<sup>(1)</sup> Achiet, arr. d'Arras.

<sup>(2)</sup> Jean Le Mire était, à cette date, « clerc des arbalétriers » (*Recepta communis* de 1321, lat. 9787, f. 99 v°); il a été « trésorier des guerres » de 1327 à 1338.

<sup>(3)</sup> En janvier 1317 le roi avait accordé à Jean Le Mire, son huissier d'armes, le droit de faire pratiquer dans la partie des murs de Paris qui touche à sa maison une porte cavalière, à charge de reboucher cette brèche en cas de nécessité (JJ 54<sup>e</sup>, n° 71, f. 44).



l'argent de la dame qui l'a retraicte; et du demorant qui li povoit estre deu il doibt avoir pourchacié asseurement sus la recepte de la seneschaucée.

Item Emenion de Perdillan <sup>(1)</sup>, qui fu capitaine d'Armentieres et puis apres de Laleu sur la Lis, qui de cinquante sergenz que il avoit soubz li il leur fit tant que il li vendirent leur cedulles, et les acheptoit pour li et de par li Jehans <sup>(2)</sup> de Perdillan, son escuier, et un autre qui est appellé Thomas du Eruquet, sergent qui va exploitant pour mons. G. Clignet des biens du Temple; et moult y out de sergens dessoubz ledit Emenion qui oncques n'orent compte de li, et croit on que ledit Emenion en ait esté païé du Roy.

*Entre le 11 et le 16 novembre* <sup>(3)</sup>.

*26 novembre.*

Ce jour vint messire Bertrand Boniface et dit que, du commandement le Roy, il alla au Concile des prelatz de l'arcevesché de Roam au Pont Audemer le lundy apres la Saint Martin d'hiver, et retourna le mercredy jour de feste Sainte Catherine ensuiant.

*1<sup>er</sup> décembre.*

Cettui jour fu envoyée a François de l'Hospital par justice une lettre du Roy au gardien de la ville de Laon que il commandast et enjonsist que le maire et les jurez de ladicte ville soient a Paris pour compter de la communauté de ladicte ville a la quinzaine de la feste saint Andry prochainement passée.

*7 décembre.*

Privilegium Judeorum. — Cettui jour fu baillié par sire Martin des Essars a Pierre de Villebraine, procureur le Roy au Parlement, un privilege scellé en cire verte du roy Loys, que Diex absoille, lequel il leur donna quand il furent rapellez a venir au royaume, et duquel il se vouloient aidier, mais on ne leur vouloit pas baillier. Et toutes fois on envoya

<sup>(1)</sup> Ms., ici et plus loin : Perdillac. Cf. l'art. *Amanenus de Perdillano* à la table des *Journaux du Trésor de Charles IV le Bel*.

<sup>(2)</sup> Ms. : li hons.

<sup>(3)</sup> Entre ces deux dates est transcrit un paquet de pièces *Pro solutionibus villarum Flandrie*, qui commence par la « Coppie d'une lettre envoyée au Thresorier par mons. des Essars et Giraut Guette » : « Tres chiers amis, nos grans seigneurs sont d'accort que ceux des chastellenies d'Ipre soient delivrez en la maniere que ceux de la ville d'Ipre le furent. Si

prenez autelles lettres de eus comme (ms. : voire) vous les eustes de ceux de la dicte ville, et les delivrez en la maniere que ceux de ladicte ville furent delivrez, en prenant par devers vous les procurations des procureurs desdites chastellenies; et tout ce que vous aurez de eus faictes enregistrer en la Chambre des comptes. Diex soit garde de vous. Escript a Longchamps, vendredy apres la Saint Martin [13 novembre]. »

Suivent la lettre de « delivrance » aux procureurs de Dixmude et Nieuport et le texte des procurations d'Ypres, Dixmude et Nieuport.



ledit privilege au Parlement par ledit Pierre de Villebraine pour avoir Juis sus et leur faire droit. Et doit rapporter ledit privilege en la Chambre.

31 décembre.

L'en envia au Thresor six paires de lettres au seau du Roy pendant pour la defense des tourneaymens.

*OBITUUS REGIS PHILIPPI.*

Dominus Philippus, bone memorie Francorum et Navarre rex, decessit die secunda januarii et traditus fuit ecclesiastice sepulture die Epiphanie Domini in ecclesia Beati Dyonisii in Francia.

22 janvier 1322 (n. s.).

Ce jour fit serement en la Chambre des comptes... Guillaume de la Hale, lors retenu nouvellement bailli de Caux par lettres du Roy données xxii<sup>e</sup> jour de janvier CCCXXI<sup>(1)</sup>.

Item ce jour fut rendue et baillée a Jehan d'Aucerre, peintre, sa lettre du Roy par laquelle li roy l'establist peintre de ses edifices par lettres données xxiii<sup>e</sup> jour de janvier CCCXXI<sup>(2)</sup>.

17 février.

Ce jour fut mandé a tous les baillis et seneschaux de la langue françoise que il fussent a la quinzaine des Brandons ensuivant a Paris en la Chambre des comptes avec les inventaires des Juifz que il avoient faict qui n'estoient encores pas baillez par devers la court et especiallement les inventaires des biens des Juifz que aucuns des dis baillis avoient justiciez, et aussy qu'ilz prissent les comptes des commissaires qui s'estoient entremis du faict des Juifz, et tous les deniers qui auroient esté receuz ilz envoiassent entierement a present au Thresor.

22 février.

L'en rendit a Bonjour de Beauquaire, juif, une mallette ou il y avoit lettres en coffres de cuir bouilly et une gibeciere qui avoit esté prise de luy a Paris quand les Juifz furent pris.

<sup>(1)</sup> Cf. *Historiens de la France*, XXIV, p. r16<sup>r</sup>.

<sup>(2)</sup> Texte inconnu de B. Prost, qui a formé un recueil des mentions relatives aux peintres du roi sous les derniers Capétiens directs (dans les

*Études d'histoire du moyen âge dédiées à G. Monod*. Paris, 1896). Cf. J. Viard, Introduction (sous presse) aux *Journaux du Trésor de Charles IV*, § xiv.



23 février.

Ce jour fut mandé a tous les baillis que il prissent garde, chacun endroit soy, que la taille imposée seur les Juifz de sa baillie soit solvable et que les Juifz soient souffisans chacun endroit soi de paier, et se aucun Juif y avoit non solvable que lesdis baillis appellassent les Juifz de sa baillie qui de la dicte taille se sont entremis afin que ce que les povres ne porroient paier feust mis sur les autres qui sont solvables.

Item fut mandé au seneschal de Carcassonne que tous les biens que Guillaume Garric <sup>(1)</sup> de Carcassonne avoit au jour que il se mesfit et fu atteint de heresie, pour que il est fuitif hors du royaume, soient pris et mis en la main le Roy et especialement une meson en laquelle demeurent les enfans dudict Guillaume; et se aucuns se vouloient opposer a ce, la main le Roy tousjours tenans biens, il assigne journée a l'opposant par devant les gens des Comptes a Paris; et doit rapporter ledict seneschal en ses premiers comptes ce que il en aura faict.

26 février.

Ce jour fu amenez en la Chambre des comptes Lancelot Barate, corratier de Gennes, qui estoit detenus du commandement de la court pource que l'on disoit qu'il s'estoit entremis des besoingnes et des contraus G. Guette, dont il ne vouloit déposer par devant nos seigneurs la verité, si comme l'en li opposoit. Et pour ce que ledict Lancelot jura que il diroit la verité de ce que il en sçauroit et que il ne procureroit ne n'avoit procuré que aucun qui ait eu a faire audict G. de faus contraus ou autrement, non deuement, pacifiast avec luy, ledict Lancelot fu receu par pleges, a peine de x<sup>m</sup> l., de lui représenter en la Chambre des comptes toutes fois qu'il en sera requis. Et de ce sont establis pleiges a la peine dessus dite Guillaume de Serre, François de Gairilbaut et Philippe de Fredinesco <sup>(2)</sup>, tous marchans de Gennes.

3 mars.

Ce jour furent retenus et jurerent en la Chambre des comptes maistre Jehan de Gisors comme charpentier, et maistre Nicolas de Chaumes comme maçon des œuvres et edifices nostre seigneur le Roy.

Item fut baillé ce jour en la Chambre des comptes un inventaire faict par mons. Aymart de Creus, chevalier, seneschal de Thoulouze, en l'hostel que Mathe Guette et ses gens ont a Thoulouze, et est mis le dict inventaire avec le rescript dudict seneschal par devers mestre [P.] de Condé en l'aumaire que maistre Macy <sup>(3)</sup> souloit avoir.

<sup>(1)</sup> Ms. : Garaci. Voir, sur ce personnage, le procès de Bernard Délicieux (B. Hauréau, *Bernard Délicieux*. Paris, 1877).

<sup>(2)</sup> Ms. : Fredmesco. Cf. la table des *Journaux du Trésor de Charles IV*, à l'article « Philippus de Fradenasco ».

<sup>(3)</sup> Macé Lescot, précité. Voir son article dans la *Recepta communis* du terme de la Saint-Jean 1321 (Bibl. nat., lat. 9787, f. 59 v°).



Item fut mandé au seneschal de Thoulouse que il prist tous les livres et escripz que Giraut Guette, ses freres et ses fauteurs avoient a Thoulouse et ailleurs en la seneschaussée et les envoiast enclos feablement soubz son seel a Paris en la Chambre des comptes; et aussy li fu mandé que il prit les fauteurs dudict Giraut estant en sa seneschaucée et les envoiast soubz sauvegarde a Paris, afin que l'on peut avoir instruction et cognoissance par lesdis fauteurs et par leur livres des fais dudict Giraut et de ses freres.

Semblablement fu mandé au seneschal de Beauquaire, au bailli d'Auvergne, aux gardes des foires et a Jehan de Fleur en Champaigne meismes et par une autre commission.

Ce sont les noms des fauteurs dont mention est faite cy dessus :

En Champaigne, Jehan Boudet, R. Boudet et Durant Boudet.

A Paris, Guilloton.

En Alverne, Anblart et tient le compte a Clermont, Guillot Babert, Robert Chisignai et P. Duc; et tiennent la drapperie a Clermont. — Jehannot de Chinnant tient le change audict lieu et l'espicerie aussy. Michel de Chinnant illec mesmes comme marchié de vins. Jacquinet Banquo illec meismes et tient la mercerie.

A Montpellier, Durant Olhet et Jehan de Casso.

A Thoulouse, Durant Sirel, Jehannot Guette et Guillot Ban.

Tous ces fauteurs bailliez par Guilloton de sa propre main <sup>(1)</sup>.

8 mars.

Lors furent bailliez a mons. Pierre d'Estampes, en garde, deux vidimus, l'un scellé du scel l'official de Paris et l'autre du scel de la prevosté de Paris, faisant mention d'un eschange que Anglese de Montagu fit au Roy l'an CCCIX <sup>(2)</sup> de certains castelz, forteresses, rentes et autres choses qu'elle avoit ez confins du royaume.

Item fu mandé au baillif de Gisors que les deniers de la vente du poisson du vivier de Besu <sup>(3)</sup> que il faisoit peschier, que la dame de Neaufle disoit appartenir a li pour ce que elle disoit que ce estoit meuble, combien que la propriété fut revenue au Roy et que elle repreist sa rente au Thresor, que lesdis deniers il meist a part et gardast, sans riens distribuer jusques a tant que l'en eust discuté et sceu par devers qui il devroient torner.

<sup>(1)</sup> Le *Journal* mentionne plus loin, sous la date du 9 juin 1322 (f. 460), qu'un notaire du Châtelet bailla ce jour-là en la Chambre des comptes « quatre gajemens de Chastelet » consentis par des bourgeois de Paris et de Rouen au profit de divers agents de Géraud Guete. Ces documents furent baillés « du commandement de noz seigneurs des comptes » à

maître Étienne de Gien, notaire du roi, « député de par le Roy sus le fait de Geraut Guette et de ses freres pour rendre aux personnes a qui il debvroient estre rendus ».

<sup>(2)</sup> Le ms. porte « CCCXIX »; la pièce dont il s'agit est au Trésor des chartes (Arch. nat., J 273, n° 11; J 296, n° 53; cf. JJ 41, n° 146).

<sup>(3)</sup> Bézu-la-Forêt, c<sup>m</sup> de Lyons, Eure.



11 mars.

Furent aportez en la Chambre des comptes par Jacques dé l'Eurre, lieutenant des gardes des foires de Champagne, deux mallettes scellées du signet du chancelier des dites foires et dudict lieutenant, esquelles sont plusieurs escriptz, tables, lettres et menus arrez qui furent pris en cest present mois de mars a Laigny en l'hostel de Boudes, marchandz provenceaux repairans es foires, compaignons et fauteurs Giraut Guette et ses freres, si comme l'en disoit.

12 mars.

Lors rescript le seneschal de Rouergue que par la vertu des lettres du Roy a luy envoiées il avoit faict publier et crier par les liex notables de sa seneschaucée que quiconques se voudroit pleindre de Giraut Guette que il venissent a Paris par devant les commissaires a ce deputez, et l'en leur feroit brief et hastif droit.

Lors bailla le clerc au bailli de Gisors un roulliau pour avoir avis de nosseigneurs sur plusieurs choses contenues audit roulliau, appartenans aus comptes que le bailli devoit rendre a la Pasques prochainnes après ensuiant, et ne les voudrent nos seigneurs determiner jusques a la venue du Roy pour ce qu'il y avoit plusieurs choses qui ne se pooient desclaircir fors en sa presence.

19 mars<sup>(1)</sup>.

Ce jour furent veues et levées unes lettres en la Chambre des comptes d'une assignation faicte a vie de v<sup>e</sup> l. p. a mons. Jehan de Barres, mareschal de France, a prendre en certains lieux en la baillie de Troyes, par devant mons. Jehan de Cherchemont, messire Etienne de Mornay, maistre Pierre de Condé, messire Amalric<sup>(2)</sup> de la Charmoie, messire Jehan de Villepereur, messire G. Courteheuse, Martin des Essars<sup>(3)</sup>. Et debattu entre eux les dites lettres pour ce que il voloit estre païé par sa main et avant que le receveur le Roy illeuc y prist riens, ordenerent, toutes choses considerées, que ledict mareschal prist ladicte somme avant le receveur le Roy dessus dict desoresenavant; et li rendirent lors ses dictes lettres.

Ce jour fut baillié pour veoir au procureur du Roy P. de Villebr[ene] un procez faict par

<sup>(1)</sup> Ce paragraphe a été publié par F. Guessard dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1843-44, p. 383, d'après un « extrait » du Cabinet des titres. Comme cet extrait désignait sa source (Mémoirel A<sup>2</sup>) par l'indication erronée : « Mémoirel A, fol. 2 », M. J. Petit (*Essai de restitution*, p. 91) l'a inséré, d'après Guessard, dans sa restitution de A, mais dubitativement et en note.

<sup>(2)</sup> Ms.: Alain. — Éd. Guessard: Almaric.

<sup>(3)</sup> Notre manuscrit porte « Messire Pierre » au lieu de « Martin » qui est dans l'édition Guessard. Mais Pierre des Essars, précité (p. 259), ne devint maître des comptes qu'en 1336; il avait en 1322 des fonctions plus modestes (Borrelli de Serres, *op. cit.*, III, p. 208).



P. Jumel, au temps que il estoit bailli de Vitry, et les commissaires<sup>(1)</sup> depuis a ce commis de par le Roy contre le comte de Bar pour plusieurs malefactions faictes tant par luy comme par ses gens en ladite baillie, lesquelles malefactions le procureur dudict comte, maistre Aubert, princier de l'église Saint Pere de Bar, amanda ausdis commissaires a la volonté du Roy devant plusieurs personnes du pais dont les noms sont en la fin dudit procez; et doit monter l'amende a molt grande chose, si comme l'en dict; et est ladicte procuration au coffre noir.

18 juin.

Ce jour fu escrit par lettres du Roy au bailli de Sens que il contrainsist l'evesque d'Aucerre, par la prise de son temporel, a bailler li et delivrer le testament de feu Jehan des Grez, chevalier, frere dudict evesque, touchant ledit testament plusieurs besongnes du Roy; et fu mandé audict bailly que ledit testament il envoiast en la Chambre des comptes a Paris, et que ledit temporel il remist en la main du Roy pour cause de sa desobeissance. « Per Cameram compotorum et thesaurarios. H. de Domp. »

19 juin.

Ce jour fu faicte une commission en cire jaune a Jehan de Mesi, examinateur des testaments du Chastelet de Paris, et Jehan Olivier, en la baillie de Toureine et ou ressort, a faire enquete et inventaire des biens des Juifs alienés et recelez en ladite baillie. Signé : « Per Cameram compotorum. Justice. »

*Donum factum Johanni et Carolo, liberis Agnetis, nutricis regis...* — Donna li rois par ses lettres faictes xxii<sup>e</sup> jour dudict mois a Jehan et Charles, fils de damoiselle Agnès d'Issi, mere le Roy, a chacun v s. p. par semaine, a prendre es bourses des escoliers le Roy par mons. Jehan de La Chappelle, a tant que li rois les eust pourvus de benefices souffisanz. Signata : « Per regem. Vertus. »

A Philippe, peintre de Rome, et Nicolas et Jehan, ses fiuls, peintres<sup>(2)</sup>, est renouvellee la lettre des v s. que ilz prennent a volonté sour la prevosté de Paris, vingtiesme jour de mars, signata : « Per dominum regem, ad relationem domini Alberti de Roya. Jac. »

A Pierre de Juniaco est renouvelle l'office des œuvres et des yaues de la seneschaucée

<sup>(1)</sup> Ms.: sen.

<sup>(2)</sup> B. Prost écrit (*Études d'histoire du moyen âge dédiées à G. Monod*, Paris, 1896, p. 396): « Philippe Bizuti ne réapparaît plus dans les

documents à partir de 1322; il était mort sans doute... » On a ici la preuve qu'il vivait encore en mars 1322 n. st.



de Thoulouze. Vingt quatriesme jour de mars, signata : « Per dominum regem, ad relationem domini Alberti de Roya. Maill. »

[F. 41.] A maistre Jehan dit Maubourt, de Limoges, est ottroïé l'office de estre char-  
tulaire et registreur des emolumens des draps de la cité de Albigeois et Douvroy<sup>(1)</sup>, en la  
ville de Royaumont<sup>(2)</sup> et en autres chastiaus et villes d'environ ou l'en fait draps, aux  
gages qui sont establis par les ordenances faictes sur le fait des draps ; et veut le Roy que  
se autres sont mis par autres lettres oudict service que il en soient mis hors, et cettuy i  
demeure.

A Nicolas de la Ruelle est renouvelé l'office de delivrer les sentiers et les cours des  
yaues et des rivières portans navires auquel il avoit esté institué par le prevost des  
marchans de Paris, renouvelé par lettres du Roy données xxvi<sup>e</sup> martii, signata : « Jacques  
de Vertus » solum.

A Robert de Rouen est renouvelée l'administration et le gouvernement des Aveugles  
de Paris aux gaiges accoustumez par lettres du Roy données le neufviesme jour d'avril  
CCCXXI. Signata : « Per dominum regem ad relationem domini Auberti de Roya. Jacq.  
de Vertus. »

A Guillaume de Breteuil et Guillaume de Moussent est renouvelé l'office de estre  
cirurgien en Chastelet de Paris aus gaiges accoustumez, par lettres de Roy données le  
x<sup>e</sup> jour de febvrier l'an MCCCXXI. Signé : « Par le Roy a la relation du tresorier de  
Reims. Jac. »

A Thomas de Laingneville est renouvelé l'office de la reparation de la baillie de  
Tours tant de charpenterie comme de maçonnerie par lettres du Roy données xiii<sup>e</sup> jour  
d'apvril CCCXXII.

Itier du Faur, chevalier, est confermé par le Roy en l'office de la garde et du gouver-  
nement de la baillie Bituricensis de et ad volonté et aus gaiges accoustumez. Donné au Bois  
de Vinciennes, le vi<sup>e</sup> jour d'apvril CCCXXI. Signata : « Per regem ad relationem comitis  
Bellimontis. Jacques de Vertus<sup>(3)</sup>. »

[F. 47 v<sup>o</sup>.] A maistre Nicole dict Baudré est donné a estre advocat et deffendeur ez  
causes du Roy en la baillie de Coustance a 20 l. t. de pension par an a volonté par lettres  
du Roy données vi<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII. « Per Cameram computorum. God. »

A messire Gui Chevrier est ottroïée la garde de la seneschaussée de Biauquaire avec  
gaiges accoustumez par lettres du Roy données xix<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII. Signatum :  
« Per regem, ad relationem vestram. G. Julioth<sup>(4)</sup>. »

Au bailli de Macon est renouvelé l'office du gouvernement de ladite baillie ad volonté

<sup>(1)</sup> Mot altéré. Peut-être : « d'environ ».

<sup>(2)</sup> Réalmont (Tarn).

<sup>(3)</sup> Dans la nomenclature des baillis de  
Bourges, M. L. Delisle (*Historiens de la France*,  
XXIV, p. 187\*) a placé en 1320 « Itier du Fai »,

d'après une charte passée dans une vente en  
1862.

<sup>(4)</sup> Cf. L. Delisle (*o. c.*, p. 241\*), qui n'a  
pas connu cette date.



et aus gaiges et emolumens accoustumez par lettres du Roy données xxi<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII<sup>(1)</sup>.

Pierre de Beaumont, jadis et nagueres bailli de Gisors, fu faict bailli de Vermandois par lettres données a Asnieres le xxiii<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII. Per neminem signatas<sup>(2)</sup>.

A Pierre d'Espierres, sergens d'armes, est ottroïée la garde et le gouvernement de la baillie des Montagnes d'Auvergne, aus gages de Sa Majesté par lettres du Roy données xxvi<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII. Signé : « Par le Roy a la relation du doyen de Poitiers. P. Jul.<sup>(3)</sup>. »

Mons. Symon de Billy, chevalier, est ottroyé a estre bailli de Bourges par lettres du Roy données xxvii<sup>e</sup> jour de may CCCXXII. Signé : « Par le chancelier. Molins<sup>(4)</sup>. »

[51 v<sup>o</sup>.] A Jehan Loncle est ottroyé a estre prevost de Paris par lettres du Roy données le xxvii<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII<sup>(5)</sup>. Non signées.

Jehan de Fresnoy, bailli de Gisors, fu establi xxiv<sup>e</sup> jour de mai CCCXXII, par lettres signées : « Per dominum regem, ad relationem Cancellarii. P. Tesson<sup>(6)</sup>. »

Au jacobin inquisiteur seur le faict de heresie en Tourainne furent outtroiez cent cinquante livres de pension anuele a volenté a prendre seur la recepte de Tours, par lettres du Roy données xxvii<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII, signatas : « Per dominum regem ad relationem Cancellarii et domini Johannis Cerchemont. G. Julioti. »

Jourdain de Lobeiz est establi seneschal de Bigorre par lettres du Roy données xxiii<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII, signatas : « Per dominum regem ad relationem Cancellarii. G. Julioti<sup>(7)</sup>. » Et par une autre lettre du Roy, donnée l'an et le jour dessus dis, signée : « Per dominum regem ad relationem Constabularii » est outroïé que tant que il sera seneschal de Bigorre il ait la garde du chastel et de la chastellenie de Lorde qui est adjointe a ladite chastellenie; et prendra les gaiges qui sont accoustumez a prendre pour la garde de ladicte chastellenie. Signata : « Per predictos et G. Julioti. » — Ista littera videlicet castellanie retenta fuit in Camera compotorum per certum tempus quia videbatur eis quod per ordinationes<sup>(8)</sup> debebat capere nisi unica vadia. Attamen domini Compotorum, videlicet dominus Johannes de Villapetrosa et Martinus<sup>(9)</sup> des Essars, qui super hoc habuerant deliberationem cum rege, retulerunt per litteras suas clausas viii<sup>a</sup> junii CCCXXII, que littere

<sup>(1)</sup> L. Delisle (*o. c.*, p. 178\*) n'a trouvé Francion d'Avenières en charge qu'en 1324; M<sup>re</sup> Rameau l'y a vu dès 1321 (*Annales de l'Académie de Mâcon*, 3<sup>e</sup> série, VII, 1902, p. 7).

<sup>(2)</sup> *O. c.*, p. 76\*.

<sup>(3)</sup> Ce personnage n'était connu jusqu'ici comme bailli des Montagnes d'Auvergne que depuis 1325 (*O. c.*, p. 210\*).

<sup>(4)</sup> L. Delisle n'a connu (*o. c.*, p. 187\*) Simon de Billy comme bailli de cette circonscription qu'en 1324.

<sup>(5)</sup> L. Delisle avait trouvé cet officier en fonctions dès le 5 mai (*o. c.*, p. 35\*); il y a donc une erreur dans sa source.

<sup>(6)</sup> *O. c.*, p. 123\*.

<sup>(7)</sup> Jourdain de Loubert, qui fut par la suite sénéchal de Périgord et de Quercy, manque dans la liste des sénéchaux de Bigorre que M. L. Delisle a esquissée (*Historiens de la France*, XXIV, p. 223\*).

<sup>(8)</sup> Ms.: ordinem.

<sup>(9)</sup> Ms.: magister.



ponuntur in primo armariolo, quod dominus rex volebat <sup>(1)</sup> ex certa scientia quod fieret id quod dicto militi concesserat per dictas duas litteras, ordinationibus non obstantibus quibuscumque.

A Jehan dit Le Metaier <sup>(2)</sup> est renouvelé la garde et le regimen de la baillie d'Auvergne et du ressort ad volenté aus gages et emolumens accoustumez, par lettres du Roy données xxiii<sup>e</sup> jour de may l'an CCCXXII. Signata : « Per vos. Molins. »

Gilles Haquin est establi bailli de Senlis par lettres du Roy données xxiv<sup>e</sup> jour de may CCCXXII <sup>(3)</sup>.

A messire Guillaume de Mournay, chevalier, est commis l'office de la seneschaucée de Pierregort et de Caours, et des appartenances, aux gaiges accoustumez a volenté, par lettres du Roy données le ii<sup>e</sup> jour de juing CCCXXII. Signé : « Per dominum regem ad relationem vestram. Molinis <sup>(4)</sup>. »

A Gervaise la Guette est outroïé l'office de la guette du palais royal de Paris, a 8 d. p. de gages par jour, lequel dict office souloit tenir feu Morice la Guette, par lettres du Roy données i<sup>er</sup> jour de juing CCCXXII. « Per dominum regem. Jacques de Vertus. »

A Pierres de Cuigneres, chevalier, est ottroïé l'office du gouvernement de la baillie de Sens et du ressort, as gaiges accoustumez et a volenté par lettres du Roy données x<sup>e</sup> jour de juing CCCXXII. Signé : « Per dominum regem ad relationem Cancellarii. Molinis. »

[En juillet-août 1322 furent nommés ou confirmés dans les fonctions de vicomte en Normandie.]

Arques .....	Jehan de la Neuville.
Auge. ....	Jehan de Hotot.
Avranches. ....	Guillaume de la Porte.
Bayeux .....	Pierre Dalart.
Caen .....	Guillaume de la Halle.
Carentan .....	Nicolas de Kayeu.
Caudebec .....	Jehan de Neaufle.
Coutances .....	Gieffroi de Ver.
Falaise .....	Jehan Bras de fer.
Gisors .....	Jehan d'Asnieres.
— .....	Thomas Herout (substitué le 12 octobre).
Montreuil .....	Robert de Gaangny.

<sup>(1)</sup> Ms. : dolebat.

<sup>(2)</sup> Ms. : Le Micoret. Cf. L. Delisle, o. c., p. 207.

<sup>(3)</sup> L. Delisle (p. 66\*) n'a pas connu cette date.

<sup>(4)</sup> Ibidem, p. 218\* ; même observation.



Mortain . . . . .	Jehan Mongison.
Neuchâtel . . . . .	Oudart de la Boce.
Pont-Audemer . . . . .	Pierre du Chesnoy.
Pont de l'Arche . . . . .	Gautier du Bois.
Rouen . . . . .	Nicolas Vastinel (23 juillet).
— . . . . .	Raoul de Surcy (24 août).
Rouen (Eau de) . . . . .	Guillaume Hoquet.
Valognes . . . . .	Adam Marescot.
Verneuil . . . . .	Richard Cordomme.
Vire . . . . .	Raoul de Surcy.

[64 v<sup>o</sup>.] « Arrestum contra dominum Johannem de Haricuria, militem, vicecomitem Castri Ayraudi, pro excessibus per eum commissis . . . <sup>(1)</sup>. »

17 avril 1322.

*Pro expensis in coronatione regis factis.* — Le faict du couronnement est tel. Premièrement que du temps mons. saint Louis et du roy Ph. li tiers son fils l'en treuve que l'arcevesque de Reims paiet les despens de bouche du Roy, de la Reine, de leur gens, ce qui estoit despendu la veille et le jour et les coustemens que les choses dependues oudict temps coustoient amenées a Reims; et ne treuve l'en pas que les loges faictes pour manger ausdictz couronnemens fussent prises sus l'arcevesque, mes sur le Roy. Mes du temps du roy Phelipe, pere du Roy nostre seigneur qui ores est, treuve l'en bien que les loges qui furent faictes a son couronnement apres la feste furent vendues, et ce que elles furent vendues moins qu'elles n'avoient cousté en merrien et en façon fu pris sus ledit arcevesque avec les autres despens de bouche et non autres choses.

L'acort de nosseigneurs fu telz que l'en manderoit que l'en ne contraindist pas l'arcevesque et ceus de Reims a paier les drois que les mestiers du Roy demandent pour les couronnemens du roy Loys, du roy Ph. son frere et du Roy nostre seigneur qui ores est, et que l'en parleroit au Roy et a monssieur de Valois comment il vousissent ordener certenes personnes qui veissent les escries des couronnemens anciens afin que par leur rapport le Roy fut advisié de faire certene ordenance et de declarer quelles choses l'arcevesque et les dis bourgeois paieront pour les couronnemens passez et a venir et quiex drois les mestiers le Roy prendront tant pour les couronnemens passez comme pour ceux a venir, et fu

<sup>(1)</sup> De cette pièce bien connue (« In parlamento, die xxix<sup>a</sup> february CCCXXII ») il y a une copie dans les Chartes de dom Housseau,

à la Bibliothèque nationale, n° 3503, d'après « un registre de la Chambre des comptes » non spécifié; peut-être celui-ci.



l'ordenance faicte en lettre scellée du scel le Roy a perpetuelle memoire. Les presens audict accord furent l'evesque de Viviers, l'evesque d'Arras, monsieur le connestable de France, monseigneur Gaucher son fils, monsieur Mahieu de Trie, mareschal de France, monsieur Jehan de Cerchemont, maistre Pierre Rodier, chancelier, monsieur Jehan de Villepereux, monsieur Guillaume Courteheuse, Martin des Essars, Billoart et autres<sup>(1)</sup>.

Le sabmedy viii<sup>e</sup> jour de may fu escrit a tous les baillis et seneschaus pour le faict des Juifz en la forme qui s'ensuit.

Les gens des comptes nostre seigneur le Roy a Paris au bailli de Senlis, salut. Comme entre les autres choses qui vous ont esté enchargées et mandées pour le faict des Juis vous ait esté expressement mandé que vous preissiez seurté des Juis demourant en vostre dicte baillie de paier la portion a eux appartenant de l'amende en laquelle ont esté condampnez le commun des Juifz du royaume aus termes contenus es lettres qui sur ce vous ont esté envoiées, afin que, quand les termes des paiemens cherront, que nul delaïement n'i soit mis et que l'argent soit prest pour apporter entierement a Paris au Thresor en la maniere qu'il est ordené, laquelle seureté nous avons esperance que vous avez prise bonne et suffisante en la maniere que mandé vous a esté, encores vous mandons nous de par le dit seigneur que, toute excusation arriere mise, vous mettez telle provision et diligence que les deniers que les dis Juifs de vostre baillie doivent a ce present terme soient lors sans aucun empeschement ou delay levez et receuz et apportez entierement audict Thresor en la maniere que dict est, sans riens autre part tourner ne convertir. Et de ce faire et accomplir soiez si curieux et attentif que le paiement dudict nostre seigneur le Roy ne soit en aucune maniere empesché ne retardé par vostre deffaut, duquel deffaut l'on se prendroit a vous et non sans cause se il y estoit, mesmement comme par plusieurs fois vous aiez esté sollicitez et en plusieurs lettres et mandemens tant du Roy comme de nous seur ce. Donné a Paris, le viii<sup>e</sup> jour de may MCCCXXII.

Ledit samedi fu escrit ausdis baillis, c'est assçavoir Chaumont, Vitry, Tours, Bourges, pour le fait desdis Juifz, en la forme qui s'ensuit.

Les gens des comptes du Roy nostre seigneur a Paris, au bailli de Chaumont, salut. Comme par noz autres lettres vous ait esté pieça mandé expressement que a cette micaresme derreinement passée vous fussiez a Paris en la Chambre des comptes, avec tous les inventaires des biens des Juifs qui ont été justiciez en vostre baillie, et aussy apportissiez lors entierement a Paris au Thresor tous les deniers qui avoient esté levez et receuz desdis Juifz et de la vente de leurs biens, tant par vous comme par quiconques commissaires qui se sont entremis desdictes besongnes, et enseurquetout fussiez lors prest de rendre compte dudict faict, laquelle chose vous n'avez pas faicte en tout ne en partie,

<sup>(1)</sup> Ces deux paragraphes ont été publiés, sauf les dernières lignes, d'après un « extrait du registre des Mémoires de la Chambre des

comptes », par Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, II, 1<sup>re</sup> p., p. 284.



ne aucuns deniers ne avez envoie au Thresor, dont nous nous esmerveillons moult, encores vous mandons nous et enjoignons estroictement de par le Roy que toute excusation arriere mise vous soiez a Paris en la Chambre des comptes aux octaves de la Trinite prochaines, avec les inventaires desdis biens des Juifz justiciez et avec tous les deniers qui ont esté receuz soit par vous ou par vos commissaires, et pour rendre compte dudict fait en ladicte Chambre; et se il est mestier que aucuns des diz commissaires soient avec vous audict compte rendu, si leur signifiez des maintenant que ilz soient advisiez d'y respondre et rendre raison desdictes besongnes en tant que a chacun d'eux appartiendra. Et de ce faire soiez si curieux et diligent que vous ne puissiez estre repris de negligence et que par vous n'y ait deffaut. Donné a Paris, viii<sup>e</sup> jour de may CCCXXII.



## APPENDICE II.

### ESSAI DE RESTITUTION DU « LIVRE ROUGE ».

(Cf. plus haut, p. 80.)

Le « Livre Rouge » de la Chambre des comptes était muni d'une table contemporaine du registre. Cette table, en latin, avait été transcrite sur rouleau, conformément à une pratique du temps dont d'autres exemples sont connus<sup>(1)</sup>. J'ai eu la surprise de rencontrer des fragments de l'original de ce rouleau à la Bibliothèque nationale, dans le n° 20025 des nouvelles acquisitions françaises, recueil d'épaves provenant des archives de la Chambre. Il était écrit au recto et au verso. Les fragments conservés correspondent aux ff. 443-451, 451-453, 454-458, 493-513, 522-527, 542-550 du registre. Il est d'ailleurs certain que cette table était complète : Menant l'a connue en cet état et il en a pris des extraits<sup>(2)</sup> ; un anonyme de la fin du XVIII<sup>e</sup> ou du commencement du XIX<sup>e</sup> siècle a entrepris de la traduire, et sa traduction partielle nous est parvenue dans un cahier que M. L. Delisle a donné en 1892 aux Archives nationales<sup>(3)</sup>. Je ne serais pas étonné que d'autres fragments se

<sup>(1)</sup> *Notices et Extraits*, t. XXXIX, p. 211, note 2. Cf. J 1024, n° 43, à rapprocher de JJ 40.

<sup>(2)</sup> Recueil de Menant, V, 89-97. Cf. Bibl. nat., n. acq. fr. 7597, f. 278 et 7935, f. 137.

<sup>(3)</sup> M. L. Delisle n'avait pas reconnu la nature de cet opuscule. Il constate seulement que le cahier qu'il offre aux Archives « contient l'analyse détaillée, mais parfois informe, de 454 lettres de rois de France, de 1298 à 1330 » et que c'est, comme il est indiqué au commencement, la traduction d'« un ancien rouleau intitulé *Inventarium litterarum donorum regum Philippi Pulchri, Ludovici, Philippi Magni, Karoli et partis regni Philippi de Valesio* » (Arch. nat., ABv<sup>a</sup>, dossier du 9 avril 1892).

Ce cahier a reçu aux Archives en 1892 la

cote K 38, n° 18 ; mais il a été indiqué comme en déficit sous cette cote de 1896 à 1916. Je l'ai retrouvé par hasard, alors que la disparition en était tenue pour certaine, et réintégré.

L'auteur de la traduction n'a eu entre les mains qu'un fragment du rouleau original. Il commence à traduire les rubriques au n° 83 de notre Restitution et s'arrête au n° 625. L'ordre des « peaux » qu'il avait sous les yeux avait dû être troublé, car il passe du n° 240 au n° 262, pour intercaler un peu plus loin les numéros ainsi omis ; autre omission, qui n'est pas réparée comme la précédente, des pièces comprises entre les n° 493 et 514.

Sa traduction fourmille d'erreurs, de lacunes et de contresens.



retrouvassent un jour, dans les débris dispersés de la Collection Joursanvault (cf. ci-dessus, p. 119<sup>(1)</sup>).

Il existe, d'autre part, une table moderne du Livre Rouge, en français, feuillet par feuillet, dont trois exemplaires, presque pareillement incorrects (les noms propres y sont très maltraités), qui dérivent d'une source commune, perdue, sont conservés aux Archives nationales (PP 100 *ter*, PP 109, PP 117). Un quatrième exemplaire se trouve dans la Collection Le Nain, à la Bibliothèque de la Chambre des députés<sup>(2)</sup>.

Enfin des anonymes ont lu jadis d'un bout à l'autre le Livre Rouge en prenant des notes dont l'ensemble constitue en quelque sorte des tables partielles. Ces travaux sont aux Archives nationales dans les registres PP 105 (ff. 3 v° et suiv.) et PP 96 (premiers feuillets).

C'est la table moderne, seule complète, ou peu s'en faut<sup>(3)</sup>, qui a servi de canevas au présent essai; c'est l'analyse qu'elle contient qui est donnée, entre guillemets, pour représenter ici, faute de mieux, les actes, au nombre de deux cent cinquante environ, dont il semble que le texte n'existe plus.

Les rubriques de la table en latin conservées soit par la copie contemporaine sur rouleau, soit par Menant, sont reproduites (en italiques), même dans le cas où les pièces qu'elles intéressent, connues par une ou plusieurs copies, ont pu être analysées directement. La traduction des rubriques perdues (K 38, n° 18) offre quelques renseignements utiles pour la connaissance des pièces qu'on n'a plus; nous les avons indiqués en les faisant précéder de la lettre A.

L'anonyme de PP 105 et celui de PP 96 ajoutent parfois des détails aux analyses brèves des deux grandes tables, ancienne et moderne. Ces détails

<sup>(1)</sup> Le cahier de M. Delisle a tout à fait l'aspect des copies ou des traductions que les collectionneurs des premières années du XIX<sup>e</sup> siècle avaient l'habitude de joindre aux pièces originales qu'ils se proposaient de mettre en vente. Les fragments du rouleau original qui correspondent à ce cahier ont dû passer dans quelque vente, et il y a, par conséquent, des chances pour qu'ils n'aient pas péri.

<sup>(2)</sup> L. Le Grand, dans le *Bibliographe mo-*

*derne*, 1907, p. 102. — Le ms. 121 de la bibliothèque du président Rouillé du Courdray, dispersée au XVIII<sup>e</sup> siècle, était une «Table du registre cotté *Liber Rubeus*, in-fol., veau» (Bibl. nat., lat. 17173, f. 121); j'ignore où elle est maintenant: c'était aussi, probablement, un exemplaire de la table moderne.

<sup>(3)</sup> Le n° 498 *a* de la Restitution est, par exemple, accidentellement omis dans PP 100 *ter*, PP 109 et PP 117; il n'est connu que par d'autres sources. Ce cas est très rare.



ont été consignés ici, où la première de ces sources est désignée par *a*, et la seconde par *a*<sup>2</sup>.

On dispose, en outre, pour la restitution du Livre Rouge, de la Reconstitution officielle (P 2288) <sup>(1)</sup> et de divers dépouillements faits, du *xv*<sup>e</sup> au *xviii*<sup>e</sup> siècle, dont voici les principaux :

Extraits de 1604. — Arch. nat., P 2569. Archétype de beaucoup d'autres collections disposées ou non dans le même ordre (P 2529, P 2543, P 2591, etc.).

Papiers de Sainte-Marthe. — Bibl. nat., fr. 20691; cf. fr. 23271. Sainte-Marthe a dépouillé plusieurs fois le Livre Rouge et consigné ses notes et ses extraits dans l'ordre de ses lectures, sans jamais indiquer le feuillet du registre original.

Papiers de Gaignières. — Bibl. nat., fr. 20684, p. 229. Deux séries d'extraits : pp. 229-233, pp. 233 et suiv. Notes apparentées de très près à une partie de celles du t. 70 de la Coll. Du Chesne.

Anonyme du *xvii*<sup>e</sup> siècle. — Bibl. nat., fr. 4426. On doit à cet anonyme des analyses très soignées d'un certain nombre de pièces.

Papiers de Du Chesne. — Bibl. nat., Coll. Du Chesne, 70, ff. 92 et s.; 107, ff. 374 et s.; et les « Histoires généalogiques » de cet érudit.

Papiers de Baluze. — Bibl. nat., Coll. Baluze, 17, ff. 59 et suiv.

Papiers de Du Cange. — Bibl. nat., fr. 9501, ff. 91 et s.; Arsenal, 5261, ff. 105 et s. Les extraits de la Bibliothèque nationale sont sans intérêt parce qu'ils ont été faits exclusivement d'après la dernière partie du Livre Rouge, dont le contenu a été emprunté, comme on sait, à des registres du Trésor des chartes qui sont encore à notre disposition.

Anonyme de Saint-Germain des Prés. — Bibl. nat., lat. 11835, pp. 144-163. Cet anonyme a intitulé ses extraits : « Ex antiquo registro »; c'est pourquoi ils n'ont pas été reconnus jusqu'à présent pour ce qu'ils sont. Il s'intéressait surtout aux choses de Paris.

Aucun des auteurs de ces dépouillements n'a soupçonné que beaucoup de pièces du Livre Rouge se trouvent aussi dans les registres domaniaux de la Chancellerie.

<sup>(1)</sup> Des matériaux, préparés pour la Reconstitution officielle, n'ont pas été compris dans P 2288; on les trouve dans K 166 et suivants, S 973.

Les extraits du Livre Rouge par Dom Lenoir (Bibl. nat., Coll. Moreau, 341, f. 151 et suiv.) paraissent avoir été faits d'après la Reconstitution officielle.



Nous avons analysé directement, d'une manière très sommaire, les pièces dont le texte a été conservé par ces érudits<sup>(1)</sup>, en indiquant le recueil ou les recueils qui l'ont conservé, et les éditions. Lorsque les anciens extracteurs n'ont pris que des notes sur une pièce, sans la transcrire en totalité ou en partie, on s'est servi de ces notes pour préciser ou compléter les données fournies par les tables. En ce cas, *a*<sup>3</sup> désigne le Manuel de Pierre Amer (fr. 10988), *b* les papiers de Sainte-Marthe, *c* les papiers de Gaignières, *d* les papiers de Du Cange à l'Arsenal.

On a indiqué entre crochets les exemplaires des pièces insérées au Livre Rouge dont le texte n'est connu que par des expéditions originales<sup>(2)</sup> ou par d'autres sources.

Les chiffres en caractères gras avant les numéros d'ordre indiquent les folios du Livre perdu, d'après la table moderne.

<sup>(1)</sup> Les dates n'ont pas été réduites au nouveau style, afin de faciliter l'identification des copies et des exemplaires qui pourraient être ultérieurement retrouvés.

<sup>(2)</sup> Les expéditions originales, source primi-

tive du Livre Rouge, sont assez nombreuses au Trésor des chartes dans les cartons de pièces «recouvrées» et cancellées; il y en a un autre nid dans les «Cartons des rois» (série K), de la même provenance.



## IN HOC LIBRO QUI RUBEUS NUNCUPATUR

REGISTRANTUR PLURES ET DIVERSE LITTERE, TAM CARTE QUAM ALIE,

AB ANNO DOMINI M° CC° NONAGESIMO

USQUE AD ANNUM M° CCC° XXXVI°.

1. — 1. « Ratification de la vente faite par Durand de Sens et sa femme de 20 l. de rente sur la prévosté de Melun au profit de Fulcon de Compiègne.

Don desdites 20 l. de rente par Ph., roy de France en 1219, au profit d'Heloyesse, femme de Durand de Sens. »

[Cf. L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, n. 1903.]

2. *Littera domini Johannis de Chambliao, militis, de XL l. p. quas capit apud Templum cum pluribus aliis redditibus quos capit alibi.*

Creil, juin 1294. — Don à Jean de Chambly, châtelain de Valpendant, du vivier de dessous Valpendant et d'autres revenus, pour ses services.

Menant, V, f. 98; XII, f. 10. — Fr. 20684, f. 233 (fragment).

3. *Littera domini Roberti, comitis Bolonie, de M l. annui redditus quas capit apud Luparam.*

Hardelot, octobre 1297. — Don à Robert, comte de Boulogne, de 1000 l. t. de rente sur le Trésor du Louvre.

Fr. 20691, p. 1. — Coll. Du Chesne, 70, f. 94. — Fr. 20684, f. 233. — Menant, XII, f. 10. — [J 149, n. 21 <sup>(1)</sup>.]

<sup>(1)</sup> On y lit : « Rendue pour ce que la rente dont mention y est faite est rachetée l'an 1386. »

4. *Littera domini Beraudi de Mercorio, militis, de 11<sup>e</sup> l. annui redditus apud Luparam.*

Lille, octobre 1297. — Don à Béraud de Mercœur de 200 l. t. de rente sur le Trésor du Louvre.

Fr. 20691, p. 1. — [J 149, n. 331.]

Cf. n° 240 et 241.

5. Villers-Cotterets, octobre 1296. — Transfert d'une rente de 20 l. t. accordée par feu le roi Philippe à Jean de Curru, sergent d'armes, et à sa femme Aceline de Chambly sur la prévôté de Pont-Sainte-Maxence.

Coll. Moreau, 214, f. 24. — [K 36, n. 40. Or. sc.]

2. — 6. Paris, dimanche après la S<sup>t</sup> Clément 1296. — Don de 40 l. p. à vie sur la prévôté de Melun à Guillaume de Roseto, chevalier, pour ses services comme châtelain de Parcoult en Périgord.

Fr. 20691, p. 1.

7. *Littera capitali ecclesie Parisiensis de XX l. p. quas rex capiebat super granchiam dicti capituli que vocatur de Lessart prope Vernotum.*

Asnières, octobre 1296. — Remise au chapitre de l'Église de Paris de 20 l. p. de rente



que le roi touchait sur la grange de l'Essart près Vernou.

Menant, V, f. 98 v. — Fr. 20691, p. 2. — Lat. 11835, p. 144.

Cf. *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, éd. Guérard, IV (1850), p. 182.

8. *Littera domini Philippi, primogeniti comitis Atrebatensis, de 11<sup>m</sup> l. super Thesaurum Parisius.*

Montreuil-sur-Mer, octobre 1297. — Don à Ph. de Conches, fils aîné du comte d'Artois, de 2000 l. de terre à perpétuité sur le Trésor, à condition d'hommage lige.

Fr. 20691, p. 3.

9. Paris, novembre 1297. — Don à Gaucher de Châtillon, connétable de Champagne, de 420 l. t. de rente [« sur le fief d'Aunis »] en récompense d'une rente équivalente sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 3 (incomplet).

3. — 10. *Littera Petri de Luparis de 14 d. p. per diem ad vitam suam super prepositura Parisiensis.*

Fontainebleau, lundi après la S<sup>t</sup> André 1297. — Don à Pierre de Louvres, pour ses services, d'une rente viagère de 4 d. p. par jour sur la prévôté de Paris; le receveur de la prévôté paiera audit Pierre, ou à son représentant, sur le vu des présentes.

Menant, V, f. 98 v.

11. Devant Lille, mardi après l'Assomption 1297. — Don à Gui, frère du comte Jean de Hainaut, de 600 l. de rente à vie sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 3. — Coll. Du Chesne, 70, f. 94. — Fr. 20684, f. 233.

12. Lille, octobre 1297. — Don à Aymar

de Poitiers de 200 l. t. de rente perpétuelle sur le Louvre.

Fr. 20691, p. 3. — Coll. Du Chesne, 70, f. 94. — Fr. 20684, p. 234.

13. *Littera domini Guillelmi de Barris, militis, de 14 s. p. per diem et de x l. pro mantello in prepositura de Meleduno.*

Villers-Cotterets, ..... 1296. — Don à Guillaume de Bar, chevalier, de 4 s. p. par jour et 10 l. par an de rente à vie sur la prévôté de Melun.

Fr. 20691, p. 3 (incomplet).

14. « Autre à Jean de Cordoue du quart du revenu des moulins de Nemours. »

a. Jehan Cordubenarii, 13 l. p. de rente à sa vie, 1296. — b. Johannes Cordubenarius, regis et antecessoris sui genitoris panetarius, 1297.

Cf. n. 495.

4. — 15. Paris, avril 1296. — Assignation à Évrard de Nointel et Girard de Saint-Just, chanoines de Beauvais, exécuteurs du testament du cardinal Jean Cholet, de 300 l. de rente sur les prévôtés de Verberie et de Béthizy pour 6400 l. t. qu'ils ont versées au Trésor.

Fr. 20691, p. 4. — K 185, n. 195.

16-17. *Littera Sororum Minorum de Lorcenis de xx l. p. quas capiunt super redditibus domini Soliaci apud Templum.*

Paris, mai 1297. — Vidimus d'une lettre du roi (Creil, avril 1297), qui approuve le transfert consenti par Marguerite de Sully à Pierre de Buxeria, écuyer, pour ses bons services, de 20 l. de rente sur le Temple, avec permission d'en disposer en faveur d'établissements religieux; et d'une lettre en français de la prévôté de Paris (lundi après la S<sup>e</sup> Croix en mai 1297) qui vidime elle-même une lettre de Marguerite de Sully (Paris, samedi après les



Brandons 1296), par laquelle cette dame donne à Pierre de la Buixière, écuyer, 20 l. p. de rente sur ce qu'elle a de revenus « au Temple ou sur le Trésor du Roy quelque part que il soit établi ». Ledit Pierre, par devant le prévôt de Paris, a vendu ladite rente à l'abbesse du couvent des Sœurs Mineures de S<sup>te</sup> Claire près Paris.

P 2288, fol. 1. — Fr. 20691, p. 4.

5. — 18. *Littera abbatis et conventus Sancte Genovefe de XL s. p. super domo Guillelmi Lescot sita Parisius, etc.*

Paris, juillet 1290. — Délaissement à l'abbaye de S<sup>te</sup> Geneviève de Paris de certaines rentes et de la justice sur sept arpens de vignes contigus au cloître, et de terres et de droits à Vanves, contre 27 l. p. de rente que les religieux payeront annuellement au Temple.

Menant, V, f. 99. — [K 36, n. 21<sup>2</sup>.]

6. — 19. « Eschange avec Jean de Beaumont de 211 l. 19 s. 2 d. qu'il avoit à prendre à Aulnet et Corberon avec autant de rente sur le péage de Gien. »

a. Don de 211 l. 19 s. 11 d. à Jehan de Beaumont sur le péage de Gien en échange de ce qui lui appartenait en domaine et justice à Aulnet et Corberon, qu'il a quitté au roi en décembre 1295. — c. Johannes de Bellomonte, dominus Sancte Genovefe.

Coll. Du Chesne, 70, f. 94 v. : 1295.

Cf. n. 66.

20. « Don à Jean Sausset de Boissy de 100 l. de rente sur le Trésor. »

c. J. Sausseti, miles, dominus de Boisseto<sup>(1)</sup>. — Coll. Du Chesne, 70, f. 94 v. : 1295.

<sup>(1)</sup> Le *Journal du Trésor* de Philippe le Bel (lat. 9783) mentionne (f. 1) « Johannes Sauceti de Boucoi, miles », et la *Recepta communis* de la Noël 1320 (lat. 9787, f. 40) « Saucetus de Boussoit, miles. » Ce personnage reçut, le 24 février 1317, 200 l. t. de rente annuelle à vie sur le Trésor (JJ 54<sup>A</sup>, f. 8 v.).

21. « Autre à Pierre de Tientoire<sup>(1)</sup> de 30 l. de rente sur la prévosté de Chasteaulandon. »

7. — 22. Paris, décembre 1297. — Don à Ph., fils aîné du comte d'Artois, de 1000 l. de rente sur le Trésor (outre les 2000 l. précédemment accordées; cf. n. 8), pour la dot de sa fille Marguerite.

Fr. 20691, p. 5.

23. « Autre à G. de Nesle, maréchal de France, de 500 l. de rente sur le Trésor. »

*Littera domini Guidonis de Nigella, marescalli Francie, militis, de L l. in Thesauro.*

b, c. 500. Octobre 1297.

24. Asnières, novembre 1293. — Approbation de l'échange du droit d'usage qu'avaient le prieur et les moines de Beaumont-sur-Oise dans les bois de Beaumont contre une prestation annuelle de 618 moules de bois à brûler qui leur seront livrés par les soins des forestiers de Carnelle.

[Archives de Seine-et-Oise, G 478.]

8. — 25. *Littera L l. t. quas dominus Bertrandus de Cardailhaco, miles, debet Regi et pro quadam compositione, etc.*

Paris, dimanche après la S<sup>t</sup> André 1295. — Composition entre le roi et Bertrand de Cardailhac au sujet de droits de juridiction en divers lieux.

Fr. 20691, p. 70 (fragment).

26. « Don à Hugue Arpaille de 300 l. de rente sur le Trésor. »

d. Hugo dictus de Arpaille, miles, 1297. — « Hugo de Arpilhano, miles », dans le *Journal du Trésor* de Philippe le Bel (lat. 9783), f. 47 v.

Cf. n. 264.

<sup>(1)</sup> Probablement Pierre de tentoriis, comme on disait, en parlant d'un valet du roi : « Un tel de pavilionibus » ou « des nappes » (cf. n. 79), ou « de la saucerie » (n. 782). Voir le Glossaire de Du Cange, au mot « Tentorium ».



9. — 27. Courtrai, octobre 1297. — Don à Adam, vicomte de Melun, pour ses services, de 400 livres de terre « sur la bourse du roi, c'est-à-dire au Trésor ».

Fr. 20684, p. 234 (fragment). —

Coll. Du Chesne, 107, f. 374. —

Fr. 28400, f. 120 v. — Arsenal, 5261, f. 105.

Cf. n. 73.

28. *Littera Johannis de Arrablayo, militis, de 11<sup>e</sup> l. t. quas capit in Thesauro Parisius.*

Saint-Germain-en-Laye, octobre 1290 (*sic*).

— Don à Jean d'Arreblay, chevalier du roi, de 200 l. t. sur le Trésor.

Menant, V, f. 100 v.

b. 1297. Cf. n. 177.

29. Vincennes, ..... 1297. — Don à Robert de Vaurin, chevalier, seigneur de Saint-Venant, de 400 l. de rente sur le Louvre.

Fr. 20691, p. 70 (fragment).

30. Devant Lille, août 1297. — Don à Benoit Zacharie, grand amiral de la flotte, pour ses services, de 200 l. t. de rente à héritage sur le Louvre.

Fr. 20691, p. 71.

10. — 31. « Autre de 4 l. p. de rente sur le moulin des Vallées à Godefroi du Plessis. »

a. sur le moulin de Vaux, en juillet 1297<sup>(1)</sup>.

32. Vincennes, mars 1297. — Don à Foulques, seigneur de Rigny, chevalier du roi, de trois fours avec le tonlieu de Gonesse, en récompense de sa démission des châtellenies de Vesou et de Châtillon sur l'Oignon.

Fr. 20691, p. 71. — Cf. J 194, n. 4.

<sup>(1)</sup> Il s'agit sans doute de Vaux-la-Comtesse, où Geoffroi du Plessis posséda une terre qu'il vendit en février 1319 à Miles de Noyers (J 1024, n. 26).

33. Gravelle, août 1295. — Don à Jean de Saint-Vérain, garde des foires de Champagne, pour ses services, de 100 l. t. de rente à prendre sur le revenu royal du denier pour livre aux foires de Champagne.

P 2288, p. 9. Cf. J 197, n. 100.

34. « Autre de 200 l. de rente viagère à Jean d'Audenarde, de Rosette. »

b (p. 71). Johannes, dictus de Audenardia, miles, dominus de Roseto, 1297. — d. seigneur de Rosoy.

35. *Littera Alfonsi, filii domine Blanche, karissime amite nostre, de 1111<sup>m</sup> l. captis in Thesauro Parisius.*

Paris, premier dimanche de mai 1295. — « Don fait à Alphonse, fils de Blanche, tante du roi, de 4000 l. t. de rente à prendre au Temple à Paris aux termes accoustumez. »

Fr. 4426, f. 333. — Coll. Du Chesne, 107, f. 374 v.

11. — 36. .... mai 1296. — Don de 300 l. de rente à Thibaut de Cepoy, chevalier, pour ses services à Saint-Macaire.

Fr. 20684, p. 234 (fragment). — Coll. Du Chesne, 70, f. 94 v.

d. 1297.

37. « Contrat de vente de 4 setiers de blé sur les moulins du chasteau de Chastillon sur Indre par Jean Fouquet le Jeune et Estevenon, sa femme, au profit du roy. »

*Littera 14 sextariorum bladi venditorum domino regi per Stephanum dictum Fouquet junio-rem super molendinis de Castellione.*

a. Acquisition faite par le roy de quatre setiers de blé sur les moulins de Chastillon sur Indre en 1297. — a<sup>2</sup>. De molendinis castri de Castellione, 1297.



12. — 38. « Autre de vente d'une pièce de bois de 60 arpents ou environ à S<sup>t</sup> Michel de Chedigney au profit du roi par Guillaume de S<sup>t</sup> Michel et Jeanne de S<sup>t</sup> Michel, sa sœur, et le tuteur de Jean, Pétronille, frère et sœur desdits Guillaume et Jeanne de S<sup>t</sup> Michel. »

a. Autre de 66 arpents de bois en la paroisse S<sup>t</sup> Michel de Chedigné entre la forest de Boisanger et la terre Aubert Achain en 1297.

39. « Ratification <sup>(1)</sup> dudit contrat. »

13. — 40. « Remise aux religieuses de Compiègne de S<sup>t</sup> Augustin de quelques redevances qu'elles avoient à Villeneuve au Bois. »

a. mars 1298.

41. ...octobre 1297. — Don à Guillaume de Chalon, comte d'Auxerre, pour ses services, de 200 l. t. p. de rente <sup>(2)</sup>.

Fr. 20684, p. 234 (fragment).

13 v<sup>o</sup>. — 42. « Autre à Philippe de Saint Germain en Laye de 5 muids d'avoine et 10 s. p. ou environ de rente deubz vers Corneil. »

a. Sur la coustume de Cormeilles en Parisis dite le Faulconnage, à perpétuité, en avril 1298. — d. 1297.

43. « Autre de 12 s. p. de rente à Jean dit Le Grand sur la prévosté de Paris. »

14. — 44. « Autre de 2 s. p. par jour et 60 s. par an à Jean de Saint Germain sur la prévosté de Paris. »

45. .... 1298. — Don à Jean, fils de Gilbert de Louvres, sergent d'armes du roi,

<sup>(1)</sup> Ms. : Répétition.

<sup>(2)</sup> Cette rente fut partiellement aliénée en juin 1304 par Guillaume de Chalon en faveur de Jacques Gencien, écuyer du roi (JJ 37, f. 7 v., n. 22 et K 37, n. 26).

de l'« officium artillerie » aux gages de 12 d. par jour.

Fr. 20691, p. 71 (fragment).

46. « Autre de 5 s. p. par jour à Jean d'Angle. »

a. Don de l'office de sergent du bois de Fresne nouvellement estably.

47. « Ordonnance pour le paiement des gages de Jean Galois, sergent en la forest de Rouvray. »

a. Pour les gages du sergent du Bois Érard en la forest de Rouvray en 1298.

15. — 48. *Guillelmus dictus Galoys, serviens garenne regis de Sancto Clodoaldo, de vadiis suis, etc.*

a. Pour celui de la garenne de S<sup>t</sup> Cloud en 1298.

49. *Littera domini Karoli, comitis Valesii, de 11<sup>m</sup> l. t. captis in Thesauro Parisius* <sup>(1)</sup>.

50. Paris, novembre 1298. — Réassignation sur le péage de Roye en Vermandois de 100 l. p. de rente que Gaucher de Châtillon avait sur le Trésor, avec permission de l'aliéner à des gens d'église.

K 189, n. 27.

51. Paris, décembre 1298. — Approbation de la vente faite par Gaucher de Châtillon au chapitre de Beauvais d'une rente (cf. n. 50) sur le péage de Roye.

K 189, n. 28.

16. — 52. « Ratification dudit contrat <sup>(2)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Cf. J. Petit, *Charles de Valois*, p. 321.

<sup>(2)</sup> Pour d'autres transactions analogues, vers la même époque, entre Gaucher de Châtillon et Saint-Lucien de Beauvais, voir A. du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Chastillon sur Marne*, pr., p. 160 (cf. British Museum, Add. Charters, n. 1394).



17.—53. Saint-Germain-en-Laye, mai 1297.  
— Échange entre le roi et Pierre de Chambly.

Fr. 20691, p. 72 (fragment).

20. — 54. « Réassignation de 500 l. de rente cédez par Mouchet Guy et la comtesse de Dreux sur le Temple pour en jouir à l'avenir par ledit de Chambly sur la commune de Beaumont et autres lieux. »

a. Touchant une assignation de 500 l. que led. P. de Chambly souloit prendre sur le Trésor remise sur autre terre, savoir Beaumont en Vexin, Villiers en Vexin... en avril 1293<sup>(1)</sup>.

21. — 55. « Contrat de vente de 40 l. p. de rente par Guillaume dit la Truye au profit de Pierre de Chambly. »

a. Touchant 40 l. p. acquises par led. de Chambly de Guillaume dit la Truye sur le péage de Neauphle, viii<sup>es</sup> arpents de bois, vii arpents de pré et autres redevances audit lieu. En septembre 1291.

22. — 56. « Mandement au bailli de Rouen d'assigner au prieur de S<sup>t</sup> Ymer en Auge autant de revenu en bon lieu de sa baillie que valoit la dime qu'il tenoit en la ville de Rootot. »

a. Commutation d'assignation de la décime que le prieur de S<sup>t</sup> Ymer en Auge prenait sur la prévôté de Routot, domaine de Rouen. Décembre 1297.

<sup>(1)</sup> Cf. des lettres de Mouche Guy, florentin, valet du roi, du vendredi après l'octave de Pâques 1293, par lesquelles il cède et transporte à P. de Chambly, chambellan et chevalier du roi, 500 l. p. de rente sur le Temple à Paris, achetées par lui de Jean, comte de Dreux. « Et pour ce que maintenant je ne puis pas moi représenter corporeement par devant honorable homme et sage maistre Guillaume de Crespi, coustre de Saint Quentin, chancelier de France, je otroy et veil et li pri que au devant dit monseigneur Pierre il de cesté chose doint lettres souz le seel nostre seigneur le Roy teles comme il convanra. » (J 208, n. 12.)

57. « Confirmation de don à P. de Chambly de la rivière qui est vers le val de Ruell en la rivière d'Eure, etc. »

a. Don audit de Chambly de la rivière que le roi a au Valderuel avec la pescherie en augmentation de son fief de Quatremares. En décembre 1287.

23. — 58. « Don de 20 l. de rente à Jean de Hertebergue, eschevin de Bruges. »

59. « Autre de 20 l. de rente à Guillaume Rumisse, eschevin de Bruges. »

Ham, janvier 1297. — Don de 20 l. p. de rente à Guillaume Rinuisk, échevin de Bruges, sur le Trésor.

[J 423, n. 27<sup>(1)</sup>.]

60. « Mention de vente desdites 20 l. de rente par ledit Reumisse à Jean Petersonne de Bruges et autres ventes par ledit Petersonne à Godefroi Cocatrix et sa lemme. »

61. « Don de 20 l. de rente à Jacques Lam<sup>(2)</sup>, eschevin de Bruges. »

62. « Autre de 20 l. de rente à Jacques de Greudhie<sup>(3)</sup>, transportez depuis par ses lettres audit Cocatrix. »

Cf. n. 395.

24. — 63. « Don de 20 l. de rente à Jean Le Grand, échevin de Bruges, vendu depuis à Guillaume et Pierre Flament et leurs frères. »

24 v<sup>o</sup>. — 64. « Autre de 20 l. p. de rente à Vautier Le Tonnelier, échevin de Bruges. »

<sup>(1)</sup> Note d'archiviste, de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle : « Videtur recuperata vel dimissa in Camera compotorum. »

<sup>(2)</sup> Ms. : Lain. Cité par Gilliodts-Vanseveren, *Inventaire des archives de Bruges*, I, p. 59.

<sup>(3)</sup> Il s'agit de Jacob Goederic (Gilliodts-Vanseveren, *loc. cit.*).



25. — 65. « Vente de 100 l. de rente par Herviz de Lion au profit de Jean de Ribemont sur le Temple de Paris. »

Cf. n. 172.

25 v<sup>o</sup>. — 66. « Assignation de 211 l. 19 s. 11 deniers p. sur le péage de Gien au profit de Jean de Beaumont en récompense des droits qu'il avoit à Aulnet et Corberon. »

a. Eschange entre Jehan de Beaumont, seigneur de S<sup>te</sup> Geneviève, de ce qu'il avoit à Aunet et Corberon contre 211 l. 19 s. 11 d. p. de rente que le roi lui a assignées sur le péage de Gien. En décembre 1295.

Cf. n<sup>os</sup> 19, 114.

26. — 67. « Don de 50 l. t. de rente à Jean Dixmier, sur la prévosté <sup>(1)</sup> de Poitiers <sup>(2)</sup>. »

26 v<sup>o</sup>. — 68. « Autre de 40[o] l. de terre de rente à Pierre de Foulley sur le Trésor de Paris. »

d. Pierre de Folleyo, miles, 1296.

Cf. n<sup>os</sup> 267 et 268.

27. — 69. « Autre de 30 l. t. de rente à Jean Felix sur le Trésor de Paris. »

Cette rente était *ad vitam*, comme il se voit dans le *Journal du Trésor* de Philippe le Bel (lat. 9783), où sont marqués les paiements trimestriels : « Johannes Felis, serviens armorum, pro tercio ad vitam, x l. » (ff. 9, 86, etc.).

70. *Guido de Castellione, comes Sancti Pauli, buticularius Francie, 11<sup>m</sup> l. t., etc.*

Saint-Germain-en-Laye, février 1297. — Don à Gui de Châtillon, comte de Saint-Pol,

<sup>(1)</sup> Ces deux mots sont dans PP 109; ils manquent dans PP 100 *ter*.

<sup>(2)</sup> Jean Dimier, monnayeur. Voir C. Piton, *Les Lombards en France...* (Paris, 1892), p. 116.

bouteiller de France, de 2000 l. t. de rente sur le Trésor, pour ses services.

A. du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Chastillon sur Marne*, pr., p. 161. — Menant, V, f. 101.

28. — 71. « Autre de 300 l. t. de rente à Gilbert, chastelain de Bergues <sup>(1)</sup>. »

Cf. n. 528.

72. « Autre de 50 l. de rente par Alfonse de Poitiers à Jean de Maisons. »

a. En juin 1254.

73. Courtrai, octobre 1297. — Don à Adam, vicomte de Melun, de 400 l. de rente sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 70 (fragment).

Cf. n. 27.

29. — 74. Paris, mai 1297. — Permission à Adam, vicomte de Melun, pour ses services, de transporter 200 l. de rente à qui bon lui semblera, même à des gens de mainmorte.

Fr. 28400, f. 116.

29 v<sup>o</sup>. — 75. Paris, mars 1297. — Vidimus et approbation de l'acte de vente (Paris, jour de la Saint-Mathieu 1297) fait par Adam, vicomte de Melun, et Jeanne, sa femme, à maître Gui de Laon, chanoine de Laon et de Saint-Quentin, de 20 l. p. de rente amorties sur le Temple.

a. En mai 1297.

Fr. 28400, f. 116.

31. — 76. Paris, avril 1298. — Vidimus et approbation de la vente de 20 l. p. de rente,

<sup>(1)</sup> Ms.: Bourges.



par Adam, vicomte de Melun, etc., au profit de Jehanne la Grenetière, de Saint-Quentin.

Fr. 28400, f. 116.

33. — 77. «Autre de transport de 40 l. de rente par led. vicomte de Melun au profit des exécuteurs de Huars de Courelegis, au pied duquel est la ratification du Roy.»

a. Don à frère Jean de Courlegis, exécuteur de Huart de Courlegis, de 40 l. de rente à prendre ez coffres du Roy à Paris au Temple ou ailleurs ou le Tresor nostre sire le Roy est ou sera.

35. — 78. «Mention d'autre transport de 34 l. de rente par ledit vicomte de Melun au profit de G[eoffroi] du Plessis, clerc du roy.»

79. «Autre de 16 l. p. par le même au profit de Galeran des nappes<sup>(1)</sup> dont il a fondé une chapelle dans l'église de Paris.»

a. En mars 1302.

Cf. n. 332.

80. «Autre de 15 l. p. au profit d'Isabeau de Crouer, par ledit.»

a. Orouer. — «de Oratorio», dans le *Journal du Trésor de Philippe le Bel* (lat. 9783), f. 48.

81. «Autre au profit de Jean de la Queue de 15 l. p., par ledit.»

a. J. de la Q., curé de Saint-Bon.

«Dominus Johannes de Cauda, persona Sancti Boniti», dans le *Journal du Trésor de Philippe le Bel*, *ibidem*.

82. «Autre de 200 l. par ledit au profit de Gaucher de Chastillon.»

83. Saint-Germain-en-Laye, novembre 1297. — Don à Robert, comte d'Artois, de 2000 l. t. de rente à asseoir sur la terre du comté de

Guines, appartenant au Roi, excepté à La Montoire.

Brussel, *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France*, t. II (1739), p. 1038, note.

84. Jeudi avant Noël 1298. — «Le roi mande à ses trésoriers de Paris que, comme Guillaume de Hangest et le bailli d'Amiens n'ont fait l'assiette que de 780 l. 18 s. 3 d. et obole p. à Robert, comte d'Artois, ils aient à payer le restant des dites 2000 l. t. (cf. n. 83) pour l'année dernièrement échue.»

Brussel, *ibidem*.

85. «Don à... Roger de 22 setiers et 3 minots d'avoine.»

A. Roger, écuyer; mai 1298. — a. Don à Roger Escaille de 22 setiers et 3 minots d'avoine et 30 s. p. sur La Neufville aux Asnes, à perpétuité. 1298.

86. «Don de 100 l. p. de rente à la Maison des Pauvres Escoliers estudiants dans les arts à Paris.»

A. Juin 1299. — a. 129.

87. «Remise aux habitants de Falaise et à leurs successeurs de plusieurs droits.»

a<sup>2</sup>. 1204<sup>(1)</sup>.

37. — 88. *Littera monialium ecclesie Beate Marie de Gerciaco, Ordinis Beati Augustini, de XIX l. IV s. VI d. p. ex una parte et ex altera de XXII l. XI s. quas dicte moniales capiunt in coffris regis, 1298.*

Montargis, mai 1296. — Assignation au

<sup>(1)</sup> Il résulte des notes prises par l'auteur de l'essai de répertoire alphabétique placé en tête du Répertoire doré (PP 96) que cette pièce figurait aussi, au f. 53 v°, dans l'*Inventarium Camere Normannie* (voir plus haut, p. 46), sous ce titre : «La charte de la quittance aux bourgeois de Falaise». Cf. L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, p. 185.

<sup>(1)</sup> Ms. (PP 100 ter) : «de Naples».



monastère de Jarcy, fondé par la reine Isabelle au diocèse de Paris, de 19 l. 4 s. 6 d. p., d'une part, et de 22 l. 11 s. de rente sur les coffres du roi, d'autre part.

Menant, V, f. 101 (avec la date de 1298). — *Gallia Christiana*, VII, p. 121. — Lat. 11835, p. 144.

38. — 89. « Don de 1000 l. t. de rente à Jean, comte d'Évreux. »

A. de Dreux. Jusqu'à ce que cette rente, donnée en février 1297, ait été assignée ailleurs. — a. de Dreux. Mai 1298<sup>(1)</sup>.

90. « Don de 12 d. p. à Godefroi Dury, sa vie durant, sur la prévosté de Senlis. »

A. Geoffroy de Vriac, 1298. — Sans doute de Evriaco.

91. *Littere Mathei de Montmorenciaco, cambellani Francie, de donatione castri de Argentan, etc.*

Graville, août 1296. — Don à Mathieu de Montmorency, chambellan de France, d'Argentan et de 1000 l. p. de rente sur l'Échiquier de Rouen.

A. du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Montmorency*, pr., p. 130. — Fr. 20691, p. 72.

39. — 92. Paris, décembre 1297. — Don à Betin Caucinel, monnayeur royal, pour ses services, du moulin du Pontneuf à Lunel.

Fr. 20684, p. 233. — Coll. Du Chesne, 70, f. 94.

<sup>(1)</sup> Ce don est noté, à sa place chronologique, par l'auteur d'un mémoire historique, fait d'après les archives de la Chambre (« Par les escrips de la Chambre des comptes l'en trouve... »), sur les rapports financiers de Jean de Dreux avec la Couronne, dont l'original a été conservé : Bibl. nat., fr. 25993, n. 136. Cf. J 1020, n. 12.

93. « Autre de 4 s. 4 d. par jour et 100 s. par an à Jean de Chailly. »

A. sergent d'armes, sur la prévôté de Paris; 1298.

94. « Assignacion audit Chailly de ses gages sur les deniers du roy à Pontoise. »

A. 1298.

95. « Autre de la garde du chasteau de Montargis aux gages de 3 s. par jour et 10 l. par an à Pierre Michel. »

A. P. de Mathel... [peut-être Machelles (cf. n. 137) ou Machau] et Isabelle, sa femme; 1296.

40. — 96. « Autre de 5 s. t. par jour à Ferrand Pierre. »

A. Béraud Pierre, maquignon, sur la recette de Nemours; 1297.

97. « Autre de 30 l. t. de rente à Richard, ingénieur du Roy. »

A. R., juge major royal de Bourgogne, sur la recette de Mâcon; 1297.

98. « Assignation à Pierre de Broce, huissier d'armes, pour recevoir ses gages de 5 s. p. par jour et de 100 s. par an sur la prévosté de Melun, tant absent que présent. »

A. 1297.

41. — 99. Lundi avant la S<sup>t</sup> Denis en octobre 1298. — Prisée et assiette de l'apanage de Louis, comte d'Évreux, dans les prévôtés d'Aubigny, Gien-sur-Loire, La Ferté-Alais, etc.

P 2288, pp. 11-32. — P 2569, f. 356. — Fr. 4413, f. 59. — Coll. du Vexin, 3, f. 49. — J 763, n. 1 (copie du xvi<sup>e</sup> siècle, « d'après les archives de la Chambre des comptes »). — [J 390, n. 8.]

46 v<sup>o</sup>. — 100. — a. Don à héritage de 50 l. t. de revenu sur la coutume du pont de Corbeil à G. Cocatrix en février 1297.



47. — 101. « Autre de 3 s. t. par jour à Dromo Lupi sur la prévosté de Provins. »  
A. Dionet le Loup, 1296.

102. Fontainebleau, novembre <sup>(1)</sup> 1297.  
— Don à Eustache de Flavacourt, chevalier, pour ses services, de 14 muids 1/2 de blé sur la ville de Chaumont.

Fr. 20691, p. 82 (fragment).

103. « Autre de 60 l. p. de rente à G. de Villebrune. »  
A. à vie, 1298.

48. — 104. « Autre de privilège à Pierre de Biaune et aux habitants de Berrieu de ne pouvoir estre traduits par appel à Laon <sup>(2)</sup>. »  
d. 1295.

105. Clichy, 3 octobre 1298. — Don viager à Enguerran de Marigny, panetier de la reine Jeanne, de la garde du château d'Issoudun, vacante par la mort d'un échanson du roi.

Fr. 20691, p. 72.

48 v°. — 106. « Mandement au bailli de Sens de payer les gages de P. de Broce de 5 s. par jour et 100 s. par an sur la prévosté de Melun tant en présence qu'absence. »  
Cf. n. 98.

49. — 107. *Littere Galteri de Creciaco, domini Castellionis, super quodam excambio inter dominum regem et dominam Johannam, tunc Navarre reginam, de villa et castellania de Castellione, 1289.*

Paris, janvier 1289. — Échange entre le roi

<sup>(1)</sup> A et a donnent seuls l'indication du mois.

<sup>(2)</sup> L'affaire du rétablissement de l'appelvolage à Berrieux, malgré l'opposition de Pierre de Baulne, est bien connue par d'autres sources (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1910, p. 544).

et la reine Jeanne, d'une part, et Gaucher de Crécy, seigneur de Châtillon-sur-Marne.

P 2288, p. 33. — P 2569, f. 325.

— Fr. 4413, f. 20 v. — A. du Chesne, *Histoire de la maison de Chastillon sur Marne*, pr., p. 195.

— [J 732, n. 107.]

50. — 108. Le dimanche après l'Épiphanie 1298. — Don à Robin de Condé, « pauvre clerc », de 25 l. p. de rente et de 100 s. pour robes sur le Trésor, jusqu'à ce qu'il soit pourvu d'un bénéfice convenable <sup>(1)</sup>.

Menant, IX, f. 19.

50 v°. — 109-110. Abbaye de Montargis, mars 1295. — Vidimus de lettres du roi (Abbaye de Froidmont, août 1294), ratifiant la vente faite par Marguerite de Sully à maître Guillaume de Castris, chapelain du roi, de 13 l. p. de rente sur le Temple et de l'échange que ledit m<sup>e</sup> Guillaume en a fait contre un bien appartenant aux religieuses de Villiers près de La Ferté-Alais; et transfert de ladite rente du Temple sur la prévôté d'Étampes.

P 2288, p. 39.

52. — 111. « Mandement à Guillaume de Morteri de rendre à Catherine, reine de Navarre (*sic*), tous les fruits de ses héritages du jour qu'elle en avoit fait hommage au Roy. »

A. 1298.

112. « Ratification de l'échange fait entre l'abbesse et couvent de Villiers lez La Ferté Alais et Guillaume de Chartres <sup>(2)</sup> de 13 l. de rente sur le Temple. »

Les religieuses de Villiers avaient échangé

<sup>(1)</sup> On lit dans Menant : « Introivit idem Robinus ordinem Fratrum Minorum in festo Beati Mathie 1300. » Il est probable que cette note était à la marge dans le Livre Rouge.

<sup>(2)</sup> Lisez : « de Châtres » (Arpajon); cf. n. 109.



« terram que dicitur Cantuslupi » prope villam de Castris » contre 13 l. de rente sur le Temple.

\* Chanteloup, c<sup>me</sup> de Saint-Germain-lès-Arpajon (Seine-et-Oise).

Menant, IX, f. 19.

53 v<sup>o</sup>. — 113. a. Touchant 13 l. que les dites religieuses prenent sur la prévosté de Monthéry, 1298. — Autres lettres qui permettent aux religieuses de posséder cette rente « tanquam admortisatam absque coactione vendendi vel extra manum suam ponendi. Actum Parisius, 1298. »

Menant, IX, f. 19.

54. — 114. Paris, .... 1298. — Réassignation sur le Trésor de la rente de 211 l. 19 s. 11 d. p. précédemment donnée ailleurs (cf. n. 66), pour cause d'échange, à Jean de Beaumont, seigneur de S<sup>te</sup> Geneviève.

Menant, IX, f. 19.

55. — 115. « Vente de 25 l. de rente par Rigaus de Vernau et sa femme à Jean de Ribemont. »

A. décembre 1297.

55 v<sup>o</sup>. — 116. « Ensaisinement desd. 25 l. de rente au profit dudit Jean de Ribemont. »

A. dans les mains de Jean de Montigny, bailli de Sens; 1297.

56. — 117. « Mandement au bailli de Caen de mettre Jean Morel en possession de la sergenterie de Villiers en Bocage. »

118. Paris, juin 1290. — Vidimus et confirmation d'une lettre du bailli de Caen qui baille en ferme perpétuelle au couvent de Saint-Lô, diocèse de Coutances, pour 100 l. de rente, plusieurs héritages sis dans le diocèse de Bayeux.

[J 1044, n. 44.]

57. — 119. « Ensaisinement de 100 l. de rente au profit de Jean le Borgne, à lui vendus par Hervi de Lyons. »

A. Jean le Borgne, de Douai; veille de Pâques, 1297.

58. — 120. « Vente desd. 100 l. de rente par ledit Le Borgne au profit de Henry (sic) de Hangest. »

A. Guillaume de Hangest le vieux; vendredi après Pâques, 1298.

59. — 121. Dimanche après la S<sup>t</sup> Barnabé apôtre 1298. — Péronelle, dame d'Autry, ayant vendu 62 l. p. de rente sur le Louvre à Guillaume de Hangest, trésorier du roi, s'excuse de ne pouvoir, pour cause de maladie, « traire vers le roy » a fin de dessaisine et nomme à cet effet son procureur Jean de la Noë, écuyer. Transport par le prévôt de Paris de la dite somme à l'acheteur en présence dudit écuyer.

P 2569, f. 370. — P 2529, f. 138.

— Fr. 4413, f. 77. — Menant, IX, f. 19.

59 v<sup>o</sup>. — 122. « Vente desd. 62 l. de rente par ladite d'Autry au profit dudit Hangest. »

60 v<sup>o</sup>. — 123. « Ensaisinement desdites 62 l. de rente au profit dudit Hangest. »

61 v<sup>o</sup>. — 124. Juillet 1298. — Assignation à Guillaume de Hangest de 120 l. de rente sur la ville de Montdidier, en échange d'autant qu'il avait sur le Trésor; approbation des libéralités du bénéficiaire.

[J 1031, n. 25.]

62 v<sup>o</sup>. — 125. Asnières, octobre 1299. — Vidimus d'une lettre (jeudi après la Saint-Barthélemy 1299) de Guillaume Thibout, garde de la prévôté de Paris, qui constate que



Étienne de Chanlite, chevalier, a vendu 40 l. t. de rente sur la bourse du Roi en la foire froide de Troyes aux dames religieuses de Saint-Mahy de Rouen; et ratification.

P 2288, p. 45.

64 v°. — 126 <sup>(1)</sup>. a. Assiette faite à Guy de Mauvoisin, seigneur de Rooney, de plusieurs revenus sur le Trésor du Temple et ailleurs. En novembre 1283.

Mai 1283. Partage des biens de Gui de Mauvoisin et d'Isabelle, sa femme.

Fr. 20691, p. 73. — Coll. Du Chesne, 70, f. 94 v. — Fr. 20684, p. 234.

66. — 127. Janvier 1299. — Vente, par Jean de Rosoy, chevalier, « sires dou Mesnil desore Rokencourt », à l'abbé et couvent de N.-D. de Breteuil, diocèse de Beauvais, de tous ses fiefs à Rosoy, etc.

Fr. 20691, p. 6.

67. — 128. « Lettres en faveur des religieux de la maison de Coutances. »

68. — 129. « Autre de faculté d'exécuter le testament de Guy, evesque de Noyon, touchant les fondations de quelques chapelles. »

A et a. 1298. — b. Apud Fossata, 1298.

130. Orléans, 23 mai 1296. — Don à Guillaume de Combreaux, pour ses services à Saint-Macaire, de 300 l. t. de rente à héritage sur le Trésor à Paris ou à Toulouse.

Fr. 20691, p. 7. — Fr. 20684, p. 235.

<sup>(1)</sup> Les notes de Du Chesne (70, f. 95), copiées par Gaignières (fr. 20684, p. 235), indiquent et sont seules à indiquer après cette pièce, avant la suivante, ce qui suit : « 1290. Roger Bernard, comte de Foix, vicomte de Béarn et de Castelbon, au nom de Marguerite, sa femme, et de Constance, dame de Marsan, fit hommage à Édouard, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, de la

69. — 131. Saint-Germain-en-Laye, 13 novembre 1297. — Don à Mathieu de La Mure, panetier du roi, de 100 l. de rente sur le Trésor de Paris.

Fr. 20691, p. 7.

69 v°. — 132. Orléans, mars 1298. — Fondation et dotation, par le Roi, d'une chapelle à La Neuville aux Bois.

Fr. 20691, p. 7.

133. « Autre de confirmation de 12 muids d'avoine et 3 muids de blé à Richart Fichoux. »

A. Fichons, établi pour régir la chapelle de La Neuville pendant sa vie; 1299.

70. — 134. « Autre de don de 100 l. de rente à Jeraumond de Frescobald. »

A. Germond de Frescobault, de Florence, damoiseau; sur le Trésor.

135. « Autre de 4 d. par jour à Thibaud [le] Convers sa vie durant. »

A. à volonté, dans le bailliage de Senlis; 1298.

70 v°. — 136. *Littere Guillelmi de Nogaret, militis, de 11<sup>e</sup> l. quas capit in Thesauro Parisius, 1299.*

Montfort, samedi après la S<sup>t</sup> Remy 1299. — Don à Guillaume de Nogaret, chevalier, pour ses services, de 200 l. de rente sur le Trésor, jusqu'à ce qu'elles lui soient assignées ailleurs.

Fr. 20684, p. 235.

vicomté de Béarn. — Don fait par le roi Ph. à Guillaume Roger, frère du pape Clément VI, des ville, chastel et chastellenie de Beaufort en Vallée, octobre 1342, et érection desdits chastel et chastellenie en vicomté au mois de juin 1344. — Il s'agit là de documents encartés dans le Livre Rouge, qui n'en faisaient pas partie, ou de notes marginales.



137. «Autre de 8 l. p. de rente à Gui Machelle sur la prévosté de Montargis en récompense de 2 muids de blé qu'il avoit à prendre sur les moulins de Canturau [*de Canturane*]\* et de Château-Landon.»

\* Chanteraine, c<sup>ne</sup> de Souppes (Seine-et-Marne).

A. Guillaume de Machelle, sergent du roi; 1297.

71. — 138. «Remise aux exécuteurs du testament de Casse Huquedieu, veuve de Lambert Huquedieu.»

A. Tasse, 1299.

72. — 139. Saint-Ay, juillet 1299. — Confirmation de l'accord intervenu entre les commissaires du roi sur le fait des forêts et les religieux de Montebourg.

Fr. 20691, p. 8.

73 v<sup>o</sup>. — 140. «Contrat de vente de 20 l. p. de rente par Denisot de Vallencienne au profit de l'Université de Paris.»

Paris, vendredi après la S<sup>t</sup> Denis 1299. — Vente par devant le prévôt de Paris par Denisot de Valenciennes, fils de feu Jacques de Valenciennes, jadis panetier du roi, de 20 l. p. de rente<sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 9 (incomplet).

75 v<sup>o</sup>. — 141. «Réassignation à Mathieu de Trie sur le bailliage de Septfonds et autres lieux, et vente d'iceux par ledit de Trie au profit de G. Baleine.»

a. Acquisition faite par Gérard Baleine de 200 l. t. sur le lieu de Septfontaines en Quercy, 1298.

S<sup>t</sup> Germain-en-Laye, mars 1298. — Réassignation à Mathieu de Trie, panetier du roi,

<sup>(1)</sup> «Universitas Parisiensis pro redditu quem emit a Dyonisio de Valencenis pro tertio feodi Montisfortis...» (*Journal du Trésor de Philippe le Bel*, lat. 9783, f. 103 v.; 15 nov. 1299).

de 200 l. t. de rente sur les revenus de Septfonds en Quercy, et vente à Gérard Baleine.

Fr. 20691, p. 10. — Coll. Du Chesne, 70, f. 95 v. — Fr. 20684, p. 235.

77 v<sup>o</sup>. — 142. «Transaction avec le prieur de Rameru, de l'Ordre de la Couronne.»

a. 1299.

78 v<sup>o</sup>. — 143. *Littere per quas Ph. et Johanna, rex et regina Francie et Navarre, ratam habent conventionem inter episcopum et capitulum Aniciensem et Th., Campanie comitem, per quam idem Th. promittit facere homagium de castro de Lourda et comitatus Bigorre, ubi constiterit de jure eorundem, 1294.*

Paris, mai 1294. — Vidimus et ratification par Ph., roi de France, et Jeanne, reine de France et de Navarre, de lettres de Thibaut, roi de Navarre (Paris, mercredi veille de la Chaire de S<sup>t</sup> Pierre 1266), qui promet foi et hommage à l'évêque et au chapitre du Puy pour Lourdes et le Bigorre.

P 2569, f. 327 v. — Fr. 20691, p. 10. — Fr. 4413, f. 23 v. — Fr. 4426, f. 333 v. — Du Chesne, 107, f. 374 v. — Menant, V, f. 102 v.

80. — 144. Jouarre, octobre 1300. — Vente de la terre de Bonnac par le roi à Raimond Bernard de Durfort.

Fr. 20691, p. 12. — Fr. 20684, p. 236. — [JJ 38, f. 25, n. 33.]

Cf. J 976, n. 3 et J 1020, n. 18.

81. — 145. «Don de 8 l. p. à Isabelle d'Argent., veuve de Godefroi de la Charité, en récompense de 5 quartes d'avenage qu'elle avoit



à prendre dans la vallée de Beuvron, vicomté d'Avranches.»

A. feu Geoffroi de Caritate, apothicaire de la reine Jeanne. — a. Sur la prévosté de Châteaulandon.

82. — 146. Beauvais, 3 février 1300. — Confirmation du transfert de 1500 l. de rente sur le Trésor par Jean, comte de Hainaut, à sa fille Isabelle, femme de Raoul de Clermont, connétable de France.

Fr. 20691, p. 13. — Fr. 20684, p. 236.

147. Abbaye de Bonport, février 1300. — Don à Guillaume de Flavacourt, chevalier, de 100 l. t. de rente à héritage sur le Trésor du Louvre<sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 13.

148. Chartres, dimanche, jour de la S<sup>t</sup> Vincent 1300. — Don à maître Robert de Senlis, chanoine de Chartres, de 75 l. de pension annuelle, à vie, sur la prévôté de Senlis.

Fr. 20691, p. 14.

83. — 149. *Littera Jordani de Insula de IIII<sup>e</sup> l. t. quas capit ad hereditatem, sed non dicitur ubi. Dec. 1295.*

Paris, décembre 1295. — Vidimus et confirmation d'une lettre de Raoul de Clermont, connétable de France (au camp devant Podensac, mercredi avant Pâques 1295), qui confère au nom du roi 400 l. de rente à Jourdain de Lisle, chevalier, en récompense de ses services pendant la guerre de Gascogne.

Fr. 20691, p. 14. — Fr. 20684, p. 237. — Fr. 4426, f. 333 v. — Du Chesne, 107, f. 376. — [JJ 38, f. 63 v., n. 132; J 317, n. 51.]

<sup>(1)</sup> Cette rente fut transférée en janvier 1309 sur la vicomté de l'Eau de Rouen (JJ 41, f. 105 v.).

83 v°. — 150. Septembre 1300. — Le comte de Hainaut consent à ce que 1500 l. de rente qu'il a données à sa fille Isabelle soient déduites des 4000 qu'il touche sur le Trésor du roi.

Fr. 20691, p. 15.

84. — 151. «Confirmation du traité fait avec Hugues de Bouville, [seigneur] de Milly, concernant l'échange de la moitié de la seigneurie de Septfonds.»

A. Lettres de Gérard Baleine, pour l'achat de la moitié de Septfonds; 1299. — b. Vincennes, mai 1299.

85 v°. — 152. «Réassignation de 200 l. de rente à Mathieu de Trie sur le territoire de Septfonds.»

A. Lettre semblable; 1298.

87. — 153. a. Trois lettres de l'évesque et chapitre d'Évreux de la haute justice qu'ilz ont au lieu appelé le plait de l'espée. 1302.

Paris, août 1296. — Octroi à l'évêque d'Évreux de la haute justice ou plaid de l'épée dans ses domaines, en récompense de ses services, contre 4000 l. t. une fois payées.

Paris, 1<sup>er</sup> septembre 1296. — Addition à la convention précédente. Si le nombre des «hôtes» du domaine épiscopal dépasse 800...

Paris, mardi après la S<sup>te</sup> Lucie 1298. — Au bailli de Gisors. Les droits de l'évêque d'Évreux sont réservés dans l'assignation d'apanage faite à Louis d'Évreux.

Paris, août 1302. — Vidimus et ratification des pièces précédentes.

Fr. 20691, p. 15 (incomplet). —

Fr. 20684, p. 229 (fragment). —

Fr. 4426, f. 334.

90. — 154. *Littere Johannis Willebart de CCCXLV l. XVII s. IV d. p. quas capit ad hereditatem apud Luparam quousque fuerint sibi alibi assignate. Août 1302.*

Cf. JJ 35, f. 10 v., n. 33 bis.



91. — 155. «Autre de 4 l. p. de rente à Jean Comer, de Gand.»

A. Sur le Trésor; 1302.

156. «Autre de 48 l. 18 s. 5 d. p. de rente à Jean, fils de Falcon, de Gand.»

Saint-Germain-en-Laye, août 1302. — Assignation à Jean Foulques, bourgeois de Gand, de 48 l. 18 s. 5 d. p. de rente, comme avance de dommages-intérêts.

[J 1020, n. 19.]

91 v°. — 157. *Littere abbatisse et conventus monasterii de Longo Campo, Parisiensis diocesis, de XL s. t. quos capiunt ad hereditatem super Thesaurum. 1311.*

Saint-Ouen, août 1311. — Vidimus et approbation d'une lettre de Louis, fils du roi de France, comte d'Évreux, qui confirme le legs de 40 s. t. de rente fait par sa femme Marguerite à l'abbaye de Longchamps, et l'assigne sur ses revenus au Trésor.

P 2288, p. 53 <sup>(1)</sup>. — Fr. 20691, p. 17. — [K 38, n. 6<sup>a</sup> <sup>(2)</sup>.]

92. — 158. Paris, juin 1306. — Vidimus de lettres du roi (Saint-Germain-en-Laye, août 1302) qui donnent à Gohier, fils de Jordaëns, bourgeois de Gand, 20 l. 19 d. p. de rente en compensation de dommages subis; et d'une lettre de Fremin de Coquerel, garde de la prévôté de Paris (vendredi après la Pentecôte 1306) qui constate la vente de cette rente, par Gohier, à Pierre le Mortelier, bourgeois de Paris, et à Jeanne, sa femme. Pierre et sa femme sont autorisés à disposer de cette rente, par moitié, en faveur des Sœurs de Saint-Marcel près Paris et des Sœurs de Longchamps.

P 2288, p. 57.

Cf. n. 604.

<sup>(1)</sup> «Sur le reply est escrit : «Registrata est ista littera «in vii<sup>o</sup> quaterno.»

<sup>(2)</sup> «Registrata est in septimo quaterno.»

NOT. ET EXTR. — T. XL.

93. — 159. «Autre de 20 l. de rente à Lambert Bonin <sup>(1)</sup>, fils de Guérin, échevin de Bruges, sur le Trésor, et vente d'iceux à Goderoi Coquatrix.»

Cf. n. 290.

160. Paris, décembre 1298. — Don, sous condition d'hommage, à Guichard de Beaujeu de 200 l. t. de rente sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 17. — Du Chesne, 70, f. 92.

161. «Confirmation de remise de 261 l. 17 s. 6 d. t. de rente à l'évêque d'Avranches.»

a. Lettre de Guillaume, évêque d'Avranches, de plusieurs héritages et revenus par luy acquis du roy à Freneuse en la vicomté de Bernay. 1298.

Fr. 20691, p. 18 (fragment).

95. — 162. La Folie, 22 novembre 1298. — Transfert à maître Guillaume de Ry, clerc du roi, de 38 l. de rente perpétuelle.

Coll. Moreau, 215, f. 92.

95 v°. — 163. *Littere R., ducis Burgundie, camerarii Francie, de M l. t. quas debet capere ad hereditatem apud Luparam usque quo fuerit sibi alibi assisia data. Oct. 1297.*

Courtrai, octobre 1297. — Don en augmentation de fief à Robert, duc de Bourgogne, chambrier de France, de 1000 l. t. de rente sur le Louvre.

Fr. 20691, p. 18. — Menant, V, f. 105. — [Dom Plancher, *Histoire de Bourgogne*, II, pr., p. xcvi, c. 2.]

96. — 164. «Confirmation de 20 l. de rente perpétuelle au profit de Gui de Laon, pour en jouir sur la prévôté de Laon.»

a. 1298.

<sup>(1)</sup> Ms. : Bonni; PP 109. Bonin; a. Boivin. Cité sous la forme Bonin par Gilliodts. Vanseveren, *op. cit.*, p. 70.



96 v°. — 165. «Commutation de 80 l. de rente à Étienne Haudry par Guillaume de Chaalon sur 200 l. de rente que ledit de Chaalon avoit à prendre au Louvre de Paris.»

*Littere Stephani Haudri, draperii, burgensis Parisiensis, de 1111<sup>xx</sup> l. t. quas capit ad hereditatem super Luparam. 1298.*

Fr. 20691, p. 18 (fragment). — Du Chesne, 70, f. 92, donne la date : «Saint-Aignan en Berry, dimanche avant la St Denys 1298.»

Cf. n. 41.

97. — 166. «Ratification dudit contrat.»

167. «Don de 20 l. p. de rente à Pierre de Divos<sup>(1)</sup>.»

A. Sur la prévôté de Villeneuve le Roi.

97 v°. — 168. Paris, août 1297. — Approbation de la vente de 122 l. 10 s. t. de rente sur le Trésor, consentie par Renier le Flament et sa femme au profit de Jean de Montigny.

[J 149, n. 23.]

98. — 169. «Mandement au bailli de Senlis pour les gages de Herpin de Erquery à prendre sur la prévôté de Compiègne.»

d. Herpin d'Erquery, chevalier, 1298. — Du Chesne, 70, f. 92, donne la date : «Creil, la veille de la Toussaint 1298.»

170. Creil, 2 novembre 1298. — Don, sur la prière de Charles de Valois, à Herpin d'Erquery, chevalier du roi, de ses gages à l'hôtel du roi.

Fr. 20691, p. 18 (fragment). — Fr. 20684, p. 229.

<sup>(1)</sup> Nom altéré. Peut-être ce «P. de Dyon» dont il est question dans une lettre de Philippe le Bel en janvier 1309 n. st. : «vineas quas P. de Dyon nuper deunctus ex concessione regia tenebat» (JJ 42<sup>a</sup>, f. 92).

171. *Littera Johannis, filii Petri, scabini ville Brugensis, de xx l. p. quas capit ad hereditatem apud Luparam vel ubi Thesaurus reponetur. Jan. 1297.*

Cf. n° 60, 288, 289.

98 v°. — 172. «Confirmation de la jouissance à Jean de Ribemont de 72 l. de rente sur l'abbaye de St Nicolas de Ribemont.»

a. Sur la ville de Martiaco\*. — b. Herveus de Leonia, miles, vendidit Johanni de Ribodimonte c l. t. redditus, etc., monasterii S<sup>i</sup> Nicolai subtus Ribodimontem.

A. 1296.

\* Marcy, c<sup>on</sup> de Marle (Aisne).

99. — 173. *Littere Symonis de Rosayo, hostiarii, de xx l. ad hereditatem apud Templum vel ubi Thesaurus reponetur. Sept. 1295.*

Cf. *Journal du Trésor* de Philippe le Bel pour 1298-1299 (lat. 9783), f. 20 : «Heredes defuncti Symonis de Roseyo...»

100. — 174. *Littere ejusdem de 111 modis tam bladi quam avene ad hereditatem in celario Regis Parisius ad mensuram Parisiensem. Sept. 1276.*

Angoulême, septembre 1276. — Transfert sur le cèlier royal de Paris d'une rente de trois muids, mi-blé, mi-avoine, sur la grange royale de Hericiaco\* que Simon de Roseto, sergent du roi, avait achetée de Philippe le Flamant et de sa femme.

Menant, V, f. 105. — S<sup>i</sup> 972<sup>a</sup>, f. 98 v.

\* Héricy, arr. de Melun (Seine-et-Marne).

100 v°. — 175. «Transfert de 25 l. de rente sur la bourse du roi par l'abbé de S<sup>i</sup> Port au profit d'Odon Rigaut et de sa femme.»

b. Sacri Portus\*, Senonensis diocesis, ordinis Cisterciensis, 1287.

\* Autre nom de l'abbaye de Barbeaux.



100. — 176. «Confirmation de vente par Ph. le Flamant et Aimeline, sa femme, de 3 muids 1/2 de blé et 1/2 muid d'avoine, au profit de Rozet sur la grange du Roi à Héricy.»

100 v°. — 177. Paris, janvier 1298. — Approbation de la vente faite par Jean d'Arreblay, sénéchal de Beaucaire, à Hue de Bouville, seigneur de Milly, chambellan, de 200 l. de rente sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 19.

101. — 178. Vaumain, novembre 1298. — Don à Bernard, comte d'Armagnac, du manoir royal de Villiers-en-Desselve, au diocèse d'Évreux, sous condition d'hommage lige.

P 2288, p. 71. — Fr. 20684, p. 237. — Du Chesne, 107, f. 375 v. — Moreau, 341, f. 237<sup>(1)</sup>.

179. Paris, janvier 1295. — Confirmation du don fait, au nom du roi, pour ses services, à Bernard, comte d'Armagnac, de 400 l. t. de rente sur la coutume de Marmande par Raoul de Clermont, connétable de France.

Du Chesne 107, f. 376.

101 v°. — 180. Saint-Germain-en-Laye, septembre 1298. — Confirmation et amortissement gratuits des acquisitions faites par le prieuré des Sœurs dominicaines de N.-D. de Prouille, au diocèse de Toulouse.

Fr. 20691, p. 20. — [Archives de l'Aude, H, fonds de Prouille.]

<sup>(1)</sup> Cette copie est la seule, avec la Reconstitution officielle, qui porte la date de 1297 au lieu de 1298.

102<sup>(1)</sup>. — 181. «Autre confirmation en faveur dudit prieuré de Prouille pour raison de ses acquêts.»

Fr. 20691, p. 20 (fragments).

A. 1298.

104 v°. — 182. «Don à Thibaut [le] Convers de 4 d. p. par jour.»

A. à volonté, dans le bailliage de Sens; 1298.

Cf. n. 135.

105. — 183. *Littere monialium B. M. Fontisebraudi de m sol. Andegavensis monete quos capiunt annuatim ex donatione eis facta per Johannam, quondam reginam Sicilie, in salino Agennensi.*

Fr. 20691, p. 20 (fragment). —

Fr. 4426, f. 334 v. — Menant, V, f. 105 v.

Confirmations de l'acte précédent par Raimond, comte de Toulouse (Paris, mai 1229) et par Philippe le Bel (février 1296).

*Ibidem*, p. 21. — Menant, *ib.* <sup>(2)</sup>.

105 v°. — 184. *Littera earumdem ex donatione per H., regem Anglie, super redditibus Burdigalensibus.*

Paris, novembre 1294. — Confirmation d'un don de 50 l. t. de rente fait par Henri III, roi d'Angleterre, au monastère de Fontevrault sur les revenus de Bordeaux (Westminster, 8 juillet an xviii).

Fr. 20691, p. 21. — Fr. 4426, f. 334 v. — Menant, V, f. 106.

<sup>(1)</sup> «Au f. 102, il est fait mention de *magister Petrus de Latilliaco, domini regis clericus, canonicus Suessionensis*, l'an 1298, *die jovis proxima post festum Pentecostes.*» (Baluze, 17, f. 59.)

<sup>(2)</sup> «Parisius, 4° idus maii anno Domini 1228.»



185. *Alia earundem per Alfonsum, Pictavie et Tholose comitem, 1294.*

Vincennes, juin 1254. — Octroi de 400 l. t. de rente sur le péage de Marmande au monastère de Fontevault.

Confirmations par Louis IX (Pontoise, avril 1255) et Philippe le Bel (novembre 1294).

Fr. 20691, p. 22. — Fr. 4426, f. 334 v. — Menant, V, f. 106 v.

106. — 186. *Littere Sororum Minorum de Longo Campo juxta [S.] Clodoardum de xx l. ad hereditatem in Thesauro Par., 1299.*

Longchamps, mars 1299. — Vidimus de lettres du roi (Paris, janvier 1292) qui approuvent le don fait par Jean d'Harcourt à l'abbaye de Longchamps d'une rente de 20 l. t. sur la prévôté de Pont-Audemer. Transfert de cette rente sur le Trésor, à Paris.

P 2288, p. 73. — Fr. 20691, p. 22. — Fr. 20684, p. 229. — Lat. 11835, p. 146. — Coll. Du Chesne, 70, f. 92. — Moreau, 341, f. 188. — [K 36, n. 55. Or. sc.]

107. — 187. *Littere Ferrandi de Hispania, militis, de xxx l. t. quas capit apud Luparam quousque adquisierit totidem terre in regnis Castelle et Legionis, 1299.*

Abbaye de Longchamps, le jour des Cendres 1299. — Don à Ferrand d'Espagne, chevalier, de 3000 l. t. de rente sur le Louvre jusqu'à ce qu'il ait acquis l'équivalent dans les royaumes de Castille et de Léon, «aliter quam per copulam conjugalem».

P 2288, p. 77. — Fr. 20691, p. 23. — Du Chesne, 107, f. 378. — Menant, V, f. 107.

108. — 188. Anglure en Champagne, avril 1299. — Permission à maître Geoffroi du

Plessis, clerc du roi, de disposer de 40 l. t. de rente sur la prévôté de Montlhéry, don du roi, en faveur de personnes ecclésiastiques.

P 2288, p. 79.

189. Vincennes, avril 1300. — Vidimus des lettres du roi (Anglure en Champagne, avril 1299), qui précèdent; maître Geoffroi du Plessis a disposé de sa rente de 40 l. t. en faveur de la maison des écoliers du cardinal de Sainte-Cécile (Collège des Cholets) en l'Université de Paris; approbation.

P 2288, p. 83. — Lat. 11835, p. 146.

Cf. n. 269.

109. — 190. Gisors, novembre 1297. — Don à Guillaume Arnaut de Navailles, pour ses services, de 100 l. t. de rente sur les forfaits de Gascogne.

Fr. 20691, p. 24. — Fr. 20684, p. 229 (fragment). — Du Chesne, 70, f. 92; 107, f. 378.

Cf. Coll. Clairambault, Titres scellés, 81, p. 636 7.

110. — 191. Crépy, mai 1300. — Confirmation du don précédent et de l'assiette qui en avait été faite par Robert, seigneur de Saint-Venant, gouverneur de Gascogne.

Du Chesne, 107, f. 378.

110 v°. — 192. *Littera cujusdam judicati contra habitatores Vernonis per quas debent sustentare pontem et muros ejusdem ville. Février 1299.*

[Olim, X<sup>ia</sup> 3, f. 100.]

112. — 193. «Don aux enfants et héritiers



d'Ansel de Castenet\* de 30 l. de rente dont ledit Ansel avoit le don sa vie durant.\*

b. Ansellus de Casteneto\*, scancio regis Ph., 1298.

\* Châtenay.

112 v°. — 194. *Littera Roberti Cambelani, domini de Tanquarvilla, de 11<sup>e</sup> l. t. sibi datis ad hereditatem, quas tenebat ad firmam de domino rege, 1299.*

Mareuil, octobre 1299. — Don à Robert le Chambellan, seigneur de Tancarville, pour ses services, de 200 l. t. de rente à héritage.

Fr. 20691, p. 24. — Fr. 20684, p. 230. — Fr. 28400, f. 117.

195. «Remise aux habitants de Falaise de plusieurs droits.»

Cf. n. 87.

113. — 196. «Don à Guillaume de Combrøze de 300 l. t. de rente sur le Trésor.»

A. 1296.

Cf. n° 130 et 152.

197. Paris, juin 1298. — Don à Aymar d'Archiac, chevalier, pour ses services, de 400 l. de rente sur les forfaitures de Gascogne, «exceptis tamen domaniis que rex Anglie in ducatu tenebat», sous condition d'hommage.

Fr. 20691, p. 24. — Coll. Du Chesne, 70, f. 92 v.

114. — 198. Orléans, mardi après les octaves de la S<sup>t</sup> Martin 1300. — Confirmation de la vente desdites 400 l. de rente, désormais assignées sur le Trésor, par Aymar d'Archiac à Pierre de Chambly et à Isabelle de Rooni, sa femme.

Fr. 20691, p. 25. — Coll. Du Chesne, 70, f. 92 v.

115. — 199. Courtrai, octobre 1297. —

Concession en fief à Miles de Durnay, chevalier, pour ses services, de la terre de Thieffrain, etc.

Fr. 20691, p. 25 (fragment).

115 v°. — 200. Saint-Ay, 1300. — Achat, par le Roi, au monastère de N.-D. de Beaugency, de divers droits pour 60 l. p. de rente sur la prévôté de Beaugency.

Fr. 20691, p. 25 (fragment).

116. — 201. «Don à Étienne Aguétard de la jouissance de ses gages et droits de manteau, nonobstant son absence, sa vie durant.»

A Estienne Aguétard, chevalier, sur la prévôté d'Orléans, 1299.

202. *Littere Johannis de Chambliao, militis, filii defuncti Johannis de Chambliao, militis, de domo regis de Vallependente cum suis pertinentiis tenenda per ipsum Johannem cum vadiis suis et mantello de 14 s. p. per diem ad vitam in prepositura Bellimontis, 1300.*

116 v°. — 203. «Don à Pierre de Leffrée de Plailly de 3 s. t. par jour sur la prévosté de Senlis pour en jouir dans sa maison, sa vie durant.»

b. Petrus de Plailliaco, miles, 1300. — d. Pierre dit Leffrée de Plailliaco, 1300.

204. «Don à Guillaume Rebrachien<sup>(1)</sup> et sa femme de 80 l. p. de rente, leur vie durant, sur les mines de sel d'Orléans.»

A. 1300. Le roi a accordé du reste aux époux ainsi qu'il est écrit dans ses lettres du samedi avant la Saint-Martin d'hiver 1303 de prendre 100 l. p. au lieu de 80 de la même manière et façon.

117. — 205. «Autre à Pierre Charrier de

<sup>(1)</sup> Maître des œuvres du roi à Châteauneuf-sur-Loire (Titres scellés de Clairambault, 94, p. 7281).



5 s. p. par jour sur les revenus d'Orléans tant qu'il plaira au roi.»

A. Chartier, 6 d. p. par jour; 1300.

206. «Don à Jeanne, veuve de Godefroy de Rorey, de 28 l. t. de rente sur la prévosté de S<sup>e</sup> Livraigne.»

A. Rotey, 1299. — a. sur les port et passage de Lorris.

117 v<sup>o</sup>. — 207. «Dotation de 12 l. p. de rente à une chapelle de l'hôpital de S<sup>t</sup> Quentin au village des Pontoiles<sup>(1)</sup>.»

A et a. 1300.

118. — 208. *Littere B., abbatisse B. M. Regalis juxta Pontisaram, de 11<sup>e</sup> l. t. rendualibus per ipsam emptis a Guidone de Cromeriis, milite, pretio 11<sup>m</sup> l. t. Nov. 1299.*

Paris, novembre 1299. — Confirmation de la vente faite par Gui de Cromeriis, chevalier du roi, de 200 l. t. de rente, don du roi, pour le prix de 2000 l. t. p., à Blanche, abbesse de Notre-Dame la Royale près Pontoise.

K 191, n. 156.

119. — 209. «Don à Pierre Fabre de la Couronne de 6 d. p. par jour tant qu'il plaira au roi.»

A. par les mains du bailli de Senlis; 1300.

119 v<sup>o</sup>. — 210. «Délai à Jean de Baleigni, Jean le Helle, et autres, cautions de Jean de Haulte Maison, pour payer ce qu'ils devoient au roi à cause de ce.»

A. 1300.

211. Choisy, samedi après la Toussaint 1300. — Don à Alfonse de Rouvray, chevalier, de 300 l. t. de rente à vie, pour ses services, sur le Trésor.

Fr. 20684, p. 230 (fragment). —

Coll. Du Chesne, 70, f. 92 v.

<sup>(1)</sup> Ms : Pontorles. Il s'agit de Ponthoille, faubourg de Saint-Quentin.

120. — 212. *Littere L., comitis Ebroicensis, de 111<sup>m</sup> l. t. in augmentatione cujusdam assisie. Oct. 1300.*

Longpont, octobre 1300. — Don à Louis, comte d'Évreux, de 3000 l. t. de rente sur le Trésor, en augmentation d'assiette.

P 2288, p. 482. — Menant, V, f. 107 v. — Moreau, 341, f. 237 v.

213. «Concession de droits à Robert de Paci en la forêt de Bure.»

a. Touchant la sergenterie féodale de la forest de Bur et don d'usage et pasturage pour la seigneurie de Juez\*.

\* Juaye, c<sup>m</sup> de Balleroy (Calvados).

120 v<sup>o</sup>. — 214. *Littera excambii facti inter regem et Gaucherium de Chastillon de 1111<sup>m</sup> VIII arpensis boscorum et per litteram dicti de Chastillon, 1301.*

Pontoise, jeudi après la S<sup>t</sup> Marc l'Évangéliste 1301. — Échange entre Gaucher de Châtillon, connétable de Champagne, et le roi.

Coll. Du Chesne, 70, f. 92 v. — Fr. 20684, p. 230.

121. — 215. *Littere Galcheri, domini Castellionis, de c l. in thesauro de Lapara et potestas vendere, 1301.*

Cf. K 181, n. 54 et K 183, n. 41.

122. — 216. «Mention de transport de 20 l. de rente à prendre sur lesd. 100 l. au profit d'André et Bertrand Percheron.»

217. «Autres mentions de transport de portions desd. 100 l. de rente au curé de S<sup>t</sup> Eustache et autres.»

122 v<sup>o</sup>. — 218. *Littera Hugonis, scutiferi*



*regis, de x modis avene ad hereditatem capiendis in grenerio regis Parisius.*

Pontoise, [avril] 1301. — Vidimus de lettres de Philippe Auguste (Mantes, 1216) qui donnent à Hugues, son écuyer, 10 muids d'avoine de rente à Dourdan et Sonchamps; et réassignation de ladite rente par suite de la constitution d'apanage au profit de Louis d'Évreux.

Fr. 20691, p. 26. Cf. L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, n. 1667.

123. — 219. *Littere concordie facte inter regem et comitem de Haynau de eundo contra Guidonem de Dampierre, olim comitem Flandrie. Et littera debet renovari de decem in decem annis.*

Pont-Sainte-Maxence, mai 1297. — Traité d'alliance entre Philippe le Bel et le comte de Hainaut.

P 2288, p. 87. — P 2569, f. 331 v. — Fr. 4413, f. 28. — Fr. 20691, p. 74. — [J 519, n. 8. — Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, I, c. 1284.]

124. — 220. « Promesse du roi de 6000 l. de rente audit comte de Hainaut. »

A. Lettre de Jean d'Avesnes, comte de Hainaut, de six vingt livres à lui assignées; 1297.

124 v°. — 221. Orbais-l'Abbaye, février 1300. — Don à Renier de Senlis, échanson du roi, dit « de porta », de 20 l. t. de rente sur la commune de Senlis.

[JJ 38, f. 34 v., n. 55.]

222. *Littera monasterii Beati Victoris Parisiensis de xl l. p. ad hereditatem super prepositura Parisiensi ex quodam excambio inter ipsos facto et regem.*

Saint-Denis-en-France, août 1300. — Ratification de la vente faite au roi par le monastère de Saint-Victor de Paris, pour 40 l. p. de rente

sur la prévôté de Paris, des prieurés de Chanteau et d'Ambert, où le roi installera des frères de l'Ordre des Célestins.

K 181, n. 199. — Coll. Moreau, 216, f. 74.

125. — 223. *Littere per quas habitantes civitatis Tullensis se voluerunt ponere in protectione et salva gardia domini regis.*

Paris, novembre 1300. — Lettres de protection et de sauvegarde pour les habitants de Toul.

P 2569, f. 333 v. — Fr. 4413, 31 v. — Fr. 4426, f. 335. — Menant, V, f. 108. — [JJ<sup>e</sup>, f. 38.]

126 v°. — 224. « Remise en faveur de Renier Accorre, condamné envers le roi pour plusieurs méfaits <sup>(1)</sup>. »

127. — 225. Paris, juin 1301. — Composition entre les gens des Comptes et Raymond Laurent de La Pierre, bourgeois de Toulouse, pour cause du coin des monnaies de Toulouse et des privilèges que ledit R. prétendait tenir héréditairement des anciens comtes de Toulouse. Le roi confirme.

[J 976, n. 6.]

128. — 226. *Littere abbatis et conventus monasterii Sancti Ebrulfi ac prioris de Novomercato de excambio facto inter ipsos et regem de nemoribus de Haya et de montibus de Talemoustier cum novem l. p. quas dicti religiosi capiunt ad hereditatem super prepositura de Novomercato. Juillet 1301.*

129. — 227. Notre-Dame près Pontoise, avril 1301. — Don à Étienne de Bienfete, chevalier, pour ses services, de 60 l. t. de rente sur les 437 l. 3 d. t. de rente qu'il devait au roi

<sup>(1)</sup> Cf. « Remise à Renier Accorre des biens immeubles et des dettes qui lui avaient été confisqués pour ses forfaits. Sans date. » J 318, n° 81. Ce document, minute ratuée, n'a pas été cité par F. Bourquelot, *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1867, p. 72.



pour ce qu'il tient de lui en la baronnie d'Orbec; et il le tiendra désormais « par un franc fié entier de haubert ».

[JJ 38, f. 42, n. 74. Cf. J 219, n. 6 et J 1030, n. 1.]

130. — 228. Samedi après la S<sup>t</sup> Luc 1300. — Échange entre Guillaume Larchevêque, chevalier, sire de Parthenay, et Pierre Bouchard, chevalier, sire de Rochefort sur Charente, et sa femme Yolande<sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 78. — [J 180, n. 46.]

133. — 229. « Contrat de vente entre ledit de Parthenay et Bouchard. »

A. 1300.

136. — 230. *Littere per quas Petrus Bouchardi et uxor ejus retraxerunt dictum castrum de Ruppeofrti de domino de Partenyaco et excambiaverunt dictum castrum cum domino de Bailheus, milite, senescallo Xantonie, nomine regis, 1301.*

Mardi en la translation saint Benoit 1301. — Pierre Bouchard et sa femme, après retrait du château de Rochefort cédé à Guillaume Larchevêque, l'échangent avec Pierre de Bailheus, sénéchal de Saintonge, au nom du roi.

Fr. 20691, p. 79 (fragment). — [J 180, n. 43.]

142. — 231. « Transaction entre Pierre Bouchard et Yolande de Rochefort, sa femme, d'une part, et Guillaume de Maroil<sup>(2)</sup> et Alix de Rochefort, sa femme. »

A. 1301. — d. Guillaume de Maroil, vallet, seigneur dudit lieu.

143. — 232. « Transport du château de

<sup>(1)</sup> J 180 contient quelques unes des pièces qui suivent sur les transactions passées en Saintonge, pour le roi, par le sénéchal Pierre de Bailheus, et plusieurs autres, analogues, qui n'étaient pas dans le Livre Rouge.

<sup>(2)</sup> PP 100<sup>ter</sup> : Demorois.

Rochefort par Guillaume Larchevesque à Pierre de Bailheus. »

A. 1301.

143 v<sup>o</sup>. — 233. Saint-Jean-d'Angély, vendredi après la S<sup>t</sup> Martin d'été 1301. — Vente par Guillaume Mango, sire de Surgères, à Pierre de Balheus, pour le roi, de 45 + 28 l. de rente.

Fr. 20684, p. 237 (fragment). — [J 180, n. 48.]

144. — 234. *Littera domini regis de 11<sup>e</sup> l. monete currentis quas capit ad hereditatem ex emptione facta a Reginaldo de Ponte, domicello, super magno feodo Alnisii prope Rupellam.*

... mardi avant la S<sup>t</sup> Michel 1300. — Renaut de Pons, damoiseau, vend au roi 200 l. de rente, monnaie courante, sur le grand fief d'Aunis.

Fr. 20691, p. 26.

145. — 235. 31 octobre 1300. — Dreu de Montausier vend à Pierre de Bailheus, sénéchal de Saintonge, 17 l. de rente sur le péage « de Mansiaco », pour 160 l. de capital.

Fr. 20691, p. 27.

146. — 236. Saintes, vendredi après la S<sup>t</sup> Hilaire 1300. — Vente de 20 s. de rente sur la prévôté de Saintes par Foucaut et Milet, co-héritiers d'Étienne, portier du château de Saintes, à Pierre de Bailheus, pour le roi.

[J 180, n. 41.]

147. — 237. « Délivrance du legs de 20 s. de rente fait par Alphonse de Poitiers au profit d'Étienne, portier du château de Saintes<sup>(1)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Cf. J 1023, n. 1 (Paris, mars 1277. Mandement au prévôt de Saintes de payer à Étienne, portier du château de Saintes, la rente de 20 s. t. qui lui a été léguée par le comte Alphonse).



147 v°. — 238. Paris, juillet 1301. — Don à Raoul de Beaumont, cuisinier du roi, et à Erembour sa femme, de 30 l. p. de rente sur le Louvre en récompense d'une maison à Neufmarché que le roi s'est annexée.

Fr. 20691, p. 27.

239. « Don de 40 l. t. de rente à Nicaise de Lory\* et Jeanne, sa femme. »

\* Lorris.

A. 1300.

148. — 240. Paris, septembre 1301. — Permission à Béraud de Mercœur d'aliéner les 200 l. de rente qui lui avaient été données par le roi en octobre 1297.

Fr. 20691, p. 27 (fragment). —

[J 149, n. 33 n.]

148 v°. — 241. Senlis, lundi avant la St Simon 1301. — Vente par Béraud de Mercœur desdites 200 l. de rente aux doyen et chapitre de Laon.

Fr. 20691, p. 27. — [J 149, n. 33<sup>(1)</sup>.]

150. — 242. « Don de 300 charrettes de bois à l'Hôtel Dieu de Caen. »

a. Lettre pour l'hostel Dieu de Caen de 300 charrettes de bois en la forêt de Bonneville, 1300.

150 v°. — 243. « Procuration de Lanfranc Cartaire, de Gènes, à Benoit, son fils, pour vendre 100 l. de rente qu'il avoit sur le Trésor. »

A. 1300.

151 v°. — 244. « Lettre de conversion desd. 100 l. de rente audit Lanfranc Cartaire, sa vie

<sup>(1)</sup> On y lit : « Iste littere fuerunt redditus domino nostro regi et cancellate fuerunt, quia dominus noster acquisivit dictas n° libras t. de quibus in ipsis fit mentio. »

durant, en 100 l. de rente à perpétuité sur le Temple à Paris. »

245. « Vente desd. 100 l. de rente par led. Benoit Cartaire au profit de l'abbé et couvent de Joy\* ».

a. Acquisition faite par l'abbaye Joyciaci, Ordre de Cîteaux, de 100 l. p. de rente sur le Trésor à Lanfroy Tartaro<sup>(1)</sup>. 1301.

\* Jouy l'Abbaye, c<sup>ne</sup> de Chenoise, Seine-et-Marne.

153. — 246. « Don de 30 l. de rente à Dreu Lagueite<sup>(2)</sup> et à Isabeau, sa femme, leur vie durant, sur le Trésor. »

A. 1301.

247. « Autre de 13 l. t. de rente à Jean Morel, qu'on doit au Roi pour la ferme de Grainville. »

Senlis, octobre 1301. — Don à Jean Morel, valet du roi, en récompense des services rendus tant par lui que par ses ancêtres « tam in transmarinis quam citramarinis partibus », de 13 l. t. de rente...

Menant, V, f. 108 v. (fragment).

153 v°. — 248. « Délivrance de ladite ferme de Grainville audit Morel à perpétuité moyennant 13 l. de rente. »

154. — 249. « Don de 10 l. t. de rente à Thibaud de Moncel sur la prévôté de Lory\* ».

\* Lorris.

A. 1300.

250. La Ferté-Mareuil, février 1300. — Au sujet de 300 l. p. de rente sur le péage de Bapaume que Robert, comte d'Artois, échangea naguère avec le roi contre les bois de Tournehem.

Fr. 20691, p. 28 (fragment). —

Cf. K 37, n. 4<sup>2</sup> (or. sc.).

<sup>(1)</sup> Ce personnage, dont le nom est diversement estropié ici (n° 243 à 245), est désigné comme il suit dans les comptes originaux : « Lanfrancus Tartarus, de Janua. »

<sup>(2)</sup> Ms. : Lugueite. Cf. n. 834.



155. — 251. *Littera capellanie fundate in capella regis Parisius in honore beatorum Nicolai ac Ludovici de xx l. redditus.*

Senlis, octobre 1301. — Fondation d'une chapelle dédiée à saint Nicolas et à saint Louis, dans la Basse Chapelle du roi, à Paris, en souvenir de frère Pierre de Condé, de l'Ordre des Frères prêcheurs, jadis au service du roi.

Fr. 20691, p. 28 (fragment). — Fr. 4426, f. 335 v. — Menant, V, f. 108 v. — S.-J. Morand, *Histoire de la S<sup>e</sup> Chapelle royale du Palais* (Paris, 1790), pr., p. 23. — [S 973, n. 7.]

155 v°. — 252. « Transport de 200 l. p. de rente par Guillaume de Combreux et Alix, sa femme, au profit d'Estienne de Compiègne sur le Trésor, avec la ratification du roi. »

b. Guillaume de Combreux, chevalier, et Aalis sa femme, 1301. — d. G. et A. vendent à E. de C., chevalier du roi, et à ses hoirs, 255 l. de rente, 1301.

Cf. n° 130 et 196.

157. — 253. « Don de 150 l. de rente à Bos Carlon, citoyen de Bordeaux, sur la confiscation des biens de Pierre Guillaume de Montaplane. »

Vincennes, ... 1296. — Don de 150 l. de rente à Bos Carlon, bourgeois de Bordeaux, pour ses services.

Fr. 20691, p. 28 (fragment).

254. « Autre de 50 l. t. de rente à Gilles de Remin <sup>(1)</sup>. »

A. 1300.

157 v°. — 255. « Autre de 150 l. de rente

<sup>(1)</sup> Ms. : Romini. — H.-L. Bordier, l'historien de la maison de Remin (*Philippe de Remi*, Paris, 1869), n'a pas eu connaissance de cette pièce.

à Arnaud\* Carlon sur la confiscation de Pierre Guillaume de Mataplane. »

A et b. 1296.

\* Ms: Armand. Cf. n. 373.

157 v°. — 256. Fontainebleau, janvier 1299. — Remise aux Sœurs Mineures de Sainte-Claire près Paris d'un setier d'avoine dû par elles au roi sur une maison que leur avait donnée Marguerite, reine de France, aïeule du roi.

P 2288, p. 93.

158. — 257. « Confirmation de l'acquisition faite par le doyen et le chapitre de S<sup>t</sup> Foursy de Péronne d'une partie du manoir et terre labourable qui avoit appartenu à Gossuin de S<sup>t</sup> Albin. »

A et a. 1301.

258. ... janvier 1273. — Don à l'abbaye de Notre-Dame près Saint-Cloud de 100 l. t. de rente sur les coffres du roi en échange des biens dotaux des dames de Vitry, religieuses à ladite abbaye, dans le bailliage de Caen.

Coll. Du Chesne, 70, f. 96. — Fr. 20684, p. 236.

Cf. n. 293.

158 v°. — 259. « Don de 400 l. t. de rente sur les forfeitures de Gascogne à Aymar d'Archiac. »

A. 1298.

158 bis. — 260. *Littera abbatis et conventus monasterii B. M. de Villaribus juxta Feritatem Alesie de xiii l. admortisatis super prepositura Montisleherici, 1298.*

Paris, 1298. — Réassignation sur la prévôté de Montlhéry de 13 l. p. de rente que le monastère de N.-D. de Villiers près La Ferté-Alais avait reçue par échange de feu maître Guillaume



de Castris sur la prévôté d'Étampes, qui vient d'être assignée en apanage à Louis d'Évreux.

P 2288, p. 95. — Fr. 20691, p. 29.

**158 bis v°.** — 261. « Déclaration sur le don fait à Bethin Caucinel des biens de Rousselin portant qu'une certaine maison contigue au moulin en fait partie. »

a. Don à Bethin Caucinel d'une maison près du moulin du Pontneuf sis en la rivière de Viturle à Lunel, 1298.

Cf. n. 92.

**262. a.** Lettre d'Enguerran de Couci de 240 l. de terre à héritage pour l'échange fait entre luy et le roi de Giverny et de Tréville, en 1298.

Paris, décembre 1298. — Échange entre le roi et Enguerran de Couci.

Fr. 20691, p. 29 (fragment).

**159.** — 263. « Commission pour faire l'estime dudit échange. »

**159 v°.** — 264. « Vente de 300 l. de rente sur le Trésor par Hugues Arpaille au profit de Pierre de Laon. »

a. Lettre de Pierre de Laon de 300 l. à héritage sur le Trésor, 1300. — d. Hugo dictus Arpaille, chevalier; Petrus de Lauduno, chevalier du roy, et Marguerite sa femme, 1300.

Cf. n. 26.

**160.** — 265. Paris, septembre 1300. — Approbation de la vente faite par Guillaume Crespin, sire de Dangu, connétable de Normandie, de 200 l. de rente qu'il tenait en fief du roi à Pierre de Chambly et Isabelle de Rosny, sa femme.

Fr. 20691, p. 30 (fragment). —

Fr. 20684, p. 231.

**161.** — 266. « Don desdits 200 l. de rente à Guillaume Crespin sur le Trésor. »

A. 1300.

**267.** Paris, août 1300. — Ratification de l'échange fait entre Pierre de Foulleio, chevalier, et Gilles de Hangest, fils de Guillaume, trésorier du roi.

[J 230, n. 63.]

**162.** — 268. « Assignation aud. Fouley de 275 l. de rente faisant partie de 400 l. de rente a luy précédemment données pour jouyr par luy desdites 275 l. sur le Trésor. »

... août 1300. — Le roi donne audit Pierre 400 l. de terre à tournois pour luy et ses hoirs à prendre au Trésor à Paris et en assigne une partie sur le péage de Roye <sup>(1)</sup>.

Arsenal, 5261, f. 106.

Cf. n° 68, 267.

**269.** « Jouissance de 40 l. p. de rente à Geoffroi du Plessis sur la prévosté de Montlhéry. »

A et a. 1299.

**162 v°.** — 270. *Littera excambii facti inter regem et Helyam Thalayrandi, comitem Petragericensem, de vicecomitatu Leomannie et castro Marmande. Oct. 1301.*

Saint-Germain-en-Laye, novembre 1301. — Échange entre le roi et Élie Taleyrand, comte de Périgord, de la vicomté de Lomagne, etc., contre des rentes sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 76. — [J 292, n. 9.

— J 312, n. 36.]

<sup>(1)</sup> On lit au rouleau J 1031, n. 26, 2<sup>e</sup> peau : « L'an CCC, ou mois d'aout, Ph., roys de France, assit a Pierre de Foulay, chevalier, c l. de terre a parisi sus son peage de Roye, a rabatre de la somme de 1111 l. de terre a tournois que ilcelui Roy avoit otrié et doné audit P. pour le service agreable que il li avoit fait..., a prendre chacun an a Paris ou Tresor... »



164. — 271. « Mention de la vente faite par led. Élie de lad. rente au profit d'Hugues de Bouville. »

272. *Littere scholarium domus fundate Parisius pro anima Johannis tituli S<sup>c</sup>e Cecilie presbyteri cardinalis, in theologia studentium, de c. l. p. per ipsos emptis a Petro de Chambliao in thesauro Parisiensi.*

Dimanche avant la Madeleine 1301. — Vente de 100 l. p. sur le Trésor par Pierre de Chambly, chambellan du roi, et Isabelle de Rosny, sa femme, au Collège des Cholets.

P 2288, p. 99. — Fr. 20691, p. 30.  
— Menant, V, f. 109 v.

165. — 273. *Et littere regis confirmatorie, 1301.*

Senlis, novembre 1301. — Ratification, par le roi, de la transaction qui précède.

P 2288, p. 105.

274. Châteauneuf-sur-Loire, décembre 1300. — Le roi constate un accord intervenu en sa présence entre Étienne, comte de Sancerre, et ses frères Thibaut et Louis, chanoines de Bourges; assignation auxdits frères de 450 l. t. de rente sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 30. — Coll. Du Chesne, 70, f. 93 v. — Fr. 20684, p. 232.

165 v°. — 275. Paris, 29 mars 1301. — Vente desdites 450 l. t. de rente sur le Trésor à Robert, duc de Bourgogne, avec l'approbation du roi, moyennant 6000 l.

Fr. 20691, p. 31 (fragment). — [Arch. de la Côte-d'Or, Recueil de Pincédé, I, p. 779.]

166. — 276. *Littera excambii facti inter regem et Hugonem Bruni, comitem Marchie et Engolisme, ad castellaniam, castrum seu domum Chaliaci et Longimelli, etc., 1301.*

Paris, février 1301. — Échange entre le roi et Hugues le Brun, comte de la Marche.

P 2569, f. 371. — P 2529, f. 149.  
— Fr. 20691, p. 31. — P 2543, f. 208. — P 2591, f. 120. — Fr. 4413, f. 78 v. — Fr. 4426, f. 335 v. — Menant, V, f. 110<sup>(1)</sup>.

167. — 277. *Littera procurationis abbatis Figiaci de faciendo pariagio pro villa Figiaci, 1298.*

Cf. *Notices et Extraits*, XXXIX, p. 220, n. 25.

168. — 278. Paris, février 1301. — Assignation provisoire de 1000 l. t. de rente sur le Trésor à l'abbaye de Figeac, contre la cession au roi de droits de ladite abbaye à Figeac.

[J 342, n. 3; cf. X<sup>a</sup> 14, f. 318 v.]

Cf. n. 284.

170 v°. — 279. Montargis, vendredi veille de la S<sup>t</sup> Martin d'été 1299. — Assignation de 100 l. t. de rente sur divers lieux à Bertrand Jourdain de Lisle, en récompense de Sauveterre, dans un vidimus de Guichard de Marzy, sénéchal de Toulouse, qui a procédé à l'assiette.

Du Chesne, 107, f. 376 v.

[Cette pièce devait être enveloppée dans une autre que *a* analyse ainsi : « Assiette faite à B. Jourdain de 418 l. 12 s. t. sur le lieu d'Agneville avec la justice, 1300 », et qui est

<sup>(1)</sup> On lisait ensuite, d'après cette source : « Et ponitur originale istius littere in Thesauro Parisius in custodia magistri Petri de Bituris, cui fuit tradita per magistrum Radulfum de Joyaco, lune ante Cathedram Sancti Petri anno CCCL. »



analysée plus au long (Saint-Ay, juillet 1300) dans J 967, n. 2 <sup>(1)</sup>.]

a. 1301.

171 v°. — 280. Paris, ... 1301. — Accord entre le roi et les religieux du monastère du Pin, au diocèse de Poitiers, touchant le minage en la ville et banlieue de Poitiers, qui leur avait été donné par le roi Richard d'Angleterre.

Fr. 20691, p. 32.

172 v°. — 281. « Don de 20 l. t. de rente aux Chartreux du Liget sur la prévôté de Loches. »

A. de l'ordre de Citeaux; décembre 1301.

282. « Don de 20 l. p. de rente à Robert Caut, échevin de Bruges, sur le Trésor. »

A. 1297. — a<sup>3</sup>, f. 45 v. Roberti Cault.

173. — 283. « Vente desd. 20 l. de rente par led. Robert Caut au profit de Gui de Laon. »

a. Acquisition faite par Gui de Laon, chanoine de Paris, de 20 l. p. sur le Trésor, 1301.

173 v°. — 284. Paris, février 1301. — Achat, par le roi, à l'abbé de Figeac, de la seigneurie de Figeac.

P 2569, f. 336. — Fr. 4413, f. 35.

— [J 295, n. 43.]

175. — 285. « Don à Gautier de Karkre, échevin de Bruges, de 20 l. de rente p. sur le Trésor. »

A. Vautier le Barbe, sur le Louvre où se trouve le Trésor; 1297. — a<sup>3</sup>, f. 45 v. Galteri Le Carque.

286. « Mention du transport desd. 20 l. de rente par led. Le Karkre et sa femme à Geoffroi Coquatrix et sa femme. »

<sup>(1)</sup> Cf. Coll. Clairambault, Titres scellés, 61, p. 4741.

176. — 287. « Lettres de ladite vente. »

A. 1301.

176 v°. — 288. « Don de 20 l. de rente à Jean Wandelart, échevin de Bruges <sup>(1)</sup>, avec le transport desd. 20 l. par les héritiers dud. Wandelart au profit de Jean Pietresonne. »

Cf. n° 60, 171.

A. 1297.

177. — 289. « Transport desd. 20 l. de rente p. par Jean, fils dud. Pietersonne et Catherine sa femme. Autres 40 l. p. à G. Coquatrix. »

A. 1301.

177 v°. — 290. « Vente de 20 l. p. sur le Trésor par Lambert Beranfeiz et Marguerite, sa femme, au profit de G. Coquatrix. »

\* PP 109 : Bouin faiz. — A. Borainfarz, 1301. — Lisez « Bonin, fuiz... »; cf. n. 159.

178. — 291. « Don à P. Saulnier de l'avoine et denier du faulconnage deus au Roi par an dans les paroisses de Montigny et d'Ermon. »

a. 1301. — d. sept. 1301.

Cf. n. 485.

292. « Don à Oudart de Neuville de 100 l. t. de rente sur le Trésor. Nota qu'au dessus desd. lettres de don il y a une mention d'une vente desd. 100 l. de rente par ledit de Neuville au profit de Bethin Caussinell, et d'autre par ledit Caussinell au profit dudit de Chambli. »

A et a. 1301.

Cf. K 189, n. 68.

178 v°. — 293. « Don à l'abbaye de N.-D. proche S<sup>t</sup> Cloud de 100 l. de rente t. sur les

<sup>(1)</sup> Cette première pièce (Ham, janvier 1297. Assignation de 20 l. p. de rente sur le Louvre à Jean Wandelart) se trouve au Trésor dans un vidimus de 1329 (JJ 66, n. 161, f. 62 v.).



coffres du roy en récompense des biens cédés situés au baillage de Caen qui avoient esté données à ladite abbaye par Philipote, fille d'André de Vitry et la veuve dudit Vitry.»

*Littera abbatis et conventus B. M. prope Sanctum Clodoaldum de c l. t. quas capiunt ad hereditatem in cofris regis. 1273.*

Menant, V, f. 110 v. (Paris, janvier 1273.)

Cf. n. 258.

294. Paris, mars 1301. — Échange avec l'Université qui reçoit 60 l. p. de rente sur le Châtelet de Paris en échange d'un bien qu'elle avait acheté de Guillaume Delorme, écuyer, à Épinay, près Longjumeau, au prix de 1000 l. p., pour l'entretien de trois chapelains.

P 2288, p. 107. — Menant, V, f. 110 v.

179. — 295. «Don de 26 l. t. de rente, encore de 8 l. t. de rente, par Jeanne, reine de France et de Navarre, en la chapelle qu'elle avoit fondée en son château de Meaux.»

*Littere domine Johanne, Francie et Navarre regine, de xxvii l. t. quas capit ad hereditatem in Castelleto Parisiensi. Avril 1300.*

a. Lettre du chapelain de la chapelle S<sup>te</sup> Marguerite du château de Meaux de 26 l. t. de revenu sur le Châtelet de Paris et 8 l. t. à Chaucouin près Meaux, 1301.

179 v°. — 296-297. «Vente desd. 26 l. de rente par Étienne de Cormeilles, bourgeois de Paris, et Marguerite sa femme au profit de Jeanne, reine de France et de Navarre, avec ratification du roy.»

A et a. 1300.

180. — 298. *Littera Galteri de Montigniac de sua nobilitate, 1302.*

Vincennes, juin 1302. — Anoblissement de Gautier de Montigny, pour ses services; appro-

bation de la reine Jeanne, comtesse de Champagne, «de cujus hereditate predictus G. movere dicitur.»

Menant, V, f. 111.

180 v°. — 299. *Littera Aymardi de Pictavia de 11 l. ad hereditatem quas capit apud Luparam, 1297.*

Lille, octobre 1297. — Don à Aymar de Poitiers, notre valet, pour ses services, de 200 l. t. de rente sur le Louvre.

P 2288, p. 109.

300. *Littera dicti Aymardi venditionis c l. sororibus Minoribus de Lourcines juxta S<sup>tem</sup> Marcellum.*

Vendredi après Pâques 1302. — Vente par Aymar de Poitiers de 200 l. t. de rente sur le Louvre aux Sœurs Mineures de Lourcines.

P 2288, p. 109. — Fr. 20691, p. 33. — Fr. 20684, p. 231.

181. — 301. Paris, mars 1302. — Approbation du transfert de 200 l. de rente sur le Louvre cédées par Aymar de Poitiers aux Sœurs Mineures de Lourcines.

P 2288, p. 117.

182. — 302. *Littere sororum Sancte Clare juxta Parisius per quas possunt acquirere 11 l. t. apud Templum vel apud Luparam aut Thesaurum sine financia prestanda. 1301.*

303. «Faculté à Nicolas de Rumilly, chapelain perpétuel en l'église de S<sup>t</sup> Étienne de Troyes, d'acquérir 15 l. t. de rente.»

a. Permission à Nicolas de Rumillac d'acquérir 15 l. t. de revenu pour la fondation d'une chapelle, sans paier finance, 1299.

Cf. n. 305.

182 v°. — 304. «Amortissement de 10 l. t.



de rente au profit du vicaire perpétuel de la chapelle de S<sup>t</sup> Louis de Troyes. »

a. Lettre du chapelain de la chapelle S<sup>t</sup> Louis en l'église S<sup>t</sup> Estienne de Troyes de 10 l. t. sur le péage du vin à Troyes, 1301.

183. — 305. « Vente desd. 10 l. de rente sur le pourtage de Troyes par Ancel de Villarcel au profit de Nicolas de Rumilly qui en a fait une fondation en l'église de S<sup>t</sup> Étienne de Troyes. »

b. Ancel de Villarcel, 1301. — e. A. de V., esquier, fils de feu Guillaume de Villarcel, chevalier.

306. Saint-Germain-en-Laye, août 1302. — Don à Jean de Chalon, seigneur d'Arlay, de 2000 l. t. de rente sur le Trésor.

Fr. 20684, p. 231 (analyse). — [J 254<sup>a</sup>, n. 55; cf. *Bibliothèque de l'École des chartes*, XLIX, p. 250.]

183 v<sup>o</sup>. — 307. Dimanche après la S<sup>t</sup> Barnabé 1300. — Marguerite de Bommiers, dame de Sully et de Châteaumeillant, établit comme son procureur Jacques de Bommiers, son chapelain, pour conclure un accord avec madame Blanche, fille de saint Louis.

Fr. 20691, p. 34 (incomplet).

186. — 308. *Littera excellentissime domine Blanche, filie beati Ludovici, de 11<sup>e</sup> l. t. quas capit ad hereditatem. Janvier 1301.*

Janvier 1301. — Vente par Jean, comte de Forez, à ladite madame Blanche de 200 l. de rente sur le Trésor.

F. 20691, p. 34.

188. — 309. « Faculté de lad. Blanche d'acquérir 400 l. de rente sur le Temple ou sur le Châtelet et d'en disposer à sa volonté et en par-

ticulier de 323 l. 15 s. t. de rente qu'elle avoit acquise de Marguerite de Bomes. »

*Littere per quas rex concessit domine Blanche ut possit alienare 111<sup>e</sup> XXIII l. XV s. acquisitas a Margareta de Bomes, domina de Soliaco, et 11<sup>e</sup> l. a comite Foresii sine financia prestanda. Avril 1301.*

188 v<sup>o</sup>. — 310. La Croix-Saint-Leufroy, janvier 1300. — Don à Henri de Champigny, chevalier, pour ses services, à la place d'une rente de 2 s. p. par jour, à vie, qui lui avait été assignée, d'une rente équivalente, mais perpétuelle (*ad hereditatem*), sur la prévôté de Senlis.

P 2288, p. 119 <sup>(1)</sup>.

189. — 311. « Convention avec Estienne de la Buche concernant le prix de plusieurs fermes du roy qu'il tenoit à Orbec et autres lieux. »

a. Lettre d'Estienne de Bienfaite pour 60 l. t. à héritage sur plusieurs fermes qu'il tient du roy en la baronnie d'Orbec, 1302.

Cette pièce, qui était fort longue, est analysée en détail, avec d'autres sur la même affaire, dans J 1030, n. 1.

190. — 312. Vincennes, juin 1302. — Don à Pierre de Villanis, châtelain de Longchamps, de 30 l. p. de rente sur le Trésor, à héritage; ledit Pierre abandonnera 20 l. t. de rente viagère qu'il avait antérieurement reçues.

[JJ 41, f. 27, n. 41.]

<sup>(1)</sup> Les religieuses du Tiers Ordre de saint François de Beauvais, qui produisirent l'expédition de cette pièce pour la Reconstitution officielle, en apportèrent plusieurs autres, relatives à la même rente, qui ont été aussi transcrites dans P 2288 (pp. 123-151), quoiqu'elles n'eussent jamais figuré dans le Livre Rouge.

On lit dans le rapport de Jehan Blondel (fr. 26961, f. 2) : « Les beguines de Byauvez ont et prenent sus la dite prevosté a heritage 36 l. 10 s. p. en deniers chascun an que mons. Henri de Champigny y avoit dou don le Roy Ph. a heritaige, les quiez il vendi as dittes beguines dou congié dou Roy Ph. » En marge : « Non exhibuerant litteras. »



313. «Don de 22 l. 8 s. p. de rente à Martin de Chambli sur le Trésor, etc., en récompense de 32 l. de rente sur la prévosté de Vitry.»

a. Eschange entre le roi et Martin de Chambli par lequel le roi lui baille 22 l. 8 s. p. de revenu sur le Chastelet de Paris avec un muid de froment et un muid d'avoine, mesure de Corbeil, sur l'abbaye de Chaumes à cause de sa maison de Fontaine et Bussy, 1302.

Vincennes, juillet 1302. — Échange entre le roi et Martin de Chambly.

Fr. 20691, p. 34 (fragment).

Cf. Coll. Moreau, 217, f. 138.

191. — 314. Mardi devant la S<sup>t</sup> Laurent 1297. — Don de 200 l. t. de rente, par Gui, comte de Flandre, et Isabelle, sa femme, à Jean de Dampierre, leur neveu.

Fr. 20691, p. 35.

192. — 315. Anglure, mars 1300. — Assignation à Jean de Dampierre, seigneur de Saint-Dizier, de 500 l. p. de rente que la comtesse Marguerite de Flandre et son fils Gui avaient jadis données au père dudit Jean.

Fr. 20691, p. 35 (fragment). —

[E. De Coussemaker, *Documents historiques sur la Flandre maritime*, 3<sup>e</sup> fasc., p. 95.]

316. «Don de 500 l. t. de rente à Jean, chastelain de Lens.»

c. Johannes, castellanus de Lens, miles, 1302, obiit sine heredibus de corpore.

Arras, . . . 1302. — Don, pour ses services, à Jean, châtelain de Lens, chevalier, de 500 l. t. de rente en fief sur le Louvre.

Fr. 20691, p. 36.

192 v<sup>o</sup>. — 317. «Autres de 100 l. t. de rente à Imbert de Romans.»

Janvier 1302. — Don à Imbert de Romans,

sergent d'armes du roi, de 100 l. t. de rente perpétuelle sur le Trésor.

[J 1031, n. 26.]

192 v<sup>o</sup>. — 318. «Faculté à Martin de Chambly de disposer de 22 l. 8 s. p. sur le Châtelet au profit des églises, chapitres, collèges ou autres qu'il avisera.»

A. 1302.

194. — 319. «Transport desd. 22 l. 8 s. p. de rente par led. de Chambly au profit d'Agnès, veuve de Pierre Marcel l'ainé, marchand drapier à Paris.»

a. Amortissement au profit de Martin de Chambli de 22 l. 8 s. p. sur le Châtelet de Paris et vente par lui faite d'icelle à Agnès, femme de Pierre Marcel en 1302.

195. — 320. «Don de 60 l. t. de rente à Martin<sup>(1)</sup>, connétable de Flandres, en récompense des prétentions dont il s'étoit désisté.»

a<sup>3</sup>, f. 45. Millini, militis; f. 46 : Mellini; f. 188 v. *Littere Meelini, militis, constabularii Flandrensis, de LX l. t. quas capit ad hereditatem super relangiis Flandrie. Date 1301.* — c. H. . . linus, miles, constabularius Flandrie, 1301. — d. Merlin, chevalier, connétable de Flandre, 1301.

195 v<sup>o</sup>. — 321. «Mandement aux receveurs du comté de Bourgogne<sup>(2)</sup> de satisfaire le duc de Bourgogne concernant le paiement de 1000 l. de rente à luy deues sur les salines.»

A. 1302. — a<sup>3</sup>, f. 45 v. *Littere Roberti, ducis Burgundie, de M l. monete viennensis quas capit super puteo salinarum.*

Cf. E. Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, VI (1898), p. 436, n. 5356.

<sup>(1)</sup> PP 109 : Meselin. — Il s'agit de Maalin ou Mailin de Beausart (G. Demay, *Inventaire des sceaux de la Flandre*, n. 378).

<sup>(2)</sup> Ms. : Bruges.



322. Bruges, 1<sup>er</sup> décembre 1298. — Raoul de Clermont, connétable de France, assigne à Gilles de Haveskerke, sire de Watennes, en récompense de ce qu'il a perdu par sa fidélité au roi, ce qui appartenait au comte de Flandre dans plusieurs paroisses de Flandre.

Fr. 20691, p. 36. — Fr. 20684, p. 231. — Du Chesne, 70, f. 93.

196. — 323. Saint-Germain-en-Laye, août 1302. — Don de 500 l. t. de rente à Gilles de Haveskerke sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 36. — [J 1021, n. 90<sup>(1)</sup>.]

196 v<sup>o</sup>. — 324. «Mention de vente par ledit de Baucherque (l. Haveskerke) de 250 l. de rente à prendre esdites 500 l. de rente au profit de Biche Guidi.»

196 bis. — 325. «Don de 600 l. de rente p. à Jean de Haveskerke sur les renenghes de Berghes pour son dédommagement. — Ratification dudit don.»

c. le jour de la S<sup>t</sup> André 1298.

Cf. Du Chesne, 70, f. 93 v.

196 bis v<sup>o</sup>. — 326. Saint-Germain-en-Laye, août 1302. — Don de 500 l. t. de rente à Jean de Haveskerke sur le Trésor, pour ses services, moyennant foi et hommage <sup>(2)</sup>.

[JJ 45, f. 34, n. 49.]

197. — 327. Paris, décembre 1299. — Confirmation de la donation de 515 l. de terre par an faite à Philippe du Bruech par

<sup>(1)</sup> «Registrata.»

<sup>(2)</sup> François de Haveskerke, héritier du donataire, aliéna 100 l. de rente sur le Trésor, en déduction de ce qu'il y avait, au bénéfice de Jean de Dreux, le 3 juin 1306 (Bibl. nat., fr. 27978, dossier «Haveskerke»).

Raoul de Clermont, connétable de France, pour dommages subis.

[J 149, n. 24. — De Coussemaker, *Documents historiques sur la Flandre maritime*, 3<sup>e</sup> fasc., p. 72.]

198. — 328. Vincennes, avril 1303. — Ratification d'un accord avec le monastère de Sablonceaux au sujet d'un legs de feu Pierre Vigier, archidiacre de Saintonge, etc.

Fr. 20691, p. 37.

199. — 329. «Don de 200 l. t. de rente à Guillaume de Tallaye sur la prévosté de Bourges.»

A. Calais. — a. Tallay. 1302.

199 v<sup>o</sup>. — 330. «Vente de 20 l. p. de rente sur le Temple par les héritiers de Simon de Rosay au profit de l'abbé de S<sup>t</sup> Victor au nom des pauvres écoliers de logique et de théologie et à Jean de Villeneuve, gouverneur de la maison des Aveugles de Paris. Avec la ratification du roi.»

A et a. 1302.

Cf. *Inventaire des archives hospitalières des Quinze-Vingts* (Paris, 1867), n. 1351.

331. «Don de 200 l. t. de rente à Guillaume de Talaye et aux enfants qu'il auroit à l'avenir à l'exclusion de ceux de son précédent mariage.»

Paris, mars 1302. — Don de 200 l. de rente à Guillaume de Taleya et à ses enfants à naître; à défaut de ceux-ci, aux enfants nés de son précédent mariage.

[Fr. 20684, p. 603, d'après «un rouleau de la Chambre».]

202 v<sup>o</sup>. — 332. *Littera capellani capelle fundate in ecclesia B. M. de Parisius in honore B. Michaelis archangeli, Petri et Pauli aposto-*



*lorum ac Ludovici confessoris de XVI l. ad hereditatem in Thesauro. 1302* <sup>(1)</sup>.

Paris, mars 1302. — Ratification de la fondation d'une chapellenie à Notre-Dame de Paris et du don de 16 l. p. de rente par Galeran Breton et Péronelle, sa femme.

Lat. 11835, p. 147. — [S. 87, n. 2.  
— K 181 n. 57.]

Cf. n. 79.

333. Abbaye de Chaalis, janvier 1302. — Renonciation du roi aux divers cens dus par maître Jean de Cerens pour des mesures acquises par lui à Beaumont; il ne sera tenu qu'à une rente annuelle d'une paire d'éperons dorés.

[JJ 38, f. 54 v., n. 111.]

203. — 334. Le Moncel, mai 1302. — Don à Oudart de Chambly de 2000 l. p. de rente à héritage sur les moulins et halles de Rouen, en compensation de ses droits à Gandelu.

Fr. 20691, p. 38. — Coll. Du Chesne, 70, f. 93 v. — Fr. 20684, p. 232.

204. — 335. *Littera Macioti de Sameisel, venatoris regis, de tenendo ad hereditatem quicquid devenit domino regi ex maleficio Johannis de Valenciis, armigeri, etc., 1294.*

204 v°. — 336. Fontainebleau, avril 1304. — Don à Guillaume de Flavacourt, chevalier, pour ses services, de 100 l. de rente sur Chaumont en Vexin, et de 100 l. sur le Temple.

Fr. 20691, p. 38 [JJ 41, f. 105 v., n. 185].

<sup>(1)</sup> Cette analyse ne concorde pas avec la pièce P 2288, p. 152, qui a été placée dans la Reconstitution officielle pour représenter ce numéro du Livre Rouge.

205. — 337. Paris, janvier 1301. — Don à Oton de Montaut <sup>(1)</sup> des villages de Castanet et d'Avellanet; avec les appartenances.

Du Chesne, 107, f. 379.

338. Octobre 1303. — Don à Hervé le Coiht, chevalier, de 100 l. t. de rente sur le Trésor.

[J 1031, n. 26 <sup>(2)</sup>.]

206. — 339. «Don de 1413 l. 18 s. p. sur les biens des rebelles de Flandres à Geofroi de Maison\*, de Gand, et, en cas d'insuffisance desd. biens, don audit de 94 l. 5 s. 2 d. p. de rente sur les forfetures de Flandres.»

\* Lire, peut-être, «de Meran». Voir l'Index.

A. 1302.

206 v°. — 340. Paris, mai 1304. — Confirmation de la vente, par devant le prévôt de Paris (jeudi avant la S<sup>t</sup> Michel 1303) desdites 94 l. 5 s. 2 d. p. aux Cordelières de Lourcines.

P 2288, p. 162.

207 v°. — 341. Paris, Pâques Fleuries 1301. — Vente par devant le prévôt de Paris, par Hugues de Vienne, chevalier, sire d'Espagne, de 160 l. t. de rente sur les revenus du roi en Champagne à Pierre de Chambly, seigneur de Wirmes, pour le prix de 1500 l. t.

Fr. 20691, p. 38. — Coll. Du Chesne, 70, f. 96 v. — Fr. 20684, p. 238.

208 v°. — 342. Paris, octobre 1305. — Assignation de 150 l. t. de rente sur le Trésor royal de Toulouse aux héritiers de Bos Carlon,

<sup>(1)</sup> En novembre 1297, à Paris, le roi avait assigné à ce personnage 200 l. t. de rente sur des terres saisies en Gascogne : K 36, n° 48<sup>2</sup> (or. sc.); JJ 38, f. 12 v., n. 13.

<sup>(2)</sup> Cf. Bibl. nat., Pièces originales, 793, Dossier Le Coch.



bourgeois de Bordeaux; cette rente avait été antérieurement assignée sur la terre confisquée de Peyre Guilhem de Mataplana, puis, après la restitution de ladite terre, sur le Temple.

[J 295, n. 45<sup>3</sup>.]

Cf. n. 253.

343. Toulouse, janvier 1303. — Assignation de 300 l. t. de rente sur le Trésor à Oton de Montaut, chevalier; l'assiette de cette rente avait été faite précédemment partie sur le Temple, partie sur des terres confisquées en Gascogne.

[J 423, n. 30<sup>(1)</sup>.] — Cf. J 474, n. 52.

210. — 344. *Littere per quas rex concessit Egidio Aycelini, archiepiscopo Narbonensi, totum emolumentum quod habebat in villa de Podio Guillelmi, etc. 1303.*

Vincennes, août 1303<sup>(2)</sup>. — Don à Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne, comme personne privée, pour ses services, de ce que le roi avait à Puyguilhem en Auvergne en raison de son pariage avec le monastère de Montpeyroux.

Fr. 20691, p. 39.

345. *Littera cujusdam ordinationis facte de personis ecclesiasticis et secularibus, archiepiscopis et episcopis et suffraganeis ac ducibus et baronibus. 1302.*

P 2288, p. 168. — Menant, V, f. 111 v. — 117 (fragment). — [Ordonnances, I, p. 354.]

219. — 346. *Littera Theobaldi, gratia Dei*

<sup>(1)</sup> Or. sc. Sur le repli : « Registrata in xvii<sup>o</sup> quaterno ad hereditatem. » Au dos : « Littera recuperata... »

<sup>(2)</sup> Cette lettre figurait dans *Bel* avec la date ici indiquée (Menant, V, p. 105). Sainte-Marthe (fr. 20691) indique : Béziers, 1303.

*Navarre regis, de medietate talliarum et emendarum pertinentium ad ecclesiam Luxoviensem. Mars 1300.*

Paris, mars 1300. — Vidimus et approbation de conventions entre Thibaut, roi de Navarre et comte de Champagne, et le monastère de Luxeuil.

Menant, V, f. 117 (fragment).

221. — 347. *Littera capelle fundate in domo regia de Novavilla in Bosco juxta Compendium sub regimine prioris et fratrum Vallis Scolari cum redditibus, etc.*

Paris, juin 1303. — Fondation d'un prieuré du Val des Écoliers dans la maison royale de La Neuville-aux-Bois près Compiègne.

[J 460, n. 24 (minute raturée); JJ, f. 112.] — [JJ 40, f. 1, n. 1.] — Cf. J 1020, n. 26.

Cf. n. 132.

222. — 348. Saint-Germain-en-Laye, mai 1303. — Don à Yon de Garencières, chevalier, de 200 l. de terre à tournois.

[J 1030, n. 1.]

Cf. n. 687.

349. Paris, mars 1302. — Don à Guillaume Flote, seigneur de Revel, de 400 l. de rente en considération des services de son père et des siens.

Fr. 20691, p. 40. — Coll. Du Chesne, 70, f. 99. — [Fr. 20685, p. 131, n. 1.] — Cf. *Croix-Armagnac*, n. 1.

223. — 350. Paris, juillet 1276. — Ordre au prévôt de Melun de payer aux héritiers de Guillaume de Melun, serviteur d'Alfonse de Poitiers, les 20 l. t. de rente qui leur sont



dues aux termes du testament du comte Alfonso.

Fr. 28400, f. 103.

Cf. n. 237.

223 v°. — 351. *Littera cujusdam excambii inter dominum regem et dominum Hugonem de Bovilla, dominum Milliaci, 1303.*

Vincennes, . . . . . 1303. — Échange entre le roi et Hugues de Bouville.

Fr. 20691, p. 40 (fragment). —

Menant, V, f. 117 v. (analyse incomplète). — Cf. J 151, n. 29.

225. — 352. Paris, août 1303. — Assi-  
gnation aux Chartreux de Paris, pour cause  
d'échange, de 100 s. p. de rente sur la pré-  
vôté de Paris.

P 2288, p. 210. — Cf. J 423, n. 29  
et J 460, n. 22.

353. Abbaye de Longchamps, . . . . 1303.  
— Don de 1200 l. p. de rente sur le Trésor à  
Béraud de Mercœur.

Fr. 20691, p. 40.

225 v°. — 354. « Mention que ledit de Mer-  
cœur avoit eu la chastellenie de Chailly et de  
Lontjumeau pour 276 l. 7 s. 1 d. de rente en  
déduction desdites 1200 l. »

Cf. n. 276.

355. « Assignation de 30 l. 6 s. p. à Geof-  
froi Coquatrix et sa femme sur la prévôté de  
Corbeil. »

a. 1303.

226. — 356. Paris, février 1301. — Assi-  
gnation à Pierre du Bruech, chevalier, de  
divers biens en Flandre à la place d'une rente

de 75 l. t. p. sur le Trésor<sup>(1)</sup> que Charles de Va-  
lois lui avait donnée<sup>(2)</sup>.

J 1020, n. 16. (Pièce cancellée).

Cf. J 149, n. 28<sup>l</sup>.

357. « Déclaration du contenu en l'échange  
entre le Roy et Hugues de Bouville, [seigneur]  
de Milly. »

Cf. n. 351.

228. — 358. *Littera Marie, Francie regine,  
per quas potest fundare tres capellanas ubicum-  
que voluerit de suo dotalicio de LX l. p. red-  
ditus, 1294.*

Paris, jeudi avant Oculi 1294. — Don de  
10 l. p. de rente aux religieux de Sainte-Cathe-  
rine du Val des Écoliers par Marie, reine de  
France, veuve de Philippe III, à prendre sur  
60 l. de rente de ses revenus dotaux.

Paris, jour de la S<sup>t</sup> Clément 1294. — Confir-  
mation royale.

Lat. 11835, p. 148.

229. — 359. *Littera fratrum Cartusie in domo  
Vallis Viridis de xxx l. p. quas capiunt super  
Templum, 1294.*

Paris, samedi avant les Brandons 1294.  
— La reine Marie donne aux Chartreux de  
Paris 30 l. p. de rente. — Mars 1294. Confir-  
mation royale.

P 2288, p. 216. — Lat. 11835, p. 150.

230. — 360. Paris, samedi avant la S<sup>t</sup> Ma-  
thias apôtre 1294. — La reine Marie donne  
10 l. de rente aux religieux de Sainte-Croix.  
Paris, mars 1294. Confirmation royale.

Lat. 11835, p. 151.

<sup>(1)</sup> Pierre du Breuch vendit en mai 1305 une rente de  
75 l. sur le Trésor à Jean de Morvilliers (J 149, n. 28;  
A. Giry, *Manuel de Diplomatie*, p. 653).

<sup>(2)</sup> Sur le repli : « J. de Crispeyo. Inregistrand[a]. »



231. — 361. Paris, samedi après la S<sup>t</sup> Mathias apôtre, 1294. — La reine Marie donne aux Mathurins de Paris 10 l. p. de rente.

Paris, mars 1294. — Confirmation royale.

P 2288, p. 224.

231 v<sup>o</sup>. — 362. «Don à Colard Avredon, bourgeois de Bruges, de 20 l. p. de rente sur la prévôté de Corbeil.»

A. 1303. — a<sup>3</sup>, f. 45 v., Colardi Avredeti; 46 v., Avredon.

232. — 363. «Vente desd. 20 l. de rente par ledit Avredon, bourgeois de Bruges, au profit de Jean de Saint Germain sur Escole. — Ratification du roi.»

a. J. de Saint Germain, chanoine de N.-D. de Corbeil. 1303.

234. — 364. «Ratification de lad. vente par ledit Colard Avredon et Catherine, sa femme.»

A. 1303.

235. — 365. «Vente de 100 l. t. de rente par Oudard de Neuville au profit de Bethin Caucinel et Jeanne, sa femme.»

a. 1302. — d. Sire Oudart de La Neuville, familier nostre seigneur le Roy.

Cf. n. 292.

235 v<sup>o</sup>. — 366. Vincennes, juillet 1303. — Promesse d'indemniser Jean de Sainte-Aldegonde, bourgeois de S<sup>t</sup> Omer, de dommages subis à cause de la rebellion des Flandres; don de 300 l. t. sur le Trésor, par provision.

Fr. 20691, p. 40 (fragment), —

[Lat. 9785, f. 184.]

236. — 367. «Autre à Pierre Florence,

bourgeois de S<sup>t</sup> Omer, avec le don de 300 l. t. de rente sur le Trésor.»

Cf. n. 697.

A. 200 l.; 1303.

236 v<sup>o</sup>. — 368. «Don de 60 l. p. de rente à Richart Fichon sur la prévôté de Paris.»

a. 1303.

369. «Mention de don audit de 2 moulins à Bapaume, etc.»

Cf. n. 405.

237. — 370. Vincennes, juillet 1303. — Assignation sur la prévôté de Corbeil, avec permission d'en disposer, de 100 l. t. sur les 500 qui avaient été antérieurement données sur le Trésor à Jean de Ghistelles, chevalier, pour ses services.

P 2288, p. 236. — Fr. 20691, p. 41.

237 v<sup>o</sup>. — 371. «Vente desd. 100 l. de rente par led. de Ghistelle et Marguerite, sa femme, au profit des doyen et chapitre de l'Église de Paris<sup>(1)</sup>.»

A et a. 1303. — c. 1313.

238 v<sup>o</sup>. — 372. «Confirmation du don de la maison appelée Havemont\* par Jeanne, reine de France, à Peronnelle de Giry<sup>(2)</sup>.»

a. Lettre de Petronille de Giryac pour la maison de Hautamont\* et 40 l. p. à héritage sur la prévosté de Pontoise, 1303.

«Petronilla de Giriaco», dans le *Journal du Trésor* de Philippe le Bel (lat. 9783, f. 1).

\* Hennemont, c<sup>no</sup> de S<sup>t</sup>-Germain-en-Laye.

<sup>(1)</sup> Cf. K 181, n. 64 (Poissy, 21 août 1307. Le roi informe les gens des Comptes qu'il renonce à tout ce qui pouvait lui être dû, comme droit de quint denier, au sujet de cette transaction).

<sup>(2)</sup> Le roi confirma à Poissy, en juin 1309, le don, par Péronelle de Giry, de sa maison de «Havemont» près S<sup>t</sup>-Germain-en-Laye au prieuré de Sainte-Catherine du Val des Écoliers, à charge d'y fonder un prieuré et de célébrer des messes pour le roi, Louis de Navarre et Charles de Valois (JJ 41, f. 42 v., n. 67; K 191, n. 207).



240. — 373. « Assignation de 150 l. t. de rente à Harnaud Carlon et ses héritiers sur le Trésor de Paris. »

a. Don de 50 l. à héritage à Arnaud Cornelle sur le Trésor, 1304.

Cf. n. 255.

240 v°. — 374. « Don de 500 florins d'or à Pierre de Colonne. »

a. 1303.

Cf. n. 415.

241. — 375. *Littera Galcheri, domini Castellionis, constabularii Campanie, de 111<sup>e</sup> l. t. ad hereditatem super magno feodo de Auniaco.* Février 1297.

241 v°. — 376. « Don de 200 l. t. de rente à Alaud (l. Alain) de Montendre sur le Trésor<sup>(1)</sup>. »

A. 1304. — a. A. de M., seigneur de la Faye.

377. Notre-Dame la Royale près Pontoise, novembre 1294. — Don à Geoffroi, fils du duc de Brabant, de 2000 l. t. à héritage en fief lige sur le Temple.

Fr. 20691, p. 41. — Fr. 20684, p. 238.

242. — 378. *Littera capellani capellanie fundate in ecclesia Parisiensi per magistrum Petrum de Baugiaco, canonicum quondam Parisiensem, de xx l. t. ad hereditatem in Thesauro apud Templum, 1304.*

Paris, juillet 1304. — Assignation de 10 l. t. de rente au chapelain de la chapelle fondée à Notre-Dame de Paris par feu m<sup>e</sup> Pierre de Baugi, chanoine de cette église (à la requête

<sup>(1)</sup> Cf. JJ 38, n. 81, f. 46 : Paris, juillet 1301. — Vidimus et confirmation de la donation faite par Charles de Valois (Bruges, 31 janvier 1300) à Alain de Montendre, du manoir de Maldegem et de 200 l. t. de rente.

des exécuteurs du testament dudit Pierre, qui était créancier du roi).

P 2288, p. 234. — K 181, n. 61<sup>(1)</sup>.

— Menant, V, fol. 117 v. — Lat.

11835, p. 151.

242 v°. — 379. *Littera compositionis facte inter regem et heredes defuncti Gandulphi de Arcellis, nati de Placencia, de bonis ipsius que devenerunt regi, 1304.*

244. — 380. « Vente de 36 l. 18 s. 3 mailles p. de rente par Fouques des Champs au profit de l'Église de Paris. »

A. Fouquet des Champs, bourgeois de Gand, 1304. — a. Acquisition faite par le chapitre de Paris de 36 l. 8 s. 3 d. ob. sur le Trésor de Fouquet des Champs, 1304.

245. — 381. Gravelle, août 1295. — Don, pour ses services, à Jean de Harcourt, de la maison royale de Gravenchon avec 1000 l. t. de rente sur l'Échiquier de Rouen.

Fr. 20691, p. 41<sup>(2)</sup>.

245 v°. — 382. *Assisia domini Mathei de Montemorenciaco de v<sup>e</sup> libratis terre sibi assignatis super prepositura de Argentolio, 1295.*

Argenteuil, mercredi après l'Exaltation de la S<sup>e</sup> Croix 1295. — Assiette par Renaut le Chambellent, chevalier, vicomte de Falaise, et Jean de S<sup>e</sup> Lyenart, garde de la baillie de Caen, de 1500 l. de rente à Argenteuil données par le roi à Mathieu de Montmorency, chambellan de France.

Fr. 20691, p. 42.

246 v°. — 383. « Don de 100 l. t. de rente au monastère de S<sup>e</sup> Marie près Saint-Cloud en récompense de l'abandonnement que l'abbesse

<sup>(1)</sup> « Registrata est in xx<sup>o</sup> quaterno ad hereditatem. »

<sup>(2)</sup> Cf. *Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, III, pr., p. 222, où cette disposition est datée, d'après Bel, de 1289.



dudit lieu avoit fait au profit du Roy des biens de Philipote de Vitry situez au bailliage de Caen.»

*Littera abbatisse et conventus B. M. prope Sanctum Clodoaldum de c l. t. quas capiunt ad hereditatem in coffris regis, 1304.*

Cf. n° 258, 293.

247. — 384. Paris, samedi après la S<sup>t</sup> Denis 1304. — Don à Thibaut de Cepoy, maître des arbalétriers, pour ses services, de 600 l. t. de rente sur la forfaiture de Guérard de Sotenghem, châtelain de Gand.

Fr. 20691, p. 42.

385. «Mention que le roi avoit rendu audit de Sothenguien sa terre de Houdain et que lesd. 600 l. avoient esté assignées sur le Trésor.»

*Rex assignavit eas in Thesauro, quia illis gaudere non poterat. Sept. 1307.*

Fr. 20684, p. 242. — A. du Chesne, *Histoire généalogique de la maison de Guines, d'Ardres, etc.*, pr., p. 539. — Cf. Archives du Pas-de-Calais, A 51.

386. *Littera Reyneri de Grimaudis de m l. t. ad hereditatem in Thesauro regis Parisius, 1304.*

Au siège de Lille, 2 septembre 1304. — Don de 1000 l. t. de rente sur le Trésor à l'amiral Renier Grimaldi, pour ses services.

Fr. 20691, p. 42. — Fr. 20684, p. 242. — Fr. 4426, f. 336.

247 v°. — 387. «Mention desdites 1000 l. de rente; il en avoit esté cédé 200 à Hugues de Bouville et Marguerite, sa femme, en échange du château de S<sup>t</sup> Demetre en Calabre, et 500 l. à G. d'Usez.»

b. 1307. G. de Usagiis, vicedominus Ceno-manensis.

Cf. JJ 44, f. 24 v., n. 39.

388. «Bail à ferme de la terre de Breuil proche S<sup>te</sup> Barbe en la vicomté de Falaise à Raoul le Bon Enfant.»

A. 1303. — a. pour 26 l. 10 s. par an à héritage, 1303. — a<sup>2</sup> Touchant la ferme de Brueil en la vicomté de Falaise. — c. Renaut le Chambellenc, chevalier du roi et vicomte de Falaise, sept. 1295.

248. — 389. Vincennes, avril 1304. — Don de 250 l. t. de rente en fief, sur le Trésor, à Foulques de Mateflon, pour ses services.

Fr. 20691, p. 43. — JJ 37, f. 4 v. — Fr. 20685, p. 131. — [Croix-Armagnac, n. 2.]

390. Pont-Audemer, ... 1278. — Assignation de 100 l. de rente sur le péage de Mâcon à Alexandre de Loaise et à Marguerite, sa femme.

Fr. 20691, p. 43 (fragment).

249. — 391. Poissy, décembre 1304. — Don à Jehan de Oyselei, seigneur de Flagy, chevalier, de 50 l. t. de rente sur le Trésor, pour ses services<sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 43. — Fr. 20684, p. 238.

392. «Assignation de 10 l. de rente t. à Geoffroi du Plessis sur la prévôté de Coulommiers.»

a. 1303.

251. — 393. *Magister Gaufridus vendidit x l. cum domo dicta Monessier en Brie<sup>(2)</sup> cum perti-*

<sup>(1)</sup> Cette rente fut vendue par le bénéficiaire à Philippe le Convers en septembre 1312 (JJ 48, f. 53 v., n. 95).

<sup>(2)</sup> Lisez : Moressier, ou plutôt Moressart (Arch. nat., S 6396). C'est Mortcerf, c<sup>on</sup> de Rozoy-en-Brie (Seine-et-Marne).



*nentiis et cXL arpenta boscorum reverendo patri tt. Sancti Marcellini. 1303. Dictus J. presbyter cardinalis transtulit dictas x l. et domum, etc., pauperibus magistris et scholaribus Parisius studentibus in domo de Cardineto que fuit fratrum Ordinis heremitarum Sancti Augustini, 1303.*

Péronne, septembre 1303. — « Amortissement d'une maison à Villeneuve le Comte et ses appartenances avec les terres en dépendant valans 35 l. t. de rente, de 141 arpens de bois assis en la forêt de Mante valant 38 l. 10 s. t. de rente, et de 10 l. de rente à prendre sur la prevosté de Coulommiers, le tout acquis par Jehan, cardinal de S<sup>t</sup> Marcellin, pour les pauvres maitres et escoliers étudiants à Paris dans la maison du Cardinet, qui appartient autrefois aux Ermites de S<sup>t</sup> Augustin. »

Fr. 4426, f. 336. — Lat. 11835, p. 152 (fragment).

252. — 394. « Don de 200 l. t. de rente à Gui de Baucey sur le Trésor<sup>(1)</sup>. »

A, a et d. 1304.

Fr. 20691, p. 44 (fragment). — Cf. JJ 44, n. 73, f. 46 v.

395. « Vente de 20 l. p. de rente sur le Trésor par les héritiers de Jacques de Groudhie, habitans de Bruges, au profit de Geoffroi Coquatrix et sa femme. »

Cf. n. 62.

A. 1304.

253. — 396. *Littera Hermeri de Montemartyrum et Katherine uxoris de xx l. p. sibi concessis in Thesauro regis pro constitutione unius capellani in quadam capella de Montemartyrum, 1304.*

Poissy, octobre 1304. — Don de 20 l. p.

<sup>(1)</sup> Le roi mande, le 21 décembre 1307, au sénéchal de Poitiers d'asseoir ces 200 l. de rente dans sa circonscription, « in locis et redditibus quos vobis in quadam cedula sub contrasigillo nostro mittimus » (*Archives historiques du Poitou*, XI, p. 21).

de rente sur le Trésor pour doter plus convenablement la chapelle fondée à Montmartre par Hermier de Montmartre, écuyer, et sa femme Catherine.

Menant, V, f. 118.

397. Asnières, novembre 1304. — Don à Gautier de Hondescote, seigneur de Houtkerque, de 500 l. t. de rente sur le Trésor, pour ses services, sous condition d'hommage.

Fr. 20691, p. 44 (fragment). — [JJ 37, f. 19 v., n. 48.]

253 v<sup>o</sup>. — 398. Paris, janvier 1304. — Don à Jean de Beaumont, seigneur de La Guierche, de 400 l. t. de rente sur le Trésor, pour ses services.

Fr. 20691, p. 44. — Fr. 20684, p. 238.

254. — 399. Crécy, novembre 1304. — Assignation sur la prévôté de Pont-Sainte-Maxence de 100 l. t. de rente que les Mathurins avaient antérieurement reçues sur la recette de Toulouse pour l'entretien d'une maison dudit Ordre en souvenir des victoires de Robert d'Artois en Gascogne contre les ennemis du roi.

P 2288, p. 238. — Fr. 4426, f. 336 v.

254 v<sup>o</sup>. — 400. « Don de 200 l. t. de rente à Herpin d'Erqueri sur le Trésor. »

A et a, 1304.

Cf. n. 98.

401. Paris, février 1304. — Don à Geoffroi Coquatrix de 2 muids de froment de rente sur la ville d'Évry-sur-Seine, prévôté de Corbeil.

[JJ 37, f. 20 v., n. 53.]



255. — 402. . . . ., octobre 1304. — Don à Pierre de Baufremont, seigneur de Removille, de 200 l. t. de rente à héritage sur le Trésor.

Fr. 20684, p. 238.

403. *Littera Margarete, filie Blanche, filie ducis Britannie, de m l. t. quas capit ad hereditatem in Thesauro regis, 1303.*

Paris, juillet 1303. — Assignation sur le Trésor des 1000 l. de rente que Blanche, fille du duc de Bretagne, avait données en dot à sa fille Marguerite, femme de Louis, comte d'Évreux.

Fr. 20691, p. 44.

255 v°. — 404. Paris, janvier 1304. — Assignation sur le Trésor aux héritiers de Jacques Laire, chevalier, d'une rente de 300 l. t. autrefois donnée à Jacques Laire sur une forfaiture à Pommiers.

[JJ 37, f. 23, n. 62; *Archives historiques de la Saintonge*, XII, p. 21.]

256. — 405. Beauvais, août 1303. — Concession de diverses terres et rentes à Richard Fichon, archer du roi, en échange de terres que ce personnage avait données aux religieux du Val des Écoliers.

[K 37, n. 21<sup>2</sup> (1).]

256 v°. — 406. a. *Littera fratrum Ordinis Moronensis apud Cantolium, Aurelianensis diocesis, de c l. p. quas capiunt ad hereditatem super exitibus, redditibus et emolumentis prepositure Aurelianensis, 1304.*

Paris, mars 1304. — Don, avec amortissement, aux Célestins de Chanteau, diocèse d'Orléans, de 100 l. p. de rente sur la prévôté d'Orléans; le bailli jurera de servir cette rente sous peine de 5 s. p. par jour de retard.

[JJ 37, f. 21, n. 56 bis.]

(1) «Registrata est in Camera denariorum.»

257. — 407. Paris, mars 1304. — Don, avec amortissement, aux Célestins d'Ambert, au diocèse d'Orléans, de 200 l. p. de rente sur la prévôté d'Orléans; le bailli jurera de servir cette rente sous peine de 10 s. p. par jour de retard.

[JJ 37, f. 21, n. 56.]

257 v°. — 408. *Littera Milonis de Noeriis, marescalli Francie, de 11<sup>e</sup> l. quas capit ad hereditatem in Thesauro regis et prolis de suo corpore procreande, 1305.*

Paris, avril 1305. — Don à Miles de Noyers, maréchal de France, et à ses hoirs de 200 l. sur le Trésor.

Fr. 20684, p. 238. — Fr. 4426, p. 336. — Menant, V, f. 118 v.

258. — 409. «Ratification de l'échange fait entre les religieux de la Trinité de Verberie et l'abbé de Charlieu pour en jouir par lesdits religieux sans troubles. (1)»

a. 1276.

258 v°. — 410. *Littera abbatis et conventus Sancti Dyonisii in Francia de c l. p. quas capit ad hereditatem in Thesauro nomine pitancie, 1304.*

Au camp devant Lille, septembre 1304. — Don à l'abbaye de Saint-Denys de 100 l. p. de rente en souvenir de la victoire de Mons en Puelle.

P 2288, p. 224. — Fr. 20691, p. 82. — Fr. 4426, f. 336 v. — Menant, V, f. 119 (2). — [J 149, n. 141<sup>2</sup>. — K 37, n. 27.]

(1) Il y a un extrait de cette pièce dans le Glossaire de Du Cange, au mot *Falconagium*.

(2) Menant ajoute : «Ecclesia Carnotensis habuit consimiles litteras de c l. pro distributionibus faciendis XVIII<sup>o</sup>»



259. — 411. Chartres, octobre 1304. — Don à Hugues de Baucey, chevalier, de 200 l. t. de rente pour ses services.

Fr. 20691, p. 45.

412. *Littera scholarium Universitatis Parisiensis de XL l. t. ad hereditatem in Thesauro donec alibi fuerint assignate pro fundatione duarum capellaniarum, 1304.*

Paris, novembre 1304. — Assignation de 40 l. t. de rente sur le Trésor à l'Université de Paris pour la fondation de deux chapellenies en raison d'excès commis par Pierre le Ju-meau, prévôt de Paris, dans l'affaire de Philippe Barbier, écolier, de Rouen<sup>(1)</sup>.

P 2288, p. 246. — [*Chartularium Universitatis Parisiensis*, n. 653.]

260. — 413. Paris, janvier 1304. — Assignation de 50 l. t. de rente à Tifaine de S<sup>t</sup> Pierre ès champs, nourrice d'Isabelle, fille du roi, pour elle et son mari, Jean de Morvilliers, sur le Trésor.

[Fr. 20685, p. 132. — JJ 37, f. 23 v., n. 63.] — Cf. *Croix-Armagnac*, n. 10.

414. *Littera Genciani Coquatrix et Alepidis, ejus uxoris, de c l. p. quas capiunt admortizatas apud Thesaurum anno 1304.*

Paris, juin 1304. — Confirmation, avec amortissement, de lettres de la prévôté de Paris, par lesquelles Jean, sire de Guistele, vend à Jacques Gencien, écuyer du roi, et à Alix, sa femme, pour 1800 l. p., une rente de 100 l. p. sur le Temple.

[J 423, n. 32. — JJ 37, f. 9, n. 25.]

die mensis Augusti. — Ecclesia Parisiensis habuit consimiles litteras [K 37, n. 28]. — Abbas et conventus Beate Marie Boloniensis in augmentum reddituum suorum III<sup>e</sup> l. p. per consimiles litteras, quas debent capere quolibet anno in Thesauro regis. — Cecy apres la fondation de 1304, et d'une autre escriture.

<sup>(1)</sup> «Registrata in XXX<sup>e</sup> quaterno ad hereditatem.»

261 v<sup>o</sup>. — 415. «Don de 500 florins d'or de rente à Pierre de Colonne sur le Trésor<sup>(1)</sup>.»

A. 1303.

262. — 416. «Assignation de 100 l. de rente à Gilles, archevêque de Narbonne, sur la prévôté de Moriton\*. Confirmation.»

A. 1305<sup>(2)</sup>. — a. Montonio, 1305. — Baluze, 17, f. 59: mai 1305.

Au siège de Lille, [août ou septembre] 1304. — Assignation à Gilles, archevêque de Narbonne, de 200 l. t. de rente qui lui ont été cédées par Jean, comte de Joigny.

Fr. 20691, p. 45.

\* Monton, c<sup>ne</sup> de Veyre (Puy-de-Dôme).

266. — 417. «Assignation de 30 l. t. de rente que l'abbaye de S<sup>t</sup> Victor avait à prendre sur le Collège du cardinal Lemoine pour en jouir sur le revenu du Châtelet.»

Février 1304. — Confirmation d'un échange qui décharge le Collège du cardinal Lemoine d'une rente au profit de l'abbaye de Saint-Victor sur les maison et pourpris du Cardinet.

Lat. 11835, p. 152. — Cf. S 6394, État des archives du Collège du cardinal Lemoine, f. 5.

418. Notre-Dame la Royale près Pontoise, lundi après la Toussaint 1304. — Don à Simon de Rochechouart, chevalier, pour ses services, de 100 l. t. de rente sur le Trésor, sous condition d'hommage<sup>(3)</sup>.

Fr. 20691, p. 45. — [Fr. 20685, p. 131.] — Fr. 4426, f. 337.

<sup>(1)</sup> Cette rente fut transférée en janvier 1307 v. st. sur les biens des Juifs de Beaucaire (J 1044, n. 44).

<sup>(2)</sup> A indique qu'il y avait deux pièces et les date, toutes deux, de 1305.

<sup>(3)</sup> Cette rente fut vendue en juillet 1305 par Simon de Rochechouart à Geoffroi de Savigny (cf. n. 432): *Archives historiques du Poitou*, XI, p. 12.



419. Paris, mars 1304. — Amortissement des ventes faites par divers bourgeois de Gand de plusieurs rentes sur le Trésor au profit du monastère de Notre-Dame la Royale près Pontoise<sup>(1)</sup>.

K 191, n. 159<sup>bis</sup>.

420. Châtres-sous-Monthéry, mai 1305. — Permission à Gui de Laon, trésorier de la S<sup>te</sup> Chapelle, d'acquérir de Baudouin de la Cour, habitant de Gand, 30 l. 5 s. 3 d. p. de rente sur le Trésor et d'en disposer<sup>(2)</sup>.

S 973, n. 63.

267. — 421. *Littera excambii facti inter regem et P. de Chambliao ad domum regis de Kani et plures alias villas et ad plures redditus quos idem P. capit super regem. 1305.*

Châtillon-sur-Indre, août 1305. — Échange entre le roi et Pierre de Chambly de 700 l. de rente sur la vicomté de l'Eau de Rouen<sup>(3)</sup> et autres rentes appartenant audit Chambly contre la terre de Cany et dépendances.

[JJ 41, f. 70, n. 119.]

269. — 422. *Littera associationis facte domino regi per Johannem de Monteclaro, domicellam, de Monteclaro. 1305.*

b. Johannes de Monteclaro, domicellus, dominus castri de Monteclaro, Uticensis diocesis. — d. 1305.

<sup>(1)</sup> «Registratum est in xxii<sup>o</sup> quaterno ad hereditates.»

<sup>(2)</sup> M. Borrelli de Serres parle (*Recherches*..., II, p. 194) d'un «amortissement de rente pour la Sainte Chapelle», qui portait, dit-il, la mention : «Registratur in xxii<sup>o</sup> quaterno ad hereditatem»; mais, accidentellement et contre son usage, il n'indique aucune référence. Si la mention du 22<sup>e</sup> cahier est exacte, il ne saurait s'agir, semble-t-il, que de notre n. 420. La date indiquée par M. Borrelli, 1300, ne convient pas d'ailleurs pour une pièce insérée dans ce cahier du Livre Rouge, et il n'y avait jadis aucun amortissement daté de 1300 aux archives de la Sainte-Chapelle (S<sup>o</sup> 972<sup>1</sup>).

<sup>(3)</sup> Ces 700 l. de rente sur la vicomté de l'Eau, Chambly les tenait d'un autre échange avec le roi, dont l'instrument est au Trésor des chartes (J 208, n. 13).

271 v<sup>o</sup>. — 423. Lyon, décembre 1305. — Vidimus de l'assignation à Laissac de 110 l. de rente cédées à Gérard Balene par Jourdain de Lisle, chevalier.

[JJ 38, f. 64, n. 133. — J 317, n. 52. — J 976, n. 3.]

277. — 424. Meung, décembre 1295. — Confirmation à Bertrand Jourdain de Lisle de 290 l. t. de rente, reste d'un don de 400 l. t., dont 110 ont été aliénées au profit de G. Balene.

Du Chesne, 107, p. 376.

A. 1305.

278. — 425. Paris, mars 1304. — Ratification de la vente de rentes sur le Trésor faite par Henri de Speculo, bourgeois de Gand, à Blanche, abbesse du monastère de Notre-Dame la Royale près Pontoise.

K 191, n. 159.

279 v<sup>o</sup>. — 426. Athies, juin 1305. — Ratification de la vente de rentes sur le Trésor faite par Gilbert de Meran et d'autres Gantois à ladite abbesse.

K 191, n. 160.

427. Livry, octobre 1305. — Transport de 50 l. de terre à Châtillon-sur-Indre au profit de Guillaume Rotier de Nibelle, huissier d'armes, en récompense de 50 l. t. de rente sur la prévôté de Paris.

[J 176, n. 2. — JJ 37, f. 30 v., n<sup>o</sup> 94.]

280. — 428. *Littera Engerrani de Marigniaco, militis, de dono sibi facto de villis de Longavilla et de Longolio, baillivie Caletensis, 1305.*

Cachant, mai 1305. — Don à Enguerran de Marigny des terres de Longueville et de Longueil au bailliage de Caux.

P 2569, f. 342 v. — Fr. 4413, f. 42 v. — Fr. 20691, p. 47. —



Menant, V, f. 120. — [Lat. 9785, f. 157.]

429. «Don de 100 l. t. de rente à Mingot de Meville sur le Trésor<sup>(1)</sup>.»

A. du Mesnil, 1304.

a. Meuille. — b. Maingot de Mella. Poissi, 1304.

281. — 430. «Ratification de la vente de 20 l. p. de rente par Pierre de Chambli au profit de Renaut Hazart de Tieux.»

A. 1305.

281 v°. — 431. «Ratification du don de 500 florins d'or de rente par Guillaume de Nogaret au nom du roi au profit de Raynaud Supin\*.»

b. 1304.

\* Rainaldo da Supino. Cf. *Histoire littéraire de la France*, XXVII, p. 346.

282. — 432. Athies, juin 1304. — Assignation de 30 l. t. de rente sur la prévôté de Melun à Geoffroi de Savigny, valet du roi, au lieu de pareille rente qu'il avait héritée de son oncle, maître Geoffroi du Temple, clerc du roi, sur la prévôté de Montreuil-Bonnin.

P 2288, p. 248. — K 190, n. 162.

283. — 433. Athies, samedi après les octaves de la Pentecôte 1305. — Vidime des lettres du roi (Saint-Germain-en-Laye, août 1302) qui assignent une rente de 41 l. 15 s. 8 d. p. sur le Trésor à Philippe du Val le jeune, bourgeois de Gand; et une lettre du garde de la prévôté de Paris (jeudi après la Trinité 1305) attestant la vente de ladite rente, par le bénéficiaire, à Calot Jehan le Nain, fils

<sup>(1)</sup> Cette rente fut vendue à Philippe le Convers, en avril 1309, par «Mingotus de Merula», chevalier (JJ 41, f. 24, n. 33).

de Guillaume Salomon, du royaume de Sicile, pour le prix de 376 l. 12 s. p.<sup>(1)</sup>.

P 2288, p. 256. — [JJ 38, f. 69, n. 141.]

284. — 434. Vernon, mars 1305. — Don à Adam Gourelé, chevalier, pour ses services, de 200 l. t. de rente sur le Trésor, en fief.

Fr. 20691, p. 47 (fragment). — [JJ 38, f. 71, n. 151.]

435. *Littera Philippi de S<sup>ro</sup> Germano de domo sua cum jardino sita apud [S.] Leodegarium in Laya tenenda quiete, libere et immune, 1300.*

285. — 436. Paris, mai 1306. — Don à volonté aux religieux du Val des Écoliers de Royallieu près Compiègne de droits du roi à Compiègne, Choisy, etc.

[JJ 38, f. 73, n. 158. — P. Guynemer, *Cartulaire de Royallieu*. (Compiègne, 1911), p. 37.]

285 v°. — 437. «Délaissement des blés, vins et autres droits de Montlevard au profit de Raoul Silvain en récompense de 50 l. de rente qu'il avait sur le Trésor.»

A. avec les autres droits et tout ce qui en dépend, qui sont dévolus au roi par le décès de Raimond de Caussade, homme d'armes.

a. *Littera Radulphi Silvani per quam capit ad hereditatem bladatum et vinatam Montis Levardi pro aliis juribus, 1306.*

438. Ham, janvier 1297. — Don de 20 l. de rente à Gérard Kant, échevin de Bruges, sur le Louvre<sup>(2)</sup>.

[S 973, n. 60.]

<sup>(1)</sup> «Registrata est in xxiv<sup>o</sup> quaterno ad hereditates.»

<sup>(2)</sup> Cf. K 37, n. 22 et S 973, n. 61. Persan, avril 1304. Autorisation aux héritiers de G. Kant, échevin de Bruges, de vendre une rente de 20 l. sur le Trésor que le roi avait doanée audit G.



286. — 439. « Mention de vente desd. 20 l. de rente par Ph. Kant au profit de Guillaume Flament. »

A. Pierre le Flament, changeur à Paris; 1303.

440. « Échange entre le roy et Jean, comte de Joigny, et Agnès sa femme. »

*Littera Johannis, comitis Jovigniacensis, et Agnetis, ejus uxoris, de villis de Evrolis\* prope S<sup>um</sup> Florentinum, S<sup>u</sup> Medardi in Otha et de Villanova per ipsos conjuges tenendis ad hereditatem cum pertinentiis earum, et pluribus aliis rebus, etc. 1305.*

\* Avrolles (Yonne).

Cf. JJ 38, n. 149, f. 71.

287. — 441. a. Don à Guillaume de Noiier et ses héritiers en droite ligne de Arcaria en Gascogne, *pro pitancia*, 1306 <sup>(1)</sup>.

Paris, octobre 1306. — Don à Guillaume de Nozeriis, sergent d'armes, et à ses hoirs du change (*arcaria*) des Gascons (*quam Vascones tenere solebant*), à charge de l'exploiter suivant l'usage et de garder à toute réquisition le château royal de Pacinchia (var. : *Petruchia*), sans gages.

[JJ 52, f. 42, n. 82; JJ 62, f. 37, n. 64. — Du Cange, *Glossarium...*, au mot « Arcaria ». — Fr. 20685, p. 136, d'après *Croix-Armagnac*, n. 60.]

287 v°. — 442. Paris, janvier 1304. — Assignation à Béraud de Mercœur de la seigneurie de Chailly et de Longjumeau en déduction des 1200 l. de rente qu'il avait sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 47.

<sup>(1)</sup> On a ici un exemple des incroyables déformations que les tabulateurs et les analystes ont souvent fait subir au sens des pièces et à la graphie des noms propres.

288. — 443. « Don de 100 l. t. de rente à Pierre de Neuilly sur le Trésor <sup>(1)</sup>. »

A. 1304. — a. Don à Pierre de Milly de 100 l. t. à héritage sur le Trésor, 1304. — d. Pierre de Nuilly, chevalier, 1304.

444. Asnières, octobre 1306. — Don de 75 l. de rente à Robert Broiars, de Molinghem, écuyer, pour services militaires.

[JJ 38, f. 86, n. 190 <sup>(2)</sup>.]

288 v°. — 445. Paris, août 1307. — Approbation du transport de 417 l. 8 s. p. de rente sur les péages de Roye en Vermandois et de Péronne par Pierre de Chambly et sa femme au profit de l'abbé et couvent de Saint-Lucien lès Beauvais; la lettre du roi, constitutive des dites rentes, y est vidimée (Livry, juillet 1307).

K 189, n. 55. — K 166, n. 106 <sup>(3)</sup>.

291. — 446. Le Tremblay, juillet 1307. — Vidimus et approbation de lettres de Pierre de Chambly, seigneur de Viarmes, chambellan du roi, qui transportent au monastère de Saint-Lucien lès Beauvais une somme de 417 l. 8 s. p. de rente.

K 189, n. 55. — K 166, n. 106 <sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> A Poitiers, en mai 1307, Philippe le Bel assigna à Pierre de Neilly, chevalier, 100 l. t. de rente sur la recette de Montmorillon, au lieu d'autant qu'il lui avait donné naguère sur le Trésor (*Archives historiques du Poitou*, XI, p. 19).

<sup>(2)</sup> Il y a, parmi les pièces cancellées, une lettre de novembre 1301 pour ce personnage (J 1020, n. 15).

<sup>(3)</sup> « Facta est collatio per me Maillardum. Registrata fuit in Camera compotorum in xxiv<sup>o</sup> quaterno ad hereditatem, anno Domini 1307, et facta fuit collatio. Maillardus. »

<sup>(4)</sup> « Facta est collatio per me Reginaldum. Facta est collatio per me Maillardum. Facta est collatio in Camera compotorum et registrata fuit ibi in xxiv<sup>o</sup> quaterno ad hereditatem, anno Domini 1307. Maillardus. »



292 v°. — 447. *Littera excambii facti inter Johannam de Byaumont, dominam de Boissay, et dominum P. de Chambliaco, dominum de Wirmes, 1307.*

Fontainebleau, juillet 1307. — Confirmation d'un échange entre Pierre de Chambly, seigneur de Viarmes, chambellan du roi, et Jeanne de Beaumont, dame de Boissay.

Fr. 20691, p. 48 (fragment). — [K 37, n. 38. — JJ 44, f. 54, n. 87.]

294. — 448. « Transport de plusieurs droits ez paroisses de Chambay et autres du bailliage de Caen au profit de Pierre de Chambly pour le paiement de 450 l. de terre a luy deues par le roi. »

*Littera assisie domino P. de Chambliaco dominoque de Wirmes, 1307.*

295. — 449. *Littera quinque capellano- rum de novo constitutorum in ecclesia B. M. de Clariaco, Aurelianensis diocesis, de 11<sup>e</sup> l. super peagio salis. 1306.*

Paris, mai 1306. — Fondation de cinq chapellenies en l'église de N.-D. de Cléry, au diocèse d'Orléans.

P 2569, f. 344. — Fr. 20691, p. 48. — Fr. 4413, f. 44. — Fr. 4426, f. 337. — [JJ 38, f. 71 v., n. 153.] — Fr. 28400, f. 131. — Menant, V, f. 121 : « Belle fondation à Notre-Dame de Cléry de cinq chanoines par Simon de Melun, maréchal de France, et augmentation par le roy, etc. Actum apud Fontembliaudi, anno 1307, mense julii. »

297. — 450. « Assignation de 15 muids et 8 setiers d'avoine, etc., à Robert de Meudon au lieu de 50 l. p. de rente sur le Trésor. »

*Littera Roberti de Meudone de xv modiis et*

*viii sextariis avene ad hereditatem sur la charue de Triel, 11 modiis avene... etc., 1307.*

298. — 451. *Littera Ludovici, comitis Ebroicensis, de 111<sup>e</sup> l. t. ad hereditatem super Thesauro Parisius nisi dominus retraheret. Infra Pascha 1309 (1307).*

Poitiers, mai 1307. — Don de 3000 l. t. de rente sur le Trésor à Louis, comte d'Évreux.

P 2288, p. 264. — Moreau, 341, f. 278 v.

298 v°. — 452. Paris, septembre 1307. — Assignation de 600 l. t. de rente sur le Trésor en faveur de Thibaut de Cepoy, maître des arbalétriers, à la place d'autant sur la terre de Houdain.

[JJ 44, f. 7, n. 9.]

Cf. n. 384.

299. — 453. Paris, 27 décembre 1307. — Confiscation au profit du roi des biens de Renaut Buille pour avoir volé 324 porcs au temps de la guerre de Flandre, crime capital.

[JJ 44, f. 35, n. 58.]

299 v°. — 454. Paris, janvier 1307. — Don à Hugues de La Celle, chevalier, des biens confisqués sur Renaud Buille, de Bourges.

[JJ 44, f. 34 v., n. 57.]

300. — 455. Abbaye de N.-D. près Melun, mars 1307. — Assignation, à la requête de Guillaume des Usages, vidame du Mans, de 500 l. t. de rente sur la prévôté de Langeais, auparavant perçues sur le Trésor de Paris, et provenant d'un échange avec R. Grimaldi.

Baluze, 17, f. 59. — [JJ 44, f. 53 v., n. 85.]

Cf. n. 386.



456. «Don de la maison de Valpendant à Jean de Chambly.»

a. Don à Jehan de Chambly de la seigneurie de Vaupendant et de 17 arpents de terre à héritage, 1307.

300 v°. — 457. *Littera Jacobi dicti Luilier de tenendis ad hereditatem le bac et passagium super ripariam Secane a Fontaines juxta abbatiā de Barbel, 1308.*

Paris, janvier 1308. — Vidimus d'un bail passé par le bailli de Sens avec Jacques Luilier, bourgeois de Paris, de trois moulins situés à Troismoulins, près de Melun, et du bac sur la Seine à Fontaines, près de l'abbaye de Barbeaux.

[JJ 40, f. 59 v., n. 118.]

458. Paris, janvier 1308. — Vidimus d'un autre bail avec le même des droits de bac sur la Seine à Fontaines.

Fr. 20691, p. 48 (fragment). — [JJ 40, f. 58, n. 114.]

303. — 459. «Assignation de 600 l. t. de rente sur le Trésor à Thibaut de Cepoy au lieu de 600 l. de rente qu'il avoit à prendre sur la terre de Houdain. Répétition.»

a. 1307.

Cf. n. 452.

303 v°. — 460. Paris, mardi après la Pentecôte 1306. — Assignation d'une pitance aux Ermites de Saint-Augustin comme chapelains spéciaux et serviteurs perpétuels de la Chapelle royale à la Translation de saint Louis.

P 2288, p. 266. — [JJ 41, f. 34, n. 54. — S.-J. Morand, *op. cit.*, pr., p. 25.]

304. — 461. «Assignation de 140 l. p. de rente à Pierre de Chambly de Wirmes sur les avoines que le roi avoit droit de prendre à S<sup>t</sup> Leu des Vignes et autres lieux.»

Beaugency, mars 1306. — Assignation de 140 l. p. de rente à Pierre de Chambly, seigneur de Viarmes, en divers lieux.

[J 1020, n. 23.]

Cf. n. 572.

305. — 462. «Don de 500 l. de terre à Pierre de Chambly.»

A. qu'il prend sur le Trésor jusqu'à ce qu'elles lui aient été assignées ailleurs; 1306.

463. Verberie, octobre 1309. — Don de 200 l. p. de rente au prieuré du Mont de Châtres\* dans la forêt de Cuise sur le péage de Jaulzy (*de Josiaco*), et d'autres avantages.

P 2288, p. 268.

\* Aujourd'hui Saint-Pierre-en-Châtre, c<sup>ne</sup> de Vieux-Moulin (Oise).

A. 1310.

306. — 464. «Fragment de lettre pour Enguerran de Marigni.»

306 v°. — 465. Fontainebleau, décembre 1311. — Don à Béatrix *de Frigidovillari*, demoiselle de la feuë reine Jeanne de Navarre, de 60 l. t. de rente à héritage sur le Trésor au lieu d'autant en rente viagère.

[JJ 46, f. 89, n. 153.]

307. — 466. *Littera prioris et conventus prioratus Regalisloci prope Compendium de censu regis de Compendio et de ejus territorio per ipsos capiēdo ad hereditatem, qui census dicitur de bursa regis, 1308.*

Poissy, novembre 1308. — Don au prieuré de Royallieu des cens dus au roi à Compiègne et aux environs, dits «cens de la Bourse du Roi», pour le récompenser de 12 l. de rente rachetées à Saint-Corneille.

[P. Guynemer, *Cartulaire de Royallieu*, p. 33.]



308. — 467. Fontainebleau, décembre 1308. — Assignation sur les revenus des moulins royaux d'Andilly des rentes achetées par Mathieu de Trie, chambellan du roi, à divers bourgeois de Gand.

[JJ 40, n. 125, f. 61.]

309. — 468. Cachant, avril 1309. — Assignation en franc-fief à Simon Lauvart<sup>(1)</sup>, chevalier, de 400 l. t. de rente dans le bailliage de Vermandois, en compensation de la terre qui lui avait été donnée en Flandre et qui a été restituée.

[JJ 41, f. 30 v., n. 47. — S<sup>o</sup> 972<sup>a</sup>, f. 35.]

309 v<sup>o</sup>. — 469. *Littera abbatis et conventus Sancti Anthonii juxta Parisius de LXIV l. p. ad hereditatem super emolumentis prepositure Castelleti, 1308.*

Lundi avant la S<sup>t</sup>Clément 1307. — Échange entre Pierre de Chambly, seigneur de Wirmes, et l'abbesse et couvent de Saint-Antoine près Paris (64 l. p. de rente sur le Trésor contre des droits en divers lieux).

P 2288, p. 272.

311. — 470. Nîmes, février 1303. — Don de 1000 florins d'or de Florence à héritage sur le Trésor au cardinal Napoléon, du titre de Saint-Adrien, pour les soins qu'il a pris des affaires du roi, en ami.

Fr. 20691, p. 49.

312. — 471. Longpont, novembre 1309. — Assignation à l'abbé et couvent de Notre-Dame de Boulogne-sur-Mer de 180 l. p. à prendre sur la terre de Guines en réduction de 300 l. de rente sur le Trésor.

[JJ 41, n. 166, f. 96.]

<sup>(1)</sup> Plusieurs lettres d'avril 1298 en faveur de Simon et Jean Lauwaert ont été publiées par De Gousse-maker, *Documents historiques sur la Flandre maritime*, 3<sup>e</sup> fasc., p. 76 et suiv.

312 v<sup>o</sup>. — 472. Longpont, novembre 1309. — Assignation à ladite église de 120 l. p. de rente sur la prévôté de Montreuil-sur-Mer.

[JJ 41, n. 165, f. 96.]

313. — 473. Poitiers, mai 1307. — Don, avec amortissement, aux Célestins d'Ambert et de Chanteau, de 10 arpents de vigne à Cogny, près Orléans, sous réserve de la justice.

[JJ 38, f. 99, n. 230.]

313 v<sup>o</sup>. — 474. Paris, décembre 1309. — « Assiette aux héritiers de feu Geoffroi de Meran, autrefois un des XXXIX de Gand, de 100 l. p. de rente sur le Trésor, au lieu de 1500 l. p. qui avaient été ordonnées par information pour les pertes qu'il avait faites. »

Fr. 4426, f. 337 v. — [JJ 41, f. 96 v., n. 168.]

475. « Don de 500 l. t. de rente à Jean de Havesquerque sur le Trésor. »

314. — 476. « Testament dudit Havesquerque et vente de 375 l. esdites 500 par Robert de Beauval et Alix de Haveskerke, sa femme, au profit d'Anjorant de Meneville, avec la ratification du roy de ladite vente. »

1302. — Testament de Jean, sire de Haveskerke.

Fr. 20691, p. 49.

A. 1309<sup>(1)</sup>.

318. — 477. *Littera Ingeranni de Mari-gniaco, militis, de villis de Tiergevilla, de Bouchevillari, etc., quas tenet ad hereditatem, 1308.*

Paris, mars 1308. — Don à Enguerran de Marigny de tous les droits du roi sur les villages de Thierceville et Bouchevilliers, et de divers manoirs, en augmentation de son fief de Mainneville.

[JJ 41, f. 40, n. 61.]

<sup>(1)</sup> Cette date s'applique sans doute à un vidimus royal des trois pièces (n. 475-476) et en tous cas à l'approbation de la vente consentie par Robert de Beauval.



318 v°. — 478. « In domo prepositi de Favières, août 1309. — Approbation et vidimus du transport (juillet 1309) par Jeanne de Wirmes, veuve de Pierre de Chambly, de 200 l. p. de rente sur le péage de Choisy aux doyen et chapitre de Beauvais en conséquence d'un accord.

P 2288, p. 286.

321. — 479. Paris, en parlement, mars 1309. — Arrêt au sujet des régales de l'évêché de Clermont.

P 2569, f. 347. — Fr. 20691, p. 76. — Fr. 4413, f. 48. — Fr. 4426, f. 337 v. — Bibliothèque de Clermont-Ferrand, ms. 547, f. 101 v.

322. — 480. Juin 1310. — Décharge de 20 l. t. de rente sur le Trésor par les doyen et chapitre de l'église de Paris au profit du roi moyennant l'assignation desdites 20 l. t. de rente sur le pressoir de Saint-Étienne des Grez pour servir à la fondation d'une chapelle dans ladite église faite par Galeran Breton et sa femme.

Lat. 11835, p. 153.

322 v°. — 481. Paris, mars 1309. — Assignation sur le Trésor de 20 l. p. de rente, en déduction des 40 que G. Breton, échanson du roi et concierge du Palais, avait reçues jadis sur le pressoir de Saint-Étienne des Grez et autres lieux, pour l'entretien de la chapellenie fondée en l'église de Paris par ledit G. et sa femme; des lettres antérieures, au sujet d'une autre rente de 20 l. sur le Trésor donnée par lesdits bienfaiteurs pour le même objet, sont annulées et retenues.

Menant, V, f. 121. — Lat. 11835, p. 154. — [S 87, n. 1 (or.). — K 181, n. 70. — JJ 45, f. 84, n. 137.]

323 v°. — 482. *Littera per quam administratio puerorum Roberti quondam Cambellani de Tancarville, militis, fuit tradita Ingeranno de Marigny, militi, 1309.*

Paris, février 1309. — Délaissement du bail et de la garde des enfants de feu Robert de Tancarville au profit d'Enguerran de Marigny.

Fr. 20691, p. 50 (fragment).

— [Lat. 9785, f. 222 v.

— JJ 45, f. 12, n. 17.]

324. — 483. *Assisia terre facta domino K., comiti Valesii, super terram Gaillefontis et alibi.* 10 juin 1310.

Fr. 20691, p. 83 (fragment).

326. — 484. Paris, mars 1309. — Don à Robert de la Huese, chevalier, de la garde du château de Bellencombres, au bailliage de Caux, en compensation de celle de Mortemer.

Fr. 20691, p. 51. — Fr. 20684, p. 239. — La première de ces deux copies modernes donne « mai » au lieu de « mars », qui se lit dans la seconde et dans le rouleau J 1030, n. 1.

327. — 485. Neufmarché, novembre 1306. — Don de 3 muids, 6 setiers d'avoine à la mesure de Paris, à Pierre Saulnier, de Pontoise, échanson du roi, à prendre sur plusieurs hostises dans la paroisse d'Herblay.

[JJ 38, f. 86 v., n. 191.]

— Cf. JJ 40, f. 46 v., n. 95.

486. Longchamps en Lyons, septembre 1305. — Don de 200 l. t. de rente sur le Trésor à Oudard de Maubuisson, seigneur d'Hauterive, chevalier, à charge d'hommage.

[JJ 38, f. 80, n. 175.]



327 v°. — 487. « Mention de vente de 125 l. t. de rente en 500 l. sur le Trésor par Jean de Guistelle au profit de Jacques Gencien et d'Alix, sa femme, et par lesd. Gencien et sa femme au profit de Pierre de Belleperche, doyen de Paris. »

b. 1306, — Cf. J 423, n. 31.

328. — 488. Pontoise, juin 1304. — Assignation à Charles de Valois sur les revenus des bailliages d'Amiens et de Vermandois de 2000 l. qu'il pourra donner en accroissement de fief à l'impératrice de C. P., sa femme.

A et a. 1306.

[JJ 37, f. 16 v., n. 38. — J 164<sup>a</sup>, n. 30.]

328 v°. — 489. « Vente de 25 l. t. de rente p. sur le Trésor du Temple par Jean de Belinghem au profit de Biche Guy. »

A et a. 50 l. p., 1306. — b. 1298.

Fr. 20691, p. 51 (fragment).

331. — 490. « Don de 50 l. t. de rente sur le péage de Mâcon à Mathieu de La Mure, de Lyon, au lieu de 100 l. t. viagères sur le Trésor. »

a. 1306.

Poissy, juin 1306. — Don, en fief, à Mathieu, dit « de Mure », de Lyon, son panetier, de 50 l. t. de rente sur le péage de Mâcon.

[P 595. — Archives de la Côte-d'Or, B 10437. — L. Lex, *Les fiefs du Mâconnais*, I, n. 4.]

490<sup>a</sup>. b. *Donum Symonis de Cauda, militis, de c l. in recompensatione servitorum. Apud Vernolium, 1306.*

Verneuil, février 1306. — Don à Simon de

la Queue, chevalier, de 100 l. t. de rente sur le Trésor pour ses services.

[JJ 38, f. 92 v., n. 206.]

331 v°. — 491. « Autre de 69 l. 5 s. 4 d. p. de rente sur les forfaitures de Flandre à Jean, fils de Nicolas fils de Cecille, habitant de Gand. »

A. 1303.

332. — 492. « Mention de vente de ladite rente par ledit Jean et Alix, sa femme, au profit de Jean de Remy. Confirmation du roy. »

493. « Conversion de 500 l. de rente viagère sur le Trésor donnez à Fulcon de Regniac en 300 l. de rente perpétuelle et 200 l. de rente à vie sur le Trésor. »

Cf. n. 32.

A. 1303.

332 v°. — 494. Pontoise, septembre 1307. — Réassignation de 13 l. 10 s. p. de rente à l'abbaye de Saint-Antoine lez Paris, qu'elle avait sur l'hôtel du duc de Bretagne *in riparia Johannis dicti Le Cras*, exproprié pour l'agrandissement du palais royal.

Lat. 11835, p. 115. — K 190, n. 161. — [Borrelli de Serres, *L'agrandissement du palais sous Philippe le Bel*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, XXXVIII (1911), n. 4.]

333. — 495. Guercheville, mars 1307. — Transport en faveur de Jean Cordonnier, panetier du roi, de 30 l. p. de rente, assignées sur la prévôté de Paris, sur celle de Nemours.

[J. 44, f. 48, n. 78.]

496. « Don de tous les cens fonciers de



Compiègne et autres droits au profit de Royallieu proche Compiègne.»

Cf. P. Guynemer, *Cartulaire de Royallieu*, pp. 17 et suiv.

**333 v°.** — 497. Poissy, août 1308. — Autorisation à Jean et Gilles de Remin, clercs du roi, d'employer 30 l. p. de rente pour la fondation d'une chapelle, à prendre sur une rente de 69 l. que maître Jean avait acquise sur le Trésor.

K 185, n. 9. — [JJ 44, f. 108, n. 177. — H.-L. Bordier, *Philippe de Remi*, p. 113.]

**334.** — 498. « Don aux religieux de S<sup>te</sup> Geneviève à Paris sur les cens qu'ils doivent au Roy pour en jouir après la mort de Pierre de Condé, de l'Ordre des Prescheurs, auquel le roy avait donné la jouissance desdits cens. »

498<sup>a</sup>. a. Lettre des Frères Prêcheurs de Paris pour 20 l. p. sur le domaine de Paris pour leur nourriture du jour Saint Louis. 1308.

**336.** — 499. Paris, Circoncision 1308. — Transaction avec Marie de la Marche, comtesse de Sancerre.

P 2569, f. 373. — Fr. 20691, p. 52. — Fr. 4426, f. 338 v. — [J 270, n. 27. — J 374, n. 5. — J 407, n. 11. — JJ 40, f. 45 v., n. 94.]

500. Paris, février 1308. — Amortissement général des biens acquis par l'Hôtel-Dieu de Paris.

[JJ 40, n. 130, f. 63.]

**336 v°.** — 501. *Littere executorie testa-*

*menti B., Aurelianensis episcopi, de xx l. ad hereditatem. 1307.*

Paris, décembre 1307. — Confirmation de la cession faite pour cause d'échange à la succession de Bertaut, évêque d'Orléans, par Geoffroy du Plessis, clerc du roi, de 20 l. sur les 69 l. p. qu'il avait sur la prévôté de Melun, et assignation de cette rente sur la prévôté d'Orléans.

[JJ 44, f. 28 v., n. 49. — Archives du Loiret. A 1997.]

**337.** — 502. Paris, décembre 1307. — Octroi à Enguerran de Marigny des droits du roi à Marigny, Rosay, etc., à fiefferme, pour 324 l. 16 s. t.

P 2569, f. 378. — P 2529, f. 192. — Fr. 4413, f. 86 v. — Fr. 20691, p. 54. — [Lat. 9785, f. 93.]

**337 v°.** — 503. *Littera excambii inter regem et abbatem conventus Montis B. M. Rotomagi de firma vocata de Carvilla et manerio de Vardes quod rex dedit I. de Marigniac.*

Paris, mars 1308. — Échange entre le roi et l'abbé et couvent de Sainte-Catherine de Rouen et don à Enguerran de Marigny de ce qui en revient au roi.

P 2569, f. 380. — Fr. 20691, p. 55. — Fr. 4413, f. 88 v. — [Lat. 9785, f. 66. — JJ 41, f. 51, n. 78.]

**340.** — 504. Poitiers, juillet 1308. — Don à Enguerran de Marigny des terres et droits qui sont échus au roi par échange avec les enfants de feu Jean Le Veneur.

P 2288, p. 302. — P 2569, f. 385 v. — P 2529, f. 306. — Fr. 20691, p. 55 (juin). — Fr. 4413, f. 95 v. — P 2591, f. 229 v. — Moreau, 341, f. 194.



342. — 505. Poitiers, juillet 1308. — Don à Enguerran de Marigny des terres et droits qui sont échus au roi par échange avec l'abbaye du Bec-Hellouin.

P 2569, f. 391 v. — P 2529, f. 199.  
— Fr. 4413, f. 102. — Fr. 20691,  
p. 56. — [Lat. 9785, f. 121 v.  
— JJ 40, f. 52, n. 104.]

346. — 506. « Autre des deux moulins de Bray sous Baudemont au profit de Jean Le Veneur en échange de tous les droits que ledit Le Veneur avoit au terroir de Longchamps, avec la ratification, et don desd. droits à E. de Marigny. »

a. 1309. — a<sup>2</sup>. De excambio facto inter regem et Johannem le Veneur, 1309, pro duobus molendinis sitis apud Bray subtus Baudemont et pro Longocampo.

Cf. J 219, n. 5 et JJ 47, f. 12, n. 34.

348. — 507. *Littera excambii inter regem et Egidium de Lauduno et domicellam Oysiliam, uxorem ejus, de omnibus in acquistis de hospiciis et maneriis de Moncello prope Pontem S<sup>re</sup> Maxencie ad hereditatem, talliam, etc., 1308.*

Paris, mars 1308. — Échange entre le roi et Gilles de Laon et Oisile, sa femme, en vue de la fondation de l'abbaye de Moncel près Pont-Sainte-Maxence.

P 2569, f. 397 v. — P 2529,  
f. 205 v. — Fr. 4413, f. 110.

349. — 508. Saint-Christophe en Halatte, juin 1310. — Attribution à Gilles de Laon et à sa femme de droits à « Bruelg » en récompense de 4 l. p. de rente dont le péage de Jaulzy,

cédé audit Gilles contre des biens sis au Moncel, était chargé<sup>(1)</sup>.

[JJ 45, f. 86, n. 133.]

\* Jaulzy, c<sup>m</sup> d'Attichy, Oise.

350. — 509. Paris, juillet 1310. — Délaissement à Philippe le Convers, chanoine de Paris, des biens de Renaud de Limoges, débiteur du Roi, valant 10 l. p. de rente.

[JJ 45, f. 93 v., n. 147; cf. f. 107 v.,  
n. 170.]

351 v<sup>o</sup>. — 510. Compiègne, juin 1310. — Transfert sur le Trésor royal d'une rente de 50 l. t. jadis concédée à Aimé de « Sobast », bourgeois de Bayonne, sur les revenus du château de Bordeaux.

[JJ 45, f. 80 v., n. 118.]

352. — 511. *Littera foundationis capelle domini regis Lupare xxv l. super prepositura Parisiensi, etc., 1310.*

Paris, février 1310. — Fondation d'une chapelle au Louvre avec 25 l. p. de rente sur la prévôté de Paris et d'autres droits.

P 2288, p. 312. — Menant, V,  
f. 122; XII, f. 10 v. — S 973,  
n. 64.

353. — 512. *Littere foundationis monasterii B. Ludovici de Poissiaco et dotationis III<sup>m</sup> VIII<sup>c</sup> l. p. redditus, etc.*

Néaufles, juillet 1304. — Fondation du monastère de Saint-Louis de Poissy.

P 2288, p. 316. — P 2569, f. 351 v.  
— Fr. 4413, f. 52. — Fr. 4426,  
f. 339. — Menant, V, f. 123<sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Cf. le rapport du bailli de Senlis aux commissaires de Philippe V, fr. 26961 : « Jehan, filz Gile de Laon, jadis bailli de Senliz, a et prent a heritage... »

<sup>(2)</sup> « Registrata in principio cujusdam quaterni Camere denariorum. » Cf. ci-dessous, n. 631.



355. — 513. Châtillon-sur-Indre, août 1305.  
— « Mandement aux baillis où les revenus  
donnés auxdites religieuses sont assis, de les  
faire payer sans retard. »

Fr. 4426, f. 339. — Menant, V,  
f. 127.

356. — 514. Paucourt, juillet 1305. —  
Don au monastère de Saint-Louis de Poissy de  
la maison qui appartenait à maître Clément de  
Savi dans la rue par où l'on descend du cloître  
des chanoines de Paris à celle du Vieux Port  
Saint Landri, voisine de la maison confisquée  
que le roi a donnée à maître Jacques de Jas-  
seines.

Menant, V, f. 127.

515. Paris, février 1304. — Don de 200 l. t.  
de rente à Foucaud de Merle, maréchal de  
France.

[JJ 37, f. 21, n. 55. — Fr. 20685,  
p. 132 — *Croix-Armagnac*, n. 9.]

516. « Autre de 292 l. 8 s. p. de rente sur  
le Trésor de Évrard, fils de Cécille, citoyen  
de Gand. »

A. 1302. — a. Acquisition faite par Guil-  
laume de Harcourt de 192 l. 8 s. à héritage sur  
le Trésor. — a<sup>3</sup>, f. 47. Everardi, filii Cecillie.  
Cf. n. 581.

357. — 517. Tours, mai 1308. — Don au  
monastère de Saint-Louis de Poissy de cent  
charretées de bois par an en la forêt de Cuise,  
ontre les quatre cents charretées qui lui avaient  
été précédemment attribuées.

P 2288, p. 328 <sup>(1)</sup>. — Menant, V,  
f. 127 v.

357 v°. — 518. Asnières, décembre 1304.  
— Lettres concernant des droits d'usage, pas-

<sup>(1)</sup> « Registrata in Camera compotorum. »

nage, pâture, etc., accordés au monastère de  
Saint-Louis de Poissy.

P 2288, p. 326.

358. — 519. Asnières, décembre 1304. —  
Ordre de délivrer au monastère de Saint-Louis  
de Poissy et à ses membres le bois nécessaire  
pour faire tonneaux, pressoirs et tous usten-  
siles.

P 2288, p. 330.

358 v°. — 520. Juillet 1306. — Don audit  
monastère de 31 arpents de vigne au terroir  
de Crécy, d'un pressoir et d'un cellier.

Menant, V, f. 127 v. (analyse).

521. « Déclaration et ampliation dudit don. »

A. 1307. — a. Autre à elles de pouvoir  
vendre vin audit celier à ban durant six se-  
maines de l'an, 1337 (sic).

359. — 522. « Assignation de 21 l. 13 s.  
4 d. de rente à Perrot Flameng sur le poisson  
de la halle en récompense de la portion qu'il  
avoit en certaines maisons retirées par le roy  
pour agrandir son palais. »

a. 1313.

[JJ 49, f. 63, n. 151 et suiv. Cf.  
*Borrelli de Serres*, l. c., n. 31.]

523. « Autre de 21 l. 13 s. 4 d. p. sur le  
poisson de la halle au profit de Guiart de Fon-  
tenay et Jeanne sa femme en récompense de la  
part qu'ils avoient auxdites maisons. »

a. 1313.

[Ibid.]

360 v°. — 524. *Littere abbatisse Beate Clare  
de S<sup>o</sup> Marcello Parisius de xx l. p. in Thesauro.*  
1310.

Paris, février 1313. — Vidimus d'un acte  
de vente passé devant le prévôt de Paris (ven-  
dredi avant la S<sup>t</sup> Laurent 1310), par lequel  
Estiénot de Valenciennes, écuyer, fils de Jac-  
ques de Valenciennes, panetier du roi, vend



au monastère de Sainte-Claire, de Saint-Marcel près Paris, 20 l. p. de rente sur le Trésor; et approbation à titre gratuit.

P 2288, p. 336; cf. p. 402.

**362 v°.** — 525. Notre-Dame près Pontoise, juin 1313. — Octroi à Enguerran de Marigny du fouage dans ses domaines en Normandie, avec la faculté de vendre les bois de ses fiefs et arrière-fiefs et les profits de tiers et danger.

[J 225, n. 8<sup>(1)</sup>.]

**363.** — 526. *Littere priorisse et sororum domus de Salceya pro residuo panis et vini, etc. 1316.*

Paris, février 1316. — « Confirmation de dons faits par le roi Louis VII aux Lépreuses de la Saussaie près Paris de la moitié de la disme du vin estant dans les celliers du roi à Paris; de la disme du pain et du vin que le roi, la reine et Ph., son fils aîné, consommeroient à La Ferté-Alais et des sommiers<sup>(2)</sup>; du don à elles fait par le roy Ph. de la moitié de la disme du vin qui se consommeroient en l'hostel du roi à Paris et de celui qui s'acheteroit, des sceaux d'or et de la cire de toutes les lettres qui seroient envoyées au roi<sup>(3)</sup>; de la disme du pain et du vin qui se consommeroient dans l'hostel du roi à Vincennes; des vieux meubles des chambres du roy, de la reine et de ses enfants; des restes de chandelle qui se brûlent dans la chambre du roi; des vieux coffres des hostels du roi, de la reine, de la chapelle et des escritz, et de tous les vieux coffres qui s'achètent des deniers du roi, voulant le roi qu'elles aient outre cela les restes des chandelles qui se brusleront dans la chambre de son fils aîné et des autres fils aînés des rois

<sup>(1)</sup> «Ista littera registrata est in xxix° quaterno ad hereditatem.»

<sup>(2)</sup> Cf. A. Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII* (Paris, 1885), n° 449, 738.

<sup>(3)</sup> L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe Auguste*, n° 58, 1082.

de France, et la disme du vin de l'hôtel de la reine à Vincennes (Vincennes, mai 1262). Confirmé par Ph. le Bel à S<sup>t</sup> Ay, 1299, qui leur donne en outre tous les chevaux, palefrois et autres sommiers de ses hôtels, de la reine et de ses enfants, et de ses officiers, soit de charrette soit de sommellerie, avec tous les vieux meubles desditz hotelz et la disme du vin qui se boira dans les hôtels du roi et de la reine à Saint-Marcel, et dans la banlieue de Paris et à Cachant. (Paris, janvier 1309.)»

Fr. 4426, f. 338 v. — Menant, V, f. 127 v. — Cf. JJ 30<sup>A</sup> (Olim, I, n. 1032) et *Ordonnances du Louvre*, XV, p. 292.

**365.** — 527. *Littera excambii facti inter dominum Karolum Valesii et I. de Maregniaco terre de Champront, etc.*

a. 1310.

Livry, juin 1310. — Approbation de l'échange de la terre de Champrond contre celle de Gaillefontaine entre Charles de Valois et Enguerran de Marigny.

[J 225, n° 4, 6, 7. — JJ 45, f. 92 v., n. 146.]

**368.** — 528. «Don de 300 l. t. de rente sur le Louvre à Gilbert, chastelain de Bergues.»  
b. *Gillebertus, castellanus de Bergues, miles, 1297.*

529. «Consentement d'Isabeau, châtelaine de Bergues, à ce que Wale, son fils, jouisse entièrement desdites 300 l. de rente, renonçant à tout ce qu'elle y pouvait prétendre.»

A. 1310.

530. Juin 1310. — Jean, châtelain de Bergues, assigne à Walon, son frère, 300 l. de terre qui lui avaient été données par feu Gilbert, leur père.

Fr. 20684, p. 239.



369. — 531. « Vente desd. 300 l. de rente par ledit Wales au profit d'Enguerran de Marigni. »

A. 1310.

370. — 532. Moutiers au Perche, septembre 1310. — Don de 100 l. p. de rente sur le péage de Melun à Jean du Chastelier, seigneur de Vitry, au lieu des gages à vie qui lui avaient été précédemment accordés; il a fait hommage au roi de ladite rente; la lettre précédente est cancellée.

P 2288, p. 344<sup>(1)</sup>. — [JJ 45, f. 114, n. 191.]

370 v°. — 533. *Littera doni facti I. de Mari-gniaco de tenendo ad hereditatem quod rex possidet in parrochia de Fauquevilla, etc.*

Paris, mars 1309. — Don à Enguerran de Marigny de tout ce que le roi possède à Fauqueville et à Denestanville.

[JJ 40, f. 78 v., n. 154.]

371. — 534. Paris, août 1312. — Indemnité à Étienne Potier, bourgeois de Paris, et Isabelle, sa femme, pour une maison expropriée en vue de l'agrandissement du palais royal.

[JJ 48, f. 49 v., n. 87. Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 14.]

371 v°. — 535. *Littera doni facti fratribus Vallis Scolarium de Novavilla juxta Compendium, etc., 1308.*

Paris, août 1308. — Le roi fonde un prieuré du Val des Écoliers dans la chapelle de la maison royale de La Neuville aux Bois près Compiègne (Royallieu).

[*Gallia christiana*, X, c. 142. — Coll. Clai-

<sup>(1)</sup> « Reddatur in Camera compotorum et restituatur alia de qua fit mentio in ista. Registrata est in xxx<sup>o</sup> quaterno ad hereditates. »

rambault, Mélanges, XVI, p. 741. — JJ 40, f. 3 v., n. 4. — P. Guynemer, *Cartulaire de Royallieu*, p. 17.]

Cf. n. 347.

372. — 536. « Lettres de protection aux religieux du Val des Escoliers. »

A et a. 1314.

373. — 537. Paris, avril 1308. — Approbation de la vente faite à Gilles Aicelin, archevêque de Narbonne, comme personne privée, pour 3000 l. p., de 250 l. t. de rente sur le salin de Carcassonne.

[JJ 40, f. 74, n. 144.]

375 v°. — 538. Paris, 4 mars 1308. — Vente de 250 l. t. de rente par Gautier de Hondescote et Jeanne de Haveskerke, sa femme, au profit de l'archevêque de Narbonne avec la ratification du roi.

[JJ 40, f. 74, n. 144.]

378 v°. — 539. « Mandement aux trésoriers de Carcassonne de payer à l'archevêque de Narbonne lesd. 250 l. t. de rente sur le salin du lieu. »

Cf. JJ 40, f. 93, n. 181.

379. — 540. « Don audit Gautier de Hondescote de 250 l. t. de rente sur le Trésor en récompense d'autres 250 l. restans de 500 l. procédant d'un don du roy et par luy remis au roy. »

Cette pièce, d'avril 1309, était naguère au Trésor des chartes (J 150, n. 88); elle est maintenant en déficit.

380. — 541. « Délaissement des maisons et biens de Robert de Aveniers et de sa femme aux religieuses de Poissy et de 100 l. p. de rente sur la communauté du lieu. »

*Littera religiosarum sororum monasterii B. Lu-*



dovici Pissiacensis, de omnibus domibus Roberti de Aveneriis, scutiferi, etc. 1312.

381. — 542. Paris, juillet 1312. — Assiette de 1000 l. t. de rente à Thibaut et Louis de Sancerre sur diverses terres ayant appartenu à Enguerran de Marigny, etc.

Fr. 20691, p. 59 (fragment). — [JJ 48, f. 135 bis, n. 226.]

381 v°. — 543. *Littera capellaniarum B. M. Paris. per magistrum Ph. Conversi, canonicum B. M., de LXII l. mercaturarum transeuntium per archam Magni Pontis Parisius, 1313.*

Paris, mars 1313. — Approbation du don de 62 l. p. de rente fait par maître Ph. le Convers, clerc du roi, pour la fondation de deux chapelles en l'église de Paris. Cette rente, naguère sur le Trésor, a été assise notamment sur le péage du Grand Pont de Paris, « quia Thesaurum nostrum exonerari volumus ».

P 2288, p. 358. — Lat. 11835, p. 156.

383. — 544. — a<sup>2</sup>. *Littere Gaufridi Coquatrix de tenendis ad firmam et ad hereditatem quatuor molendinis ville Corbolii precio quolibet anno de CXXVI l., 1310<sup>(1)</sup>.*

384. — 545. Paris, avril 1309. — Don de 100 l. de rente sur le Trésor à Hugues de Sapignies, chevalier, à la place de 200 l. de terre à tournois qui devaient lui être assignées en Flandre.

[JJ 41, f. 15, n. 18.]

834 v°. — 546. « Mention de vente desd. 100 l. de rente par led. de Sapignies, etc. »

547. *Littera de capellania constituta in capella de Villanova subtus Bellamperticam fundata per*

<sup>(1)</sup> A Poissy, en janvier 1310 v. st., le roi consentit à ce que les 126 l. dues en vertu de ce bail (préexistant) fussent déduites de la rente de 140 l. que Geoffroi avait antérieurement sur le Trésor. Il n'est pas certain que

*Petrum de Bellapertica, Autissiodorensem episcopum quondam, 1310.*

Au Vieux Corbeil, juillet 1310. — Vidimus d'un acte de ses exécuteurs testamentaires, réglant les fondations faites par Pierre de Belleperche, évêque d'Auxerre.

Fr. 20691, p. 59 (fragment). — [JJ 45, n. 158, f. 100.]

387. — 548. [Paris, juin 1310.] — « Assiette à l'abbé et couvent de Chairos\* de plusieurs droits montants à 60 l. de rente en récompense des fiefs qu'ils avaient cédés au roy à la vicomté de Limoges. »

a. 1310.

[JJ 45, n. 136, f. 89.]

\* Charroux.

388. — 549. *Littera Jacobi Marcelli de CXX l. ad hereditatem super costumam piscium des hales Parisius, 1311.*

Paris, septembre 1311. — Ratification de l'indemnité (120 l. p. de rente sur la coutume des poissons aux halles) accordée par les commissaires du roi, Guillaume de Marcilly et Geoffroy Coquatrix, à Jacques Marcel, bourgeois de Paris, à la suite de l'expropriation d'un immeuble nécessaire à l'agrandissement du palais royal.

Menant, V, f. 130 v. — [JJ 46, f. 74, n. 117. Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 5.]

389 v°. — 550. « Affranchissement au profit de Béatrix de Montreuil, fille de la reine, pour raison de plusieurs héritages et droits à Beauquesne. »

A. et a. 1311.

Cf. JJ 49, f. 56, n. 129.

cette lettre de janvier 1310 soit notre n. 544 ; l'original (J 1024, n. 34) porte sur le repli : « Registrata est », mais cette mention vise probablement JJ 47, n. 48, f. 31.



390. — 551. « Autre à lad. de plusieurs droits aud. lieu de la valeur de 39 l. 9 d. p. par an. »

552. *Littera doni facti I. de Marigniaco de alta justicia quam rex habebat in villis de Cressenville, etc. 1312.*

Abbaye de Septfonds, avril 1312. — Don à Enguerran de Marigny, en accroissement de son fief d'Écouis, de la haute justice sur un grand nombre d'hostises à Cressenville, Gaillardbois, Grainville, Écouis, etc.

[JJ 48, f. 6 v., n. 4.]

390 v°. — 553. *Littera rectoris Sancti Bartholomei Parisius de 1x l. x s. ad hereditatem super coustumam piscium de halis, 1313.*

Paris, mai 1313. — Ratification d'une indemnité d'expropriation (9 l. 10 s. de rente sur la coutume des poissons aux halles) en faveur du recteur de l'église de Saint-Barthélemy de Paris.

Menant, V, f. 131. — Lat. 11835, p. 156. — Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 15.

391. — 554. Paris, juin 1313. — Enguerran de Marigny, qui a acheté au roi la terre de Longueil et ses dépendances (acquise par lui de l'abbaye du Bec) pour 500 l. t. de rente, reproduit le texte des lettres du roi (Paris, juin 1313) qui sanctionnent cette transaction.

Menant, V, f. 132.

555. « Assisie de 1200 l. faite religiosus de Moncello. »

Cf. n. 629.

392 v°. — 556. Le Moncel, mai 1313. — Assignation de 100 l. de rente sur la halle aux blés et sur le péage de l'arche du Grand Pont de Paris en échange d'autant que Philippe le Convers avait sur le Trésor, et permission d'en

employer 62 pour la dotation de deux chapelles dans l'église de Paris.

[JJ 49, f. 14, n. 23. — Coll. Moreau, 221, f. 12.]

Cf. n. 543.

393 v°. — 557. Paris, mai 1313. — Vidimus du bail par le bailli de Caen à Henri de Pois, écuyer, de la ferme des Moustiers-Hubert en la vicomté d'Orbec.

[JJ 49, f. 30 v., n. 65.]

396. — 558. « Don à P. de Chambly de Wirmes, fils de P. de Chambly, et à Jeanne, femme dudit Chambly père, de 200 l. de rente sur le péage de Choisy en déduction de 464 l. 6 d. de rente à eux deubs. »

A et a. 1308.

397. — 559. *Littera cujusdam carte concessa habitantibus de Cys et de Praellis de quibusdam franch[isiis]. — Nov. 1292.*

Provins, septembre 1225. — Charte de coutume concédée par Thibaut, comte de Champagne, pour Cys, Presles, etc.

Menant, V, f. 134 (fragment).

Cf. JJ 48, n. 25.

399. — 560. *Littera Radulphi de Praellis pro amortizatione et fundatione 11 capellaniarum ibidem, 1309.*

Paris, avril 1309. — Vidimus de trois actes de Louis, roi de Navarre, concernant des fondations de chapellenies par m<sup>e</sup> Raoul de Presles.

[JJ 41, n. 21, f. 15 v.]

400. — 561. « Don de 75 l. t. de terre sur la communauté de Cyx et de Praelles aux deux chapellenies de l'église de Praelles par Raoul de Praelles et Jeanne sa femme. »

a. 1312.



400 v°. — 562. « Autre de 145 arpents à Crogy et à Asy au profit de Raoul de Praelles en récompense du bois de Treson de 140 arpents contigus aux bois du roy audit lieu, etc. »  
a. 1313.

401. — 563. « Don de la gruerie du bois du Luz aux escoliers et chapelains fondés dans la rue de S<sup>t</sup> Hilaire par Raoul de Praelles à la charge d'une messe du S<sup>t</sup> Esprit par an et d'un anniversaire après la mort du roy. »

*Littera scolarium domus magistri Radulphi de Praellis de pluribus boscis, etc., 1320.*

a. 1311. — La date de 1320 est confirmée par A et par l'extracteur du ms. lat. 11835, p. 159.

402. — 564. Paris, septembre 1311. — Assignation de 110 l. p. de rente sur la coutume du poisson de la halle à Pierre Marcel, bourgeois de Paris, comme indemnité d'expropriation pour un immeuble nécessaire à l'agrandissement du palais royal.

Menant, V, f. 135. — [Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 6.]

565. Paris, septembre 1311. — Assignation de 70 l. p. de rente sur la coutume du poisson de la halle à Jean Marcel, bourgeois de Paris, comme indemnité d'expropriation pour un immeuble nécessaire à l'agrandissement du palais royal.

Menant, V, f. 135 v. — [*Ibid.*, n. 7.]

403 v°. — 566. Paris, septembre 1311. — Assignation de 70 l. 6 s. 6 d. p. de rente au profit de Simon du Tremblay, bourgeois de Paris, en récompense d'un immeuble nécessaire à l'agrandissement du palais royal.

P 2288, p. 379. — Menant, V, f. 136, — [*Ibid.*, n. 8.]

567. Abbaye de Chaalis, 12 avril 1311. — Assignation à Sandra de Sartis, familière de la

reine Marie, qui avait cédé au roi tout ce qu'elle avait à Avenières, de 155 l. p. de rente à vie sur la ferme perpétuelle de Jean de Tourneville, chevalier; Marie, sœur de Sandra, lui succédera dans ce droit, en cas de survivance.

[JJ 47, f. 72, n. 112.]

404 v°. — 568. « Récompense de la terre qu'elle avait à Avenières par elle cédée au Roy. »

405. — 569. *Littera domicelle Sandre Sartis per quam quittat domino regi quicquid habebat a Avenieres, etc. 1311.*

406. — 570. « Don de 120 l. t. de rente, etc., à Philippe le Convers, chanoine de Paris, en récompense des modiations de Vernon, etc. »

*Littera magistri Ph. Conversi, canonici B. M. Parisius, de 120 l. super molendinis Vallis Rodolii, etc. 1311.*

406 v°. — 571. *Littera ejusdem de censibus super halas juxta muros Innocentium super pluribus domibus. 1311.*

Montargis, janvier 1311. — Échange entre le roi et maître Philippe le Convers, son clerc, qui cède 78 l. p. de rente sur le Trésor contre des cens en divers lieux à Paris.

Menant, V, f. 137. — A, n. 420.

407. — 572. « Assiette de 140 l. p. de rente au profit de Pierre de Chambly de Wirmes sur les avoines dues au roy à S<sup>t</sup> Leu des Vignes et autres lieux. »

Cf. n. 461.

408. — 573. Châtillon-sur-Indre, avril 1307. — Don à Pierre de Chambly des maisons appelées les greniers du roi, à Orléans.

[JJ 38, f. 94, n. 213.]



408 v°. — 574. «Ratification de la vente de 1200 l. de rente par Béraud de Mercœur au profit d'E. de Marigny, assises sur la maison et appartenances de Chailly pour 126 l. 7 s. 1 d. de rente et 473 l. 12 s. 11 d. t. de rente sur le Trésor.»

*Littera translationis facte per B., dominum Mercorii, militem, l. de Marigniaco ad domum regis de Chailly juxta Lonjumeau, 1312.*

409. — 575. Abbaye de Septfonds, avril 1312. — Concession de la haute justice de Nojeon le Sec à Enguerran de Marigny.

P 2288, p. 384. — [Lat. 9785, f. 74 v.]

576. *Littera Petri et Jacobi Marcelli de xxv l. super coustumam piscium de halis, 1312.*

409 v°. — 577. «Mention d'assiette de pareille rente au profit de Jacques Marcel pour mesme cause.»

[JJ 48, f. 48, n. 80. — Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 25-26.]

410. — 578. «Autre de 100 l. t. de rente au profit de Guillaume d'Harcourt sur la vicomté de l'Eau de Rouen.»

a. 1312.

579. Juillet 1310. — Transfert sur la vicomté de l'Eau de Rouen de 160 l. p. de rente que Guillaume d'Harcourt, seigneur de La Saussaye, avait acquise sur le Trésor, avec permission d'en disposer en faveur de personnes d'Eglise.

*Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, IV, 1211. — Cf. JJ 46, f. 8, n. 8.

411. — 580. «Mention de vente de 55 l. 13 s. 4 d. p. de rente par Isabelle, veuve de Guillaume du Puy, au profit dudit de Harcourt.»

581. «Autre de 192 l. 10 s. p. acquis par led. de Harcourt d'Évrard Cecille.»

Cf. n. 516.

582. «Autre de 8 l. 10 s. 2 d. acquis d'Antoine Évrard.»

411 v°. — 583. «Autre de 60 s. p. acquis d'Aubert de Lhomme.»

584. «Autre de 7 l. 7 s. 3 d. p. acquis de Baudouin le Danois.»

585. «Autre de 14 l. 14 s. 8 d. p. acquis de Jean de l'Eschiquier.»

586. «Autre de 22 l. 2 s. 8 d. acquis de Guillaume le Moine.»

587. «Autre de 13 l. 2 s. 8 d. p. acquis de Jean de Speculo.»

588. «Autre de 77 l. 4 d. p. acquis de Jean de Kinschehen.»

589. «Autre de 120 l. 5 s. p. acquis de Jean de Merhan.»

590. «Autre de 200 l. p. par don du Roy.»

412. — 591. «Autre de 60 l. p. acquis de Thibaud Denisy et sa femme.»

592. «Autre de 100 l. t. acquis de Guiard de Goussainvilleet sa femme.»

593. «Assiette de 976 l. 7 s. 7 d. t. de rente au profit dudit d'Harcourt.»



594. «Don de 800 l. sur la ville de Rouen et 176 l. 7 s. 7 d. sur la vicomté de l'Eau de Rouen en échange de rentes par lui acquises de plusieurs particuliers.»

a. Autre de luy de 976 l. 7 s. 7 d. t. par luy acquises. Savoir 800 l. sur la ville de Rouen et 176 l. 7 s. 7 d. sur la vicomté de l'Eau de Rouen, 1310.

Chailly près Longjumeau, juillet 1310.

Fr. 20691, p. 60 (fragment). — Cf.

*Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, IV, p. 1211.

413. — 595. «Mention de soumission par ledit de Harcourt de reporter à la Chambre les tiltres de 300 l. de rente deubz à Jean de Lusarches sur le Trésor.»

413 v°. — 596. *Littera magistri Arnulphi de Quinquempoix, medici, de l. l. in Thesauro, 1310.*

Paris, samedi après la nativité de S<sup>t</sup> Jean Baptiste 1310. — Don de 50 l. de rente sur le Trésor à maître Arnoul de Quinquempoix, médecin du roi.

[Fr. 20685, p. 134.] — Baluze, 17, f. 59. — Menant, V, f. 137 v.

— [JJ 45, n. 141. — *Croix-Armagnac*, n. 32. — J 1020, n. 25; or. sc.]

597. «Don à Renaud Buhure de l'usage en la forest d'Arques et autres droits en échange d'un manoir à Equiqueville.»

a. Don d'usage en la forêt *Aquatici* pour la maison d'Esquiqueville, 1310.

c. Reginaldus Buhure, clericus balistarium, 1310.

[Lat. 9784, f. 27, n. 53; JJ 47, f. 32 v., n. 53.]

414. — 598. *Littera Johanne, relicte defuncti*

*Yvonis Britonis, de LX s. ad hereditatem super costumam piscium.*

... janvier 1312. — Assignation de 60 s. p. de rente sur la coutume du poisson à la halle de Paris au profit de Jeanne, veuve d'Yves Le Breton, à l'occasion d'une expropriation pour l'agrandissement du palais.

[JJ 48, f. 103, n. 77. Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 27-28.]

414 v°. — 599. ... août 1312. — Indemnité de 10 l. 19 s. 7 d. à Pierre Évrard et Aveline, sa femme, en rente sur ladite coutume, à l'occasion d'une expropriation pour l'agrandissement du palais.

[JJ 48, f. 48, n. 84. Cf. Borrelli de Serres, l. c., n. 16.]

415 v°. — 600. Poissy, décembre 1311. — Don de 50 l. t. de terre sur le Trésor à Jean de la Planque en compensation d'une terre à lui donnée par Raoul de Clermont, connétable de France, comme indemnité de dommages subis pendant la guerre de Flandre.

Menant, V, f. 138. — JJ 46, f. 99, n. 169.

416. — 601. Paris, janvier 1312. — Don à Jean de la Roche-Contrade, valet du roi, d'une rente perpétuelle de 40 l. t., à assigner en terres, à l'occasion de son mariage.

[JJ 49, f. 103, n. 232. — Fr. 20685, p. 136.] — Menant, V, f. 138. — *Croix-Armagnac*, n. 59.

416 v°. — 602. *Littera Johannis Maillardi de dono sibi facto ad hereditatem de domo sita Parisius in vico S<sup>te</sup> Crucis in loco vocato La Bretonnerie, 1315.*

La Folie en Lyons, novembre 1315. — Don à Jean Maillart, clerc du roi, et à ses hoirs,



d'une maison sise à Paris, dans la rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, qui fut jadis à Pierre de La Chapelle, évêque de Toulouse.

Menant, V, f. 138 v. — N. acq. fr., 7597, f. 218. — Lat. 11835, p. 160.

417. — 603. Paris, juillet 1296. — Remise à perpétuité au chapitre de Soissons de tout ce que le roi possédait à Ambleny, Chelles et autres lieux pour le prix de 4250 l. t. p. <sup>(1)</sup>.

Moreau, 213, f. 250. Cf. J 738, n. 3 et Archives de l'Aisne, G 253, f. 7.

418. — 604. *Littera Petri le Mortelier, auri-fabri, de xx l. xix s. in Thesauro, etc.*

Paris, juin 1306. — Vidimus de lettres du roi (Saint-Germain-en-Laye, août 1302) qui assignent 20 l. 19 s. p. de rente sur le Trésor à Gohier, fils de Jordaëns, bourgeois de Gand; et d'un acte de vente passé devant la prévôté de Paris (vendredi après la Pentecôte 1306) de la dite rente au profit de Pierre le Mortelier, orfèvre, bourgeois de Paris, et de Jehanne, sa femme. Approbation du don de cette rente aux Sœurs Mineures de Saint-Marcel près Paris.

P 2288, p. 386. — [K 37, n. 13; or. sc.]

419. — 605. La veille de la S<sup>t</sup> Laurent 1308. — Pierre le Mortelier, orfèvre, bourgeois de Paris, et sa femme donnent par devant le prévôt de Paris la moitié d'une rente de 20 l. 9 d. p. sur le Trésor à leur fille Jeanne, religieuse chez les Mineures de Saint-Marcel, et ensuite au couvent.

P 2288, p. 394.

419 v<sup>o</sup>. — 606. Saint-Ouen, août 1311. — Vidimus et ratification d'une lettre de Louis,

<sup>(1)</sup> Au dos : «Ista littera registrata est in xxxiii<sup>o</sup> quaternio ad hereditatem.»

comte d'Évreux (Paris, mercredi après la S<sup>t</sup> Pierre ès liens 1311) qui donne 40 s. t. de rente sur le Trésor aux Sœurs Mineures de Saint-Marcel près Paris, en vertu du testament de sa femme Marguerite.

P 2288, p. 390. — Lat. 11835, p. 160.

Cf. n. 157.

420 v<sup>o</sup>. — 607. Mardi après les octaves de Pâques 1311. — Vente, par devant le garde de la prévôté de Paris, de 80 l. t. de rente sur le Trésor par Jean de la Rive au profit des Sœurs Mineures de Saint-Marcel. Cette rente avait été donnée par le roi à Jacques Laire, son sergent d'armes (Vincennes, janvier 1295).

P 2288, p. 396.

Cf. n. 404.

422 v<sup>o</sup>. — 608. Poissy, 26 avril 1313. — Don à Gautier de Masières, valet du roi, de 60 l. t. sur la baylie royale de la ville de Périgueux; G. de Masières tenait d'Enguerran de Marigny 40 l. de rente qui sont transférées sur la même baylie.

[JJ 49, f. 3 v., n. 8.]

423 v<sup>o</sup>. — 609. *Littera sororum B. Ludovici Pissiaci de usagio sibi concesso in quodam fonte, 1319.*

A. 1310. — a. 1313.

424 v<sup>o</sup>. — 610. «Autre au couvent des Frères Prêcheurs de Poissy de la garde de toutes les maisons qui sont dans leur clos.»

425. — 611. *Littera mandati facti baillivo Arvernie ut compellat executores defuncti Stephani de Nigrostanio ad assignandum 60 l. 12 s. monialibus ad quandam capellam B. Ludovici, 1313* <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> Cette fondation datait de juin 1309 (JJ 41, f. 79, n. 127). Étienne de Nerestan fut bailli des Montagnes



612. «Consentement pour la fondation de 12 religieuses par les exécuteurs du testament d'Etienne de Noirestang avec 60 l. t. de rente.»

425 v°. — 613. Maisse, juillet 1313. — Don de 60 l. t. de rente à Ph. le Convers sur la vicomté du Pont de l'Arche au lieu de 100 l. qu'il avait à prendre en Gascogne.

[JJ 49, f. 32, n. 66.]

426. — 614. «Don de 1000 l. t. de rente à Charles, comte de Valois, sur le Trésor.»

A. 2000 l.; 1307.

615. «Assiette de 2000 l. t. de rente aud. sur les bailliages d'Amiens et de Vermandois.»

A. 1314.

Cf. n. 488.

*HIC FINIUNT DONA ET LITTERE DE TEMPORE REGIS PHILIPPI PULCHRI DICTI LE BEL QUI OBIIT APUD FONTEMBLIAUDI MENSE NOVEMBRIS 1314 SECUNDUM CRONICA FRANCIE.*

Menant, V, f. 139.

*INCIPIUNT DONA ET LITTERE LUDOVICI, PRIMOGENITI SUI, ET EJUS IN REGNO FRANCIE SUCCESSORIS.*

Menant, V, f. 139.

429 v°. — 616. *Excambium inter regem et conventum B. M. de Becco Helluini de pluribus redditibus.*

A et a. 1314.

d'Auvergne, après avoir été «sergent d'armes» du roi (*Historiens de la France*, XXIV, p. 209\*). Il semble, d'après A (n. 441), que cette pièce, ou plutôt une autre analogue, de 1310, figurait dans le Livre Rouge, entre notre n. 610 et notre n. 611, quoiqu'elle n'y soit pas indiquée par la table moderne que nous suivons.

Vincennes, février 1314. — Ordre d'assigner au monastère du Bec-Hellouin les rentes, etc., données audit monastère par le roi Philippe le Bel à l'occasion d'un échange.

JJ 50, f. 82 v., n. 131.

430. — 617. *Littera permutationis inter regem et priorem et conventum de Bellomonte Rogerii, O. S. B., de quibusdam firmis, etc., 1314.*

Vincennes, janvier 1314. — Cession par le roi au prieuré de Beaumont-le-Roger de deux fermes en échange d'un moulin, de dîmes et de rentes.

JJ 50, f. 81 v., n. 128.

431 v°. — 618. «Délaissement d'un manoir et usage en la forest d'Evry\* et autres lieux à Adam Goule au lieu de 400 l. de rente sur le Trésor.»

*Littera assisie facte Adam Goule\*\*, militi, de 1111<sup>c</sup> x l. etc., et doni a rege, etc.*

A. 440 l. 17 s. 10 d. ob.; 1315.

Cf. JJ 53, n. 215.

\* Eavi (*Aquaticum*). — \*\* Lisez Goulé; voir *Journal des Savants*, 1916, p. 511.

432 v°. — 619. «Autre aud. des lieux de Bosvilllaume, Evremont et de Cropus\* avec la fiéferme de Fréauville au lieu de 400 l. t. de rente sur le Trésor.»

A. 1316.

\* Boisguillaume, Ernemont, Cropus (Seine-Inférieure).

433. — 620. *Littere confirmationis sororum B. Ludovici Pissiaci de vii<sup>c</sup> xciii l. date anno 1317.*

Cf. n. 1045.

435. — 621. «Don de 300 l. de rente à Alphonse de Rouvray sur le péage de Roye au lieu de 300 l. de rente viagère.»

A, a et d. 1315.



622. *Littera vinearum et pressorii S<sup>i</sup> Stephani de Gressibus traditorum ad firmam perpetuam seu ad censum Guillelmo de Ebroicis pro XL l. p. regi solvendis ad Ascensionem et O. S. equaliter.*

Paris, mars 1300. — Tradition en ferme perpétuelle à Guillaume d'Évreux des vignes et du pressoir de Saint-Étienne des Grez, etc., pour 40 l. p. de rente qui seront payées au roi. Dans un vidimus de Fremin de Coquerel, garde de la prévôté de Paris.

Menant, V, f. 139. — Lat. 11835, p. 160. — [S 87, n. 49.]

623. *Littera foundationis cujusdam capelle in ecclesia Parisiensi, 1309.*

«Concession de la jouissance de 20 l. t. de rente sur le Roy lez S<sup>t</sup> Estienne des Grez au doyen et chapitre de l'église de Paris pour la fondation d'une chapelle et de la jouissance d'autres 20 l. t. à Galeran Breton et sa femme sur le Trésor au lieu de 40 l. p. que led. Breton avoit sur ledit pressoir.»

a. 1320.

436. — 624. *Littera doni facti Galerano Britoni, scancioni regis, de dictis XL l., 1306.*

Ivors, dimanche avant la S<sup>t</sup>-Pierre-ès-Liens 1306. — Don audit Galeran Breton et à Péronelle, sa femme, de 40 l. p. de rente, leur vie durant, sur ledit pressoir.

[S 87, n. 3.]

436 v°. — 625. *Alia cujusdam capelle in Capella regis Parisiensi de XXIII l. p. Mai 1313.*

Poissy, mai 1313. — Approbation d'un don de 24 l. de rente fait par Galeran Breton et sa femme pour la fondation d'une chapellenie à la Sainte-Chapelle du Palais.

S.-J. Morand, *op. cit.*, pr., p. 27.

437 v°. — 626. *Littera foundationis abbacie Moncelli juxta Pontem S<sup>te</sup> Maxencie.*

Paris, avril 1309. — Fondation d'un monastère des filles de Sainte-Claire au Moncel, près Pont-Sainte-Maxence.

P 2288, p. 405. — [*Gallia christiana*, X, c. 270.]

627. Paris, avril 1317. — Confirmation de la fondation du Moncel, en forme de diplôme.

P 2288, p. 426. — [JJ 56, f. 96, n. 221.]

440 v°. — 628. «Assiette des revenus de la fondation dudit monastère.»

441 v°. — 629. Paris, juin 1319. — Assiette de 1200 l. de rente à l'abbaye du Moncel.

P 2288, p. 438.

443. — 630. «Autre assiette pour lad. abbaye du Moncel à Verberie, Béthizy, Senlis, Beaumont-sur-Oise et Chambly pour achever ladite somme de 1200 l.»

444 ou 1. — *DUO QUATERNIONES CONTINENTES FUNDATIONEM MONIALIUM MONASTERII PISSIACI AD LONGUM ATQUE TESTAMENTUM REGIS PH. PULCHRI.*

631. Néaufles, juillet 1304. — Fondation du monastère de Saint-Louis de Poissy.

P 2288, p. 316<sup>(1)</sup>.

Cf. n. 512.

<sup>(1)</sup> «Registrate in principio cujusdam quaterni Camere denariorum. Petrus de Stampis.»

Un autre recueil des chartes de Philippe le Bel en faveur du monastère de Poissy avait été fait à la Chancellerie (JJ 2, fol. 42-46, neuf pièces de 1304 à 1305). — Voir aussi K 191, qui contient beaucoup de ces pièces.



444 ou 1 v°. — 632. «Seconde contenant plusieurs règlements et faveurs aud. monastère.»

Châtillon-sur-Indre, août 1305. — Privi-  
lèges pour Saint-Louis de Poissy.

K 191, n. 25 <sup>(1)</sup>.

5 v°. — 633. «Troisième contenant plusieurs déclarations et augmentations aud. monastère.»

6 v°. — 634. «Quatrième pour le paiement des revenus du monastère, nonobstant mandement contraire.»

7. — 635. «Cinquième contenant des augmentations, déclarations de bois en la forest de Cuise.»

Cf. n. 517.

7 v°. — 636. «Autre contenant des déclarations de dettes dud. monastère.»

9 v°. — 637. «Septième contenant plusieurs revenus qui devaient être assis aud. monastère.»

12. — 638. «Huitième contenant la confirmation de quelques revenus dud. monastère.»

16. — 639. «Neuvième contenant plusieurs pièces de bois en la forest de Surdon.»

16 v°. — 640. «Dixième contenant la diminution du prix de l'assiette du bois en lad. forêt.»

17 v°. — 641. «Unzième contenant l'acquisition de la fontaine de S<sup>t</sup> Louis.»

Cf. n. 609.

<sup>(1)</sup> «Registrata est in quaterno fundationis abbacie Pisiensis.»

18. — 642. «Douzième contenant la garde de toutes les maisons situees dans l'enclos du monastère.»

643. «Treizième contenant le don de plusieurs droits dans la forêt du roy.»

19. — 644. «Quatorzième contenant le don de 400 l. t. de rente sur la vicomté de l'Eau à Rouen.»

645. «Quinzième contenant l'acquisition de 417 l. p. sur les halles ou moulins de la ville de Rouen.»

21 v°. — 646. «Seizième contenant le don de plusieurs usages dans la forest du roy.»

647. «Dix-septième contenant le don de 200 l. de rente à Gonesse.»

22. — 648. «Dix-huitième concernant les 793 l. 13 s. 6 d. ob. t. de rente sur plusieurs domaines au bailliage de Gisors, etc.»

28. — 649. «Extrait du testament de Philippe le Bel concernant la fondation du monastère.»

Extrait du testament de Philippe le Bel touchant la fondation du monastère de Poissy.

Fr. 20691, p. 81. — Menant, V, f. 140 v.

31. — 650. «Autres lettres, au nombre de 18, concernant plusieurs revenus attribuez audit monastère.»

*RUBRICE LITTERARUM AD VITAM ET VOLUNTATEM DE TEMPORE DEFUNCTI REGIS PULCHRI* <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> A partir d'ici, rubriques du rouleau original (voir ci-dessus, p. 279).



651. *Littera Johannis Tartarin de Charcio de VIII d. per diem sibi datis ad vitam super preposituram Pontisare.*

652. *Littera domini Petri de Lauduno, militis, de XLIX sextariis avene et VIII<sup>xx</sup> XVIII galinis sibi datis super villa de Chevreuille appreciatis valore annuatim decem l. et novem s. p.*

653-654. *Due littere Ysabellis, matris Guillelmi de Castris, Guidonis, Johannis et Ade frat[er]am, Ysabellis et Eremburgis sororum predicti Guillelmi, de XII d. sibi datis per diem equaliter super pedagio seu prepositura Montis Letherici et, cum G. predictus decesserit, persolvantur XII d. sicut prius aliis qui supersunt.*

655. *Littera c l. redditus P. de Chambliao, militi, domino de Wirmis, venditis super Thesaurum regis Parisius per dominum Herveum de Leona.*

..... 1299. — Vente par Hervé de Léon à Pierre de Chambly, seigneur de Viarmes, et à sa femme Jeanne de l'usufruit de 100 l. de rente sur la bourse du roi.

Fr. 20684, p. 240. — Cf. J 208, n. 26, 2<sup>e</sup> peau (1297).

444. — 656. *Littera I. de Marigniac, armigeri, Ludovici et Marie liberorum ejus, de XL l. t. annui redditus sibi datis super Thesaurum nostrum Parisius.*

Vincennes, juin 1300.

Fr. 20691, p. 61 (fragment).

657. *Littera Egidie, uxoris defuncti Hugonis Taupin, et Hodierne, filie ipsius Egidie, de IV d. sibi datis per diem supra preposituram de Monteargi.*

NOT. ET EXTR. — T. XL.

445. — 658. Paris, mercredi après la S<sup>te</sup> Lucie 1298. — Don de 200 l. t. de rente à volonté sur le Trésor pour soulager la pauvreté de Mathieu, évêque de Dunkeld en Écosse.

Baluze, 17, f. 59 v. — Baluze, *Miscellanea*, II (1683), p. 263.

659. *Littera Guillelmi de Javerciaco, custodis guarenne de Castronovo super Ligerim, et super augmentatione vadiorum suorum de VI d. per diem ratione custodie garenne predictae.*

445 v<sup>o</sup>. — 660. *Littera Margarite la Jardiniere de II denariis sibi datis per diem super preposituram de Castronovo super Ligerim.*

661. *Littera Johannis de Sancto Johanne de VI d. sibi datis per diem super emolumentis prepositure Aurelianensis.*

446. — 662. *Littera Guillelmi dicti Rotier, hostiarii armorum, de XXX l. t. redditus annuatim sibi datis super emolumentis, redditibus et obventionibus prepositure de Boscocommuni.*

Cf. n. 427.

663. *Littera Roberti de Magduno\*, magistri panetarii domus nostre, de XL l. annui redditus super redditibus nobis debitis de communia Pisiaci.*

b (p. 61). 1298.

\* Peut-être : « Meuduno »; cf. p. 178.

446 v<sup>o</sup>. — 664. Montreuil-sur-Mer, ..... 1297. — Don à Aimeri Bechet, chevalier, pour ses services, de 300 l. de rente viagère sur les revenus de la sénéchaussée de Poitiers.

Fr. 20691, p. 61. — Fr. 20684, p. 240.



665. *Littera Avicie, quondam conciergie domus nostre Pissiaci, de percipiendo in domo sua vel alibi bladum, vinum et c. s. pro robis suis annuatim modo et terminis quibus eos percipiebat dum erat conciergia.*

447. — 666. *Littera Johannis de S<sup>o</sup> Germano in Laya et Houdeardis, uxoris sue, de percipiendo bladum, vinum et c. sol. pro robis suis modo et terminis quibus eos percipiebat defuncta Avicia, quondam conciergia domus nostre Pysiaci.*

667. *Littera Marie de Mercorio, comitisse Joingniaci, de III<sup>c</sup> l. redditus sibi datis in nostro portagio Trecensi.*

.....1301. — Don à Marie de Mercœur, comtesse de Joigny, de 300 l. de rente sur le portage de Troyes, pour services rendus au roi et à la reine.

Fr. 20691, p. 61.

447 v<sup>o</sup>. — 668. Pontoise, décembre 1304. — Don à Roger, valet des palefrois du roi, de 8 d. p. de gages, d'une maison et de sept arpents sis à Villeneuve in Logio, pourvu que la valeur desdits biens ne dépasse pas 4 l. p. environ de rente<sup>(1)</sup>.

[JJ 37, f. 19, n. 46. — Croix-Armagnac, n. 8.]

669. *Littera Johannis de Bethysiaco, chirurgici, de xx l. annui redditus sibi datis super villam Bethysiaci.*

448. — 670. *Littera Andree Thiardi de Chambliao per quam dominus rex altam et bassam justiciam quam habebat in Villanova regis ad Asinos et ejusdem pertinenciis, necnon IIII<sup>ss</sup> l. annuales, pro quibus redditus, exitus, proventus in villa et pertinenciis predictis sub extimacione XXXIII l. VIII s. IIII d. p. annui redditus ac*

<sup>(1)</sup> Cette pièce est visée dans un don ultérieur (28 mars 1317) au même personnage : JJ 54<sup>A</sup>, n. 370, f. 24 v.

XLVI l. XX d. p. reddituales de summa IIII<sup>ss</sup> l. predictarum reser[vantur] super emolumentis et redditibus prepositure Andeliaci et Scacarii Rothomagensis quos Roberto de Campinis, custodi nundinarum Campanie et Brie, ad vitam dederat, de assensu ipsius R., predicto Andree Thiardi ad vitam concedit.

448 v<sup>o</sup>. — 671. *Littera magistri Michael de Morgnivalle de x l. annualibus pro palliis suis ad vitam sibi datis et de c l. p. annuatim percipiendis super Thesaurum nostrum Parisius.*

672. *Littera Johanne, relicte defuncti Theobaldi de Corbolio, de xxv l. t. super Thesaurum nostrum Parisius sibi datis.*

449. — 673. *Littera Petri Saymel, [baillivi Rothomagensis<sup>(1)</sup>], de c l. t. annualibus super Thesaurum nostrum Parisius ad vitam.*

674. *Littera Nicolai de Aurelianis, piscionarii, de xx l. p. annualibus sibi datis ad vitam super Thesaurum nostrum Parisiensem.*

449 v<sup>o</sup>. — 675. *Littera fratrum et sororum Domus Dei de Pontibus Sancte Maxencie de IIII<sup>or</sup> arpentis prati sitis in prateria de Bienville in loco qui dicitur «ad Planchetam», sibi datis ad opus pauperum Domus Dei predictae.*

676. *Littera Jacobi de Bayon, militis, de v<sup>e</sup> l. t. annualibus ad vitam sibi datis super Thesaurum nostrum Parisiensem.*

b (p. 61). Adam Bayon, miles, 1302.

450. — 677. *Littera Gaufridi Gorjuti de c l. p. annualibus cum palliis suis ad vitam super Thesaurum nostrum Parisiensem sibi datis.*

678. *Littera Andree Thiardy de Chambliao per quam una cum custodia Castri nostri Gail-*

<sup>(1)</sup> Addition de PP 105.



*lardi teneat herbagium, avalagium anguillarum vivarii nostri de Andeliaco et herbagium loci in media Secana subtus Castrum Gaillardum siti qui locus Castrum Insule vulgariter dicitur.*

450 v°. — 679. *Littera Aymerici de Gaya\*, militis, de percipiendo in Thesauro nostro Parisiensi ubicumque vadia que in domo nostra percipere consuevit. — Capit dicta vadia in prepositura Petrefontis per litteras regias inferius registratas.*

b (p. 61). Aymericus de Gaya, K. comitis Valesii cambellanus, 1301.

Cf. n. 740.

\* «Aimeri de Gais» dans J 1644, n. 14.

680. Breteuil, jeudi avant la S<sup>t</sup> Clément 1302. — Don de 500 l. t. de rente à vie sur le Louvre à Jean de Dampierre, seigneur de S<sup>t</sup> Dizier, pour ses services.

Fr. 20684, p. 240.

451. — 681. *Littera Goberti de Herlevilla, militis, per quam conceditur eidem ut vadia et pallia sua que in domo nostra percipere consuevit, in domo sua percipiat et habeat.*

682. *Littera Reneri de Villaribus de xxx l. t. redditus sibi datis ad vitam super redditus prepositure de Barro super Secanam.*

683. *Littera Johannis Dalphini, militis, de v° l. t. redditualibus super Thesauro nostro Parisius apud Luparam ad vitam sibi datis.*

684. *Littera magistri Ambrosii de Bruis, armigeri, per quam vadia trium solidorum et duorum den. p. que per diem in hospicio nostro percipiebat in domo sua habeat et percipiat super emolumento prepositure nostre Parisiensis.*

685. *Littera magistri Johannis Hellequin, phisici, de c l. t. super Thesaurum nostrum Paris. ad vitam sibi datis.*

452. — 686. *Littera Girardi Maucrant, armigeri, de xxx l. t. redditus sibi datis ad vitam super pedagium seu winagium de Chauniaco super Ysaram.*

687. *Littera Yonis de Garencieres, militis, de 11° l. t. sibi datis ad vitam super Thesaurum apud Luparam<sup>(1)</sup>.*

b. 1302.

688. *Littera constabularii Flandrensis, militis, de 11° vi l. t. redditus sibi ad voluntatem datis in recompensacione dampnorum que per occupationem possessionum et bonorum ipsius in terra Flandrie consistentium per inimicos nostros incurrit.*

689. *Littera ejusdem Mathin (l. Maalin) constabularii de LX l. p. sibi annuatim datis super relenghis Insule pro robis, ratione constabularie sue, una cum 11° vi l. sibi prius datis.*

Cf. n. 320.

453. — 690. *Littere Petri de Cheneyo, valleti nostri, de xxx l. t. redditus sibi datis ad vitam super emolumentis et redditibus prepositure nostre Lorriaci.*

Cf. n. 811 et JJ 41, f. 105, n. 183.

691. *Littera Petri domini de Chambliaco, et Ysabellis ejus uxoris, per quam dominus rex ad vitam solummodo predicti P. concedit eisdem conjugibus in compensacione de cvii<sup>xx</sup> v l. quas percipiebant in Thesauro nostro Parisiensi annuatim percipere MIIII<sup>o</sup> minas avene reddituales in prepositura Gornaii, necnon per eandem litteram IIII<sup>o</sup> l. redditus quas in Thesauro Parisius percipiebant annuatim de conquestu suo facto ab Ademaro d'Archiac, milite, eas ad vitam dicti P. duntaxat concedit percipere super redditibus prepositure Aque Rothomagensis.*

<sup>(1)</sup> Cette rente viagère de 200 l. fut convertie en rente perpétuelle dès mai 1303 (J 1030, n. 1). Cf. n. 348.



692. *Littera P. domini de Chambliao de v<sup>e</sup> l. p. redditus sibi datis ad vitam super prepositura nostra Vernonis.*

454. — 693. *Littera magistri Guillelmi Bonnet, thesaurarii Andegavensis, de 111<sup>e</sup> l. p. redditus super redditibus terre Domfrontis in Passayo ad nos spectantis ratione balli Roberti de Altisio, usque ad finem bailli ejusdem sibi datis.*

454 v<sup>o</sup>. — 694. *Littera Gilleberti de Aria, burgensis Sancti Audomari, de 11<sup>e</sup> l. t. sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius annuatim.*

695. *Littera Anthonii Reins, burgensis de Sancto Audomaro, de 11<sup>e</sup> l. t. super Thesauro nostro Parisius sibi datis ad vitam annuatim.*

Mentionné dans JJ 36, f. 42.

696. «Mention de vente desd. 200 l. avec 566 l. 13 s. 4 d. d'arrérages qui en estoient deuz à Renaud de S<sup>t</sup> Martin et sa femme, du consentement du Roy <sup>(1)</sup>.»

455. — 697. *Littera Guidonis Florentii, brugensis (sic) Sancti Audomari, de 11<sup>e</sup> l. t. redditus sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius.*  
Cf. n. 367.

698. *Littera Johannis de la Deure, brugensis Sancti Audomari, de c l. t. sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius.*

Mentionné dans JJ 36, f. 42 (Johannes de la Doute).

699. Péronne, . . . . . 1303. — Don à Guillaume de la Balme, écuyer, pour ses services, de 40 l. p. de rente à vie sur le Temple.

Fr. 20691, p. 61.

<sup>(1)</sup> La rubrique correspondante à cette pièce, vue par l'analyseur de PP 105, manque dans la table originale sur rouleau.

700. Péronne, 18 septembre 1303. — Don à Laurent Hoël, bourgeois d'Arras, de 200 l. t. de rente sur le Trésor <sup>(1)</sup>.

[J 230, n. 69.]

Mentionné dans JJ 36, f. 42.

456. — 701. «Mention de vente desd. 100 l. à Biche Guidi. — Approbation du Roy <sup>(1)</sup>.»

702. *Littera Matthei Laintier, civis Attrebatensis, de c l. t. sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius annuatim.*

Mentionné dans JJ 36, f. 42 (magister Matheus Le Borgne).

703. «Mention de vente desd. 100 l. aud. Biche, fils de Nicolas Guidi. — Approbation.»

704. *Littera Matthei Laintier, civis Attrebatensis, de c l. t. sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius annuatim.*

Cf. n<sup>o</sup> 702. L'analyseur de PP 105 a noté que c'était là, dans le Livre Rouge, une «répétition» due à l'inadvertance.

456 v<sup>o</sup>. — 705. *Littera Beauparisien, civis Attrebatensis, de c l. t. ad vitam sibi datis super Thesauro nostro Parisius annuatim <sup>(1)</sup>.*

Mentionné dans JJ 36, f. 42.

706. *Littera Johannis Le Borgne, civis Attrebatensis, de c l. t. ad vitam sibi datis super Thesauro nostro Parisius annuatim.*

«Mention de vente desd. 100 l. audit Biche Guidi.»

457. — 707. *Littera Arnulphi de Caset de l d. t. ad vitam sibi datis super Thesauro nostro Parisius annuatim.*

457 v<sup>o</sup>. — 708. *Littera Philippi de Vine,*

<sup>(1)</sup> Même observation que pour le n. 696.



*civis Attrebatensis, de c l. t. sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius annuatim.*

«Mention de vente audit Biche.»

709. *Littera magistri Nicholai Le Vous de l. t. sibi datis ad vitam super Thesauro nostro Parisius ad vitam.*

710. *Littera Johannis Boutiers, militis, domini de Cantin, de 111<sup>e</sup> l. p. sibi datis ad voluntatem nostram in compensacione dampnorum que per occupacionem possessionum et bonorum ipsius ab inimicis nostris incurrit*<sup>(1)</sup>.

458. — 711. «Autre de 300 l. t. sur le Trésor à Anselme d'Aigremont, sa vie durant. — Mention de vente à Pierre de Chambli.»

Péronne, ... 1303. — Don à «Anselme» d'Aigremont, chevalier, pour ses services, de 300 l. de rente sur le Temple.

Fr. 20691, p. 61.

d. de Acrimonte. — Lire, sans doute, «Ansel» (voir JJ 54<sup>A</sup>, n. 409, f. 27 v. et les *Journaux du Trésor* de Charles IV [éd. Viard], à l'article «Ansellus de Acromonte»).

458 v°. — 712. Le Mont-Saint-Quentin près Péronne, ... 1303. — Don à Bernard de Calonne, chevalier, pour ses services, de 100 l. t. sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 61. — Mentionné dans JJ 36, f. 42 (Bernard de Calonne).

713. «Autre de 300 l. t. sur le Trésor à Guillaume de Pesnes, sa vie durant.»

Mentionné dans JJ 36, f. 42 (Guillelmus de Penes).

459. — 714. «Autre de 500 l. t. sur le Trésor à Jean [de] Penes, sa vie durant. — Mention de vente à Biche Guidi.»

<sup>(1)</sup> Le premier fragment de la table originale sur rouleau s'arrête ici.

459 v°. — 715. «Don de 300 l. p. sur le Trésor à Hellin de Voissière, sa vie durant. — Mention d'assiette de 60 l. sur la terre de Miremont et des autres 240 l. sur le Temple.»

b. (p. 62). Helluin de Voisins, chevalier, 1303.

Mentionné dans JJ 36, f. 42 (Helinus de Voisiers)<sup>(1)</sup>.

716. «Don de 200 l. t. sur le Trésor à Ysoré de Penes, sa vie durant. — Mention de vente à Guillaume de Roussillon.»

717. «Don de 200 l. t. à Germain de Lavoye, sa vie durant, sur le Trésor.»

Mentionné dans JJ 36, f. 42 (Gerinus de Via).

460. — 718. «Autre de 50 l. t. sur le Trésor à Pierre de Carsen, sa vie durant.»

460 v°. — 719. «Autre de 300 l. de rente sur le Trésor à Simon de Balaigny, sa vie durant. — Mention de vente desd. 300 l. audit Biche Guidi.»

d. Simon de Lalaing.

720. «Don de 109 l. 16 s. p. à Simon de la Queüe sur le Trésor par an tant qu'il plaira au Roy.»

Cf. n° 490<sup>A</sup> et JJ 46, f. 110, n. 188.

461. — 721. «Mandement aux trésoriers du Temple de payer audit Simon de la Queüe les arrérages desdits 109 l. 16 s. p. sa vie durant.»

722. ... jeudi après Pâques 1303. — Don

<sup>(1)</sup> «Hellinus de Voasiers, miles», dans le compte original du bailliage de Vermandois pour l'Ascension 1315 (Coll. Baluze, 394, f. 695<sup>vs</sup>).



de 600 l. t. de rente à vie sur le Trésor à Girard, comte de Juliers, pour ses services.

Fr. 20684, p. 240.

723. ... 1303. — Don à Gilles de Haveskerke, chevalier, de 400 l. de rente pour ses services en Flandre.

Fr. 20684, p. 240.

461 v°. — 724. « Assiette desd. 400 l. p. sur les prévostés de Montreuil sur Mer, etc. »

462. — 725. « Don de 150 l. t. sur le Trésor à Guillaume de Carsen, sa vie durant. »

726. « Don de 639 l. p. par an à Jean de Harmes en dédommagement à la volonté du Roy. »

b (p. 62). Johannes, dictus de Hornes. Fontainebleau, 1302. — d. de Harnes.

462 v°. — 727. « Don de 500 l. p. de rente sur la prévôté de Senlis à Pierre de Chambly, sa vie durant. »

*Littera Petri de Chambly, domini de Wirmes, de v<sup>c</sup> l. annui redditus.*

463. — 728. « Autre de 80 l. t. par an à Guillaume de Plauzoles, sa vie durant. »

Cf. JJ 46, f. 119, n. 213.

729. ... 1301. — Nomination de Jean de Curru, mari d'Aceline de Chambly, châtelain de Viarmes, à la garde du château de Pontoise.

Fr. 20684, p. 240 (fragment).

464. — 730. « Don de 50 l. t. sur le péage de Mâcon à Guyonnet de Romans, sa vie durant. »

731. *Littera Arnaldi de Quinquempoix, phi-*

*sici, de cl. p. redditus ad vitam super Thesaurum Parisiensem.*

Vincennes, samedi après la Trinité 1304. — Don de 100 l. p. de rente viagère à Arnoul de Quincampoix, médecin du roi.

Baluze, 17, f. 59.

464 v°. — 732. « Autre de 100 l. t. par an à Jean de Lilers sur le Trésor, sa vie durant. »

733. « Don de 60 l. t. à quelques habitants de S<sup>t</sup> Omer qui avoient perdu la veüe pendant la guerre de Flandre, leur vie durant, sans accroissement. »

*Littera certarum personarum Sancti Audomari propriis luminibus privatarum quibus Rex concedit lx l., etc., annuatim.*

465 v°. — 734. « Mandement au bailli de Senlis de payer à Pierre de Chambly les 500 l. par an à luy donnez. Répétition desd. lettres. »

Cf. n. 727.

735. « Don de 300 l. t. sur la prévosté de Montreuil sur Mer à Alienorde, chastelaine de S<sup>t</sup> Omer, en dédommagement par an à la volonté du Roy<sup>(1)</sup>. »

b. Alienordis, castellana de S<sup>to</sup> Audomaro, 1303.

466. — 736. « Don de 100 l. t. sur la prévosté de La Rochelle à Gerard Mainabource, sa vie durant. »

a<sup>3</sup>, f. 47. Girardi Magni.

<sup>(1)</sup> Don renouvelé par Charles IV le 5 mai 1322 (*Journal de la Chambre*, fr. 2755, f. 445 v.). La copie du renouvellement est suivie, dans le *Journal*, de la note suivante : « Visa fuit in Camera ad Burellum, et dictum fuit xxii<sup>o</sup> maii quod dicta littera redderetur ei quia istud donum est solum renovatum, licet in littera non contineatur, quia percipiebat ante dictum redditum ad voluntatem, sed propter decessum regis fecit renovari dictum donum. Et est error in littera et non in dono. »



466 v°. — 737. «Don de 200 l. t. sur le Trésor à Pierre Masquel en dédommagement, sa vie durant.»

738. «Mandement au bailli de Troyes de payer 10 l. t. par an à Gilles, panetier de la reine, sa vie durant, sur la prévôté de Monttereau-faut-Yonne.»

467. — 739. *Littera Johannis, ducis Brabantie, de 11<sup>m</sup> v<sup>c</sup> l. t. nigr. in redditibus Parisiensibus.*

Devant Lille, ... après la fête S<sup>t</sup> Mathieu apôtre 1304. — Pension de 2000 l. t. sur le Trésor, à Jean, duc de Lorraine, de Brabant et de Limbourg.

Fr. 20691, p. 62 (fragment).

468. — 740. «Continuation de jouissance de gages à Emery de Gaye en sa maison.»

468 v°. — 741. «Don de 200 l. t. sur le Trésor à Florent Bertaud, sa vie durant.»

469. — 742. «Don à Alix, femme de Mathieu Coulongne, de la jouissance, sa vie durant, des 20 l. t. données à son mari à vie en cas qu'elle lui survive.»

743. «Don de 100 l. t. sur le Trésor à Baudouin d'Alexandre, sa vie durant.»

469 v°. — 744. «Mention de vente desd. 100 l. à Biche Guidi.»

745. «Don de 100 l. t. sur le Trésor à André de Courcelles, sa vie durant.»

Mentionné dans JJ 36, f. 42.

746. «Autre de 300 l. p. sur le bailliage de Senlis à Jean de Montigny, sa vie durant.»

470. — 747. «Autre de 50 l. t. sur le Trésor à Bertrand de Grandlieu, sa vie durant.»  
d. de Magnoloco.

748. «Ratification de vente de 300 l. t. de rente sur le Trésor par Anselme d'Aigremont à Pierre de Chambly.»

Cf. n. 711.

470 v°. — 749. «Don de 60 l. t. sur le Trésor à Jean de Mons, sa vie durant.»

750. «Don de 2 s. p. par jour et de 60 s. p. du droit de robbe par an à Jean de S<sup>t</sup> Germain, sa vie durant.»

471. — 751. «Don de 300 l. t. sa vie durant à Foucault de Rigny. — Autre de 200 l. sur le Trésor aud. sa vie durant.»

471 v°. — 752. «Don de 30 l. t. sur la prévosté de Dourland\* à Walon de Houdonville, sa vie durant.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Odoni vel Waloni de Hodovilla, 30 l. t. in prepositura de Dourlandio).

\* Doullens.

753. «Don de 8 d. p. de gages par jour et 60 s. p. de robbe à Huet de S<sup>t</sup> Germain en Laye, barbier, sa vie durant.»

Mentionné dans JJ 35, f. 107 v.

754. «Autre de 8 d. p. de gages par jour et 60 s. p. de droit de robbe par an à Pierrot de Neuilly.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 (P. de Nulliaco, valletus currus domicellarum; sur le péage du pont de Beaumont-sur-Oise).

755. «Autre de 12 d. p. de gages par jour et 60 s. p. de droit de robbe par an à Jeannet de Poissy.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (J. de Poisiaco, sur la prévosté de Paris).

756. «Autre de 8 d. p. de gages par jour et



60 s. p. de droit de robbe par an sur la prévôté de Paris à Jean Carbillon.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (J. Corbillon, aurige domicellarum).

757. «Autre de 18 d. p. de gages par jour et 60 s. p. de droit de robbe à Guillot de Strabon.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (G. Straboni, valletto camere; sur la prévôté de Paris).

473. — 758. «Autre de 8 d. p. de gages par jour et droit de robbe sur la prévôté de Paris à Guillot Hardy.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Guilloto Hardy de Limay, valletto palefredorum; sur la prévôté de Paris).

759. «Autre de pareils gages et droit de robbe sur la prévôté de Montargis à Jacques de Montargis.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Jaqueto de Monteargi; sur la prévôté de Montargis).

743 v°. — 760. «Autre de pareils gages et droits de robbe sur la prévôté de Paris à Henriot, valet de forge.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Henrieto, valetto forgie; sur la prévôté de Paris).

761. «Autre de 100 l. t. sur la prévôté de Sens à Pierre de Serelliac par an, sa vie durant.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (P. de Serelliac, clerico regis; avec les manteaux).

474. — 762. «Autre de 8 d. p. de gages par jour et 60 s. de droit de robbe par an sur la vicomté de Carentan à Jean dit Mautailié.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (J. dicto Mautailié, valletto camere).

763. «Autre de 40 l. t. de rente et 100 s. par an de droit de robbe sur la prévôté de Verneuil à Jean du Tertre.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 (J. du Tertre, hostiarius).

764. «Autre de 6 d. p. par jour et 60 s. p. pour droit de robbe à Robin de S<sup>t</sup> Cloud.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (adjutori paneterie coquine; sur la prévôté de Paris).

474 v°. — 765. «Autre de 12 d. p. de gages par jour et de 60 s. p. par an pour droit de robe à Raoul, sommelier des joyaux de la reine.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Radulpho, summulario jocalium; sur la prévôté de Paris).

766. «Autre de 8 d. p. par jour de gages et 60 s. p. de droit de robbe à Perin de Blamantau dit Soutif.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (P. Albimantelli, dicto Soutif; sur la prévôté de Paris).

475. — 767. Paris, samedi avant les Rameaux 1304. — Don à Colin Mouton, en récompense des services par lui rendus à la reine Jeanne, de 8 d. p. de gages par jour et 60 s. p. de robes par an, à vie, sur la prévôté de Paris.

[JJ 36, f. 95, n. 220.]

768. «Autre à Robin Fabre.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Robino Fabri, valletto garde robe; in vicecomitatu Pontis Arche).

475 v°. — 769. «A Gile Fourretiere.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Gileto fourretiero; sur la prévôté de Moret).

770. «Autre de 300 l. t. de rente sur le portage de Troyes à la comtesse de Joigny.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96.



476. — 771. «Autre de 8 d. p. de gages par jour et de 60 s. pour robbes par an à Jean de Saint-Py.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (J. dicto Saint Py, pagio coquine; sur la prévôté de Pontoise).

772. «Autre idem à Roland Breton.»

Mentionné dans JJ 35, f. 107 v.

476 v°. — 773. «Autre idem à Robin de Poissy.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (valleto fructuarie; sur la prévôté de Pontoise).

774. «Autre de 12 d. par jour de gages et 60 s. p. de robbe par an à Jacques de Troyes.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Jaqueto de Trecis, valleto fourrierie; sur la prévôté de Troyes).

477. — 775. «Autre de 6 d. de gages par jour et 40 s. p. par an pour droit de robbe à Pierrot de Chiviers.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (P. de Chiveriis, valleto palefredorum; sur la prévôté de Paris).

776. «Continuation de la jouissance de gages à Guillaume de la Mothe dans sa maison sur la prévosté de Provins.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (G. de Mota, militi, vadia que habebat in domo habet extra in prepositura Pruvini et habet pallia regis).

477 v°. — 777. «Don de 8 d. p. par jour et 60 s. p. de robbe par an à Pierrot de S<sup>t</sup> Denis.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 (P. de Sancto Dyonisio, valletus forrierie; sur la prévôté de Pontoise).

778. «Autre idem à Henri de Mante.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Henrico de

Medonta, valetto salserie; sur la prévôté de Paris).

478. — 779. «Autre idem à Jeanne, femme de Pierre de Medianville.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Petronille, uxori P. de Medimavilla; sur la prévôté de Gisors).

780. «Autre de 20 l. t. par an sur la prévosté de Corbeil à Robert de la Couture et Flore, sa femme, leur vie durant.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Roberto de Costura et Florie, ejus uxori).

478 v°. — 781. «Autre de 8 d. par jour de gages et 60 s. de robbe à Thomassin Strabon.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Thome Strabonis de bocis; sur la prévôté de Montreuil).

478 v°. — 782. «Don de 8 d. p. de gages par jour et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à André Clerc de Saulsaie.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Andree, clerico salserie; sur la prévôté de Moret).

783. «Autre de 60 l. t. par an et de 60 s. p. pour droit de robbe à Nicolas Flameng.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (N. Flamingi, aurige currus; in prepositura Grandivillaris).

479. — 784. «Autre de 8 d. p. de gages par jour et de 60 s. p. par an pour droits de robbe à Laurent de S<sup>t</sup> Martin.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (hostiario coquine; sur la prévôté de Paris).

785. «Autre de 12 d. p. de gages par jour et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Colet du Reelus, saulsaie.»

479 v°. — 786. «Continuation de gages à



Dreu de Fontainebleau, cuisinier, pour en jouir partout où il serait.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95.

787. «Don de 12 d. p. par jour de gages et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Jean Goutart d'Estrepignac\*.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (J. Gautart, valletto scutiferie; in vicecomitatu Gisorcii).

\*Étrepagny.

480. — 788. «Autre de 18 d. p. par jour de gages et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Agnes Lotrice\*, veuve de Guillaume Logre.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Agneti lotrici; sur la prévôté de Paris).

\* la lavandière.

789. «Autre de 12 d. p. par jour de gages et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Adenet de Morienvall.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Adenet de Morienvall, sommelier de chambre; sur la prévôté de Verberie).

480 v°. — 790. «Autre de 20 l. t. de rente sur la prévosté de Melun à Guillaume Mareschal, sa vie durant.»

Mention dans JJ 36, f. 95 v. (G. Marescallo, de Meleduno).

791. «Autre de 10 l. p. par an à ibidem.»

792. «Autre de 60 l. t. par an sur le Trésor à Jacqueline de Issy, sa vie durant.

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Jaqueline de Issiaco; sur la prévôté de Paris).

481. — 793. «Autre de 20 l. t. sur le Trésor à Guillaume de Bellefaye, sa vie durant.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (G. de Bellafago; sur le Trésor).

794. «Autre de 12 d. p. par jour et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Thibault de Bolomville.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Theobaldo de Bolinvilla, hastario; sur la prévôté de Beaumont-sur-Oise).

481 v°. — 795. «Autre de 8 d. p. par jour et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Guillaume Cornu, dit le Petit, cuisinier.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 (G. Cornuti, dictus Parvi, cocus; sur la prévôté de Paris).

796. «Don de 3 d. p. par jour et 100 s. p. de droit de robbe par an à Mathieu de Villars.»

482. — 797. «Autre de 100 l. t. de rente sur le Trésor à Robert Fretel de Hubercourt, sa vie durant.»

PP 117. Futel. — d. Robert Foutel, chevalier, sire de Humbercourt, 1304.

798. «Autre de 12 d. p. par jour et de 60 s. p. par an pour droit de robbe à Colin de Chars d'Estrepignac\*.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Colino de curru, in prepositura Andeliaci).

\*Étrepagny.

482 v°. — 799. «Autre de 60 l. t. par an sur le Trésor à Olric Allemant, sa vie durant.»  
b (p. 62). Olricus Alemanni, miles, 1304.

800. «Autre de 200 l. t. de pension sur le Trésor à Pierre le Comte.»

483. — 801. «Répétition dudit don.»

802. «Don de 300 l. par an à Festu, sa vie durant, sur les revenus de Moret.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (J. Festuci de Fontebliaudi, forrario regis, quod vadia que habebat in domo habeat extra et robas forrerie regis).



483 v°. — 803. «Autre de 300 l. p. par an sur le Trésor de Tolose à Franc d'Espagne.»

Vincennes, vendredi avant Pâques fleuries 1314. — Don à Ferrand d'Espagne, chevalier, cousin du roi, de 300 l. p. de rente.

Du Chesne, 107, f. 379.

484. — 804. *Littera Amati, comitis Sabaudie, de 11<sup>m</sup> v<sup>c</sup> l. redditus ad vitam super thesaurum Tholose.*

Pacy, 25 mars 1304. — Pension de 2500 l. t. par an sur le Trésor à Amé, comte de Savoie.

Fr. 20691, p. 62. — [JJ 36, f. 94 v., n. 218. Cf. JJ 54<sup>v</sup>, n. 41, f. 30 v.]

805. *Littera domini Amati per quam concessit ei dominus rex x l. quolibet die quo stabit in negotiis suis de mandato regis, etc.*

Pacy, 25 mars 1304. — Don à Amé, comte de Savoie, de 10 l. t. par jour «toutes les foiz que il sera estanz et demourranz en nos besoingnes».

Menant, V, f. 143. — [JJ 36, f. 95, n. 219.]

484 v°. — 806. «Autre de 12 d. p. par jour à Pierre Paulmier.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (P. Paumerii, apothecario; sur la prévôté de Paris).

Cf. J 1031, n. 26.

807. «Mention du don de 60 l. t. de rente à vie à Agnès de Braye.»

b (p. 62). Agnes de Braya, uxor Henrici le Vouyer, militis, obtentu servicii impensi regine Johanne, 1304.

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Agneti de Braya, uxori H. Le Voihier; sur la prévôté de Provins).

808. «Autre de continuation de gages à Henry le Vouyer pour en jouir en sa maison.»

Mentionné dans JJ 36, f. 95 v. (Henri le

Voier, miles, vadia que habebat in domo habeat extra in prepositura Pruvini, et pallia regis).

809. «Autre de 60 l. t. de rente à vie à Marie dite la petite de Champart.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Marie la petite de Champpermain; sur la prévôté de Provins<sup>(1)</sup>).

810. «Autre de 2 s. p. par jour et 10 l. p. par an de droit de robbe à Isabelle de Soysi.»

811. «Autre de 40 l. t. de rente à Pierre du Chesney sur le péage de Montargis, sa vie durant.»

812. «Don de 12 d. p. par jour et de 60 s. p. par an de droit de robe à Pierre de Troyes.»

485. — 813. «Don de garde et d'habitation de la maison de Choisy à Estienne de Suysi, archidiacre de Bruges, et de 50 l. t. de rente à vie sur le Trésor.»

*Littera magistri Stephani de Suisiaco, archidiaconi Brugensis, per quam rex concedit usufructum domus sue Choysiaci, etc.*

485 v°. — 814. «Don de 60 l. t. de rente à vie sur la prévosté de Crécy à Jacquemin du Sourd.»

815. «Don de la terre de S<sup>t</sup> Levant\* à Nicolas de Catalan\*\* dit Boule, archidiacre de Reims, sa vie durant.»

\*Saint-Louvent (Marne). — \*\* Peut-être : «de Châlons» (de Catalaun).

<sup>(1)</sup> Autres transferts de rentes en faveur de ou par madame Marie la petite de Champarmoy, dans J 200, n° 4 et 5. C'était une des dames familières de Mahaut d'Artois (A. Rigault, *Le procès de Guichard, évêque de Troyes*, Paris, 1896, p. 97) et la nourrice de Philippe le Long (*Ce sont les lettres monstrees sur les demaines en la baillie de Chaumont*, fr. 26707, f. 1).



486 v°. — 816. «Don de 100 l. t. de rente à vie sur le Trésor du Temple à Barthélemy Chevrier<sup>(1)</sup>.»

817. «Autre de 30 l. t. de rente à vie sur le Trésor à Gautier Polard.»

818. «Autre de 12 d. p. de gages par jour et de 60 s. p. par an par Pierre Bernard pour droit de robe.»

487. — 819. *Littera v<sup>c</sup> l. redditus St., tituli S<sup>re</sup> Crucis (sic) cardinalis, etc.*

Dourdan, la veille de Pâques 1306. — Don à Étienne, cardinal de Saint-Cyriaque, de 500 l. t. de rente sur le Trésor, outre les 500 dont il jouissait déjà.

Baluze, 17, f. 59 v.

820. «Autre de 60 l. t. de rente à vie à Béatrix de Froidvillars sur le Trésor.»

Mentionné dans JJ 36, f. 96 (Beatrici de Frigidovillari).

487 v°. — 821. *Littera Guillelmi de Harecuria, militis, per quam rex auctoritatem concedit dandi nemora de Heullebeuf et de la Saucoye absque quod teneantur solvere tercium seu dange-rium et successoribus suis.*

Au Breuil, la veille de la S<sup>t</sup> Jean 1310. — Permission à Guillaume d'Harcourt de vendre ses bois d'Elbeuf et de La Saussaie, avec exemption des droits.

Fr. 20691, p. 63. — *Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, IV, p. 1206.

822. «Don de 50 l. t. de rente à vie sur le Trésor à Arnault Catalan.»

<sup>(1)</sup> Poitiers, juin 1308. Conversion en rente perpétuelle sur le péage de Mâcon de la rente viagère de 100 l. t. précédemment donnée sur le Trésor à Barthélemy Chevrier, échanson du roi. JJ 44, f. 88 v., n. 139.

488. — 823. «Autre de 40 l. t. de rente à vie sur le Trésor à Jean de Cerence.»

824. «Don de 200 l. t. de rente à vie et de 18 d. p. par jour sur le Trésor à Estienne Haudry et à Jeanne, sa femme, pour en jouir par le survivant.»

*Littera Stephani Haudrici et Johannis uxoris de 11<sup>c</sup> l. redditus ad vitam, etc.*

488 v°. — 825. *L. Stephani, tituli Sancti Cyriaci, per quam, in compensatione domus nostre de Choisiaco, concedit m l. p., etc.*

Paris, 12 janvier 1306. — Le roi avait donné à Étienne, cardinal de S<sup>t</sup> Cyriaque, avant qu'il fût élevé au cardinalat, son manoir de Choisy et des vignes à Orléans, avec 500 l. t. de rente; après son élévation, il a ajouté 500 l. de rente viagère (cf. n. 819). Ces dons, annulés, sont remplacés par une rente viagère de 1000 l. p.

Baluze, 17, f. 60. — Menant, V, f. 143 v.

489. — 826. «Don de la terre de Varaville à Estienne de Lingeneuve et Jeanne, sa femme, leur vie durant.»

827. «Autre de 60 l. p. de rente à vie à Guillaume Julien sur le Trésor du Temple.»

489 v°. — 828. «Autre de 100 l. t. de rente à vie sur le Trésor à Segalon dit Wyon, citoyen d'Arras<sup>(1)</sup>.»

Corbeil, 1303. — Don à Sigalon Wion, bourgeois d'Arras, de 100 l. t. de rente viagère sur le Temple.

Menant, V, f. 143 v.

<sup>(1)</sup> Cette pièce ne doit pas être confondue avec celle qui est enregistrée dans JJ 35, f. 41 v., n. 111: Péronne, 18 septembre 1303. Don de 10 l. t. de rente viagère sur le Temple à Wyon pour ses services.



829. «Mention de vente desd. 100 l. par ledit Segalon à Biche.»

830. «Don de 400 l. de rente à vie sur le Trésor à Foulques de Rignac.»

Cf. n. 751.

490. — 831. «Autre de 500 l. de rente à vie sur le Trésor à Guillaume de Plasian.»

Melun, vendredi après la mi-carême 1307. — Don à Guillaume de Plaisians, chevalier, de 500 l. t. p. à vie sur le Trésor; il n'aura pas de gages quand la cour sera en France ou dans le voisinage; mais il touchera des frais lorsqu'il s'y trouvera, par ordre du roi, dans des régions éloignées, comme Toulouse, Lyon, Poitiers, Boulogne, etc.

[J 1020, n. 24; lettre cancellée.]

832. «Mandement au bailli de Vermandois de faire payer à Simon Lauvard 400 l. t. de rente à vie.»

Cf. n. 468.

490 v°. — 833. *Littera Napoleonis, Sancti Adriani dyaconi cardinalis, per quam rex concedit eidem in Thesauro 11<sup>m</sup> fl. auri redditus ad vitam.*

Cf. n. 881.

491. — 834. «Don de 20 l. t. de pension sur la prévosté de Paris à Raoul, fils de Dreul Guete.»

835. «Autre de 200 l. t. à vie sur le Trésor à Guillaume de Hangest.»

836. Autre de 200 l. t. de rente à vie à Pierre de Dicy sur la prévosté de Sens.»

837. «Don du droit de confiscation, reliefs, rachats et quint denier en la prévosté de Paris [et dans les bailliages de] Sens, Senlis et Or-

léans, aux trésoriers, chanoines et chapelains de la S<sup>e</sup> Chapelle au lieu de 770 l. p. de rente sur le Trésor.»

a. Touchant 770 l. p. de revenu que la S<sup>e</sup> Chapelle de Paris avait sur le Trésor, pour la descharge desquelles le roy lui a accordé pareil revenu de ce qui proviendra des droits seigneuriaux es prévosté de Paris et bailliages de Sens, Senlis et Orléans, 1311.

492. — 838. «Don de 400 charretées de bois en la forest de Bierre à Jean de la Chapelle, châtelain de Nemours, par an, sa vie durant<sup>(1)</sup>.»

b (p. 63). Johannes de Capella, castellanus de Nemours et panetarius noster, 1309.

839. 16 mai 1311. — Don à Jean Maillart, chanoine de Tournai, de la jouissance d'une maison, sise à Paris, qui fut jadis de Pierre de La Chapelle, naguère évêque de Toulouse, et maintenant cardinal de Préneste.

Baluze, 17, f. 60 v.

Cf. n. 602.

492 v°. — 840. «Don de 3 s. t. par jour de gages sur la prévosté de Montdidier à Jean de Maubeuge et à Euphémie, sa femme, pour en jouir par le survivant.»

Cf. JJ 58, f. 6 v.

493. — 841. «Autre de 12 s. t. par jour de rente sur la sénéchaussée de Beaucaire à Jean Gilbert, de Maubeuge, sa vie durant.»

842. *Littera Petri de Columna cardinalis 11<sup>m</sup> fl. ad vitam.*

Lyon, 22 avril 1312. — Don au cardinal

<sup>(1)</sup> Cf. JJ 44, f. 106 v., n. 172 (Jean de la Chapelle est autorisé, en 1308, quoique non noble, à conserver des biens acquis par lui dans les fiefs du roi).



Pierre Colonna de 2000 fl. de rente à vie sur le salin de Carcassonne.

Fr. 20691, p. 63. — Baluze, 17, f. 60 v.

493 v°. — 843. Paris, avril 1312. — Octroi de 700 l. t. de rente sur le Trésor à Jean de Garlande et à Agnès, sa femme, en récompense de leur terre de Brioules-sur-Bar, en vertu d'un accord passé par eux avec Guillaume de Nogaret, chevalier et vice-chancelier du roi.

Fr. 20691, p. 63. — [J 194, n. 11.]  
Cf. J 229, n. 27 et JJ 49, n. 94.

494. — 844. *Littera per quam firma duorum molendinorum de Jort cum pluribus pertinentiis ipsorum fuit tradita ad hereditatem domino Guillelmo de Courceyo, militi, data anno 1300*<sup>(1)</sup>.  
a°. in baillivatu Cadomensi.

494 v°. — 845. *Littera per quam tres acre terre de domanio regis parrochie de Savigneyo fuerunt tradite ad firmam domino Guillelmo de Meheudun, militi, data anno 1306.*

«En la vicomté de Coutance.»

495. — 846. *Littera per quam firma furni et molendini de Huguevilla fuit tradita ad heredi-*

<sup>(1)</sup> A partir d'ici, P. Amer (f. 125) a copié un certain nombre de rubriques; et nous avons de nouveau un fragment de la table sur rouleau. — Les pièces 844-873 concernent toutes des concessions à ferme de moulins du roi en Normandie en 1306. Il est intéressant d'en rapprocher une requête originale, datée de 1308 (v. s.), par «Janno li Cordiers», de Montargis, qui avait «pris» sur estimation, en 1307, les moulins du roi dans cette ville (Bibl. nat., fr. 25992, n. 112).

JJ 40 et JJ 45 contiennent de même un grand nombre de baux de moulins situés en Normandie, passés pendant le dernier trimestre de 1308 et le premier de 1309 (v. st.).

*tatem Guillelmo dicto Carbonnel, militi, data anno 1306.*

a°. Huguevilla, in baillivia Constantinensi.

Paris. . . . 1306. — Don à Guillaume dit Carbonel, chevalier, du four et du moulin de Hugueville, et de 30 l. de rente<sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 63.

847. *Littera per quam firma duorum molendinorum de Valognes et de subtus turre de Teinchebray fuit tradita ad hereditatem cum pluribus ipsorum pertinentiis Guillelmo Heberti, data anno 1306.*

496. — 848. *Littera per quam firma duarum parcium molendini d'Iquelon fuit tradita ad hereditatem Guillelmo dicto Corroye, data anno 1300.*

496 v°. — 849. *Littera per quam firma duorum furnorum parrochie de Aurivalle fuit tradita ad hereditatem Laurencio Jordani, data anno 1306.*

Paris, décembre 1306. — Bail à Laurent Jourdain, en ferme perpétuelle, de deux fours en la paroisse d'Orval. «Per cameram denariorum. Crepon.»

[J 1044, n. 44.]

497. — 850. *Littera per quam firma medietatis molendini de Briquevilla fuit tradita ad hereditatem domino Eustachio de Pirou, militi, anno 1306.*

a°. in baillivia Constantinensi.

498. — 851. *Littera per quam firma duorum molendinorum de Forgis in Brayo fuit tradita ad*

<sup>(1)</sup> Guillaume Carbonel acquit plus tard de l'évêque de Coutances le manoir de Hugueville avec 65 l. t. de rente. A St-Ouen, en août 1311, le roi confirma cette transaction et le rattachement de ces biens au fief de haubert de Cérens (JJ 46, f. 60, n. 76).



*hereditatem domino Reginaldo de Betencourt, militi, anno 1306.*

*a<sup>2</sup>. in baillivia Caletensi.*

852. *Littera per quam firma duorum molendinorum de Ruglis fuit tradita ad hereditatem Rogero de Bosco Arnaudi, data anno 1306.*

499. — 853. *Littera per quam firma quatuor molendinorum de Mortuomari fuit tradita ad hereditatem Johanni et Romano dictis de Valle, data anno 1306.*

500. — 854. *Littera per quam firma medietatis duorum molendinorum existentium in una domo apud Archas et medietatis unius alterius molendini existentis in parrochia de Martigneyo fuit tradita ad hereditatem religiosi viri abbati et conventui monasterii Beate Marie de Cormeliis, Lexoviensis diocesis, data anno 1306.*

501. — 855. *Littera per quam firma molendini dicti de Osonnet siti in riparia Sancti Dionysii de Espouvillari fuit tradita ad hereditatem Nicolao dicto Brechole de parrochia Sancti Salvatoris, data anno 1306.*

501 v<sup>o</sup>. — 856. *Littera per quam firma cujusdam molendini vocati Tombe siti super ripariam de Herecourt fuit tradita ad hereditatem domino Hugoni de Normanvilla, militi, data anno 1306.*

502. — 857. *Littera per quam molendinum de villa Monasteriivillaris quod vocatur Molendinum Comitis fuit traditum ad firmam et hereditatem Roberto Prepositi, militi, data anno 1306.*

502 v<sup>o</sup>. — 858. *Littera per quam medietas molendini d'Esoutepluie fuit tradita ad firmam et hereditatem Guillelmo de Graveria, de Monasteriivillari, anno 1306.*

503. — 859. *Littera per quam molendinum de Cantulupi fuit traditum ad firmam et hereditatem Johanni de Jardinis, data anno 1306.*

*a<sup>2</sup>. in baillivia Caletensi.*

503 v<sup>o</sup>. — 860. *Littera per quam molendinum de Harefloto fuit traditum ad firmam et hereditatem Andree Castellani et Gailhardo Durandi, data anno 1306.*

*a<sup>2</sup>. in baillivia Caletensi.*

504. — 861. *Littera per quam molendinum de Guerres de Ribuef et medietas molendini de Maginvilla fuerunt tradita ad firmam et hereditatem Radulpho dicto Sausse, armigero, de parrochia de Treleyo, data anno 1306.*

505. — 862. *Littera per quam firma molendini ad bladum et vivarii de Roseto fuit tradita ad hereditatem Rogero de Cotevrait, armigero, data anno 1306.*

506. — 863. *Littera per quam medietas molendini Radulphi de Insula siti in parrochia Sancti Salvatoris fuit tradita ad firmam et hereditatem Richardo Wallart, parrochie Sancti Salvatoris de Monasteriivillari, data anno 1306.*

506 v<sup>o</sup>. — 864. *Littera Guillelmi Le Maçon per quam tenet ad firmam et hereditatem quoddam molendinum de Bligon situm apud Luchiacum, data anno 1306.*

507 v<sup>o</sup>. — 865. *Littera Rogeri dicti Ausmiches per quam tenet ad firmam et hereditatem molendinum ad bladum de Gournayo, data anno 1306.*

508. — 866. *Littera Renerii dicti Friquembaud et Johannis de Guerris per quam tenent ad firmam et hereditatem quatuor molendina de Novocastro, data anno 1306.*

508 v<sup>o</sup>. — 867. *Littera abbatis et conventus*



*monasterii Sancti Evrulphi, Lexoviensis diocesis, per quam tenent ad firmam et hereditatem molendinum de Novomercato, data anno 1306.*

509. — 868. *Littera Robini dicti Maillart per quam tenet ad hereditatem sergenteriam de Basquevilla\* ad emolumenta consueta, data anno 1306.*

a<sup>2</sup>. In ballivia Caletensi.

\* Bacqueville.

509 v<sup>o</sup>. — 869. *Littera magistri Egidii Aurifabri, civis Abrincensis, per quam tenet ad firmam et hereditatem tria molendina de Ponteursonis ad molendum bladum, et medietatem unius molendini ad folandum pannos, data anno 1307<sup>(1)</sup>.*

510. — 870. *Littera Johannis de Luichehaire, armigeri, per quam tenet ad firmam et hereditatem molendinum de Plexeio, data anno 1306.*

510 v<sup>o</sup>. — 871. *Littera Stephani dicti Auboyon\* de Breceyo per quam tenet ad firmam et hereditatem mercatum, cohuagium et molendinum de Braceyo, data anno 1307.*

Cf. J 1044, n. 44, qui donne la date: Paris, juillet 1307.

\* Aubouin (J 1044, n. 44).

511 v<sup>o</sup>. — 872. *Littera Thome Asce, clerici, per quam tenet ad firmam et hereditatem molendinum de Corfalot et molendinum de Chambernon, data anno 1307.*

512. — 873. *Littera Nicolay Maupoint et Herveti du Formier, civitatis Constanciensis, per quam tenent ad firmam et hereditatem tria molendina de Orval, videlicet molendinum de Ponte, de Rocha, de Gruel. Data anno 1307.*

Paris, juillet 1307. — Bail à ferme perpé-

<sup>(1)</sup> Cf. JJ 44, f. 69, n. 112 (Tours, mai 1308. Bail à m<sup>e</sup> Gilles l'Orfevre de trois moulins du roi à Pontorson) et JJ 45, f. 27, n. 42 (Paris, mars 1309).

tuelle à Nicolas Maupoint et Hue du Formier, de trois moulins à Orval, moyennant 100 l. t. de rente et sous réserve de certains droits<sup>(1)</sup>.

[JJ 42<sup>a</sup>, f. 147, n. 76.]

513. — 874. *Littera domine Blanche de Yspania de vi<sup>m</sup> l. redditus ad vitam.*

Paris, 27 mars 1313. — Assiette de 4000 l. de rente à vie à Blanche d'Espagne sur l'Échiquier et de 2000 l. sur le bailliage de Senlis.

Du Chesne, 107, f. 379.

875. *Littera Agnetis de Villa Martini, relicte defuncti Johannis de Bovila, militis, de LX l. quas capit ad vitam in Thesauro Parisius, data anno 1314.*

514. — 876. 3 avril 1315. — Simon, évêque de Meaux, et Gilles, abbé de Saint Denys, exécuteurs du testament de Jeanne, reine de France et de Navarre, édictent les statuts du collège fondé par elle en l'Université de Paris<sup>(2)</sup>.

Fr. 20691, p. 57 (fragment). — Menant, V, f. 144. — [J 155, n. 3.]

519. — 877. « Confirmation desdits statuts par Jean XXII. »

[J 155, n. 4.]

REGISTRUM AD HEREDITATEM DE TEMPORE  
REGIS LUDOVICI.

REX LUDOVICUS.

Menant, V, f. 145 v.

522. — 878. *Littera abbatis et conventus monasterii Regalismontis, Cisterc. Ord., per*

<sup>(1)</sup> Maupoint et du Formier cédèrent leur bail à l'évêque de Coutances en mars 1308 (JJ 40, f. 76, n. 147).

<sup>(2)</sup> P. Amer (f. 125) note ici : « Ibidem quod debent petere unum de Camera ad audiendum compotos, qui habebit xl sol. »



*quam tenent ad hereditatem molendinum de castro de Drincuria, cum pluribus redditibus, etc. Data anno 1315.*

Paris, juin 1315. — Assignation à l'abbaye de Royaumont des moulins royaux de *Drincuria* jusqu'à concurrence de 650 l. t. petits, en échange d'autres rentes.

[JJ 52, n. 146, f. 76 v. — Fr. 25697, n. 68.]

522 v°. — 879. Paris, juillet 1315. — Vidimus de deux pièces (19 août 1312, 24 novembre 1313) touchant le bail d'une terre appelée La Tercerie, sise au-dessous du château de Rochefort, au profit de Pierre des Moustiers, valet du roi et son châtelain à La Rochelle, moyennant 20 l. de cens annuel.

[JJ 52, f. 80, n. 155.]

523. — 880. *Littera prioris et fratrum Vallis Sclarium prope Calvummontem de grossis decimis de villa de Bielle et finagio ejusdem per ipsos levandis cum plaribus aliis redditibus racione permutacionis seu excambii inter ipsos et regem, data anno 1314.*

Vincennes, février 1314. — Cession au prieuré du Val des Écoliers des grosses dîmes et tierces de Biesles contre un moulin à Bar-sur-Aube.

[JJ 50, f. 82 v., n. 129.]

Cf. J 976, n. 19.

524. — 881. *Littera Napoleonis, Sancti Adriani diaconi cardinalis, de m parvis florenis ad hereditatem ex dono in Thesauro Parisius donec fuerint sibi alibi assignate.*

Paris, juillet 1315. — Vidimus de lettres de Philippe le Bel (Nîmes, février 1303) qui accordent à Napoléon, cardinal-diacre de Saint-Adrien, une rente de mille florins d'or petits de Florence sur le Trésor, jusqu'à autre assignation.

[JJ 52, f. 109, n. 209.]

Cf. n. 833.

525 v°. — 882. *Littera Petri de Machiau*

NOT. ET EXTR. — T. XL.

*per quam tenet ad hereditatem quidquid magister R. de Praellis habebat in villa de Lysi.*

Vincennes, juin 1315. — Don à Pierre de Machau, écuyer, chambellan du roi, à charge d'hommage, de la terre et des revenus que maître Raoul de Presles avait à Lizy et à « Villentens » près de Château-Thierry.

[JJ 52, f. 63, n. 114.]

883. « Confirmation de l'acquisition d'une maison qui avoit appartenu à Benoist de S<sup>t</sup> Gervais par Geoffroi Coquatrix moyennant 220 l., et de l'enchère de lad. maison par Pierre de Machau à 20 l., avec remise aud. Machaut du prix de 240 l. »

*Alia ejusdem Petri per quam emit quandam domum Benedicti de S<sup>to</sup> Gervasio in vico Preceptricum\* et per quam rex quittavit sibi CCXL l. quas debebat pro emptione dicte domus, data anno 1315.*

\* V. le Glossaire de Du Cange, à ce nom, dont c'est ici le seul exemple connu.

526. — 884. *Alie pro eodem Petro per quas magister Radulphus de Praellis et domicella Johanna, ejus uxor, renunciaverunt omnibus rebus datis et concessis eidem P. in villis de Lysi et de Villenteus, data anno 1315.*

Cf. n. 882<sup>(1)</sup>.

527. — 885. *Littera capellani de capellania fundata per fr. Petrum de Condeto in capella inferiori regali Parisius de XXX l. v s. 11 d. p. quas capit admortisatas in Thesauro Parisius, data anno 1316.*

Vincennes, avril 1316. — Approbation du don de 29 l. 5 s. 2 d. p. fait par Michel de Bordenet en augmentation du revenu d'une chapelle fondée par Pierre de Condé en la Basse Chapelle royale.

[S<sup>t</sup> 972<sup>4</sup>, f. 53 v.]

<sup>(1)</sup> Les trois pièces qui précèdent manquent dans le relevé des lettres produites par ou contre les Machaut (J 1034, n. 61; plus haut, p. 137).



527 v°. — 886. *Littera Ludovici de Marigniaco per quas tenet ad hereditatem domum et villam de Marigniaco sub valore vi<sup>c</sup> libr. terre. Data anno 1300.*

Maisse, décembre 1300. — Don à Louis de Marigny de la terre de Marigny jusqu'à concurrence de 600 l. de rente.

Fr. 20691, p. 57.

887. *Littera domini Guidonis de Castellione, comitis Sancti Pauli et buticularii Francie, per quam tenet ex dono ad hereditatem villam et castellaniam ac etiam preposituram de Dalendo et de Lucheto, data anno 1315.*

b. Royallieu, 1315.

Un assez long fragment de cette pièce a été copié par Du Cange, Arsenal, 5261, f. 108 v.

888. Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1315. — Don à Louis, comte d'Évreux, de biens ayant appartenu à Enguerran de Marigny en échange de 8000 l. t. sur le Trésor.

P 2288, pp. 467 bis, 484. — Fr. 20691, p. 58. — Moreau, 341, f. 192 v. — Le Brasseur, *Hist. civ. et eccl. du comté d'Évreux* (1722), pr., p. 31.

*DONA AD HEREDITATEM FACTA PER DOMINUM PH., QUONDAM FRANCIE ET NAVARRE REGEM, A DIE MERCURII ANTE PURIFICATIONEM BEATE MARIE VIRGINIS 1316 USQUE AD DIEM MARTII ANTE PURIFICATIONEM BEATE MARIE 1320<sup>(1)</sup>.*

Fr. 9501, f. 91. — Menant, V, f. 146.

529. — 889. *b. Donum regis domino Soliaci de 1000 l. t. ad tur. pro se et heredibus in*

<sup>(1)</sup> On a déjà indiqué (p. 82, note 1) que ce qui se lisait à partir d'ici dans le Livre Rouge se trouve reproduit dans un rouleau original du Trésor des chartes

Thesauro quousque sibi essent assesse. Postmodum, volens exonerare Thesaurum suum, dictas 1000 l. voluit assideri et sibi dedit in villa et castellania de Lunello, senescallie Bellicadri, sibique dedit castrum dicte ville. Et est incorporata littera doni in ista littera data anno 1316, mense decembris. Data vero hujus 1316, mense januarii.

Paris, janvier 1316. — Don du castrum de Lunel à Henry de Sully avec 1000 l. t. de rente à assigner dans la châtellenie.

[JJ 53, f. 1 v., n. 4.]

890. — Paris, janvier 1316. — Don à Guillebaud d'Eschilleuses, maître de l'hôtel du roi, d'une maison à Saint-Maurice-sur-Fessard, ainsi que des autres fiefs de Guillaume Vice-comitis, justicié pour ses crimes.

[JJ 53, f. 5 v., n. 9.]

891. Paris, octobre 1317. — Don à Ogier de Saint-Chéron, chevalier, de tous les droits du roi sur Ade, veuve d'Étienne du Miex-Thiercelin, femme de corps, et ses enfants, jusqu'à concurrence de 100 s. t. de rente.

[JJ 53, f. 6 v., n. 13.]

892. Paris, février 1316. — Permission à Martin Le Boutet d'établir une garenne en son bois dit le Bois Vieil.

[JJ 53, f. 9 v., n. 19.]

893. — Paris, janvier 1316. — Amortissement en faveur des Augustins de Limoges de (J 1026, n. 7). Les quelques différences seront signalées en note; mais remarquons ici, une fois pour toutes, que J 1026, n. 7 omet une vingtaine de lettres accueillies par le compilateur du Livre Rouge.

J'ai utilisé à l'occasion les analyses faites par M. Sæhnée des pièces contenues dans JJ 53 (n. 129 de l'*État des inventaires des Archives nationales*, 1914).



20 sesterées de terre près de la porte Montmailler pour y bâtir.

[JJ 53, f. 10, n. 21.]

529 v°. — 894. Paris, 2 février 1316. — Anoblissement de Seguin Lautart.

[JJ 53, f. 11 v., n. 26.]

895. Paris, 30 janvier 1316. — Affranchissement de Jean Dudet, d'Épiais, homme de corps du roi, pour lui permettre de recevoir la tonsure et les ordres.

[JJ 53, f. 12, n. 29.]

896. Paris, janvier 1316. — Don à Guy de Bauçay, chevalier, de 10 l. de rente à assigner dans le voisinage de sa maison de Curçay.

[JJ 53, f. 13, n. 34.]

897. Paris, janvier 1316. — Concession de la qualité de bourgeois de roi et de français à Bartolino Carcitani, Jaquin son frère, Giacomo Fava et Colin « Usunbardi », de Florence, drapiers à Saint-Marcel lès Paris.

[JJ 53, f. 13, n. 35.]

898. Paris, janvier 1316. — Don à Henry de Sully de la maison de « La Vaine » en déduction de mille l. de rente à lui précédemment octroyées.

[JJ 53, f. 13 v., n. 37.]

899. Paris, 5 février 1316. — Le roi reconnaît à sa femme Jeanne de Bourgogne, en cas de survie de celle-ci, la jouissance de la comté de Bourgogne, son douaire.

[JJ 53, f. 14, n. 38.]

530. — 900. Paris, février 1316. — Autorisation à la Maison-Dieu de Saint-Lô d'avoir

dans la forêt royale de Brix en Cotentin le pasnage de 60 porcs.

[JJ 53, f. 14 v., n. 41.]

901. Paris, février 1316. — Quittance à Jean d'Arreblay, chevalier, de 3580 l. p. t.

[JJ 53, f. 16 v., n. 46.]

902. Paris, février 1316. — Don au même en rente perpétuelle de 150 l. t. au lieu de 300 à vie.

[JJ 53, f. 16 v., n. 47.]

903. Paris, février 1316. — Anoblissement d'Arnaud de Portali<sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 64. — [JJ 53, f. 17, n. 49.]

904. Paris, février 1316. — Don à Menaud de Barbazan, châtelain royal d'Arbignac, de 120 l. t. de rente perpétuelle sur la ville de Beaumarchais.

[JJ 53, f. 34, n. 56.]

905. Paris, février 1316. — Don à Arnaud « de Pourbolain », receveur du roi en Périgord, d'une rente perpétuelle de 100 l. t. sur la trésorerie royale de Cahors, jusqu'à nouvelle assignation.

[JJ 53, f. 27 v., n. 60.]

906. Paris, février 1316. — Abandon à l'abbaye de Corneilles de l'hommage du fief de haubert de Morainville, au bailliage de Rouen.

[JJ 53, f. 80, n. 64.]

907. Paris, février 1316. — Don à Raymond de Tourosele, sergent d'armes du roi, châtelain de Cassel, d'une rente perpétuelle de

<sup>(1)</sup> Peut-être Arnaud Portelli, « trompette du roi Philippe », qui, le 1<sup>er</sup> mars 1317 n. st., fut gratifié d'une pension de 18 d. p. par jour, à vie, sur les revenus de Carcassonne (JJ 54<sup>a</sup>, n. 353, f. 23).



100 l. t. sur la trésorerie royale de Carcas-  
sonne.

[JJ 53, f. 31, n. 69.]

530 v°. — 908. Paris, février 1316. —  
Don à Guillaume Arnaut de Podenas, châte-  
lain royal de Lille, de 100 l. t. de rente perpé-  
tuelle sur la trésorerie de Toulouse.

[JJ 53, f. 32, n. 72.]

909. Paris, février 1316. — Don à la reine  
Jeanne d'un douaire de 20000 l. t. de rente  
en terre, y compris les 6000 à elle antérieure-  
ment constituées.

[JJ 53, f. 41, n. 91.]

910. Paris, mars 1316. — Don à la char-  
treuse de Mont-Saint-Louis, près Noyon, fon-  
dée par Philippe le Bel, de 300 l. de terre  
sur les forfaitures.

[JJ 53, f. 41, n. 92.]

911. Paris, mars 1316. — Don à Guil-  
laume de Carsan, châtelain de La Rouvière (*de*  
*Roeria*), de 100 l. t. à héritage sur la sénéchau-  
sée de Beaucaire.

[JJ 53, f. 43 v., n. 98.]

912. Paris, février 1316. — Amortissement  
au maire et échevins d'Amiens d'une maison  
pour l'agrandissement du cimetière.

[JJ 53, f. 46, n. 103.]

913. Paris, mars 1316. — Don à Jean de  
Villeneuve, serviteur de Jeanne d'Artois, com-  
tesse de Foix, d'immeubles provenant d'une  
confiscation, sis dans la sénéchaussée de  
Toulouse.

[JJ 53, f. 46 v., n. 105.]

914. Paris, mars 1316. — Affranchisse-

ment de Robin *de Nulliaco*, homme de corps du  
roi, à condition qu'il entre dans les ordres.

[JJ 53, f. 51, n. 112.]

915. Paris, février 1316. — Don à la reine  
Jeanne du manoir de Chanteloup avec ses dé-  
pendances.

[JJ 53, f. 48, n. 107.]

916. Paris, mars 1316. — Don à Guérin  
d'Écrouves, écuyer, de tous les droits du roi à  
Vernoy dans la châtellenie de Bray-sur-Seine,  
provenant de la confiscation de feu la Com-  
tesse, femme de feu Jean de Vaussemain.

[JJ 53, f. 51 v., n. 114.]

531. — 917. Paris, mars 1316. — Pairie  
et augmentation d'apanage pour Charles de la  
Marche, frère du roi.

Fr. 20691, p. 64, 79. — [JJ 53,  
f. 53, n. 118.]

918. Paris, mars 1316. — Don à Gautier  
d'Hondschoote, chevalier, de 1400 l. t. de  
rente sur le Trésor; s'il n'avait que des filles, le  
roi pourrait racheter cette rente pour 6000 l. t.

[Fr. 20685, p. 137. — JJ 53,  
f. 54, n. 120. — J 148, n. 89.]

919. Chanteloup, mars 1316. — Anoblisse-  
ment de Jaquin de Nogent, à la demande de  
Marguerite, comtesse de Ferrette.

[JJ 53, f. 54, n. 121.]

920. Paris, 19 mars 1316. — Don à Ga-  
leran de Luxembourg, seigneur de Ligny, et à  
Guiote, sa femme, châtelaine de Lille, de 40 l.  
de rente perpétuelle sur La Bassée.

[JJ 53, f. 58 v., n. 126.]

921. Même date. — Assignation au même  
de 100 l. de rente à Seclin, que son père avait



reçues de Gui, comte de Flandre; et dont il n'avait jamais joui.

[JJ 53, f. 58 v., n. 127.]

922. Montargis, avril 1317. — Don et amortissement aux Dominicaines de Montargis de corvées, etc., à Amilly et autres lieux, que les fondateurs s'étaient réservées.

[JJ 53, f. 61 v., n. 131.]

531 v°. — 923. Paris, 5 avril 1316. — Don à Barthélemy de Colomberio, à la prière de maître Pierre Bertrand, chancelier de la reine, son parent, de la châtellenie héréditaire de Grèze, dans la sénéchaussée de Beaucaire.

[JJ 53, f. 62 v., n. 135. — *Croix-Armagnac*, n. 65.]

924. Bourges, avril 1316. — Don à Raoul de Presles, pour sa maison de La Charproye, du plein usage de la forêt de Boisoger.

[JJ 53, f. 63, n. 136.] — Cf. J 746, n. 4.

925. Bourges, avril 1317. — Autorisation au monastère de Royallieu d'étendre leur usage dans les forêts de Cuise et de Laigue à ce qui leur est nécessaire pour clore leurs terres dans les prévôtés de Compiègne, Choisy et Pierrefonds.

[JJ 53, f. 64, n. 141.]

926. Bourges, avril 1317. — Don à Pierre Dueza, anobli par le roi, pour lui permettre de tenir honorablement son état, de 500 l. t. de rente perpétuelle en terre, à charge d'hommage lige.

[JJ 53, f. 63, n. 137.]

Cf. n. 1089.

927. Paris, mars 1316. — Octroi à Huet de Saint-Germain, barbier du roi, de la «place

aux écuyers», à Saint-Germain, à charge de 12 d. p. de rente.

[JJ 53, f. 64 v., n. 143.]

928. Bourges, avril 1317. — Don à Jean Le Baillier, bourgeois d'Issoudun, d'un terrain sis en cette ville, pour y bâtir une chapelle.

[JJ 53, f. 65 v., n. 146.]

929. Montargis, avril 1317. — Don à Étienne Clobouche, queux de la reine, de 40 l. t. de rente perpétuelle.

[JJ 53, f. 69, n. 155. — *Croix-Armagnac*, n. 75.]

532. — 930. Montargis, avril 1317. Don à Jean de Scey, damoiseau, de la maison de *Clarie*, qui vaut 25 l. t. de rente.

[Fr. 20685, p. 137. — JJ 53, f. 69 v., n. 157.]

931. Le Lys, près Melun, avril 1317. — Concession à Henri de Sully de l'office de bouteiller de France.

[JJ 53, f. 70 v., n. 161.]

932. Montargis, avril 1317. — Don à Jean de Longchamps, garde de la forêt royale de Chaumontois, de droits d'usage dans la forêt de Lyons.

[JJ 53, f. 70 v., n. 162.]

933. Le Lys près Melun, avril 1317. — Don à Charlot du Mont, portier du château de Mortain, blessé en arrêtant des malfaiteurs dans la forêt de Landepourrie, d'un droit d'usage perpétuel dans ladite forêt pour sa maison de La Foucaudière.

[JJ 53, f. 70 v., n. 163.]



934. Fontainebleau, avril 1317. — Don de 6 arpents  $1/2$  à la Maison-Dieu de Compiègne.

[JJ 53, f. 71, n. 164.]

935. Fontainebleau, avril 1317. — Don à Pierre Bapteste, chevalier<sup>(1)</sup>, et à ses héritiers, de deux charretées de bois entresec chaque semaine pour l'usage de ses maisons dans la « haye » de Moret.

[JJ 53, f. 71, n. 166.]

936. Le Val Coquatrix, mai 1317. — Confirmation à Jean de Courpalay, chevalier, de la haute et basse justice sur ses terres de Courpalay, etc., valant 50 l. t. de rente.

[JJ 53, f. 71 v., n. 167. — J 396, n. 18.]

937. Paris, mai 1317. — Don à Guillaume de Pierre Pertuse de la haute justice sur deux villages de la sénéchaussée de Carcassonne, à la requête de Guillaume, seigneur de Canet, et à charge d'hommage.

[JJ 53, f. 76 v., n. 175.]

532 v°. — 938. Nemours, mars 1316. — Fondation au Châtelet de Paris d'une chapellenie perpétuelle en l'honneur de Notre-Dame, de saint Louis et de saint Didier.

[JJ 53, f. 76, n. 173.]

Cf. n. 1049.

939. Saint-Germain-en-Laye, mai 1317. — Autorisation à Dieudé, vicomte de Calvignac, familier du pape Jean XXII, d'ériger des

<sup>(1)</sup> Philippe le Bel avait donné à Pierre Bapteste, son «sergent d'armes», 4 muids de blé sur la grange de Gonesse en décembre 1297 (J 148, n. 19) et 20 l. t. de rente perpétuelle sur les revenus du roi à Moret en octobre 1305 (JJ 37, f. 30 v., n. 97).

fourches patibulaires dans les dépendances de son château de Calvignac.

[JJ 53, f. 80 v., n. 181.]

940. Châteauneuf-sur-Loire, avril 1317. — Concession au prieuré de Hennemont près Poissy, de l'Ordre du Val des Écoliers, du droit de desservir la chapelle royale de Poissy, avec les émoluments.

P 2288, p. 468. — [JJ 53, f. 81, n. 183.]

941. Bourges, avril 1317. — Autorisation à André de Chauvigny, chevalier, de retenir dans sa bourgeoisie un lombard de Châteauroux, qui sera exempté des tailles et contributions des lombards.

[JJ 53, f. 82 v., n. 187<sup>(1)</sup>.]

942. Paris, 8 mai 1317. — Autorisation à Jean Larchevesque, seigneur de Montfort, de faire chevalier, et d'anoblir ainsi, André Rouaut.

[JJ 53, f. 82, n. 188.]

943-944. Le Lys près Melun, mai 1317. — Don à l'abbaye du Lys d'une charretée de bois par semaine en la forêt de Bierre, outre les cinq autres que le monastère possédait déjà.

[JJ 53, f. 82 v., n. 191.]

532 v°. — 945. Saint-Germain-en-Laye, mai 1317. — Échange de la rente de 600 l. t. p. sur le Trésor que touchait Jean Malet, seigneur de Graille, comme mari d'Anne, fille du seigneur de Saint-Vincent, contre la «haie» de Fontis qu'il tiendra en hommage lige.

[JJ 53, f. 83 v., n. 195.]

<sup>(1)</sup> Il est indiqué au rouleau J 1026, n. 7, 3<sup>e</sup> peau, qu'il y a lieu d'insérer une lettre relative à Guillebaud d'Échilleuses. On ne l'a pas insérée ici; mais cf. plus bas, n. 1069.



533. — 946. Saint-Germain-en-Laye, mai 1317. — Don à Guillaume Pizdœ, écuyer du roi, de 33 l. p. de rente perpétuelle sur le Châtelet.

[JJ 53, f. 85, v., n. 199.]

947. Paris, mai 1317. — Renouvellement à Guillaume de Carsan, chevalier, du don de 100 l. t. de rente perpétuelle sur la sénéchaussée de Beaucaire, dont il avait égaré les lettres.

[JJ 53, f. 86, n. 201.]

Cf. n. 1055.

948. Taverny, juin 1317. — Don à Jean de Bonnay, valet et échanson du roi, d'un droit d'usage dans la forêt de Chaumontois pour sa maison du Buisson.

[JJ 53, f. 87 v., n. 207.]

949. Montargis, avril 1317. — Amortissement de 200 l. p. de rente en faveur de maître Philippe le Convers.

[JJ 53, f. 88, n. 208.]

950. Paris, 1317. — Confirmation à Gaucher de Châtillon, connétable de France, de 600 l. t. de rente qui lui avaient été laissées par le testament de Louis X.

[JJ 53, f. 88, n. 209.]

951. Paris, mars 1317. — Don à la reine Jeanne du manoir de Chanteloup acheté aux exécuteurs testamentaires de Philippe, archevêque de Sens, et de 600 l. p. de rente sur la Monnaie royale de Paris.

[JJ 53, f. 89, n. 212.]

952. Livry en l'Aunoy, juin 1317. — Don à perpétuité à Guillaume Pizdœ, écuyer du roi, de 40 l. p. de rente perpétuelle sur le Châtelet.

[JJ 53, f. 89 v., n. 213.]

533 v°. — 953. Paris, juin 1317. — Création d'un marché à Champigny-sur-Vecde, le mardi de chaque semaine, à la prière d'Hugues de Bauçay, chevalier.

[JJ 53, f. 91, n. 216.]

954. Paris, 14 mai 1317. — Réunion en un seul hommage des fiefs que Michel de Ligne a dans le bailliage de Lille.

[JJ 53, f. 91, n. 217.]

955. Livry en l'Aunoy, 12 juin 1317. — Don à Jeanne, fille d'Ourry l'Allemand, chevalier, de 300 l. t. de rente sur le Trésor, en échange d'une terre confisquée que Philippe le Bel avait donnée [en janvier 1311, JJ 46, f. 101, n. 174] et dont le roi a annulé la confiscation.

[JJ 53, f. 93 v., n. 221 bis.]

956. Livry en l'Aunoy, juin 1317. — Permission à l'abbaye de Cormery, pour le prieur de Marchézieux, au diocèse de Coutances, de construire un colombier dans son manoir de Bohon.

[JJ 53, f. 92 v., n. 220.]

957. Paris, mai 1317. — Exemption de gruerie et amortissement en faveur du monastère de Poissy.

[JJ 53, f. 96, n. 231.]

958. Paris, juillet 1317. — Don à Henri de Blamont et à ses hoirs de 300 l. t. de rente en terre à Chalaute la Grande, et, en cas d'insuffisance des revenus du roi en ce lieu, de la maison qu'il y possède.

[JJ 53, f. 103, n. 245.]

959. Poissy, août 1317. — Vidimus de lettres royales (Poissy, avril 1310) accordant



au monastère de Poissy un droit d'usage pour 20 bœufs et 20 porcs; le roi double ce don.

[JJ 53, f. 105, n. 250.]

534. — 960. Paris, juillet 1317. — Don de 10 l. p. de rente à l'Église de Paris, pour anniversaire.

[JJ 53, f. 105 v., n. 252.]

961. Paris, octobre 1317. — Amortissement au monastère de Royallieu de 8 l. p. de cens annuel sur le village d'Amilly.

[JJ 53, f. 147 v., n. 349.]

962. Poissy, août 1317. — Transformation de la dispense viagère de toute taille, accordée par Louis X à Ezmelus *de Ablitis*\*, juif du roi à Tudela, en dispense héréditaire.

[JJ 53, f. 108 v., n. 259.]

\* D'Ablitas. V. J. Petit, *Essai de restitution...*, p. 184.

963. Gisors, septembre 1317. — Restitution à Jean d'Aguirre de la maison d'Aguirre confisquée, à cause d'un meurtre, sur le père dudit Jean.

Fr. 20684, p. 241. — [JJ 53, f. 128 v., n. 308.]

964. Paris, octobre 1317. — Concession aux Dominicaines de Montargis de 8 l. p. de cens annuel pour l'acquit du legs de 200 l. t. fait au monastère par le roi Louis.

[JJ 53, f. 147 v., n. 349.]

965. Paris, juillet 1317. — Don à Michel de Ligne, maréchal de Hainaut, et à ses hoirs, de la haute justice à Pontoi et autres lieux.

Fr. 20684, p. 241. — [JJ 53, f. 99 v., n. 236.]

966. Poissy, juillet 1317. — Permission au monastère de Longchamps, près de Saint-Cloud, de couper le bois sur une superficie de 4 arpents dans la forêt de Rouvray.

[JJ 53, f. 100 v., n. 241.]

534 v°. — 967. La Feuillée, septembre 1317. — Échange avec Renaud de Bray, écuyer.

[JJ 53, f. 127, n. 304.]

Cf. JJ 50, f. 44, n. 58 (Longchamps, août 1314).

968. Néaufles, septembre 1317. — Don à Guiot *de Moulleno*, écuyer, valet du roi, de tous les biens d'un mainmortable du bailliage de Chaumont.

[JJ 53, f. 127 v., n. 305.]

969. Bellosanne, septembre 1317. — Assignation, à Pompignan, de 14 l. t. de rente à Pierre de Galard, chevalier, maître des arbalétriers.

[JJ 53, f. 128, n. 307.]

970. Gisors, septembre 1317. — Dispense pour Barthélemy Platzars, bourgeois de Villefranche et de Mâcon, de l'obligation de se trouver personnellement à Mâcon aux fêtes de la Toussaint, de Noël et de la Pentecôte; requête de Guichard, seigneur de Beaujeu.

[JJ 53, f. 129 v., n. 312.]

971. «Autre de certaines vignes à S<sup>t</sup> Brice, etc., à Robert de Sermeselles.»

a. près Auxerre.

Cf. n. 1080.

972. Poissy, août 1317. — Don à Jean d'Ancier, chevalier du roi, en augmentation du fief qu'il tient au comté de Bourgogne, de plu



sieurs meix au village de Nantouard près de Vélesmes.

[JJ 53, f. 125 v., n. 300<sup>(1)</sup>.]

973. Fresne l'Archevêque, août 1317. — Don à l'église paroissiale de Conflans, près des Carrières, de 20 l. p. de rente sur la boîte des halles de Paris, en échange d'une terre de cette église que la comtesse Mahaut d'Artois avait annexée à l'enclos de son manoir de Conflans.

[JJ 53, f. 131, n. 319.]

534. — 974. La Feuillée, 1317. — Don à Enguerran, valet de l'aumônier, et à ses hoirs, d'un  $\frac{1}{2}$  arpent de bois dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye, sous un cens annuel de 6 d.

[JJ 53, f. 135 v., n. 324.]

975. Paris, 9 octobre 1317. — Autorisation à Guillaume de Lesevilla, dit aussi de Johan-nisvilla, bourgeois et changeur de Paris, d'acquérir 100 l. p. de rente en terre ou en argent dans les fiefs du roi.

[JJ 53, f. 139 v., n. 323.]

976. ... octobre 1317. — Don à perpétuité à Jean d'Amance, chevalier du roi, de tous les domaines, rentes, droits, etc., que le roi avait à Chatelraould\*, Isson et Assay, à charge d'hommage.

[JJ 53, f. 141 v., n. 335.]

\* C<sup>on</sup> de Saint-Rémy-en-Bouzemont, Marne.

977. Paris, 17 octobre 1317. — Approbation rétrospective du roi à Renaud de Lor, chevalier, Martin des Essars et Guy Florent, ses conseillers et familiers, pour les paiements

<sup>(1)</sup> Les n<sup>os</sup> 970-972 sont remplacés dans J 1026, n. 7, par une autre pièce en faveur de Jean d'Aguirre (ci-dessus, n. 963).

et assignations faits en son nom, et au nom de ses deux derniers prédécesseurs.

[JJ 53, f. 142 v., n. 336.]

Tel était le texte du registre :

«Item concessit domino Reginaldo de Lauro, militi, Martino de Essartis et Guidoni Florencii ut ipsi de omnibus financiis seu assignationibus dominorum Ph. et Lud. regum quondam per aliquos non valeant molestari. Actum Parisius, anno XVII, mense octobris. — Per dominum regem, qui eam cum diligentia vidit et perlegit. Belleymont.» [J 1026, n. 7, 5<sup>e</sup> peau.]

535. — 978. Paris, 17 octobre 1317. — Don à maître Jean Pasté, archidiacre de Thiérache, clerc du roi, seigneur du Plessis Pasté, de la haute justice en divers lieux en augmentation de son fief «la Motte de Montlhéry.»

[JJ 53, f. 142 v., n. 337.]

979. Paris, octobre 1317. — Don aux Carmes de Paris d'une maison sise près de La Croix Hémon, achetée par le roi à Gui Cointet de Livry, son clerc.

[JJ 53, f. 142 v., n. 338.]

980. Paris, octobre 1317. — Donation à perpétuité à Robert de Gamaches, chevalier, chambellan du roi, de rentes provenant de sa femme Guillemete, que Philippe le Bel l'avait autorisé à percevoir sa vie durant.

[JJ 53, f. 144, n. 342.]

535 v<sup>o</sup>. — 981. Paris, octobre 1317. — Don à perpétuité à Jean de Châtillon, fils du connétable de France, de la haute justice que le roi avait à La Ferté en Ponthieu, estimée 22 l. p. de rente.

[JJ 53, f. 147 v., n. 350.]

982. Bézu, septembre 1317. — Concession



au monastère de Saint-Pierre de Cluny d'un marché du mercredi à Frontenas.

[JJ 53, f. 154, n. 369.]

983. ... octobre 1317. — Réunion en un seul hommage des fiefs de Brécý, de Savigny et de Parassy, pour Henri de Sully.

Fr. 20691, p. 64. — [JJ 53, f. 156 v., n. 362.]

984. Paris, octobre 1317. — Don au sire de Sully de Chalus, Chabrol, Chalucet, Courbefy, etc., en récompense de rentes sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 65. — [JJ 53, f. 157, n. 363.]

985. Lorris, novembre 1317. — Octroi de foires à tenir à Gien, à la requête de Louis d'Évreux.

[JJ 56, f. 1, n. 1.]

986. Châteauneuf-sur-Loire, novembre 1317. — Don à maître Jean de Belleymont, clerc et secrétaire du roi, de 15 muids de blé de rente à la mesure de Saint-Quentin, pour la fondation de deux chapellenies.

[JJ 56, f. 1, n. 2.]

987. Châteauneuf-sur-Loire, 1317. — Don au prieur et convent du monastère de Flotin, de l'Ordre de S<sup>t</sup> Augustin, de droits d'usage dans la forêt de Loge.

[JJ 56, f. 1 v., n. 4.]

988. Le Plessis vers Montlhéry, 1317. — Permission à maître Pierre Roqua, d'Alais, de recevoir la chevalerie quoiqu'il ne soit pas noble.

[JJ 56, f. 2, n. 7.]

536.—989. La Ferté-Alais, décembre 1317.

— Don d'usage en la forêt de Lonchouel, pour son «hostel de Romeilli», à Martin des Essars.

[JJ 56, f. 2, n. 8.]

990. Montargis, octobre 1317. — Don de 200 l. de rente à Renaut, comte de Montbéliard.

Fr. 20691, p. 66 (fragment).

991. Lorris en Gâtinais, novembre 1317. — Don d'usage dans les forêts de Courcy et de Chambon, pour son hôtel d'Yèvre-le-Châtel, à Jean de Bardilly.

[JJ 56, f. 7 v., n. 20.]

992<sup>(1)</sup>. Le Val Coquatrix, octobre 1317. — Don du roi et de la reine à Jean de Bracon, leur valet, de 60 l. t. de rente sur le puits de Salins.

[JJ 56, f. 7 v., n. 21.]

993. Lorris, 9 novembre 1317. — Don à Gui de Bauçay, chevalier, de 200 l. de rente sur les revenus de Montreuil-Bonnin.

[JJ 56, f. 9, n. 25.]

994. Lorris, novembre 1317. — Don au même du fief que Guillaume de Curzay, de Laudonnière, tient du roi, et transfert d'hommage.

[JJ 56, f. 9 v., n. 27.]

995. Châteauneuf-sur-Loire, novembre 1317. — Don à Jean de Belleymont, secrétaire du roi, de deux maisons à Saint-Quentin.

[JJ 56, f. 11, n. 36.]

<sup>(1)</sup> Entre les n<sup>os</sup> 992 et 993 s'intercale dans le rouleau J 1026, n. 7, une lettre au duc de Bretagne pour la fondation de deux chapellenies à Saint-Thomas du Louvre (Lorris en Gâtinais, novembre 1317).



996. Lorris, novembre 1317. — Don à Oudart de Maubuisson, chevalier, de la haute justice de Ribauts et de La Sorbière, dans la sénéchaussée de Beaucaire.

[JJ 56, f. 11 v., n. 37.]

536 v°. — 997. Vaudreuil, décembre 1317. — Don de la chapellenie du château de Vaudreuil à l'Hôtel-Dieu de Vernon.

[JJ 56, f. 12 v., n. 41.]

998<sup>(1)</sup>. Vernon, décembre 1317. — Don au même établissement de droits d'usage dans les forêts d'Andely et de Vernon.

[JJ 56, f. 13 v., n. 43.]

999. Saint-Germain-en-Laye, janvier 1317. — Manumission de Jehan de Melleria<sup>(2)</sup>, homme de corps du roi, pour qu'il entre en religion.

[JJ 56, f. 16, n. 49.]

1000. Saint-Germain-en-Laye, janvier 1317. — Permission à Robert de Verson d'élever un colombier en pierre dans son manoir de Verson au bailliage de Caen.

[JJ 56, f. 17, n. 53.]

1001. Andrésy, janvier 1317. — Remise du quint denier au monastère des Dominicaines près Montargis à cause de 12 l. de rente qu'il avait acquises.

[JJ 56, f. 20, n. 58.]

1002. Poissy, août 1317. — Réunion de la terre de Garencières en un seul foi et hommage en faveur de Pierre de Garencières et de ses héritiers.

P 2288, p. 472. — Fr. 20691,

<sup>(1)</sup> Le rouleau J 1026, n. 7, passe de ce n. 998 au n. 1006, mais intercale entre les deux le n. 1062.

<sup>(2)</sup> De la Mellerie (JJ 56, n. 554).

p. 66. — [JJ 56, f. 20, n. 59.  
— J 1030, n. 1.]

1003. Saint-Germain-en-Laye, 1317. — Anoblissement de Jacques de Noa, à la requête du sénéchal de Champagne.

[JJ 56, f. 23 v., n. 69.]

1004. Saint-Germain-en-Laye, février 1317. — Lettre de rémission à Guillaume d'Harcourt qui avait fait saisir dans le palais royal, à Paris, Bertrand le Verrier, gendre de maître Bernart de Sérignan, avocat, de son autorité privée, et l'avait fait mettre au Châtelet, au mépris de la cour; et qui s'était rendu coupable de plusieurs autres actes demesurés.

Fr. 20691, p. 66 (fragment). — *Histoire généalogique de la maison de Harcourt*, IV, p. 1214. — [JJ 56, f. 24, n. 71.]

1005. Saint-Germain-en-Laye, février 1317. — Don de 9 arpents de bois à la maison du Mont de Châtres, au diocèse de Soissons, de l'Ordre des Célestins.

[JJ 56, f. 25, n. 74.]

537. — 1006. Lorris, novembre 1317. — Don à Guillaume Toustain, tailleur et valet de chambre du roi, de droits (énumérés), dépendant de la forfaiture dite «de Sainte Anastasie» échus au roi, jusqu'à concurrence de 36 s. 22 d. t. de rente.

[JJ 56, f. 14, n. 45.]

1007. Le Val-Notre-Dame, janvier 1317. — Don de 200 l. t. de rente perpétuelle à Jean de Gaillon au lieu de rente à vie qu'il tenait de la libéralité des prédécesseurs du roi.

[JJ 56, f. 21, n. 71.]



1008. Saint-Germain-en-Laye, janvier 1317. — Don à Guillaume, fils de Robert Busquet, bailli de Cotentin, de la sergenterie du plaid de l'épée à Saint-Victor en Caux.

[JJ 56, f. 23, n. 67.]

1009. Paris, janvier 1317. — Don au chapelain de la chapelle fondée par Galeran Breton, concierge du Palais, de la maison qui est sous la cuisine de la bouche du roy dans l'enclos du Palais, pour lui servir d'habitation, à lui et à ses successeurs.

[JJ 56, f. 36, n. 95.]

1010. Saint-Germain-en-Laye, 1317. — Don de 500 l. t. de rente en terre à Pierre Dueze, chevalier, qui seront assises en Languedoc.

[JJ 56, f. 43 v., n. 108.]

1011. Vincennes, février 1317. — Don à Jeanne, comtesse de Foix, d'une maison au Bourg de Carcassonne, confisquée sur Guilhem Brunet, convaincu d'hérésie.

[JJ 56, f. 44 v., n. 113.]

1012. Paris, mars 1317. — Don à Jean de la Halle de la sergenterie du plaid de l'épée à Coutances.

[JJ 56, f. 50 v., n. 128.]

1013. Paris, mars 1317. — Don de 100 l. t. de rente sur le Trésor à Renaut Cluignet, chevalier du roi.

[JJ 56, f. 51, n. 130.]

1014. Paris, mars 1317. — Don à Pierre de Via, chevalier, neveu du pape, de la haute et basse justice de Longjumeau.

[JJ 56, f. 54, n. 143.]

537 v°. — 1015. Paris, mars 1317. — Don du ressort de Bellerive et de 100 rasières d'avoine de rente à Guichard de Beaujeu, chevalier.

[JJ 56, f. 58, n. 139.]

1016. Paris, mars 1317. — Don à Bertrand de Drancourt, chevalier, de 100 l. de rente perpétuelle, en fief, sur le bailliage de Tournesis, au lieu de 100 l. de rente à vie.

[JJ 56, f. 64, n. 149.]

Cf. n. 1086.

1017. S'-Germain-en-Laye, février 1317. — Don à Arnaut de Trian, chevalier, de 200 l. t. de rente à asseoir en Languedoc.

[JJ 56, f. 76, n. 158.]

1018. Saint-Germain-en-Laye, février 1317. — Don à Jean de Grandis, de Cahors, familier du pape, de 100 l. p. t. de rente perpétuelle sur la sénéchaussée de Périgord, au lieu d'autant en viager.

[JJ 56, f. 76, n. 159.]

1019. S'-Germain-en-Laye, février 1317. — Don à Pierre de Via, chevalier, de 300 l. t. de rente à assigner en Languedoc.

[JJ 56, f. 76, n. 160. Cf. JJ 54, f. 8 v.]

538. — 1020. Paris, mars 1317. — Don de 4 arpents de terre à la demoiselle Isabelle de Gerennes, à la requête de Jeanne d'Artois, comtesse de Foix, cousine du roi.

[JJ 56, f. 86, n. 181.]

1021. Paris, mars 1317. — Don à l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem en France de 8 setiers et 1 mine d'avoine, 15 s. p. et 1 d. t. de



cens dus au roi sur la maison de La Broce, ayant jadis appartenu aux Templiers.

[JJ 56, f. 86, n. 183<sup>(1)</sup>.]

1022. Paris, mars 1317. — Manumission de Guillot, fils de Jean Triboul, afin qu'il entre dans les ordres.

[JJ 56, f. 86 v., n. 185.]

1023. Paris, mars 1317. — Don à Pierre des Essars, bourgeois de Paris, valet du roi, de l'office du Grand Poids de Rouen.

[JJ 56, f. 87, n. 187.]

1024. Paris, mars 1317. — Permission à Richard de la Estraye d'élever un colombier dans son manoir du Reel.

[JJ 56, f. 88, n. 193.]

1025. Paris, mars 1317. — Privilège aux bourgeois de Sanguesa en Navarre de ne payer aucun droit sur leurs importations de France et d'Angleterre.

[JJ 56, f. 88, n. 195.]

1026. Paris, mars 1317. — Don de divers arpents de bruyères, marais et bois, en la forêt de Cuise à l'Hôtel-Dieu de Compiègne.

[JJ 56, f. 89, n. 198.]

1027. Paris, avril 1317. — Légitimation de Garnier, fils d'Imbert de Romans, chevalier.

[JJ 56, f. 89, n. 199.]

1028. Saint-Germain-en-Laye, février 1317. — Légitimation de Maressonne, fille de feu Vachelet, dit Le Borgoio.

[JJ 56, f. 89 v., n. 201.]

<sup>(1)</sup> Dans J 1026, n. 7, une pièce est intercalée après le n. 1021 : Concession d'un droit d'usage dans la forêt de Bourges aux maître et frères de la maison de Bléron.

1029. Paris, avril 1317. — Don de divers arpents de bruyères, marais et bois en la forêt de Cuise au monastère de Royallieu.

[JJ 56, f. 89 v., n. 202.]

1030. Le Bois de Vincennes, avril 1317. — Anoblissement de Raoul dit Macart.

[JJ 56, f. 94, n. 210.]

1031. Paris, février 1317. — Don à Jean le Veneur, châtelain de Lyons en Normandie, de 93 acres  $\frac{1}{2}$  et 8 perches de terre dans la forêt de Lyons.

[JJ 56, f. 94, n. 211.]

1032. Vincennes, avril 1317. — Don à la requête de Gaucher de Châtillon, connétable de France, du droit de bourgeoisie dans le royaume, à Nicoluccio Jacobi, Nicolino et Ruffo Gregori, originaires de Sienne, apothicaires à Paris.

[JJ 56, f. 94 v., n. 213.]

539. — 1033. Paris, avril 1317. — Légitimation de Jeanne et Seville dites La Bernasse.

[JJ 56, f. 94 v., n. 214.]

1034. Paris, avril 1317. — Légitimation de Guillaume de Porchefontaine.

[JJ 56, f. 94 v., n. 215.]

1035. Provins, avril 1317. — Anoblissement de Colard de Noella et de sa femme.

[JJ 56, f. 94 v., n. 216.]

1036. S<sup>t</sup>-Germain-en-Laye, février 1317. Amortissement pour la maison des pauvres Aveugles de Paris.

[JJ 56, f. 95 v., n. 219.]

Cf. n. 1071.

1037. Fontaine-aux-Bois, avril 1318. —



Don à la reine de la maison royale dite «de Greve» en Champagne.

[JJ 56, f. 95, n. 217.]

Cf. n. 1074.

1038. Vincennes, avril 1317. — Remise à Martin Martinez d'Espeleita de 9 d. s. 8. t. de cens sur sa maison d'Echalar.

[JJ 56, f. 95 v., n. 220.]

1039. Paris, mai 1318. — Autorisation pour maître Jean de Belleymont de transférer une rente de 10 muids de blé et 15 muids d'avoine à Girard de Fontanis, chevalier, qui pourra en disposer lui-même, sans payer de droits, en faveur de personnes d'Église.

[JJ 56, f. 108, n. 237.]

1040. «Autre de 20 l. t. par an aux religieux de Laon.»

a. Don aux Sœurs Mineures de Laon le Saulnier de 20 l. de revenu sur les salines de Gresson.

539 v°. — 1041. «Autre de la haulte et basse justice es lieux sur la rivière de Galace, etc., à Benoit Dejean.»

a. Don à Benoist Jehan de la justice que le roy avoit es lieux et riviere de Galecia et Pasturato, avec les vendaiges qui estoient deus au Roy. — b. Donum regis Benedicto Johannis, domicello, fratri domini Gonselini cardinalis, de alta et bassa justicia quam habebat in locis de Galecia, etc. — N.-D. la Royale près Pontoise, 1317. — c. 18 septembre.

1042. — Paris, juin 1318. — Don à Guillaume de Harcourt, seigneur de La Saussaye, chevalier, de la haute justice à Charentoneau et autres lieux.

[JJ 56, f. 110, n. 242.] — Histoire

généalogique de la maison de Harcourt, IV, 1215.

1043. Vincennes, mai 1318. — Don à Robin de Noyon, valet du roi, des biens confisqués de Robin Boudart.

[JJ 56, f. 111, n. 247.]

1044. «Faculté aux religieuses de Poissy de faire prendre des lapins en la garenne de Gravelle pour leur usage.»

a. Dravel.

Cf. n. 1065.

1045. Paris, avril 1317. — Assiette de 793 l. 13 s. 6 d. de rente au monastère de Poissy, pour en parfaire la fondation.

[JJ 56, f. 115 v., n. 260.]

Cf. n. 620.

1046. Paris, juin 1318. — Don au cardinal Pierre Colonna de 98 l. 16 s. 6 d. t. «in castro de Petriaco» et de 100 s. t. «in castro seu loco de Abreinx».

[JJ 56, f. 120 v., n. 271.]

\* Peyriac (Aude). — " Abrens (Aude).

PRIMUS QUATERNIO DE TEMPORE REGIS PH.  
NUPER DEFUNCTI.

REX PHILIPPUS MAGNUS.

(Menant, V, f. 148.)

542. — 1047. Littera K., comitis Marchie et Bigorre, per quas fuit par Francie et per quas tenet ad hereditatem castrum, castellanias et villas



de Bonavilla sus Touque, Niort et plures alias, data anno 1316<sup>(1)</sup>.

Paris, mars 1316. — Érection du comté de la Marche en pairie, avec divers dons dont la dévolution éventuelle est prévue.

[JJ 53, f. 53, n. 118.]

542 v°. — 1048. *Littera mandati facti omnibus justiciariis ut deliberent predictas villas d. comiti et ponant eum in possessione et saisina, data anno 1316.*

543. — 1049. *Littera foundationis et dotationis Castelleti capelle de XL l. p., data anno 1316.*

Lat. 11835, p. 162.

Cf. n. 938.

1050. *Littera Petri Taperel per quam dicta capella sibi fuit data et concessa, data anno 1317.*

Paris, 10 mai 1317. — Le roi donne à Pierre Taperel, clerc, la chapellenie qu'il a fondée au Châtelet.

Lat. 11835, p. 163.

543 v°. — 1051. *Littera Gregorii du Cornet et Ysabellis, uxoris ejus, de XL l. redditus quas capiunt et proli de legitimo matrimonio procreande super redditu in quo abbas et conventus de Laygny tenentur regi, data anno 1317.*

Cf. fr. 20685, p. 137 (lettres de Louis le Hutin, à Vincennes, juillet 1315, dont c'est ici la confirmation) et JJ 52, f. 91 v., n. 184 (Vincennes, juin 1315. Don à Gringoire du Cornet, valet de chambre du roi, à l'occasion de son mariage avec Isabel de Saint-Just, de 40 l. t. de rente sur l'abbaye de Lagny).

1052. *Littera Gerardi de Meriaco, militis, per quam possidet ad hereditatem quicquid poterat*

<sup>(1)</sup> Ici commence un nouveau fragment de la table en rouleau.

*competere regi in villa et territorio d'Aubepierre in feodis terrarum heredum deffunctorum Oliverii de Jusseyo, militis, et Mencioti de Rouvre cum pluribus aliis terris et redditibus, data anno 1318, mense julii.*

Cf. J 976, n. 19; Fr. 26707, f. 1; et JJ 54<sup>a</sup>, n. 486.

544. — *REGISTRUM DE TEMPORE DOMINI PH. REGENTIS REGNA FRANCIE ET NAVARRE.*

(Menant, V, 148.)

544 v°. — 1053. *Littera abbatis et conventus ecclesie B. M. de Becco Heluyi de v<sup>e</sup> L l. sibi assignatis ad hereditatem super firmis de Aseville, etc., in vicecomitatu d'Auge et alibi, data anno 1316.*

Paris, mars 1316. — Assiette, sur des fermes dans le pays d'Auge, de 550 l. de rente dues par le roi à l'abbaye du Bec-Hellouin à cause de la cession faite au roi Philippe le Bel par ladite abbaye du manoir de Longueil et de ses dépendances.

Menant, V, f. 148 (fragment). —

[JJ 53, f. 55, n. 123.]

Cf. n. 616.

547 v°. — 1054. *Littera Guillelmi dicti Pisdœ, scutiferi, de 40 l. p. ad hereditatem quas capit super Castelletum Parisiensem, data anno 1317.*

Cf. n. 952.

548. — 1055. Paris, mai 1317. — Renouvellement d'une assignation de 100 l. t. de rente sur la sénéchaussée de Beaucaire à Guillaume de Carsan, chevalier, qui avait perdu les premières lettres royales où cette assignation lui avait été faite.

P 2288, p. 478.

Cf. n. 947.

1056. *Littera conventus et canonicorum capelle*



*regalis Sancti Mauricii Silvanectensis super defensione bonorum.*

Paris, mars 1317. — Confirmation des lettres de sauvegarde accordées jadis aux prieur et chanoines réguliers de l'église de Saint-Maurice de Senlis.

[JJ 56, f. 75 v., n. 157.]

548 v°. — 1057. Longpont, octobre 1300. — Don de 3000 l. t. sur le Trésor à Louis, comte d'Évreux.

P 2288, p. 482.

Cf. n. 212.

549. — 1058. *Littera L., comitis Ebroicensis, de III<sup>m</sup> l. t. ad hereditatem super Thesauro regio Parisius, 1300.*

Paris, octobre 1317. — Rectification d'apanage en faveur de Louis, comte d'Évreux : il aura 3000 l. t. de rente sur Mantes, Montchauvet, Pacy, Bréval, etc., après la mort de la reine Marie et, en attendant, sur le Trésor.

P 2288, p. 480, 490. — Moreau, 341, f. 238 v.

1059. «Mention que les héritiers de Hugue l'Escuyer prenoient dix muids d'avoine sur les terres de Dourdan et Sonchamp.»

Cf. n. 218.

1060. Paris, janvier 1304. — Assignation à Louis d'Évreux sur la prévôté de Melun de 48 l. 10 s. p. et 3 muids de froment de rente, en compensation d'une omission dans l'assiette de son apanage.

K 177, n. 18.

1061. Saint-Germain-en-Laye, juin 1318. Assignation à Louis, comte d'Évreux, de 3000 l. de terre à paris en divers lieux.

[JJ 56, f. 260, n. 471.]

550. — 1062. S'-Germain-en-Laye, décembre 1317. — Vidimus et ratification, par le roi, de lettres (S'-Palais-en-Berry, mars 1315) qui ont accordé à Bertaut Foucaut, barbier et valet de chambre du roi, la terre et la maison dite «aus Quarniaus» à Château-landon.

P 2288, p. 492.

1063. Paris, 9 mars 1317. — Réassignation sur le finage de Saint-Quentin des 80 l. de rente que Fastroi de Ligne, chevalier, touchait par don de saint Louis sur le Trésor.

Fr. 20691, p. 67. — [JJ 56, f. 46, n. 119.]

550 v°. — 1064. *Littere quibus fuerunt franchisati et liberi ab omni servitute plures hic nominati, 1318.*

Paris, mai 1318. — Vidimus et ratification des lettres d'Ansel de Morienval et de Nicolas de Braye, commissaires du roi dans le bailliage de Senlis. Les commissaires vidiment des lettres (Paris, 23 janvier 1317) qui les chargent de l'affaire des affranchissements dans le bailliage de Senlis; ils donnent la liste des personnes affranchies, avec l'indication de ce que chacune a payé.

P 2288, p. 494. — [JJ 56, f. 112, n. 251.]

551. — 1065. *Littera priorisse et conventus monasterii Pissiaci per quas possunt capere cuniculos et lepores cum canibus et reticulis in talibus consuetis in garena de Dravello. 1318.*

Corbeil, juin 1318. — Faculté au monastère de Saint-Louis de Poissy de prendre des lapins pour son usage dans la garenne de Draveil.

P 2288, p. 476. — [JJ 56, f. 111, n. 247.]

1066. Vitry-aux-Loges, 30 novembre 1317. — Don à Pierre de Chalon, archidiacre d'Autun,



clerc du roi, pour ses services, de 500 l. de rente à Villefranche du Rhône, etc.

Fr. 20691, p. 67 (fragment). —

Baluze, 17, f. 60 v. — Menant,

V, f. 148.

**551 v°.** — 1067. «Mention des bénéfices que possédait led. Pierre de Chaalon.»

Ista sunt beneficia que magister Petrus de Cabilone, archidiaconus Eduensis, domini regis clericus, habebat in gratia sibi facta que superius continetur: canonicatum et prebendam et archidiaconatum Eduensis Ecclesie, Lingoensis, Cabilonensis, Matisconensis, Belvacensis, Sancti Justi Lugdunensis et Aquespense ecclesiarum canonicatus et prebendas. Date vero bullarum et aliarum litterarum collationem predictorum beneficiorum continentium vise sunt et per magistrum P. de Stampis registrate.

Fr. 20691, p. 67. — Menant, V, f. 148.

**552.** — 1068. *Excambium inter abbatem B. Katherine Rothomagensis et dominum regem, etc., quod dictus abbas tenebit ad hereditatem firmam de Carville et dominus rex manerium ville de Wardes. 1318.*

a. 1308. — b. 1308.

Cf. n. 503.

**553 v°.** — 1069. *Littera Guillebaldi militis de LX l. redditus pro quibus tenet ad hereditatem furnos banerios de Braya super Sequanam, 1317.*

Bourges, avril 1317. — Transformation en rente perpétuelle de 60 l. t. de rente viagère sur les revenus de la ville et chàtellenie de Bray-sur-Seine en faveur de Guillebaut d'Eschilleuses.

[JJ 53, f. 69 v., n. 156.]

**554.** — 1070. «Délaissement aud. du péage de la chàtellenie de Braye sur Seine au lieu de

5 s. t. par jour de gages, 10 l. p. de droit de robe par an et de 60 s. restans des 60 l. de rente de l'article précédent.»

<sup>a</sup>. De furno banerio et pedagio de villa de Braya super Secanam traditis ad firmam anno 1317.

1071. *Littera cecorum de confirmatione plurium reddituum et de LX l. p. pro vestibus et de XX l. p. pro pitancia in festo beati Remigii, 1317.*

Saint-Germain-en-Laye, février 1317. — Le roi énumère et confirme les revenus de la maison des Quinze-Vingts.

Lat. 11835, p. 161. — [Cf. L. Le Grand, *Les Quinze-Vingts*, dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, XIII (1886), p. 141, note 2.]

**555.** — 1072. Notre-Dame la Royale près Pontoise, juillet 1318. — Don à Mathieu de Varennes, chevalier, pour ses services, de 100 l. t. de rente perpétuelle sur les revenus de Champagne, au lieu d'autant en rente viagère.

[JJ 56, f. 186, n. 436.]

**555 v°.** — 1073. «Délaissement de moitié d'un moulin et d'un étang au finage de Ville\* en la prévôté de Nogent en Bassigny, etc., aux religieux du Val des Écoliers proche Chaumont en échange de 10 l. t. de rente sur le Trésor.»

*Littera religiosorum Vallis Sclarium prope Calvummontem per quas tenent ad hereditatem medietatem molendinorum et stagni de villa de Nongento, etc., 1319.*

\* Sans doute Biesle, c<sup>on</sup> de Nogent (H<sup>te</sup>-Marne). Cf. n. 880.

**556.** — 1074. «Don d'une maison en Champagne appelée de Grève à la reyne.»

Cf. n. 1037.



**556 v°.** — 1075. «Délaissement à Philippe le Convers de 81 l. t. de rente sur l'abbaye de S<sup>t</sup> Michel sur Mer à raison de la ferme du Bois-long\* en échange de 81 l. t. sur la fiéferme appelée de Durescu en la vicomté de Valogne.»

a et a<sup>2</sup>. La ferme du Boillon en la vicomté d'Avranches. 1319.

\* Bouillon, près Granville.

**557<sup>(1)</sup>.** — 1076. Janvier 1317. — Diplôme pour confirmer la fondation du monastère de Poissy.

P 2288, p. 458<sup>(2)</sup>. — [JJ 56, f. 32 v., n. 85.]

**558 v°.** — 1077. Paris, 8 mars 1317. — Don de 700 l. t. de rente viagère à Philippe le Convers, clerc du roi, qui, pour lui être agréable, avait cédé à la reine son manoir de Léry.

[JJ 56, f. 82 v., n. 174.]

**559.** — 1078. *Littera Ph. Conversi de cxxx l. reddituum quas abbas Sancti Salvatoris in Constantino debebat regi ratione firme feodate de Hamo in recompensacione manerii de Leriaco, 1317.*

a. du Hameau.

Paris, mars 1317. — Assignation de 130 l. de rente à Philippe le Convers, clerc du roi, qui, pour lui être agréable, avait cédé à la reine son manoir de Léry.

[JJ 56, f. 36 v., n. 96<sup>(3)</sup>.]

**559 v°.** — 1079. «Assignation aud. de 36 l. 15 s. 8 d. t. de rente sur la ville de Ville-

<sup>(1)</sup> Fol 557. Tertius quaternarius (l. quaternio) [Menant, V, f. 148 v.].

<sup>(2)</sup> «Registrata in tertio novo (ms. : nono) quaternione ad hereditatem de tempore istius regis in Camera compotorum, fol. V° LVII et LVIII.»

<sup>(3)</sup> Le coffret VII<sup>XX</sup> XII du Trésor des chartes était intitulé, dans la classification établie par Gérard de Montaigu : «Manerium et terra de Leriaco.» Cette transaction au sujet de Léry (c<sup>sm</sup> de Pont-de-l'Arche, Eure) a donné lieu à quantité de lettres, pour la plupart consignées dans les registres de la Chancellerie.

chien et autres lieux au lieu de 37 l. 10 s. 7 d. sur les revenus du Pont de l'Arche et en récompense du surplus luy a esté donné le patronage du Mesnil Thibaud.»

a. 1317.

**560 v°.** — 1080. «Confirmation de don<sup>(1)</sup> à Robert de Sarmiselles de quelques vignes dans le territoire de Saint-Brice en Auxerrois et du minage de la Villeneuve au diocèse de Sens pour en jouir à perpétuité au lieu d'une jouissance à vie.»

*Littera Roberti de Sarmisellis, militis, de vineis quas rex habebat in villis et territorio S<sup>ni</sup> Bricii in Autissiodorensi et de minagio Senonensi, 1317.*

Fr. 20691, p. 68 (fragment).

**561.** — 1081. Saint-Germain-en-Laye, juin 1318. — Assignation au profit de maître Philippe le Convers, clerc du roi, de 290 l. 5 s. 10 d. t. de rente dans les vicomtés de Mortain et d'Avranches, en récompense de ce qu'il a abandonné à Léry (n. 1077, 1078).

[JJ 56, f. 171 v., n. 392.]

**1082.** *Littera Ludovici Conversi de Villapetrosa per quam tenet a rege possessiones que fuerunt Guillelmi Grimaudi, etc., 1309.*

Châteauneuf-sur-Loire, juillet 1309. — Don à Louis le Convers de Villepreux de biens situés dans la paroisse de Mesnil-Osanne, qui provenaient de la forfaiture de Guillaume Grimaud.

[JJ 41, f. 61, n. 88.]

**561 v°.** — 1083. Bourges, 20 novembre 1318. — Remise à Gérard Gueite, de Clermont, maître de la Chambre des comptes<sup>(2)</sup>, ancien re-

<sup>(1)</sup> Ce don remontait au temps de Philippe le Bel : JJ 42<sup>A</sup>, f. 92.

<sup>(2)</sup> La première pièce relative à ce célèbre personnage qui figure dans les registres du Trésor est l'autorisation donnée par Ph. le Bel, à Paris, en février 1310 n. st.,



ceveur de Beaucaire, de Champagne et d'Auvergne, et à ses frères Jacques et Mathe, receveurs d'Auvergne et de Toulouse, qui ont spéculé indûment sur les variations du cours des monnaies, tant au cours de leur administration que comme banquiers de la Couronne.

[JJ 56, f. 155, n. 349.]

564. — 1084. Paris, juin 1318. — Assi-  
gnation de 1000 florins de rente (à 14 s. t. le  
florin) au cardinal Pierre Colonna sur divers  
lieux en Languedoc.

[JJ 56, f. 119 v., n. 267.]

565. — 1085. *Littera consulum castri Sancti  
Pauli de Quadajovis per quam consulatus diète  
ville fuit eis restitutus.* Août 1319.

Carcassonne, 20 juillet 1319. — Raoul,  
évêque de Laon, et Jean, comte de Forez, com-  
missaires du roi en Languedoc pour la réforma-  
tion du pays, vidiment des pièces qui leur ont  
été exhibées par les hommes de Saint-Paul Cap-  
de-Joux : à savoir des lettres du roi (Paris, 29 sep-  
tembre 1318) et des requêtes desdits hommes,  
sous le contre-sceau royal, adressées auxdits  
réformateurs. Conformément à ces requêtes,  
dont le roi leur a confié l'examen, les réforma-  
teurs sanctionnent la restitution des droits de  
consulat, etc., contre le paiement de 5000 l. t.  
pour finance et composition.

Fr. 23271, p. 294<sup>(1)</sup>.

566 v°. — 1086. « Don de 100 l. t. de  
rente à perpétuité à Bertrand de Drancourt

à Jacques et Géraut *Gaitani*, valets du roi, et à Mathieu,  
leur frère, bourgeois de Clermont, de posséder, quoique  
non nobles, les biens nobles acquis par Guillaume, leur  
père (JJ 41, f. 113 v., n. 203).

<sup>(1)</sup> Cf. J 1020, n. 52. Lettre de juin 1319, annulée,  
sur la même question : « Carta ista per consilium can-  
cellata fuit in C. c. Parisius, xxvi<sup>a</sup> die septembris anno  
1319, pro eo quod refertum est per relationem domi-  
norum episcopi Laudunensis et comitis Forensis, inquisi-

sur le bailliage de Tournesis au lieu de 100 l.  
à vie. »

a. 1317.

Cf. n. 1016.

567. — 1087. « Autre de 50 l. t. de terre  
sur le Trésor à Robert de Chalus, dit Boucher. »

a. Aubert. 1320.

1088. « Pariage ou association entre le Roy  
et la femme et les enfants de Ph. Galouk pour  
raison des droits du château de Canches. »

*Littera paragiū inter regem et liberos ac ux-  
orem defuncti Ph. Galouk, domicelli, de castro de  
Canchiis, april. 1320.*

571. — 1089. *Littera P. de Duesa, fratris  
Johannis, Dei providentia pape, de alta et bassa  
justicia in parte foreste de Bauro quam tenet ad  
hereditatem, 1320.*

Paris, août 1321. — « Don fait à Pierre  
Duese, frère du pape Jean XXII, en considéra-  
tion dudit pape, de la haute et basse justice sur  
la portion de la forest de Vaure qui a été assignée  
du commandement du roy audit Dueze et depuis  
confirmée. »

Fr. 4426, f. 337. — Baluze, 17,  
f. 61.

1090. « Assiette de 67 arpents  $\frac{1}{4}$  et une  
perche de bois en la forest de Baure dans le  
voisinage du château de Saint Félix audit  
Duesa. »

a. 1321.

torum ex parte regia pro reformatione patrie in Lingua  
occitana pro certis causis. Et fuit facta alia carta in con-  
trarium consulibus ville S<sup>u</sup> Pauli pro V<sup>m</sup> l. t. quas domino  
regi promiserunt reddere ad quinque annos, prout in de-  
bitis Tholose de tempore regis moderni continetur. » Le  
rapport des enquêteurs est joint, en forme de cédula. —  
L'affaire remontait à une transaction de mai 1308 (JJ 44,  
f. 81 v., n. 126; cf. fr. 25697, n. 34). — V. aussi les *Jour-  
naux du Trésor de Charles le Bel* (éd. Viard), n. 5153.



573. — 1091. *Littera Ph. Magni regis super pluribus redditibus in Thesauro canonicis Capelle regis, 1318.*

Paris, juin 1318. — Donation à la Sainte-Chapelle du Palais, à Paris.

[JJ 56, f. 120, n. 268.]

578. — 1092. *Littera regis pro canonicis Capelle regis, etc. Arrestum Camere per quod dicitur quod debent esse contenti.*

8 août 1336. — Arrêt de la Chambre en réponse aux doléances des prébendiers de la Sainte-Chapelle <sup>(1)</sup>.

Menant, V, f. 148.

<sup>(1)</sup> Le *Registrum donorum Caroli Pulchri*..., suite du «Livre Rouge» (plus haut, p. 85), commençait, de même que le «Livre Rouge» finissait, par des pièces relatives aux revenus de la Sainte-Chapelle (Menant, V, f. 151). — P. Amer (f. 127) écrit, en visant le f. 578 du Livre : «In eodem libro Campanie, dudum rubeo et nunc albo, scribitur totus processus fundacionis Sacre Capelle.»

579 v°. — 1093. «Articles concernant le fait de la terre d'Ostrevant ez parties de Hainault.»

*Plusieurs articles et raisons touchant la terre d'Ostrevant es parties de Haynaut.*

S. d. — Mémoires sur le comté d'Ostrevant et les droits du Roi sur ce fief <sup>(1)</sup>.

Fr. 20691, p. 89. — Menant, V, f. 149.

<sup>(1)</sup> Cette pièce se trouvait aussi au f. 44 du Mémorial H, comme l'a noté Menant (V, f. 149). P. Amer dit dans son Manuel (f. 124 v.) : «Ad idem propositum videatur quod scriptum est libro VIII<sup>o</sup> Memorialium signatum H, f. 44. Ad idem videatur saccus de quo fit mentio f. III<sup>o</sup> Inventarii processuum penes grapharios existentium. Ad idem soit veu en ung sac qui est en ung coffre de bois blanc estant en la vieille Chambre de France a main senestre en entrant en icelle, lequel sac est épitaphé d'une grande épitaphe escrite en parchemin en grosse lettre de la main de moy Amer.»

## INDEX

### DU « LIVRE ROUGE ».

Aalis, femme de Guillaume de Combreux, 252.

— femme de Jacques Gencien, 414, 487.

— V. Alix.

Ablitis (*Ezmelus de*).

Abrens, 1046.

Accorre (Renier).

Aceline de Chambly, 5, 729.

Achain (Aubert).

Adam, vicomte de Melun, 27, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82.

— Bayon, 676.

— Goulé, Gourlé, 434, 618, 619.

Ade, veuve d'Étienne du Miex-Thiercelin, 891.

Adenet de Morierval, 789.

*Ad Planchetam* (lieu dit), 675.

AFFRANCHISSEMENTS, 895, 914, 962, 999, 1022, 1064.

Agen (salin d'), 183.

Agnès, comtesse de Joigny, 440, 1064.

— *lotrix*, 788.

— femme de Jean de Garlande, 843.

— veuve de Pierre Marcel l'aîné, 319.

— *de Braya*, 807.

— *de Villa Martini*, 875.

Agneville, 279.

Aguétard (Étienne).

Aguirre (maison d'), 963.

— (Jean d').

Aicelin (Gilles).

Aigremont (Anselme, Ansel d').

Aimar d'Archiac, 197, 198, 259, 691.

— de Poitiers, 12, 185, 299, 300, 301, 302.

Aimé de Sobast, bourgeois de Bayonne, 510.

Aimeline, femme de Philippe Flament, 176.

Aimeri Bechet, 664.

— *de Gaya*, de Gais, 679, 740.



- Alain de Montendre, 376.  
*Alemanni (Olracus)*.  
 « Alexandre » (Baudouin d').  
 — de Loayse, 390.  
 Alfonse, fils de Blanche, tante du roi, 35.  
 — de Poitiers, 72, 237, 350.  
 — de Rouvray, 211, 621.  
 Alienorde, châtelaine de Saint-Omer, 735.  
 Alix, femme de Jean fils de Nicolas, 492.  
 — femme de Mathieu Coulongne, 742.  
 — de Haveskerque, 476.  
 — de Rochefort, 231.  
 — V. Aalis.  
*Altisio (Robert de)*.  
 Amance (Jean d').  
 Ambert (les Célestins d'), 222, 407, 473.  
 Ambleny, 603.  
 Ambroise de Bruis, 684.  
 Amé, comte de Savoie, 804, 805.  
 Amiens, 912; (bailliage d'), 488.  
 Amilly, 922, 961.  
 Ancel de Villarcet, 305.  
 — V. Ansel.  
 Ancier (Jean d').  
 Andely (forêt d'), 998; (prévôté d'), 670, 798; (vivier d'), 678.  
 Andilly (moulins d'), 467.  
 André, clerc de la saucerie, 782.  
 — *Castellani*, 860.  
 — de Chauvigny, 941.  
 — de Courcelles, 745.  
 — de Vitry, 293.  
 — Percheron, 216.  
 — Rouaut, 942.  
 — Thiard de Chambly, 670, 678.  
 Angle (Jean d').  
 Anjorant. V. Enguerran.  
 Anne, fille du seigneur de Saint-Vincent, 945.  
 ANOBLISSEMENTS, 298, 894, 903, 919, 942, 988, 1003, 1030, 1035.  
 Ansel de Chatenay, 193.  
 — de Morienval, 1064.  
 « Anselme » ou Ansel d'Aigremont, 711, 748.  
 Antoine Évrard, 582.  
 — Reins, bourgeois de Saint-Omer, 695.  
 Arbignac, 904.  
*Arcellis (Gandulphus de)*.  
*Archæ*, 854.  
 Archiac (Aimar d').  
 Argent... (Isabelle d').  
 Argentan, 91.  
 Argenteuil, 382.  
*Aria (Gilbert de)*.  
 Arlay (Jean de Chalon, seigneur d').  
 Armagnac (comte d'). V. Bernard.  
 « Arnault Catalan », 822.  
 Arnaut Carlon, 255, 373.  
 — de Navailles (Guillaume).  
 — de Podenas (Guillaume).  
 — de Portali, 903.  
 — « de Pourbolain », 905.  
 — de Trian, 1017.  
 Arnoul « de Caset », 707.  
 — de Quincampoix, médecin du roi, 596, 731.  
 Arpaille (Hugues).  
 Arras (bourgeois d'). V. Beauparisien, Jean Le Borgne, Laurent Hoël, Mathieu Laintier, Philippe de Vinea, Segalon Wyon.  
 Arreblay (Jean d').  
 Artois (Jeanne, Mahaut, Robert d').  
 Asce (Thomas).  
 Aseville, 1053.  
 Assay, 976.  
 Asy, 562.  
 Aubepierre, 1052.  
 Aubert Achain, 38.  
 — de « Lhomme », 583.  
 Aubigny (prévôté d'), 99.  
 Aubouin, « Auboyon, de Breceyo » (Étienne).  
 Audenarde (Jean d').  
 Auge (vicomté d'), 1053.  
 Augustins. V. Flotin, Limoges, Saint-Augustin (Ermites de).  
 Aunet, 19, 66.  
 Aunis (Grand fief d'), 9, 234, 375.  
 Ausmiches (Roger).  
 Autry (Péronnelle d').  
 Auxerre (Guillaume de Chalon, comte d'); (Pierre de Belleperche, évêque d').  
 Aveline, femme de Pierre Évrard, 599.  
 Avellanet, 337.  
 Avenières, 567, 568, 569.  
 — (Robert d').  
*Avicia*, concierge de Poissy, 665, 666.  
 Avranches. V. Gilles l'Orfèvre.  
 — (Guillaume, évêque d'); (vicomté d'), 1081.  
 Avredon (Colard).  
 Avrolles, 440.  
 Aymar. V. Aimar.  
 Bacqueville, 868.  
 Bailheus (Pierre de).  
 Baigny (Jean de).  
 Baleine (Gérard).  
 Bapaume (moulins de), 369; (péage de), 250.  
 Baptiste (Pierre).  
 Bar (Guillaume de).  
 Barbazan (Menaud de).  
 Barbeaux (abbaye de), 175, 457.  
 Barbier (Philippe).  
 Bardilly (Jean de).  
 Bar-sur-Aube, 880.  
 Bar-sur-Seine (prévôté de), 682.  
 Barthélemy Chevrier, 816.  
 — de Colomberio, 923.  
 — Platzars, 970.  
 Bartolino Carcitani, 897.  
 Bauçay (Gui, Hugues de).  
 Baudouin d'« Alexandre », 743.  
 — de la Cour, bourgeois de Gand, 420.  
 — le Danois, 584.  
 Baufremont (Pierre de).



- Baugi (Pierre de).  
 Bayon (Adam, Jacques de).  
 Bayonne (bourgeois de). V. Aimé de Sobast.  
 Béatrix de *Frigidovillari*, 465, 820.  
 — de Montreuil, 550, 551.  
 Beaucaire (sénéchaussée de), 841, 911, 947, 1055.  
 Beaugency (N.-D. de), 200.  
 Beaujeu (Guichard de).  
 Beaumarchais, 904.  
 Beaumont, 333.  
 — (Jean, Jeanne, Raoul de).  
 — en Vexin, 54.  
 — le Roger (prieuré de), 617.  
 — sur-Oise (prieuré de), 24;  
 (prévôté de), 202, 630, 794;  
 (péage du pont de), 754.  
 Beaune (Pierre de).  
 Beauparisien, bourgeois d'Arras, 705.  
 Beauquesne, 550.  
 Beusart (Maalin de).  
 Beauvais (doyen et chapitre de), 51, 478; cf. Saint-Lucien.  
 Beauval (Robert de).  
 Bec-Hellouin (abbaye du), 505, 554, 616, 1053.  
 Bechet (Aimeri).  
 Belingham (Jean de).  
 Bellefaye (Guillaume de).  
 Bellencombte (château de), 484.  
 Belleperche (Pierre de).  
 Bellerive, 1015.  
 Belleymont (Jean de).  
 Benoit, fils de Lanfranc *Tartarus*, 243 et suiv.  
 — Dejean, 1041.  
 — de Saint-Gervais, 883.  
 — Zacharie, 30.  
 Béraud de Mercœur, 4, 240, 241, 353, 354, 442, 574.  
 — Pierre, 96.  
 Bergues (Gilbert, Jean, châtellains de); (renenghes de), 325.  
 Bernard, comte d'Armagnac, 178, 179.  
 — (Pierre).  
 Bernard de Calonne, 712.  
 — de Sérignan, 1004.  
 Berrieux, 104.  
 Bertaut, évêque d'Orléans, 501.  
 — (Florent).  
 — Foucaut, 1062.  
 Bertrand (Pierre).  
 — de Cardaillac, 25.  
 — de Drancourt, 1016, 1086.  
 — de Grandlieu, 747.  
 — Jourdain de Lisle, 149, 279, 423, 424.  
 — le Verrier, 1004.  
 — Percheron, 216.  
 Bétencourt (Renaut de).  
 Béthizy (Jean de); (prévôté de), 15, 630, 669.  
 Betin Caucinel, 92, 261, 292, 365.  
 Beuvron, 145.  
 Biche Guidi, 324, 489, 701, 703, 707, 708, 714, 719, 744, 829.  
 Bienfaite (Étienne de).  
 Bienville (prairie de), 675.  
 Bierre (forêt de), 838, 943-44.  
 Biesles, 880, 1073.  
 Bigorre, 143.  
 Blamont (Henri de).  
 Blanche, abbesse de N.-D. la Royale, 425, 426.  
 — fille de Louis IX, 307, 308, 309.  
 — fille du duc de Bretagne, 403.  
 — d'Espagne, 874.  
 Blanmanteau (Perin).  
 Bligon (moulin de), 864.  
 Bohon, 956.  
 Boillon, 1075.  
 Bois Arnaud (Roger de).  
 Boiscommun (prévôté de), 662.  
 Bois Énard, 47.  
 Boisguillaume, 619.  
 Boisoger (forêt de), 38, 924.  
 Bolinvilla (Thibaut de).  
 Bommiers (Jacques, Marguerite de).  
 Bonin (Guérin, Lambert).  
 Bonnac, 144.  
 Bonnay (Jean de).  
 Bonnet (Guillaume).  
 Bonneville (forêt de), 242.  
 — sur-Touque, 1047.  
 Bordeaux (château de), 510;  
 (revenus de), 184.  
 Bordenet (Michel de).  
 Bos Carlon, «citoyen de Bordeaux», 253, 342.  
 Bouchard (Pierre).  
 Boucher (Robert de Chalus, dit).  
 Bouchevilliers, 477.  
 Boudart (Robin).  
 Bouillon (ferme du), 1075.  
 Boulogne (Robert, comte de).  
 — sur-Mer (N.-D. de), 471, 472.  
 Bourbon (sire de), 984.  
 Bourges (prévôté de), 329.  
 Bourgogne (Robert, duc de).  
 — (comté de), 899, 972.  
 Boutiers (Jean).  
 Bouville (Hugues, Jean de).  
 Brabant (Jean, duc de). Cf. Geoffroi.  
 Bracey (molendinum de), 871.  
 Bracon (Jean de).  
 Braya (Agnès de).  
 Bray (Renaut de), sous Baudemont, 506.  
 — sur-Seine, 1069, 1070.  
 Braye (Nicolas de).  
 Brecholle (Nicolas).  
 Brécy, 983.  
 Bretagne (duc de), 403, 494.  
 Breteuil (N.-D. de), 127.  
 Breton (Galeran, Roland).  
 Breuil en la vicomté de Falaise (terre de), 388.  
 Bréval, 1058.  
 Brioules-sur-Bar, 843.  
 Briqueville, 850.  
 Brix en Cotentin, 900.  
 Broce (Pierre de).  
 Broiers (Robert).  
 Bruech (Philippe, Pierre du).  
 «Brueg», 508.  
 Bruges (bourgeois et échevins de).



- V. Colard Avredon, Gautier le Karkre, Gérard Kant, Guérin Bonin, Guillaume Rinuisk, Jacques de Greudhie, Jacques Lam, Jean de Hertebergue, Jean Le Grand, Jean Pietersonne, Jean Wandelart, Lambert Bonin, Robert Caut, Vautier le Tonnelier.
- Bruis (Ambroise de).  
Brunet (Guilhem).  
Buhure (Renaut).  
Buille (Renaut).  
Bure (forêt de), 213.  
Busquet (Guillaume, Robert).  
Bussy. V. Fontaine.  
*Buxeria* (Pierre de).
- Cachant, 526.  
Caen (hôtel-Dieu de), 242.  
Cahors, 905, 1018.  
Calonne (Bernard de).  
Calot Jehan le Nain, 433.  
Calvignac (Dieudé, vicomte de), 939.  
*Campinis* (Robert de).  
Canches, 1088.  
Canet (Guillaume de).  
*Cantuslupi* (*molendinum*), 859.  
Cany, 421.  
Carbonnel (Guillaume).  
Carcassonne, 1011; (salin de), 537, 539, 842.  
Carcitani (Bartolino, Jaquin).  
Cardaillac (Bertrand de).  
*Cardineto* (*magistri et scolares studentes in domo de*), 393, 417.  
Carentan (vicomte de), 762.  
Carlou (Arnaud, Bos).  
Carnelle (forêt de), 24.  
Carsan (Guillaume, Pierre de).  
Carville, 503, 1068.  
«Caset» (Arnoul de).  
Cassel (châtelain de), 907.  
Castanet, 337.  
*Castellani* (André).  
*Castris* (Guillaume de).  
«Catalan» (Arnault, Nicolas).
- Catherine, femme de Colard Avredon, 364.  
— femme d'Hermier de Montmartre, 396.  
— femme de Jean Pieteronne, 289.  
Caucinel (Betin).  
Caussade (Raimond de).  
Caut (Robert).  
Célestins. V. Ambert, Chanteau, Mont-de-Châtres.  
Cepoy (Thibaut de).  
Cerens (Jean de).  
Chabrol, 984.  
Chailly (Jean de).  
Chailly et Longjumeau, 276, 354, 442, 574.  
Chalautre la Grande, 958.  
Chalon (Guillaume, Jean, Pierre de).  
Châlons (Nicolas de). V. «Catalan».  
Chalucet, 984.  
Chalus, 984; (Robert de).  
Chambay, 448.  
Chamberton (moulin de), 872.  
Chambly 630; (Aceline, André Thiard, Jean, Jeanne, Martin, Oudart, Pierre de).  
Chambon (forêt de), 991.  
Champagne (sénéchal de), 1003.  
Champarmoy (Marie de).  
Champigné (Henri de).  
Champigny-sur-Veude, 953.  
Champrond, 527.  
Chanlitte (Étienne de).  
Chanteau (les Célestins de), 222, 406, 473.  
Chanteloup (manoir de), 915, 951; (terre de), 112.  
Chantereine (moulin), 137.  
Charentoneau, 1042.  
Charles de la Marche, 917, 1047, 1048.  
— de Valois, 49, 170, 356, 483, 488, 527, 614, 615, 679.  
Charlieu (abbé de), 409.  
Charlot du Mont, 933.
- Charrier, Chartier (Pierre).  
Charroux (abbaye de), 548.  
Chartreux. V. Liget, Mont-Saint-Louis, Paris, Vauvert.  
Chastelier (Jean du).  
Château-Gaillard, 678.  
Châteaulandon, 1062; (prévôté de), 21, 145; (moulins de), 137; (prévôté de), 660.  
Châteauneuf-sur-Loire (garenne de), 659; (prévôté de), 660.  
Châteauroux, 941.  
Chatelraould (Marne), 976.  
Chatenay (Ansel de).  
Châtillon (Gaucher, Gui, Jean de).  
Châtillon-sur-l'Oignon, 32.  
— sur-Indre, 37.  
Chauconin, 295.  
Chaumes (abbaye de), 313.  
Chaumont, 102.  
Chaumontois (forêt de), 932, 948.  
Chauny-sur-Oise (péage de), 686.  
Chauvigny (André de).  
Chelles, 603.  
*Cheneyo* (Pierre de).  
Chesney (Pierre du).  
Chevreuille, 652.  
Chevrier (Barthélemy).  
Chiviers (Pierrot de).  
Choisy, 436, (maison royale de), 813, 825; (péage de), 478, 558; (prévôté de), 925.  
Cholet (Jean).  
Cholets (Collège des), 189, 272.  
Clarie (maison de), 930.  
Clément de Savi, 514.  
Clermont (Raoul de).  
— (évêché de), 479.  
Cléry (N.-D. de), 449.  
Clobouche (Étienne).  
Cluignet (Renaut).  
Cluny (Saint-Pierre de), 982.  
Cocatrix (Geoffroi).  
Coigny, 473.  
Cointet (Gui).  
Colard de Noella, 1035.



- Colard Avredon, bourgeois de Bruges, 362, 363, 364.  
 Colet du «Reelus», 785.  
 Colin de Curru, d'Étrepagny, 798.  
 Colin Mouton, 767.  
 Colin Usunbardi, 897.  
 COLOMBIERS (permissions de bâtir des), 956, 1000, 1024.  
 Colonne (Pierre de).  
 Columberio (Barthélemy de).  
 Combreaux (Guillaume de).  
 Comer (Jean).  
 Compiègne, 436, 466, 496; (Maison-Dieu de), 934, 1026; (prévôté de), 169, 925; (religieuses de), 40.  
 — (Étienne, Fulcon de).  
 Conches (Philippe de).  
 Condé (Pierre, Robin de).  
 Conflans (manoir de), 973.  
 Coquatrix. V. Cocatrix.  
 Coquerel (Fremin de).  
 Corbeil (moulins de), 544; (pont de), 100; (prévôté de), 355, 362, 370, 780.  
 — (Thibaud de).  
 Corberon, 19, 66.  
 Cordonnier (Jean).  
 Corfalot (moulin de), 872.  
 Cormeilles-en-Parisis, 42.  
 Cormeilles (N.-D. de), 854, 906.  
 — (Étienne de).  
 Cormery (abbaye de), 956.  
 Cornet (Grégoire du).  
 Cornu (Guillaume).  
 Corroye (Guillaume).  
 «Cotevrait» (Roger de).  
 Couci (Enguerran de).  
 Coulommiers (prévôté de), 392.  
 Coulongne (Mathieu).  
 Courbefy, 984.  
 Courcelles (André de).  
 Courceyo (Guillaume de).  
 Courcy (forêt de), 991.  
 Courlegis (Huars, Jean de).  
 Courpalay, 936.  
 — (Jean de).  
 Coutances, 873, 1012; (religieux de), 128.  
 Crécy, 520; (prévôté de), 814.  
 — (Gaucher de).  
 Crespin (Guillaume).  
 Cressenville, 552.  
 Crogy, 562.  
 Gromerius (Gui de).  
 Cropus, 619.  
 Cuise (forêt de), 463, 517, 635, 925, 1026, 1029.  
 Curçay, 896.  
 Curzay (Guillaume de).  
 Curru (Colin, Jean de).  
 Cys, 559, 561.  
 Dampierre (Gui, Jean de).  
 Danville, 964.  
 Dauphin (Jean).  
 Dejean (Benoit).  
 Delisle (Raoul).  
 Delorme (Guillaume).  
 Denestenville, 533.  
 Denisot de Valenciennes, 140.  
 Denisy (Thibaud).  
 Dicy (Pierre de).  
 Dieudé, vicomte de Calvignac, 939.  
 «Dionet». V. Dromo.  
 «Divos» (Pierre de).  
 Dixmier (Jean).  
 Domfront en Passais, 693.  
 Douai. V. Jean le Borgne.  
 Doullens, 887; (prévôté de), 752.  
 Dourdan, 1059.  
 Drancourt (Bertrand de).  
 Draveil, 1044, 1065.  
 Dreu de Fontainebleau, 786.  
 — de Montausier, 235.  
 — la Gueite, 246, 834.  
 Dreux (Jean, comte de).  
 Drincuria (molendinum de), 878.  
 «Dromo» Lupi, 101.  
 Dudet (Jean).  
 Dueze (Pierre).  
 Du Mont (Charlot).  
 Dunkeld (évêque de). V. Mathieu.  
 Durand (Gailhard).  
 Durand de Sens, 1.  
 Durescu, 1075.  
 Durfort (Raimond Bernard de).  
 Durnay (Miles de).  
 «Dury» (Geoffroi).  
 Eavi (Aquaticum), 597, 618.  
 Echalar (maison d'), 1038.  
 Écouis, 552.  
 Écrouves (Guérin d').  
 Egidia, veuve d'Hugues Taupin, 657.  
 Elbeuf (bois d'), 821.  
 Élie Taleyrand, comte de Périgord, 270, 271.  
 Enguerran, valet, 974.  
 — de Couci, 262.  
 — de Marigny, 105, 428, 464, 477, 482, 502, 503, 504, 505, 525, 527, 531, 533, 542, 554, 574, 575, 656, 888.  
 — de Meneville, 476.  
 Épinay près Longjumeau, 294.  
 Équiqueville, 597.  
 Erembourg, femme de Raoul de Beaumont, 238.  
 Ermont, 291.  
 Ernemont, 619.  
 Erquery (Herpin d').  
 Escaille (Roger).  
 Eschilleuses (Guillebaud d').  
 Escoutepluie (moulin d'), 858.  
 Espagne (Blanche, Ferrand d').  
 Essars (Martin, Pierre des).  
 Essart (grange de l'), 7.  
 Estevenon, femme de Jean Fouquet, 37.  
 Estiénot de Valenciennes, 524.  
 Étampes (prévôté d'), 109, 260.  
 Étienne, cardinal de Saint-Cyriaque, 819, 825. V. Étienne de Suisy.  
 — comte de Sancerre, 274.  
 — portier du château de Saintes, 236, 237.  
 — Aguetard, 201.



- Étienne dictus « Auboyon de Breceyo », 871.  
 — Globouche, 929.  
 — de Bienfaite, 227, 311.  
 — de Chanlitte, 125.  
 — de Compiègne, 252.  
 — de Corneilles, bourgeois de Paris, 296.  
 — de Lingeneuve, 826.  
 — de Nigrostanio, de Nérestan, 611, 612.  
 — de Suisy, 813. V. Étienne, cardinal de Saint-Cyriaque.  
 — du Miex-Thiercelin, 891.  
 — Fouquet, 37.  
 — Haudri, 165, 824.  
 — Potier, bourgeois de Paris, 534.  
 Euphémie, femme de Jean de Maubeuge, 840.  
 Eustache de Flavacourt, 102.  
 — de Pirou, 850.  
 Évrard (Antoine, Pierre).  
 — fils de Cécile, de Gand, 516, 581.  
 — de Nointel, 15.  
 Évreux (évêque d'), 153; (Guillaume d'), (Louis, comte d').  
 Évry-sur-Seine, 401.  
 Ezmelus de Ablitis, juif du roi, 962.  
 Fabre (Pierre, Robin).  
 Falaise, 87, 195.  
 Fastroi de Ligne, 1063.  
 « Faulconnage » (droit de), 42, 291.  
 Fauqueville, 533.  
 Fava (Giacomo).  
 Félix (Jean).  
 Ferrand d'Espagne, 187, 803.  
 — Pierre, 96.  
 Ferrette (Marguerite, comtesse de).  
 Festu (Jean).  
 Fichon (Richard).  
 Figeac (abbaye de), 277, 278, 284.  
 Flament (Guillaume, Nicolas, Philippe, Pierre, Pierrot). V. Le Flament.  
 Flandre (Gui, comte de); Maalin de Beusart, connétable de); (Marguerite, comtesse de).  
 Flavacourt (Eustache, Guillaume de).  
 Flore, femme de Robert de La Couture, 780.  
 « Florence » (Pierre).  
 Florent (Gui).  
 — Bertaud, 741.  
 Flote (Guillaume).  
 Flotin (monastère de), 987.  
 Foix (comtesse de), V. Jeanne d'Artois.  
 Fontaine et Bussy (maison de), 313.  
 Fontainebleau (Dreu de).  
 Fontaines, 457, 458.  
 Fontanis (Girard de).  
 Fontenay (Guiart de).  
 Fontevault (religieuses de), 183, 184.  
 Fontis (la « Haye » de), 945.  
 Forez (Jean, comte de).  
 Forges en Bray, 851.  
 Formier (Hervé du).  
 Foucaut, 236.  
 Foucaut (Bertaut).  
 — de Merle, maréchal de France, 515.  
 Foulley (Pierre de).  
 Foulques (Jean).  
 — de Mateflon, 389.  
 — de Rigny, 32, 493, 751, 830.  
 Fouquet (Étienne).  
 Fouquet des Champs, bourgeois de Gand, 380.  
 Foutel (Robert).  
 Fréauville, 619.  
 Fremin de Coquerel, 622.  
 Freneuse, 161.  
 Frères prêcheurs, V. Paris, Poissy.  
 Frescobald (Germond, Jeraumond de).  
 Fresne (bois de), 46.  
 Fretel. V. Foutel.  
 Frigidovillari (Beatrix de).  
 Friquembaut (Renier).  
 Frontenas, 982.  
 « Fulcon » de Compiègne, 1.  
 G. de Villebrune, 103.  
 Gailhard Durand, 860.  
 Gaillardbois, 552.  
 Gaillefontaine, 483, 527.  
 Gaillon (Jean de).  
 Gais (Aimeri de).  
 Galard (Pierre de).  
 Galecia, 1041.  
 Galeran Breton, 332, 480, 481, 623, 624, 625, 1009.  
 — de Luxembourg, seigneur de Ligny, 920, 921.  
 — « des nappes », 79. V. Galeran Breton.  
 Gallois (Guillaume).  
 Galois (Jean).  
 Galouh, Galouk (Philippe).  
 Gamaches (Robert de).  
 Gand (bourgeois de), 419, 467.  
 V. Baudouin de la Cour, Évrard fils de Cécile, Fouquet des Champs, Geoffroi et Gilbert de Meran, Gohier fils de Jordaens, Henri de Speculo, Jean Comer, Jean Foulques, Philippe du Val; (châtelain de). V. Guérard de Sotenghem.  
 Gandelu, 334.  
 Gandulphus de Arcellis, 379.  
 Garencières (terre de), 1002.  
 — (Pierre, Yon de).  
 Garlande (Jean de).  
 Garnier, fils d'Imbert de Romans, 1027.  
 Gaucher de Châtillon, 50, 82, 215; (connétable de Champagne), 9, 214, 375; (connétable de France), 950, 1032.  
 — de Crécy, seigneur de Châtillon-sur-Marne, 107.  
 Gautier de Hondescote, 397, 538, 540, 918.  
 — de Masières, 608.  
 — de Montigny, 298.



- Gautier le Karkre, échevin de Bruges, 285, 286.  
 — Polard, 817.  
 Gencien (Jacques).  
 Gènes, 243.  
 Geoffroi, fils du duc de Brabant, 377.  
 — Cocatrix, 60, 62, 100, 159, 286, 290, 355, 401, 544, 549, 883.  
 — de la Charité, 145.  
 — de Meran, bourgeois de Gand, 339, 474.  
 — de Rorey, Rotey, 206.  
 — de Savigny, 432.  
 — du Plessis, 31, 78, 188, 189, 269, 392, 393, 501.  
 — du Temple (maître), clerc du roi, 432.  
 — Dury, de Vriac, 90.  
 — Gorju, 677.  
 Gérard Baleine, 141, 151, 423, 424.  
 — de Meriaco, 1052.  
 — Kant, de Bruges, 438.  
 — V. Girard.  
 Géraut Gueite, 1083.  
 Gerin de Via, 717.  
 Germond. V. Jeraumond.  
 Ghistelles (Jean de).  
 Giacomo Fava, 897.  
 Gien, 985; (péage de), 19, 66; (prévôté de), 99.  
 Gilbert, châtelain de Bergues, 71, 528, 530.  
 — de Aria, bourgeois de Saint-Omer, 694.  
 — de Louvres, 45.  
 — de Meran, de Gand, 426.  
 — (Jean).  
 Gilles, abbé de Saint-Denis, 876.  
 — panetier de la reine, 738.  
 — Aicelin, archevêque de Narbonne, 344, 416, 417, 537, 539.  
 — de Hangest, 267.  
 — de Haveskerke, sire de Wattenes, 322, 323, 324, 723, 724.  
 Gilles de Laon, 507, 508.  
 — de Remin, 254, 497.  
 — Fureterius, 769.  
 — l'Orfèvre, d'Avranches, 869.  
 Girard, comte de Juliers, 722.  
 — de Fontanis, 1039.  
 — de Saint-Just, 15.  
 — Mainabource, 736.  
 — Maucréant, 686.  
 Giry (Péronelle de).  
 Gisors (prévôté de), 779, 787.  
 Giverny, 262.  
 Gobert de Herlevilla, de Helleville, 681.  
 Godefroi. V. Geoffroi.  
 Gohier, fils de Jordaëns, bourgeois de Gand, 158, 604.  
 Gonesse, 32, 647.  
 Gonselinus, cardinal, 1041.  
 Gorju (Geoffroi).  
 Gosselin le Grenetier, 76.  
 Gossuin de S<sup>t</sup>-Albin, 257.  
 Gourlé (Adam).  
 Gournay (moulin de), 865; (prévôté de), 691.  
 Goussainville (Guiart de).  
 Goutart (Jean).  
 Grainville, 552.  
 — (ferme de), 247, 248.  
 Grandis (Jean de).  
 Grandivillaris (*prepositura*), 783.  
 Grandlieu (Bertrand de).  
 Gravenchon (maison royale de), 381.  
 Graveria (Guillaume de).  
 Grégoire du Cornet, 1051.  
 Gregorü (Nicolino, Ruffo).  
 Gresson (salines de), 1040.  
 Greudhie (Jacques de).  
 Grève (maison de), en Champagne, 1037, 1074.  
 Grèze (châtellenie de), 923.  
 Grimaldi (Renier).  
 Grimaud (Guillaume).  
 Gruel (moulin de), 873.  
 Gueite (Géraut, Jacques, Mathe).  
 Guérard de Sotenghem, châtelain de Gand, 384, 385.  
 Guérin Bonin, 159.  
 Guérin d'Écrouves, 916.  
 Guerres (moulin de), 861.  
 Guerris (Jean de).  
 Gui, évêque de Noyon, 129.  
 — frère du comte de Hainaut, 11.  
 — Cointet de Livry, 979.  
 — de Bauçay, 394, 896, 993.  
 — de Châtillon, comte de S<sup>t</sup>-Pol, 70, 887.  
 — de Cromeris, 208.  
 — de Dampierre, comte de Flandre, 219, 314, 921.  
 — de Laon, trésorier de la S<sup>t</sup>-Chapelle, 75, 164, 283, 420.  
 — de Mauvoisin, 126.  
 — de Nesle, 23.  
 — Florent, 977; bourgeois de S<sup>t</sup>-Omer, 697.  
 — « Machelles », 137.  
 Guiart de Fontenay, 523.  
 — de Goussainville, 592.  
 Guichard de Beaujeu, 160, 970, 1015.  
 — de Marzy, 279.  
 Guidi (Biche, Nicolas).  
 Guilhem Brunet, 1011.  
 Guillaume, évêque d'Avranches, 161.  
 — Arnaut de Navailles, 190.  
 — Arnaut de Podenas, 908.  
 — Bonnet, trésorier d'Angers, 693.  
 — Busquet, 1008.  
 — Carbonnel, 846.  
 — Cornu, 795.  
 — Corroye, 848.  
 — Crespin, sire de Dangu, 265, 266.  
 — de Bar, 13.  
 — de Bellefaye, 793.  
 — de Canet, 937.  
 — de Carsan, 725, 911, 947, 1055.  
 — de Castris, 109, 110, 112, 260, 653, 654.



- Guillaume de Chalon, comte d'Auxerre, 41, 165.  
 — de Combreux, 130, 196, 252.  
 — de Courceyo, 844.  
 — de Curzay, 994.  
 — d'Évreux, 622.  
 — de Flavacourt, 147, 336.  
 — de Graveria, 858.  
 — de Hangest, 120, 121, 122, 123, 124, 267, 835.  
 — de Harcourt, 516, 578 et suiv., 821, 1004, 1042.  
 — de Javerziaco, 659.  
 — de La Balme, 699.  
 — de La Mote, 776.  
 — de Lesevilla ou de Johannisvilla, 975.  
 — Delorme, 294.  
 — de « Machelle », 137.  
 — de Marcilly, 549.  
 — de Maroil, 231.  
 — de Meheudun, 845.  
 — de Melun, 350.  
 — de Morteri, 111.  
 — de Nogaret, 136, 431, 843.  
 — de Nozeriis, 441.  
 — de Pesnes, 713.  
 — de Pierre Pertuse, 937.  
 — de Plaisians, 831.  
 — de Plauzoles, 728.  
 — de Porchefontaine, 1034.  
 — de Roseto, 6.  
 — de Roussillon, 716.  
 — de Ry, clerc du roi, 162.  
 — de Saint-Michel, 38.  
 — de Tallaye, 329, 331.  
 — des Usages, vidame du Mans, 387, 455.  
 — du Puy, 580.  
 — Flament, 63, 286.  
 — Flote, seigneur de Revel, 349.  
 — Gallois, 48.  
 — Grimaud, 1082.  
 — Hébert, 847.  
 — Julien, 827.  
 — l'Archevesque, 228, 229, 230, 232.
- Guillaume la Truye, 55.  
 — le Maçon, 864.  
 — le Moine, 586.  
 — Lescot, 18.  
 — Logre, 788.  
 — Mango, sire de Surgères, 233.  
 — Mareschal, 790, 791.  
 — Pizdoe, 946, 952, 1054.  
 — Rebrachien, 204.  
 — Rinuisk, échevin de Bruges, 59, 60.  
 — Rotier, huissier d'armes, 427, 662.  
 — Salomon, 433.  
 — Toustain, 1006.  
 — Vicecomitis, 890.  
 Guillehaut d'Eschilleuses, 890, 1069.  
 Guillemete, femme de Robert de Gamaches, 980.  
 Guillot Hardy de Limay, 758.  
 — Strabo, 757.  
 — Triboul, 1022.  
 Guines (comté de), 83; (terre de), 471.  
 Guiot de Moulleno, 968.  
 Guiote, châtelaine de Lille, 920.  
 Guyonnet de Romans, 730.  
 Hainaut (Jean, comte de); Isabelle de). V. Gui.  
 Hamo, Hameau, 1078.  
 Hangest (Gilles, Guillaume de).  
 Harcourt (Guillaume, Jean de).  
 Hardy (Guillot).  
 Harfleur (moulin de), 860.  
 Harnes (Jean de).  
 Haudry (Étienne).  
 Haulte Maison (Jean de).  
 Haveskerque (Alix, Gilles, Jean, Jeanne de).  
 Haya (*nemus de*), 226.  
 « Hazart de Tieux » (Renaut).  
 Hébert (Guillaume).  
 Hellequin (Jean).  
 Helleville (Gobert de).
- Hellin de Voissiere, de Voisins, de Voisiers, 715.  
 Héloyse, femme de Durand de Sens, 1.  
 Hennemont (prieuré de), 372, 940.  
 Henri III, roi d'Angleterre, 184.  
 — de Blamont, 958.  
 — de Champigny, 310.  
 — de Mante, 778.  
 — de Pois, 557.  
 — de Speculo, bourgeois de Gand, 425.  
 — de Sully, bouteiller de France, 889, 898, 931, 983, 984.  
 — le Vouyer, le Voihier, 807, 808.  
 Henriot, valet de forge, 760.  
 Herblay, 485.  
 Héricy, 174, 176.  
 Herlevilla (Gobert de).  
 Hermier de Montmartre, 396.  
 Herpin d'Erquery, 169, 170, 400.  
 Hertebergue (Jean de).  
 Hervé de Léon, 65, 119, 172, 655.  
 — du Formier, 873.  
 — le Coiht, 338.  
 Hodierna, fille d'Egidia, veuve d'Hugues Taupin, 657.  
 Hoël (Laurent).  
 Hondescote, Hondchoote (Gautier de).  
 Hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem, 1021.  
 Houdain (terre de), 385, 452, 459.  
 Houdeardis, femme de Jean de S<sup>t</sup>-Germain, 666.  
 Houdonvilla (Walo de).  
 Huars de Courlegis, 77.  
 Huet de S<sup>t</sup>-Germain-en-Laye, 753, 927.  
 Hugues, écuyer de Philippe Auguste, 218, 1059.  
 — Arpaille, 26, 264.  
 — de Bauçay, 411, 953.



- Hugues de Bouville, 151, 271, 351, 357, 387.  
 — de La Celle, 454.  
 — de Normanville, 856.  
 — de Sapignies, 545, 546.  
 — de Vienne, sire d'Espagny, 341.  
 — le Brun, comte de la Marche, 276.  
 — Taupin, 657.  
*Huguevilla (molendinum de)*, 846.  
 Huquedieu (Lambert, Tasse).  
 Imbert de Romans, 317, 1027.  
 Iquelon, 848.  
 Isabeau ou Isabelle, châtelaine de Bergues, 529.  
 — femme de Dreu la Gueite, 246.  
 — femme de Gui de Flandre, 314, 315.  
 — fille de Philippe le Bel, 413.  
 — mère de Guillaume de *Castris*, 653-654.  
 — veuve de Guillaume du Puy, 580.  
 — d'Argent..., 145.  
 — de Gerennes, 1020.  
 — de Hainaut, femme de Raoul de Clermont, 146, 150.  
 — de Orouer, 80.  
 — de Rosny, Rooni, 126, 265, 272, 691.  
 — de Saint-Just, 1051.  
 — de Soysi, 810.  
 Isson, 976.  
 Issoudun, 928; (château d'), 105.  
 Issy (Jacqueline d').  
*Jacobi* (Nicoluccio).  
 Jacqueline d'Issy, 792.  
 Jacquemin du Sourd, 814.  
 Jacques de Bayon, 676.  
 — de Bommiers, 307.  
 — de Greudhie, de Bruges, 62, 395.  
 — de Jasseines, 514.  
 — de Montargis, 759.  
 Jacques de Noa, 1003.  
 — de Troyes, 774.  
 — de Valenciennes, 140, 524.  
 — Gencien, 414, 487.  
 — Gueite, 1083.  
 — Laire, 404, 607.  
 — Lam, de Bruges, 61.  
 — Luilier, bourgeois de Paris, 457.  
 — Marcel, bourgeois de Paris, 549, 576, 577.  
 Jaquin Carcitani, 897.  
 — de Nogent, 919.  
 Jarcy (N.-D. de), 88.  
*Jardinis* (Jean de).  
 Jasseines (Jacques de).  
 Jaulzy (péage de), 463, 508.  
*Javerciaco* (Guillaume de).  
 Jean XXII, 877, 939, 1089.  
 — cardinal de Sainte-Cécile, 272. V. Jean Cholet.  
 — cardinal de Saint-Marcelin, 393.  
 — châtelain de Bergues, 530.  
 — châtelain de Lens, 316.  
 — comte de Dreux, 89.  
 — comte de Forez, 308, 309, 1085.  
 — comte de Hainaut, 11, 146, 150, 219, 220.  
 — comte de Joigny, 416, 440.  
 — duc de Lorraine, Brabant et Limbourg, 739.  
 — fils de Gilbert de Louvres, 45.  
 — fils de Nicolas fils de Cécille, de Gand, 491, 492.  
 — Boutiers, seigneur de Cantin, 710.  
 — Cholet, cardinal, 15.  
 — Comer, de Gand, 155.  
 — Corbillon, 756.  
 — Cordonnier, panetier du roi, 14, 495.  
 — d'Aguirre, 963.  
 — d'Amance, 976.  
 — d'Ancier, 972.  
 — d'Angle, 46.  
 Jean d'Arreblay, 28, 177, 901, 902.  
 — d'Audenarde, seigneur de *Roseto*, 34.  
 — Dauphin, *Dalchini*, 683.  
 — de Baleigni, 210.  
 — de Bardilly, 991.  
 — de Beaumont, seigneur de La Guierche, 398.  
 — de Beaumont, seigneur de S<sup>te</sup>-Geneviève, 19, 66, 114.  
 — de Belinghem, 489.  
 — de Belleymont, clerc du roi, 986, 995, 1039.  
 — de Béthizy, 669.  
 — de Bonnay, 948.  
 — de Bouville, 875.  
 — de Bracon, 992.  
 — de Cerens, 333, 823.  
 — de Chailly, 93, 94.  
 — de Chalon, seigneur d'Arlay, 306.  
 — de Chambly, 2, 202, 456.  
 — de Châtillon, 981.  
 — de Courlegis, 77.  
 — de Courpalay, 936.  
 — *de curru*, 5, 729.  
 — de Dampierre, seigneur de S<sup>t</sup>-Dizier, 314, 315, 680.  
 — de Gaillon, 1007.  
 — de Garlande, 843.  
 — de Ghistelles, de Guistele, 370, 371, 414, 487.  
 — *de Grandis*, de Cahors, 1018.  
 — *de Guerris*, 866.  
 — de Harcourt, 186, 381.  
 — de Harnes, Hornes, Harnes, 726.  
 — de Haulte Maison, 210.  
 — de Haveskerque, 325, 326, 475, 476.  
 — de Hertebergue, de Bruges, 58.  
 — *de Jardinis*, 859.  
 — de Kinschehen, 588.  
 — de la Chapelle, panetier du roi, 838.



Jean de la Doute, de la Deure,  
bourgeois de S<sup>t</sup>-Omer, 698.  
— de la Halle, 1012.  
— de la Noë, 121.  
— de la Planque, 600.  
— de la Queue, 81.  
— de la Rive, 607.  
— de la Roche Contrade, 601.  
— de l'Eschiquier, 585.  
— de Lilers, 732.  
— de Longchamps, 932.  
— « de Luichehaire », 870.  
— de Lusarches, 595.  
— de Maubeuge, 840, 841.  
— de Melleria, de la Melliere,  
999.  
— de Merhan, 589.  
— de Maisons, 72.  
— de Mons, 749.  
— de Monteclaro, 422.  
— de Montigny, 116, 168, 746.  
— de Morvilliers, 413.  
— de Oyselei, 391.  
— de Pesnes, 714.  
— de Remin, Remy, 492,  
497.  
— de Ribemont, 65, 115,  
116, 172.  
— de Rosoy, 127.  
— de Saint-Germain, 44,  
363, 666, 750.  
— de Saint-Jean, 661.  
— de Saint-Lyenart, 382.  
— de Saint-Py, 771.  
— de Saint-Verain, 33.  
— de Sainte-Aldegonde, 366.  
— de Scey, 930.  
— de Speculo, 587.  
— de Tourneville, 567, 569.  
— de Valenciis, 335.  
— de Valle, 853.  
— de Vaussemmain, 916.  
— de Villeneuve, gouverneur  
des Quinze-Vingts, 330.  
— de Villeneuve, 913.  
— Dixmier, 67.  
— du Chastelier, seigneur de  
Vitry, 532.

Jean Dudet, d'Épiais, 895.  
— du Tertre, 763.  
— Félix, 69.  
— Festu, de Fontainebleau,  
802.  
— Foulques, 156.  
— Galois, 47.  
— Gilbert de Maubeuge, 841.  
— Goutart, Gautart, d'Étre-  
pagny, 787.  
— Hellequin, 685.  
— Larchevesque, seigneur de  
Montfort, 942.  
— Le Baillier, d'Issoudun, 928.  
— Le Borgne, d'Arras, 706;  
de Douai, 119.  
— Le Grand, 43.  
— Le Grand, de Bruges, 63.  
— Le Helle, 210.  
— Le Veneur, 504, 506, 1031.  
— Maillart, 602, 839.  
— Malet, seigneur de Gra-  
ville, 945.  
— Maltaillée, 762.  
— Marcel, 565.  
— Morel, 117, 247, 248.  
— Pasté, 978.  
— Pietresonne, de Bruges,  
171, 288, 289.  
— Sausset de Boissy, 20.  
— Tartarin de Charcio, 651.  
— Triboul, 1022.  
— Wandelart, échevin de Bru-  
ges, 288.  
— Willebart, 154.  
Jeanne, reine de France et de Na-  
varre, 105, 107, 143, 145,  
295, 298, 372, 465, 767,  
876, 899, 909, 915.  
— reine de Sicile, 183.  
— femme de Betin Caucinel,  
365.  
— femme d'Étienne de Cor-  
meilles, 296.  
— femme d'Étienne Haudry,  
824.  
— femme d'Étienne de Linge-  
neuve, 826.

Jeanne, femme de Nicaise de  
Lorris, 239.  
— femme de Pierre le Mor-  
telier, 158, 604, 605.  
— femme de Raoul de Presles,  
561, 884.  
— fille d'Ourry Lalemant,  
955.  
— fille de Pierre le Morte-  
lier, 605.  
— veuve de Geoffroi de Ro-  
rey, 206.  
— veuve de Thibaud de Cor-  
beil, 672.  
— veuve d'Yves le Breton,  
598.  
— d'Artois, comtesse de Foix,  
913, 1011, 1020.  
— de Beaumont, dame de  
Boissai, 447, 448.  
— de Chambly, 558, 655.  
— de Haveskerque, femme  
de Gautier de Hondescote,  
538.  
— de Melun, 75.  
— de Wirmes, 478.  
— La Bernasse, 1033.  
Jeannet de Poissy, 755.  
Jeraumond de Frescobald, 134.  
Johannisvilla (Guillaume de).  
Joigny (Jean, comte de).  
— (comtesse de), 770. V.  
Agnès, Marie de Mercœur.  
Jordaëns. V. Gohier.  
Jort (moulin de), 844.  
Jourdain (Laurent).  
— de Lisle, 149. V. Bertrand  
Jourdain de Lisle.  
Jouy (abbaye de), 245.  
Juaye, 213.  
Julien (Guillaume).  
Juliers (Girard, comte de).  
Jusseyo (Olivier de).  
Kant (Girard, Philippe).  
Kinschehen (Jean de).  
La Balme (Guillaume de).



- La Bassée, 920.  
 La Bernasse (Jeanne, Sebille).  
 La Broce (Temple de), 1021.  
 La Celle (Hugues de).  
 La Chapelle (Jean, Pierre de).  
 La Charité (Geoffroi de).  
 La Charproye (maison de), 924.  
 La Cour (Baudouin de).  
 La Couture (Robert de).  
 La Croix Hémon, à Paris, 979.  
 La Doute (Jean de).  
 La Estraye (Richard de).  
 La Ferté-Alais, 99, 109, 112, 260.  
 La Ferté-en-Ponthieu, 981.  
 La Foucaudière, 933.  
 Lagny (couvent de), 1051.  
 La Gueite (Dreu).  
 La Halle (Jean de).  
 La Huese (Robert de).  
 Laigue (forêt de), 925.  
 Laintier (Mathieu).  
 Laire (Jacques).  
 Laissac, 423.  
 La Jardinière (Marguerite).  
 Lalaing (Simon de).  
 Lalemant (Ourry).  
 Lam (Jacques).  
 La Montoire, 83.  
 Lambert Bonin, de Bruges, 159, 290.  
 — Huquedieu, 138.  
 La Mote (Guillaume de).  
 La Mothe de Montbéry, 978.  
 La Mure (Mathieu de).  
 Landepourrie (forêt de), 933.  
 La Neuville-aux-Ânes, 85, 670.  
 La Neuville-aux-Bois, près Compiègne (maison royale de), 347; 132, 133, 535.  
 Lanfranc *Tartarus*, de Gênes, 243 et suiv.  
 Langeais (prévôté de), 455.  
 Laon (doyen et chapitre), 241; (évêque de), 1085; (prévôté de), 164.  
 — (Gilles, Gui, Pierre de).  
 La Pierre (Raymond Laurent de).  
 La Planque (Jean de).  
 La Queue (Jean, Simon de).  
 Larchevesque (Guillaume, Jean).  
 La Rive (Jean de).  
 La Roche Contrade (Jean de).  
 La Rochelle (châtelain de), 879; (prévôté de), 736.  
 La Rouvière, (châtelain de), 911.  
 La Saussaie (bois de), 821.  
 — (religieuses de), 526.  
 La Sorbière, 996.  
 La Terçerie, 879.  
 La Truye (Guillaume).  
 Laudonnière, 994.  
 Laurent de La Pierre (Raimond).  
 — de S<sup>t</sup>-Martin, 784.  
 — Hoël, bourgeois d'Arras, 700.  
 — Jourdain, 849.  
 Lautard (Seguin).  
 Lauvard, Le Ward (Simon).  
 La Villeneuve au diocèse de Sens, 1080. V. Villeneuve.  
 Le Baillier (Jean).  
 Le Bois Vieil, 892.  
 Le Bon Enfant (Raoul).  
 Le Borgne (Jean, Mathieu). Cf. *Strabo*.  
 Le Boutet (Martin).  
 Le Buisson (maison), 948.  
 Le Chambellan (Renaut, Robert).  
 Le Coiht (Hervé).  
 Le Comte (Pierre).  
 Le Convers (Louis, Philippe, Thibaut).  
 Le Danois (Baudouin).  
 Leffrée. V. Plailly.  
 Le Flament (Renier). V. Flament.  
 LÉGITIMATIONS, 1027, 1028, 1033, 1034.  
 Le Grand (Jean).  
 Le Grenetier (Gosselin).  
 Le Helle (Jean).  
 Le Jumeau (Pierre).  
 Le Karkre (Gautier).  
 Le Lys (abbaye), 943-944.  
 Le Maçon (Guillaume).  
 Le Mesnil «desore Rokencourt», 127.  
 Le Mesnil Osanne, 1082.  
 — Thibaud, 1079.  
 Le Moine (Guillaume).  
 Lemoine (Collège du cardinal), 393, 417.  
 Le Moncel (abbaye), 507, 508, 555, 626, 627, 628, 629, 630.  
 Le Mortelier (Pierre).  
 Lens (Jean, châtelain de).  
 Léon (Hervé de).  
 Le Pin (monastère), 280, 281.  
 Le Plessis (moulin), 870.  
 Le Puy (chapitre), 143.  
 Le Reel (manoir), 1024.  
 Léry, 1077, 1078, 1081.  
 L'Eschiquier (Jean de).  
 Lescot (Guillaume).  
 Lesevilla (Guillaume de).  
 Le Tonnelier (Vautier).  
 Le Vaudreuil, 57, 570.  
 Le Veneur (Jean).  
 Le Verrier (Bertrand).  
 Le Vous (Nicolas).  
 Le Vouyer (Henri).  
 «Lhomme» (Aubert de).  
 Liget (Chartreux du), 281.  
 Ligne (Fastroi, Michel de).  
 Lilers (Jean de).  
 Lille (bailliage de), 954; (renenghes de), 689.  
 Limbourg (Jean, duc de).  
 Limoges (Augustins de), 893.  
 — (Renaud de).  
 Lingeneuve (Etienne de).  
 Lizy, 882, 884.  
 Loayse (Alexandre de).  
 Loches (prévôté de), 281.  
 Loge (forêt de), 987.  
 Logre (Guillaume).  
 Lomagne (vicomté de), 270.  
 Lombards, 941.  
 Lonchoël (forêt de), 989.



- Longchamps (religieuses de), 157, 158, 186, 966. Cf. N.-D. près S<sup>t</sup>-Cloud.  
 — (Jean de).  
 — (terroir de), 506.  
 Longjumeau, 276, 1014. V. Chailly.  
 Longueil, 428, 554, 1053.  
 Longueville, 428.  
 Lons-le-Saulnier (Mineures de), 1040.  
 Lor (Renaut de).  
 L'Orfèvre (Gilles).  
 Lorraine (Jean, duc de).  
 Lorris (Nicaise de); (port de), 206; (prévôté de), 249, 690.  
 Louis VII, 526.  
 — IX, 185.  
 Louis, comte d'Évreux, 99, 153, 157, 212, 218, 260, 403, 451, 606, 888, 984, 985, 1057, 1058, 1060, 1061.  
 — de Marigny, 656, 886.  
 — de Sancerre, chanoine de Bourges, 274, 542.  
 — le Convers de Villepreux, 1082.  
 Lourcines (les Sœurs Mineures, ou de S<sup>te</sup> Claire, ou Cordelières de Saint-Marcel, ou de), 16, 158, 256, 300-302, 340, 524, 604-607.  
 Lourdes, 143.  
 Louvre (le), 511.  
 Louvres (Pierre de).  
 Luchaux, 887.  
 Luchiaceum, 864.  
 «Luichebaire» (Jean de).  
 Luillier (Jacques).  
 Lunel, 889; (moulin de), 92, 261.  
 Lupi (Dionet, Dromo).  
 Lusarches (Jean de).  
 Luxembourg (Galeran de).  
 Luxeuil (monastère de), 346.  
 Luz (bois du), 563.  
 Lyons (châtelain de), 1031; (forêt de), 932.  
 Maalin de Beusart, connétable de Flandre, 320, 688, 689.  
 Macart (Raoul).  
 Machau (Pierre de).  
 «Machelle» (Gui, Guillaume). Cf. Michel.  
 Maciotus de Sameisel, 335.  
 Mâcon, 970; (péage de), 390, 490, 730; (recette de), 97.  
 Maginvilla (molendinum de), 861.  
 Mahaut d'Artois, 973.  
 Maillart (Jean, Robin).  
 Mainabource (Gérard).  
 Mainneville, 477.  
 Maisons (Jean de).  
 Malet (Jean).  
 Maltaillié (Jean).  
 Mango (Guillaume).  
 Mans (vidame du), 287, 455.  
 Mansiacum (péage), 235.  
 Mante (Henri de).  
 Mantes, 1058; (forêt de), 393.  
 Marcel (Jacques, Jean, Pierre).  
 Marche (Charles de la; Hugues Le Brun, comte de la).  
 — (Marie de la).  
 — (comté de la), 1047.  
 MARCHÉS (concession de), 953, 982, 985.  
 Marchézieux (prieur de), 956.  
 Marcilly (Guillaume de).  
 Marcy, 172.  
 Mareschal (Guillaume).  
 Maressonne, fille de Vachelet, dit Le Borgo, 1028.  
 Marguerite, reine de France, 256.  
 — comtesse de Ferrette, 919.  
 — comtesse de Flandre, 325.  
 — femme de Louis d'Évreux, 157, 403, 606.  
 — femme d'Alexandre de Loayse, 390.  
 — femme d'Hugues de Bouville, 387.  
 — femme de Jean de Ghistelles, 371.  
 — femme de Lambert Bonin, 290.  
 Marguerite, femme de Pierre de Laon, 264.  
 — de Bommiers, dame de Sully, 16-17, 109-110, 307, 309.  
 — La Jardinière, 660.  
 Marie (la reine), 358 et suiv., 567, 1058.  
 — fille d'Enguerran de Marigny, 656.  
 — sœur de Sandra de Sartis, 567.  
 — de la Marche, comtesse de Sancerre, 499.  
 — de Mercœur, comtesse de Joigny, 667.  
 — la petite de Champarmoy (madame), 809.  
 Marigny, 502, 886.  
 Marigny (Enguerran, Louis, Marie de).  
 Marmande, 270; (coutume de), 179, 185.  
 Maroil (Guillaume de).  
 Martigneyo (parrochia de), 854.  
 Martin de Chambly, 313, 318, 319.  
 — des Essars, 977, 989.  
 — Le Boutet, 892.  
 — Martinez d'Espeleita, 438.  
 Marzy (Guichard de).  
 «Masquel» (Pierre).  
 Mataplana (Peyre Guilhem de).  
 Mateflon (Foulques de).  
 Mathe Gueite, 1083.  
 Mathieu, évêque de Dunkeld en Écosse, 658.  
 — Coulongne, 742.  
 — de La Mure, panetier du roi, 131, 490.  
 — de Montmorency, chambellan de France, 91, 382.  
 — de Trie, 141, 152, 467.  
 — de Varennes, 1072.  
 — de Villars, 796.  
 — Laintier, d'Arras, 702, 704.  
 Maubeuge (Jean de).  
 Maubuisson (Oudard de).  
 — V. Notre-Dame la Royale.  
 Maucreant (Gérard).



- Maupoint (Nicolas).  
 Mauvoisin (Gui de).  
 Mazières (Gautier de).  
 Meaux (château de), 295; évêque de), 876.  
 Medimavilla (Pierre de).  
 Meheudun (Guillaume de).  
 Melleria (Jean de).  
 Melun (Guillaume, Simon de).  
 — (vicomte de). V. Adam.  
 — (péage de), 532; (prévôté de), 1, 13, 98, 106, 432, 501, 790, 791, 1060.  
 Menaud de Barbazan, 904.  
 Menciotus de Rouvre, 1052.  
 Meneville (Anjorant de).  
 Meran, Merhan (Geoffroi, Gilbert, Jean de).  
 Mercœur (Béraud, Marie de).  
 Meriaco (Gérard de).  
 Merle (Foucaud de).  
 Meudon (Robert de).  
 Meuille (Mingot de).  
 « Michel » (Pierre).  
 — de Bordenet, 885.  
 — de Ligne, maréchal de Hainaut, 954, 965.  
 — de Morgnivalle, 671.  
 Miex-Thiercelin (Étienne du).  
 Miles de Durnay, 199.  
 — de Noyers, 408.  
 Milet, 236.  
 Mingot de Meville, de Meuille, de Merula, 429.  
 Miremont (terre de), 715.  
 Moncel (Thibaud de).  
 Mons (Jean de).  
 — en Puelle, 410.  
 Montargis (Jacques de).  
 — (château de), 95; (Dominicaines de), 922, 964, 1001; (péage de), 811; (prévôté de), 137, 657, 759.  
 Montausier (Dreu de).  
 Montaut (Oton de).  
 Montbéliard (Renaut, comte de).  
 Montchauvet, 1058.  
 Mont-de-Châtres (Célestins de), 463, 1005.  
 — Saint-Louis (chartreuse du), 910.  
 Montdidier, 124; (prévôté de), 840.  
 Montebourg (religieux de), 139.  
 Monteclaro (Jean de).  
 Montendre (Alain de).  
 Montereau-faut-Yonne (prévôté de), 738.  
 Montigny, 291.  
 — (Gautier, Jean de).  
 Montivilliers, 855, 857, 858, 863.  
 « Montlevarde », 437.  
 Monthéry (prévôté de), 113, 188, 269, 653.  
 Montmartre, 396 (Hermier de).  
 Montmorency (Mathieu de).  
 Monton (prévôté de), 416.  
 Montpeyroux (monastère de), 344.  
 Montreuil (Béatrix de).  
 Montreuil-Bonnin (prévôté de), 432, 993.  
 — sur-Mer (prévôté de), 472, 724, 735, 781.  
 Morainville, 906.  
 Morel (Jean).  
 Moressart en Brie, 393.  
 Moret (prévôté de), 769, 782, 802; — (la « Haye » de), 935.  
 Morierval (Adenet, Ansel, Michel de).  
 Mortagne (prévôté de), 416.  
 Mortain (château de), 933; (vicomté de), 1081.  
 Mortcerf, 393.  
 Mortemer, 484, 853.  
 Morteri (Guillaume de).  
 Morvilliers (Jean, Philippe de).  
 Mouchet Gui, 54.  
 Moulleuo (Guiot de).  
 Moustiers (Pierre des).  
 Moustiers-Hubert (ferme des), 557.  
 Mouton (Colin).  
 Nantouard près Vélesmes, 972.  
 Napoléon des Ursins (le cardinal), 470, 833, 881.  
 Narbonne (archevêque de), V. Gilles Aicelin; (salin de), 539.  
 NATURALISATIONS, 897, 1032.  
 Navailles (Guillaume Arnaut de).  
 Navarre (Collège de), 876-877; (reine [?] de), 111.  
 Néaufles (péage de), 55.  
 Neilly (Pierre de).  
 Nemours (châtelain de), 838; (moulins de), 14; (prévôté de), 96, 495.  
 Nérestan (Étienne de).  
 Nesle (Gui de).  
 Neuchâtel, 866.  
 Neufmarché, 238; (moulin de), 867; (prieur et prévôté de), 226.  
 Neuilly (Pierrot de).  
 Neuville (Oudard de).  
 Nicaise de Lorris, 239.  
 Nicolas de Rumilly, chapelain à Saint-Étienne de Troyes, 303, 305.  
 — Brecholle, 855.  
 — « Catalan » (ou de Châlons), dit Boule, archidiacre de Reims, 815.  
 — de Braye, 1064.  
 — d'Orléans, 674.  
 — Flameng, 783.  
 — Guidi, 703.  
 — Le Vous, 709.  
 — Maupoint, 873.  
 Nicolino Gregorii, 1032.  
 Nicoluccio Jacobi, 1032.  
 Nigrostanio (Étienne de).  
 Niort, 1047.  
 Noa (Jacques de).  
 Noella (Colard de).  
 Nogaret (Guillaume de).  
 Nogent (Jaquin de).  
 Nogent en Bassigny, 1073.  
 Nointel (Évrard de).  
 Nojeon le Sec, 575.  
 Normanville (Hugues de).  
 Notre-Dame la Royale près Pon-



toise (Maubuisson), 208, 419, 425, 426.  
 Notre-Dame près Saint-Cloud, 258, 293, 383. V. Longchamps.  
 Noyers (Miles de).  
 Noyon (Gui, évêque de).  
 — (Robin de).  
 Nozeris (Guillaume de).  
 Nulliaco (Robin de).  
 « Odon » Rigaut, 175.  
 Ogier de Saint-Chéron, 891.  
 Oisile, femme de Gilles de Laon, 507, 508.  
 Olivier de Jusseyo, 1052.  
 Orlicus Alemanni. V. Ourry.  
 Orbec (baronnie d'), 227, 311.  
 Orléans, 573, 825; (évêque d'), 501; (mines de sel d'), 204; (prévôté d'), 201, 406, 407, 501, 661.  
 — (Nicolas d').  
 Orval, 849; (moulins d'), 873.  
 Osonnet (moulin d'), 855.  
 Ostrevant en Hainaut, 1093.  
 Oton de Montaut, 337, 343.  
 Oudard de Chambly, 334, 645.  
 — de Maubuisson, 486, 996.  
 — de Neuville, 292, 365.  
 Ourry l'Allemand, Lalemant, 799, 955.  
 Oyselei (Jean de).  
 Pacinchia (château royal de), 441.  
 Pacy, 1058; (Robert de).  
 Parassy, 983.  
 Parcoult (châtelain de), 6.  
 Paris (bourgeois de). V. Étienne de Cormeilles, Étienne Haudry, Étienne Potier, Guillaume Lescot, Jacques Luilier, Jacques Marcel, Pierre des Essarts, Pierre le Mortelier.  
 — (N.-D. de), 7, 371, 380, 514, 543, 556, 623, 960; (église Saint-Barthélemy de), 553; (curé de Saint-Eustache de), 217. V. aussi Saint-Bon.

Paris (Carmes de), 979; (Char- treux de), 352, 359; (Frères prêcheurs de), 498<sup>a</sup>; (Mathu- rins de), 361, 399.  
 — (Hôtel-Dieu de), 500.  
 — (péage du Grand Pont), 543, 556.  
 — (Châtelet), 294, 295, 309, 313, 318, 417, 938, 946, 952, 1049, 1050, 1053, 1054.  
 — (expropriations pour l'a- grandissement du palais royal à), 494, 522, 523, 534, 549, 553, 564-566, 576, 598, 599.  
 — (Sainte-Chapelle du palais), 251, 420, 460, 625, 837, 885, 1091, 1092.  
 — (Monnaie de), 951.  
 — (prévôté de), 10, 43, 44, 222, 352, 368, 427, 495, 755, 757, 758, 760, 764-767, 775, 778, 784, 788, 792, 795, 806, 834, 837. Cf. Châtelet.  
 — (Université de), 86, 294, 330, 412, 417, 876. V. aussi Cholets, Lemoine (Collège du cardinal), Navarre, Presles.  
 — V. aussi Quinze-Vingts, Sainte-Geneviève, Lourcines, Saint-Victor.  
 Parthenay. V. Guillaume l'Ar- chevêque, sire de.  
 Pasté (Jean).  
 Pasturatum, 1041.  
 Paulmier (Pierre).  
 Percheron (André, Bertrand).  
 Périgord (Élie Taleyrand, comte de); (sénéchaussée de), 1018.  
 Périgueux, 608.  
 Perin Blanmanteau, dit Soutif, 766.  
 Péronelle, femme de Galeran Breton, 332, 623, 624, 625.  
 — femme de Pierre de Medi- mavilla, 779.  
 — d'Autry, 121, 122.

Péronelle de Giry, 372.  
 Péronne (Saint-Fursy de), 257; (péage de), 445.  
 Pesnes (Guillaume, Jean, Ysoré de).  
 Petruchia, 441.  
 Peyre Guilhem de Mataplana, 253, 255, 342.  
 Peyriac, 1046.  
 Philipote, fille d'André de Vi- try, 293, 383.  
 Philippe Auguste, 1, 218.  
 Philippe, archevêque de Sens, 951.  
 — Barbier 412.  
 — de Conches, fils d'Artois, 8, 22.  
 — de Morvilliers, 413.  
 — de Saint-Germain-en-Laye, 42, 435.  
 — de Viney, d'Arras, 708.  
 — du Bruech, 327.  
 — du Val le jeune, bourgeois de Gand, 433.  
 — Flament, 174, 176.  
 — Galouh, Galouk, 1088.  
 — Kant, 439.  
 — le Convers, 509, 543, 556, 570, 571, 613, 949, 1075, 1077, 1078, 1079, 1081.  
 Pierre (Béraud, Ferrand).  
 — Bapteste, 935.  
 — Bernard, 818.  
 — Bertrand, chancelier de la reine, 923.  
 — Bouchard, 228, 229, 230, 231.  
 — Charrier, Chartier, 205.  
 — de Bailheus, sénéchal de Saintonge, 230, 232, 235, 236.  
 — de Baufremont, 402.  
 — de Baugy, 378.  
 — de Beaune, 104.  
 — de Belleperche, doyen de Paris, 487; évêque d'Auxerre, 547.  
 — de Broce, 98, 106.



- Pierre de Buxeria, de la Buixière, 16-17.  
 — de Carsan, 718.  
 — de Chalon, clerc du roi, 1066, 1067.  
 — de Chambly, 53, 54, 55, 57, 198, 265, 272, 292, 421, 430, 445, 447, 573, 691, 692.  
 — de Chambly, seigneur de Wirmes, 341, 446, 461, 462, 469, 478, 558, 572, 655, 711, 727, 734, 748.  
 — de Cheneyo, 690.  
 — de Colonne (le cardinal), 374, 415, 842, 1046, 1084.  
 — de Condé (fr.), 251, 498, 885.  
 — de Dicy, 836.  
 — de « Divos », 167.  
 — de Foulley, 68, 267, 268.  
 — de Galard, maître des arbalétriers, 969.  
 — de Garencières, 1002.  
 — de La Chapelle, évêque de Toulouse, cardinal, 602, 839.  
 — de Laon, 264, 652.  
 — de Louvres, 10.  
 — de Machau, 882, 883, 884. Cf. Michel.  
 — de Medimavilla, 779.  
 — de Neilly, Nuilly, 443.  
 — de Plailly, 203.  
 — de Seriliaco, 761.  
 — des Essars, bourgeois de Paris, 1023.  
 — des Moustiers, 879.  
 — de « Tientoire », 21.  
 — de Troyes, 812.  
 — de Via, 1014, 1019.  
 — de Villanis, châtelain de Longchamps, 312.  
 — du Bruech, 356.  
 — du Chesney, 811.  
 — Évrard, 599.  
 — Dueze, 926, 1010, 1089, 1090.  
 — Fabre de la Couronne, 209.  
 Pierre Flament, 63, 174.  
 — « Florence », bourgeois de Saint-Omer, 367.  
 — Le Comte, 800, 801.  
 — Le Jumeau, prévôt de Paris, 412.  
 — le Mortelier, 158, 604, 605.  
 — Marcel, 564, 576.  
 — Masquel, 737.  
 — Michel, 95.  
 — Paulmier, 806.  
 — Roqua, d'Alais, 988.  
 — Saulnier, 291.  
 — Saulnier, de Pontoise, 485.  
 — Saymel, bailli de Rouen, 673.  
 — Taperel, 1050.  
 — Vigier, 328.  
 Pierrefonds (prévôté de), 679, 925.  
 Pierre Pertuse (Guillaume de).  
 Pierrot de Chiviers, 775.  
 — de Neuilly, 754.  
 — de Saint-Denis, 777.  
 — Flamant, 522.  
 Petresonne (Jean).  
 Pirou (Eustache de).  
 Pizdoe (Guillaume).  
 Plailly (Pierre de).  
 Plaisians (Guillaume de).  
 Platzars (Barthélemy).  
 Plauzoles (Guillaume de).  
 Plessis (Geoffroi du).  
 Plexio (molendinum de), 870.  
 Podenas (Guillaume Arnaut de).  
 Pois (Henri de).  
 Poissy, 663, 665; (monastère de Saint-Louis, à), 512-514, 517-521, 541, 609, 610, 620, 632 et suiv., 957, 959, 1044, 1045, 1065, 1076.  
 — (chapelle royale de), 940.  
 — (frères précheurs de), 610.  
 — (Jeannet, Robin de).  
 Poitiers (Alfonse de).  
 — (Aimar de).  
 Poitiers (minage de), 280; (prévôté de), 67; (sénéchaussée de), 664.  
 Polard (Gautier).  
 Pommiers, 404.  
 Pompignan, 969.  
 Pons (Renaut de).  
 Pont-Audemer (prévôté de), 186.  
 Pont-de-l'Arche (vicomté de), 613, 768, 1079.  
 Ponte (molendinum de), 873.  
 Ponthoille près S'-Quentin, 207.  
 Pont Neuf (moulin du), à Lunel, 92.  
 Pontoi, 965.  
 Pontoise, 94; (château de), 729; (prévôté de), 94, 372, 651, 771, 772, 773, 777. Voir Notre-Dame la Royale.  
 Pontorson, 869.  
 Pont-Sainte-Maxence (Hôtel-Dieu de), 675; (prévôté de), 5, 399.  
 Porchefontaine (Guillaume de).  
 Portali (Arnaut de).  
 Potier (Étienne).  
 « Pourbolain » (Arnaut de).  
 Prepositi (Robert).  
 Presles, 559.  
 — (Collège de), 563.  
 — (Raoul de).  
 Prouille (monastère de), 180, 181.  
 Provins (prévôté de), 101, 776, 807, 808, 809.  
 Puy (Guillaume du).  
 Puyguilhem en Auvergne, 344.  
 Quatremares, 57.  
 Quincampoix (Arnoul de).  
 Quinze-Vingts, 330, 1036, 1071.  
 Raimond, comte de Toulouse, 183.  
 — Bernard de Durfort, 144.  
 — de Caussade, 437.  
 — de Tourosele, 907.  
 — Laurent de La Pierre, 225.  
 Rainaldo da Supino, 431.  
 Rameru (prieur de), 142.



- Raoul, évêque de Laon, 1085.  
 — sommelier des joyaux, 765.  
 — fils de Dreu la Gueite, 834.  
 — de Beaumont, 238.  
 — de Clermont, connétable de France, 146, 149, 179, 322, 327, 600.  
 — Delisle, 863.  
 — de Presles, 560, 561, 562, 563, 882, 884, 924.  
 — Le Bon Enfant, 388.  
 — Macart, 1030.  
 — Sausse, 861.  
 — Silvani, 437.  
 Rebrachien (Guillaume).  
 Reelus (Colet du).  
 RÉGALES, 479.  
 Reins (Antoine).  
 Remin (Gilles, Jean de).  
 RÉMISSION (lettres de), 1004, 1083.  
 Renaud, comte de Montbéliard, 990.  
 — Buhure, 597.  
 — Buille, de Bourges, 453, 454.  
 — Cluignet, 1013.  
 — de Bétencourt, 851.  
 — de Bray, 967.  
 — de Limoges, 509.  
 — de Lor, 977.  
 — de Pons, 234.  
 — de Saint-Martin, 696.  
 — «Hazard de Tieux», 430.  
 — le Chambellan, vicomte de Falaise, 388.  
 Renier Accorre, 224.  
 — de Senlis, 221.  
 — de Villaribus, 682.  
 — Friquembaut, 866.  
 — Grimaldi, amiral, 386, 455.  
 — le Flament, 168.  
 Ribauts, 996.  
 Ribemont (Jean de); S<sup>t</sup>-Nicolas sous), 172.  
 Ribuef, 861.  
 Richard, roi d'Angleterre, 280.  
 — ingénieur du roi, 97.  
 — de la Estraye, 1024.  
 — Fichon, 133, 368, 369, 405. V. Richard, ingénieur.  
 — Wallart, 863.  
 «Rigaüs de Vernau», 115.  
 Rigaut (Odon).  
 Rigny (Foulques de).  
 Rinuisk (Guillaume).  
 Robert, comte d'Artois, 83, 84, 250, 399.  
 — comte de Boulogne, 3.  
 — duc de Bourgogne, 163, 275, 321.  
 — Broiars, de Molinghehem, 444.  
 — Busquet, 1008.  
 — Caut, échevin de Bruges, 282, 283.  
 — d'Avenièrès, 541.  
 — de Altisio, 693.  
 — de Beauval, 476.  
 — de Campinis, 670.  
 — de Chalus, dit Boucher, 1087.  
 — de Gamaches, chambellan du roi, 980.  
 — de la Couture, 780.  
 — de la Huese, 484.  
 — de Meudon, panetier du roi, 450; «de Meung», 663.  
 — de Paci, 213.  
 — de Saint-Venant, 191.  
 — de Senlis, 148.  
 — de Sarmiselles, Sermeselles, 971, 1080.  
 — de Tancarville, 194, 482.  
 — de Vaurin, 29.  
 — de Verson, 1000.  
 — Foutel, Fretel de Hubercourt, Humbercourt, 797.  
 — le Chambellan. V. Robert Tancarville, 194.  
 — Prepositi, 857.  
 Robin Boudard, 1043.  
 — de Condé, 108.  
 — de Noyon, 1043.  
 Robin de Nalliac, 914.  
 — de Poissy, 773.  
 — de Saint-Cloud, 764.  
 — Fabre, 768.  
 — Maillart, 868.  
 Rocha (*molendinum de*), 873.  
 Rochechouart (Simon de).  
 Rochefort, 879.  
 Rochefort-sur-Charente, 228-232.  
 Rochefort (Alix, Yolande de).  
 Roger, valet des palefrois, 668.  
 — Ausmiches, 865.  
 — de Bois Arnaud, 852.  
 — «de Cotevrait», 862.  
 — Escaille, 85.  
 Roland Breton, 772.  
 Romain de Valle, 853.  
 Romans (Guyonnet, Imbert de).  
 Romilly, 989.  
 Roqua (Pierre).  
 Rorey. V. Rotey.  
 Rosay, 502; (Simon de).  
 Roseto (Guillaume de); (*molendinum et vivarium de*), 862.  
 Rosny (Isabelle de).  
 Rosoy, 127; (Jean de).  
 Rotey (Geoffroi de).  
 Rotier de Nibella (Guillaume).  
 Rouaut (André).  
 Rouen, 334, 594, 645; (bailli de), 675; (Échiquier de), 91, 381, 670, 874; (grand poids de), 1023; (moulins et halles de), 334, 645; (Sainte-Catherine de), 503, 1068; (religieuses de Saint-Mahy de), 125; (vicomté de l'Eau de), 578, 579, 594, 644, 691.  
 Rousselin, 261.  
 Roussillon (Guillaume de).  
 Routot (prévôté de), 56.  
 Rouvray (forêt de), 47, 966.  
 — (Alfonse de).  
 Rouvre (*Menciotus de*).  
 Royallieu près Compiègne (monastère de), 436, 466, 496, 925, 961, 1029.



- Royaumont (monastère de), 878.  
 Roye (péage de), 50, 51, 268, 445, 621.  
 Ruffo Gregorii, 1032.  
 Rugles, 852.  
 Rumilly (Nicolas de).  
 Ry (Guillaume de).  
 Sablonceaux (monastère de), 328.  
 Sacri Portus (abbatia), 175. V. Barbeaux (abbaye de).  
 Saint-Albin (Gossuin de).  
 Saint-Antoine lez Paris (abbaye de), 469, 494.  
 Saint-Augustin (Ermite de), 393, 460.  
 Saint-Bon (curé de), 81.  
 Saint-Brice en Auxerrois, 971, 1080.  
 Saint-Chéron (Ogier de).  
 Saint-Cloud (garenne de), 48.  
 — (Robin de).  
 — (Notre-Dame près). V. Notre-Dame.  
 Saint-Demetre en Calabre, 387.  
 Saint-Denys (Pierrot de).  
 — de Espouvillari, 855.  
 Saint-Denys (abbaye de), 410.  
 Saint-Dizier (Jean de Dampierre, seigneur de).  
 Saint-Étienne des Grès, 480, 481, 622, 623.  
 Saint-Eustache (le curé de), 217.  
 Saint-Évroult (monastère de), 226, 867.  
 Saint-Félix (château de), 1090.  
 Saint-Florentin, 440.  
 Saint-Germain (Jean de).  
 Saint-Germain-en-Laye, 927; (Huet, Philippe de).  
 Saint-Gervais (Benoît de).  
 Saint-Jean (Jean de).  
 Saint-Just (Girard de).  
 Saint-Léger-en-Laye, 435.  
 Saint-Leu-des-Vignes, 461, 572.  
 Saint-Lô (Maison-Dieu de), 900.  
 — (religieux et abbé de), 118.  
 Saint-Louvent (terre de), 815.  
 Saint-Lucien de Beauvais, 445, 446.  
 Saint-Lyenart (Jean de).  
 Saint-Macaire, 36, 130.  
 Saint-Mahy de Rouen, 125.  
 Saint-Marcel lez Paris, 158, 526, 897. Cf. Lourcines.  
 Saint-Mards en Othe, 440.  
 Saint-Martin (Laurent, Renaut de).  
 Saint-Maurice-sur-Fessard, 890.  
 Saint-Michel (Guillaume de).  
 Saint-Michel de Chedigné, 38.  
 Saint-Michel-sur-Mer (abbaye de), 1075.  
 Saint-Omer, 733; (bourgeois de). V. Antoine Reins, Gilbert de Aria, Gui Florent, Jean de la Deure, Jean de S<sup>te</sup> Aldegonde, Pierre « Florence »; (châtelaine de), v. Alienorde.  
 Saint-Paul-Cap-de-Joux, 1085.  
 Saint-Pierre es Champs (Tifaine de).  
 Saint-Py (Jean de).  
 Saint-Quentin, 995; (vinage de), 1063.  
 — (hôpital de), 207.  
 Saint-Sauveur de Montivilliers, 855, 863.  
 — (abbaye de), en Cotentin, 1078.  
 Saint-Venant (Robert de).  
 Saint-Verain (Jean de).  
 Saint-Victor (abbaye de), 222, 330, 417.  
 Saint-Victor-en-Caux, 1008.  
 Saint-Vincent (le seigneur de), 945.  
 Saint-Ymer-en-Auge (prieuré de), 56.  
 Sainte-Aldegonde (Jean de).  
 Sainte-Barbe près Falaise, 388.  
 Sainte-Catherine (prieuré de). V. Val des Écoliers.  
 Sainte-Claire. V. Lourcines.  
 Sainte-Croix (religieux de), 360.  
 Sainte-Geneviève (abbaye de), 18, 498.  
 Sainte-Livraigne, 206.  
 Saintes (prévôté de), 236; (château de), 236, 237.  
 Salins (le puits de), 992.  
 Salomon (Guillaume).  
 Sameisel (Maciotus de).  
 Sancerre (Étienne, comte de); (Louis, Thibaud de); (Marie de la Marche, comtesse de).  
 Sandra de Sartis, 567, 568, 569.  
 Sanguesa en Navarre, 1025.  
 Sapignies (Hugues de).  
 Sarmiselles (Robert de).  
 Sartis (Sandra de).  
 Saulnier (Pierre).  
 Sausse (Raoul).  
 Sausset de Boissy (Jean).  
 Sauveterre, 279.  
 Savi (Clément de).  
 Savigny, 845.  
 — 983.  
 — (Geoffroi de).  
 Savoie (comte de), 984; v. Amé.  
 Saymel (Pierre).  
 Scey (Jean de).  
 Seville La Bernasse, 1033.  
 Seclin, 921.  
 Segalon Wyon, d'Arras, 828, 829.  
 Seguin Lautard, 694.  
 Senlis, 630; (Saint-Maurice de), 1056.  
 — (Renier, Robert de).  
 — (bailliage de), 135, 209, 746, 837, 876, 1064; (commune de), 221; (prévôté de), 90, 148, 310, 727, 836, 874.  
 Sens (Durand de); (archevêque de), v. Philippe.  
 Septfonds en Quercy, 141, 151, 152.  
 Sérignan (Bernard de).  
 Seriliaco (Pierre de).  
 Sienne, 1032.  
 Silvani (Raoul).  
 Simon, évêque de Meaux, 876.



- Simon de Lalaing, de Balaigny, 719.  
 — de La Queue, 490<sup>a</sup>, 720, 721.  
 — de Melun, maréchal de France, 449.  
 — de Rochechouart, 418.  
 — de Rosay, 173, 174, 176, 330.  
 — du Tremblay, 566.  
 — le Ward, Lauvard, 468, 832.  
 Sobast (Aimé de).  
 Soissons (chapitre de), 603.  
 Sonchamps, 218, 1059.  
 Sotenghem (Guérard de).  
 Sourd (Jacquemin du).  
 Soutif (Perin Blanmanteau, dit).  
*Speculo* (Henri, Jean de).  
*Strabo* (Guillot, Thomas).  
 Suisy (Étienne de).  
 Sully (Henri de); (Marguerite de Bommiers, dame de).  
 Supino (Rainaldo da).  
 Surdon (forêt de), 639.  
 Surgères (sire de). V. Guillaume Mango.  
 Taleyrand (Élie).  
 Tallaye (Guillaume de).  
 «Tallémoustier», 226.  
 Tancarville (Robert de).  
 Taperel (Pierre).  
 Tartarin (Jean).  
*Tartarus* (Lanfranc).  
 Tasse Huquedieu, 138.  
 Taupin (Hugues).  
 Temple (Geoffroi du).  
 «Tentoire» (Pierre de).  
 Tertre (Jean du).  
 Thiard (André).  
 Thibaut, roi de Navarre et comte de Champagne, 346, 559.  
 — chanoine de Bourges, 274.  
 — de Bolinvilla, Bolonville, 794.  
 — de Cepoy, maître des arbalétriers, 36, 384, 452, 459.  
 Thibaut de Corbeil, 672.  
 — de Moncel, 249.  
 — de Sancerre, 274, 542.  
 — Denisy, 591.  
 — le Convers, 135, 182.  
 Thieffrain, 199.  
 Thierceville, 477.  
 Thomas Asce, 872.  
 Thomas *Strabo*, 781.  
 Tifaine de Saint-Pierre ès champs, 413.  
 Tinchebray, 847.  
 Tombe (moulin de), 856.  
 Toul, 223.  
 Toulouse (Raimond, comte de).  
 — (évêque de). V. Pierre de La Chapelle.  
 Toulouse (Monnaie de), 225.  
 Tournehem (bois de), 250.  
 Tournesis (baillage du), 1016, 1086.  
 Tourneville (Jean de).  
 Tourosele (Raimond de).  
 Toustain (Guillaume).  
*Treleyo* (*parrochia de*), 861.  
 Tremblay (Simon du).  
 Treson (bois de), 562.  
 Tréville, 262.  
 Trian (Arnaut de).  
 Triboul (Guillot, Jean).  
 Trie (Mathieu de).  
 Triel (la charue de), 450.  
 Troismoulins, 457.  
 Troyes (foire froide de), 125; (portage de), 667, 770; (prévôté de), 774.  
 — (Saint-Étienne de), 303, 304, 305.  
 — (Jacques, Pierre de).  
 Tudela, 962.  
 Ursins (Napoléon des).  
 Usages (Guillaume des).  
 Usunbardi (Colin).  
 Vachelet, dit Le Borgois, 1028.  
 Val (Philippe du).  
 Val des Écoliers (le), 347, 358, 372, 405, 436, 535, 536, 880, 940, 1073. Cf. Royallieu.  
 Valenciennes (Denisot, Estiénot, Jacques de).  
*Valenciis* (Jean de).  
*Valle* (Jean, Romain de).  
 Valois (Charles de).  
 Valognes, 847.  
 Valpendant, 2, 202, 456.  
 Vanves, 18.  
 Varaville, 826.  
 Vardes, 1068.  
 Varennes (Mathieu de).  
 Vaudreuil, 997. V. Le Vaudreuil.  
 Vaure (forêt de), 1089, 1090.  
 Vaurin (Robert de).  
 Vaussemain (Jean de).  
 Vautier le Tonnelier, de Bruges, 64.  
 Vauvert (Chartreux de), 352, 359.  
 Vaux-la-Comtesse, 31.  
 Verberie, 630; (La Trinité de), 409; (prévôté de), 15, 789.  
 Vermandois (bailliage de), 468, 488.  
 Verneuil (prévôté de), 763.  
 Vernon, 192, 570; (forêt de), 998; (prévôté de), 692.  
 Vernon (Maison Dieu de), 997.  
 Vernou, 7.  
 Vernoy, 916.  
 Verson (Robert de).  
 — (manoir de), 1000.  
 Vesou, 32.  
*Via* (Gerin, Pierre de).  
 Viarmes. V. Wirmes et Pierre de Chambly.  
*Vicecomitis* (Guillaume).  
 Vidourle (rivière), 261.  
 Vienne (Hugues de).  
 Vigier (Pierre).  
*Villa Martini* (Agnès de).  
*Villanis* (Pierre de).  
 Villarcel (Ancel de).  
*Villaribus* (Renier de).  
 Villars (Mathieu de).  
 Villebrune (G. de).



- Villechien, 1079.  
 Villefranche-du-Rhône, 1066.  
 Villeneuve (Jean de).  
 Villeneuve au Bois, 40.  
 — in *Logio*, 668.  
 — le Comte, 393.  
 — le Roi, 167.  
 — sous Belleperche, 547.  
 « Villenteus », « Villentens », 882, 884.  
 Villepreux (Louis de).  
 Villiers en Bocage, 117.  
 Villiers en Desselve, 178.  
 Villiers en Vexin, 54.  
 — lez La Ferté-Alais (monastère de), 109, 112, 260.  
 Vinea (Philippe de).  
 Vincennes, 526.  
 Vitry (André de); (prévôt de), 313.  
 — (les dames de), 258, 293, 383; (Philipote de).  
 Voisiers (Hellin de).  
 Wale, fils de Gilbert, châtelain de Bergues, 529, 530, 531.  
 Wallart (Richard).  
 Walo de Houdonvilla, 752.  
 Wandelart (Jean).  
 Willebart (Jean).  
 Wirmes (Jeanne de).  
 Wyon (Segalon).  
 Yèvre-le-Châtel, 991.  
 Yolande de Rochefort, 228, 231.  
 Yon de Garencières, 348, 687.  
 Ysoré de Pesnes, 716.  
 Zacharie (Benoit).



## TABLE.

INTRODUCTION.....	33
I. LES GRANDES SÉRIES DE REGISTRES.....	60
II. LE REGISTRE <i>BEL</i> ET LA <i>REVOCATIO DONORUM</i> .....	102
III. LES ARCHIVES DE LA CHAMBRE ET LE TRÉSOR DES CHARTES.....	156
IV. <i>FEODA ET SERVICIA, CENSUS</i> .....	214
NOTE ADDITIONNELLE.....	250
APPENDICE I. <i>EXTRAITS DU SECOND JOURNAL DE LA CHAMBRE</i> .....	251
APPENDICE II. <i>ESSAI DE RESTITUTION DU LIVRE ROUGE</i> .....	283
INDEX DU LIVRE ROUGE.....	380



# TABLE

33	INTRODUCTION
60	I. LES PREMIERS ANS DE RECHERCHES
102	II. LES RECHERCHES SUR LA REPRODUCTION DU BÉTAIL
156	III. LES RECHERCHES SUR LA CHASSE ET LE TRAP
214	IV. L'ÉLEVAGE DES ANIMAUX
250	NOTES ADDITIONNELLES
271	ANNEXE I. EXTRAITS DE VIEUX JOURNAUX DE LA CHASSE
281	ANNEXE II. ÉTAT DE RECHERCHES DE LA FAUNE
286	INDEX DE LA FAUNE







PARIS

C. KLINCKSIECK, LIBRAIRE

RUE DE LILLE, 11



















BOUND

OCT 20 1922

UNIV. OF MICH.  
LIBRARY

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07980 5316



